CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

Les Notes de la Chambre des salariés

ANALYSE SECTORIELLE DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE

-

Version 2018

Vue détaillée des différentes branches d'activité économique

(2000-2016)

Luxembourg, le 24.09.2018

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
B.P. 1263 L-1012 Luxembourg
T. +352 27 494 200 F. +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.u

Avertissement **3**

B – Industries extractives **4**

Activité 4
Productivité 6
Rémunération des facteurs de production 7
Répartition de la production 10

C – Industrie manufacturière **12**

C10 à C12 Industries alimentaires ; fabrication de boissons et de produits à base de tabac 12
C13 à C15 Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure 21
C16 à C18 Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction 27
C20 Industrie chimique 32
C22 et C23 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques 39
C24 et C25 Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements 46
C31 à C33 Fabrication de meubles, bijouterie, instruments de musique, jouets, réparation et installation de machines et équipements 59

D – Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné **66**

E – Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution **73**

F – Construction **80**

G – Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles **87**

G45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles 87
G46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles 94
G47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles 101

H – Transports et entreposage **110**

H49 Transports terrestres et transport par conduites 116

I – Hébergement restauration **124**

J – Information et communication **132**

J 58 Édition 132
J58 à J60 Édition, activités cinématographique, vidéo, production de programmes de télévision, activités de programmation et de diffusion 138
J61 Télécommunications 145

K – Activités financières et d'assurance **152**

K64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite 152
K65 Assurance 159
K66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance 165

L – Activités immobilières **172**

M – Activités spécialisées, scientifiques et techniques **173**

M69 et M70 Activités juridiques et comptables ; activités des sièges sociaux; conseil de gestion 173
M71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques 180
M72 Recherche-développement scientifique 186
M73 Publicité et études de marché 187
M73 à M75 Publicité et études de marché ; autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités vétérinaires 195

N – Activités de services administratifs et de soutien.....196

AVERTISSEMENT

Une série d'encadrés rendent la substantifique moelle et permettent une lecture rapide de la présente publication.

Elle constitue à la fois l'annexe et le socle de l'*« **Analyse sectorielle de l'économie luxembourgeois – version 2018** »* conduite par la Chambre des salariés et publiée à part.

Si la première rassemble les données les plus récentes relatives aux diverses branches d'activités économiques sous forme agrégée (six branches, autant que possible jusqu'en 2017), cette seconde publication propose un travail méthodique d'investigation de l'économie nationale à un niveau désagrégé (64 branches jusqu'en 2016 en raison de l'indisponibilité de données plus récentes).

Des définitions rapides de quelques grandes notions économiques courantes qui sont essentielles à la bonne interprétation et compréhension de cette étude sont fournies dans la publication principale, en fin de document.

Cette note de fin de document définit également le cadrage méthodologique sous-jacent à la présente analyse sectorielle courant de 2000 à 2016 et son étendue. Elle contient également la liste des codes et sigles utilisés.

Nous renvoyons donc le lecteur vers la note méthodologique de l'*« **Analyse sectorielle de l'économie luxembourgeois – version 2018** »* pour de plus amples informations, si le besoin s'en fait sentir.

Notons nonobstant que les comparaisons entre les différents pays qui portent ici sur l'année 2016 se font sur des données qui ne sont pas toujours disponibles pour tous les États ; ceci nous amène souvent à comparer des données de 2016 pour la plupart des pays avec les dernières données disponibles pour les autres, le plus souvent 2015. Ce parti pris donne une vision plus globale permettant de comparer l'ensemble des pays et non seulement ceux pour lesquels les données de 2016 sont disponibles, car l'objectif est avant tout de replacer les derniers résultats du Luxembourg dans un contexte européen le plus large et le plus récent possible.

B – INDUSTRIES EXTRACTIVES

C'est une activité relativement marginale au Luxembourg, essentiellement représentée par les carrières. Certes, cette activité est en déclin, toutefois l'explication tient plus à des faits structurels (taille du pays et manque de ressources naturelles, question environnementale et volonté politique de ne pas développer de nouveaux sites contraignants pour les riverains…). Cette activité recule par ailleurs dans la plupart des pays européens, en termes de valeur ajoutée ou d'emploi.

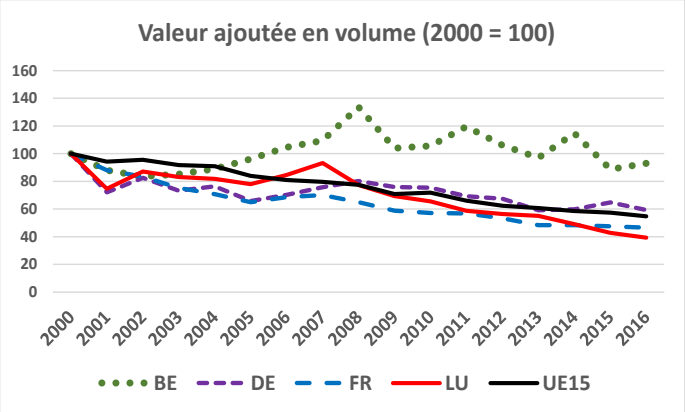
Cela étant, on ne peut pas dire que l'activité ne soit pas « compétitive », si l'on considère un niveau de productivité très élevé, celui du CSU tout à fait dans la norme et celui de rentabilité plutôt élevé. En fait, l'impression de repli de l'activité tient essentiellement à la baisse de la valeur ajoutée en volume, alors qu'aux prix courants, le constat est totalement différent.

Avec 240 emplois en 2016, il s'agit d'une branche tout à fait marginale de l'économie luxembourgeoise (moins de 0,1% de l'emploi ainsi que de la valeur ajoutée totale). Ceci tient bien évidemment à l'exiguïté du territoire et à l'absence de gisements de ressources naturelles.

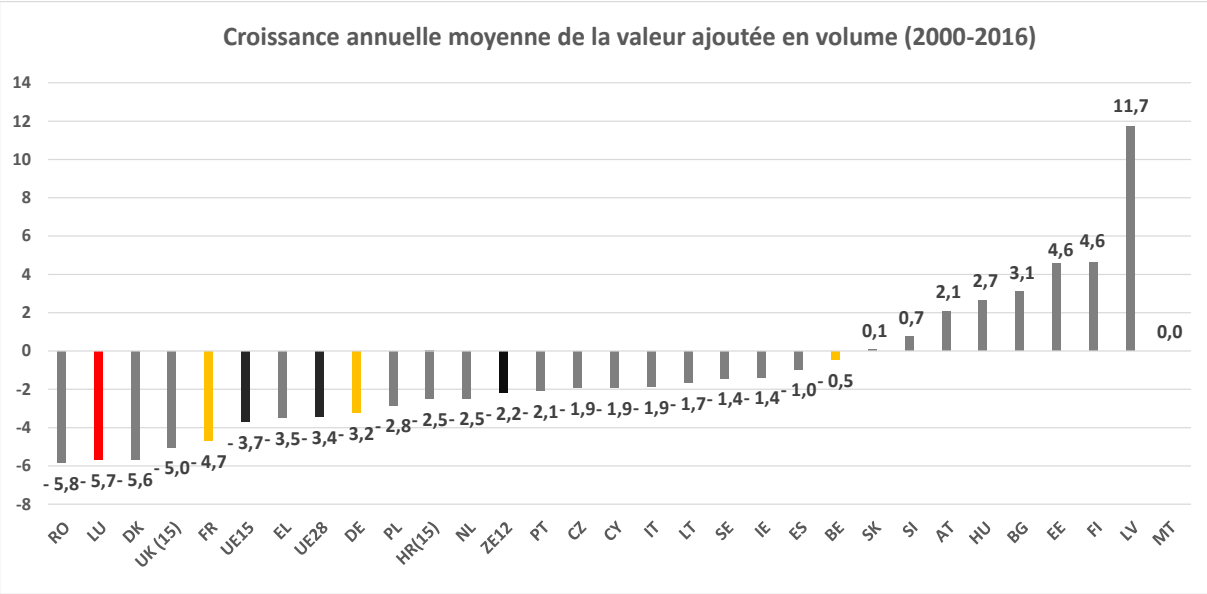
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	0,24	0,1
Salariés (milliers)	0,24	0,1
Valeur ajoutée nominale (millions)	25	0,1

Activité

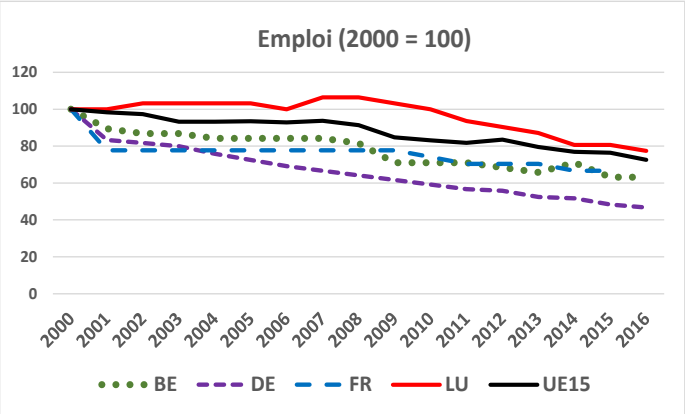
Au Luxembourg, comme dans les pays limitrophes hormis la Belgique, la valeur ajoutée décline entre 2000 et 2016.



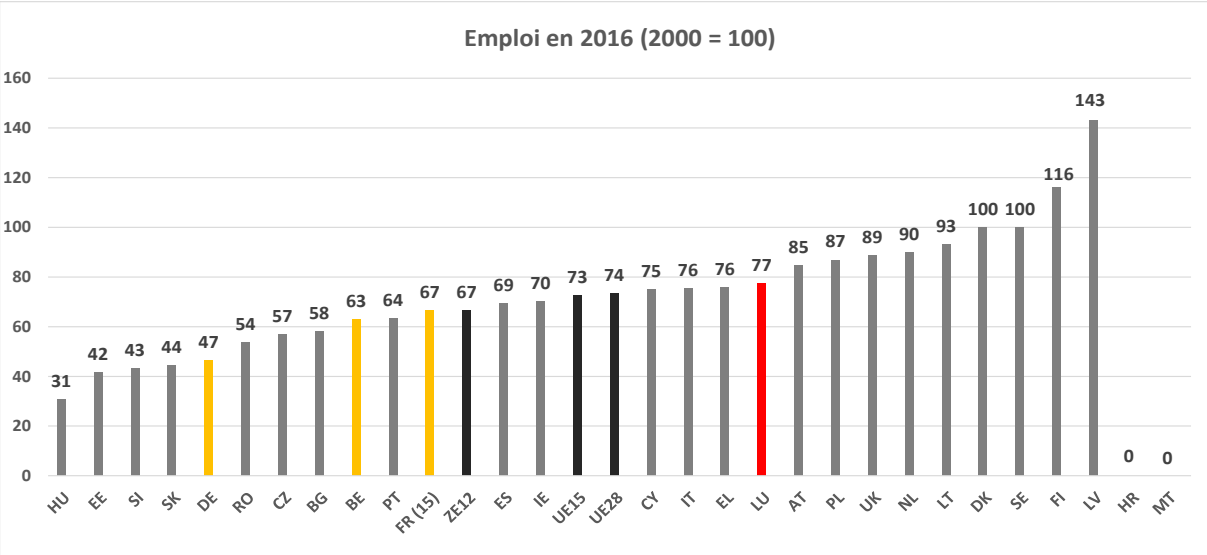
Sur la période, le Luxembourg fait face à l'une des détériorations les plus importantes de l'UE (-5,7% par an en moyenne). Remarquons que cette situation est quasiment généralisée en Europe. Seuls quelques pays peuvent se prévaloir d'un accroissement de leur valeur ajoutée.



Tout comme la valeur ajoutée, l'emploi présente également une tendance baissière dans les pays limitrophes.



Fort logiquement, tout comme pour la valeur ajoutée, la plupart des États membres font face à une régression de l'emploi. On remarque toutefois que le Luxembourg voit son emploi relativement moins diminuer que la valeur ajoutée en volume. Ce différentiel d'évolution est particulièrement flagrant avec ses voisins.

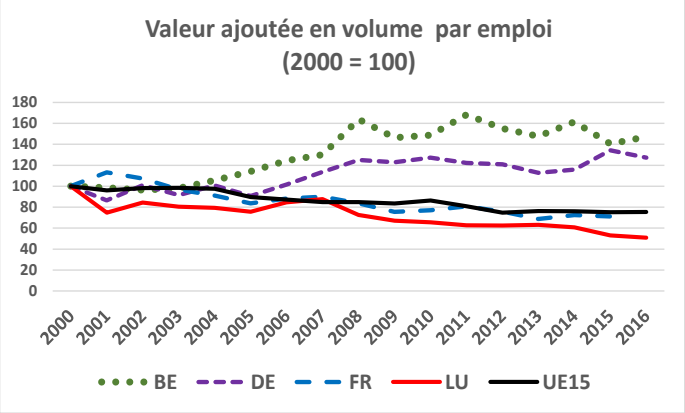


Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

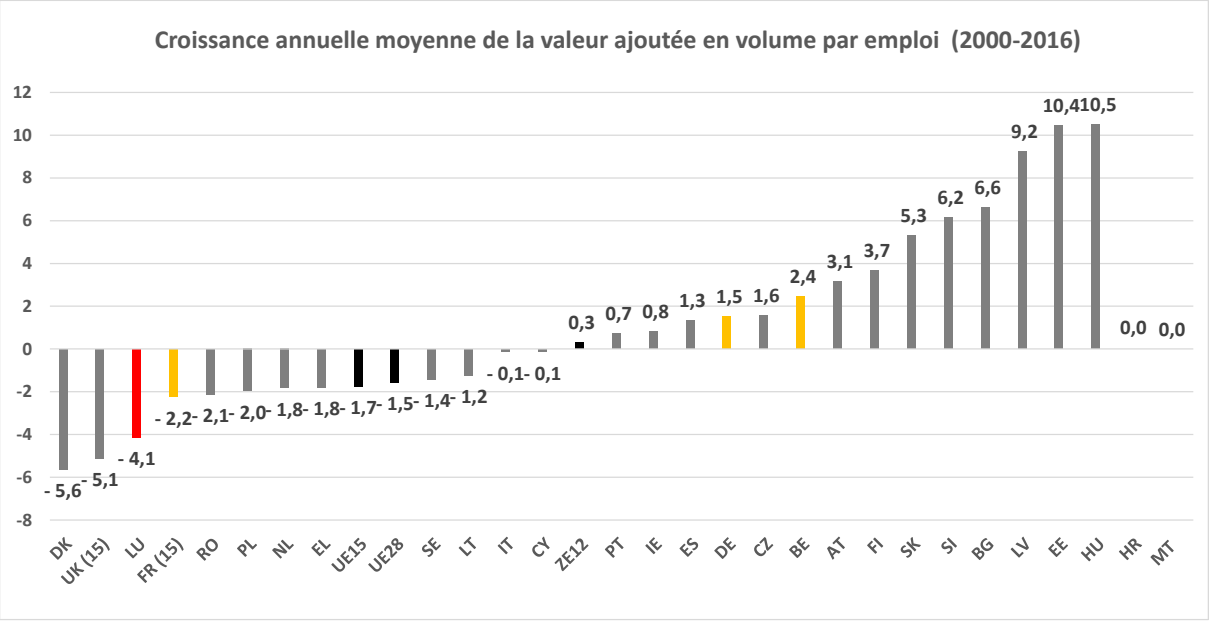
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	16/26	18/25	10/25
2007/2016	15/25	24/25	18/25
2000/2016	10/25	24/25	19/25

Productivité

Comparée aux pays limitrophes, la productivité diminue sensiblement au Luxembourg et un peu moins en France, alors qu'elle tend à progresser en Belgique et en l'Allemagne. En fait, si la valeur ajoutée en volume se réduit en 2016 (hormis en Belgique), c'est le léger recul de l'emploi dans ce secteur qui joue en défaveur du Luxembourg.



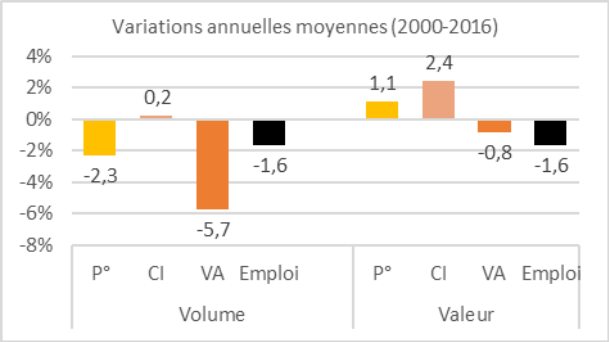
Sans surprise, l'emploi se repliant moins vite que la valeur ajoutée, la productivité diminue en moyenne de 4,1% par an, soit l'un des plus sévères replis de l'UE.



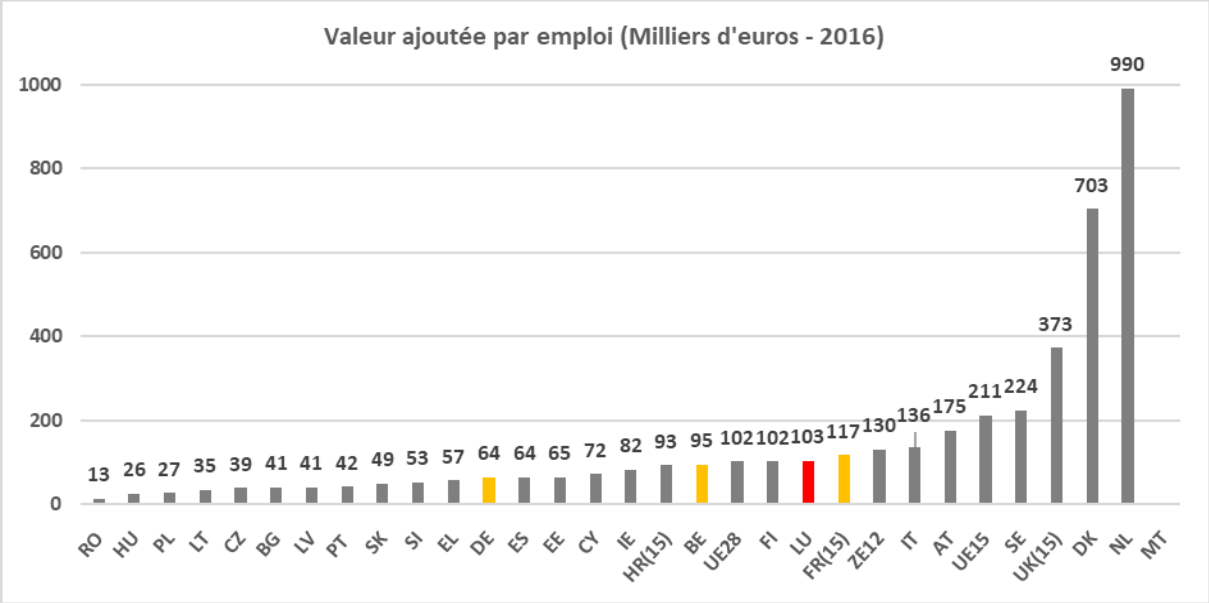
La valeur ajoutée est le solde du compte de production et la différence entre la valeur de la production de biens ou services et les consommations intermédiaires qui sont transformées ou entièrement consommées au cours du processus de production de ces biens ou services (énergie, équipement, matériel, etc.).

L'analyse des différentes composantes de la valeur ajoutée montre que ce sont les consommations intermédiaires, en valeur comme en volume, qui évoluent plus rapidement que la production. En

conséquence, l'effet sur la variation de la valeur ajoutée se trouve accentué à l'aune de celle de la production. Si l'on y ajoute un recul de l'emploi inférieur à celui de la production en volume, nous y trouvons l'explication de la baisse de la productivité.



Toutefois, cette évolution de la productivité en volume n'empêche pas le Luxembourg de posséder un niveau de productivité tout à fait honorable avec 103.000 euros par emploi en 2016. Cette valeur classe le Luxembourg à la sixième meilleure place sur 24[1]. En 2000, le pays figurait en 7e position sur 26, montrant ainsi une relative stabilité. On voit donc qu'il existe dans cette branche un décalage entre les variations des valeurs ajoutées en volume et en valeur, expliquant le niveau tout de même honorable de la productivité.



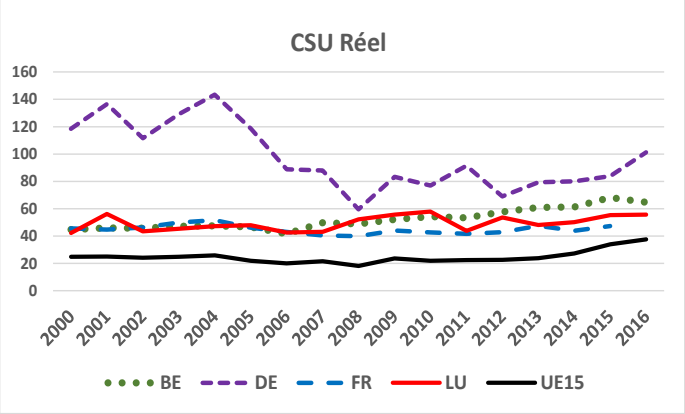
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

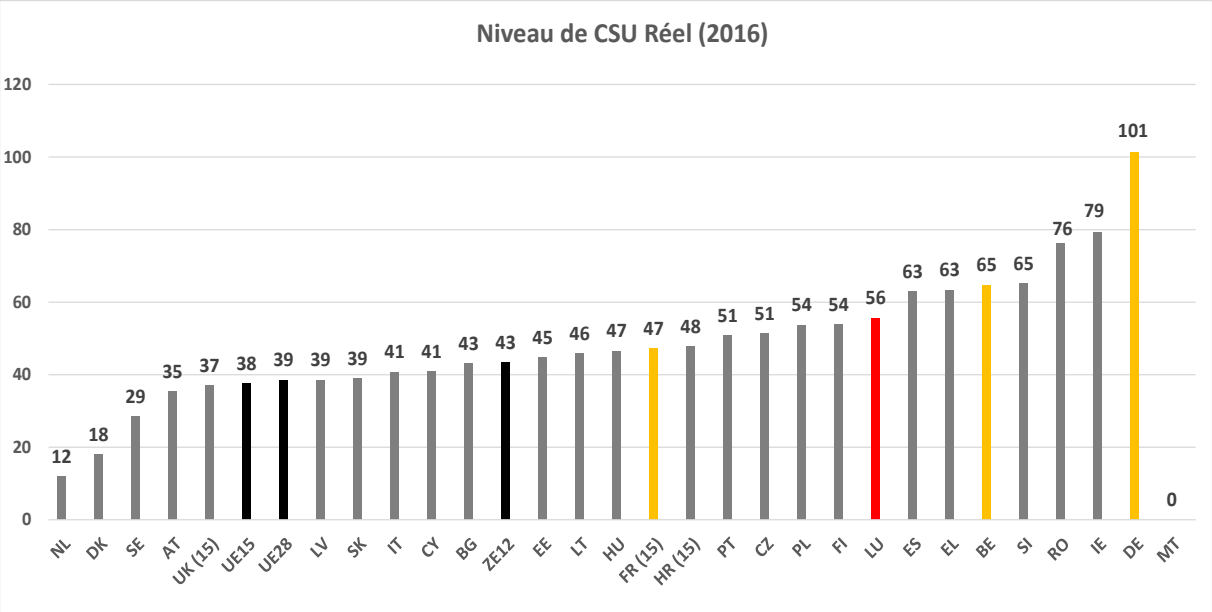
Malgré les constatations précédentes, et compte tenu d'un poids important de productivité, on constate que le CSU luxembourgeois (le rapport entre salaires et productivité, pour le dire simplement) demeure relativement stable, semblable à celui de la France et à un niveau nettement inférieur à ceux de la Belgique et surtout de l'Allemagne.

[1] Le positionnement à des niveaux particulièrement élevés doit avant tout à la dotation en nombreux sites de ressources naturelles, qui nécessitent également d'importants investissements (plateformes pétrolières, investissements miniers…).

Remarquons que, au tout début des années 2000, le CSU allemand se situe au-dessus de 100, signifiant que les coûts salariaux y sont supérieurs à la valeur ajoutée, alors qu'au Luxembourg, sur l'ensemble de la période, les salaires comptent en moyenne pour un peu moins de 50% de la valeur ajoutée.

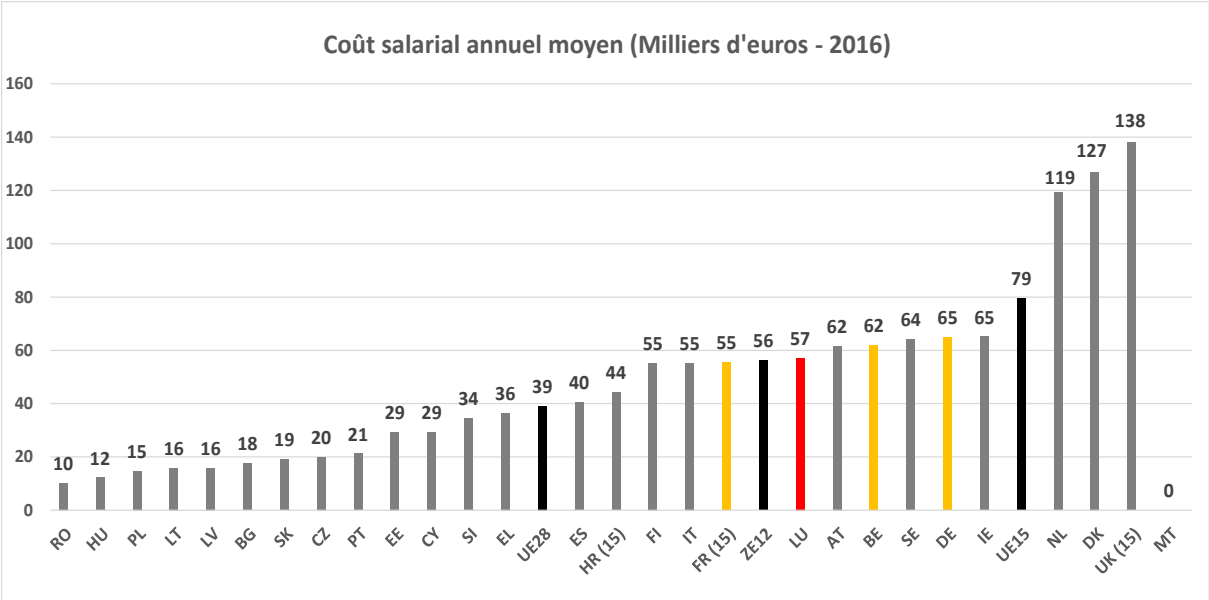


Au total, avec 55,7% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail en 2016 comme en 2015, le Luxembourg reste dans une norme tout à fait convenable. Notons encore que si la moyenne européenne est si faible, c'est notamment en raison des pays riches en gisements[2] qui ont des parts extrêmement basses comme l'illustre le graphique suivant.

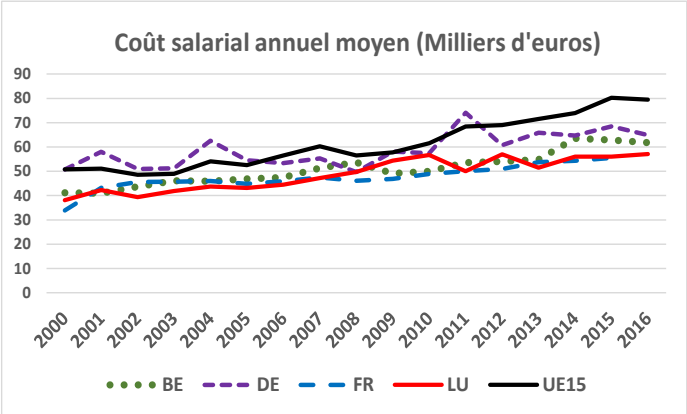


Si l'on excepte les trois pays aux CSU les plus faibles en raison de leur particularité due à la possession de gisements de matières premières, le Luxembourg figure en position intermédiaire parmi les États membres de l'UE (neuvième place) en matière de coût salarial unitaire et est même devancé par deux de ses voisins.

[2] Alors qu'au Luxembourg, les industries extractives représentent moins de 0,1% de la valeur ajoutée totale, au Royaume-Uni, Danemark et Pays bas, elles en représentent entre 1,2 et 2,1% de la valeur ajoutée. Ces trois pays, possédant des exploitations pétrolières ou des gisements de minerais au Groenland, représentaient en 2015 70% de la valeur ajoutée de l'UE15.

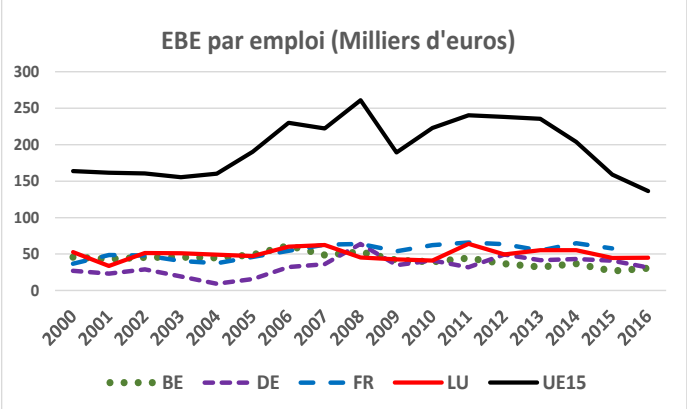


On peut aussi remarquer que le coût salarial annuel progresse à un rythme tout à fait comparable à celui de ses voisins, mais à un degré plus modeste surtout depuis 2010. Depuis, le salaire annuel moyen n'a augmenté que de 0,7% au Luxembourg, contre 13% en Allemagne et en France et 23% en Belgique.

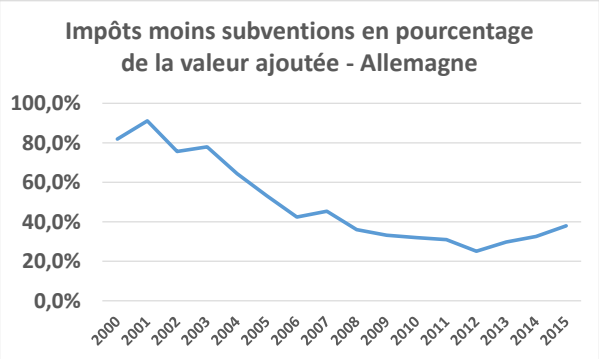


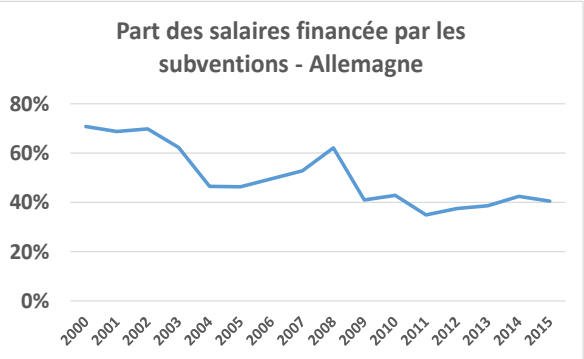
Rémunération du capital

Fort des constations précédentes, nous pouvons noter que l'EBE par emploi (marge d'exploitation après salaires) demeure plus conséquent que dans les pays limitrophes, avec chaque emploi générant 45.000 euros en 2016.

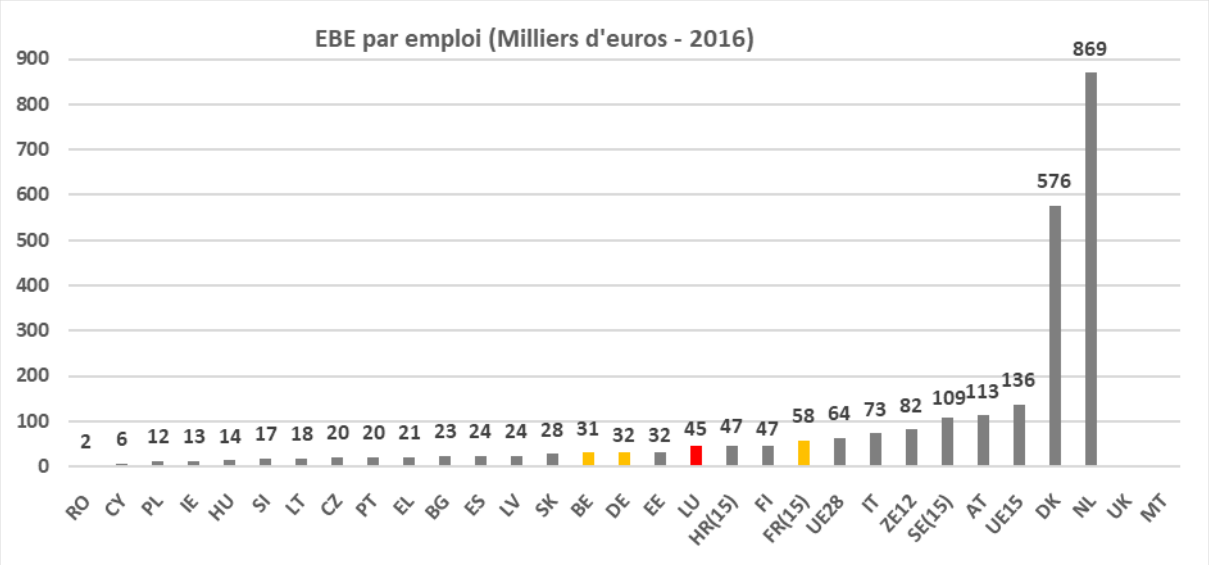


Il est notable que l'Allemagne a toujours été rentable. Pourtant, au début des années 2000, les salaires y sont supérieurs à la valeur ajoutée, comme souligné précédemment. Ceci tient au fait que les subventions ont un poids notablement élevé dans ce secteur. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, elles constituent autour de 80% de la valeur ajoutée au début des années 2000, si bien qu'une part considérable des subventions a permis de rémunérer les salaires.





À son niveau de rentabilité, le Luxembourg se positionne d'ailleurs plutôt favorablement par rapport aux autres États membres, d'autant plus que nombre de pays le précédant ont certaines particularités.



Répartition de la production

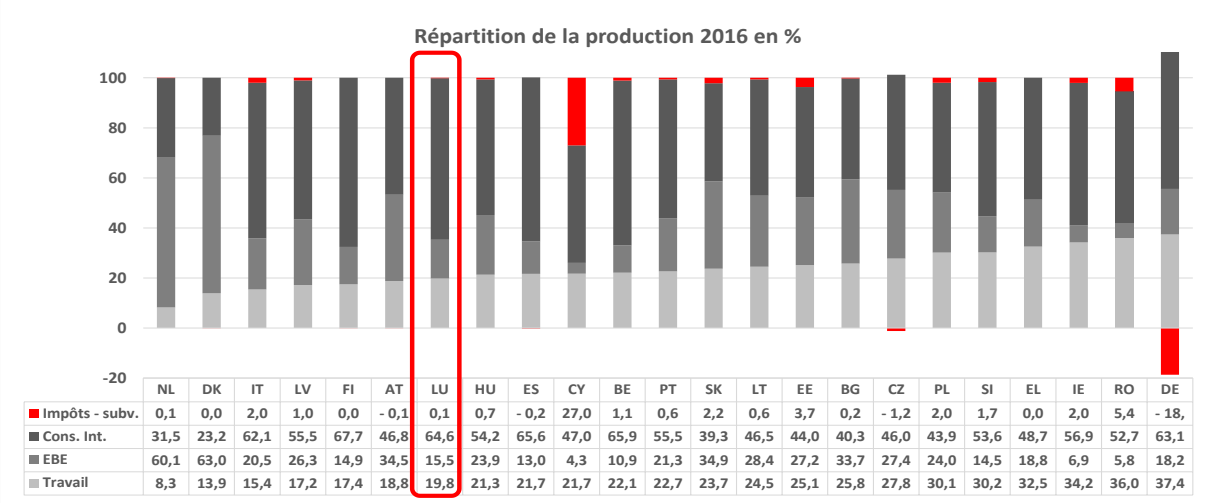
L'analyse de la répartition de la production montre que le Luxembourg se situe pour l'année 2016 en position intermédiaire dans deux de ses quatre composantes. Seules les consommations intermédiaires le positionnent dans le haut du classement. Avec 64,6% de consommations intermédiaires dans la production, il est au 4e rang le plus élevé, la moyenne européenne non pondérée affichant 51%.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**4/24**	**15/23**	**17/23**	**16/23**

Concernant le travail, le Luxembourg émarge dans le tiers inférieur avec une part du travail parmi les plus basses. Si l'EBE se trouve aussi avec une part faible, c'est donc bien lié à l'importance des consommations intermédiaires et non à celle du coût du travail.

On se rend compte tout de même la position atypique de l'Allemagne avec la plus forte proportion de coût salarial, la proportion d'EBE étant due pour l'essentiel aux impôts moins subventions qui représentent un bénéfice pour les entreprises de 14,9% de la valeur de la production (c'est-à-dire que

les subventions sont supérieures aux impôts sur la production). Sans doute faut-il y voir la volonté de l'Allemagne de sortir du nucléaire et un subventionnement important aux mines de charbon pour le fonctionnement des centrales thermiques.



	NL	DK	IT	LV	FI	AT	LU	HU	ES	CY	BE	PT	SK	LT	EE	BG	CZ	PL	SI	EL	IE	RO	DE
Impôts - subv.	0,1	0,0	2,0	1,0	0,0	- 0,1	0,1	0,7	- 0,2	27,0	1,1	0,6	2,2	0,6	3,7	0,2	- 1,2	2,0	1,7	0,0	2,0	5,4	- 18,
Cons. Int.	31,5	23,2	62,1	55,5	67,7	46,8	64,6	54,2	65,6	47,0	65,9	55,5	39,3	46,5	44,0	40,3	46,0	43,9	53,6	48,7	56,9	52,7	63,1
EBE	60,1	63,0	20,5	26,3	14,9	34,5	15,5	23,9	13,0	4,3	10,9	21,3	34,9	28,4	27,2	33,7	27,4	24,0	14,5	18,8	6,9	5,8	18,2
Travail	8,3	13,9	15,4	17,2	17,4	18,8	19,8	21,3	21,7	21,7	22,1	22,7	23,7	24,5	25,1	25,8	27,8	30,1	30,2	32,5	34,2	36,0	37,4

C – INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

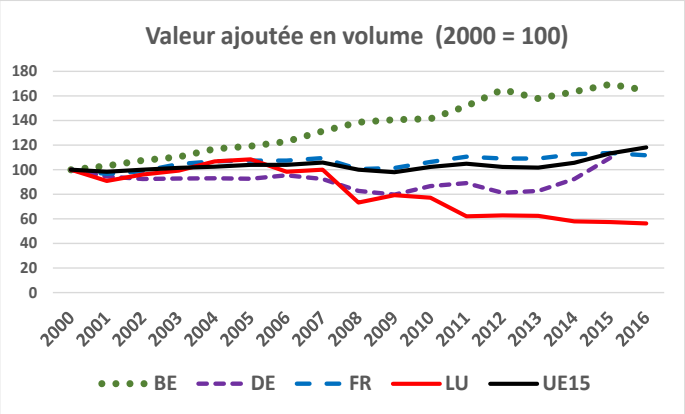
C10 à C12 Industries alimentaires ; fabrication de boissons et de produits à base de tabac

En dépit de la plus sévère chute de valeur ajoutée en volume d'Europe, c'est au Luxembourg que l'emploi s'accroît le plus. Avec des évolutions aussi contradictoires (et pour le moins surprenantes), rien d'étonnant à le voir figurer en queue de peloton concernant l'évolution de la productivité. Par ailleurs, cette activité dégage peu de marges.

Les industries agroalimentaires sont marginales dans l'économie totale, mais constituent tout de même près de 18% de l'emploi industriel et 10,5% de la valeur ajoutée dans l'industrie. Il s'agit donc d'une industrie à moindre valeur ajoutée.

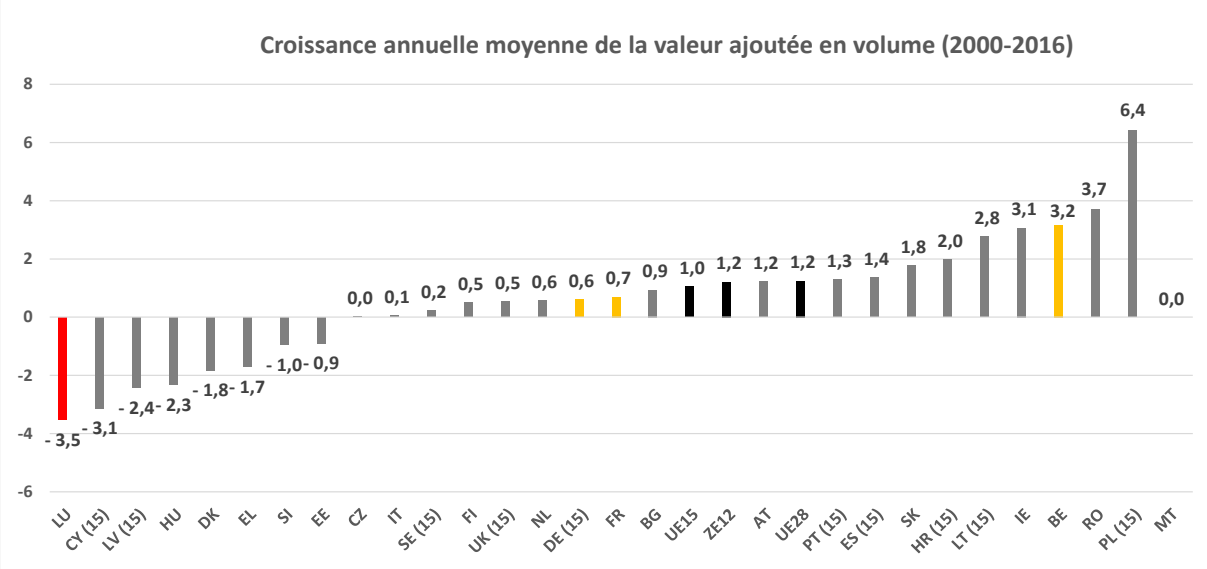
	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	5,79	1,4	17,9
Salariés (milliers)	5,67	1,4	17,7
Valeur ajoutée nominale (millions)	282	0,6	10,5

Activité

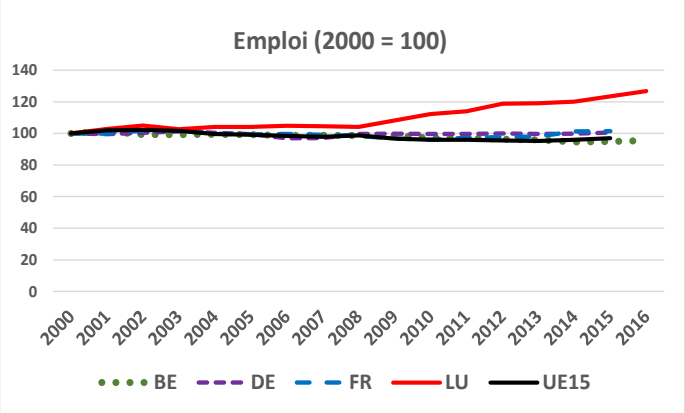


D'emblée, notons le très fort progrès de la valeur ajoutée en Belgique, nettement supérieure à la moyenne européenne. En revanche, au Luxembourg, la valeur ajoutée en volume décline. Cette chute a été accentuée par la crise, mais avait commencé dès 2005. Depuis 2011, la valeur ajoutée est relativement stable.

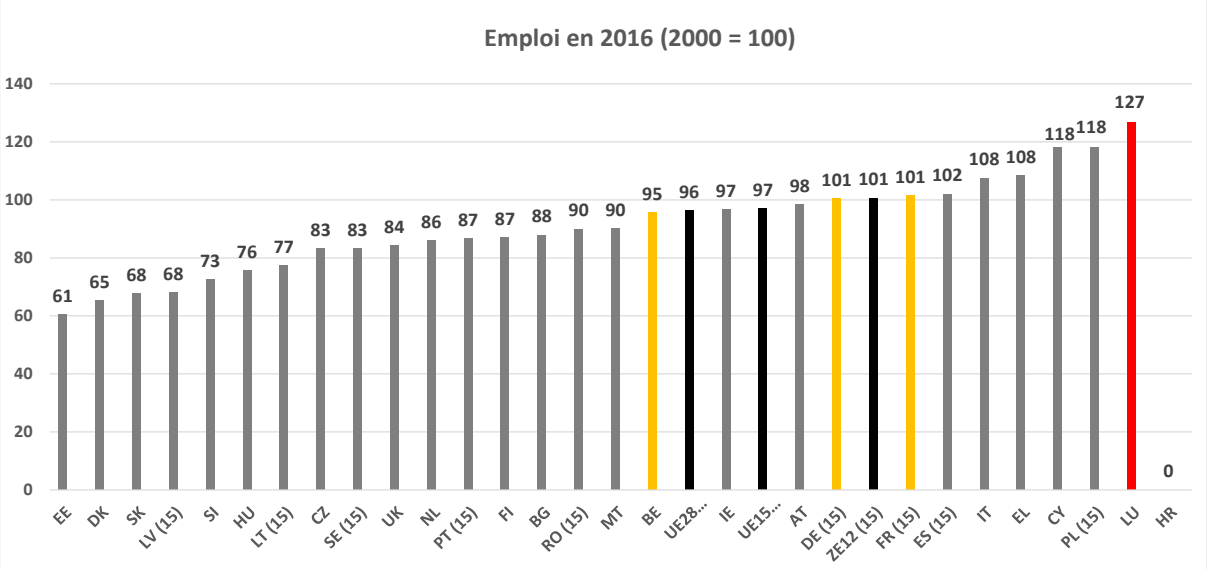
Par ailleurs, avec -3,5% en moyenne annuelle, le Luxembourg est l'État membre qui connaît la plus importante chute de la valeur ajoutée en volume entre 2000 et 2016.



De nouveau ce paradoxe : alors que la valeur ajoutée en volume diminue, le Luxembourg profite d'une croissance de l'emploi conséquente qui, en outre, est largement supérieure à celles des pays limitrophes (l'emploi y stagne, voire recule très légèrement en Belgique).



Au sein de l'Union européenne, c'est même au Grand-Duché que l'emploi se développe le plus, et ce, dans un contexte où il se réduit dans la plupart des autres pays !



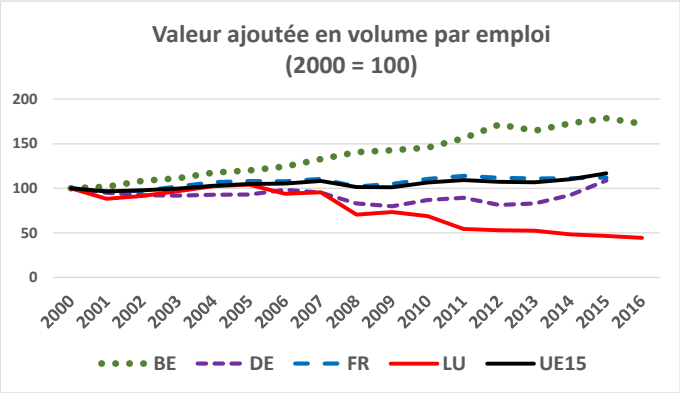
Le tableau suivant illustre la contradiction entre un excellent classement pour l'emploi (1er sur longue période), un positionnement moyen sur la valeur ajoutée nominale et une très mauvaise place pour ce qui concerne la valeur ajoutée en volume (dernier).

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

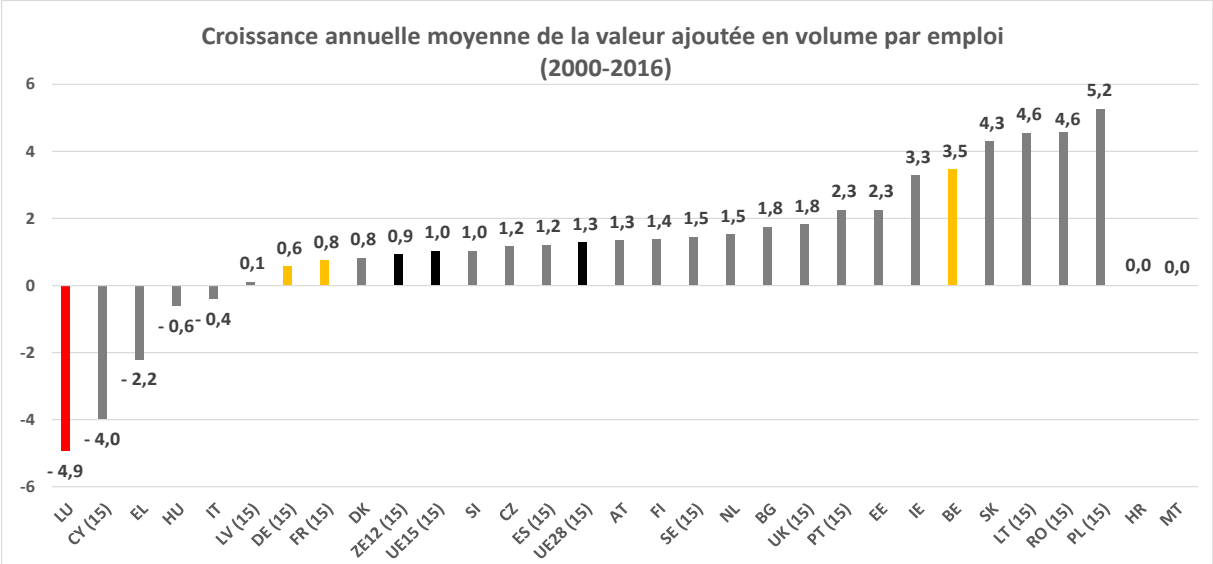
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	7/19	13/17	14/18
2007/2016	1/18	17/17	13/18
2000/2016	1/18	17/17	10/18

Productivité

La quantification de la productivité reposant traditionnellement, voire religieusement sur la valeur ajoutée en volume, le Luxembourg est dès lors le pays qui a la pire détérioration de la productivité en Europe avec une valeur ajoutée par emploi déclinant en moyenne de 4,9% par an !

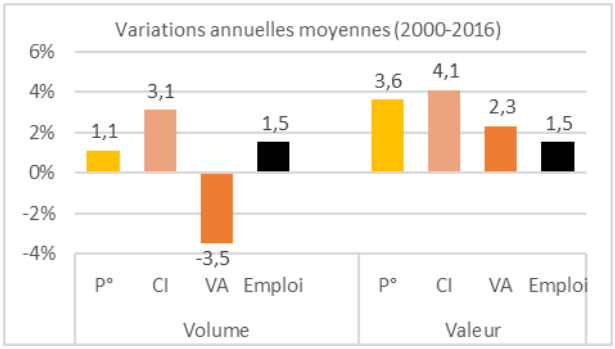


Dans le même temps, la plupart des pays voient progresser leur productivité, notamment sur fonds de baisses de l'emploi.



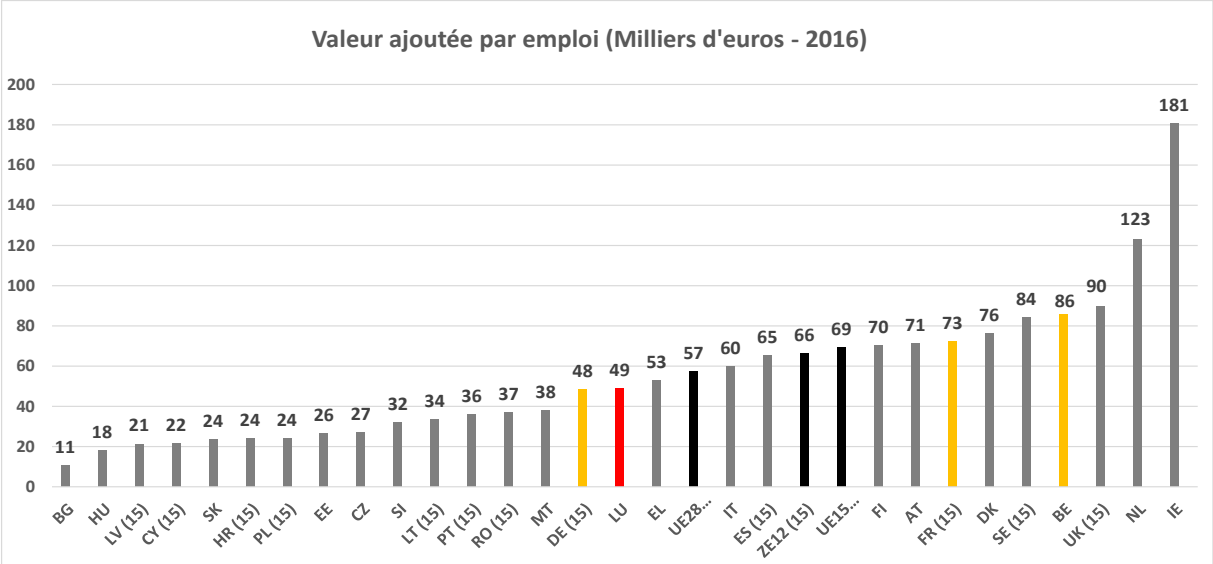
La dynamique des différentes composantes de la valeur de la production fournit ici aussi un premier élément de réponse à la contraction conséquente de la valeur ajoutée en volume. En effet, on peut relever une nouvelle fois que, la production en volume progressant de 1,1% par an et les consommations intermédiaires de 3,1%, la valeur ajoutée ne peut que se contracter sévèrement.

En valeur, on note le même phénomène, mais de manière nettement moins accentuée puisque les consommations intermédiaires ne s'élèvent que de 0,5 point supplémentaire par rapport à la production et permettent de faire croître la valeur ajoutée nominale (+3,2%) plus fortement que l'emploi (+1,5%).



Le niveau de productivité du Grand-Duché se situe malgré tout à un échelon intermédiaire en Europe, toutefois loin derrière la France et la Belgique. Comme pour l'industrie manufacturière dans sa globalité, le Luxembourg émarge en queue de classement de l'UE15, seuls le Portugal, l'Allemagne et la Grèce réalisant un résultat moins favorable.

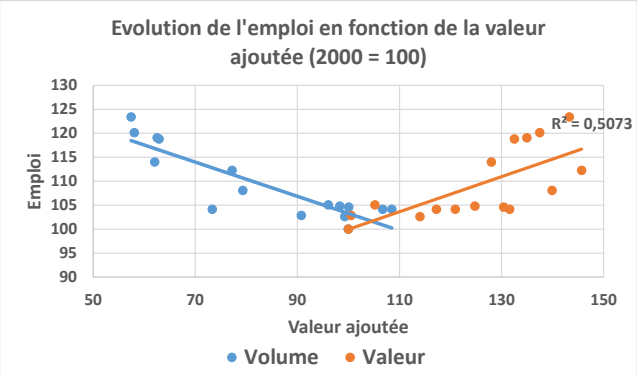
Cependant, il ne faut pas y voir le résultat d'une évolution fatale du côté luxembourgeois : en effet, si le classement du Luxembourg, en terme de productivité, est modeste en 2016, avec une 9e place sur 16, il l'était déjà en 2000 où le pays se positionnait au 16e rang sur 27.



Le paradoxe de l'activité « réelle » et de l'emploi

Le Luxembourg subit depuis 2000 des variations totalement contradictoires entre la valeur ajoutée en volume, censée refléter l'activité réelle, et l'emploi de la branche, avec pour effet secondaire immédiat une dégradation de la productivité réelle. Cette contradiction disparaît toutefois si l'on prend la peine de considérer la valeur ajoutée nominale comme l'illustre le graphique suivant.

La progression de l'emploi est en ordonnée, celle de la valeur ajoutée en abscisse, chaque point figurant une année. On peut constater que, entre 2000 et 2016, la valeur ajoutée en volume diminue fortement et presque constamment (courbe bleue, vers la gauche) pour diverses raisons possibles, alors même que l'emploi augmente. Ceci signifierait que, malgré la chute de « l'activité réelle » des entreprises (100 paquets de pâtes produits au lieu de 150 précédemment), celles-ci conservent non seulement leur main-d'œuvre mais continuent même à embaucher (nuage de points bleus vers le haut), en dépit du bon sens. À l'inverse, la même progression de l'emploi semble plus en phase avec la valeur ajoutée nominale (courbe orange, vers la droite) qui tend à poursuivre sa croissance.



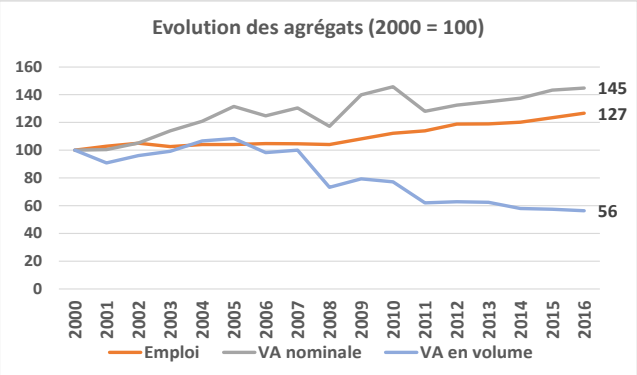
Il est considéré traditionnellement que la différence entre l'évolution de la valeur ajoutée nominale et celle en volume est due à l'augmentation des prix (de vente) et, par un raccourci hâtif chez certains, qu'elle constitue dès lors une perte de compétitivité (volume/quantité produits égaux ou réduits mais activité/prix nominaux en hausse) ; avec ce schéma, on pourrait traduire les variations contradictoires que nous venons d'observer entre activité et emploi par l'interprétation suivante :

➔ les entreprises embauchent de plus en plus non pas parce que l'activité « réelle » augmente (le volume produit est même en baisse sensible), mais parce que les prix augmentent et font augmenter la valeur ajoutée nominale (surcompensant la diminution de la valeur ajoutée en volume).

➔En d'autres termes, même s'il n'y a pas davantage d'activité, les entreprises de cette branche embaucheraient tout de même pour faire profiter leurs nouveaux salariés des hausses de prix auxquelles elles ont procédé tout en ayant travaillé moins puisque l'activité « réelle » (le volume produit) diminue.

Peut-on réellement y croire ?

On peut illustrer différemment le phénomène décrit précédemment à l'aide du graphique ci-dessous. Pendant que la valeur ajoutée en volume est presque divisée par deux, celle en nominal augmente de 45% et l'emploi de 27%.

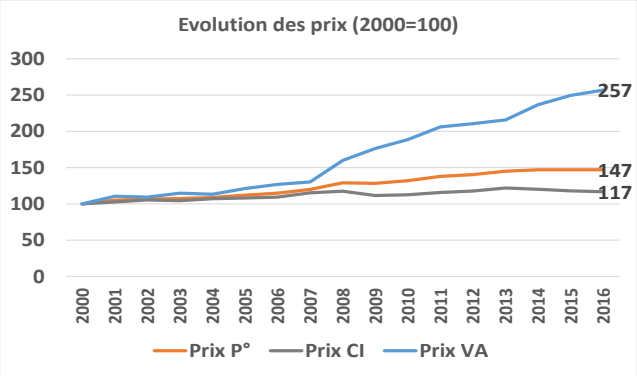


Alors d'où provient cette erreur d'interprétation ?

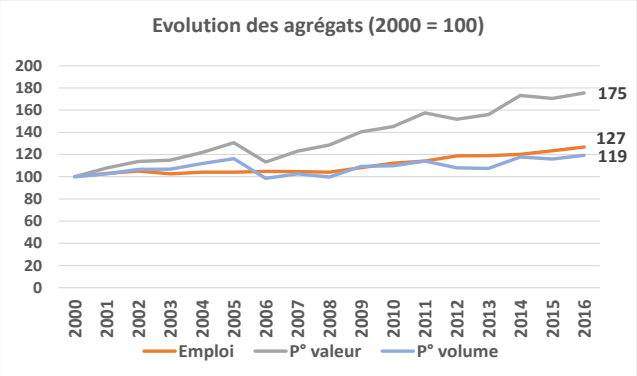
Rappelons une nouvelle fois que les variations de valeur ajoutée sont décomposées entre celles dues uniquement aux modifications de prix et celles dues aux variations de volume en divisant l'estimation nominale, i.e. aux prix courants, de la valeur ajoutée par un indice de prix (déflateur) pour calculer l'estimation en prix constants de l'année de base (hors évolution des prix). L'explication tient donc dans les modifications des indices de prix de la valeur ajoutée.

Le prix de la valeur ajoutée n'existe néanmoins pas en tant que tel ; c'est un prix « implicite » qui se déduit de l'évolution des (indices de) prix à la fois de la production et des consommations intermédiaires (c.-à-d. des biens et services intégrés, transformés ou consommés au cours de la production).

Comme le montre le graphique suivant, sur la période observée, le prix de la production augmente de 47% (soit 2,4% par an) tandis que le prix des consommations intermédiaires ne varie que de + 17%. Cette situation génère une conséquence mécanique qui découle d'un prix des consommations intermédiaires évoluant moins rapidement que celui la production : le prix implicite de la valeur ajoutée explose de 157% entre 2000 et 2016 (ou encore de 6,1% par an). Ainsi, dans ce cas de figure, les entreprises auraient embauché non pas du fait d'une augmentation intrinsèque des prix de vente, mais parce que les prix des consommations intermédiaires croissent moins vite que ceux de la production, ce qui permet aux entreprises de dégager des marges apparentes. En d'autres termes, elles recruteraient parce que leurs marges augmentent en toute apparence, ce qui, tout le monde pourra en convenir, est peu probable.



Sur le graphique suivant autrement parlant, on observe une variation de l'emploi plus ou moins en phase avec la production en volume (l'activité « réelle » hors évolution des prix), mais loin en deçà de la production nominale (qui inclut aussi l'évolution des prix de vente). La valeur de la production nominale en prix courants progresse de 75%, et c'est donc bien en raison d'un prix implicite de la valeur ajoutée que la production décline ou stagne en volume (à prix constants). Par conséquent, l'effet « prix » ne résulte pas du tout d'une augmentation (trop) rapide des prix de ventes, mais bien des prix des consommations intermédiaires qui progressent moins rapidement que les prix de la production.

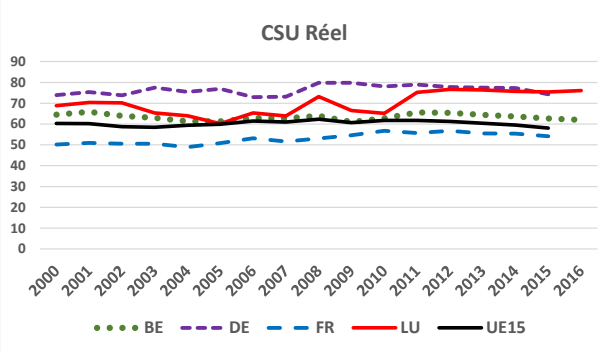


Ainsi, alors que la production du Luxembourg reste constante dans sa norme en termes nominaux (le classement luxembourgeois en la matière n'a guère évolué au cours du temps), elle diminue drastiquement en volume et pèse lourdement sur la productivité du fait des évolutions de ses composantes de prix, surtout celles concernant les consommations intermédiaires.

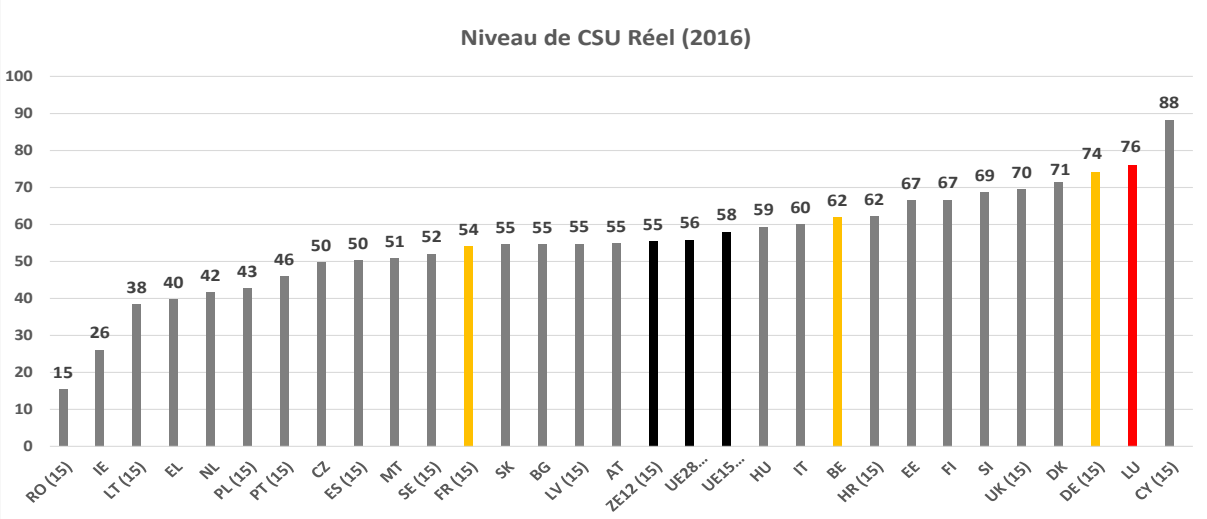
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

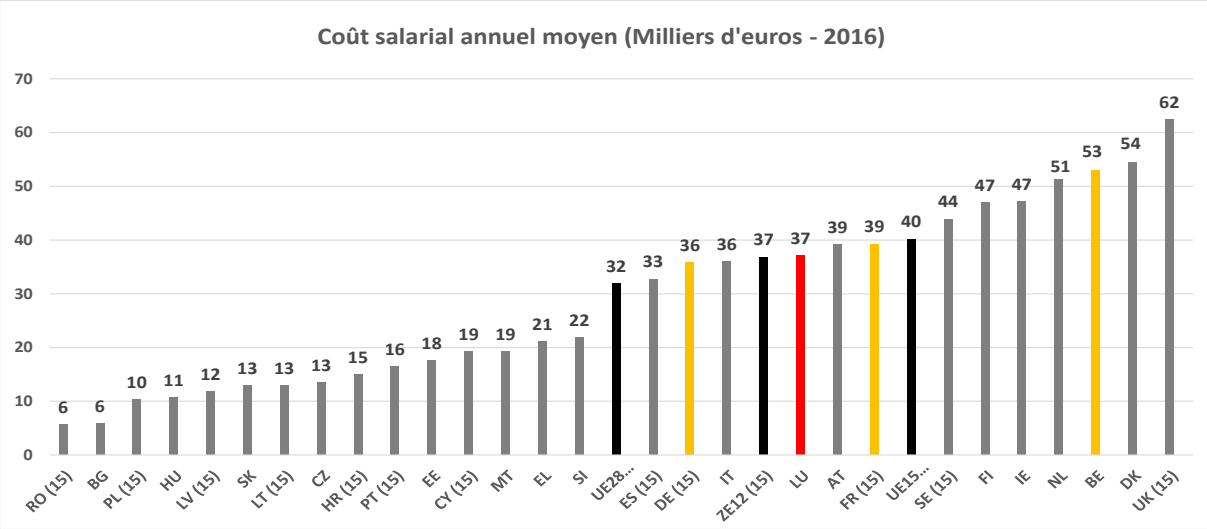
Aussi, même si les salaires ont progressé plus vite que la productivité, le CSU est resté stable, malgré un poids supérieur à ceux des pays limitrophes.



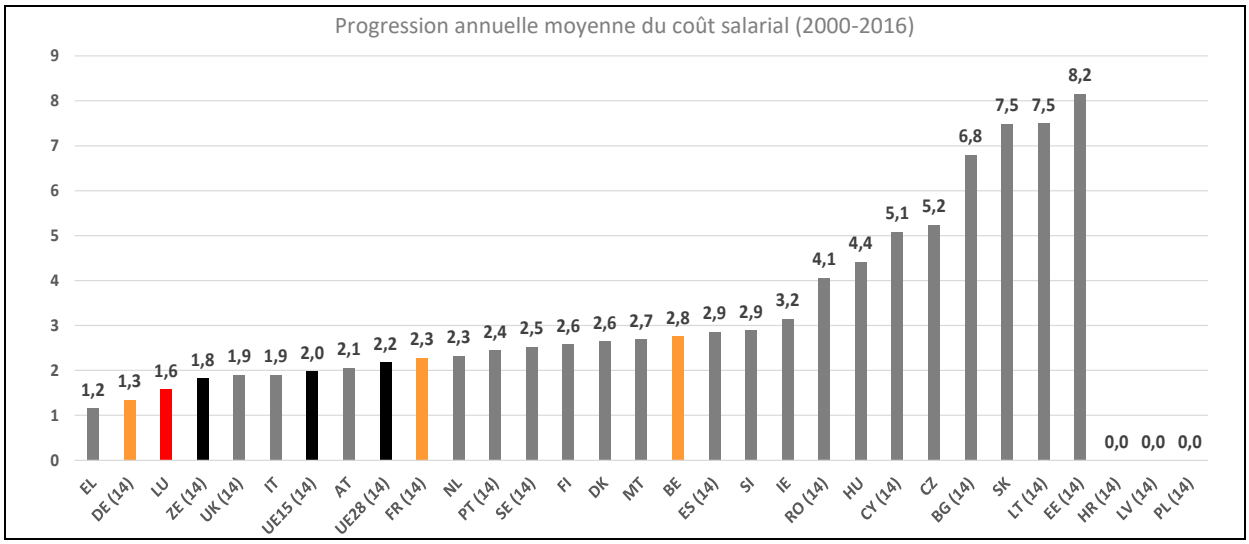
En comparaison européenne, le Luxembourg se place avec l'Allemagne parmi les CSU les plus élevés.



Néanmoins, d'un montant de 37.100 euros, le coût salarial moyen est relativement modeste, comparable à celui de l'UE15.

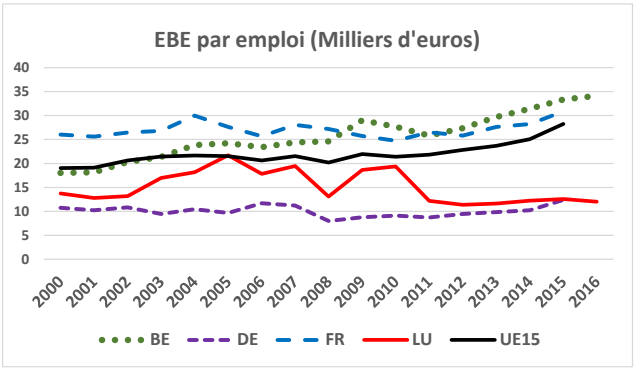


Relevons encore que les coûts salariaux évoluent de manière très modérée au Luxembourg avec une moyenne annuelle de 1,5%, loin de correspondre à l'équivalent d'une tranche indiciaire par an.

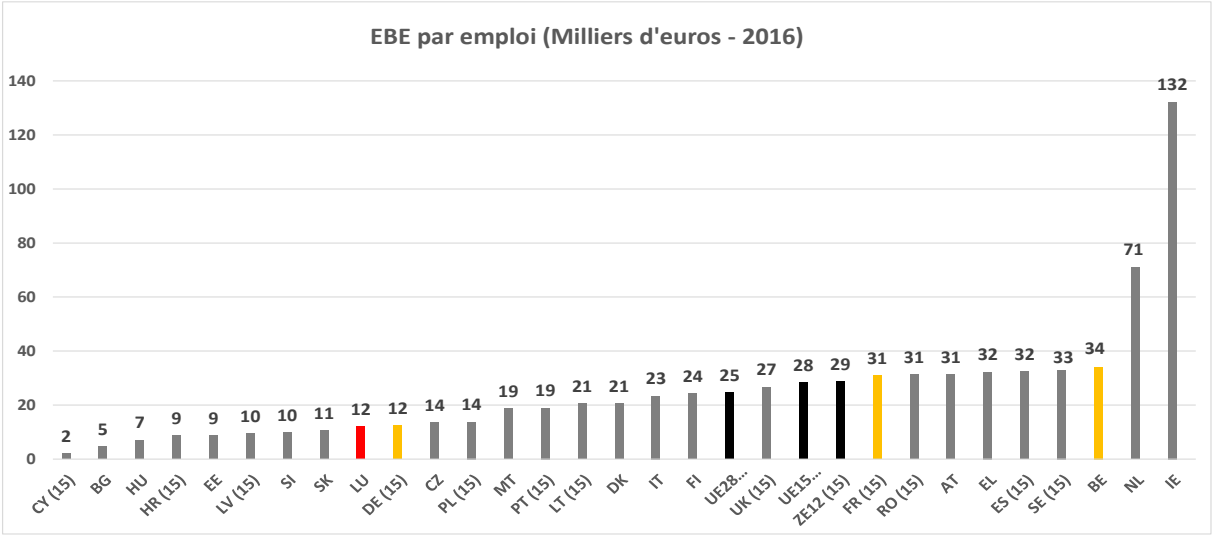


Rémunération du capital

L'EBE par emploi au Grand-Duché se situe à un niveau modeste, loin de ceux de la Belgique et de la France. Il faut cependant remarquer que, compte tenu de la taille du pays, le Luxembourg n'a pas de grandes entreprises internationales de l'agroalimentaire et qu'un effet de structure doit certainement jouer.



Salaires modestes, marges modestes, voici une des caractéristiques de cette branche d'activité.

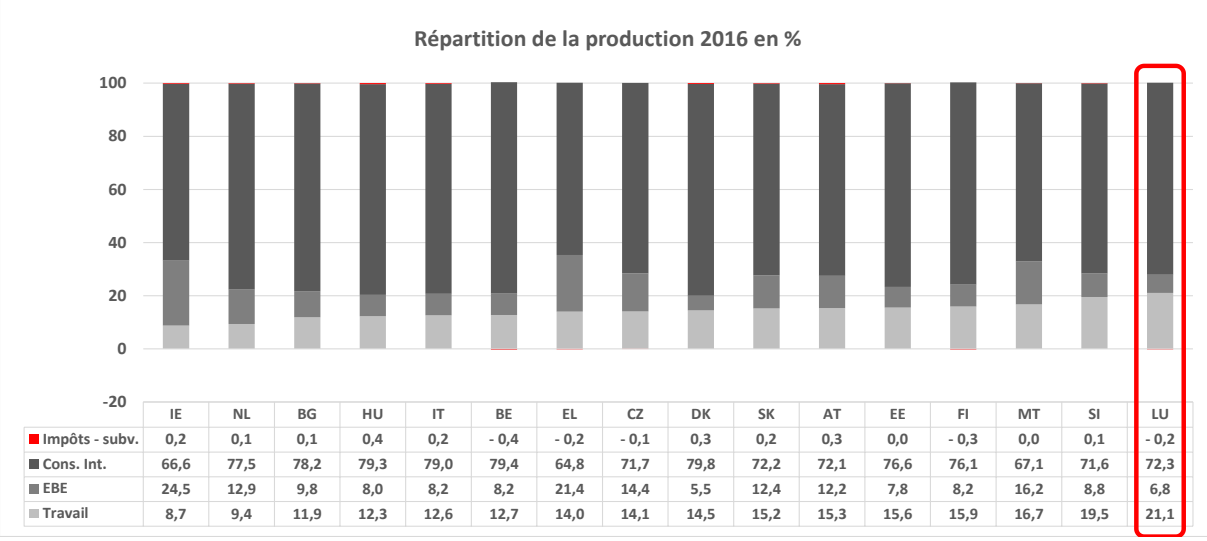


Répartition de la production

Comparativement aux autres États membres, c'est le Grand-Duché qui a la plus importante part du travail dans la production.

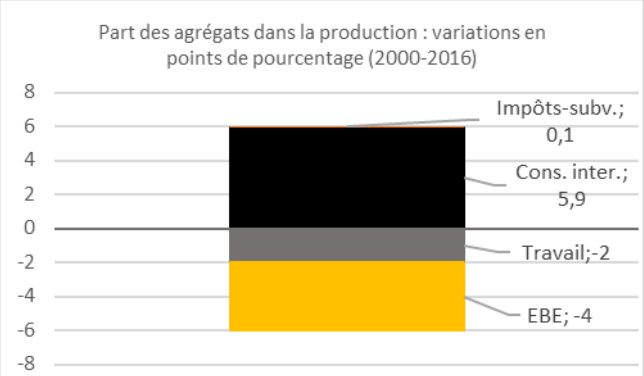
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**9/18**	**16/18**	**1/16**	**15/16**

Cependant, le coût du travail ne couvre que 21,1% de la production, l'essentiel des coûts de production revenant aux consommations intermédiaires avec 72,3%. Notons que c'était déjà le cas en 2000 avec 23%, ce qui n'a pas empêché l'emploi de se développer fortement (plus forte progression de l'UE), signe que le coût salarial relatif n'est pas un handicap, mais peut-être le reflet d'une différence structurelle.



	IE	NL	BG	HU	IT	BE	EL	CZ	DK	SK	AT	EE	FI	MT	SI	LU
Impôts - subv.	0,2	0,1	0,1	0,4	0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,1	0,3	0,2	0,3	0,0	- 0,3	0,0	0,1	- 0,2
Cons. Int.	66,6	77,5	78,2	79,3	79,0	79,4	64,8	71,7	79,8	72,2	72,1	76,6	76,1	67,1	71,6	72,3
EBE	24,5	12,9	9,8	8,0	8,2	8,2	21,4	14,4	5,5	12,4	12,2	7,8	8,2	16,2	8,8	6,8
Travail	8,7	9,4	11,9	12,3	12,6	12,7	14,0	14,1	14,5	15,2	15,3	15,6	15,9	16,7	19,5	21,1

Le graphique ci-dessous montre bien comment, entre 2000 et 2016, le travail et l'EBE ont connu une détérioration de leur part dans la production, avec respectivement -2 et -4 points, au profit de la part des consommations intermédiaires de près de 6 points.



C13 à C15 Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure

À très haute valeur ajoutée au Luxembourg, cette activité s'est largement développée depuis 2000, dans un contexte européen de baisse quasi généralisée.

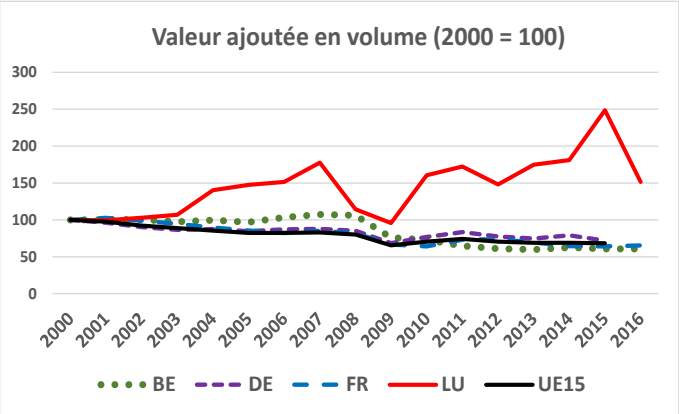
Caractérisée par une grande part consacrée à la production de textiles haut de gamme, notamment pour l'industrie automobile, l'activité semble, au Luxembourg, en très bonne santé avec une productivité très élevée qui permet un montant de marge largement supérieur aux autres pays européens.

À l'instar de l'industrie alimentaire, les industries textiles sont également marginales dans l'économie totale, ainsi que dans l'industrie manufacturière. Cependant, à la différence de l'alimentaire, il s'agit d'industries à forte valeur ajoutée, leur part dans la valeur ajoutée industrielle étant supérieure à celle de l'emploi.

	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	1,17	0,3	3,6
Salariés (milliers)	1,15	0,3	3,6
Valeur ajoutée nominale (millions)	211	0,4	7,9

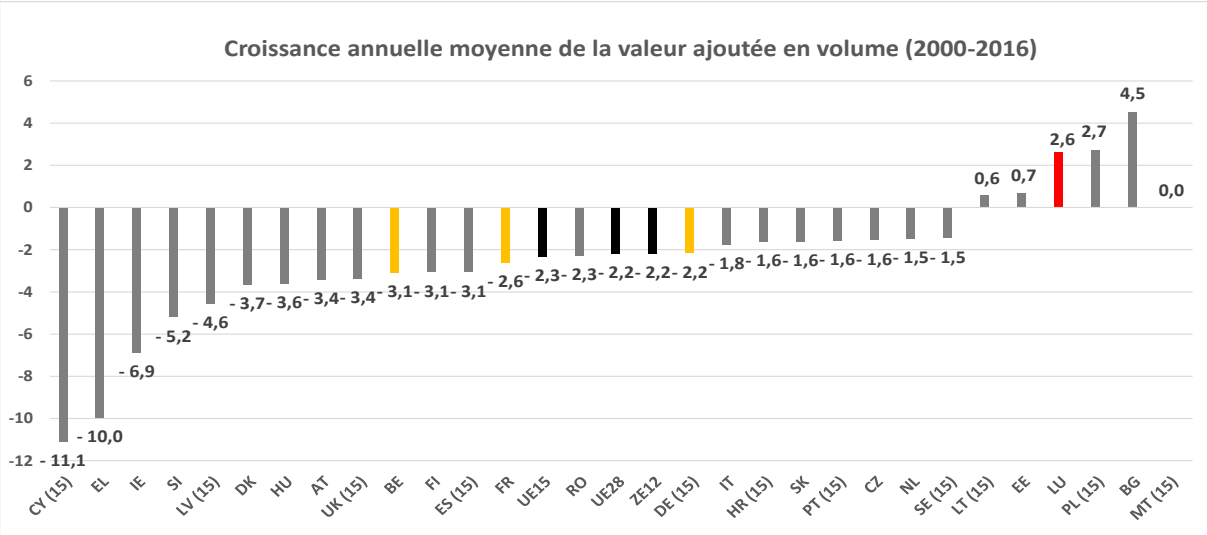
Activité

Après un premier pic en 2007, cette industrie est fortement touchée par la crise. Cependant, malgré une évolution plutôt chaotique, la valeur ajoutée se redresse très nettement pour retrouver des valeurs supérieures à l'avant-crise. En revanche, dans les pays limitrophes, la valeur ajoutée en volume suit une tendance baissière. L'année 2016 marque un fort recul au Luxembourg ce qui, toutefois, ne l'empêche pas de dépasser largement ses voisins pour qui la valeur ajoutée régresse relativement sensiblement.

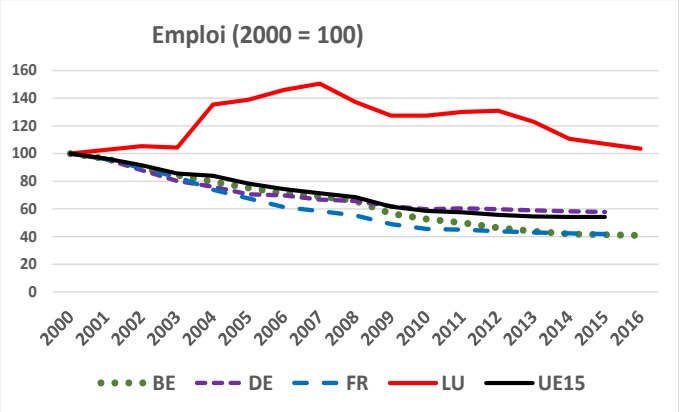


Dans cette industrie, le Luxembourg affiche la troisième meilleure croissance européenne. Sans surprise, compte tenu des nombreuses délocalisations de cette activité, dans la quasi-totalité des États membres, la valeur ajoutée est en repli.

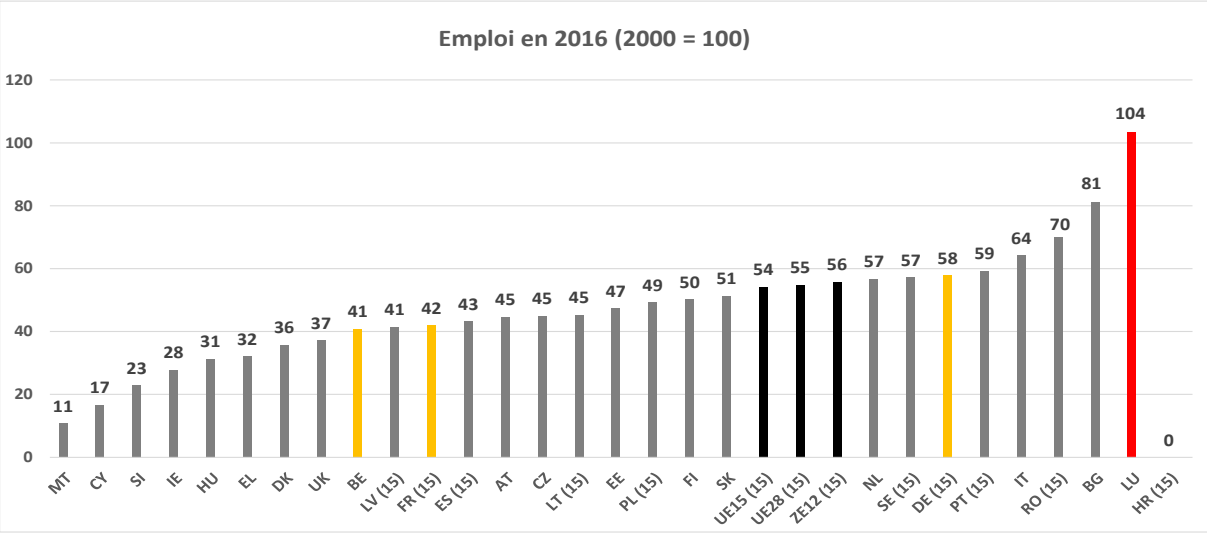
Le résultat luxembourgeois est toutefois à relativiser car cette branche intègre la société Dupont de Nemours et sa fabrication de non-tissés essentiellement à destination de l'industrie automobile. Cette branche n'est donc que modérément comparable aux autres pays.



Après un progrès important entre 2003 et 2007, l'emploi se retrouve en déclin. Quant aux pays voisins, ils connaissent tous la même tendance, à savoir un repli marqué des effectifs depuis 2000.



En comparaison européenne large, le résultat reste impressionnant. Entre 2000 et 2016, le Grand-Duché est le seul pays qui enregistre une progression de l'emploi : pendant qu'il y augmente de 4%, ce qui peut paraître peu, il est presque divisé par deux en moyenne dans l'UE



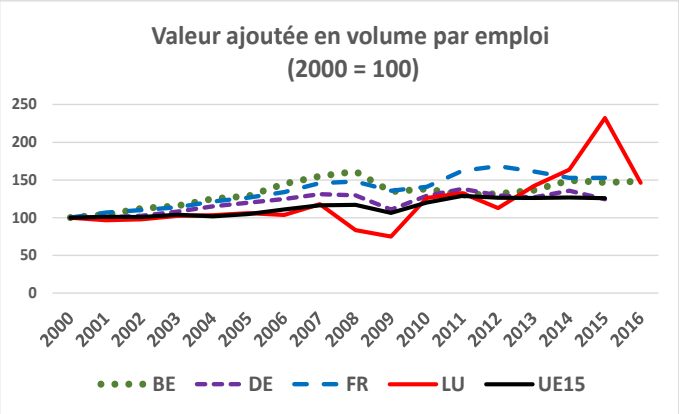
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg est donc notablement bien classé pour la dynamique de ses différents agrégats.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

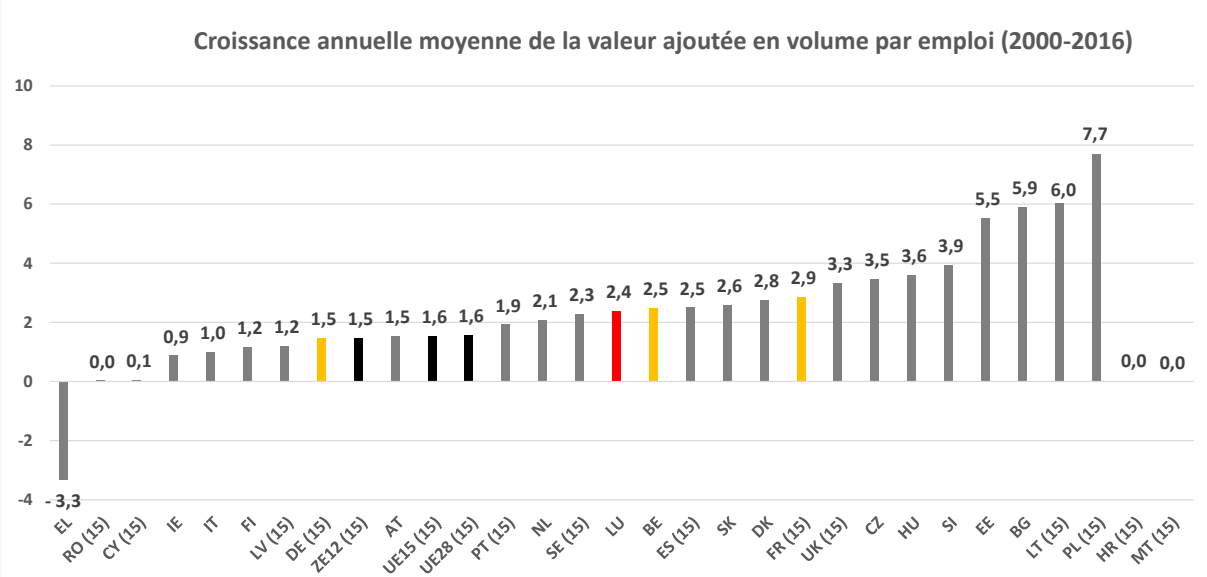
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	17/19	17/17	2/18
2007/2016	7/18	6/17	4/18
2000/2016	1/18	2/17	4/18

Productivité

La productivité luxembourgeoise, si l'on excepte la période de crise, s'accroît jusqu'en 2013 à un rythme comparable à l'UE et aux pays limitrophes. L'année 2015 marque un pic important suivi d'une chute non négligeable en 2016. Au total, sur la période, le Luxembourg connaît une progression de sa productivité comparable à celle de la Belgique et plus forte que dans l'UE ou en Allemagne.

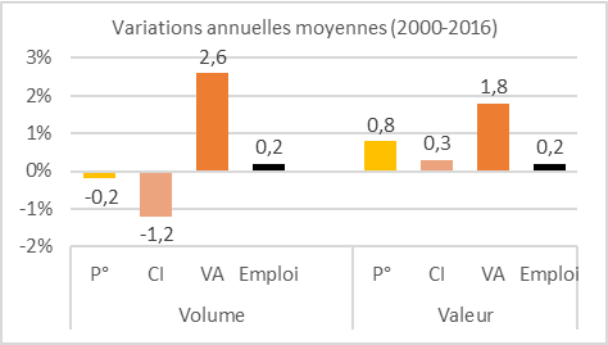


Le Luxembourg a d'ailleurs connu une croissance de la productivité de 2,4% par an sur la période 2000-2016. Toutefois, cette variation globale est singulièrement marquée par le recul de la valeur ajoutée la dernière année. En effet, entre 2000 et 2015, la hausse annuelle moyenne était de 5,8%.

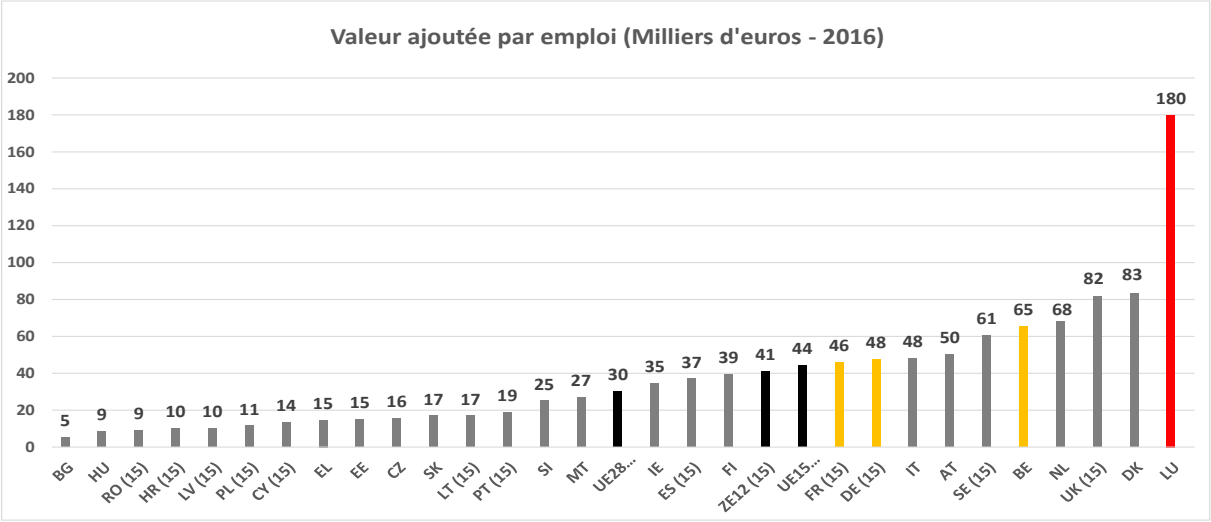


On peut aussi constater que l'emploi progresse annuellement plus fortement que la production en volume, qui diminue même légèrement. La hausse de la productivité (VA/emploi) est donc liée à la diminution des consommations intermédiaires en volume, ce qui fait croître la valeur ajoutée en

volume nettement plus rapidement que la production. Par ailleurs, la valeur ajoutée en valeur évolue moins rapidement que celle en volume.



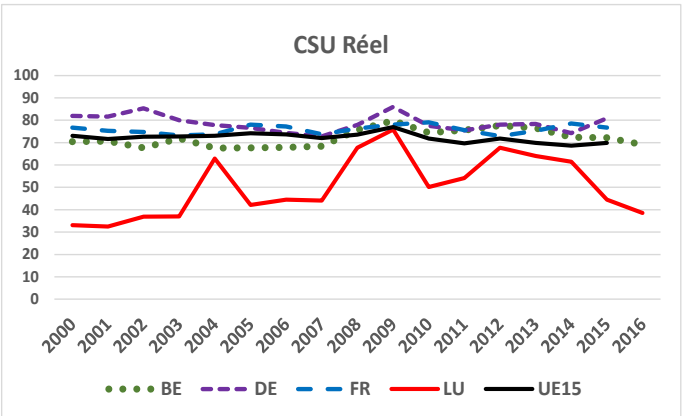
Atteignant 180.000 euros par emploi en 2016, la valeur de la productivité reste de loin la plus élevée d'Europe, signe d'une différence structurelle très nette, dans cette branche, avec les autres pays.



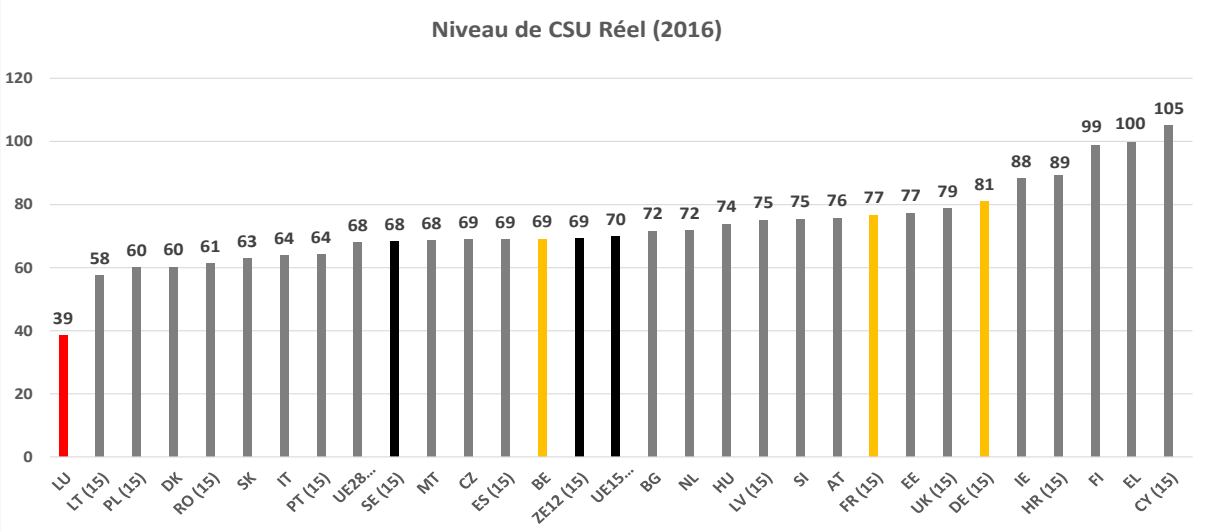
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

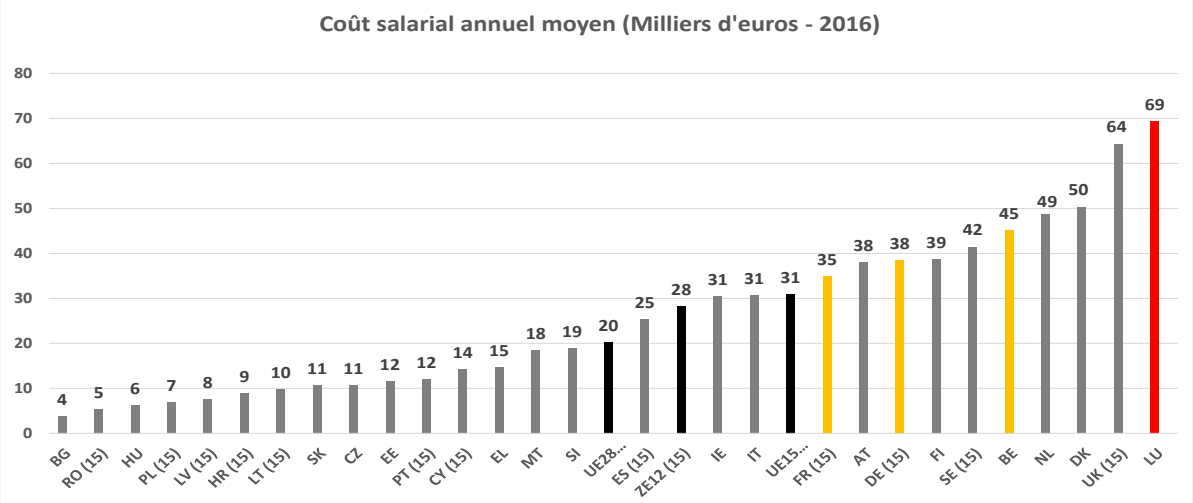
Même si sa tendance est à la hausse, le CSU luxembourgeois reste notablement faible et nettement inférieur à ceux des pays limitrophes sur la période 2000-20016, à l'exception de quelques années où il s'en approche. On note aussi clairement l'effet de la crise qui le fait le remonter, en 2009, au niveau de l'UE15.



Au rang européen, le niveau du CSU luxembourgeois est de très loin le plus bas d'Europe.

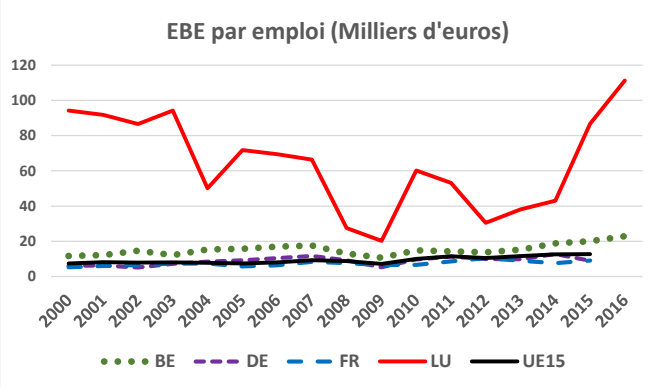


Le haut niveau de productivité se reflète dans les coûts salariaux qui sont les plus élevés d'Europe, ce qui permet au Luxembourg de disposer dans le même temps d'un CSU faible, comme nous venons de le voir.

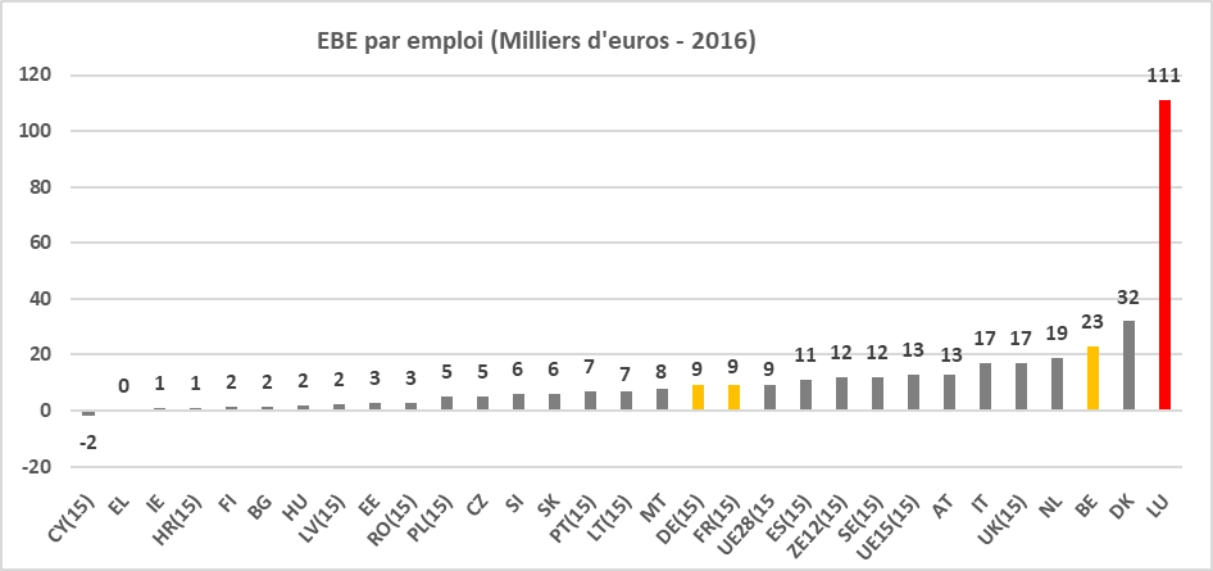


Rémunération du capital

Les évolutions précédentes se retrouvent dans la trajectoire de l'EBE par emploi qui chute singulièrement entre 2003 et 2009. Ensuite, il se redresse nettement et, en 2016, il atteint le montant record de 111.000 euros par emploi.



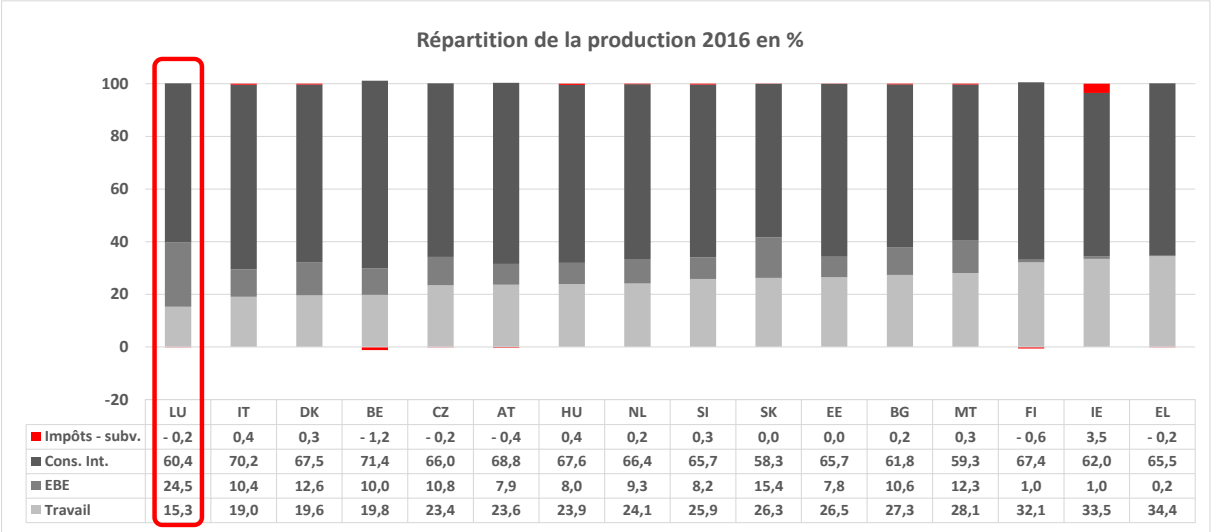
Au rang européen, le Luxembourg est de loin en première position en ce qui concerne la marge d'exploitation par emploi.



Répartition de la production

Reflet des constats précédents, c'est au Luxembourg que la part du travail dans la production est la plus basse, avec, pour corollaire, une part de l'EBE la plus importante d'Europe.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**15/18**	**12/17**	**16/16**	**1/16**



	LU	IT	DK	BE	CZ	AT	HU	NL	SI	SK	EE	BG	MT	FI	IE	EL
Impôts - subv.	- 0,2	0,4	0,3	- 1,2	- 0,2	- 0,4	0,4	0,2	0,3	0,0	0,0	0,2	0,3	- 0,6	3,5	- 0,2
Cons. Int.	60,4	70,2	67,5	71,4	66,0	68,8	67,6	66,4	65,7	58,3	65,7	61,8	59,3	67,4	62,0	65,5
EBE	24,5	10,4	12,6	10,0	10,8	7,9	8,0	9,3	8,2	15,4	7,8	10,6	12,3	1,0	1,0	0,2
Travail	15,3	19,0	19,6	19,8	23,4	23,6	23,9	24,1	25,9	26,3	26,5	27,3	28,1	32,1	33,5	34,4

C16 à C18 Travail du bois et du papier, imprimerie et reproduction

Une activité plutôt en berne avec un recul tant de la valeur ajoutée que de l'emploi. Toutes les composantes de la valeur ajoutée sont en diminution, production comme consommations intermédiaires, en volume comme en valeur.

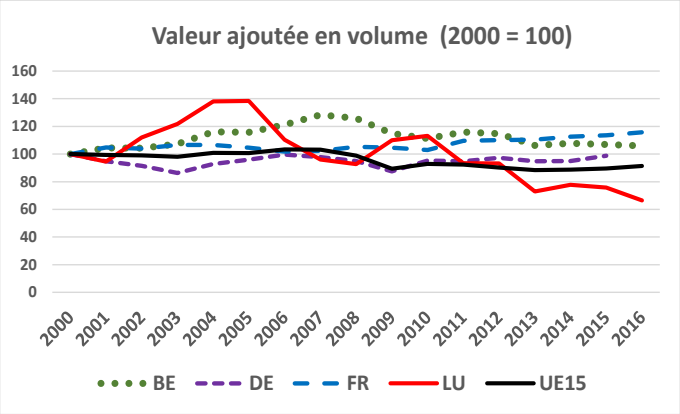
Au bout du compte, un CSU en hausse, des marges en baisse.

Il s'agit d'une industrie peu importante avec 1.700 emplois et à faible valeur ajoutée puisque sa part dans l'industrie totale est inférieure à sa part dans l'emploi.

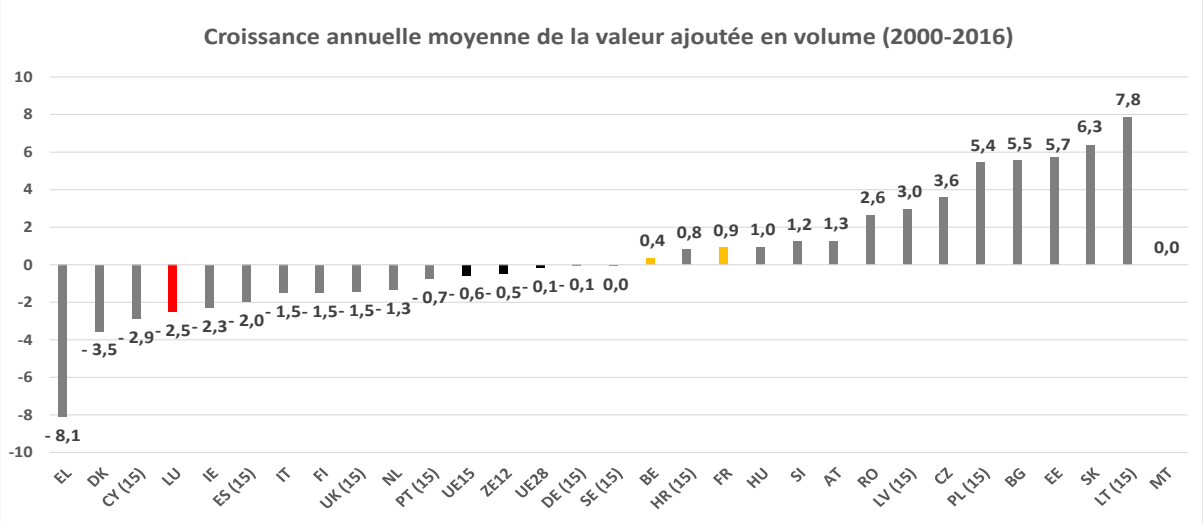
	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	1,67	0,4	5,2
Salariés (milliers)	1,58	0,4	4,9
Valeur ajoutée nominale (millions)	109	0,2	4,0

Activité

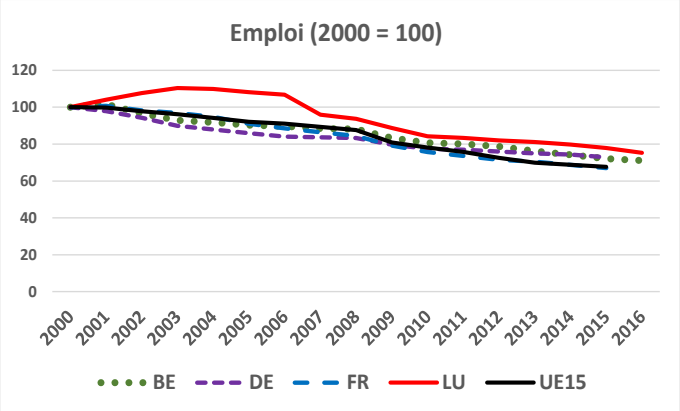
Progressant notablement au début des années 2000, la valeur ajoutée en volume se contracte sensiblement jusqu'en 2008. Après un répit en 2009-2010, elle se replie à nouveau jusqu'en 2016.



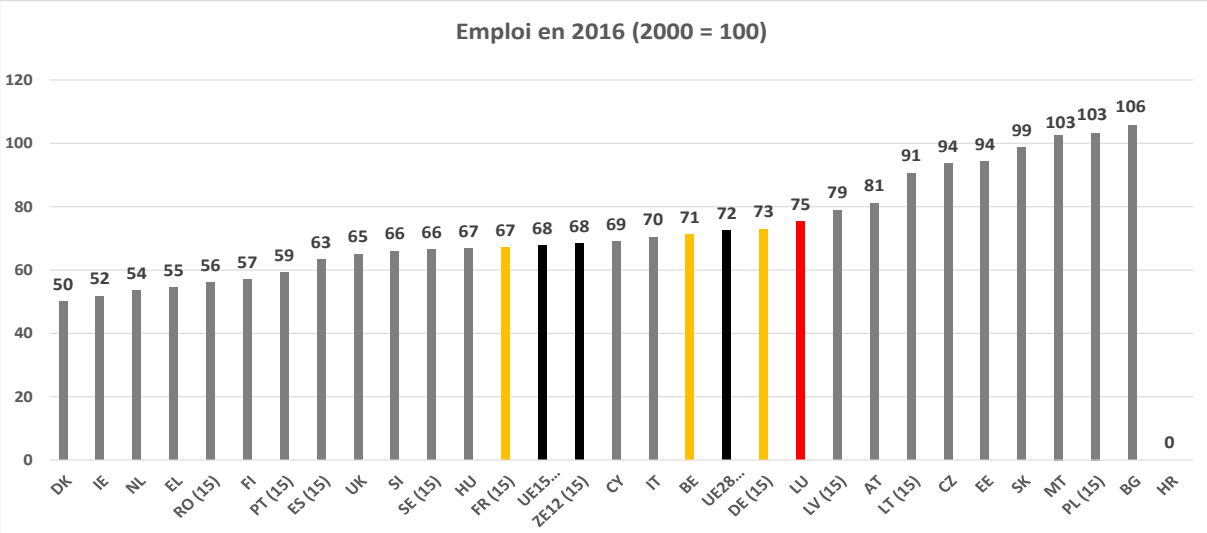
Même si le phénomène est moins marqué que dans l'industrie textile, de nombreux pays enregistrent une chute de valeur ajoutée en volume sur la période. Le Luxembourg, pour sa part, accuse l'une des plus fortes baisses, avec en moyenne -2,5% par an.



Parallèlement à la diminution de la valeur ajoutée, l'emploi tend à diminuer depuis 2003, à l'instar des pays limitrophes.



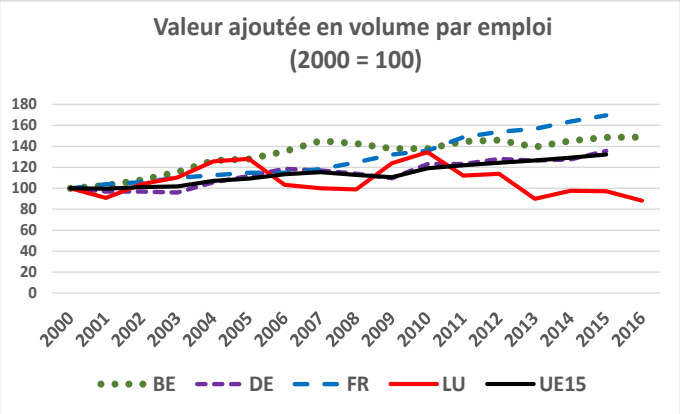
Dans presque tous les États membres, l'emploi diminue. Cependant, alors que le Luxembourg supporte, pour la valeur ajoutée, l'un des plus forts reculs, il se situe seulement dans le deuxième tiers concernant l'emploi, ce qui pèse lourdement sur sa productivité (autrement dit la valeur ajoutée par emploi).



Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

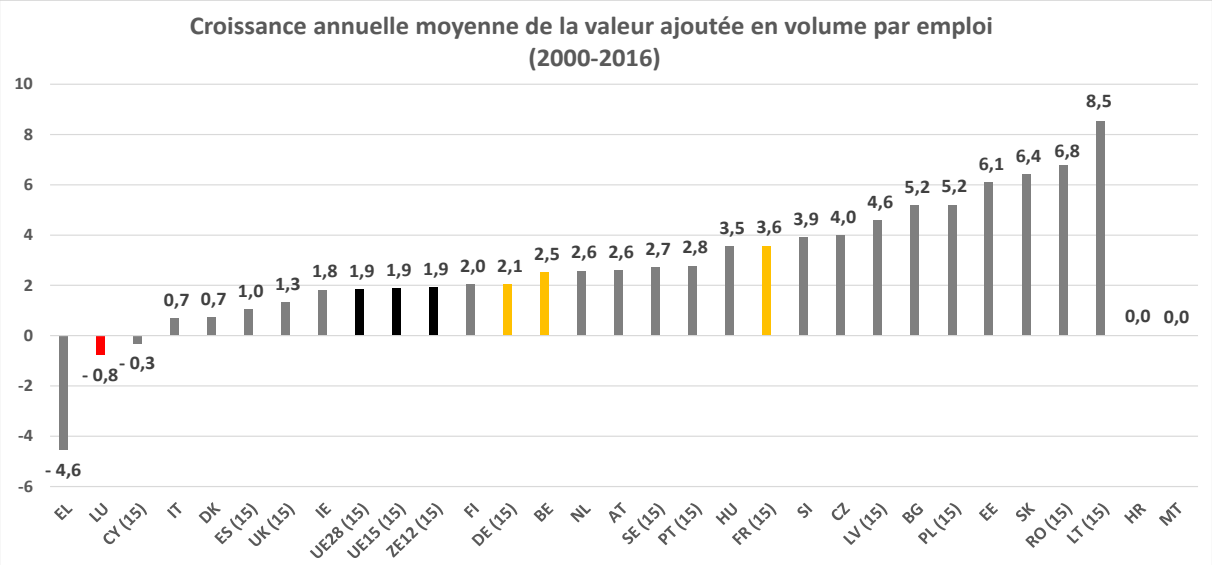
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	17/19	17/17	15/18
2007/2016	9/18	14/17	13/18
2000/2016	7/18	15/17	14/18

Productivité

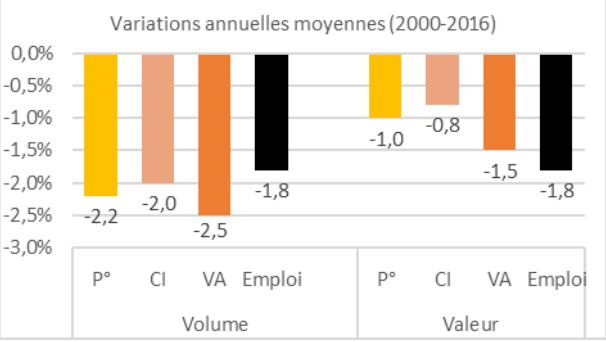


Si, jusqu'en 2004 puis à nouveau en 2010, la productivité luxembourgeoise est semblable à celles de ses voisins, à partir de 2010, elle diminue notablement conformément à l'observation précédente, à savoir un déclin clairement moindre de l'emploi que de la valeur ajoutée en volume les cinq dernières années.

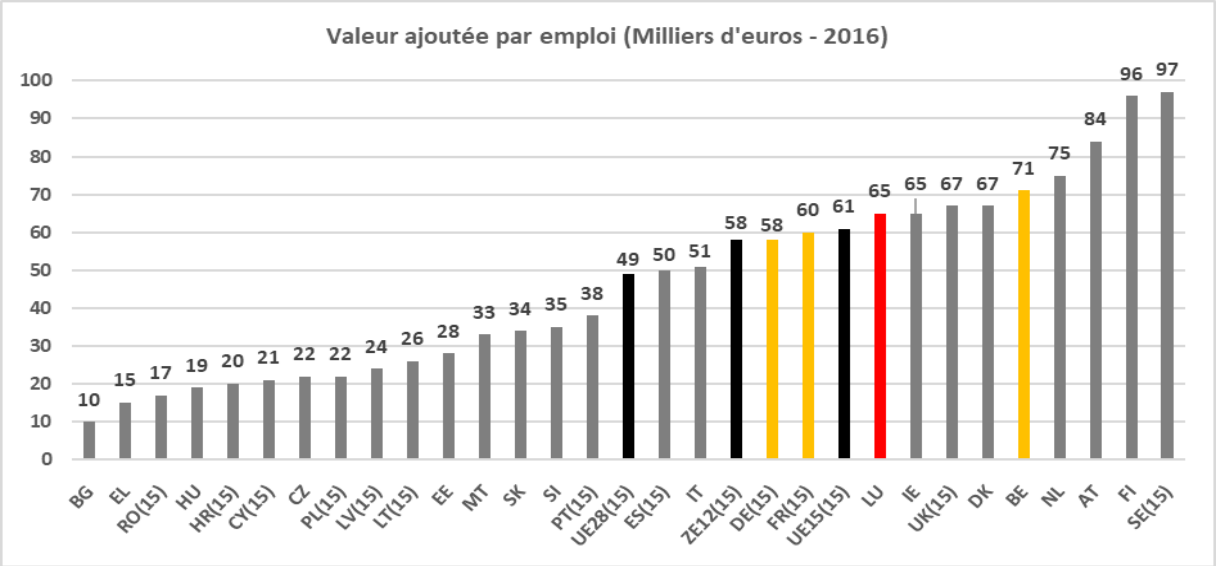
Avec une baisse de 0,8% par an, le Luxembourg fait partie des rares pays enregistrant un recul de la productivité. En effet, dans de nombreux pays, une baisse de l'emploi plus forte que celle de la valeur ajoutée en volume leur a permis de faire des gains de productivité.



En résumé, tous les agrégats sont en recul au Luxembourg, particulièrement pour la valeur ajoutée, les consommations intermédiaires diminuant moins que la production tant en volume qu'en valeur.

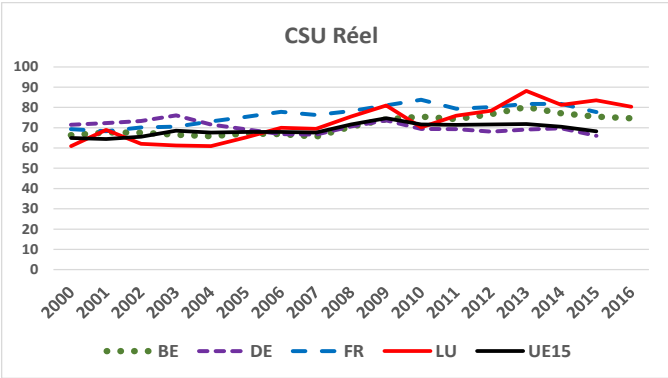


Avec 65.000 euros par emploi, la productivité luxembourgeoise est relativement élevée.



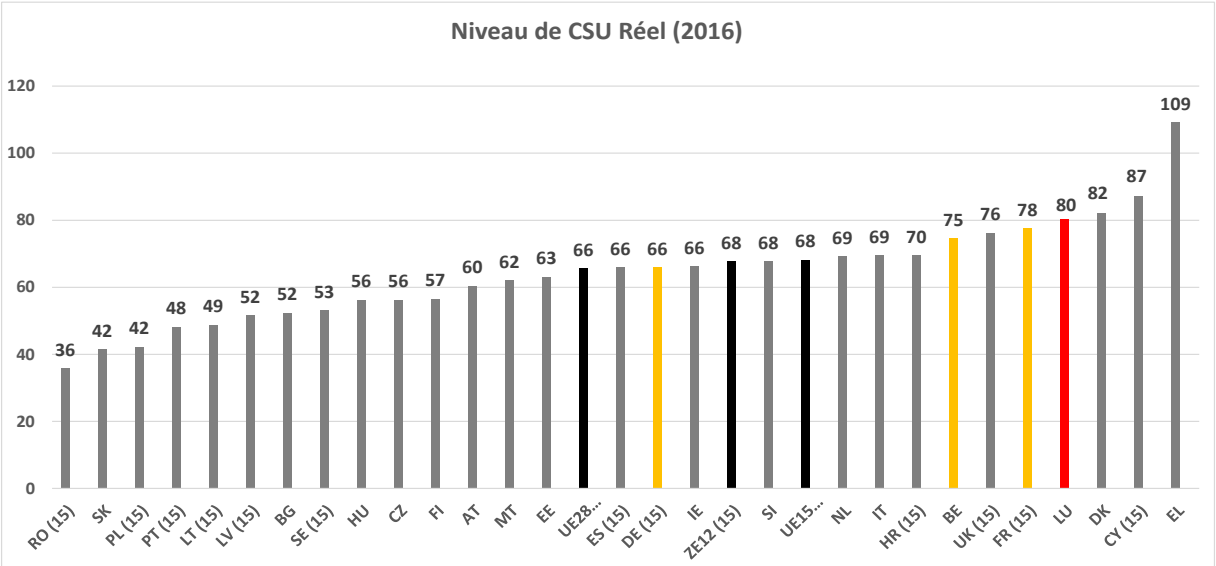
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

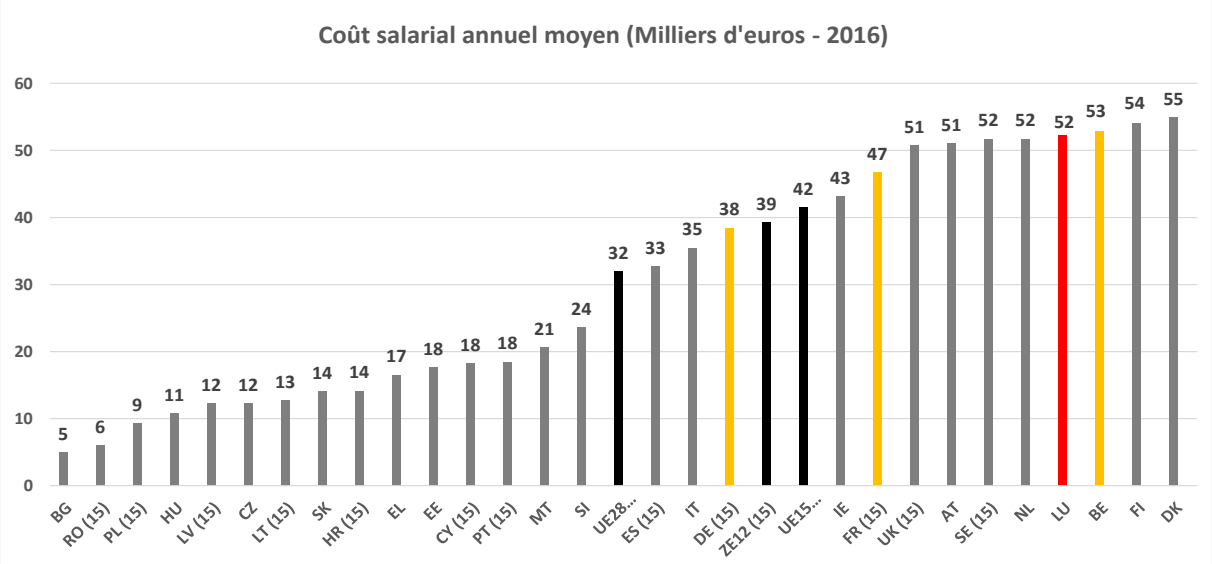


Si le CSU luxembourgeois est semblable à ceux des pays limitrophes durant la plus grande partie de la période, il les surpasse légèrement en fin de période.

Sans surprise, le poids du CSU luxembourgeois est l'un des plus élevés d'Europe en 2016, n'étant devancé que par trois pays.

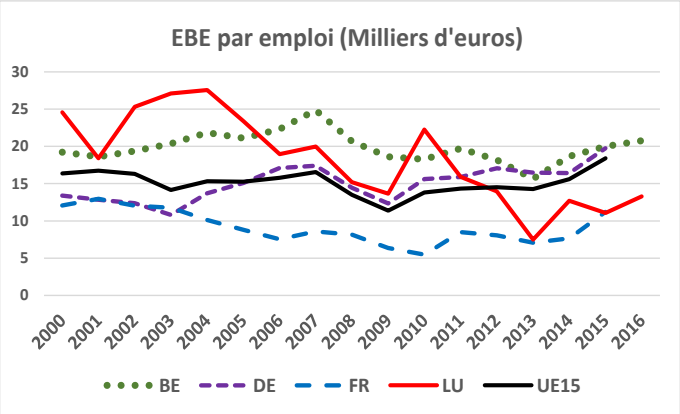


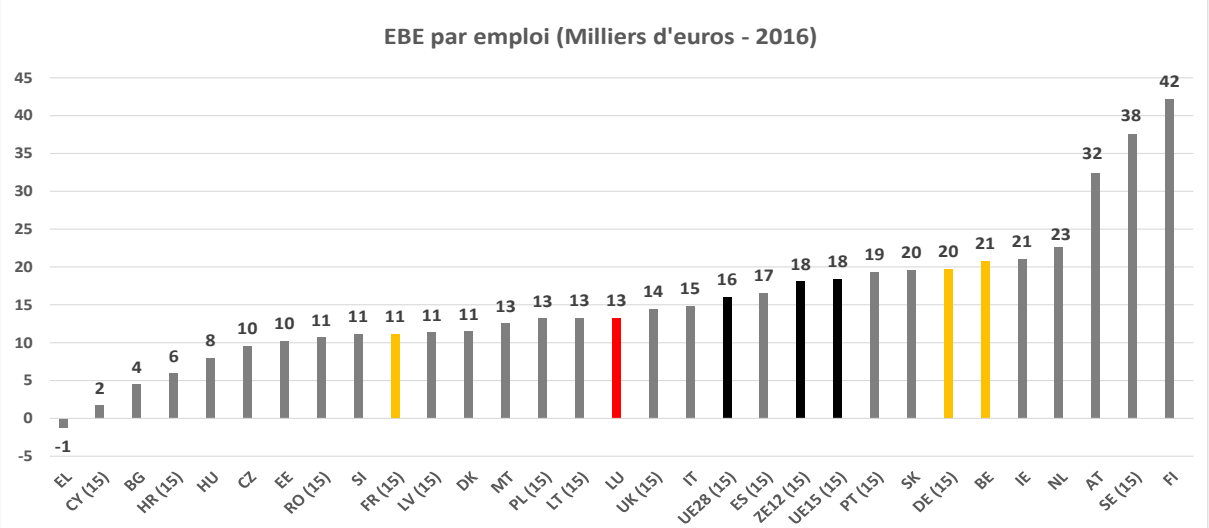
Le coût salarial luxembourgeois figure parmi les plus importants d'Europe avec 52.000 euros en 2016.



Rémunération du capital

Au début des années 2000, l'EBE par emploi est, avec 24.600 euros au Luxembourg, l'un des plus élevés d'Europe (4e sur 27) et plus élevé que chez ses voisins. Il tend ensuite à se dégrader (hormis le pic de 2010) jusqu'à devenir le plus bas d'Europe en 2013. Il se redresse ensuite, tout en restant inférieur à la moyenne européenne.

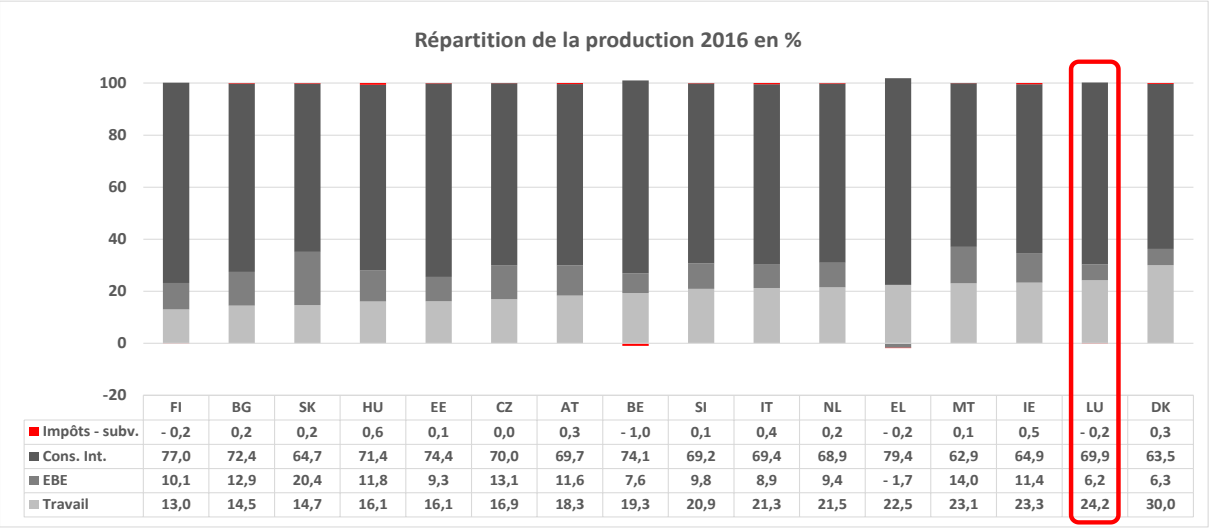




Répartition de la production

Le Luxembourg dispose du deuxième coût du travail relatif le plus élevé dans cette branche. Le classement pour les consommations intermédiaires est également peu flatteur. En conséquence, la part de l'EBE dans la production est l'une des plus faibles d'Europe.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**8/18**	**16/17**	**2/16**	**15/16**



	FI	BG	SK	HU	EE	CZ	AT	BE	SI	IT	NL	EL	MT	IE	LU	DK
Impôts - subv.	- 0,2	0,2	0,2	0,6	0,1	0,0	0,3	- 1,0	0,1	0,4	0,2	- 0,2	0,1	0,5	- 0,2	0,3
Cons. Int.	77,0	72,4	64,7	71,4	74,4	70,0	69,7	74,1	69,2	69,4	68,9	79,4	62,9	64,9	69,9	63,5
EBE	10,1	12,9	20,4	11,8	9,3	13,1	11,6	7,6	9,8	8,9	9,4	- 1,7	14,0	11,4	6,2	6,3
Travail	13,0	14,5	14,7	16,1	16,1	16,9	18,3	19,3	20,9	21,3	21,5	22,5	23,1	23,3	24,2	30,0

C20 Industrie chimique

Une croissance de la valeur ajoutée exceptionnelle, des gains de productivité exceptionnels ! Pourtant, une activité plutôt morne.

Si les indicateurs en volume peuvent indiquer une activité en plein essor, les données nominales disent tout autre chose : un niveau de productivité plutôt bas, qui plus est, en baisse, un CSU en hausse, des marges qui se détériorent et qui deviennent même parmi les plus faibles d'Europe.

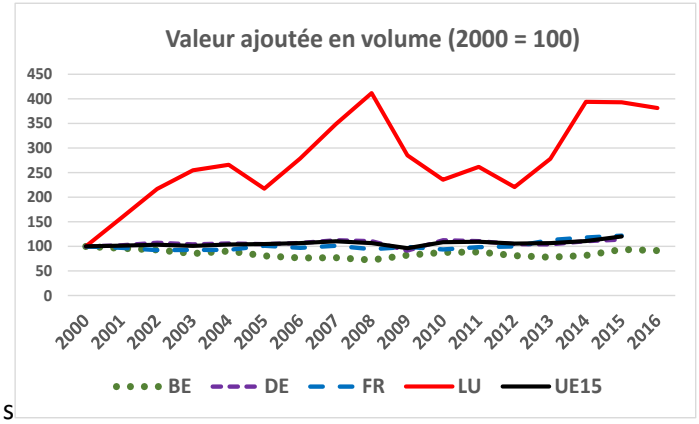
En cause, une variation des prix qui provoque un effet d'optique.

Avec 1.200 emplois, l'industrie chimique représente 3,7% de l'emploi et 3,2% de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.

	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	**1,19**	**0,3**	**3,7**
Salariés (milliers)	**1,19**	**0,3**	**3,7**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**87**	**0,2**	**3,2**

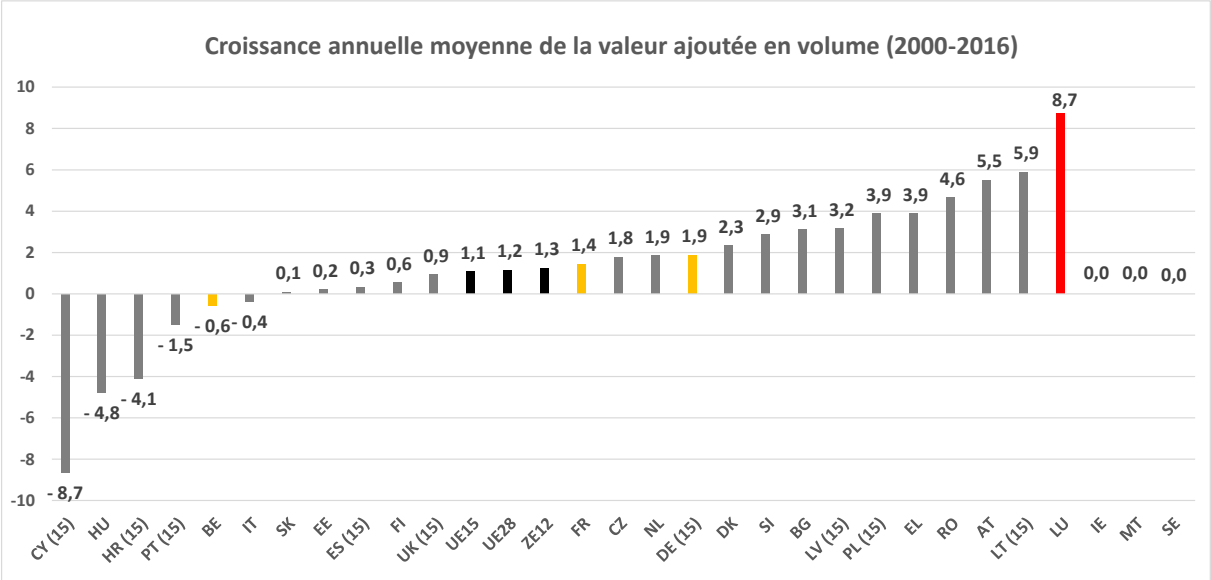
Activité

Cette branche d'activité affiche globalement une croissance de loin supérieure à celle des pays limitrophes. Si la chimie est extrêmement affectée par la crise, la valeur ajoutée croît sensiblement après 2012 pour revenir à un montant proche d'avant-crise.

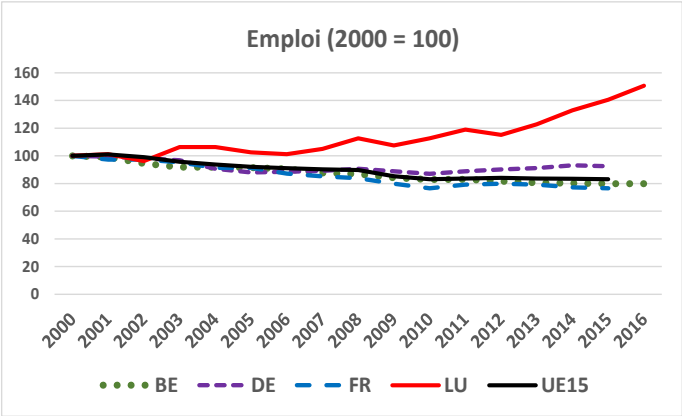


S

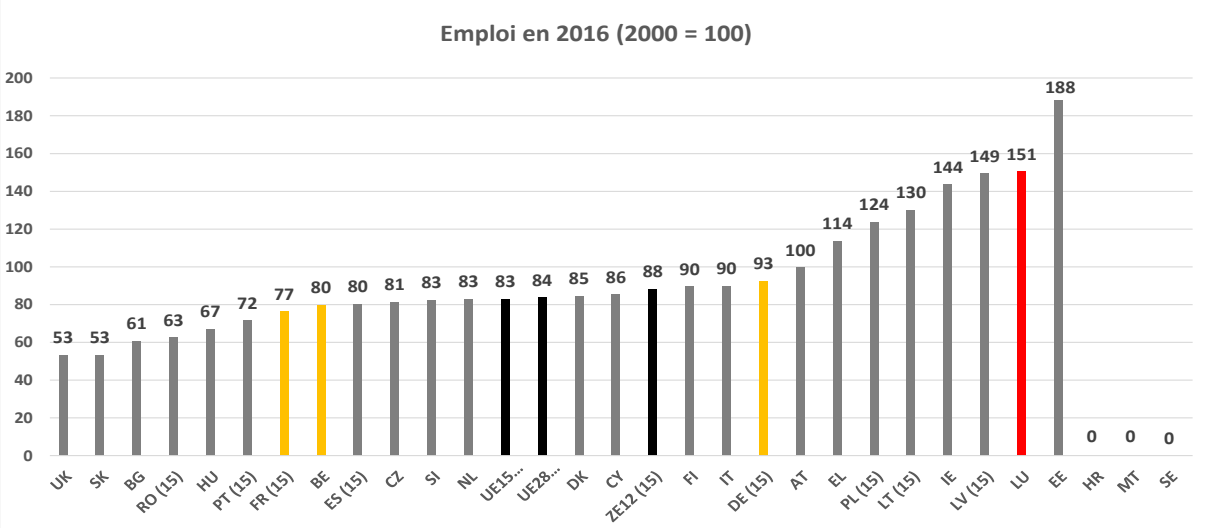
Le Luxembourg, avec 8,7% de croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée en volume fait montre du meilleur score d'Europe, très loin devant les autres pays.



En toute logique, c'est également sur son territoire que l'emploi augmente le plus. Il s'est même contracté chez ses voisins.



Dans un contexte européen de déclin quasi généralisé, le Grand-Duché figure également parmi les États membres où l'emploi augmente le plus. Il n'est devancé que par l'Estonie.



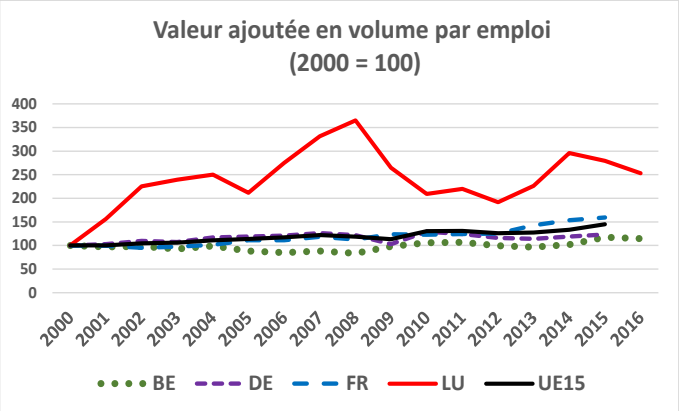
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg est donc notablement bien classé pour la dynamique de l'emploi et celle de la valeur ajoutée volume. On remarque, cependant, que le classement est nettement moins flatteur pour la valeur ajoutée nominale puisque le Luxembourg enregistre, entre 2000 et 2016, l'une des plus petites progressions (15e sur 16). L'écart d'évolution entre la valeur ajoutée en volume et celle en nominal est d'ailleurs autrement significatif. Si elle gagne 8,7% par an en volume, elle n'augmente que de 0,8% en termes nominaux. Nous allons voir que ceci n'est d'ailleurs pas sans conséquence sur la productivité.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

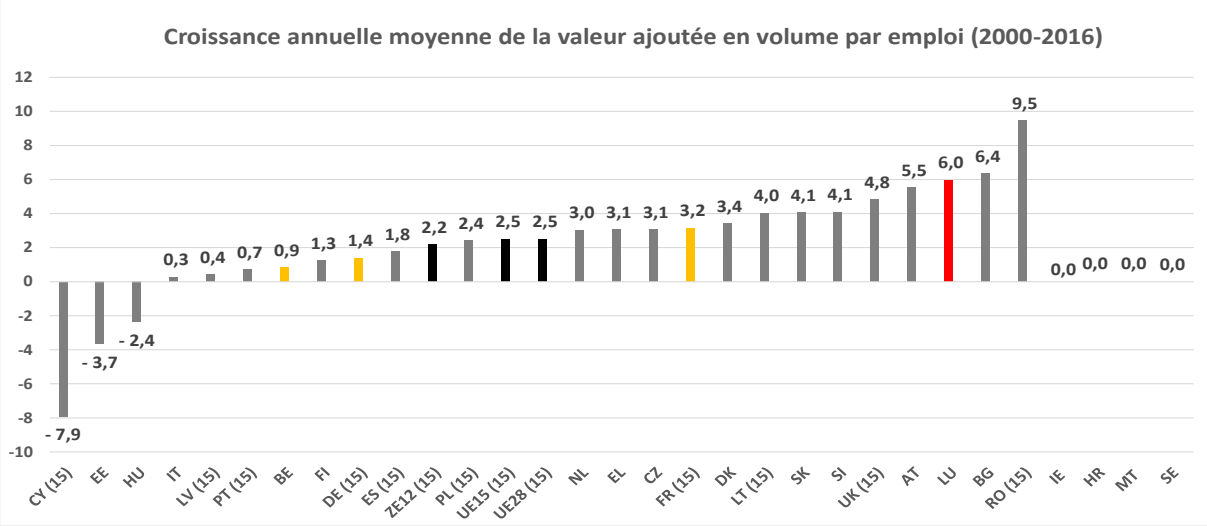
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	1/19	10/16	15/17
2007/2016	2/17	8/16	13/16
2000/2016	2/17	1/16	15/16

Productivité

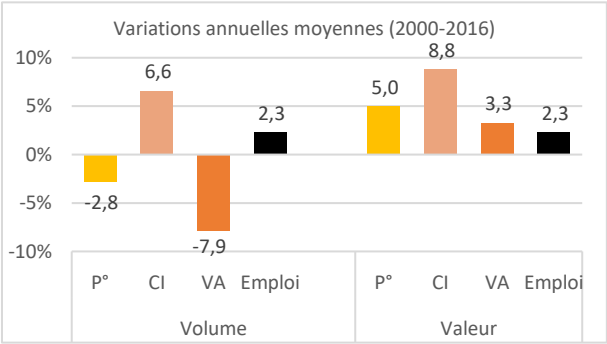
Fort d'une valeur ajoutée en volume en très forte amélioration, le Luxembourg marque une progression de la productivité largement supérieure à celle des pays voisins.



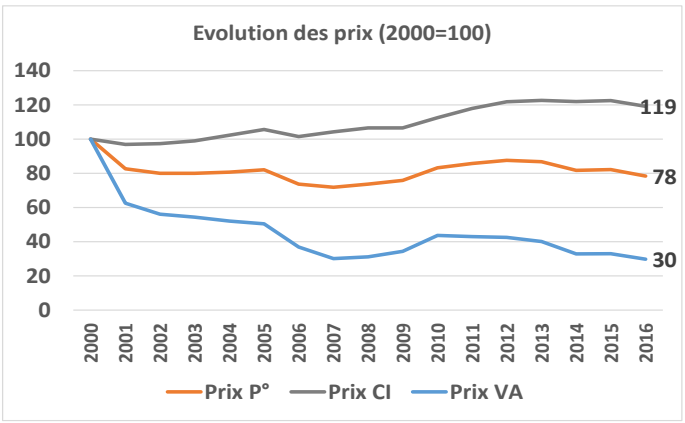
Avec un taux annuel moyen de 6%, il affiche même l'une des meilleures améliorations de l'indicateur parmi les États membres, sur la période 2000-2016.



On peut constater que si les consommations intermédiaires progressent moins rapidement que la production en volume, c'est le contraire en valeur. En conséquence, la valeur ajoutée en volume s'accroît nettement plus rapidement que celle en valeur.



Cette situation tient aux variations de prix, comme le met en valeur le graphique suivant. Alors que le prix des consommations intermédiaires augmente, celui de la production recule, ce qui conduit à une chute du déflateur implicite de valeur ajoutée, la valeur ajoutée aux prix constants (en volume) étant le quotient entre la valeur ajoutée aux prix courants (en valeur) et précisément ce déflateur. La croissance de la valeur ajoutée est donc supérieure en volume à celle en valeur, ce qui explique une productivité (elle-même en volume) qui grimpe en flèche au Luxembourg avec +6 % par an sur la période.

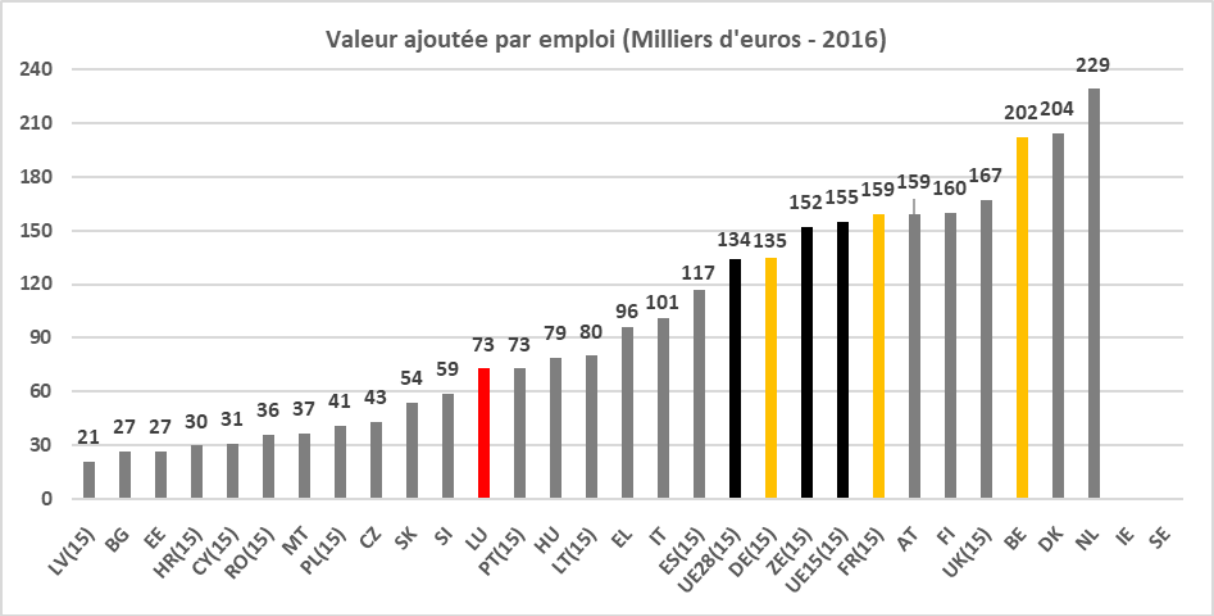


Or, malgré d'excellentes performances en volume, le Luxembourg ne dispose en 2016 que d'un niveau de productivité en valeur relativement modeste, avec 73.000 euros par emploi. D'ailleurs sur la période 2000-2016, la valeur ajoutée nominale par emploi diminue même de 1,9% par an. Et, alors qu'en 2000, le Luxembourg est quatrième au classement sur 24, en 2016, il recule au neuvième rang sur 15.

Remarquons, en outre, que le Luxembourg ne devance que des NEM. L'industrie chimique nous permet donc au travers de ses évolutions de constater le paradoxe :

- d'une variation particulièrement favorable en volume et par voie de conséquence des gains de productivité phénoménaux ;
- mais d'un niveau de productivité (en valeur) qui ne progresse pas, voire régresse.

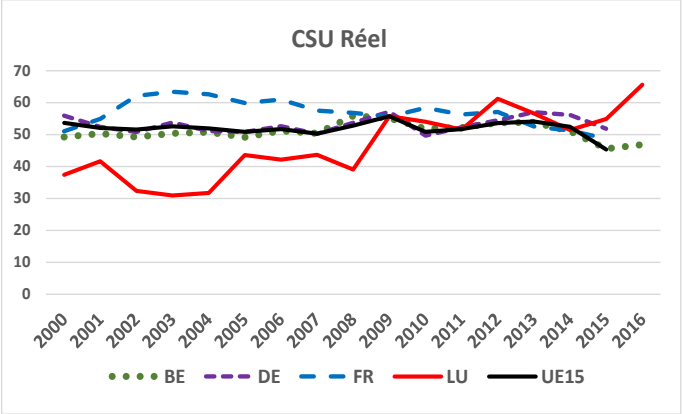
En conséquence, la marge d'exploitation et de manière plus large la rémunération des facteurs de production est défavorable à la branche, alors que tous les indicateurs en volume sont favorables.



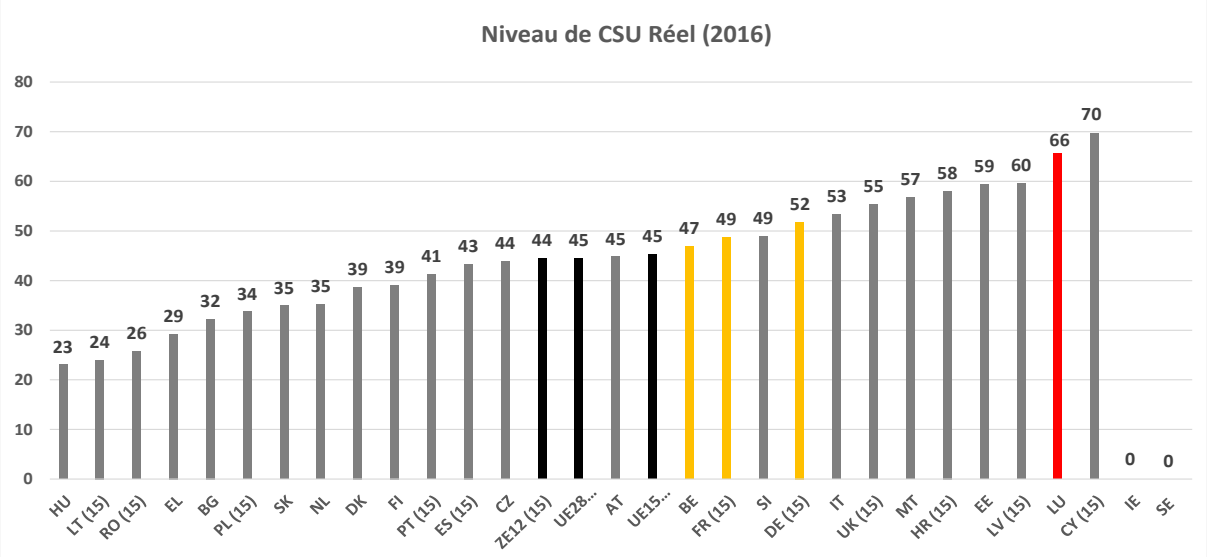
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

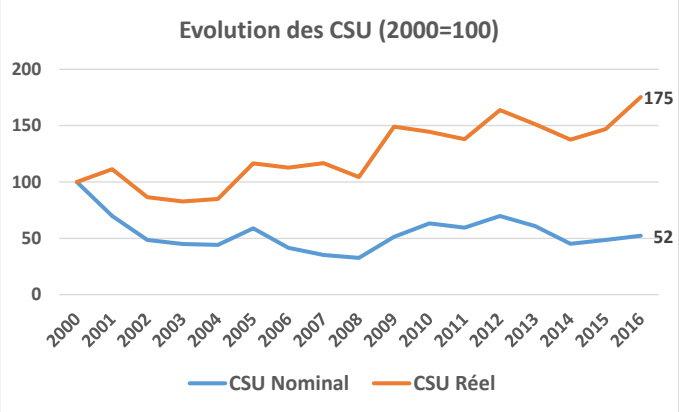
Jusqu'en 2008, le CSU est plus faible au Grand-Duché que dans les pays limitrophes. Il passe progressivement à un niveau supérieur et atteint un pic en 2016.



À l'aune des États membres, le coût salarial annuel moyen est probablement, avec 66.000 euros, le deuxième le plus important, derrière Chypre (données de 2015).

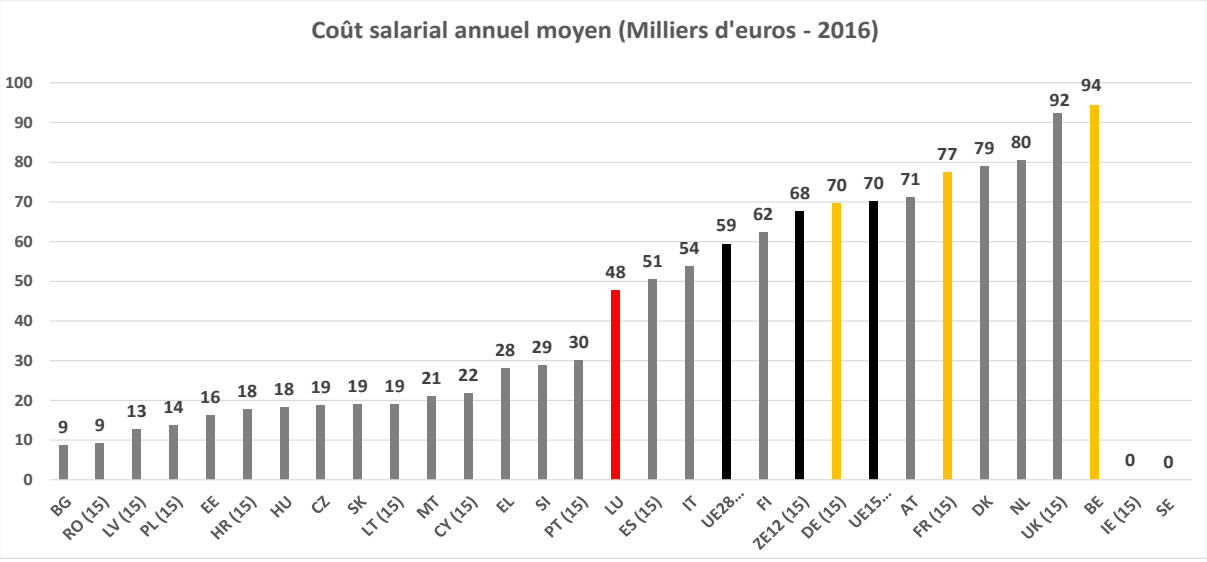


Cette « inversion » entre la croissance en volume et en valeur est d'ailleurs intéressante dans son incidence sur le CSU.



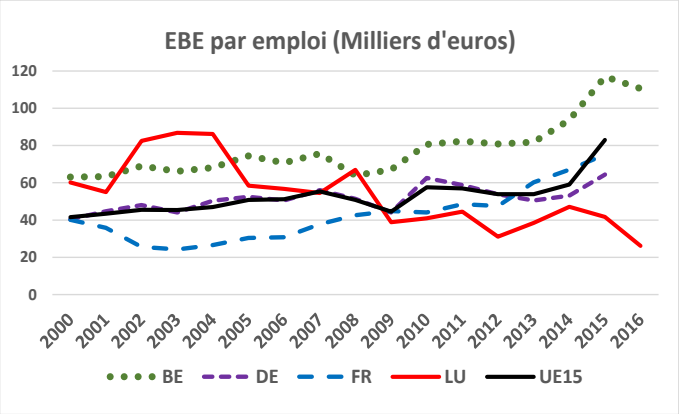
En effet, si le CSU réel augmente, le nominal (que nous n'avons pas encore abordé) est quant à lui divisé par deux en 16 ans. Nous allons voir que ceci n'est pas sans incidence sur les marges des entreprises.

Notons que les coûts salariaux luxembourgeois, à hauteur de 48.000 euros annuels, sont pourtant bien en deçà des pays limitrophes et des moyennes européennes.

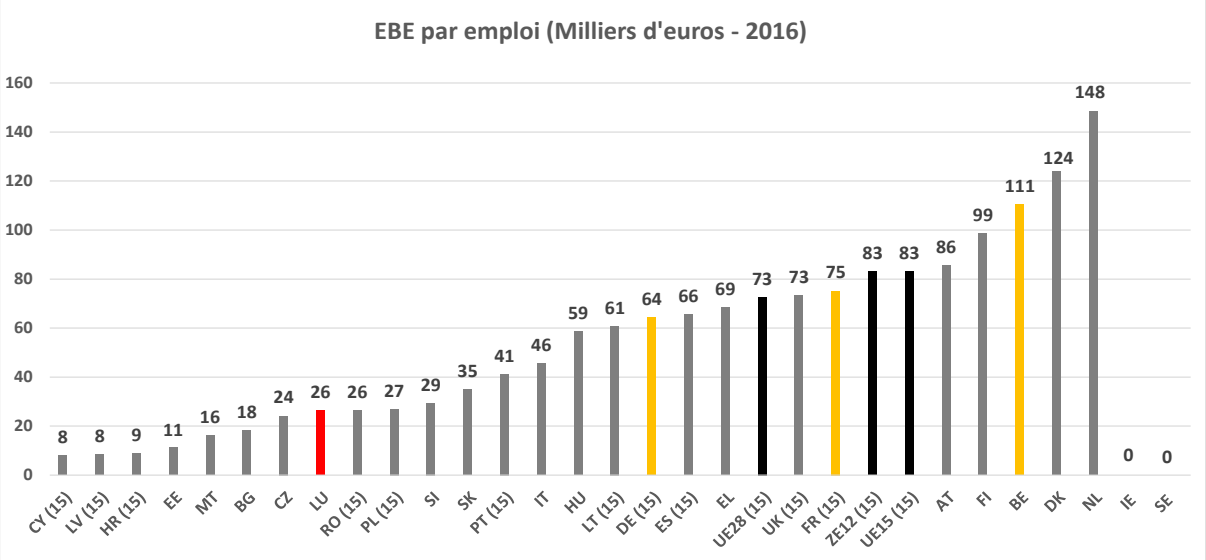


Rémunération du capital

Les évolutions précédentes se retrouvent dans la trajectoire de l'EBE qui tend à se réduire depuis 2004. Et, alors qu'il était, en 2004, plus important que dans les pays voisins, depuis la crise (2009), il se retrouve à un niveau largement inférieur.



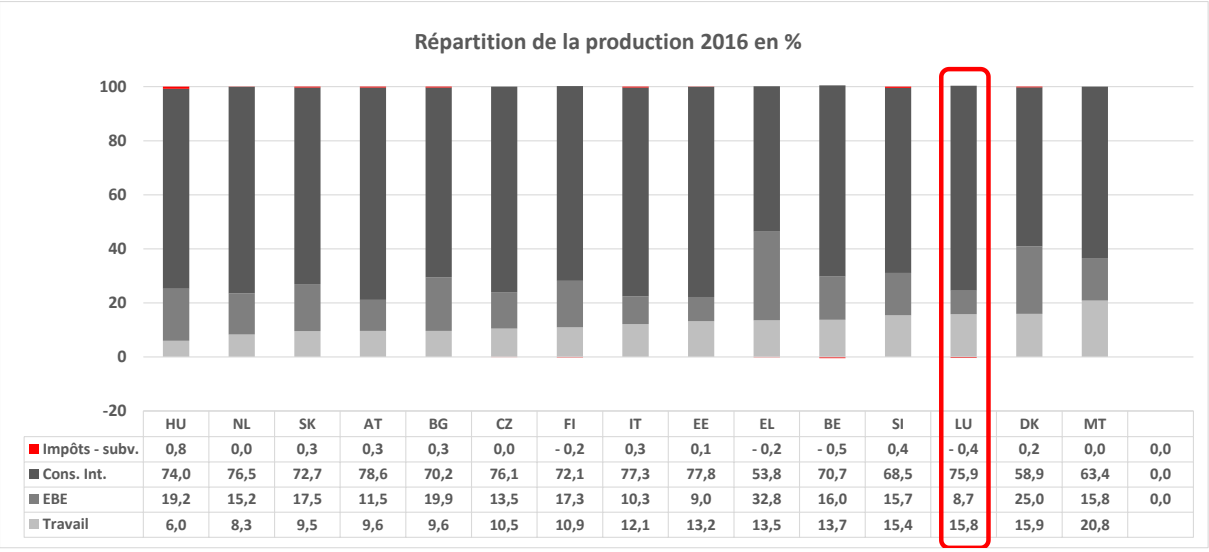
Avec 26.000 euros en 2016, l'EBE par emploi se situe à un montant nettement inférieur aux pays comparables. Si, en 2004, il se range au deuxième échelon européen sur 24, en 2016 il n'est plus que onzième sur 15. On voit ici tout le paradoxe d'une évolution réelle (en volume) en toute apparence singulièrement favorable (le CSU nominal, indicateur très prisé, est même divisé par deux sur la période, augurant d'un excellent gain de compétitivité), alors que le bénéfice d'exploitation se réduit. Une question se pose alors : quelle aurait été la situation la plus favorable pour cette branche ; celle décrite en volume ou sa version en nominal ?



Répartition de la production

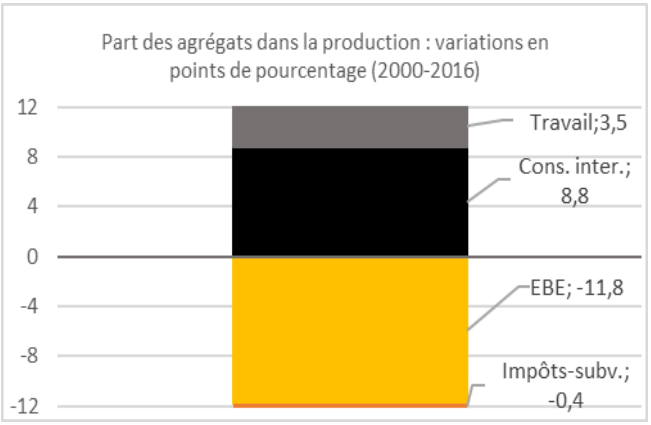
En 2016, le Luxembourg dispose de la plus basse part d'EBE dans la production.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	6/17	15/16	3/15	15/15



	HU	NL	SK	AT	BG	CZ	FI	IT	EE	EL	BE	SI	LU	DK	MT	
Impôts - subv.	0,8	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	- 0,2	0,3	0,1	- 0,2	- 0,5	0,4	- 0,4	0,2	0,0	0,0
Cons. Int.	74,0	76,5	72,7	78,6	70,2	76,1	72,1	77,3	77,8	53,8	70,7	68,5	75,9	58,9	63,4	0,0
EBE	19,2	15,2	17,5	11,5	19,9	13,5	17,3	10,3	9,0	32,8	16,0	15,7	8,7	25,0	15,8	0,0
Travail	6,0	8,3	9,5	9,6	9,6	10,5	10,9	12,1	13,2	13,5	13,7	15,4	15,8	15,9	20,8	

Il convient de noter que la part des consommations intermédiaires augmente de 8,8 points en 16 ans, celle du travail de 3,5 points, alors que la part de l'EBE diminue de 11,8 points.



C'est donc principalement la part des consommations intermédiaires (et non celle du travail et des salaires comme il est souvent trop rapidement affirmé) qui explique la chute de l'EBE, bien que la valeur ajoutée en volume, qui sert religieusement de boussole, fait montre d'une progression fulgurante, ce qui pourrait faire accroire un bilan positif à un observateur empressé.

C22 et C23 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique et autres produits minéraux non métalliques

Ces activités évoluent de façon « moyenne » sur l'ensemble des indicateurs (valeur ajoutée, emploi, productivité…).

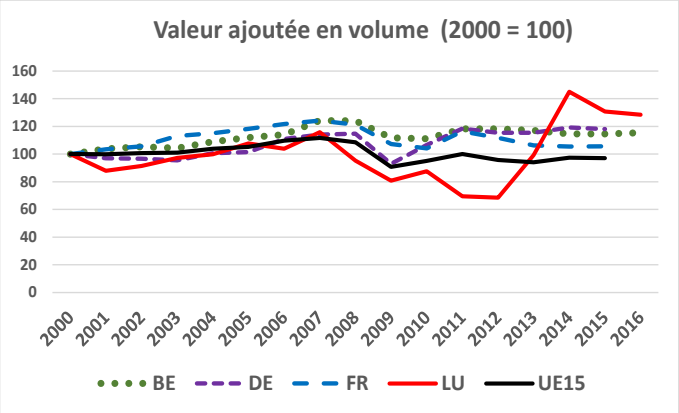
Toutefois, en partant de très haut, elles demeurent aux niveaux de productivité et de marge d'exploitation les plus élevées et ce, malgré la sempiternelle hausse de la part des consommations intermédiaires dans la production, laquelle est cependant largement liée à une variation des prix défavorable.

Cette branche d'activité est relativement importante. Comme elle compte pour un cinquième de l'emploi industriel et 27% de la valeur ajoutée, il s'agit aussi d'une industrie à relativement forte valeur ajoutée.

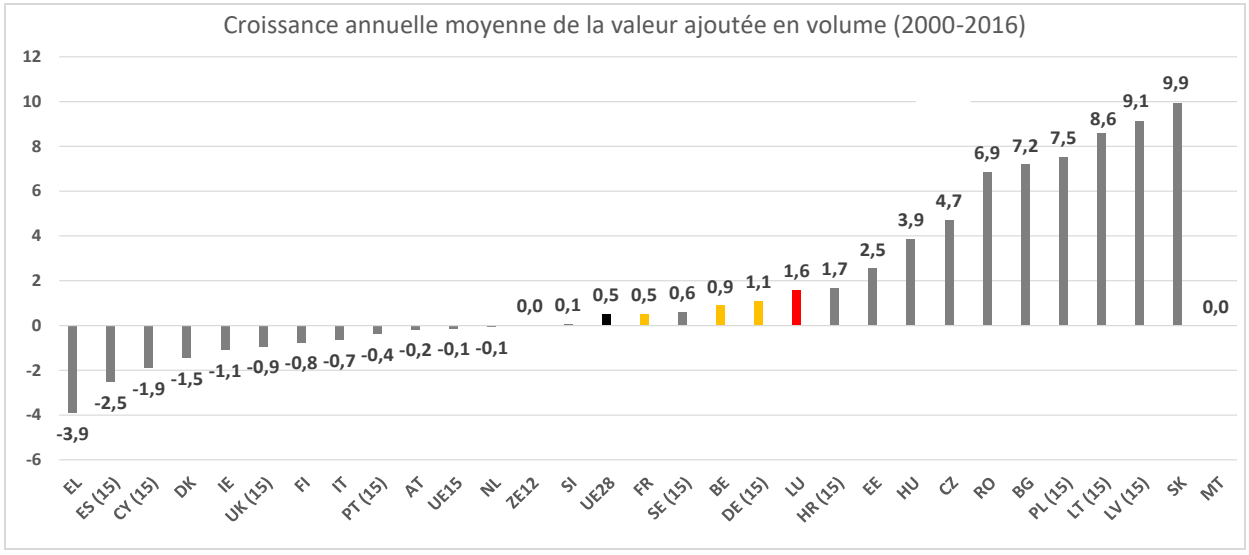
	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	6,8	1,6	21,1
Salariés (milliers)	6,8	1,7	21,3
Valeur ajoutée nominale (millions)	724	1,5	27,0

Activité

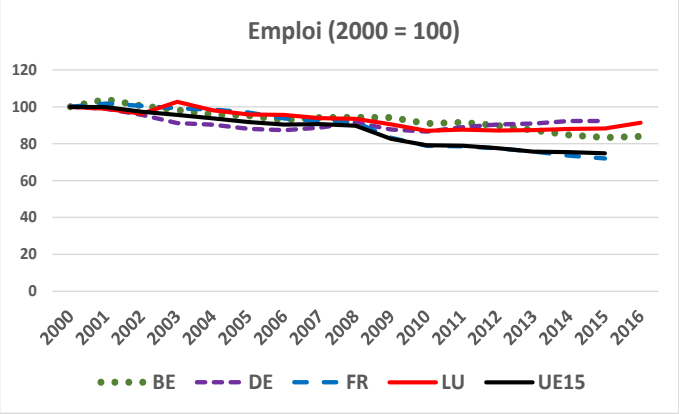
Pourtant, l'activité a été globalement en très légère croissance, même si le Luxembourg montre ici une évolution atypique avec un déclin de 2007 à 2012, puis une brusque amélioration de 2013 à 2015 (112%, soit plus d'un doublement). Ceci permet au pays de devancer ses voisins dont l'activité s'accroît moins rapidement.



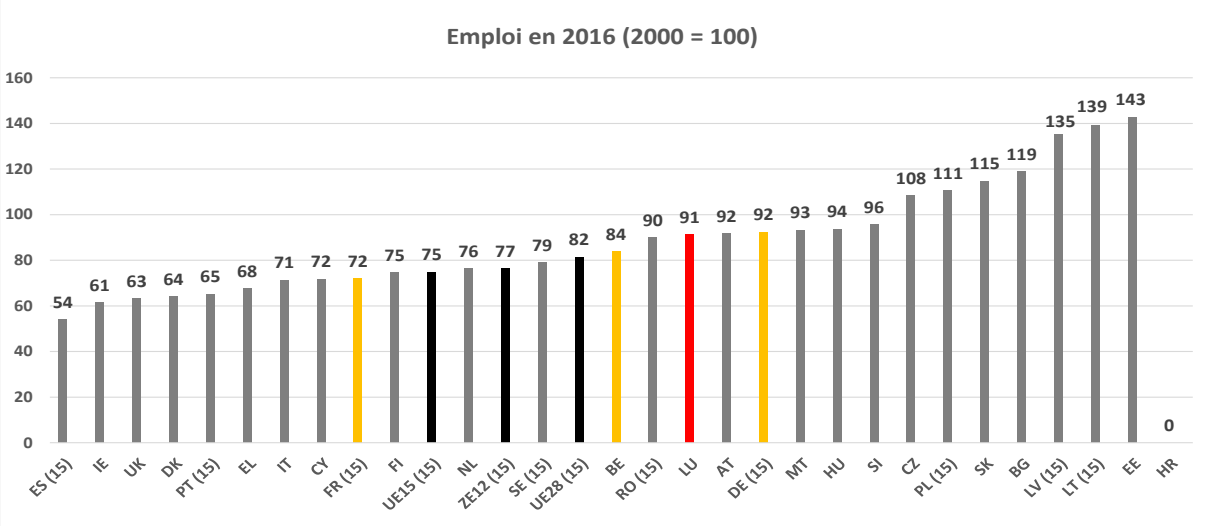
À la faveur des années 2013 (+45%) et 2014 (+46%), le Luxembourg affiche en 16 ans une croissance de l'activité relativement dynamique, avec 1,6 % en moyenne annuelle. Il n'est devancé dans le domaine que par des NEM.



Comme dans les pays limitrophes, l'emploi luxembourgeois diminue légèrement et régulièrement depuis 2000.



Il en est de même dans la quasi-totalité des États membres. Toutefois, l'emploi a un peu mieux résisté au Luxembourg avec un recul de 9% en 16 ans, comparés aux -18% de la moyenne européenne.



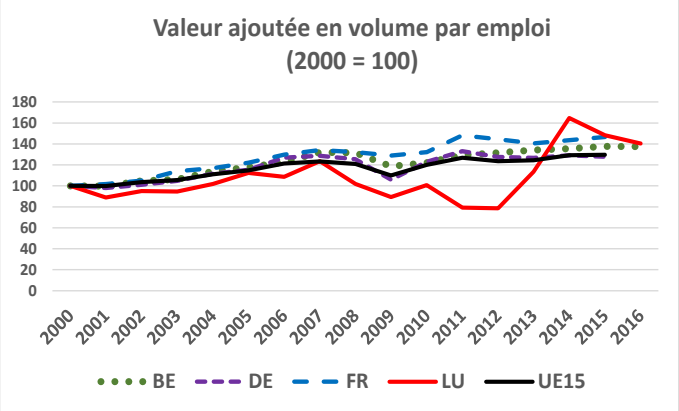
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg est classé de manière intermédiaire concernant la croissance des différents agrégats, l'avantage revenant à la valeur ajoutée en volume.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

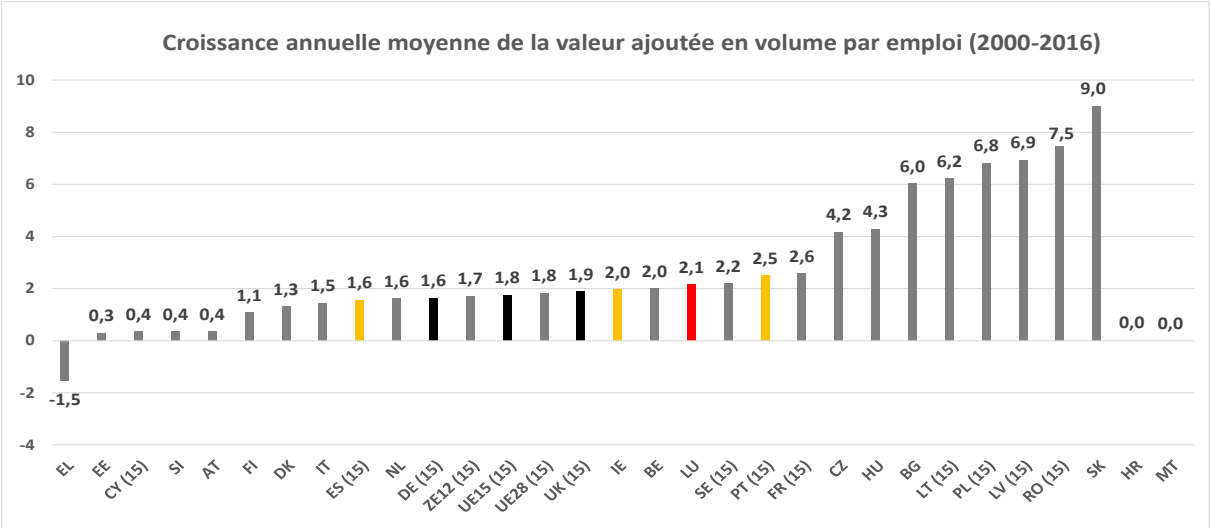
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	6/19	17/17	8/18
2007/2016	6/18	4/17	6/18
2000/2016	9/18	7/17	9/18

Productivité

Comme l'emploi évolue de manière pratiquement linéaire, la courbe de productivité est le reflet de celle de valeur ajoutée en volume. Malgré la baisse à partir de 2007, les années 2013 et 2014 permettent au Luxembourg de repasser devant les pays limitrophes, même si, en fin de période, le pays accuse une légère dégradation.

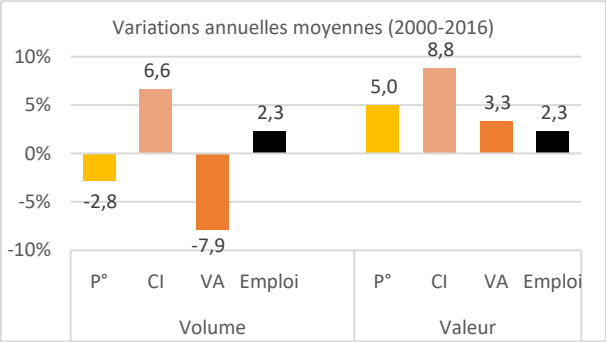


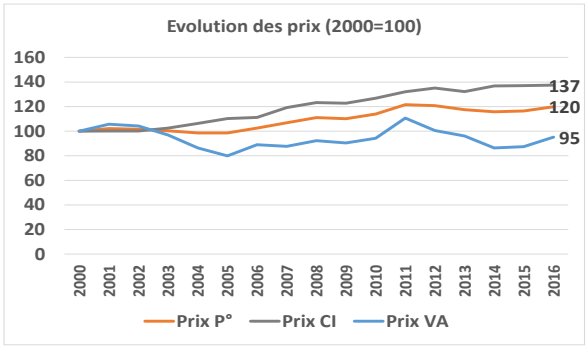
À la faveur du repli de l'emploi, quasi généralisé en Europe, la plupart des pays font montre d'une croissance de leur productivité. Le Luxembourg se positionne de manière relativement favorable avec une amélioration de l'indicateur de 2,1% par an.



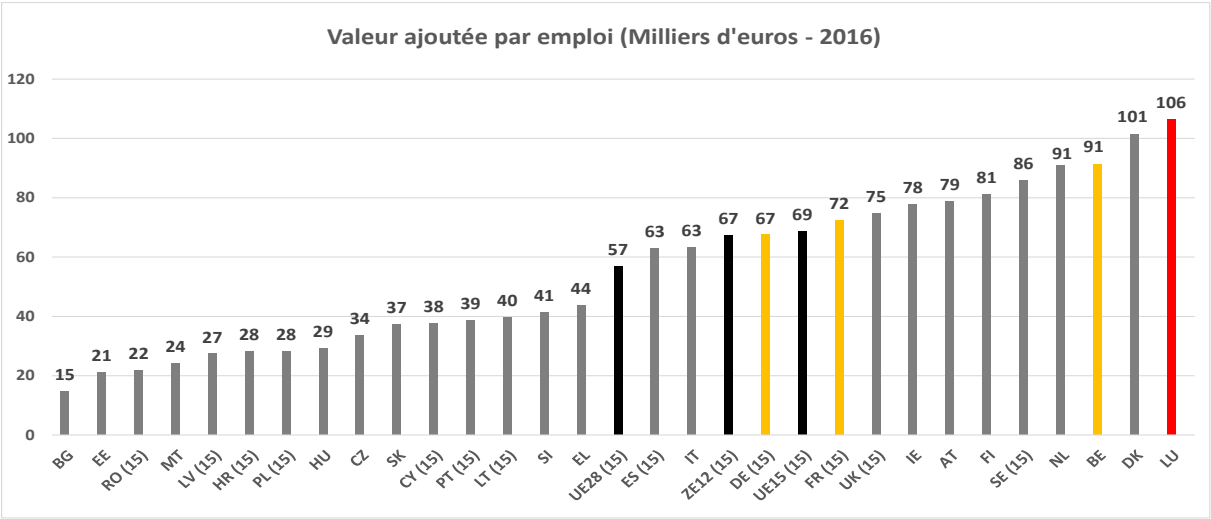
En observant les différentes composantes de la production, on constate que les consommations intermédiaires évoluent à un rythme inférieur à celui de la production en volume, ce qui n'est pas le cas en valeur. Nous retrouvons ainsi une situation similaire, toutefois nettement moins accentuée, à celle de l'industrie chimique ; les évolutions en volume sont plus favorables que celles en valeur.

Cette activité souffre ainsi d'un différentiel de prix défavorable ; les prix des consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que ceux de la production. De ce fait, la valeur ajoutée en volume progresse, là aussi, plus rapidement que la valeur ajoutée nominale.





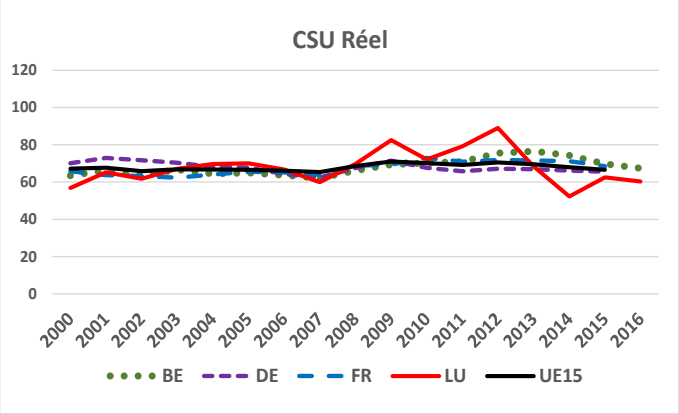
Avec 106.000 euros par emploi, la productivité luxembourgeoise est par ailleurs la plus importante d'Europe.



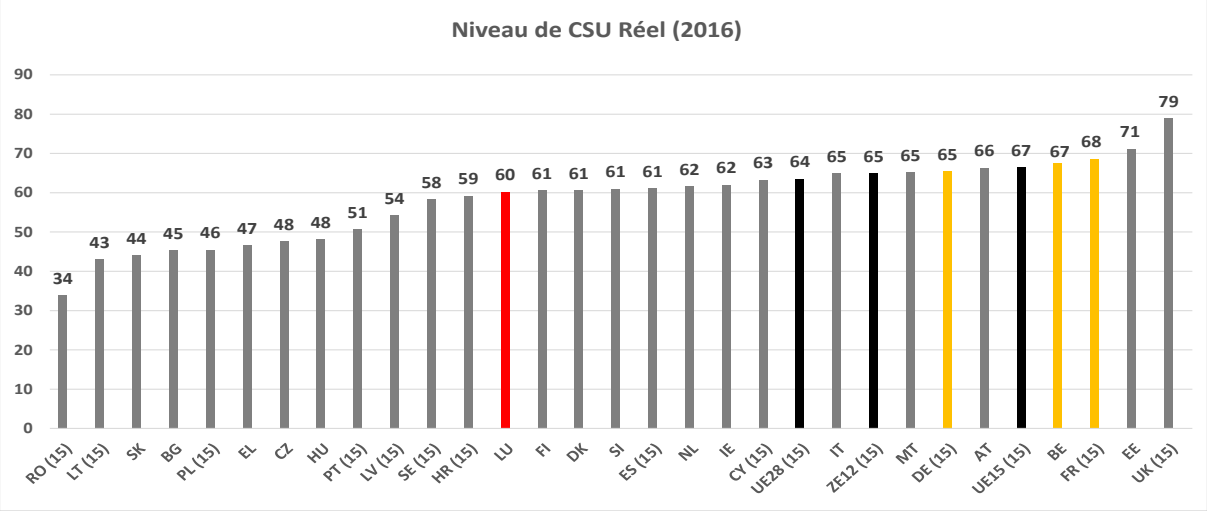
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

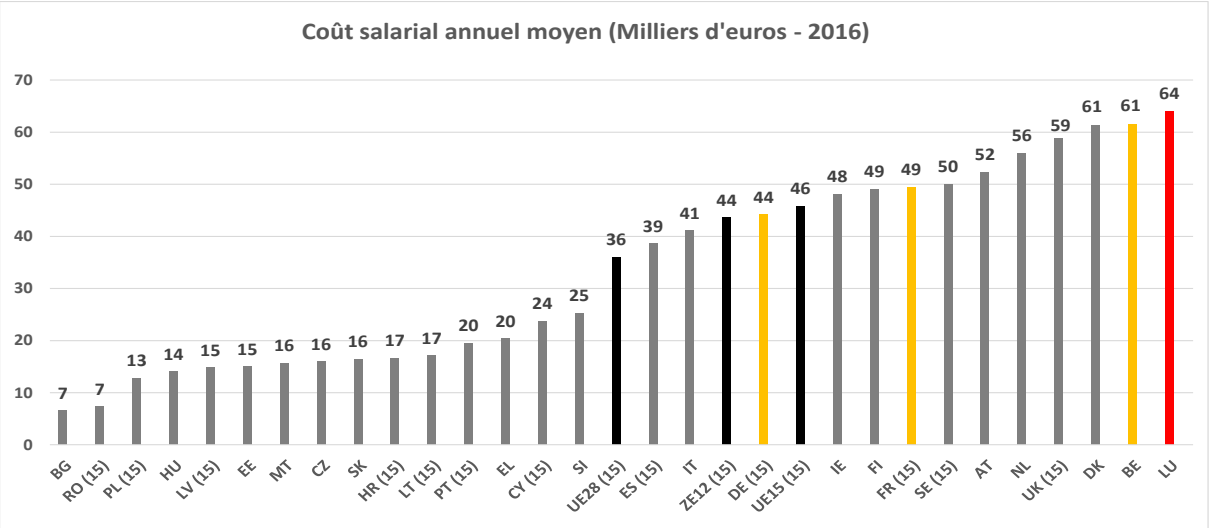
Jusqu'en 2007, le CSU luxembourgeois reste dans le voisinage de ceux des pays limitrophes. Après une hausse jusqu'en 2012, il diminue très nettement pour retrouver un poids inférieur à ces derniers.



À l'aune des États membres, le CSU luxembourgeois figure parmi les plus faibles de l'UE15 avec seulement 60% de la valeur ajoutée consacrés à la rémunération des salariés. Il est d'ailleurs en dessous de la moyenne européenne (64%).



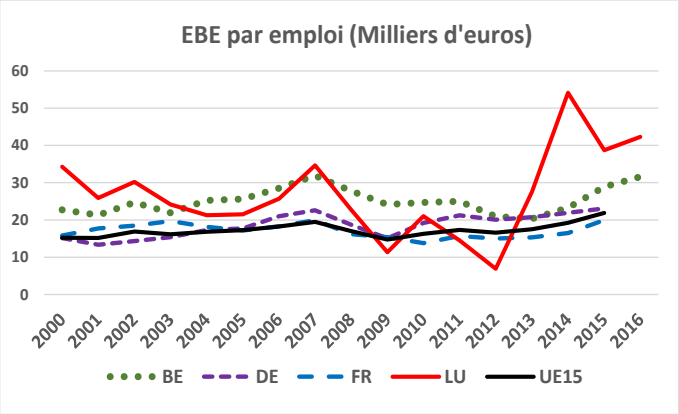
Avec 64.000 euros en moyenne, le Luxembourg dispose des coûts salariaux les plus élevés en Europe. Toutefois, n'oublions pas qu'il possède également, et de loin, le niveau de productivité le meilleur, ce qui permet au pays d'avoir un CSU relativement bas.

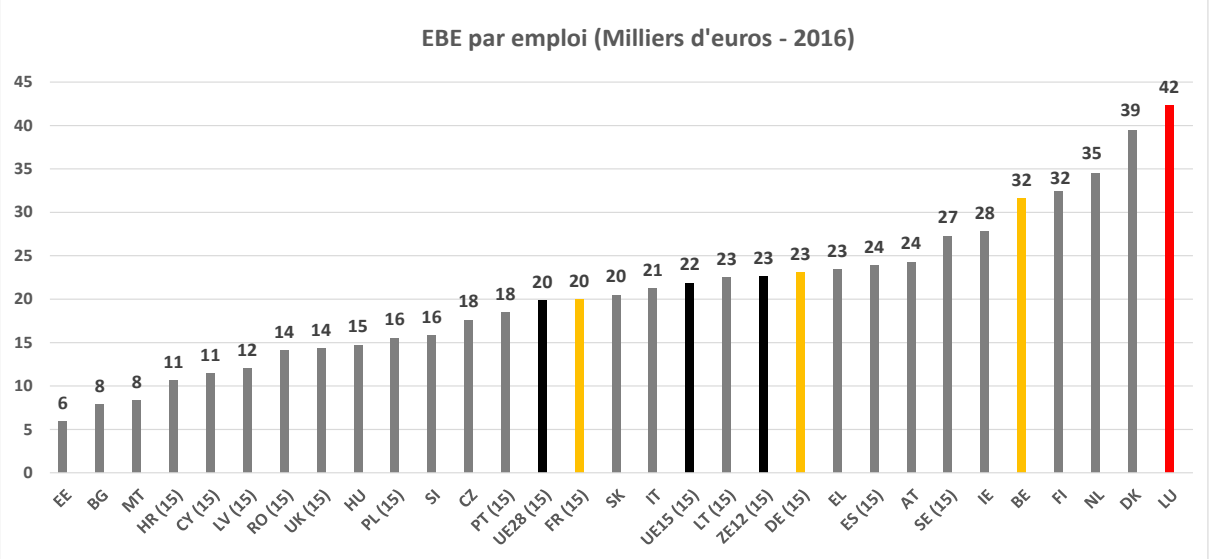


Rémunération du capital

Comme on peut le constater, si l'EBE par emploi se situe, au Luxembourg, dans le voisinage de ceux des pays limitrophes jusqu'en 2012, les années suivantes, il monte en flèche pour atteindre 54.000 euros par emploi en 2014, soit plus du double des pays voisins.

Il se contracte quelque peu par la suite, demeurant néanmoins à un niveau largement supérieur non seulement aux pays voisins, mais également à l'ensemble des États membres.

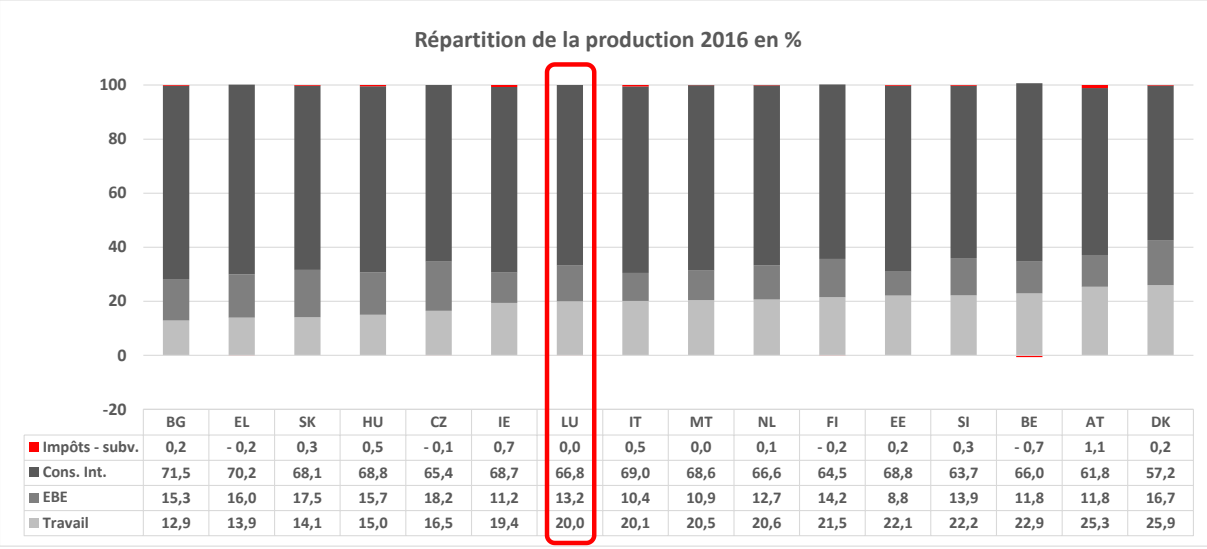




Répartition de la production

Globalement, la structure de la production se situe au Luxembourg dans la moyenne des pays européens.

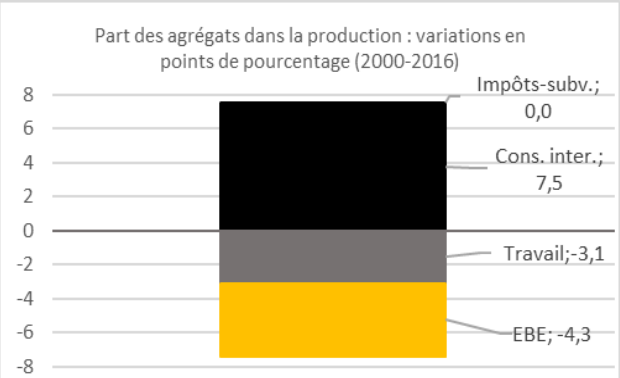
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	9/18	13/17	10/16	9/16

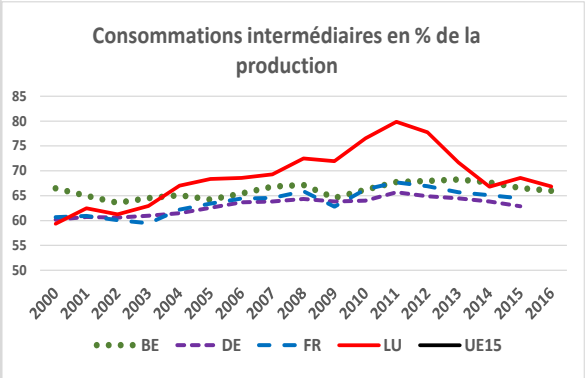


	BG	EL	SK	HU	CZ	IE	LU	IT	MT	NL	FI	EE	SI	BE	AT	DK
Impôts - subv.	0,2	- 0,2	0,3	0,5	- 0,1	0,7	0,0	0,5	0,0	0,1	- 0,2	0,2	0,3	- 0,7	1,1	0,2
Cons. Int.	71,5	70,2	68,1	68,8	65,4	68,7	66,8	69,0	68,6	66,6	64,5	68,8	63,7	66,0	61,8	57,2
EBE	15,3	16,0	17,5	15,7	18,2	11,2	13,2	10,4	10,9	12,7	14,2	8,8	13,9	11,8	11,8	16,7
Travail	12,9	13,9	14,1	15,0	16,5	19,4	20,0	20,1	20,5	20,6	21,5	22,1	22,2	22,9	25,3	25,9

La situation est toutefois dégradée par rapport à celle de l'année 2000. Depuis, tant la part du travail que celle de l'EBE se sont réduites de plusieurs points en faveur des consommations intermédiaires pour qui la part dans la production gagne 7,5 points en 16 ans.

De plus, le Luxembourg passe même par un pic à 80% de consommations intermédiaires dans la production en 2011.





C24 et C25 Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements

Symbole de l'industrie Luxembourgeoise, la métallurgie fait montre d'une valeur ajoutée en volume sensiblement en déclin ; il s'agit même de la plus sévère chute de l'UE.

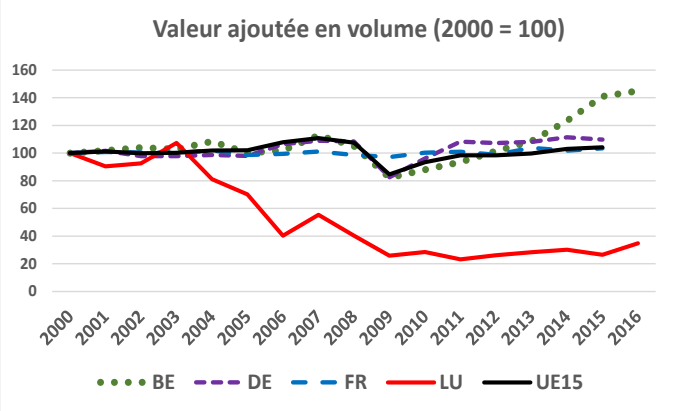
Malgré tout, et compte tenu de montants de départ très élevés, le niveau de productivité (au 3e meilleur rang) et celui de marge (au neuvième rang) sont tout à fait convenables.

Cette branche d'activité est relativement importante ; elle représente près d'un quart de l'emploi industriel ainsi que de la valeur ajoutée.

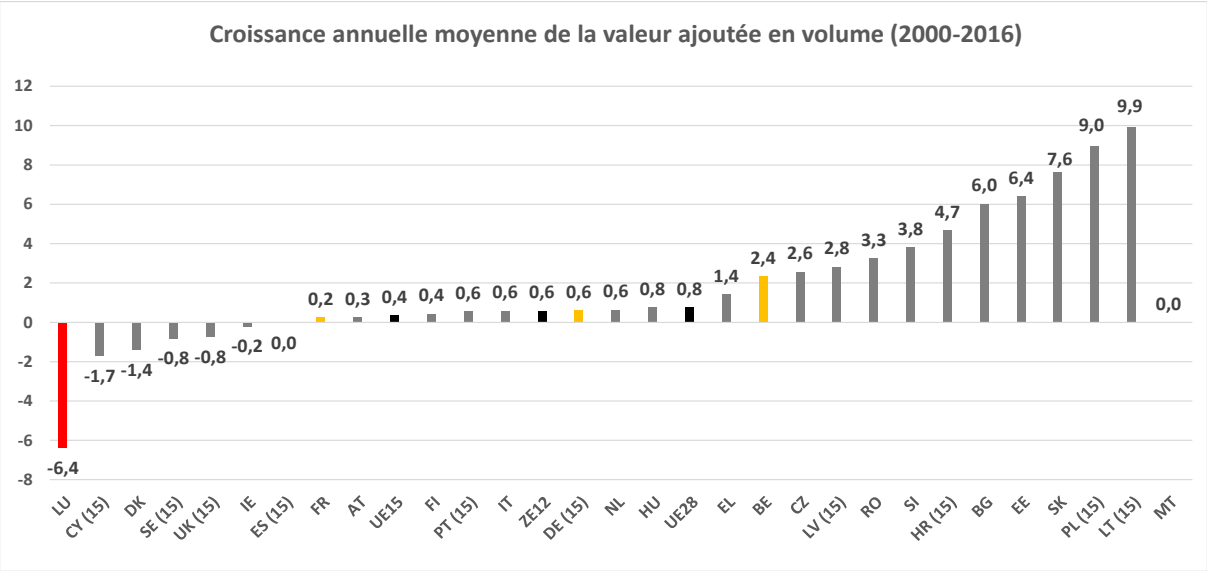
	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	7,60	1,8	23,5
Salariés (milliers)	7,60	1,9	23,8
Valeur ajoutée nominale (millions)	616	1,3	23,0

Activité

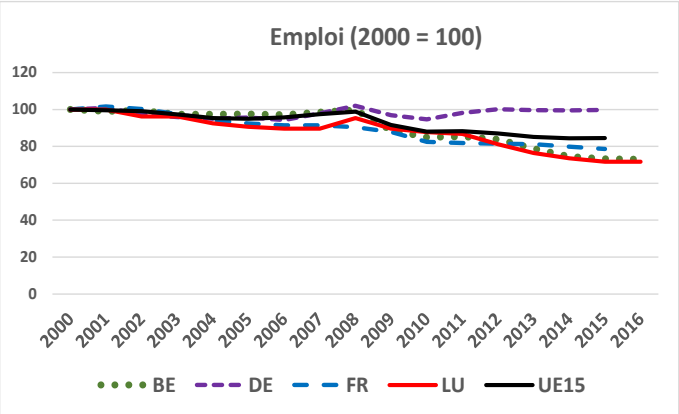
Entre 2003 et 2009, l'activité se réduit fortement au Grand-Duché ; elle est presque divisée par quatre. Ensuite, l'activité se stabilise, toutefois à un niveau particulièrement bas. Dans le même temps, elle reste stable dans les pays limitrophes avec néanmoins une augmentation sensible en Belgique depuis la crise de 2009.



Avec une dégradation de la valeur ajoutée en volume de 6,4% par an, le Luxembourg subit de loin la plus mauvaise performance de l'UE. Compte tenu du poids de ce secteur dans l'industrie manufacturière, il va sans dire que cette seule branche pèse lourdement sur le résultat d'ensemble de l'industrie manufacturière.

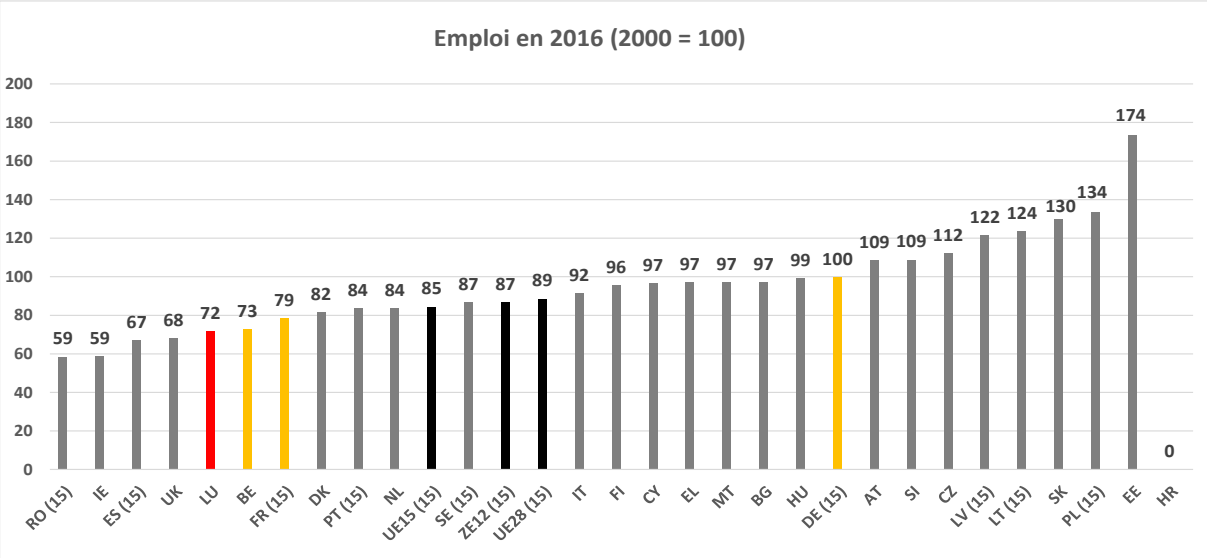


L'emploi diminue au Luxembourg comme chez ses voisins (exception faite de l'Allemagne) et pour l'ensemble de l'UE.



Il est toutefois frappant de constater que, malgré la chute notable de la valeur ajoutée en volume, l'emploi recule sensiblement au Grand-Duché et en Belgique et plus légèrement en France.

Plus encore, entre 2000 et 2016, l'emploi recule dans la plupart des États membres et le Luxembourg figure effectivement parmi ceux où il s'est le plus réduit (3e plus sévère baisse). Cette chute est toutefois sans commune mesure avec celle de la valeur ajoutée, ce qui bien entendu va peser lourdement sur la productivité.



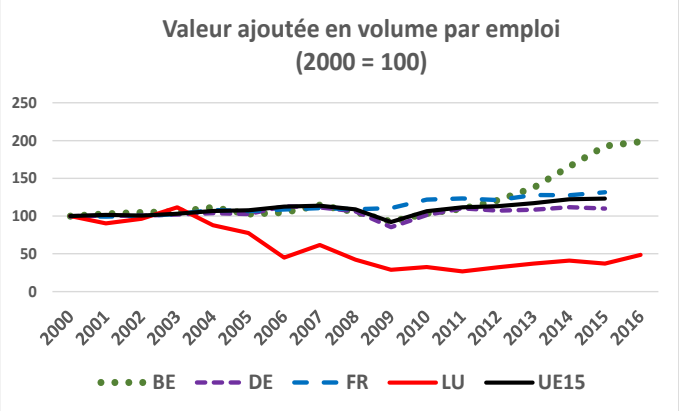
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg figure d'ailleurs en queue de classement pour tous les agrégats.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

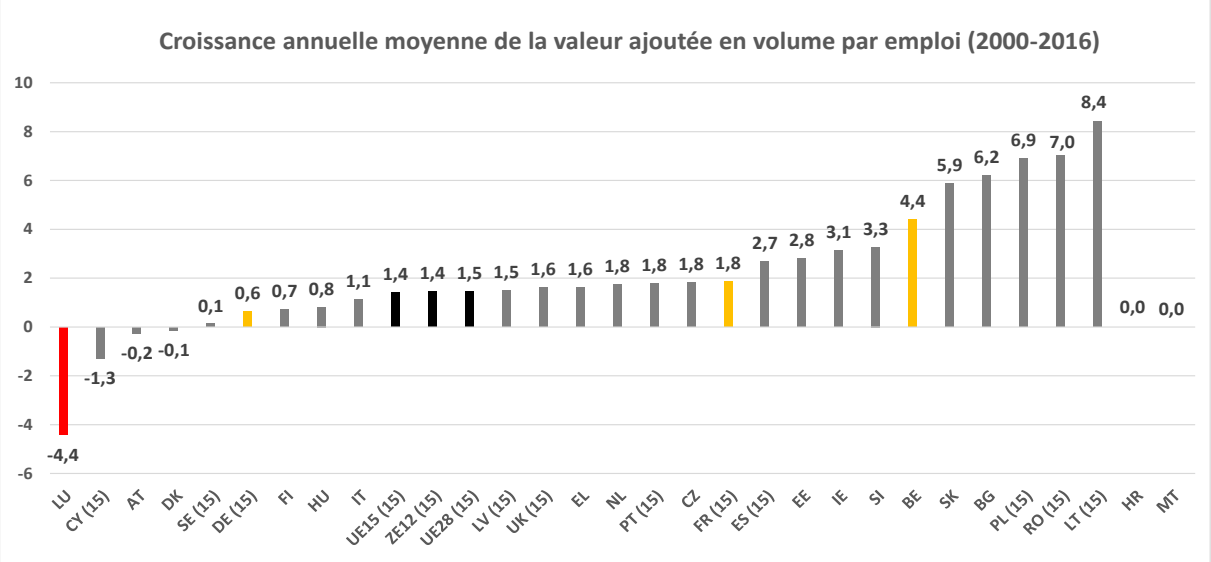
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	12/19	1/17	2/18
2007/2016	14/18	17/17	18/18
2000/2016	16/18	17/17	18/18

Productivité

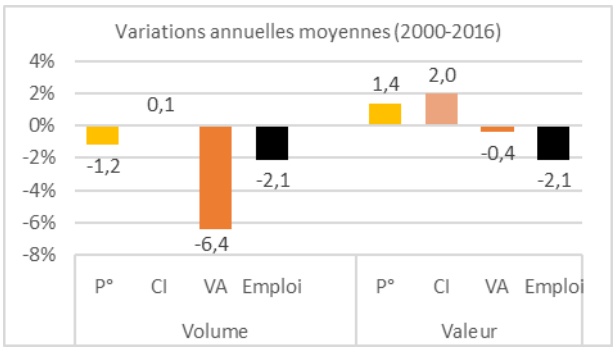
Sans surprise donc, le Luxembourg rencontre une diminution sensible de productivité, alors que cette dernière se maintient en France et en Allemagne et augmente fortement en Belgique sur les dernières années.



La baisse de productivité au Luxembourg, de 4,4% par an en moyenne, est aussi la pire performance d'Europe. Dans le même temps, la plupart des pays européens ont une hausse de productivité, dont l'exemple notable de la Belgique avec +4,4% par an.

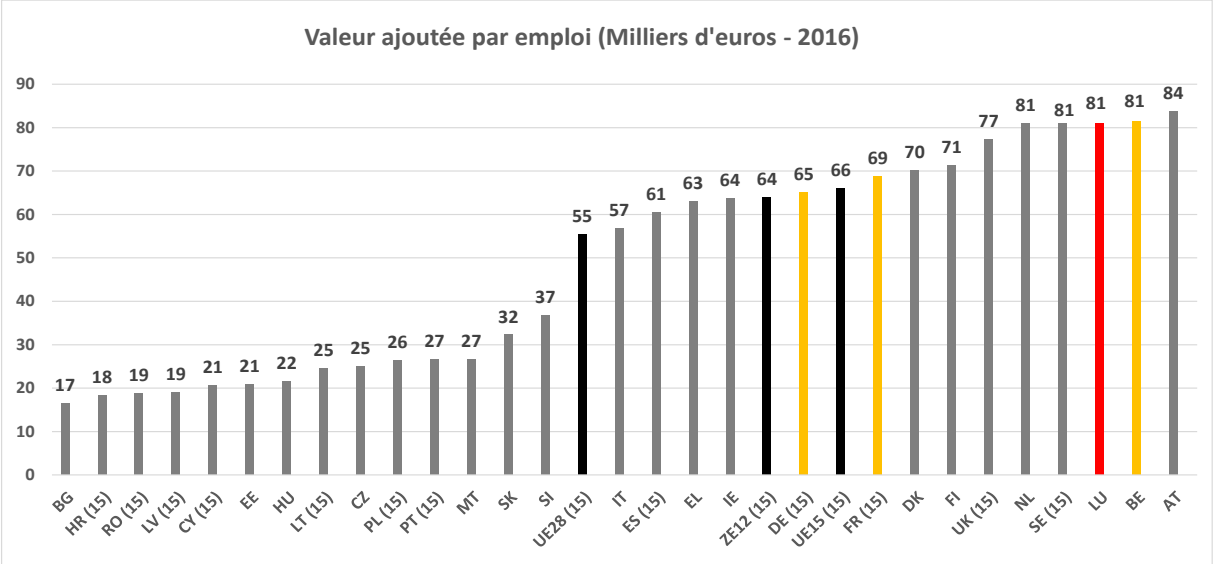


On constate que les consommations intermédiaires, en volume comme en valeur, progressent plus vite ou ralentissent moins que la production. C'est ce qui explique le déclin de la valeur ajoutée, surtout en volume.



On remarque également que l'emploi, en recul annuel moyen de 2,1%, diminue davantage que la valeur ajoutée nominale ; c'est ce qui a permis de faire progresser la productivité en valeur.

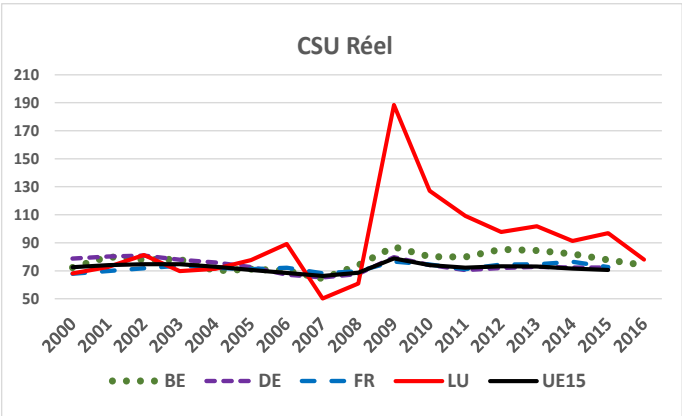
Le constat fait précédemment permet ainsi au Luxembourg de maintenir une productivité plutôt élevée avec, en 2016, 81.000 euros par emploi.



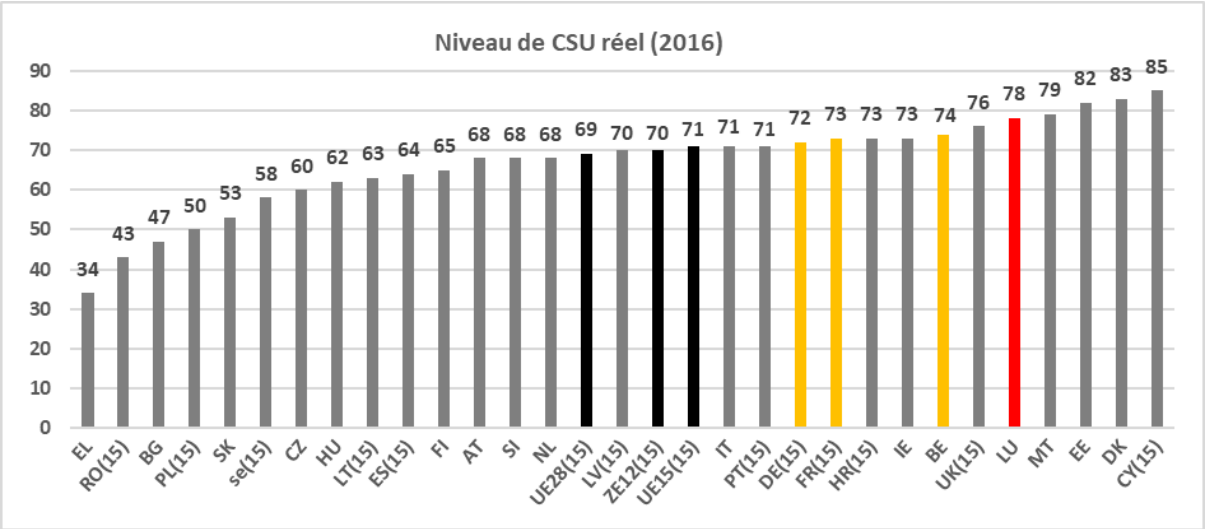
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

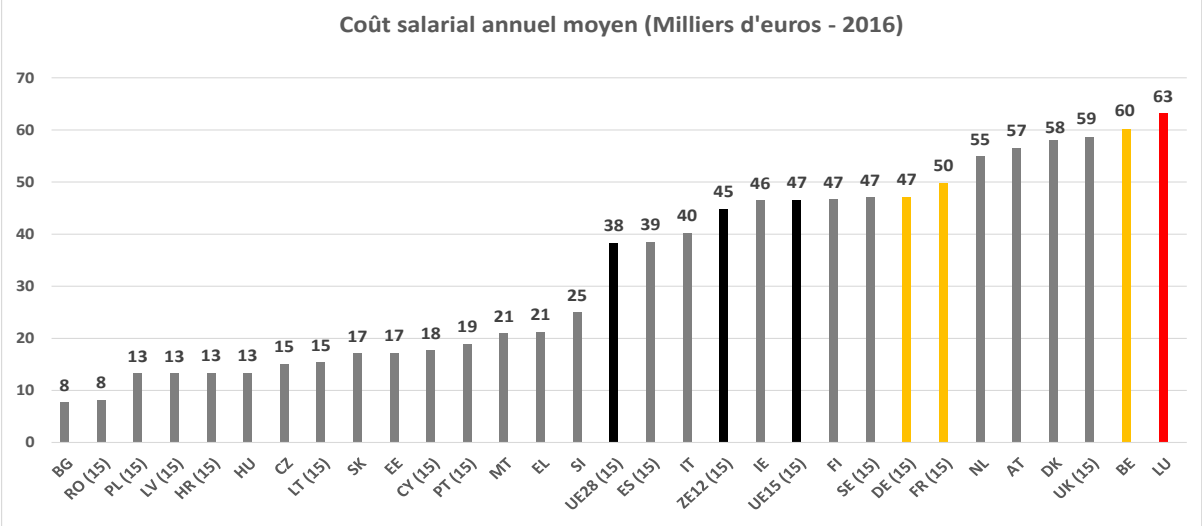
Le CSU luxembourgeois subit une évolution défavorable. Alors qu'il suit peu ou prou les mêmes tendances que dans les pays limitrophes jusqu'en 2008, il connaît une brusque amélioration en 2009, passant de 61% de la valeur ajoutée à 188%. Il se réduit considérablement par la suite, mais demeure nettement au-dessus de ceux des pays limitrophes.



Replacé dans un cadre européen, le CSU luxembourgeois est relativement important avec 78% de la valeur ajoutée consacrés à la rémunération du travail en 2016.

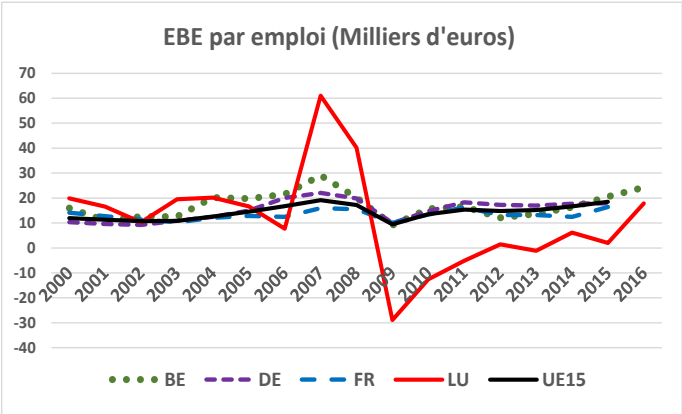


Avec 63.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose du coût salarial moyen le plus élevé d'Europe.

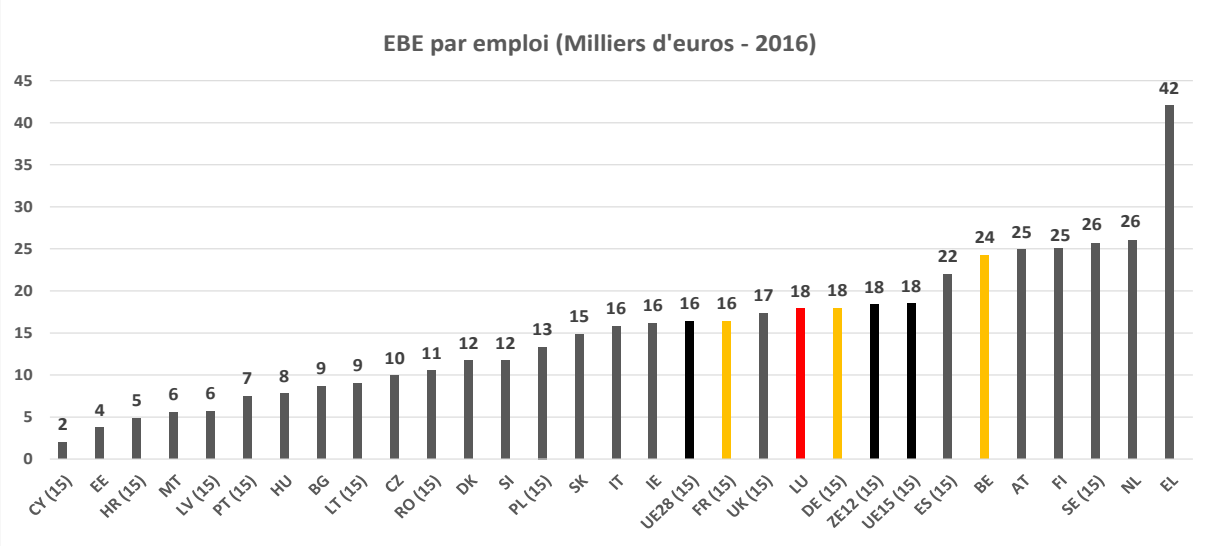


Rémunération du capital

Forcément, l'EBE par emploi manifeste lui aussi une évolution chaotique. Après un pic à près de 60.000 euros en 2007, il devient fortement négatif en 2009 et ne se retrouve dans le positif que depuis 2012.



Le Luxembourg s'inscrit en position intermédiaire concernant l'EBE avec, en 2016, 18.000 euros par emploi.



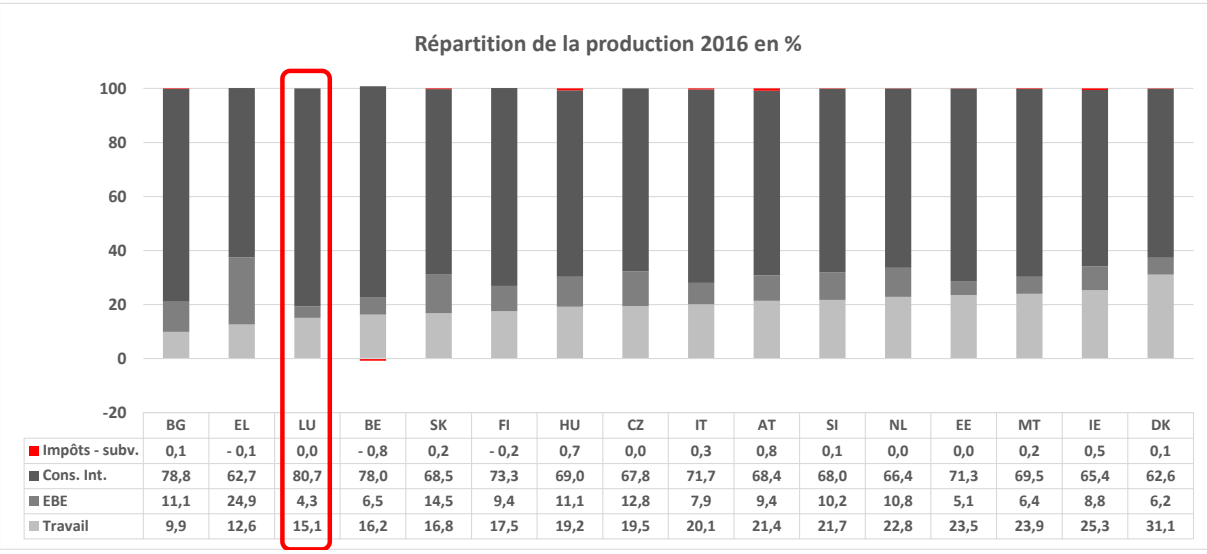
Répartition de la production

La production peut être répartie entre différents agrégats menant à la marge d'exploitation, à savoir :

- consommations intermédiaires
- salaires
- impôts moins subventions sur la production
- marge pour l'entreprise.

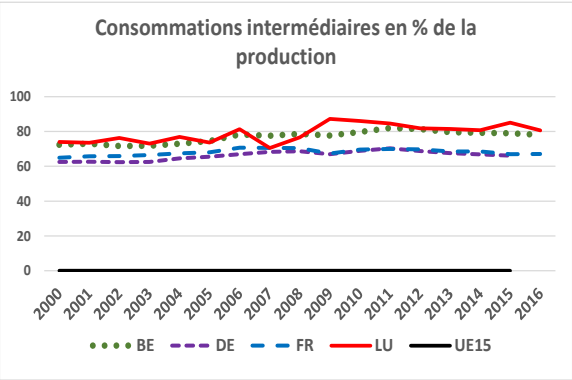
En pourcentage de la production, le travail tout comme l'EBE figurent en queue de classement. En cause, les consommations intermédiaires qui constituent au Luxembourg la plus forte part de la production.

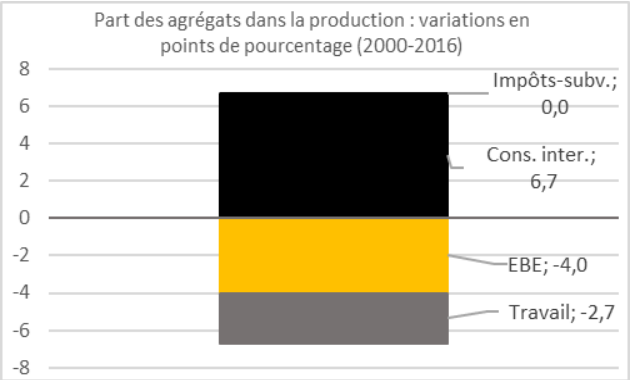
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**1/18**	**13/17**	**14/16**	**16/16**

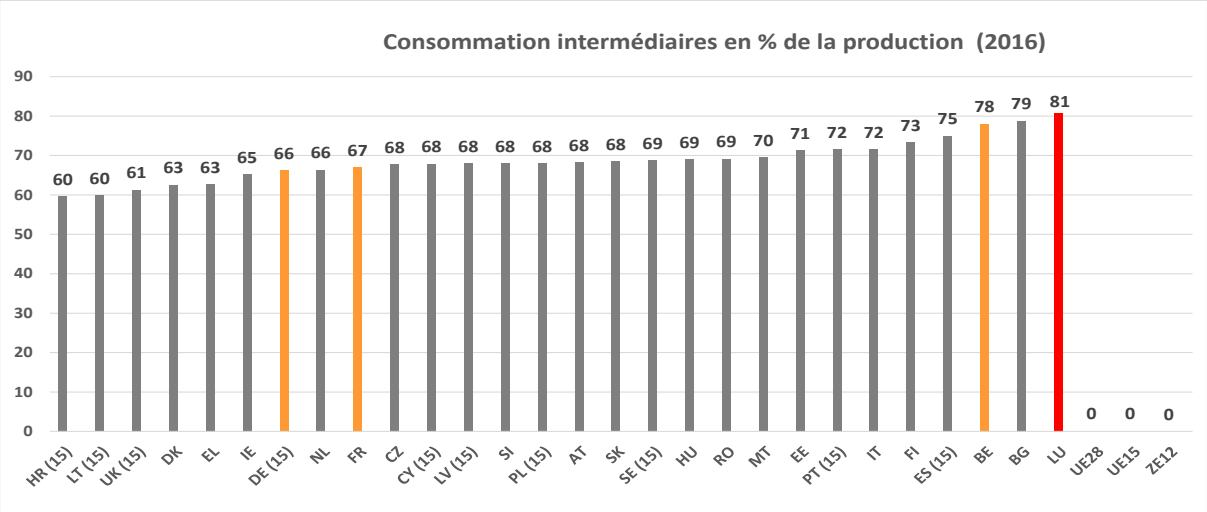


	BG	EL	LU	BE	SK	FI	HU	CZ	IT	AT	SI	NL	EE	MT	IE	DK
Impôts - subv.	0,1	- 0,1	0,0	- 0,8	0,2	- 0,2	0,7	0,0	0,3	0,8	0,1	0,0	0,0	0,2	0,5	0,1
Cons. Int.	78,8	62,7	80,7	78,0	68,5	73,3	69,0	67,8	71,7	68,4	68,0	66,4	71,3	69,5	65,4	62,6
EBE	11,1	24,9	4,3	6,5	14,5	9,4	11,1	12,8	7,9	9,4	10,2	10,8	5,1	6,4	8,8	6,2
Travail	9,9	12,6	15,1	16,2	16,8	17,5	19,2	19,5	20,1	21,4	21,7	22,8	23,5	23,9	25,3	31,1

Comme l'illustrent les graphiques suivants, le poids des consommations intermédiaires est largement supérieur au Luxembourg à ceux des autres États membres. Il passe de 74% en 2000 à 80,7% en 2016, après 85% en 2015 (absence de données pour l'UE).







C29 et C30 Industrie automobile et construction navale

Malgré une croissance de la valeur ajoutée plutôt conséquente (devancée juste par quelques NEM), le Luxembourg affiche une croissance de la productivité plutôt modeste.

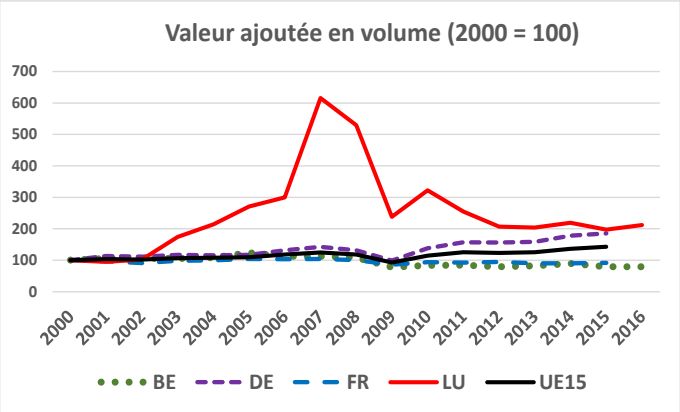
Ceci ne l'empêche pas de disposer d'un des plus forts niveaux de productivité, ainsi que d'un EBE par emploi qui est, en 2016, au deuxième rang derrière la Suède, alors que son CSU est le deuxième plus faible. Notons qu'avec 80.000 euros par emploi, la marge des entreprises a connu une progression fulgurante puisqu'il était inférieur à 10.000 euros au début des années 2000.

Cette branche d'activité, relativement mineure au Luxembourg, compte pour 1,2% de l'emploi industriel (et 400 emplois en 2016) et pour 50 millions de valeur ajoutée.

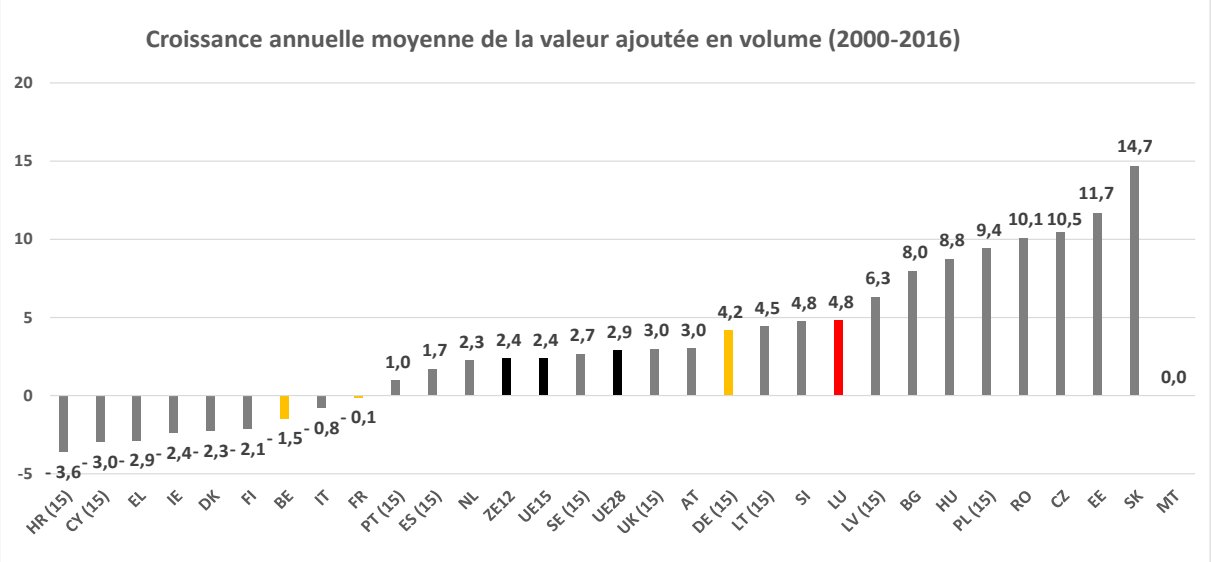
	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	0,40	0,1	1,2
Salariés (milliers)	0,40	0,1	1,3
Valeur ajoutée nominale (millions)	50	0,1	1,9

Activité

Le moins que l'on puisse dire est que le Luxembourg souffre d'une évolution chaotique de la valeur ajoutée en volume. Entre 2002 et 2007, elle est multipliée par six. Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 43% ! Après le pic de 2007, la valeur ajoutée retombe presque aussi brutalement. Néanmoins, sur l'ensemble de la période, le bilan reste plus que positif et, en fin de période, la valeur ajoutée dépasse celles des pays limitrophes.



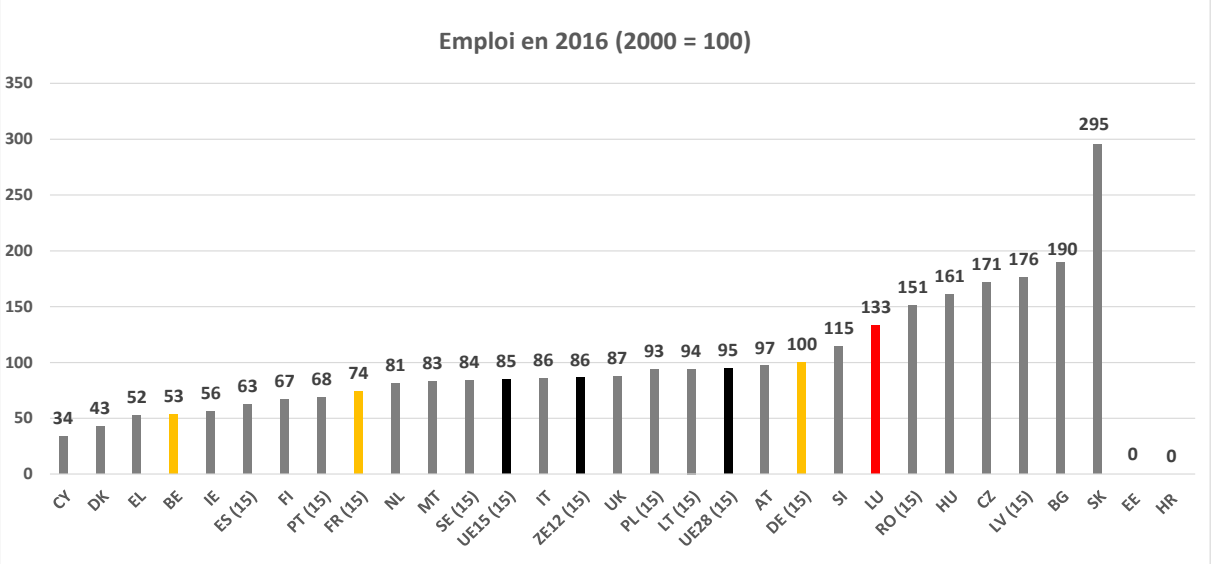
En 16 ans, le Luxembourg affiche une croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée de 4,8%. Il n'est devancé que par des NEM dans lesquels nombre de pays de l'UE15 ont délocalisé ou investi dans ce secteur.



Le Luxembourg fait partie, en compagnie de quelques NEM, des rares pays à afficher une hausse de l'emploi dans cette branche. Seuls quatre pays ont d'ailleurs connu un taux de croissance de l'emploi supérieur.

S'il reste notablement stable en Allemagne, décroît en Belgique, en France et dans l'UE15, en revanche au Luxembourg, l'emploi fait montre d'une croissance notable. Après une pointe en 2008, l'emploi se

réduit légèrement tout en restant à un niveau de progression globale particulièrement conséquent. Au total, l'emploi progresse au Grand-duché de 33% entre 2000 et 2016.



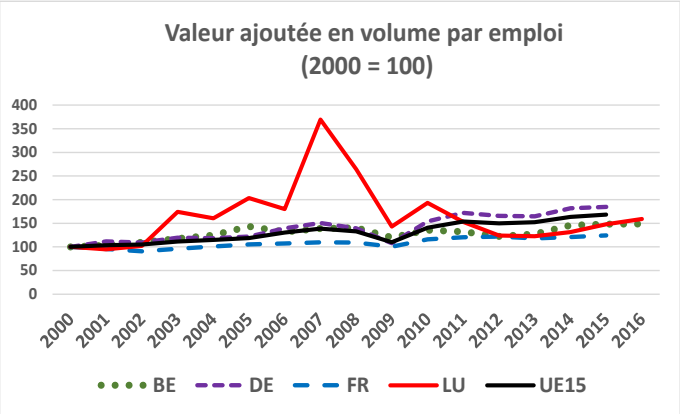
Sur l'ensemble de la période, que ce soit pour l'emploi ou la valeur ajoutée, le Grand-Duché se situe dans le haut du classement et, comme nous l'avons vu, il est uniquement devancé par quelques NEM.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

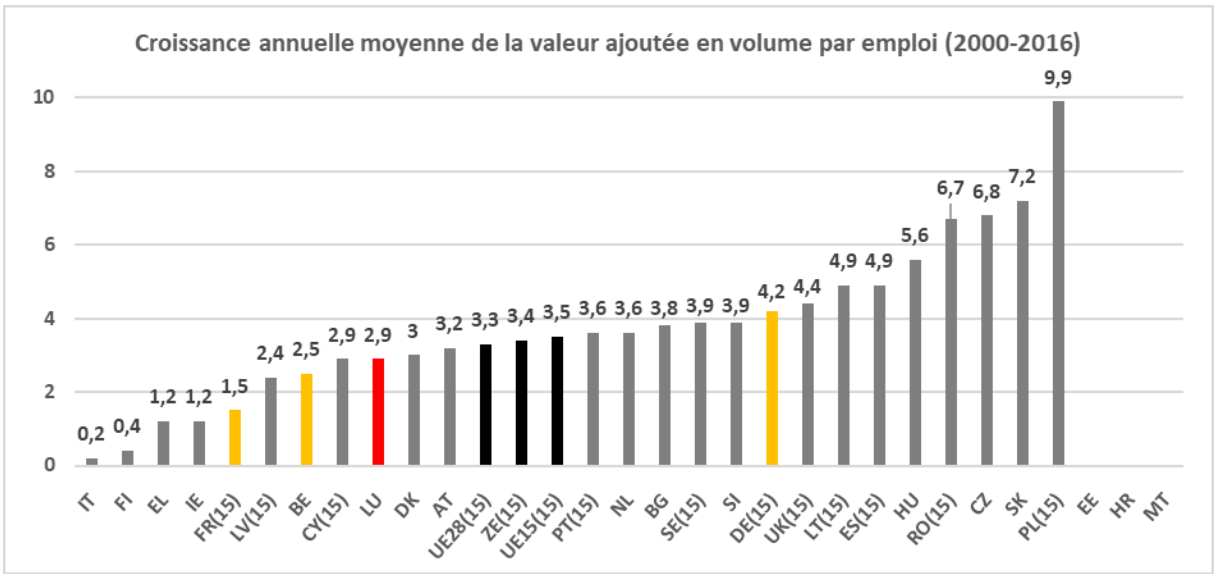
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	10/19	8/17	6/18
2007/2016	11/18	17/17	12/18
2000/2016	5/17	7/17	4/18

Productivité

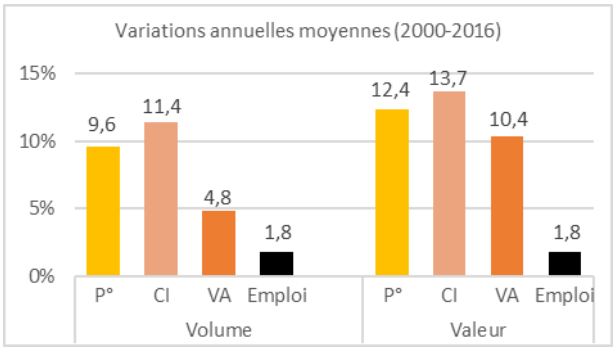
La productivité Luxembourgeoise suit la variation de la valeur ajoutée en volume avec un pic en 2007, avant de retomber et se maintenir à un niveau intermédiaire relativement aux pays voisins.



En comparaison plus large, avec une croissance annuelle moyenne de 2,9%, la production luxembourgeoise semble avoir plutôt évolué modestement, le pays figurant dans le dernier tiers du classement.

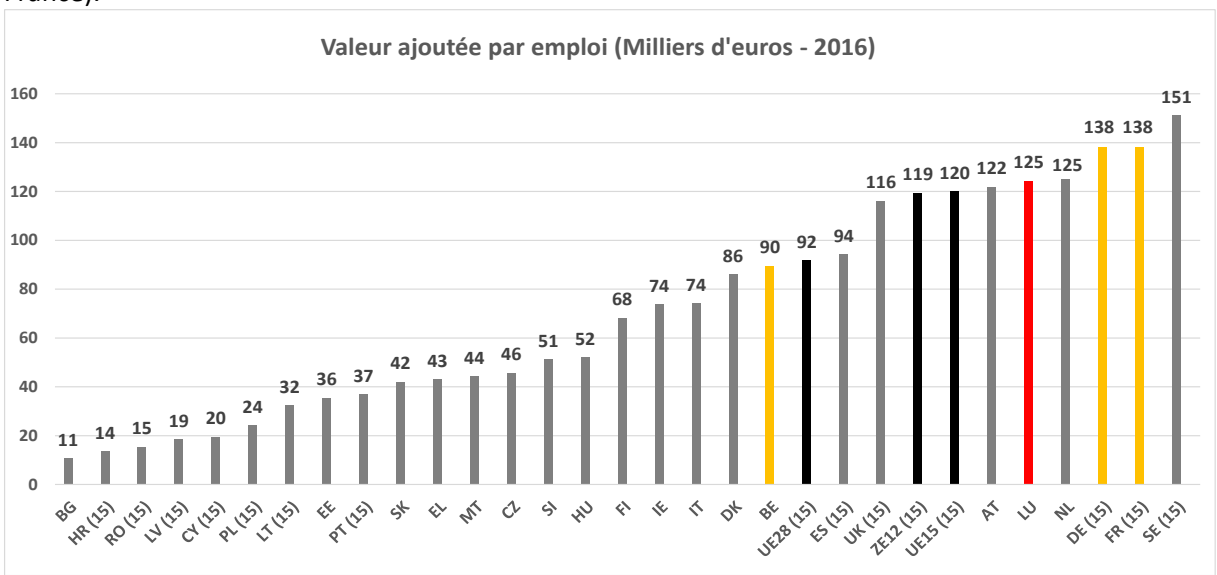


Comme souvent, les consommations intermédiaires s'accroissent plus rapidement que la production (en volume comme en valeur), ce qui contracte mécaniquement la croissance de la valeur ajoutée.



Quoiqu'il en soit, l'emploi se développe nettement moins rapidement que les autres agrégats. On peut donc en conclure que la part des consommations intermédiaires pèse sur celle du travail.

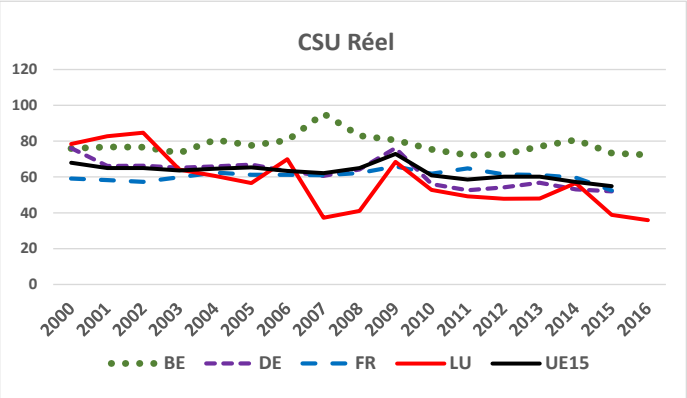
Avec 125.000 euros de valeur ajoutée par emploi en 2016, le Luxembourg figure en très bonne position concernant la productivité, a priori devancé par simplement quatre pays (dont l'Allemagne et la France).



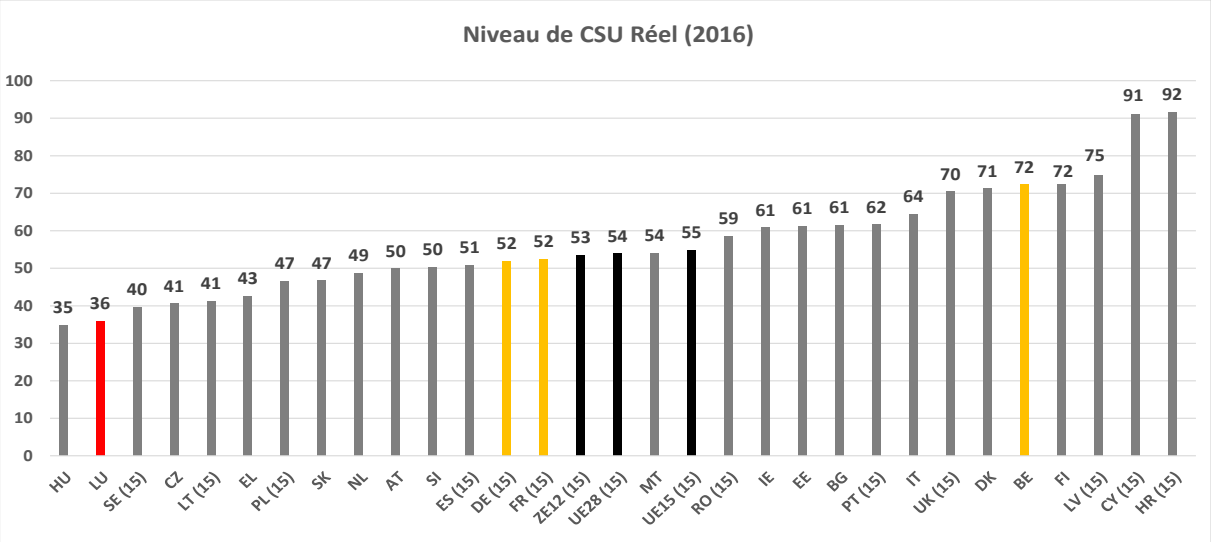
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

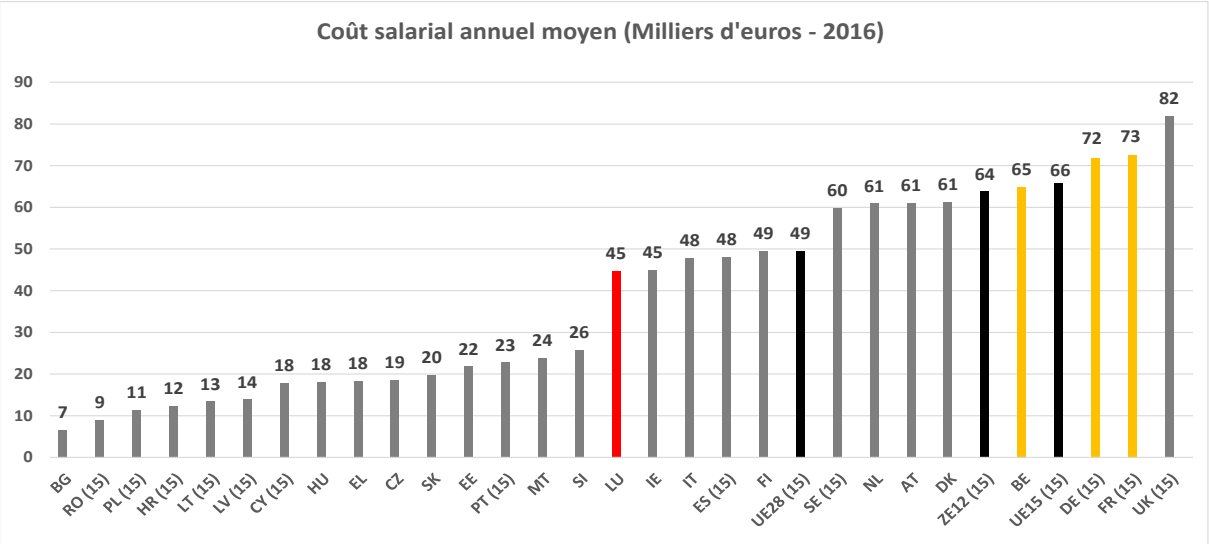
Alors qu'en 2000, le CSU luxembourgeois est plus important que ceux de ses voisins et de l'UE15, il décroît singulièrement au fil du temps, ce qui le fait passer sous celui de ses voisins.



Comparé aux États membres, le Luxembourg a également le CSU le plus faible, après la Hongrie, avec simplement un peu plus d'un tiers de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération des salariés.

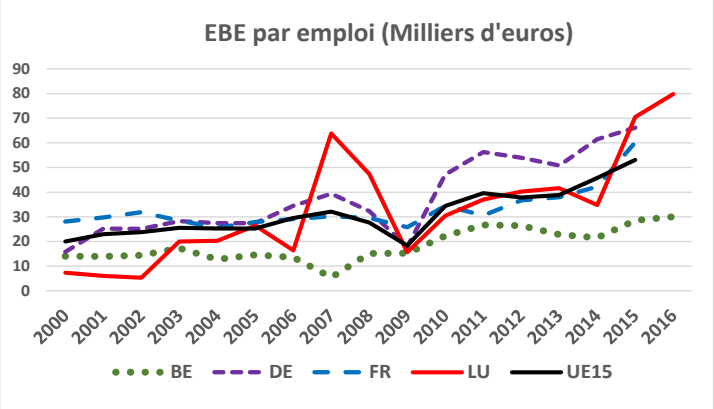


Le pays connaît en 2016 un coût annuel moyen du travail de l'ordre de 45.000 euros par an. C'est ce qui explique le poids singulièrement bas de son CSU. Il dispose en effet de l'une des productivités les plus élevées d'Europe avec, en contrepartie, un coût salarial plutôt modeste.

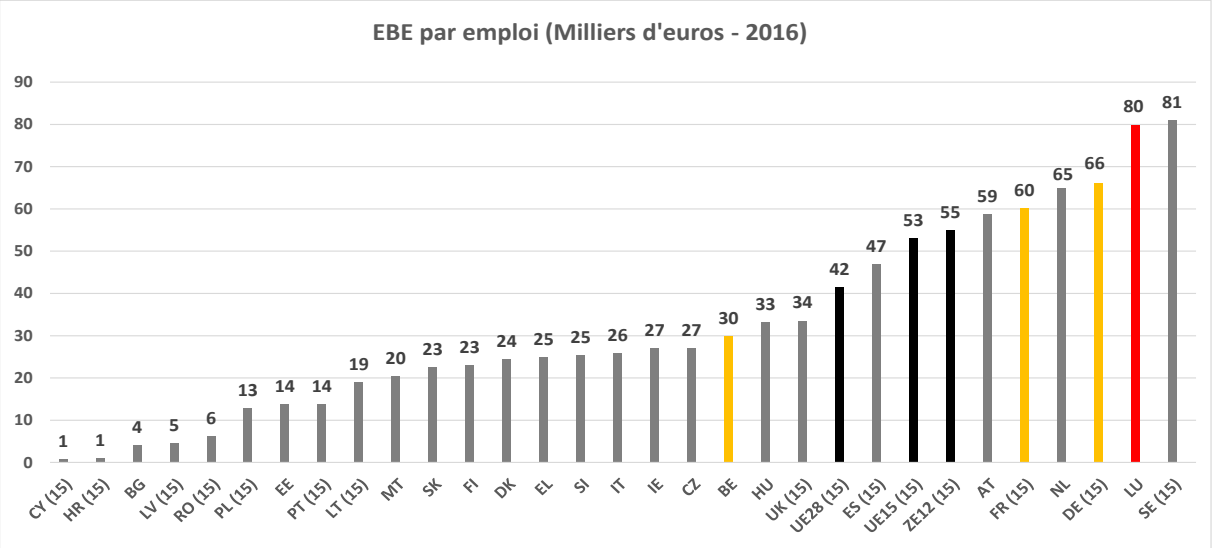


Rémunération du capital

Reflet de la situation précédente, le Luxembourg affiche l'EBE par emploi le plus important comparativement à ses voisins, alors même qu'il était le plus bas en 2000.



En 2016, le Luxembourg possède un EBE par emploi particulièrement élevé. Il n'est dépassé que par la Suède. Chaque emploi rapporte à l'entreprise une marge d'exploitation de 80.200 euros. Ce chiffre est à comparer aux 30.000 euros en Belgique, et, en 2015, aux 60.000 euros en France et 66.000 euros en Allemagne.

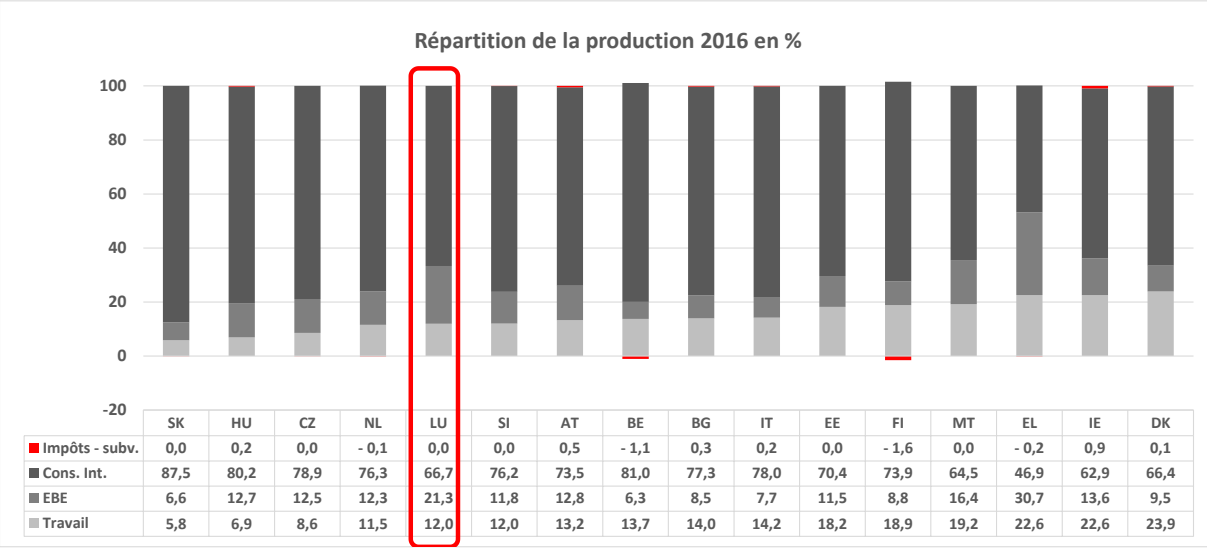


Répartition de la production

Dans le classement des composantes de la production, le Luxembourg s'inscrit parmi les derniers dans tous les domaines, sauf pour l'EBE où, en 2016, il est en 2e position.

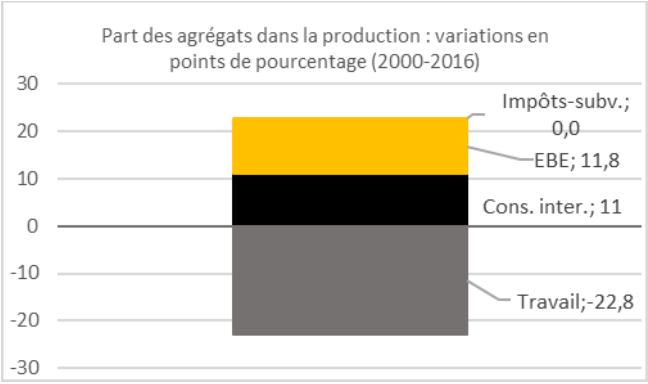
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**14/18**	**10/18**	**12/16**	**2/16**

Avec un EBE qui représente 21,3% de la production, le Luxembourg n'est devancé que par le cas spécifique de la Grèce (30,7%). Cette position luxembourgeoise est possible malgré une part des consommations intermédiaires qui progresse de 11 points depuis 2000.



	SK	HU	CZ	NL	LU	SI	AT	BE	BG	IT	EE	FI	MT	EL	IE	DK
Impôts - subv.	0,0	0,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,5	- 1,1	0,3	0,2	0,0	- 1,6	0,0	- 0,2	0,9	0,1
Cons. Int.	87,5	80,2	78,9	76,3	66,7	76,2	73,5	81,0	77,3	78,0	70,4	73,9	64,5	46,9	62,9	66,4
EBE	6,6	12,7	12,5	12,3	21,3	11,8	12,8	6,3	8,5	7,7	11,5	8,8	16,4	30,7	13,6	9,5
Travail	5,8	6,9	8,6	11,5	12,0	12,0	13,2	13,7	14,0	14,2	18,2	18,9	19,2	22,6	22,6	23,9

La part du travail diminuant de 22,8 points, permet au Luxembourg de voir celle de l'EBE augmenter de 11,8 points. En effet, en 2000, le travail participait pour 36% à la production, soit l'un des poids les plus importants d'Europe. En 2015, il n'en représentait déjà plus que 12,3%.



C31 à C33 Fabrication de meubles, bijouterie, instruments de musique, jouets, réparation et installation de machines et équipements

La croissance de la branche est plutôt favorable pour le Luxembourg qui n'est devancé que par l'Autriche et les NEM. De même, sa productivité évolue plutôt favorablement avec, pour une fois, des consommations intermédiaires progressant moins rapidement que la production, ce qui favorise ainsi la valeur ajoutée.

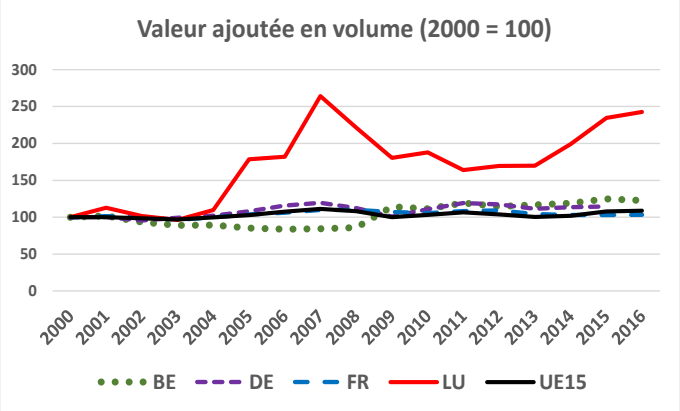
Au total, et malgré un CSU dans le haut de la fourchette, le Luxembourg affiche un niveau de marge par emploi dans la moyenne.

Cette branche d'activité est plutôt marginale et relativement disparate avec un peu moins de 1.400 emplois.

	Total	% de l'économie	% de l'industrie
Emploi (milliers)	1,4	0,3	4,3
Salariés (milliers)	1,4	0,4	4,4
Valeur ajoutée nominale (millions)	100	0,2	3,7

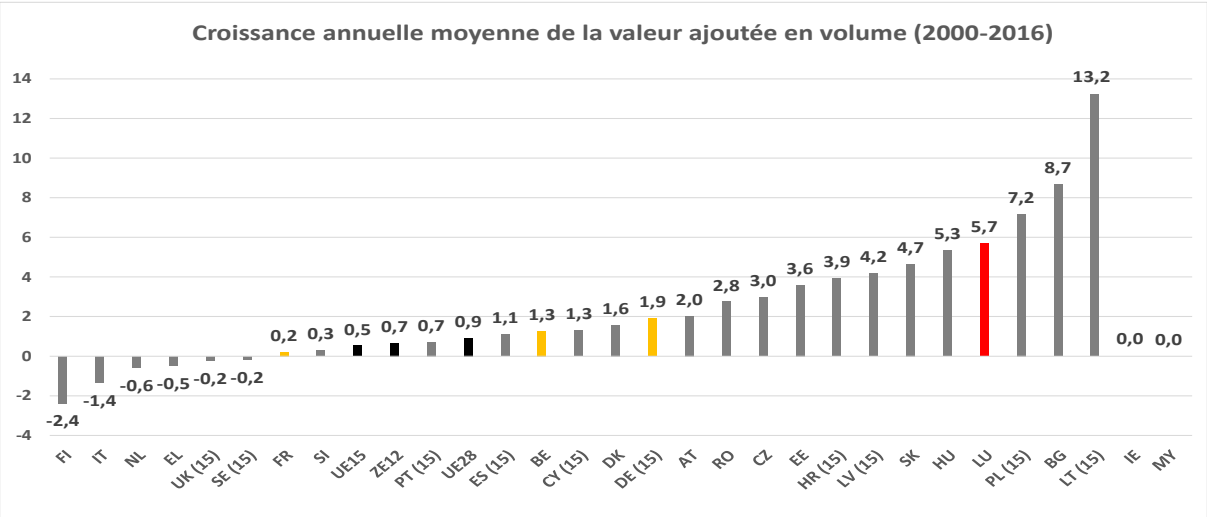
Activité

Avec là encore une croissance en dents de scie, qui peut s'expliquer par la petite taille de la branche, le Luxembourg est une fois de plus le pays qui connaît le développement le plus marquant de son activité.

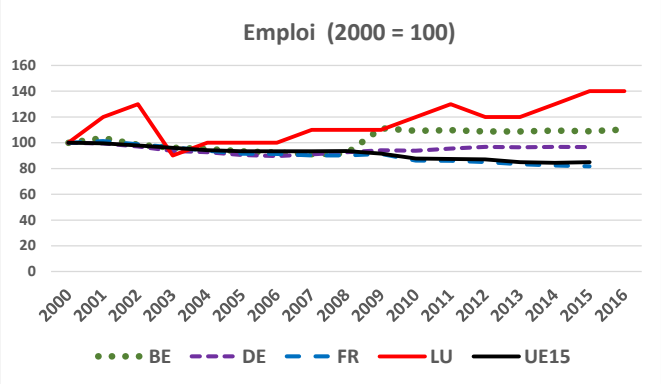


Notons toutefois que la valeur ajoutée en volume est inférieure, en 2015, au pic impressionnant de 2007, après une croissance de 141% par rapport à 2004.

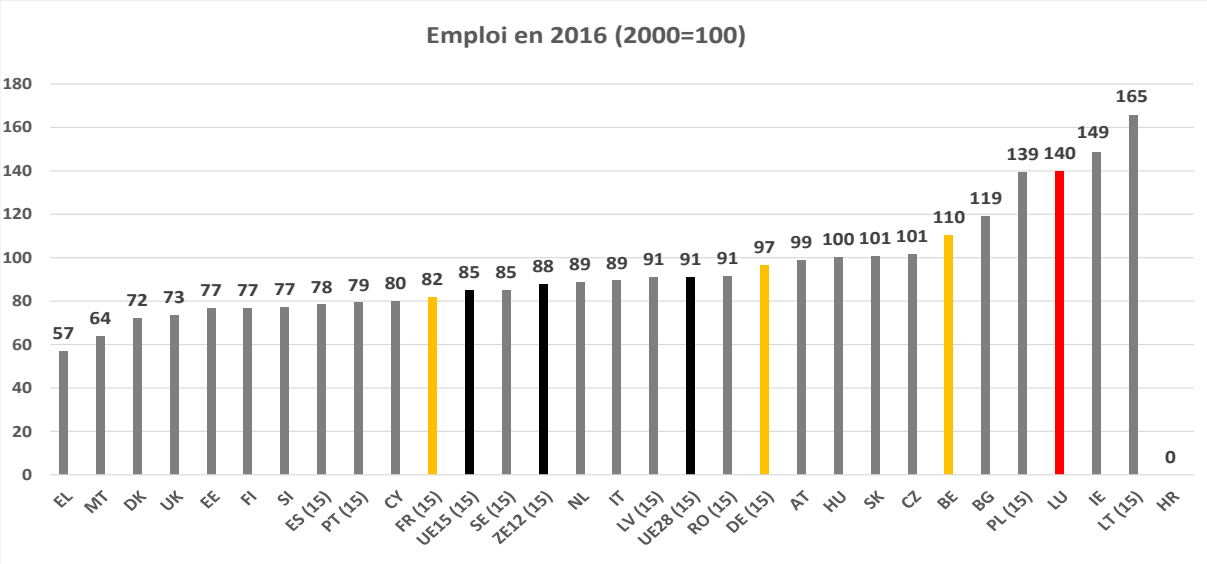
Avec 5,7% de croissance annuelle moyenne, la situation luxembourgeoise très bonne ; le tout dans un contexte de croissance plutôt faible dans le reste de l'Europe et tout particulièrement dans l'UE15.



Concernant l'emploi, à l'aune de ses voisins, c'est au Luxembourg que la croissance est la plus forte. D'ailleurs la Belgique est l'unique pays à connaître une amélioration de l'indicateur.



De plus, on peut constater que l'emploi diminue dans nombre de pays européens entre 2000 et 2016. Il progresse toutefois très vivement au Luxembourg avec une augmentation de 40% sur la période. Seuls deux pays le devancent.



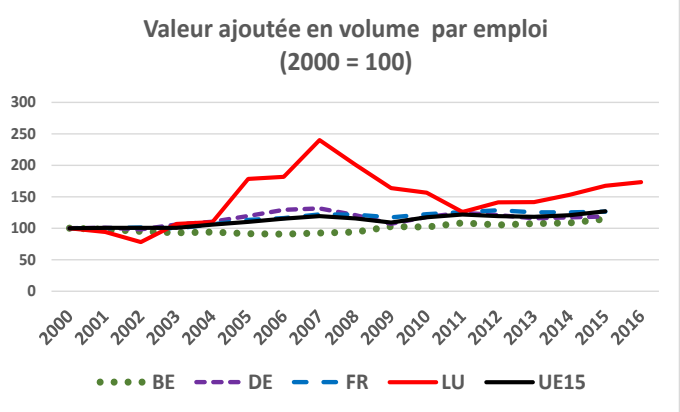
Concernant la croissance des différents agrégats, le Luxembourg est notablement bien classé sur l'ensemble de la période et, tout particulièrement, en matière de valeur ajoutée en volume et d'emploi.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

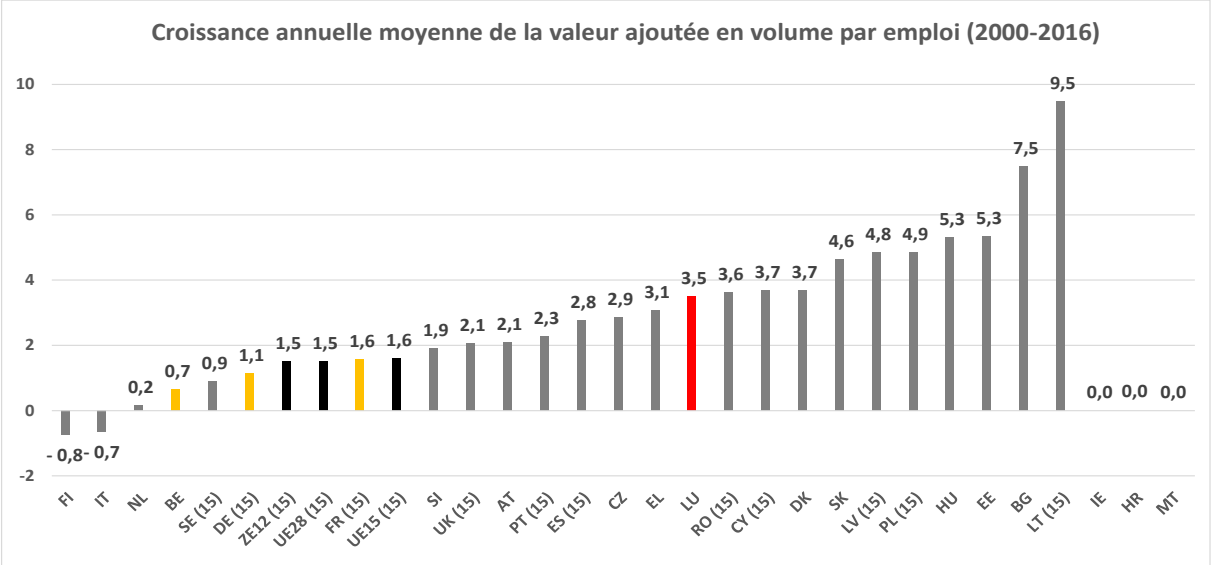
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	13/19	5/16	9/17
2007/2016	2/18	11/16	14/17
2000/2016	2/18	2/16	4/17

Productivité

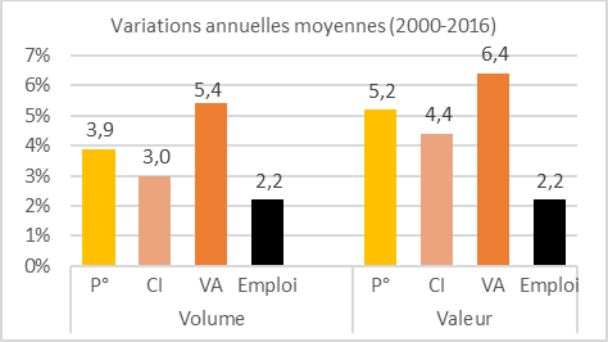
Comme l'emploi évolue de manière quasi linéaire, la courbe de la productivité est le reflet de celle de la valeur ajoutée en volume. Malgré les baisses successives à partir de 2007, les années 2012-2015 permettent au Luxembourg de devancer à nouveau les pays limitrophes en fin de période.



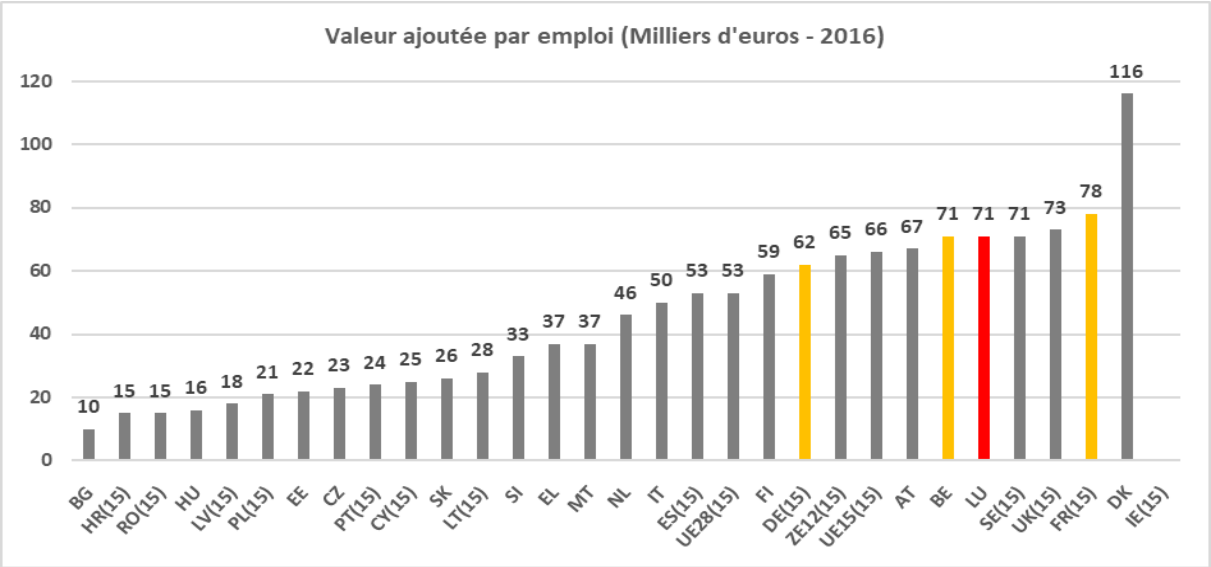
En raison d'un déclin de l'emploi quasi généralisé en Europe, la plupart des pays affichent une croissance de leur productivité. Le Luxembourg se positionne de manière relativement favorable avec une progression de l'indicateur de 3,5% par an. Il devance largement ses voisins et seuls des NEM et la Grèce le devancent.



En s'intéressant à la dynamique des différentes composantes de la valeur ajoutée, on observe que les consommations intermédiaires se développent à un rythme inférieur à celui la production tant en volume qu'en nominal. Ceci permet aux entreprises luxembourgeoises de bénéficier également d'une poussée mécanique de la valeur ajoutée, engendrant ainsi un accroissement conséquent de la productivité.



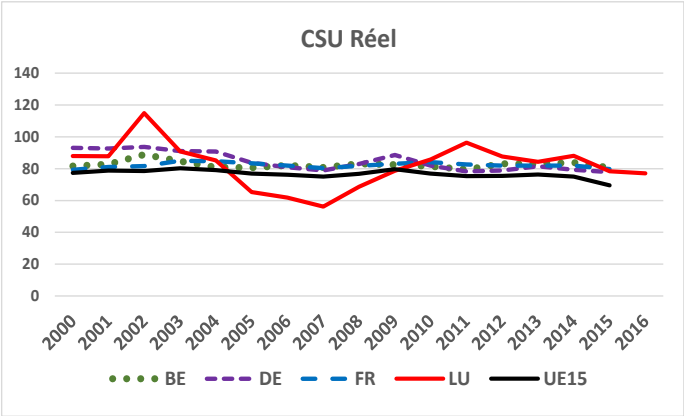
Avec 71.000 euros par emploi, la productivité luxembourgeoise se situe à un montant très élevé, simplement devancée par trois pays.



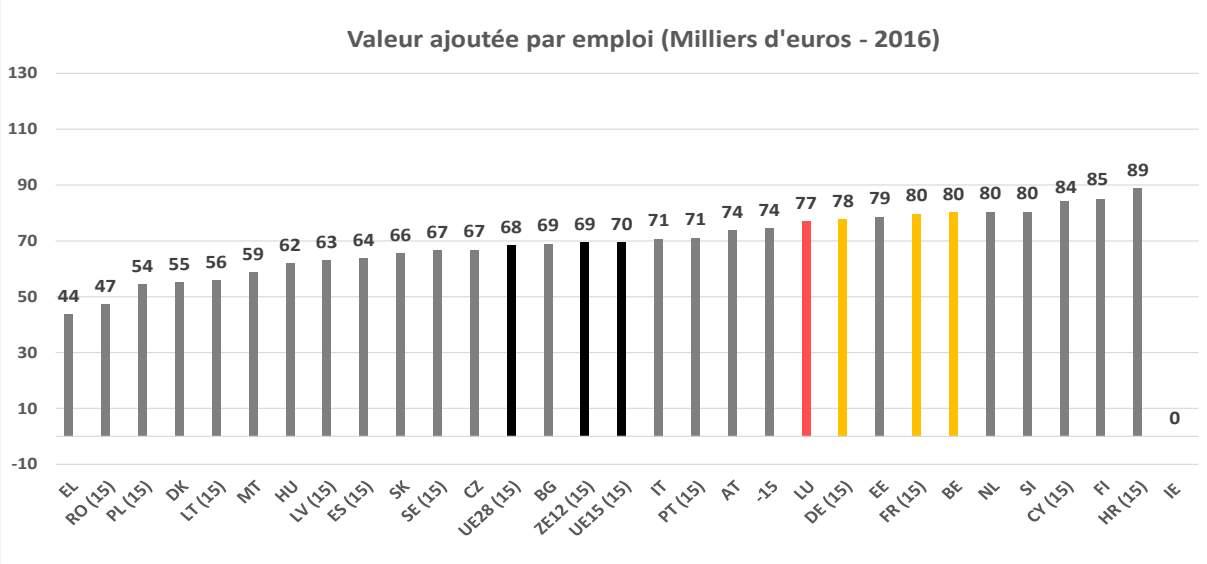
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

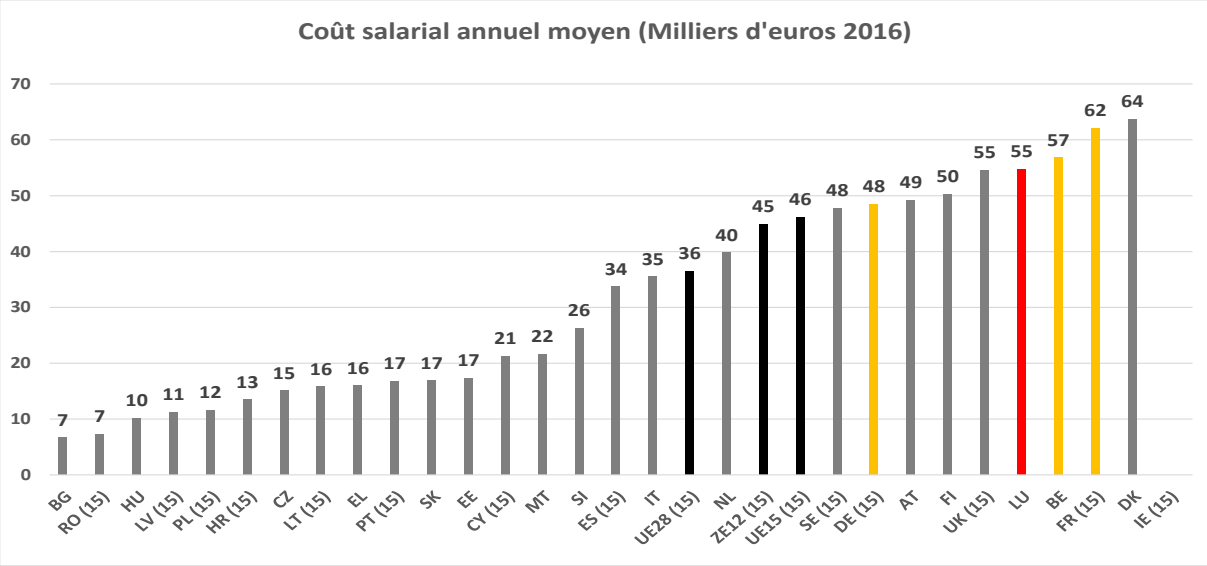
Après un pic en 2002, le CSU luxembourgeois se réduit significativement pour arriver à un poids nettement inférieur à ceux des pays limitrophes. À la faveur de la crise, il repasse à un niveau supérieur. Cependant, depuis 2011, on note une légère décrue ramenant le CSU du Luxembourg à une part comparable à celle de ses voisins.



Comparé aux autres États membres, le CSU luxembourgeois figure dans le premier tiers avec 77% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération des salariés. Il a toutefois à un poids inférieur aux pays limitrophes.

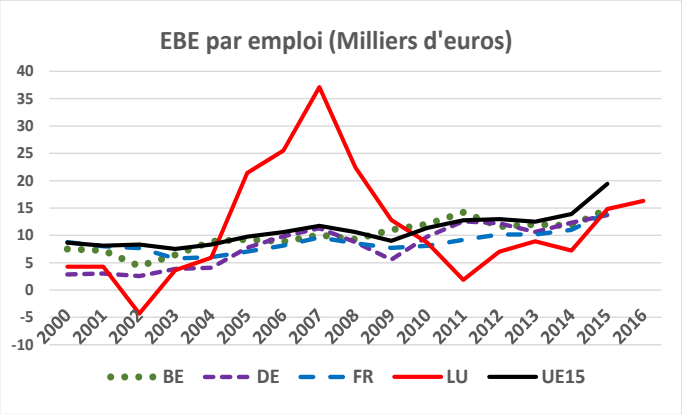


Avec 55.000 euros en moyenne en 2016, le Luxembourg dispose de l'un des coûts salariaux les plus élevés d'Europe, devancé toutefois par la Belgique, la France et le Danemark.

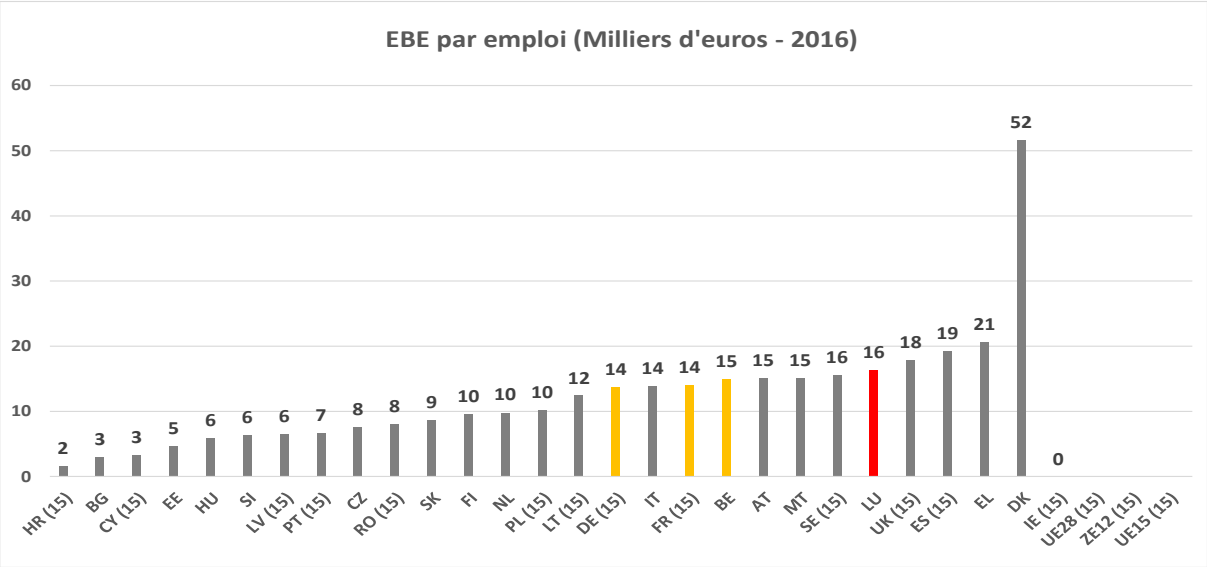


Rémunération du capital

Comme le montre le graphique suivant, l'EBE par emploi subit une évolution plutôt chaotique au Luxembourg. Après un pic à près de 40.000 euros en 2007, il se réduit notablement pour se redresser les dernières années, jusqu'à revenir au niveau des pays voisins en 2016.



Avec 16.000 euros par emploi, la marge d'exploitation est plutôt élevée et comme toujours ou presque devancée par peu de pays. Toutefois, on constate qu'il s'agit d'un secteur à faibles marges pour l'ensemble de l'Europe, hormis les cas particuliers du Danemark.

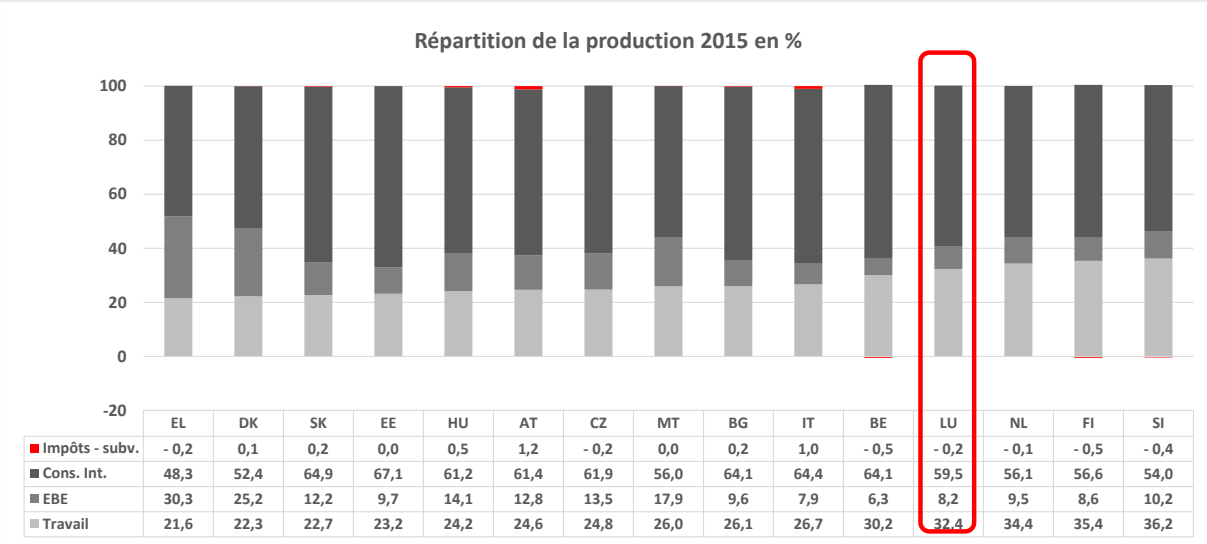


Répartition de la production

En 2015, le Luxembourg se situe à un rang relativement élevé pour la part du travail dans la production avec une 2e place sur 15.

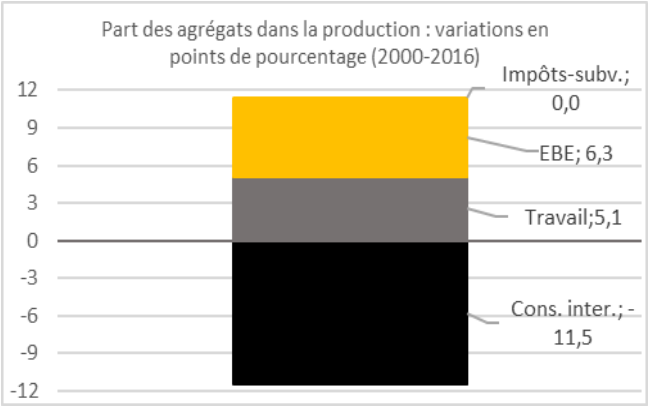
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	15/17	10/16	2/15	8/15

Inversement, le travail représente l'une des plus faibles parts de la production. Toutefois, alors que la part du coût du travail gagne 5,1 points, celle de l'EBE en prend me 6,3.



	EL	DK	SK	EE	HU	AT	CZ	MT	BG	IT	BE	LU	NL	FI	SI
Impôts - subv.	- 0,2	0,1	0,2	0,0	0,5	1,2	- 0,2	0,0	0,2	1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,1	- 0,5	- 0,4
Cons. Int.	48,3	52,4	64,9	67,1	61,2	61,4	61,9	56,0	64,1	64,4	64,1	59,5	56,1	56,6	54,0
EBE	30,3	25,2	12,2	9,7	14,1	12,8	13,5	17,9	9,6	7,9	6,3	8,2	9,5	8,6	10,2
Travail	21,6	22,3	22,7	23,2	24,2	24,6	24,8	26,0	26,1	26,7	30,2	32,4	34,4	35,4	36,2

Ces variations sont permises par le recul du poids des consommations intermédiaires (-11,5 points entre 2000 et 2016).



D – PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ

La croissance de l'emploi et celle de l'activité sont au-dessus de la moyenne européenne. Au Luxembourg, il convient toutefois de souligner que cette activité comporte plus de distribution que de production à proprement parler, l'essentiel de l'électricité étant importé.

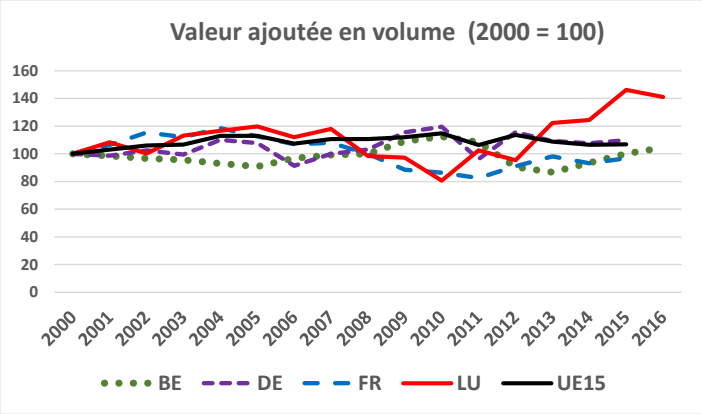
Les niveaux de productivité et d'EBE par emploi sont parmi les plus élevés d'Europe, et ce, malgré des consommations intermédiaires qui progressent plus rapidement que la production.

Avec simplement un peu moins de 1.500 emplois, cette branche d'activité est plutôt marginale. Pourtant, ce n'est pas propre au Luxembourg, la moyenne européenne se situant aussi autour de 0,4% de l'emploi. Concernant la valeur ajoutée, elle représente 2,5 fois plus avec 1% de l'économie totale. Notons que la moyenne européenne s'élève à 1,8% de la valeur ajoutée. Cette différence s'explique par le fait que la production d'énergie au Luxembourg est marginale, l'essentiel de l'activité consistant en distribution d'énergie.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**1,6**	**0,4**
Salariés (milliers)	**1,6**	**0,4**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**462**	**1,0**

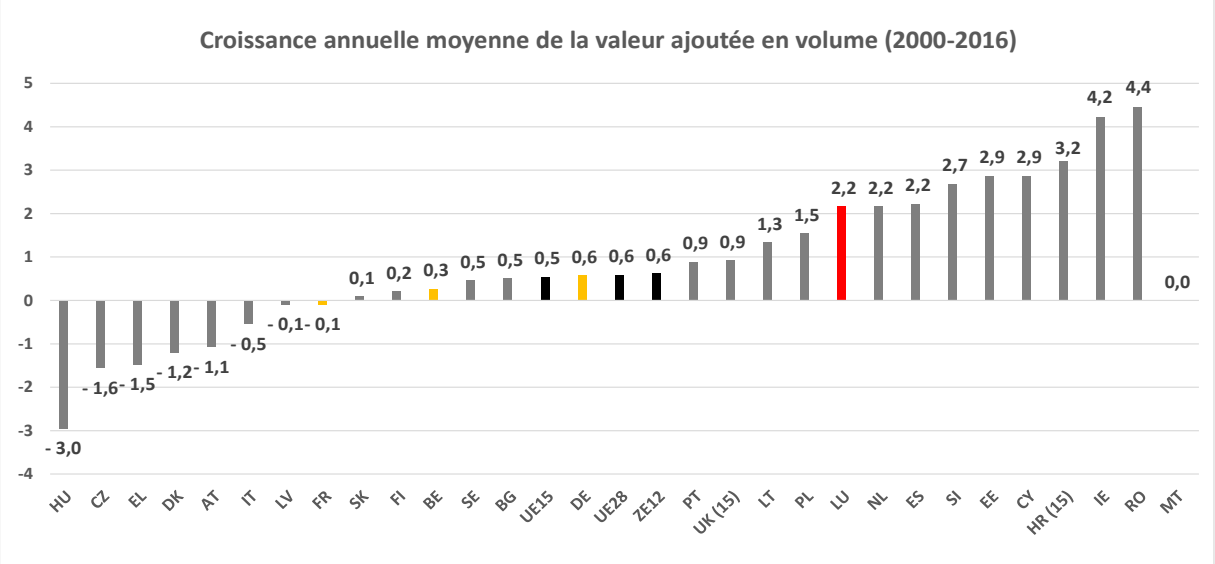
Activité

On peut observer une activité plutôt indépendante des cycles économiques. Jusqu'en 2012, le Luxembourg est plus ou moins dans le sillage des pays limitrophes. Cependant à la faveur des années 2013 puis 2015, la valeur ajoutée luxembourgeoise s'accroît très nettement. Et, malgré un recul en 2016, le Luxembourg conserve une large avance sur ses voisins.

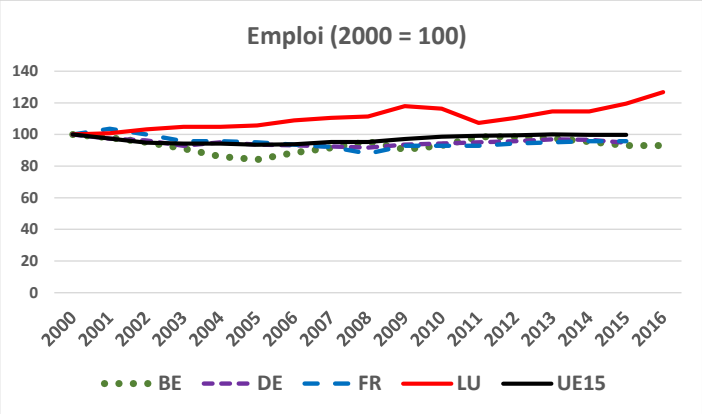


[Attirez l'attention du lecteur avec une citation du document ou utilisez cet espace pour mettre en valeur un point clé. Pour placer cette zone de texte n'importe où sur la page, faites-la simplement glisser.]

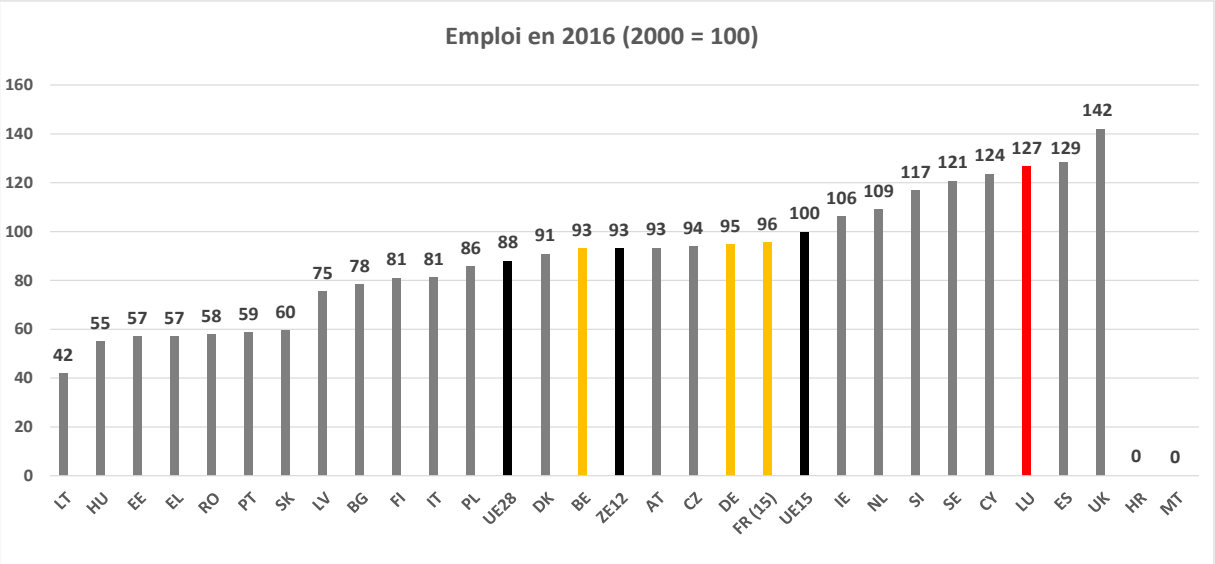
Avec 2,2% en moyenne annuelle entre 2000 et 2016, la croissance luxembourgeoise est plutôt bonne, le Luxembourg se positionnant dans le tiers supérieur.



Sur la période 2000-2016, c'est au Luxembourg que la croissance de l'emploi est la plus conséquente alors qu'elle stagne, voire diminue, dans les pays limitrophes.



Par ailleurs, on peut remarquer que l'emploi décline dans de nombreux pays européens. En revanche, il progresse très vivement au Luxembourg (+ 27% depuis 2000) et seuls deux pays le dépassent.



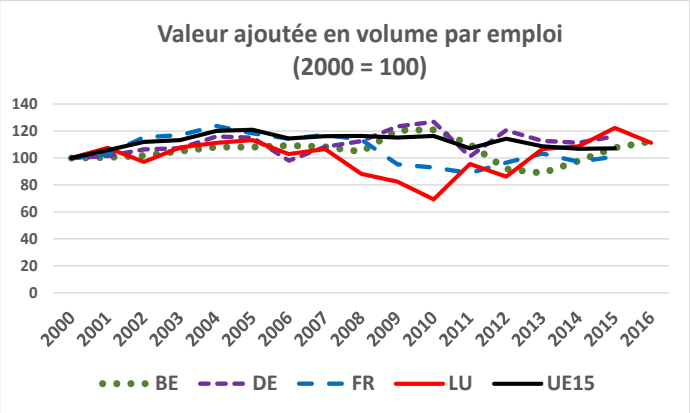
Entre 2000 et 2016, le Luxembourg s'inscrit en position intermédiaire pour la croissance de la valeur ajoutée, mais c'est aussi le pays où l'emploi progresse le plus.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

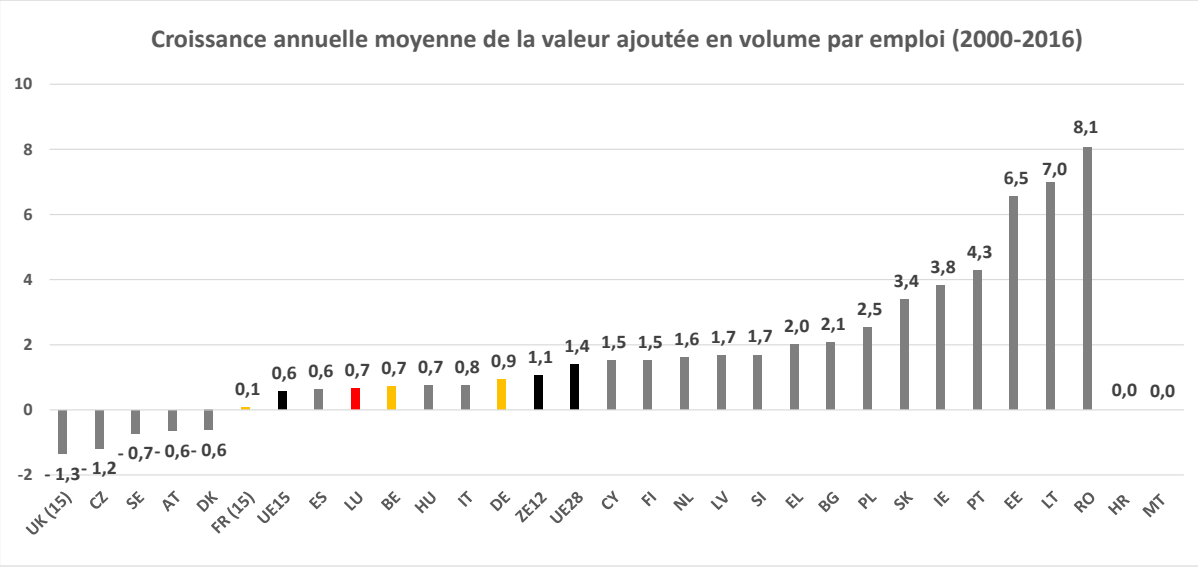
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	3/26	22/25	23/25
2007/2016	2/25	4/25	8/25
2000/2016	3/25	8/25	11/25

Productivité

À la faveur de l'évolution rapide de la valeur ajoutée en volume à partir de 2012, la productivité luxembourgeoise s'accroît très rapidement puis chute en fin de période passant même sous le niveau belge.

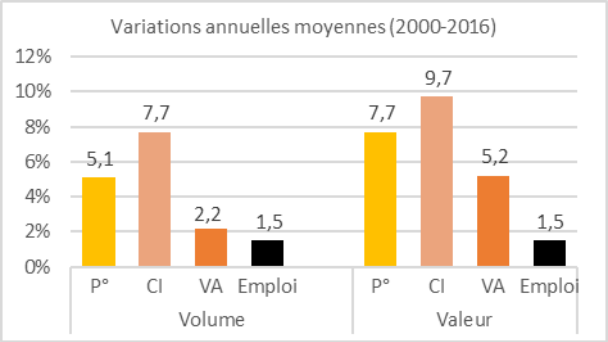


Dans une comparaison plus large, on se rend compte que le Grand-Duché se positionne, avec +0,7% par an, parmi les pays où la productivité progresse le moins en Europe.

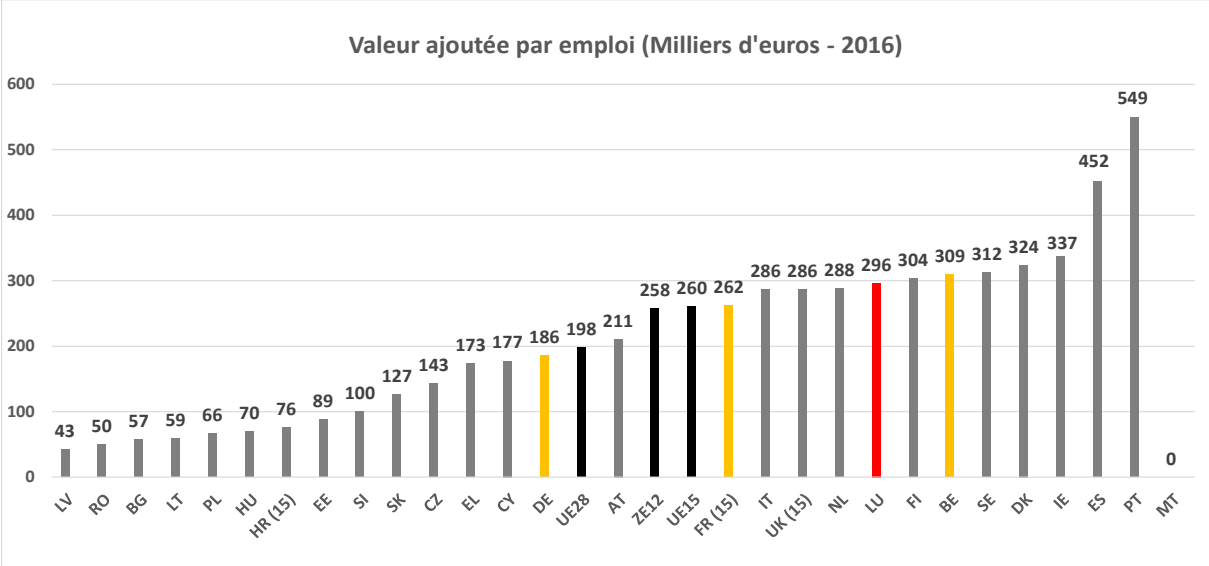


En observant l'évolution des différentes composantes de la valeur ajoutée, on relève que les consommations intermédiaires progressent à un rythme supérieur à celui de la production tant en volume qu'en nominal. En conséquence, la valeur ajoutée évolue moins rapidement que la production.

Or, comme le développement de l'emploi est nettement plus lent, la productivité croît tout de même à un rythme rapide.



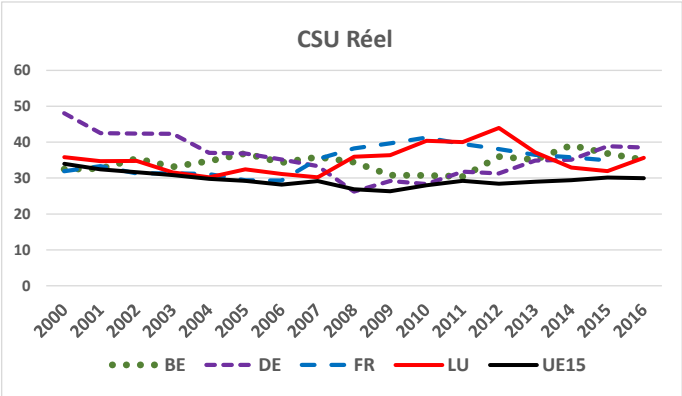
Atteignant 296.000 euros par emploi en 2016, la productivité luxembourgeoise se situe plutôt dans le haut du classement.



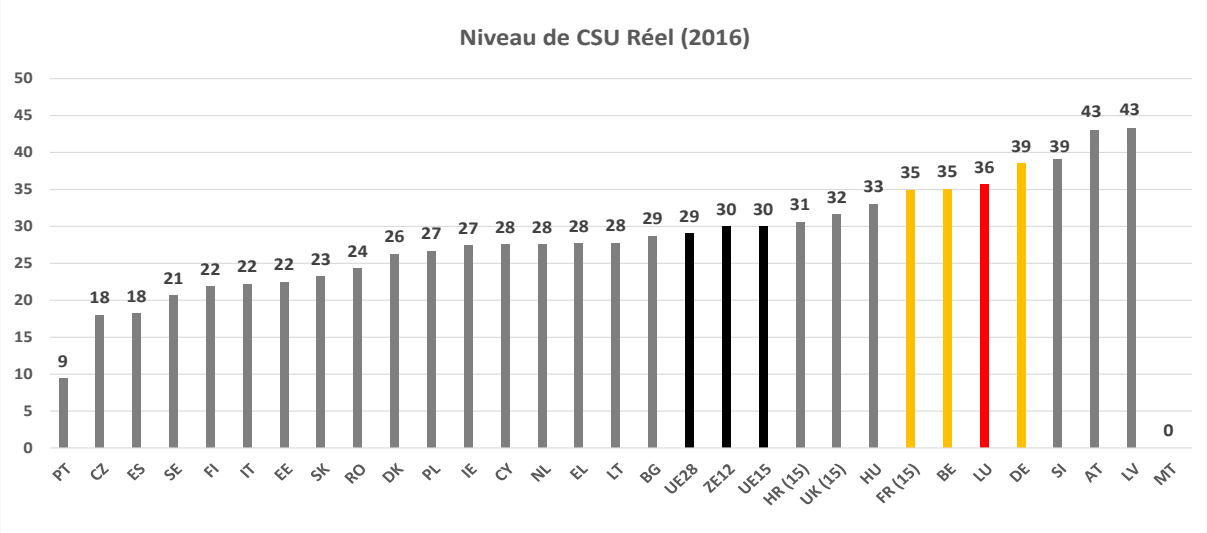
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

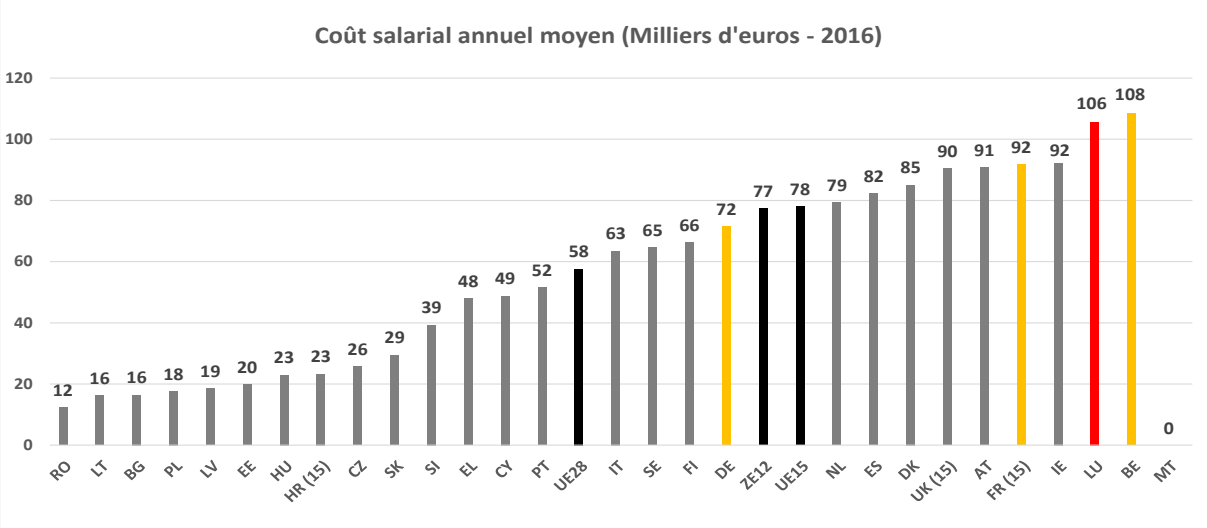
Après 2007, le Luxembourg voit une hausse du CSU assez conséquente, ce qui le classe au-dessus de tous ses voisins en 2012. Au-delà de cette année, l'évolution des autres agrégats permet au CSU luxembourgeois de se réduire drastiquement jusqu'à repasser sous ceux des pays voisins. Et, alors que 43,9% de la valeur ajoutée luxembourgeoise est consacrée à la rémunération du travail en 2012, ce n'est plus que 36% en 2016.



Dans un environnement étendu, le CSU luxembourgeois figure au-dessus des moyennes de l'UE15 et de l'UE28, et en deçà du CSU allemand.

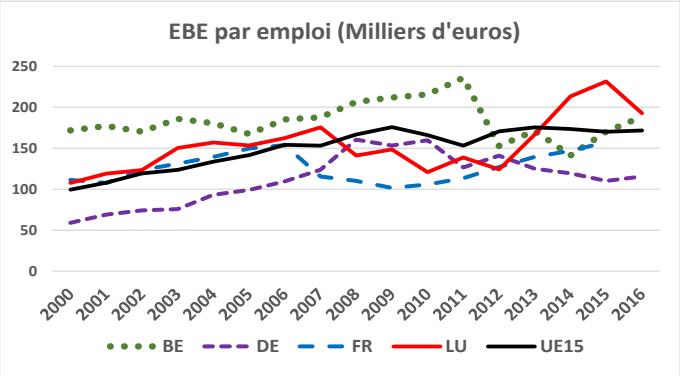


Avec 106.000 euros en moyenne, le Luxembourg enregistre l'un des coûts salariaux les plus importants d'Europe, devancé uniquement par la Belgique.

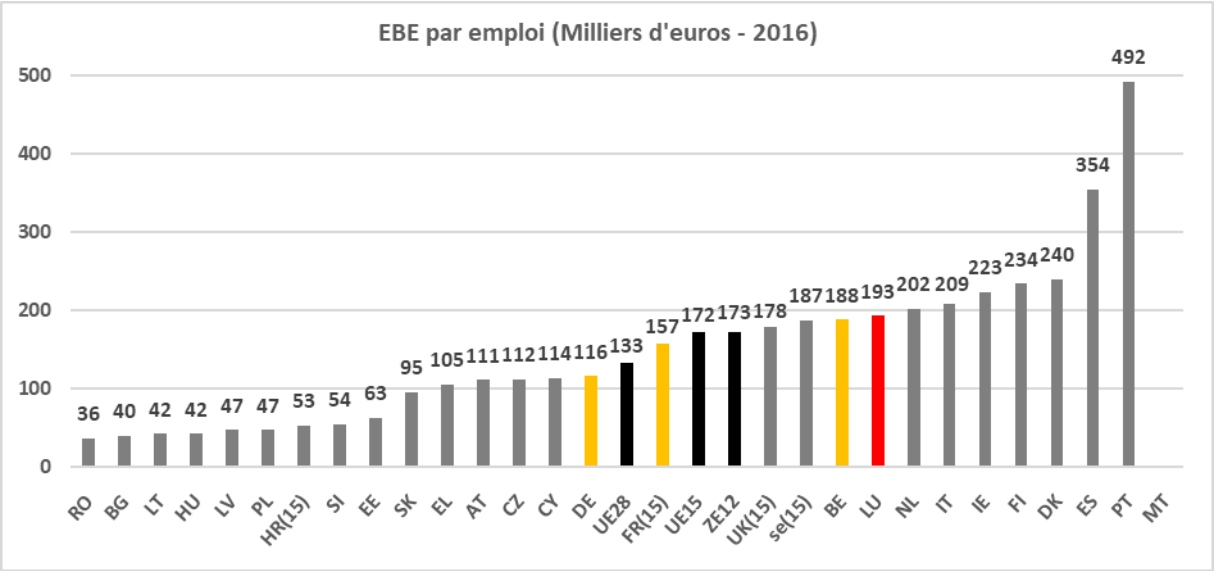


Rémunération du capital

L'EBE par emploi reflète les tendances précédentes avec une rapide amélioration ces dernières années. Malgré un recul en 2016, le Luxembourg possède la plus forte marge d'exploitation comparativement aux pays limitrophes, suivi de très près par la Belgique.



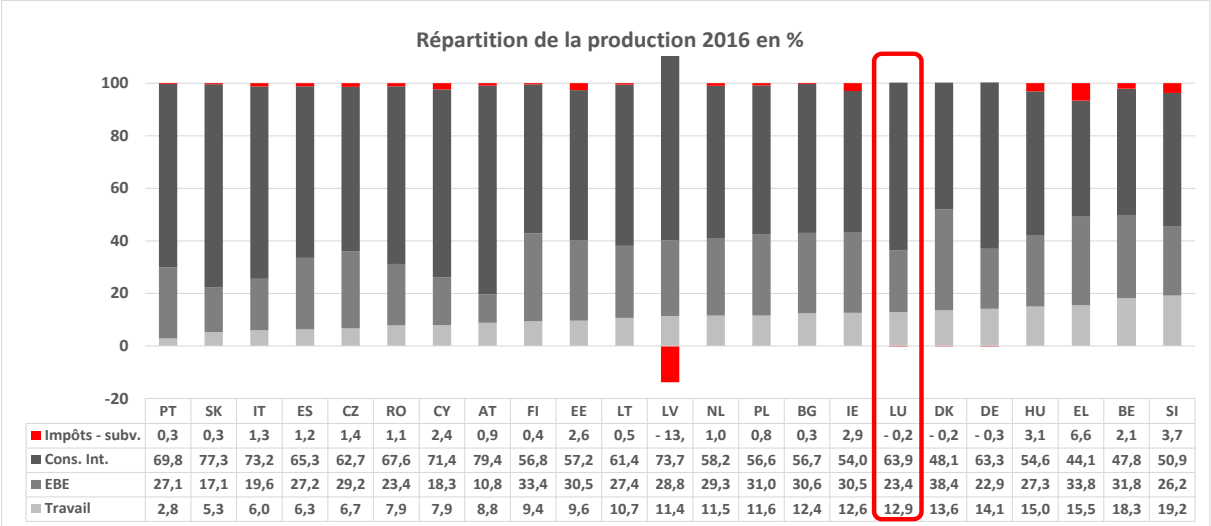
S'élevant à 193.000 euros par emploi, la marge d'exploitation est conséquente au Grand-Duché comparée aux autres États membres. Néanmoins, elle est très loin derrière l'Espagne et le Portugal.



Répartition de la production

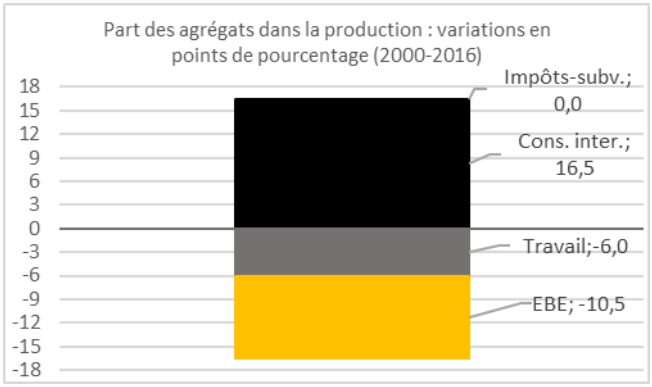
Dans ce domaine, le Luxembourg se classe plutôt en position intermédiaire, à l'exception des impôts moins subventions qui en font un pays où la fiscalité sur la production est l'une des plus basses avec -0,2% de la production. Seules l'Allemagne (-0,3%) et la Lettonie (-13,0%) ont des parts encore moindres.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	10/24	21/23	7/23	17/23



	PT	SK	IT	ES	CZ	RO	CY	AT	FI	EE	LT	LV	NL	PL	BG	IE	LU	DK	DE	HU	EL	BE	SI
Impôts - subv.	0,3	0,3	1,3	1,2	1,4	1,1	2,4	0,9	0,4	2,6	0,5	- 13,	1,0	0,8	0,3	2,9	- 0,2	- 0,2	- 0,3	3,1	6,6	2,1	3,7
Cons. Int.	69,8	77,3	73,2	65,3	62,7	67,6	71,4	79,4	56,8	57,2	61,4	73,7	58,2	56,6	56,7	54,0	63,9	48,1	63,3	54,6	44,1	47,8	50,9
EBE	27,1	17,1	19,6	27,2	29,2	23,4	18,3	10,8	33,4	30,5	27,4	28,8	29,3	31,0	30,6	30,5	23,4	38,4	22,9	27,3	33,8	31,8	26,2
Travail	2,8	5,3	6,0	6,3	6,7	7,9	7,9	8,8	9,4	9,6	10,7	11,4	11,5	11,6	12,4	12,6	12,9	13,6	14,1	15,0	15,5	18,3	19,2

On peut remarquer le profond changement de situation. Depuis 2000, Les consommations intermédiaires ont grimpé de 16,5 points au détriment du travail (-6,0 points) et de l'EBE (-10,5 points).



E – PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ; ASSAINISSEMENT, GESTION DES DÉCHETS ET DÉPOLLUTION

La valeur ajoutée en volume recule singulièrement sur la période 2005-2011. Au total, le Luxembourg affiche même la plus sévère chute, ce qui n'est pas sans conséquence sur la productivité. Mais, en fait, les prix de la production augmentant nettement plus rapidement que ceux des consommations intermédiaires, le déflateur de valeur ajoutée explose, contractant d'autant la valeur ajoutée en volume.

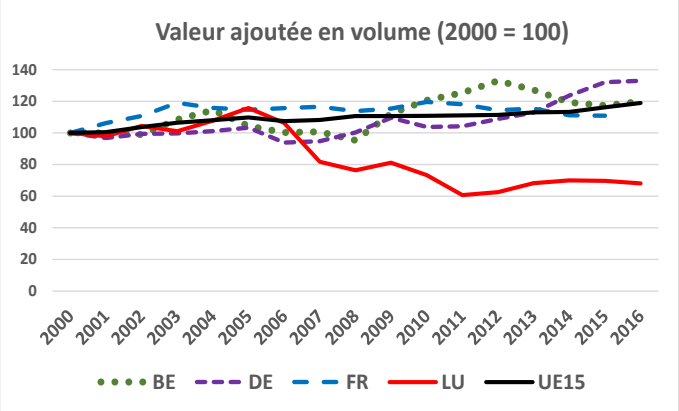
Et si le Luxembourg affiche l'une des plus légères évolutions en volume, il enregistre aussi l'une des plus importantes croissances nominales. Ainsi, le pays se retrouve en 2016, aux niveaux de productivité et de marge d'exploitation, confortablement installé dans le premier tiers.

Cette branche d'activité, plutôt marginale avec près de 2.700 emplois, compte pour 0,6% de l'emploi total.

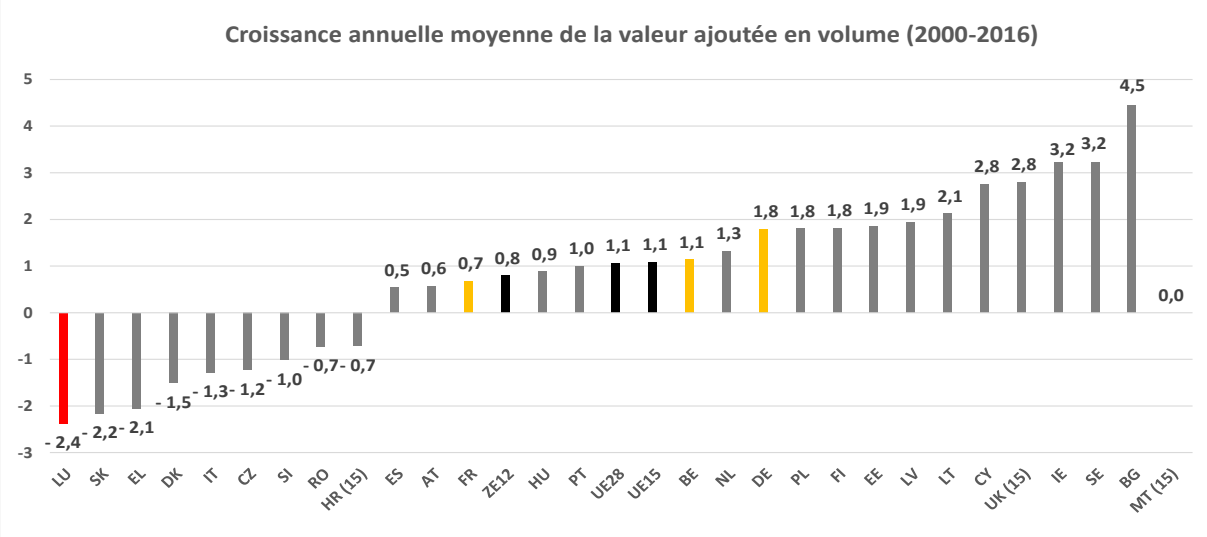
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	2,67	0,6
Salariés (milliers)	2,66	0,7
Valeur ajoutée nominale (millions)	308	0,6

Activité

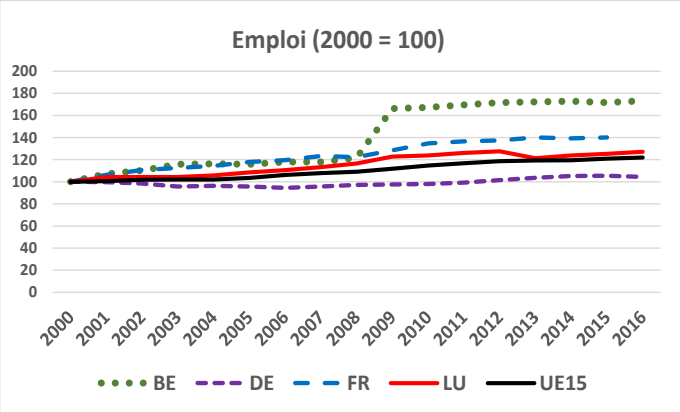
Alors que, chez ses voisins, la valeur ajoutée est en hausse, même si cette hausse est légère en France, au Luxembourg, elle enregistre une chute sévère entre 2005 et 2011, suivie d'un trop léger redressement pour faire apparaître une progression sur l'ensemble de la période.



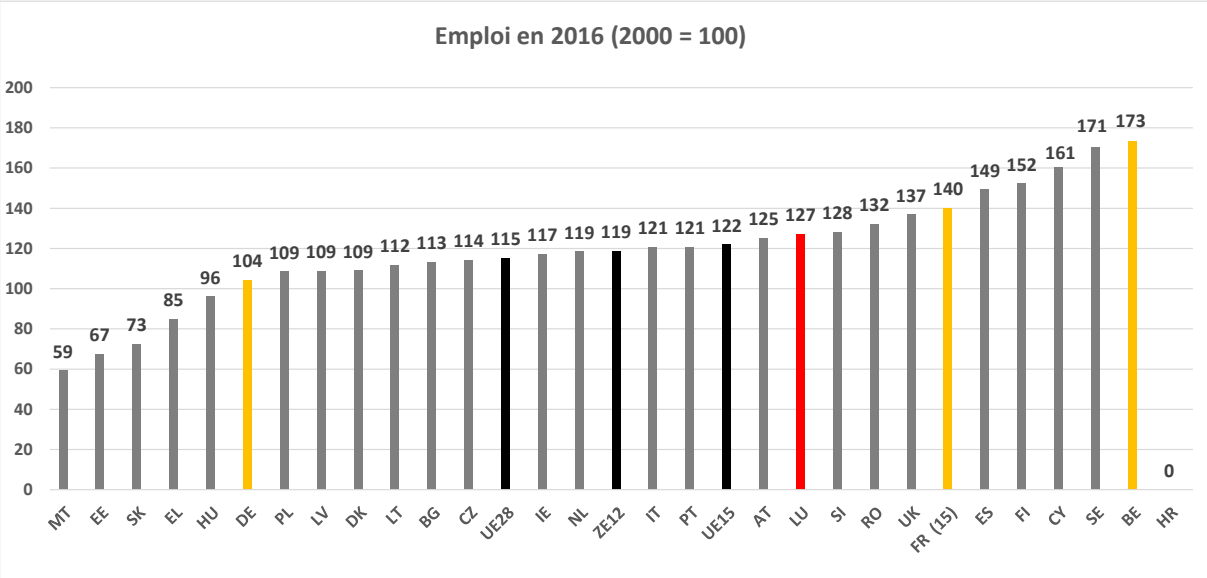
Avec -2,4% de variation annuelle moyenne, le Luxembourg affiche la plus importante dégradation de la valeur ajoutée en volume en Europe.



Malgré la détérioration sensible de la valeur ajoutée en volume, l'emploi se développe tout de même, bien qu'à un rythme modeste, proche de celui de l'UE15.



Sur le graphique suivant, on se rend compte que l'emploi s'améliore dans la plupart pays européens, le Luxembourg se situant à la limite du tiers le plus élevé.



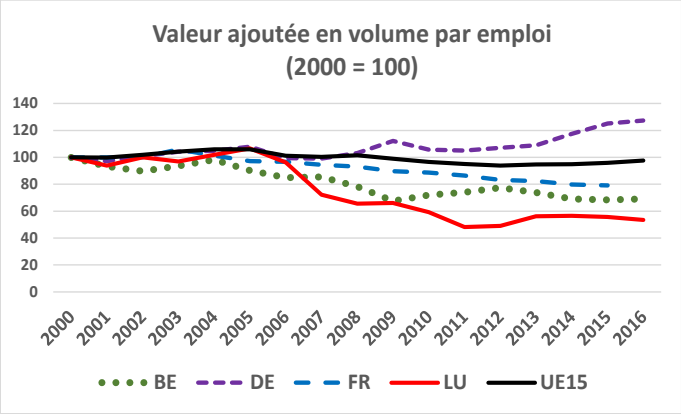
Sur l'ensemble de la période, mise à part la valeur ajoutée en volume (moindre progression de l'UE), le Luxembourg affiche des progressions intermédiaires.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

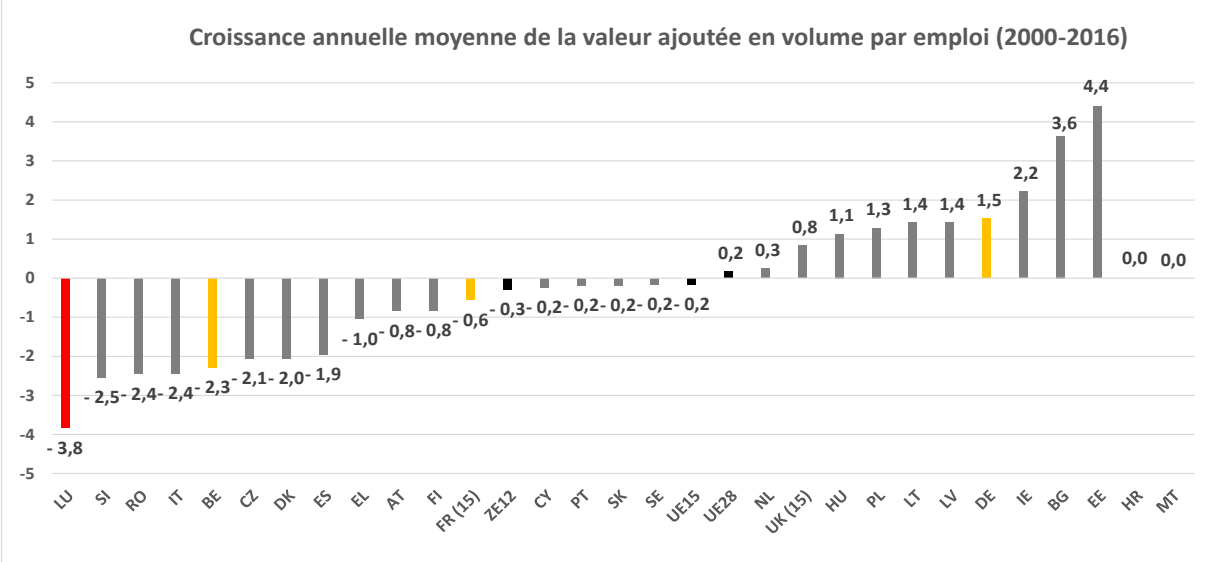
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	10/27	22/25	14/26
2007/2016	12/26	20/25	5/26
2000/2016	9/26	25/25	13/26

Productivité

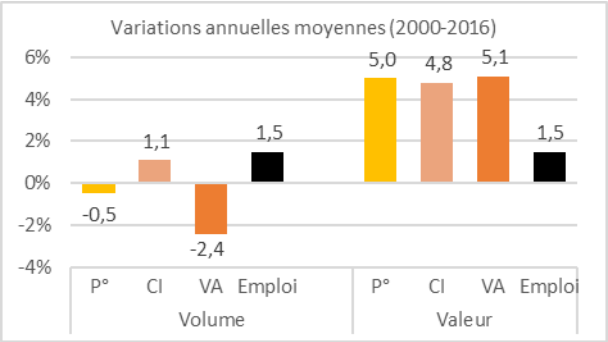
Conséquence d'un déclin de la valeur ajoutée en volume et de l'amélioration de l'emploi, le Luxembourg enregistre une baisse de la productivité plus notable que celles des voisins. L'Allemagne fait figure d'exception, l'indicateur de valeur ajoutée y progressant.



Sur la période 2000-2016, c'est au Luxembourg que la productivité décroît le plus avec un repli de 3,8% par an sur la période. On observe aussi une chute de productivité dans la grande majorité des pays.



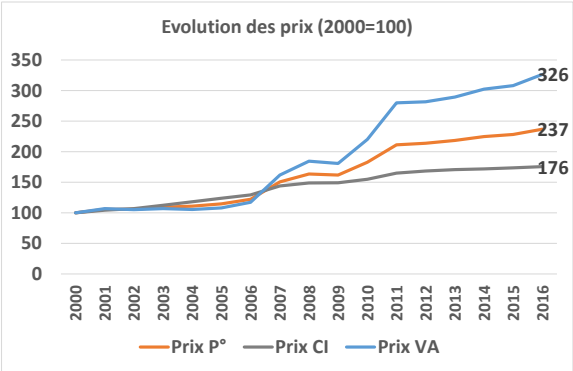
La dynamique des différentes composantes de la valeur ajoutée nous fournit une explication sur cette diminution conséquente de la productivité. On peut d'emblée constater que les consommations intermédiaires évoluent à un rythme supérieur à celui de la production en volume. La conséquence directe est une valeur ajoutée qui régresse de 2,4% par an alors que la production ne diminue que de 0,5%.

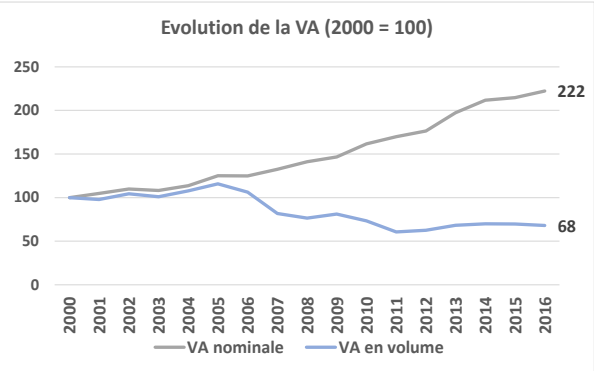


On note toutefois que les consommations intermédiaires en valeur progressent moins vite que la production, permettant ainsi au Luxembourg de continuer à disposer d'un niveau de productivité tout à fait convenable.

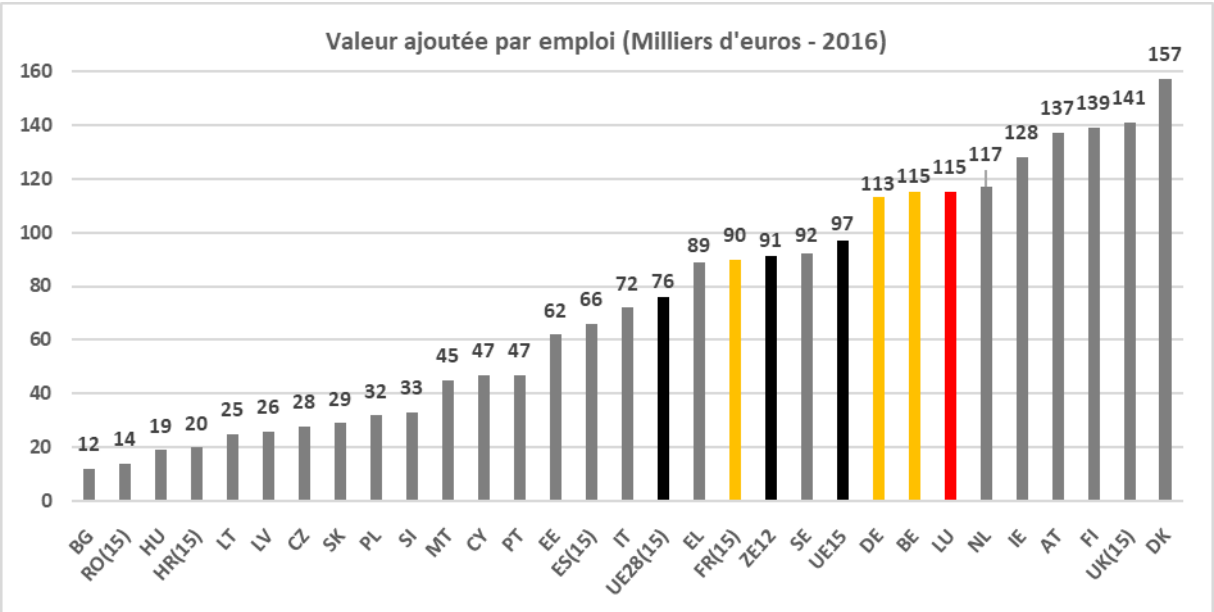
Une autre explication plus technique tient à la variation des indices de prix des différents agrégats. À partir de 2006, et surtout 2009, suite aux changements de réglementation, on observe une rapide montée des prix de la production alors que ceux des consommations intermédiaires continuent leur progression linéaire.

La conséquence en est une forte amélioration du déflateur de valeur ajoutée. Ces évolutions conduisent la valeur ajoutée en volume à décrocher de leur valeur en nominal à partir de 2006, phénomène s'accentuant jusqu'en 2011. Résultat : la valeur ajoutée nominale continue sur sa lancée alors que la valeur ajoutée en volume se contracte fortement.





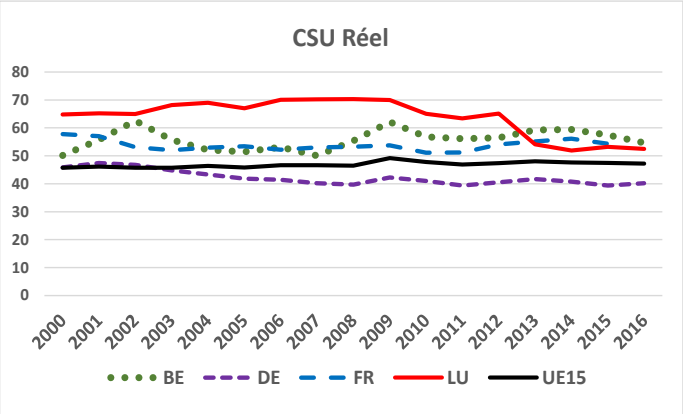
Avec 115.000 euros par emploi, le Luxembourgeois se situe parmi les pays européens les plus productifs, au voisinage de la Belgique ou de l'Allemagne.



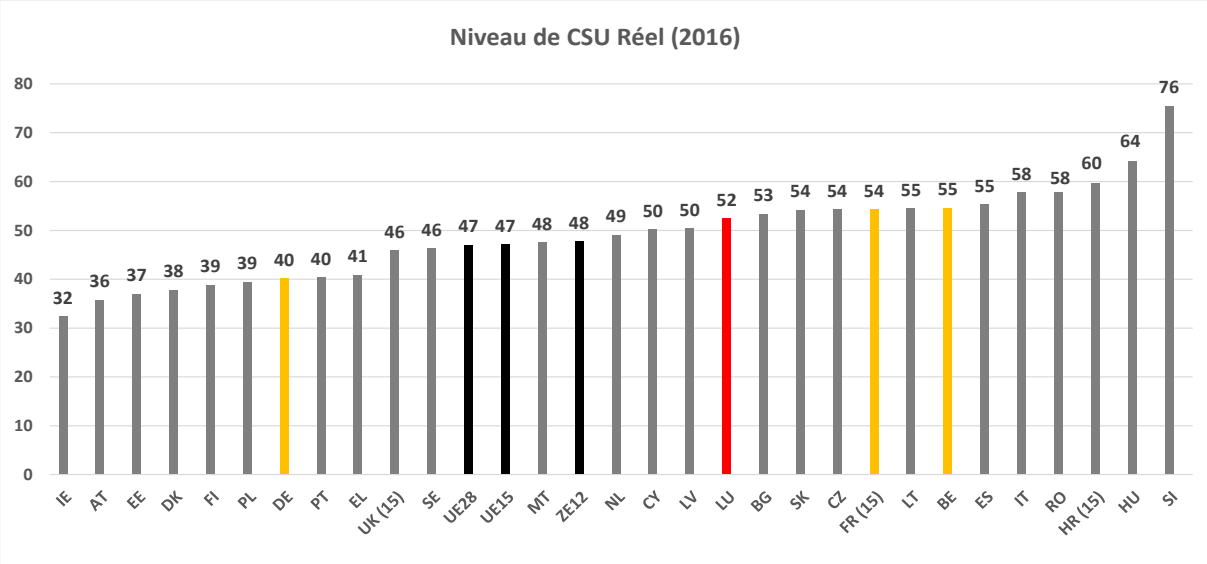
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

De 2000 à 2009, le CSU luxembourgeois est resté remarquablement stable à un poids structurellement supérieur à ceux des pays limitrophes. À la faveur des dernières années, il diminue pour s'approcher de ceux de la Belgique et de la France.

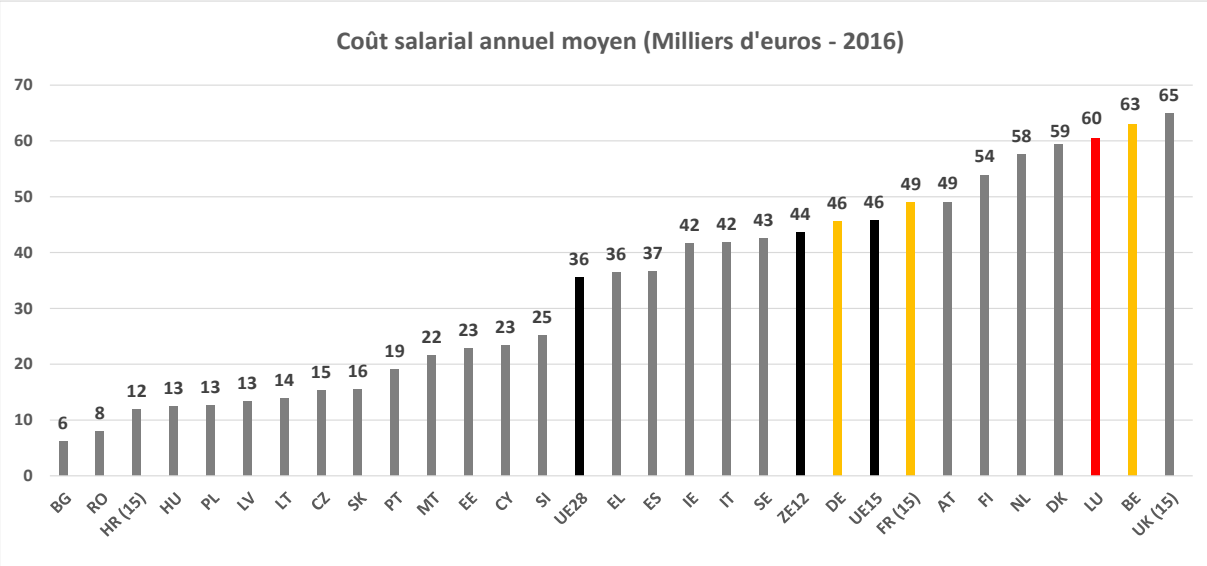


Au niveau européen, le CSU luxembourgeois figure en milieu de classement, légèrement en dessous de ceux de la Belgique et de la France.

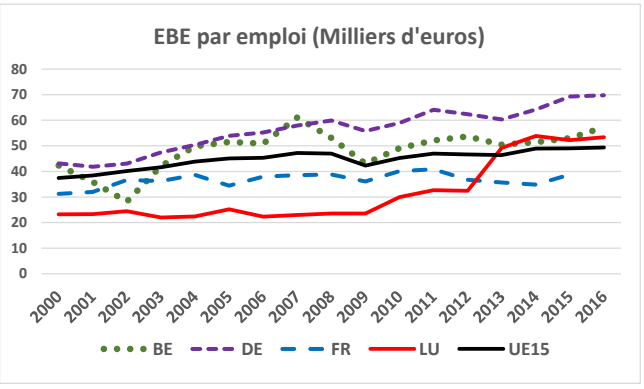


S'élevant à 60.000 euros en moyenne, le Luxembourg dispose d'un coût salarial relativement important, tout comme la Belgique.

Il faut toutefois ajouter que de nombreux salariés dépendent de syndicats intercommunaux, avec des modes de fixation des salaires dépendant sans doute plus du mécanisme inhérent au secteur public que privé.

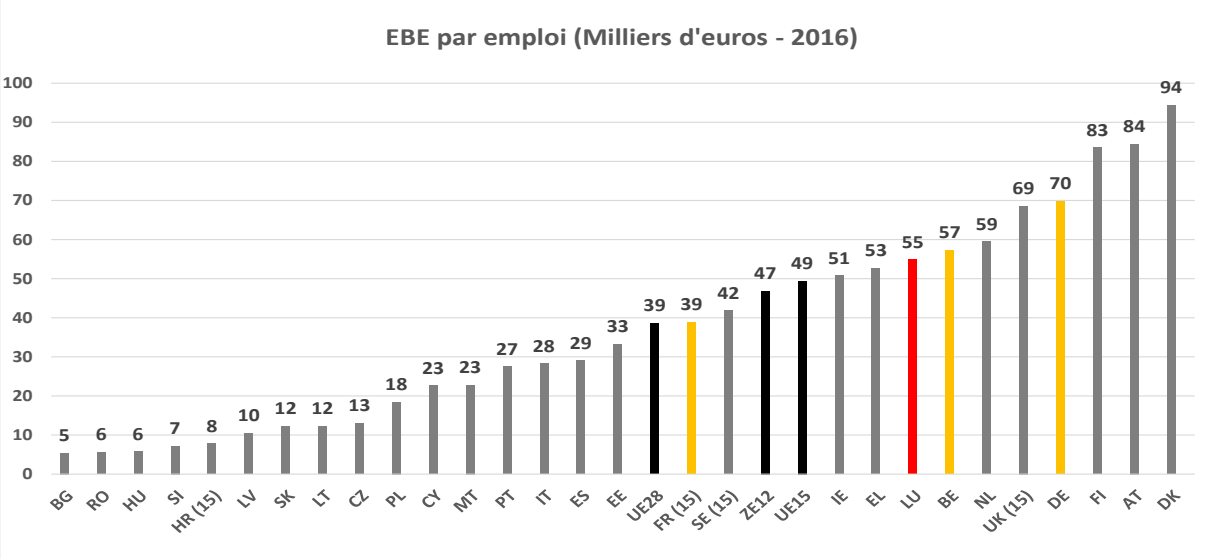


Rémunération du capital



Jusqu'en 2012, l'EBE par emploi se situe au Luxembourg en dessous de ceux des pays voisins. Cependant, depuis 2012, sa progression exceptionnelle permet au pays de dépasser largement la France et d'arriver aux niveaux de la Belgique et de la moyenne européenne.

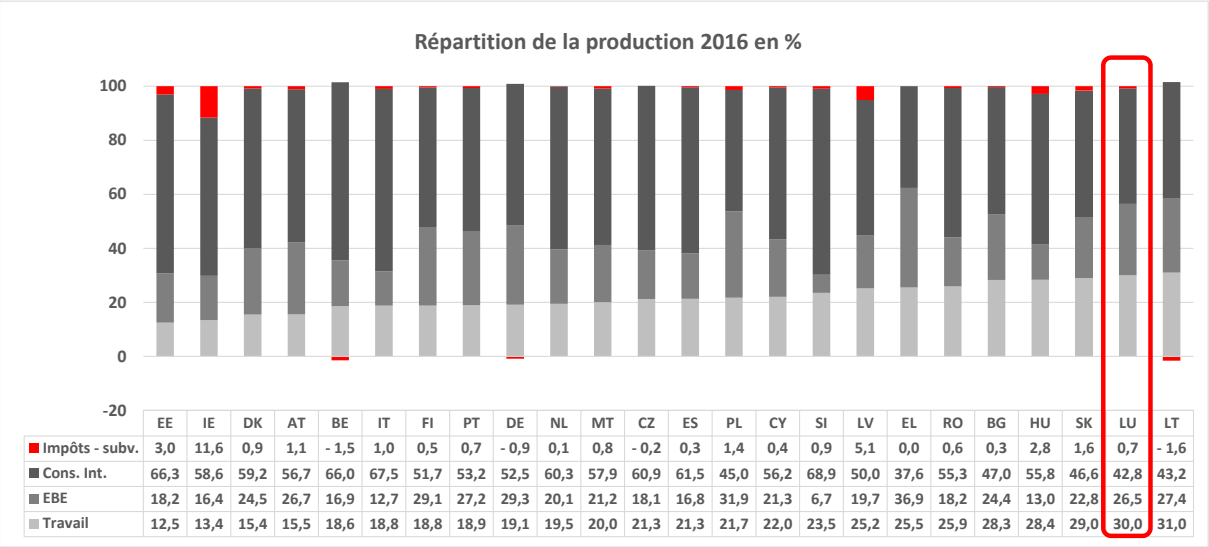
Sur le plan européen, avec 55.000 euros, le Luxembourg se retrouve avec une marge d'exploitation par emploi située dans le premier tiers.



Répartition de la production

Par rapport aux branches étudiées précédemment, le Luxembourg a une position atypique. Il est classé en effet avant-dernier pour la part des consommations intermédiaires et en 2e position pour celle du travail. Malgré cela, l'EBE par emploi se classe à une bonne huitième place sur 24 au plan européen.

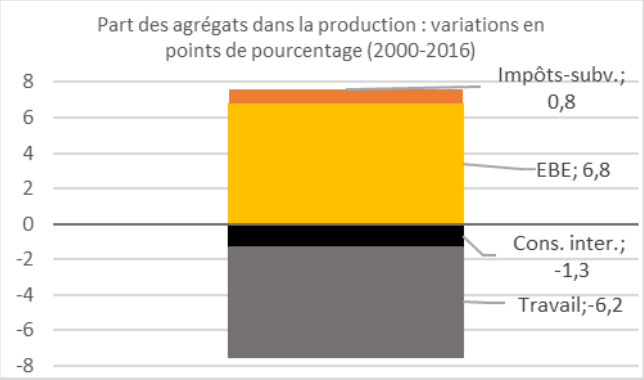
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	24/25	12/24	2/24	8/24



	EE	IE	DK	AT	BE	IT	FI	PT	DE	NL	MT	CZ	ES	PL	CY	SI	LV	EL	RO	BG	HU	SK	LU	LT
Impôts - subv.	3,0	11,6	0,9	1,1	- 1,5	1,0	0,5	0,7	- 0,9	0,1	0,8	- 0,2	0,3	1,4	0,4	0,9	5,1	0,0	0,6	0,3	2,8	1,6	0,7	- 1,6
Cons. Int.	66,3	58,6	59,2	56,7	66,0	67,5	51,7	53,2	52,5	60,3	57,9	60,9	61,5	45,0	56,2	68,9	50,0	37,6	55,3	47,0	55,8	46,6	42,8	43,2
EBE	18,2	16,4	24,5	26,7	16,9	12,7	29,1	27,2	29,3	20,1	21,2	18,1	16,8	31,9	21,3	6,7	19,7	36,9	18,2	24,4	13,0	22,8	26,5	27,4
Travail	12,5	13,4	15,4	15,5	18,6	18,8	18,8	18,9	19,1	19,5	20,0	21,3	21,3	21,7	22,0	23,5	25,2	25,5	25,9	28,3	28,4	29,0	30,0	31,0

En observant les évolutions depuis 2000, on constate toutefois que les consommations intermédiaires, tout comme le travail représentent une part plus faible de la production, au bénéfice des impôts moins subventions sur la production (-100.000 euros en 2000 et 4 millions en 2016) mais surtout en faveur de l'EBE avec +6,8 points.

Cette dernière amélioration doit essentiellement à l'année 2013 où la part de l'EBE dans la production prend plus de huit points en un an, passant de 19% à 27%



F – CONSTRUCTION

Que ce soit entre 2000 ou 2007 et 2016, la valeur ajoutée en volume de cette branche compte parmi les plus dynamiques d'Europe. Il en va de même de l'emploi, ce qui, une fois encore, pèse sur la productivité qui tend pratiquement à stagner sur la période.

En outre, comme nous avons pu le voir précédemment dans d'autres branches, les volumes de consommations intermédiaires croissent plus rapidement que la production en volume, freinant d'autant plus la valeur ajoutée par rapport à la production. Ces enchaînements expliquent in fine la stagnation de la productivité dans cette branche.

Du côté des marges d'exploitation, elles se sont détériorées entre 2000 et 2012, puis remarquablement redressées, plaçant le Luxembourg à un niveau par emploi situé malgré tout dans le haut du classement européen.

Cette branche d'activité pèse près de 44.000 emplois, soit un peu plus de 10% de l'économie totale. Il est à noter que ce chiffre est particulièrement important puisque la moyenne de l'UE15 était en 2017 de 6,1%. Remarquons également que la part de la construction dans la valeur ajoutée totale est deux fois moindre que celle de l'emploi, signe d'une activité moins génératrice de valeur ajoutée que la moyenne.

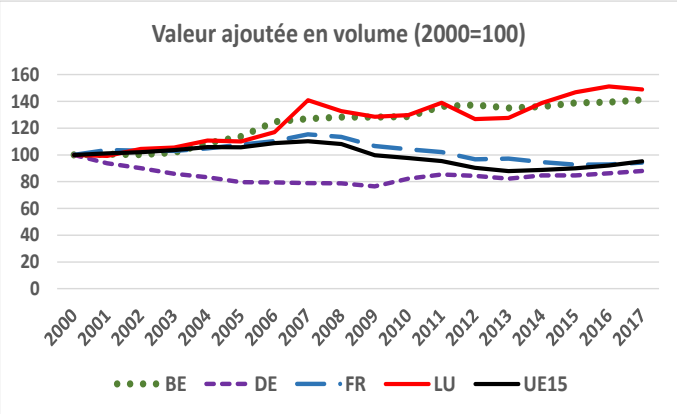
Notons au passage que sa valeur ajoutée totale, avec 2,8 milliards, est équivalente à celle de l'industrie manufacturière.

	Total	%
Emploi (milliers)	**44,2**	**10,2**
Salariés (milliers)	**43,2**	**10,6**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**2 771,2**	**5,5**

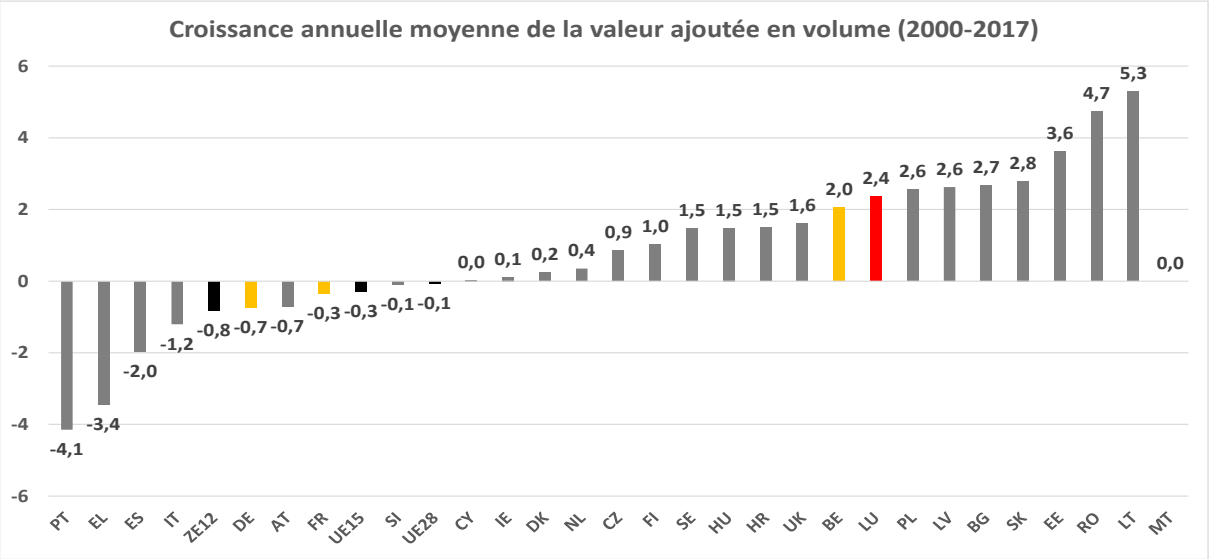
Activité

En compagnie de la Belgique, le Luxembourg a enregistré une croissance supérieure à la France et à l'Allemagne. On remarquera que l'UE15, tout comme la France, a vu son niveau de valeur ajoutée en volume décliner à partir de 2008 avec la crise. L'Allemagne, de son côté, observe un cheminement inverse, avec une baisse de cet indicateur jusqu'à la crise, suivie d'une légère reprise.

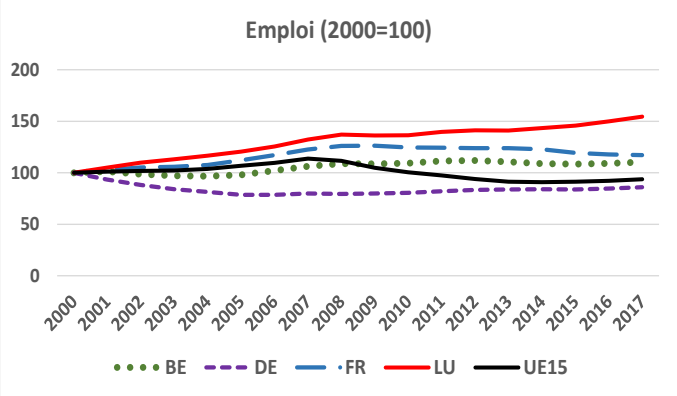
Rappelons que, durant une large première moitié des années 2000, la croissance allemande était totalement atone.



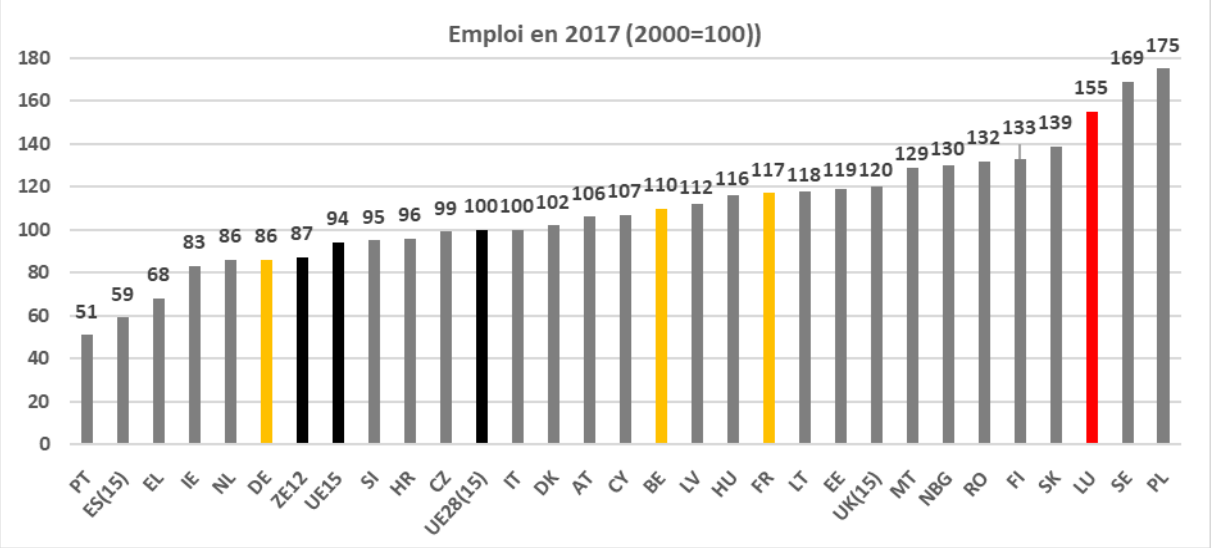
Le Luxembourg affiche sur l'ensemble de la période une croissance annuelle moyenne parmi les plus fortes d'Europe (+ 2,4%) ; il n'est devancé que par des NEM. Sur le plan européen, près de la moitié des pays n'a connu aucune croissance.



Le développement de l'emploi a été supérieur à celui des pays voisins. On notera toutefois un léger fléchissement après la crise de 2008.



Avec une progression de l'emploi de 55% en 17 ans dans la construction, il s'agit d'une des plus remarquables performances en Europe.



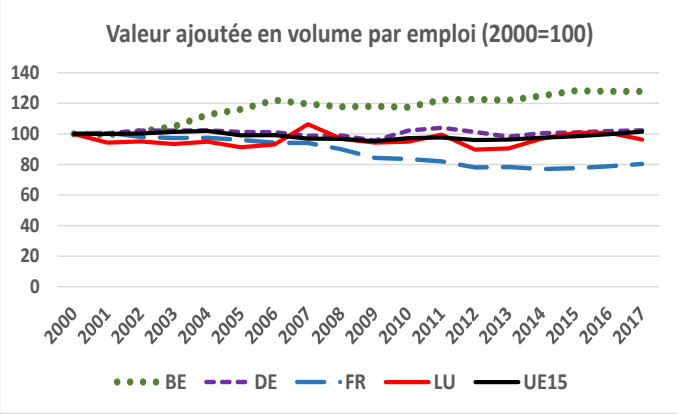
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg figure largement parmi le premier tiers concernant la croissance des différents agrégats dans le secteur de la construction.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	8/28	9/25	10/26
2007/2016	2/27	5/25	3/26
2000/2016	3/27	5/25	8/26

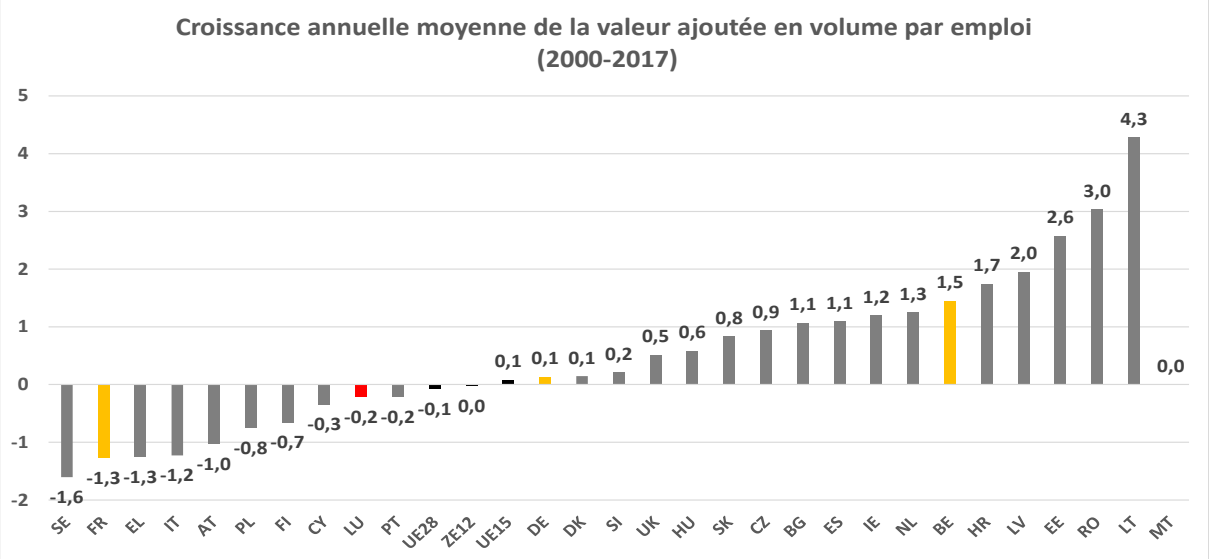
Productivité

Le Luxembourg, tout comme l'Allemagne ou l'UE15, voit stagner la productivité, celle-ci diminuant en France et augmentant en Belgique.



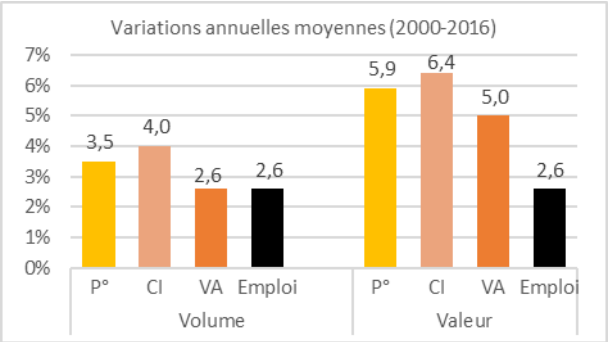
Au Luxembourg, la productivité de cette branche diminue de 0,2% par an.

Cette branche présente une situation difficilement interprétable. Si les pays européens se partagent en une moitié où l'on observe des gains de productivité et une autre moitié où la productivité recule, il n'appert pas pour autant possible de dresser une typologie logique (même si aucun NEM n'est en baisse).

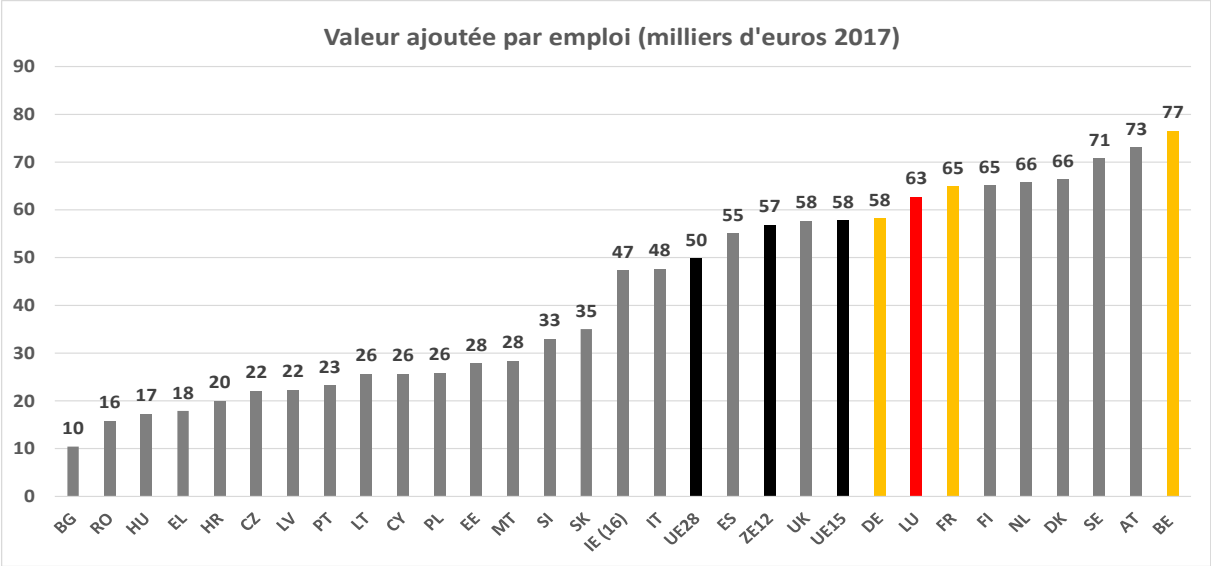


L'emploi s'étant développé au Luxembourg presqu'au même rythme que la valeur ajoutée en volume, on obtient donc une quasi-stagnation de la productivité. Certains enchaînements expliquent in fine cette inertie dans la branche construction. En effet, on peut constater que la production en volume

progresse plus rapidement que l'emploi ; comme les volumes de consommations intermédiaires évoluent à un rythme supérieur à la production en volume (comme aux prix courants), la valeur ajoutée augmente nettement moins rapidement que la production.



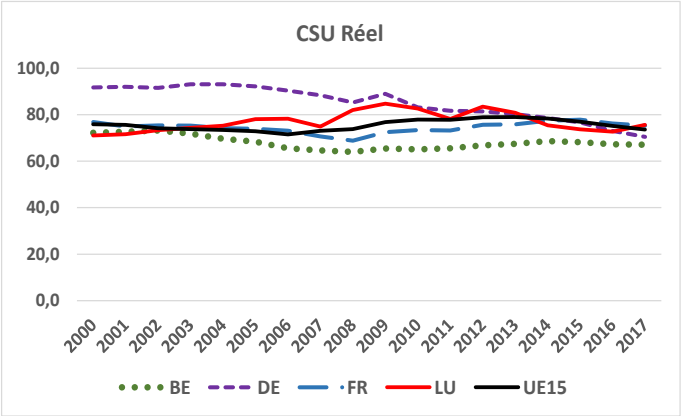
En termes absolus (63.000 euros par emploi), la productivité luxembourgeoise se situe à un niveau pour le moins convenable, entre ceux de la France et de l'Allemagne.



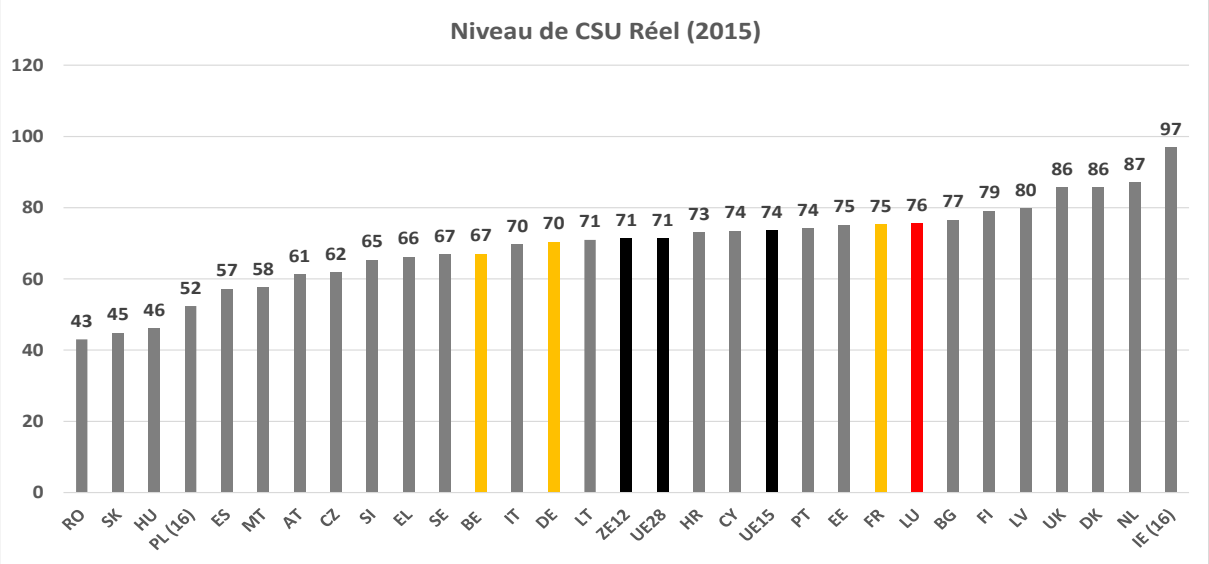
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

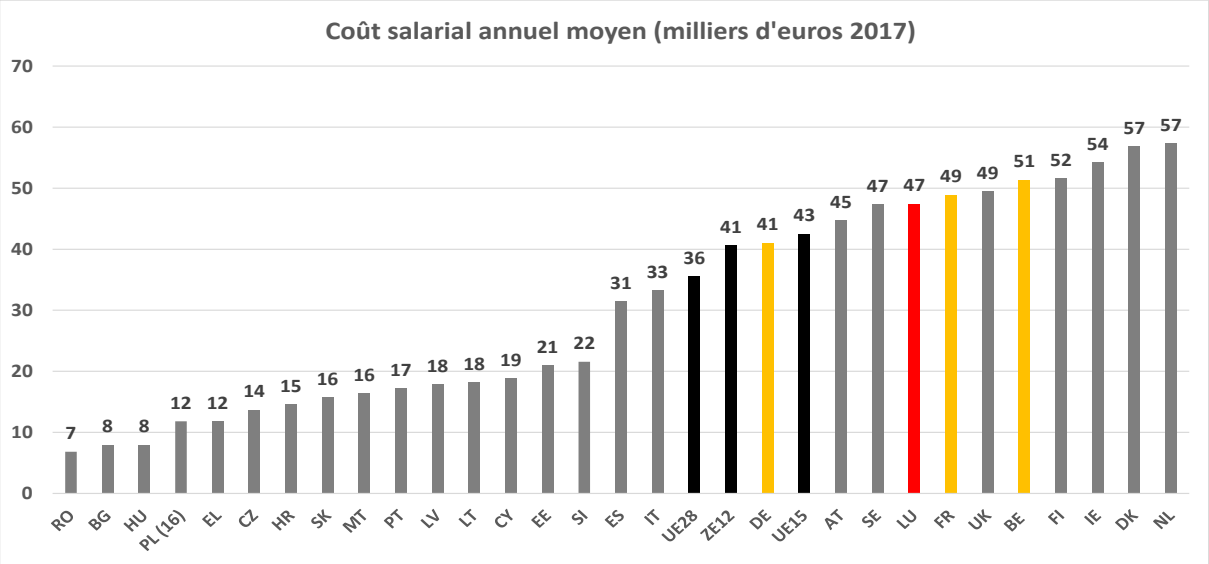
Les CSU du Luxembourg et de ses voisins sont relativement élevés puisque c'est généralement entre 70% et 80% de la valeur ajoutée qui sont accordés à la rémunération du travail.



Au niveau européen, le CSU luxembourgeois figure dans le tiers supérieur, au même niveau que la France.



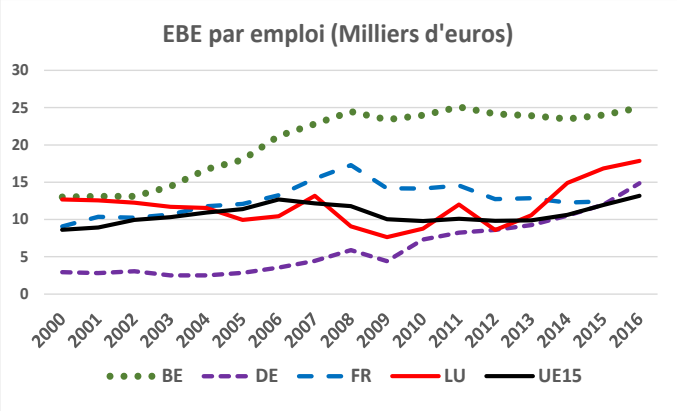
De même, le Luxembourg dispose d'un coût salarial (47.000 euros en moyenne) dans ce premier tiers supérieur, toutefois inférieur à la Belgique et la France.



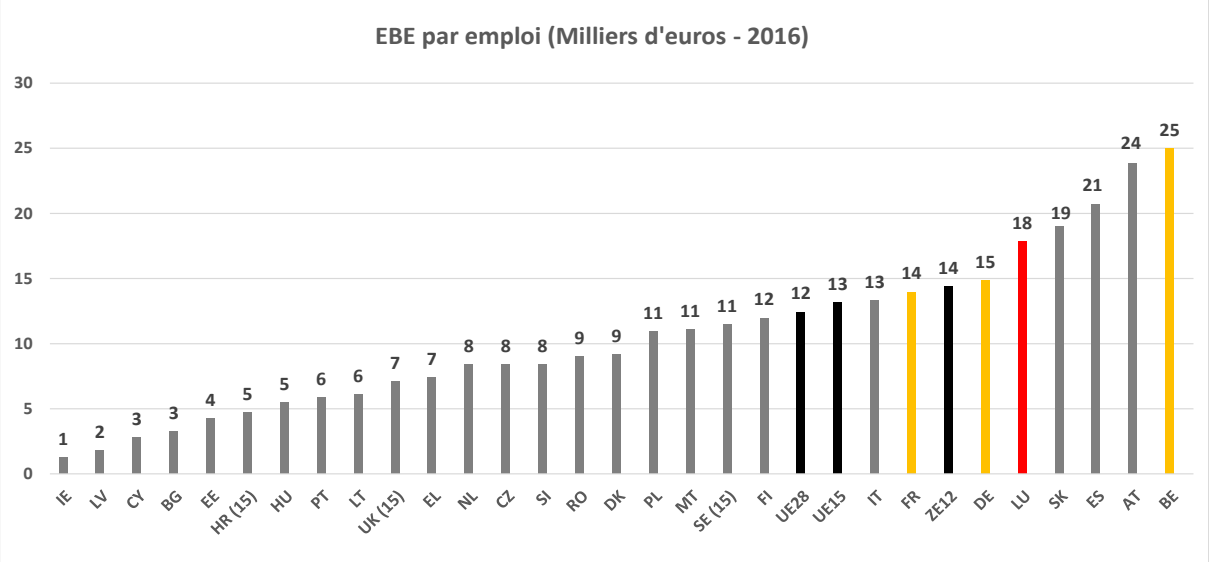
Rémunération du capital

D'une manière générale, on peut constater que les marges dans la construction semblent faibles, même si le Luxembourg se positionne dans le même peloton que l'Allemagne et la France, autour de

18.000 euros par emploi. La marge s'est détériorée de 2000 à 2012, puis s'est remarquablement redressée, plaçant le Luxembourg derrière la Belgique.



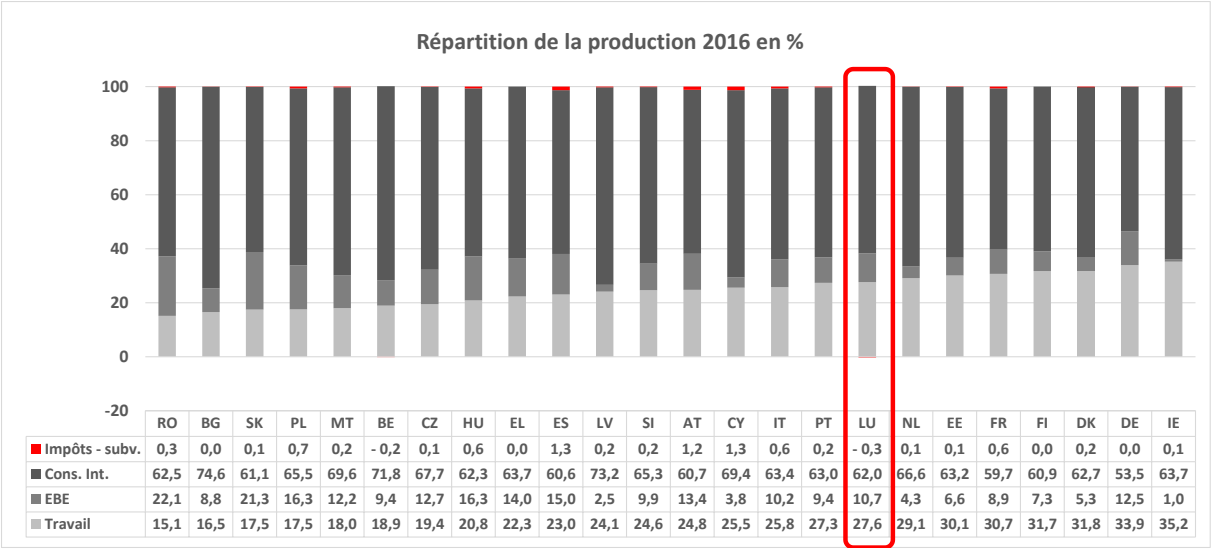
Fort de ses 18.000 euros par emploi, le Luxembourg enregistre un niveau de marge d'exploitation par emploi situé malgré tout dans le haut du classement européen.



Répartition de la production

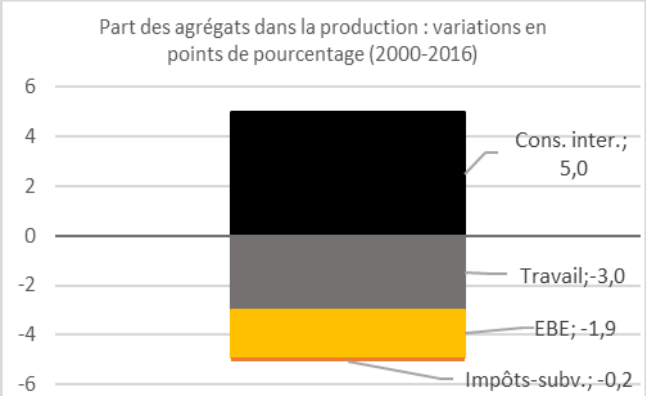
Toujours concernant l'EBE, le Luxembourg se situe de manière intermédiaire au regard de sa douzième place sur 25.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	18/25	25/25	9/25	12/25



	RO	BG	SK	PL	MT	BE	CZ	HU	EL	ES	LV	SI	AT	CY	IT	PT	LU	NL	EE	FR	FI	DK	DE	IE
Impôts - subv.	0,3	0,0	0,1	0,7	0,2	- 0,2	0,1	0,6	0,0	1,3	0,2	0,2	1,2	1,3	0,6	0,2	- 0,3	0,1	0,1	0,6	0,0	0,2	0,0	0,1
Cons. Int.	62,5	74,6	61,1	65,5	69,6	71,8	67,7	62,3	63,7	60,6	73,2	65,3	60,7	69,4	63,4	63,0	62,0	66,6	63,2	59,7	60,9	62,7	53,5	63,7
EBE	22,1	8,8	21,3	16,3	12,2	9,4	12,7	16,3	14,0	15,0	2,5	9,9	13,4	3,8	10,2	9,4	10,7	4,3	6,6	8,9	7,3	5,3	12,5	1,0
Travail	15,1	16,5	17,5	17,5	18,0	18,9	19,4	20,8	22,3	23,0	24,1	24,6	24,8	25,5	25,8	27,3	27,6	29,1	30,1	30,7	31,7	31,8	33,9	35,2

En pourcentage de la production, la part des consommations intermédiaires a progressé de cinq points entre 2000 et 2016, au détriment de l'EBE (- 1,9 point) et surtout du travail (- 3 points).



G – COMMERCE ; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES

G45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

Voilà encore une branche atypique. Sa valeur ajoutée en volume, c'est-à-dire son activité « réelle » est divisée par quatre entre 2000 et 2016. Pourtant, l'emploi y a progressé de 44% sur la même période.

S'agit-t-il d'un comportement irrationnel des entreprises ou d'une question d'interprétation des évolutions des agrégats et de leurs prix ? Peut-on croire que le Luxembourg, l'un des pays les plus dynamiques, notamment sur son marché automobile, soit LE pays européen qui ait vu l'activité réelle du commerce automobile le plus se réduire ? Qui plus est au rythme de 8% l'an ?

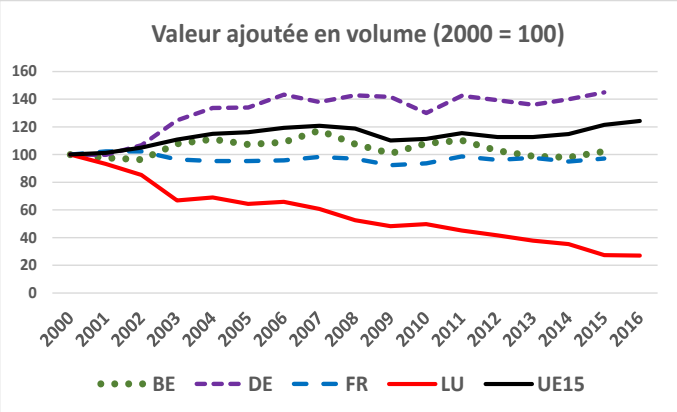
Ces variations en volume ne sont en fait pas significatives des résultats en fin de période, où le Luxembourg dispose d'un des plus hauts niveaux de productivité, mais aussi de marges des entreprises, qui même si elles ne sont pas exceptionnelles dans cette activité, sont tout de même dans la norme puisque conforme à la moyenne européenne.

Cette branche d'activité économique représente 5.600 emplois, soit 1,3% de l'emploi total pour une moyenne européenne à 1,8%.

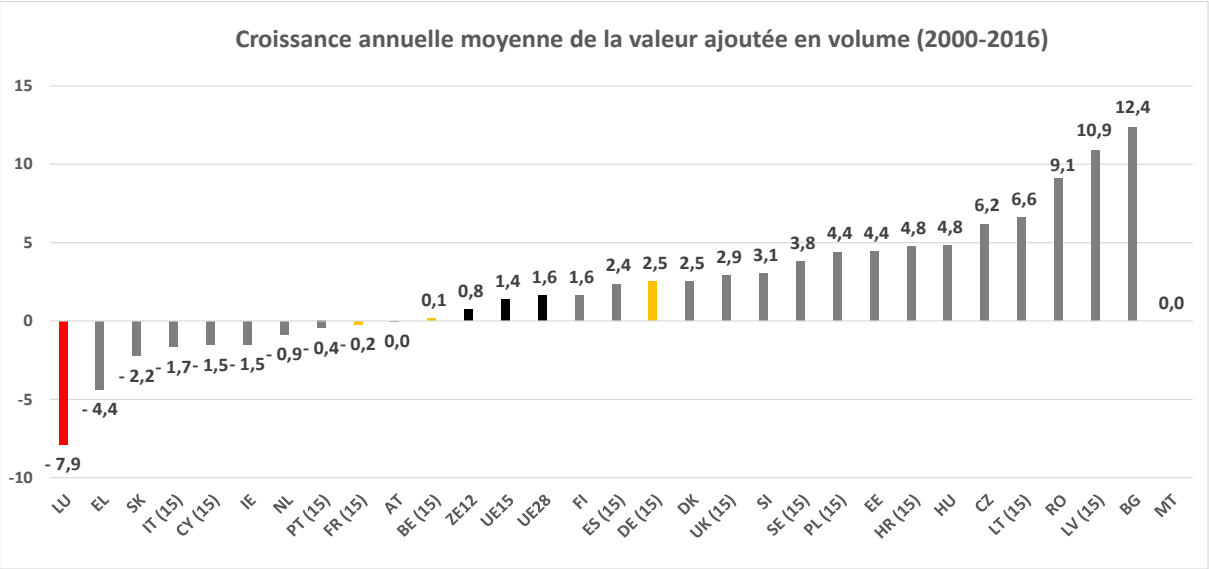
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**5,6**	**1,3**
Salariés (milliers)	**5,4**	**1,4**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**349**	**0,7**

Activité

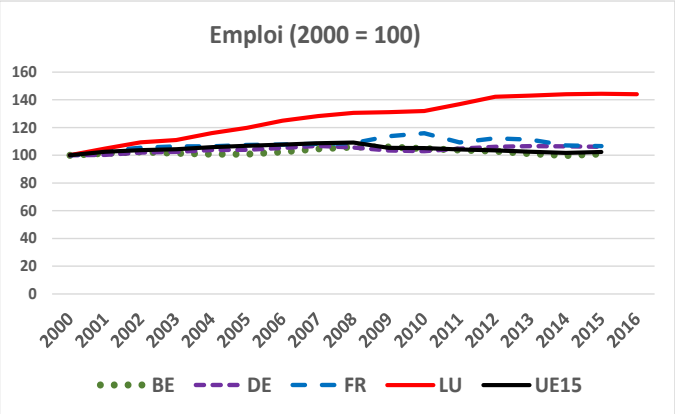
Dégringolant de 75% entre 2000 et 2016, la valeur ajoutée en volume du Luxembourg connaît une diminution dramatique alors que, dans le même temps, elle se maintient en France et Belgique, et progresse assez nettement en Allemagne. Et dans l'UE.



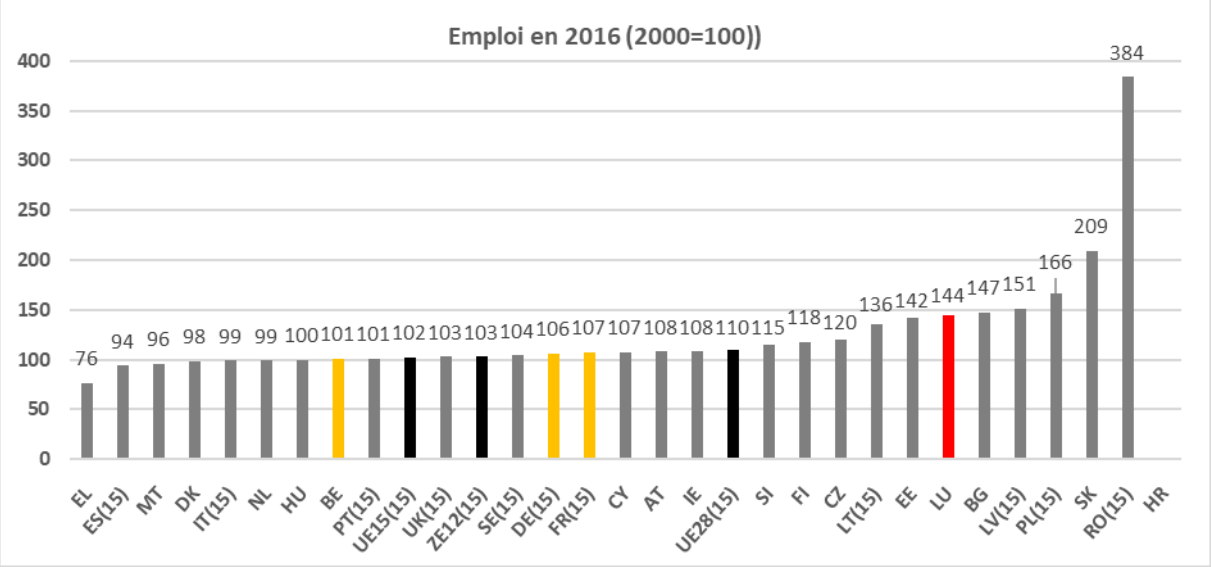
Avec un recul de 7,9% par an, le Luxembourg affiche la pire performance européenne. Ainsi, dans un des pays connaissant la plus forte croissance économique et démographique, où le pouvoir d'achat est le plus haut…, l'activité réelle du commerce et de la réparation automobile aurait été divisée par 3,7, presque par quatre !



Autre étrangeté, alors que l'activité « réelle » aurait drastiquement diminué, l'emploi aurait tout de même progressé et, qui plus est, nettement plus rapidement que chez ses voisins.



Même en comparaison plus large, on peut constater que le Luxembourg est encore l'un des pays d'Europe où l'emploi dans la branche a le plus progressé. Le Luxembourg n'est en effet devancé que par cinq pays, tous en rattrapage.



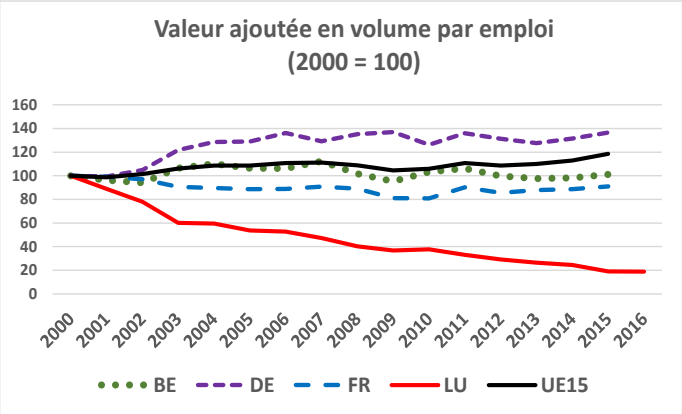
Cette incohérence est bien retracée dans le tableau ci-dessous.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

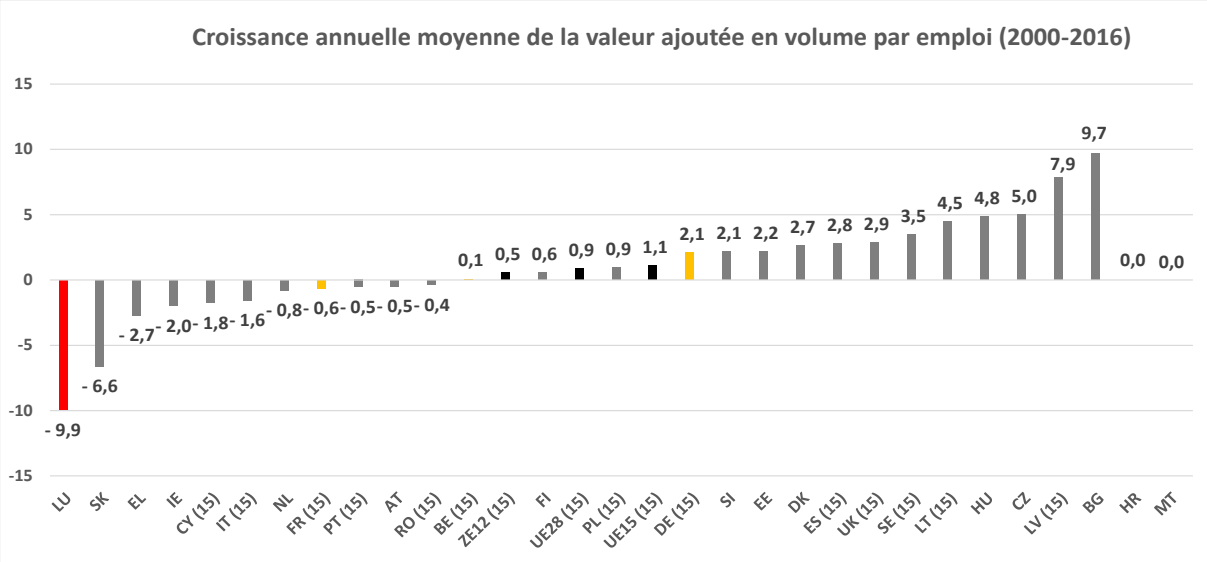
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	17/18	13/14	11/16
2007/2016	2/17	12/14	9/16
2000/2016	3/17	14/14	11/16

Productivité

Fatalement, la productivité luxembourgeoise enregistre une chute spectaculaire, alors qu'elle se maintient en Belgique et plus ou moins en France, et s'accroît en Allemagne. Le Luxembourg a vu sa productivité être divisée par cinq en 16 ans. Il est légitime de s'interroger sur l'opportunité du secteur de la vente et la réparation automobile de continuer dans un contexte qui serait aussi défavorable !

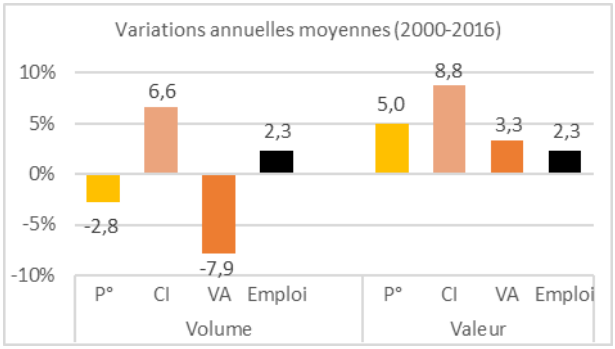


Avec près de 10% de baisse annuelle, le Luxembourg est le pays qui connaît la diminution plus notable de la productivité en Europe, en compagnie de la Slovaquie. Au passage, on peut s'interroger sur la viabilité d'une branche qui « subirait » une telle baisse de sa productivité, d'autant plus que l'emploi y a connu une des plus fortes progressions.

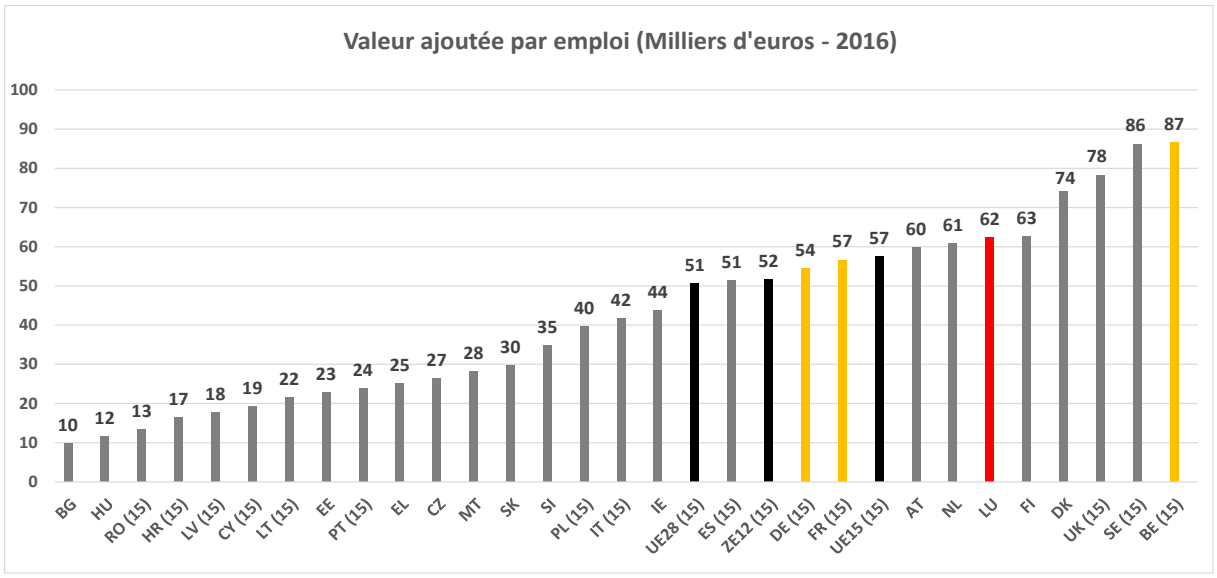


L'explication (tout au moins technique) de la diminution de la valeur ajoutée en volume ainsi que de la productivité est très bien illustrée par le graphique suivant. On peut constater que la production diminue en volume de 2,8% par an, alors que les consommations intermédiaires augmentent de 6,6%.

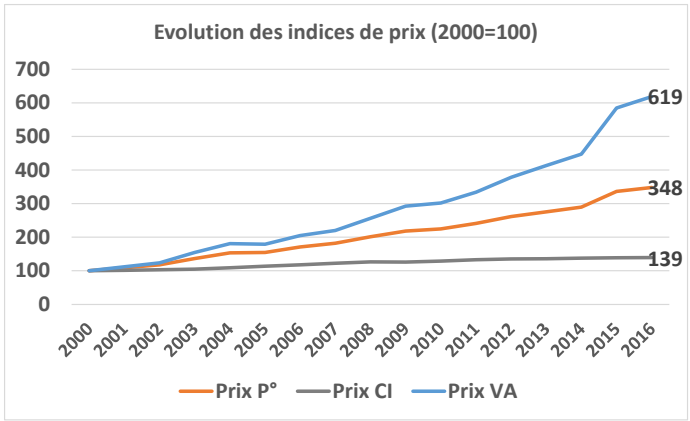
Ce phénomène engendre une baisse de la valeur ajoutée de 7,9% alors que l'emploi ne progresse que de 2,3% par an. Le constat est identique pour les agrégats nominaux, toutefois de manière atténuée.



Pourtant, malgré des évolutions en volume catastrophiques, le Luxembourg dispose en 2016 d'un très bon niveau de productivité, avec 62.000 euros de valeur ajoutée par emploi. Il est devancé par seulement cinq pays.



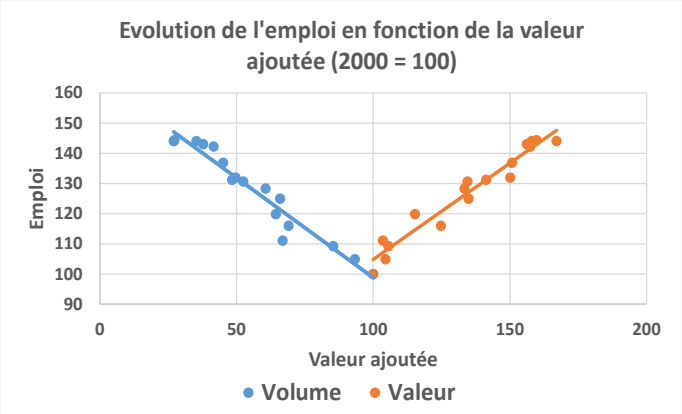
Ces paradoxes nécessitent quelques investigations. Alors que le prix de la production augmente nettement plus vite que celui des consommations intermédiaires, l'effet sur le déflateur de la valeur ajoutée s'amplifie pour finalement avoir un déflateur de la valeur ajoutée multiplié par près de six en 15 ans, soit 12,1% de hausse par an.



Soulignons que, dans le commerce, la production est constituée de la différence entre les prix d'achat et de vente des marchandises achetées pour être revendues en l'état. Une hausse de 12,1% par an (aux réparations près) signifie donc une augmentation des marges de 12,1% par an.

Autant dire que cela semble peu probable. Quand bien même, cela signifierait que les entreprises embauchent non parce que leur activité augmente (comme semble en attester l'évolution du parc automobile), mais parce qu'elles font plus de profits et souhaitent le partager avec le plus grand nombre.

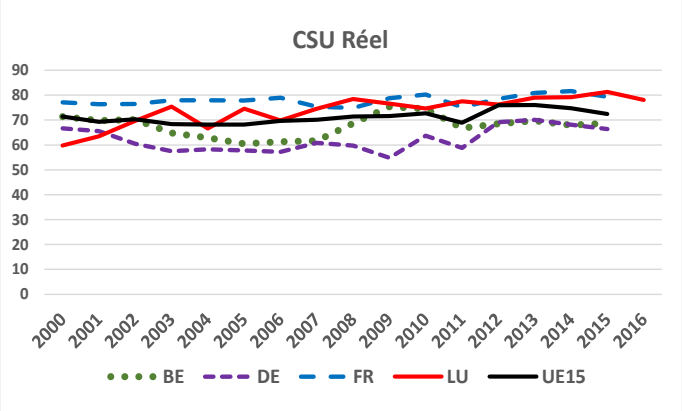
Le graphique suivant est d'ailleurs très éloquent quant à ce paradoxe. Il montre une corrélation presque parfaitement négative avec la valeur ajoutée en volume et, inversement, presque parfaitement positive avec la valeur ajoutée nominale. Dès lors, se pose la question de la validité des estimations en volume. **Les comptes nationaux en volume seraient-ils plus pertinents que la connaissance des entreprises de leur propre activité ?**



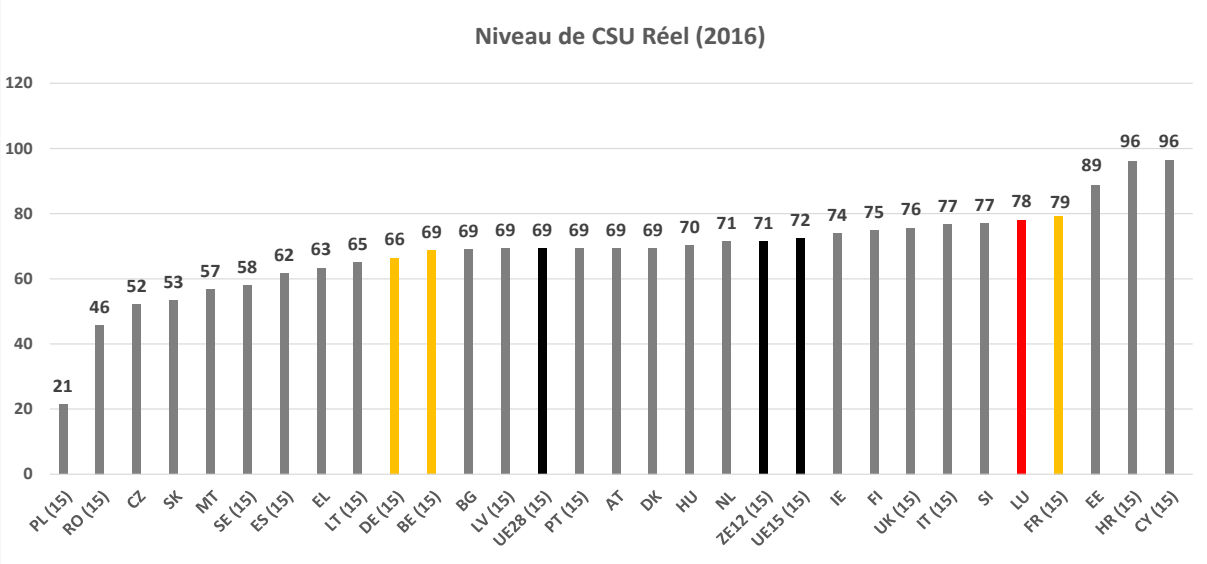
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

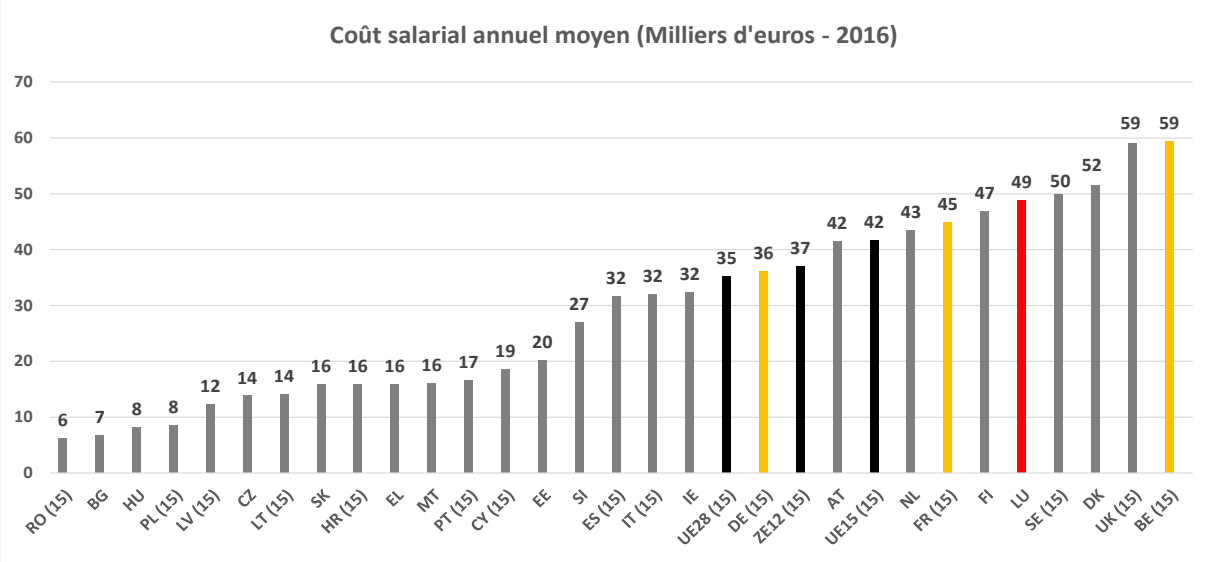
Le CSU luxembourgeois tend à progresser sur l'ensemble de la période, même si c'est surtout évident au début des années 2000. En fin de période, il se retrouve au poids français avec 80% de la valeur ajoutée consacrés à la rémunération du travail.



Par rapports aux États membres, le CSU luxembourgeois figure dans le premier tiers, au même poids que la France.

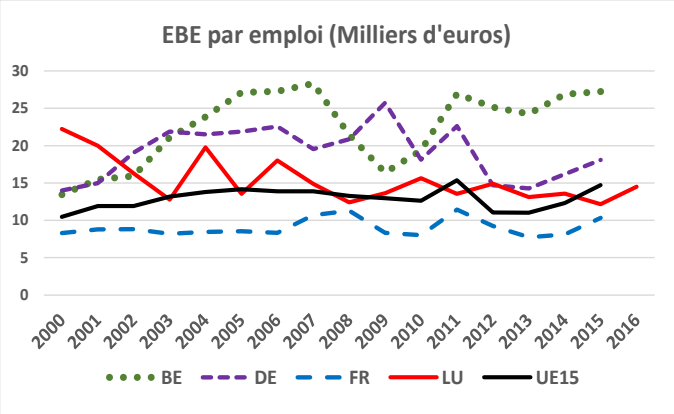


Le Luxembourg a un coût salarial annuel moyen de 49.000 euros en 2016. Celui-ci figure parmi les plus importants d'Europe.

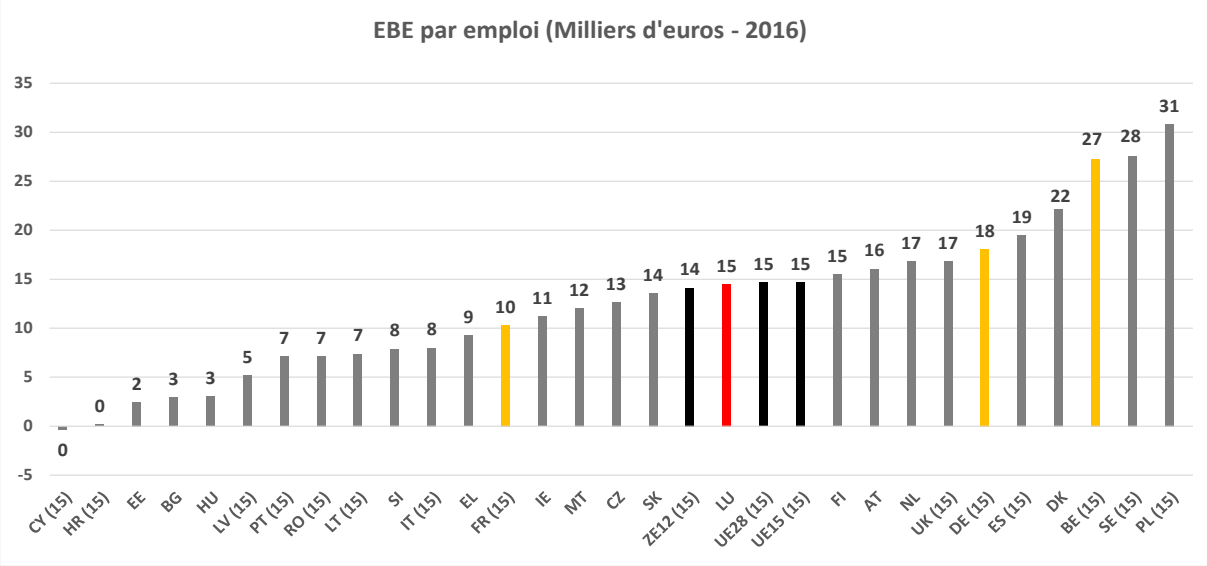


Rémunération du capital

L'EBE luxembourgeois par emploi, qui est au-dessus de ceux des pays limitrophes en 2000, se réduit essentiellement en début de période et se positionne désormais de façon intermédiaire entre l'Allemagne et la France. Notons que la Belgique, dont les coûts salariaux sont les plus hauts, se situe tout de même en tête quant à la marge d'exploitation.



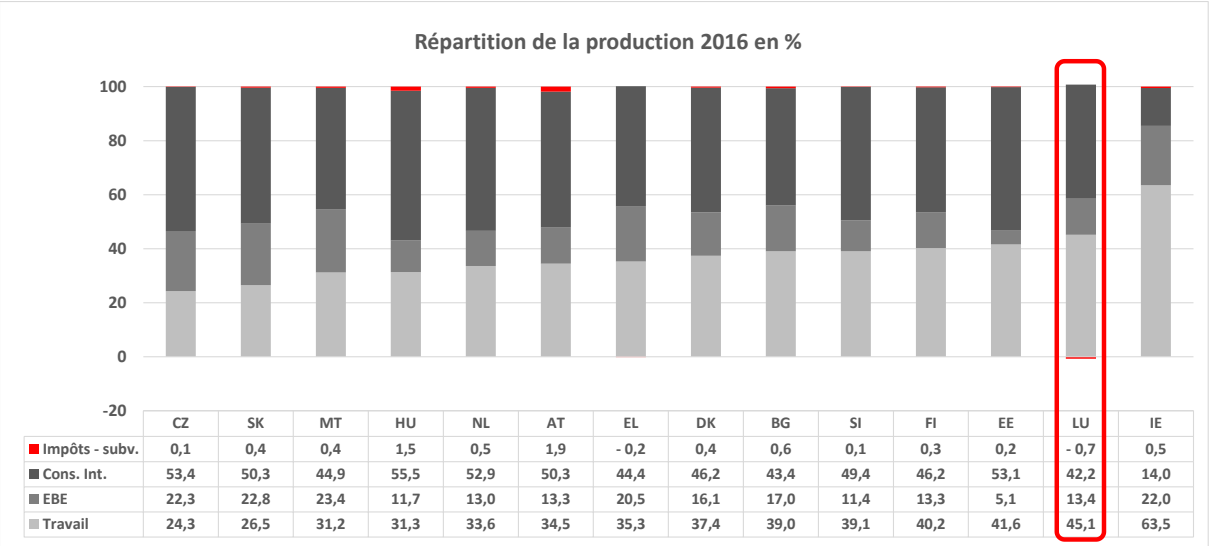
Atteignant 15.000 euros au Luxembourg, l'EBE par emploi se situe en position centrale parmi les membres de l'UE.



Répartition de la production

Le poids du coût du travail dans le coût total est le deuxième sur 14 pays, alors que les consommations intermédiaires, avec 45%, sont au 13e rang sur 15. Cependant, cela masque une évolution spectaculaire des consommations intermédiaires.

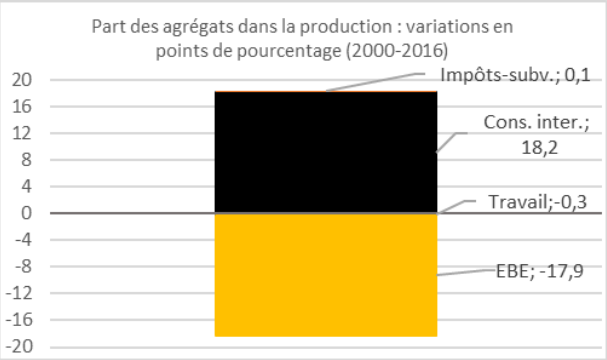
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	14/16	16/16	2/14	8/14

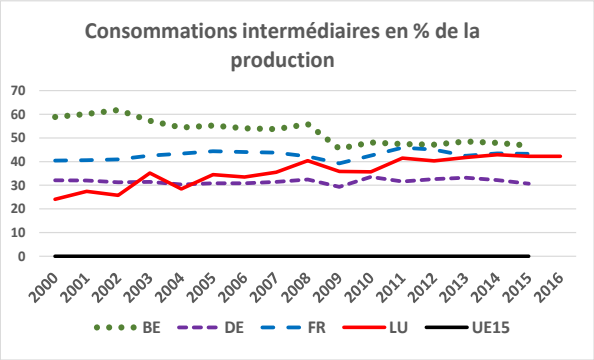


	CZ	SK	MT	HU	NL	AT	EL	DK	BG	SI	FI	EE	LU	IE
Impôts - subv.	0,1	0,4	0,4	1,5	0,5	1,9	- 0,2	0,4	0,6	0,1	0,3	0,2	- 0,7	0,5
Cons. Int.	53,4	50,3	44,9	55,5	52,9	50,3	44,4	46,2	43,4	49,4	46,2	53,1	42,2	14,0
EBE	22,3	22,8	23,4	11,7	13,0	13,3	20,5	16,1	17,0	11,4	13,3	5,1	13,4	22,0
Travail	24,3	26,5	31,2	31,3	33,6	34,5	35,3	37,4	39,0	39,1	40,2	41,6	45,1	63,5

Si le coût du travail en pourcentage de la production gagne 2 points, c'est surtout la part des consommations intermédiaires qui s'accroît magistralement (+ 16,6 points). En contrepartie, l'EBE perd 18,6 points.

Alors qu'elles ne représentent, en 2000, que 24% de la production, la part des consommations intermédiaires grimpe à 42,2% en 2016, soit à un poids comparable à ceux de la France et de la Belgique.





G46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles

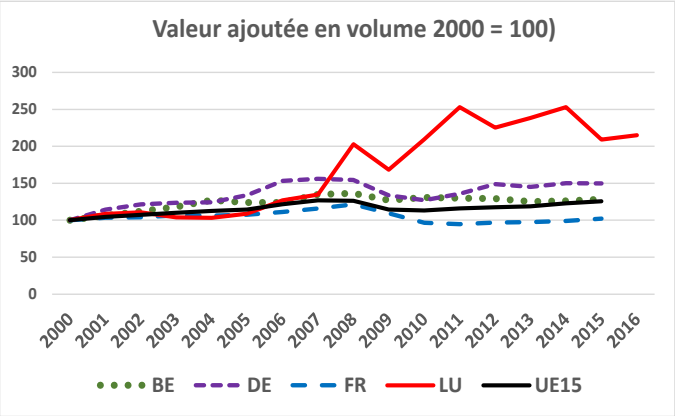
Croissance, activité, emploi, productivité, CSU, tout est au vert. Le résultat est, en 2016, un Luxembourg à la première place pour la productivité tout comme pour l'EBE par emploi, loin devant les autres pays.

Cette branche d'activité économique représente 19.000 emplois, soit 4,5% de l'emploi total ; ce qui correspond à la moyenne européenne. Sa part dans la valeur ajoutée est même de 5,7%, ce qui est loin d'être négligeable (dans l'ensemble de l'UE15, ce taux est de 5,1%). Ceci semble indiquer un certain dynamisme de la production au Luxembourg.

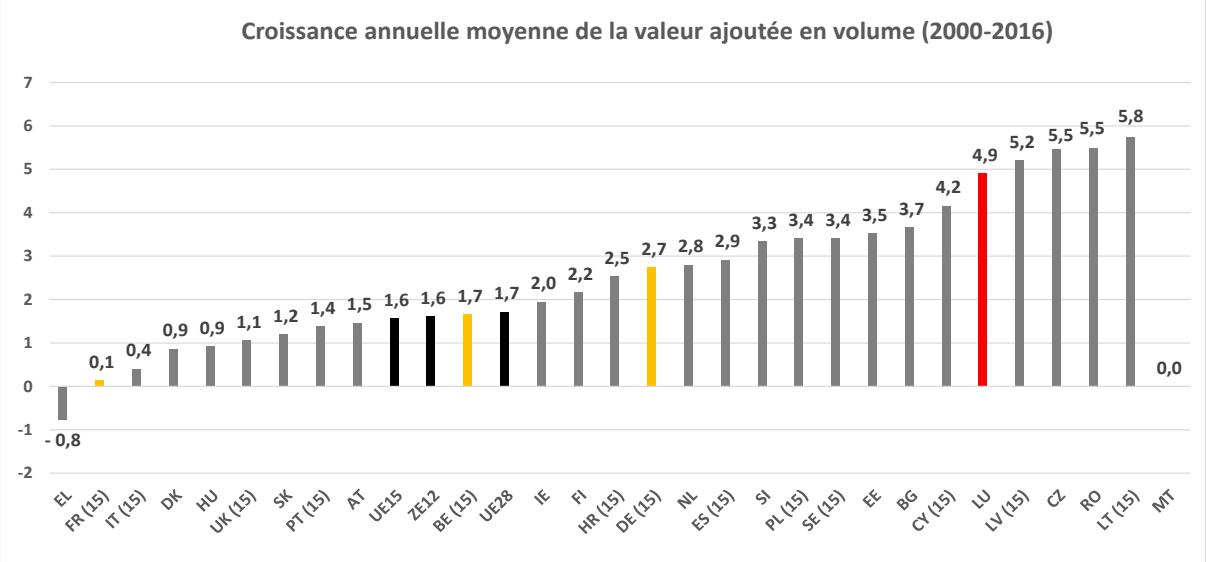
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**19,0**	**4,5**
Salariés (milliers)	**18,2**	**4,6**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**2 746**	**5,7**

Activité

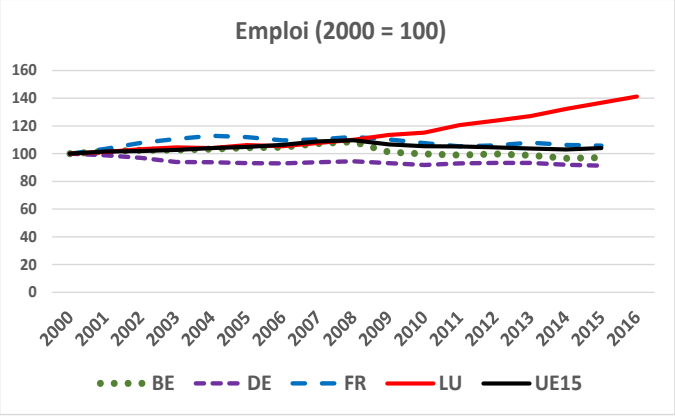
Le Luxembourg connaît une progression spectaculaire de la valeur ajoutée en volume avec au total 115% de hausse. Cette augmentation s'est essentiellement dessinée après 2007 et donc en dépit de la crise.



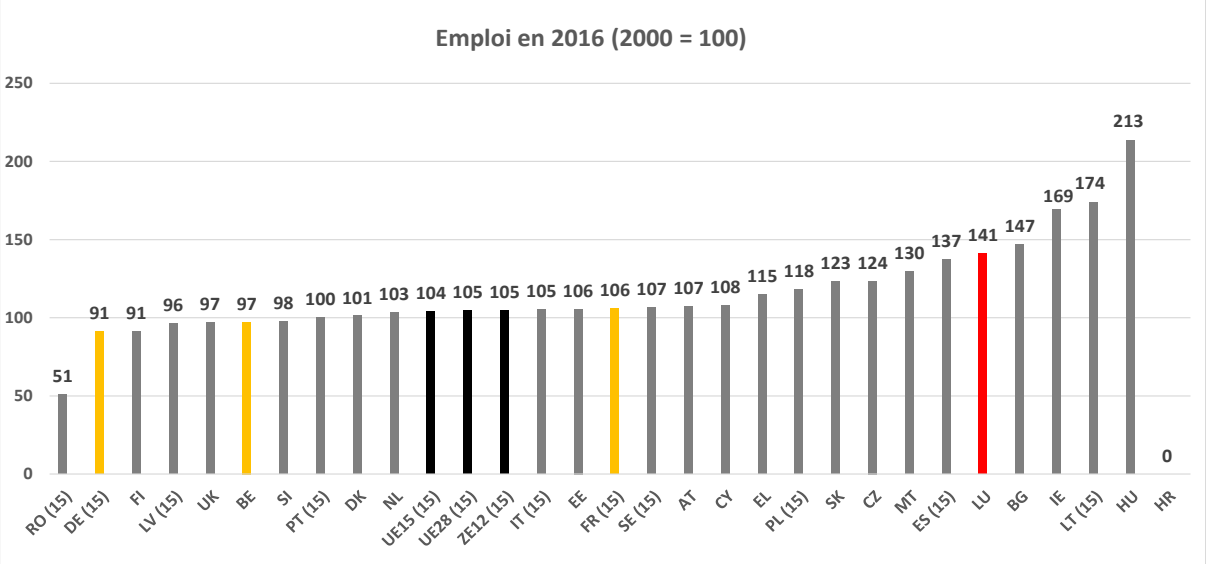
Dans un contexte de croissance quasi généralisée, le Luxembourg, avec + 4,9% par an, fait partie du haut de la hiérarchie. Il n'est devancé par quatre NEM.



Dans le sillage de la valeur ajoutée, l'emploi progresse tandis qu'il est plutôt morose dans les pays limitrophes. Cependant, il évolue à un rythme nettement plus lent que celui de la valeur ajoutée.



Avec un progrès de 41%, l'emploi luxembourgeois dans le commerce de gros fait montre de l'une des plus fortes améliorations de l'Union européenne, entre 2000 et 2016.



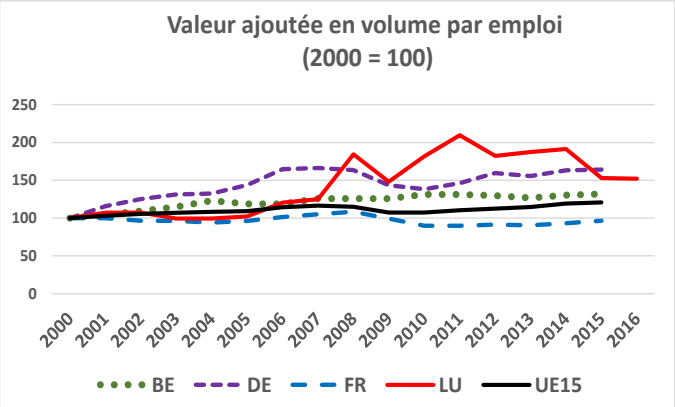
Pour tous les agrégats, le Luxembourg figure parmi les pays ayant le développement le plus notable.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

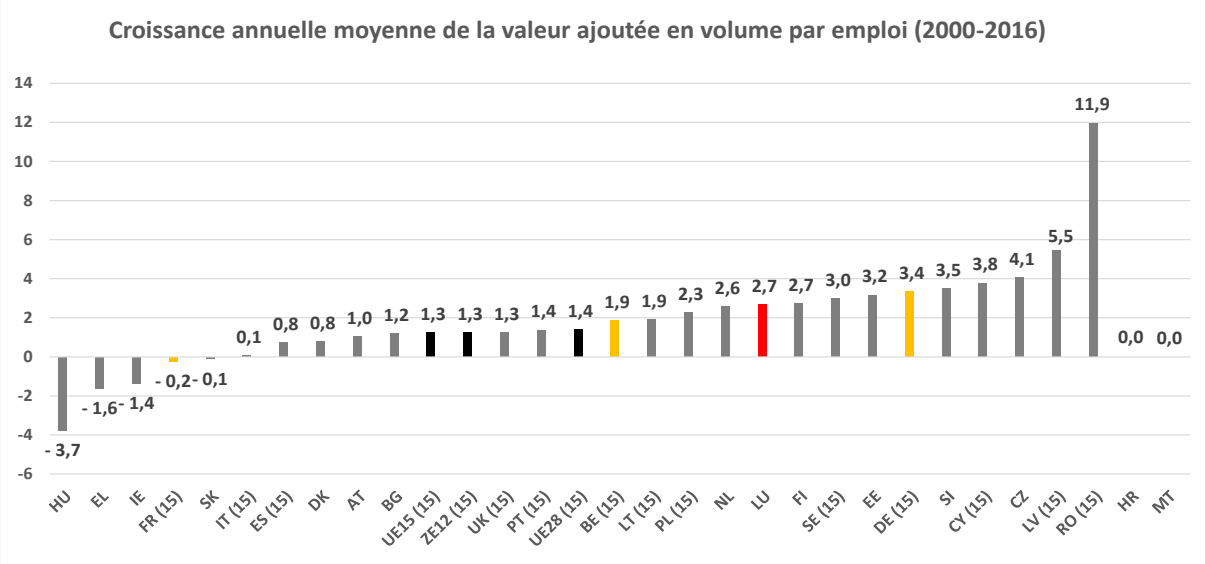
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	2/18	5/14	9/15
2007/2016	3/17	1/14	2/15
2000/2016	4/17	3/14	3/15

Productivité

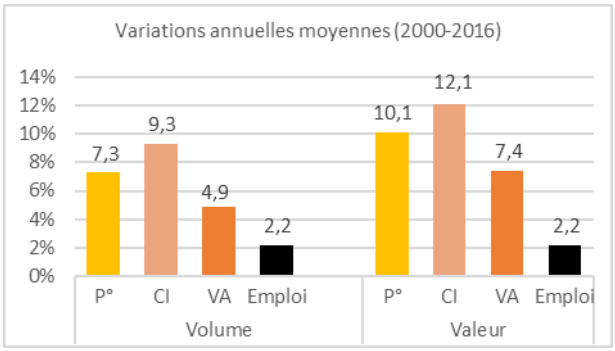
De telles variations de la valeur ajoutée en volume ainsi que de l'emploi conduisent le Luxembourg à bénéficier d'une croissance autrement sensible de la productivité. Toutefois, depuis 2015, elle ralentit jusqu'à se faire dépasser par l'Allemagne.



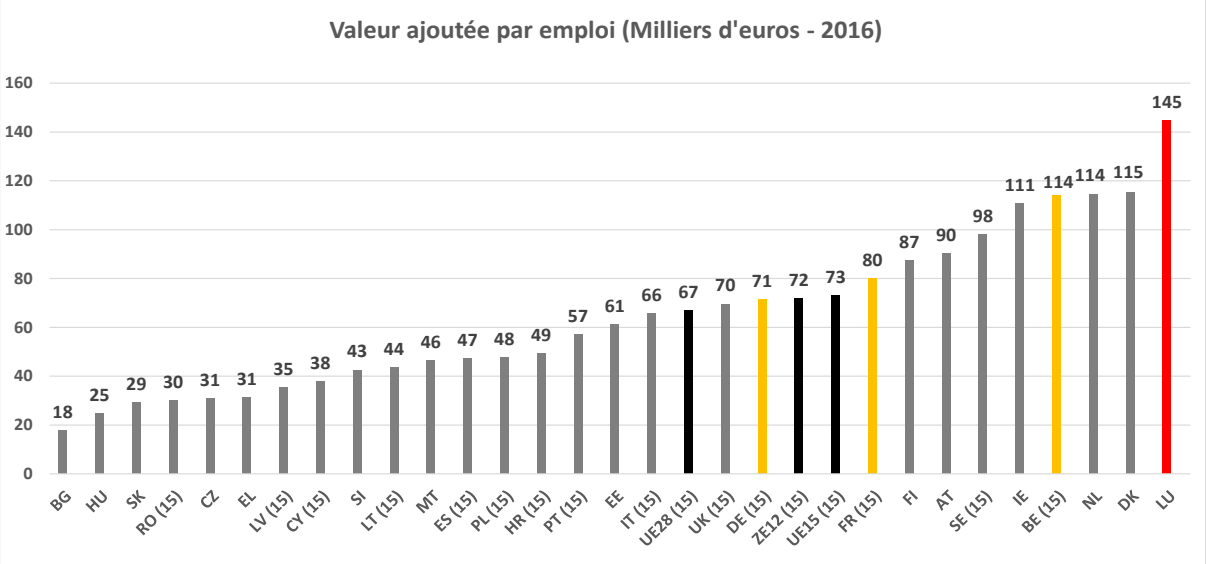
Avec une variation annuelle de 2,7%, la productivité luxembourgeoise est à la jonction du premier tiers, parmi les meilleures progressions.



Même si les consommations intermédiaires augmentent légèrement plus rapidement que la production, cela n'empêche pas la forte progression de la valeur ajoutée, à la faveur d'une production particulièrement dynamique.



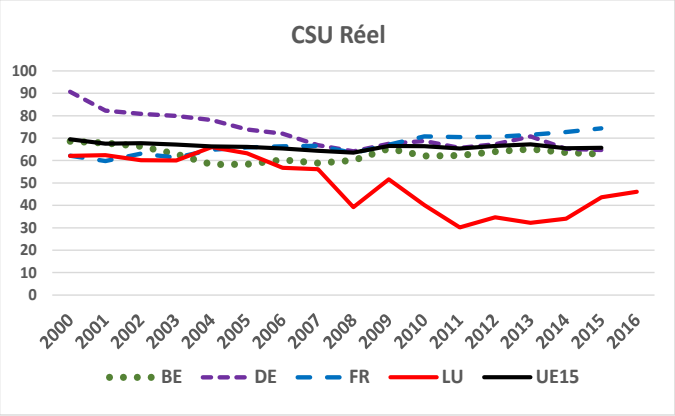
Sans surprise, avec 145.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose du niveau de productivité le plus haut d'Europe en 2016, loin devant les autres pays et plus de deux fois supérieur aux moyennes européennes.



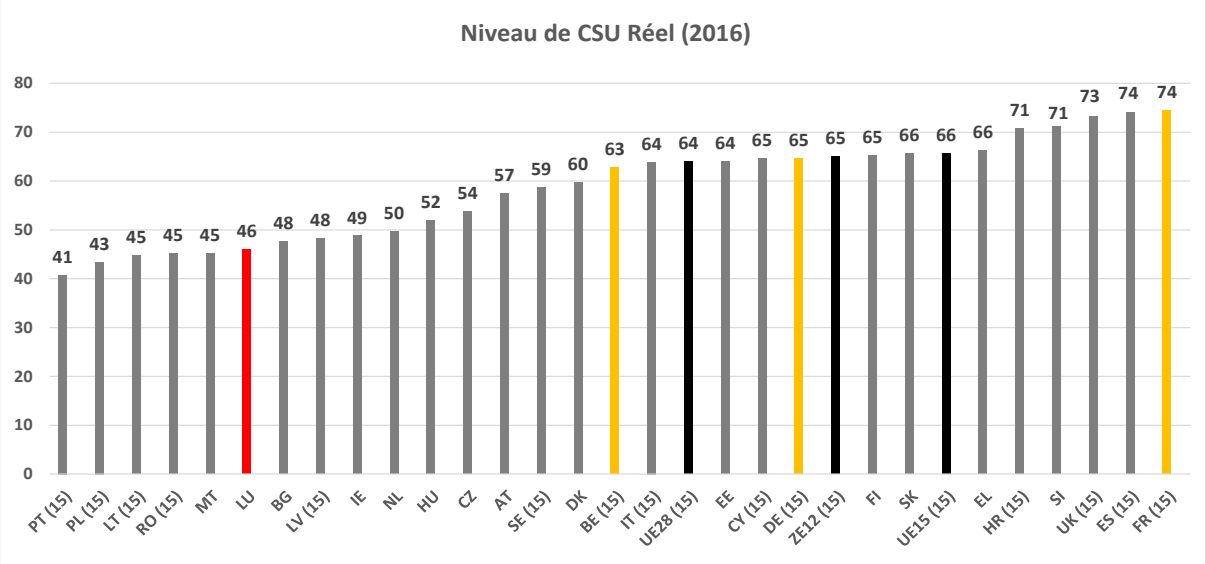
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

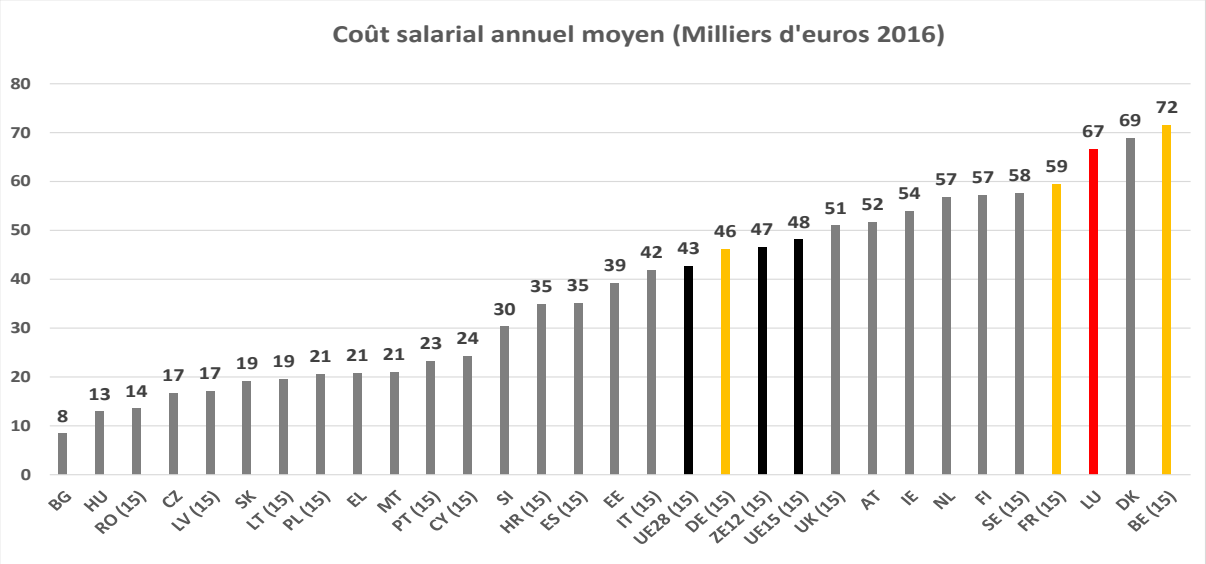
Le CSU luxembourgeois connaît donc logiquement une baisse sensible, essentiellement à partir de 2007. Si en début de période, il se situe à la hauteur de celui de la France, en fin de période, il lui est très nettement inférieur, l'écart avec les autres voisins s'étant également creusé.



D'ailleurs, avec simplement 46% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail, le Luxembourg a en 2016 l'un des plus faibles CSU d'Europe, très loin de ceux des pays comparables.

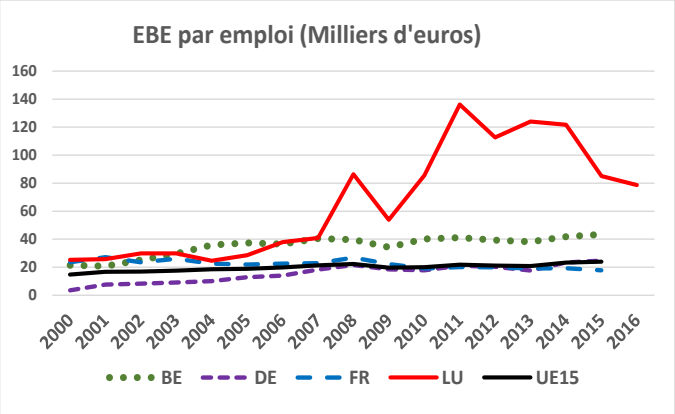


Avec, en 2016, 67.000 euros par emploi, le Luxembourg possède l'un des coûts salariaux les plus élevés, toutefois inférieur à celui du Danemark. Cependant compte tenu du haut niveau de productivité, cela ne pose aucun problème puisque le Luxembourg a, comme énoncé précédemment, malgré tout le CSU le plus bas d'Europe.

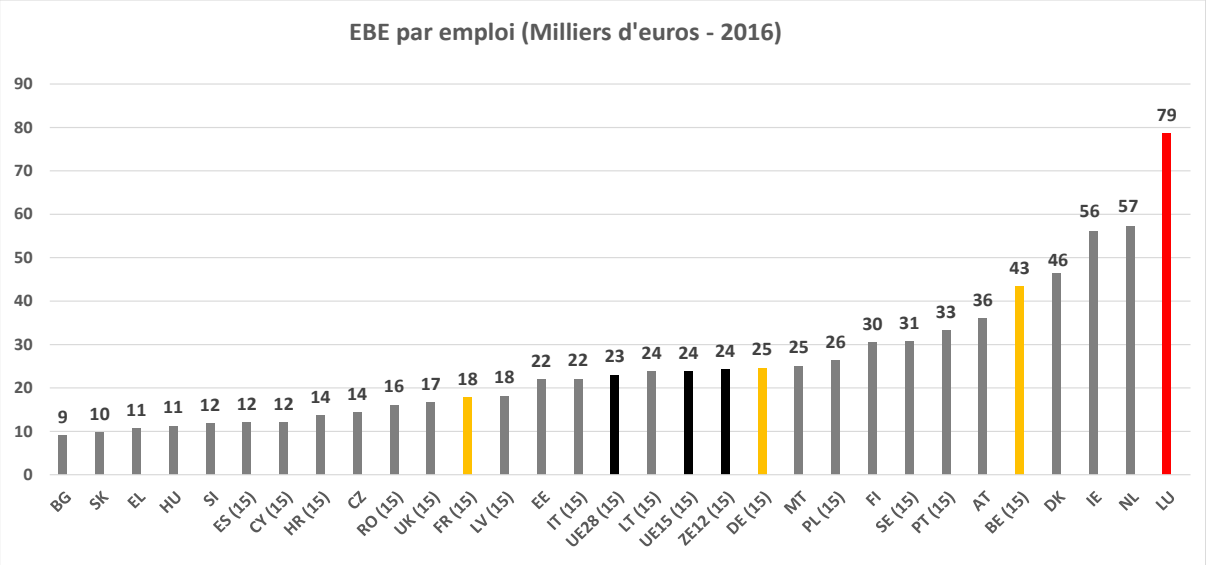


Rémunération du capital

En toute logique, l'EBE par emploi surclasse de loin celui des pays limitrophes. Il connaît un progrès spectaculaire, passant de 40.000 euros en 2007 à 136.000 euros en 2011, avant de se réduire à nouveau, surtout en 2015. Ceci n'empêche pas le Luxembourg de figurer largement devant ses voisins.



En comparaison plus large, on perçoit aisément le décalage entre le Luxembourg et les autres pays en termes de marge d'exploitation par emploi. En effet, le pays classé en deuxième position derrière le Luxembourg dispose d'un EBE par emploi largement inférieur au montant luxembourgeois.

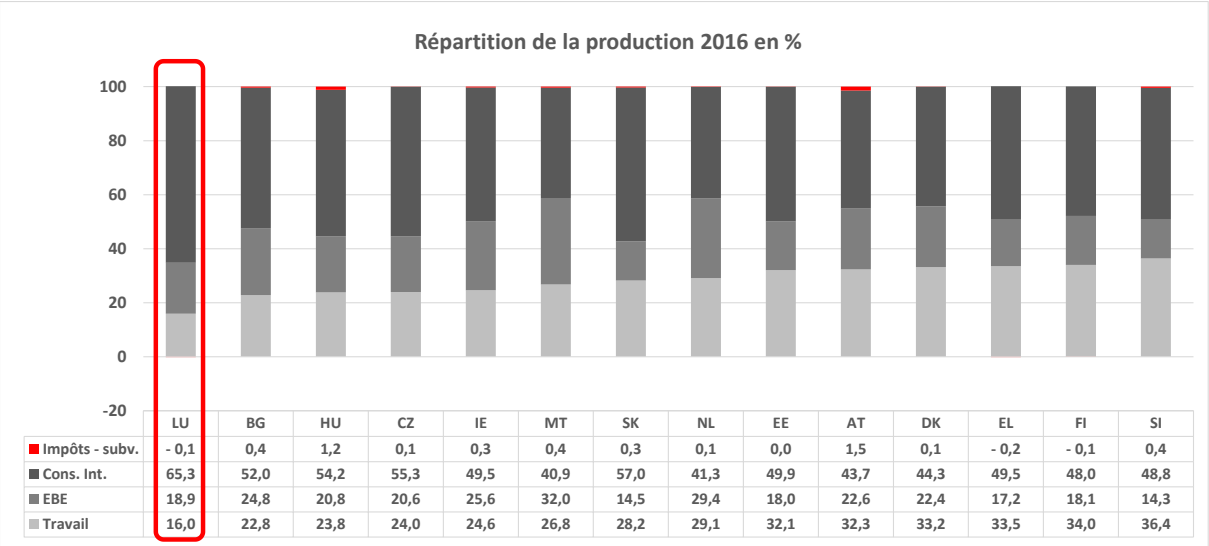


Répartition de la production

Les observations faites précédemment se reflètent dans la répartition de la production, plus particulièrement dans sa dernière place en matière de coût du travail et sa 2e position concernant les consommations intermédiaires.

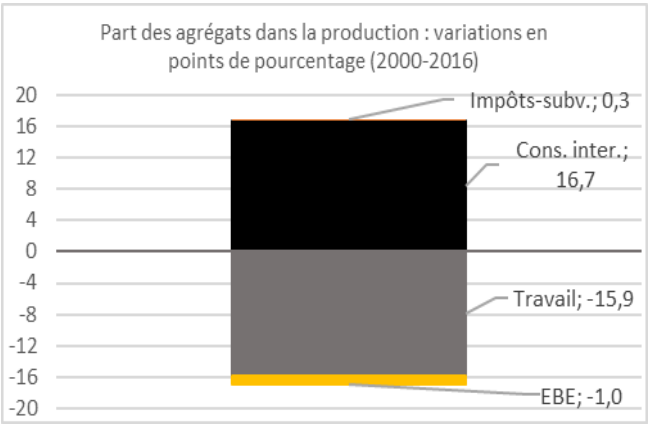
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	2/15	14/15	14/14	9/14

On le voit, le coût du travail est le plus bas d'Europe, avec 16,0% de la production. À l'inverse, les consommations intermédiaires sont parmi les plus importantes avec 65,3% (la Roumanie ne figurant pas sur ce graphique dépasse le Luxembourg avec 66%).



	LU	BG	HU	CZ	IE	MT	SK	NL	EE	AT	DK	EL	FI	SI
Impôts - subv.	- 0,1	0,4	1,2	0,1	0,3	0,4	0,3	0,1	0,0	1,5	0,1	- 0,2	- 0,1	0,4
Cons. Int.	65,3	52,0	54,2	55,3	49,5	40,9	57,0	41,3	49,9	43,7	44,3	49,5	48,0	48,8
EBE	18,9	24,8	20,8	20,6	25,6	32,0	14,5	29,4	18,0	22,6	22,4	17,2	18,1	14,3
Travail	16,0	22,8	23,8	24,0	24,6	26,8	28,2	29,1	32,1	32,3	33,2	33,5	34,0	36,4

En observant la dynamique des différentes composantes de la production, force est de constater la forte progression des consommations intermédiaires au détriment quasi exclusif du travail.



G47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles

En moins accentué, nous retrouvons le phénomène du commerce automobile. Le Luxembourg, avec la Grèce, est le seul pays à voir l'activité « réelle » du commerce de détail se rétracter sur l'ensemble de la période.

Fatalement, la productivité s'en trouve largement pénalisée puisque les employeurs continuent, là aussi, à embaucher. De plus, ici encore, le Luxembourg a, en 2016, le niveau de valeur ajoutée par emploi le plus haut d'Europe. Il en est de même pour l'EBE par emploi, lequel est trois fois supérieur à celui de la France pour qui la croissance de la valeur ajoutée en volume est parmi les plus élevées avec +2,4% par an contre -1,1% pour le Luxembourg.

De quel côté de la frontière vaut-il mieux exercer ?

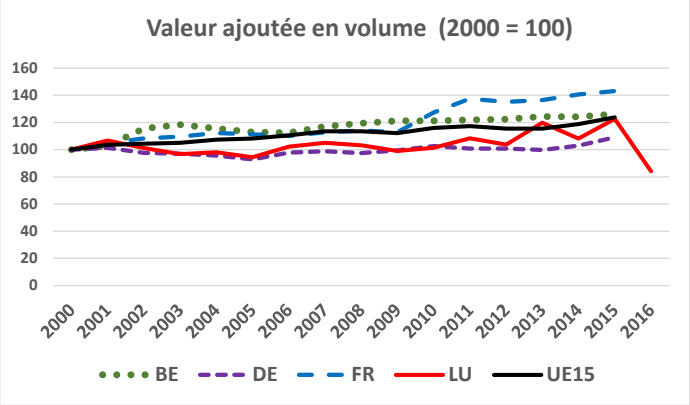
Cette branche d'activité économique représente 26.400 emplois, soit 6,3% de l'emploi de l'économie. Il s'agit d'une des plus faibles proportions de l'UE dont la moyenne est de 8,5%. Notons encore que la valeur ajoutée par le commerce de détail a un poids largement en dessous de sa part dans l'emploi.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	26,4	6,3
Salariés (milliers)	24,4	6,2
Valeur ajoutée nominale (millions)	1 532	3,2

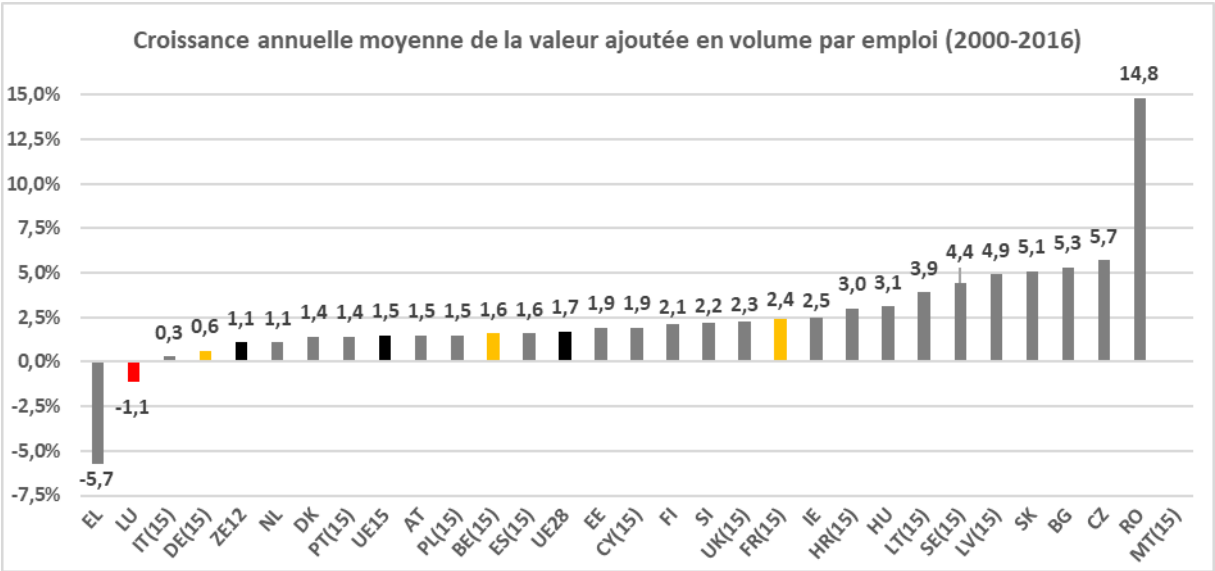
Activité

La progression de la valeur ajoutée luxembourgeoise en volume est relativement légère, à peine meilleure que celle de l'Allemagne. Ceci peut paraître étrange dans la mesure où se multiplient les demandes à l'Allemagne pour accroître la demande interne, alors que cette dernière est particulièrement dynamique au Luxembourg.

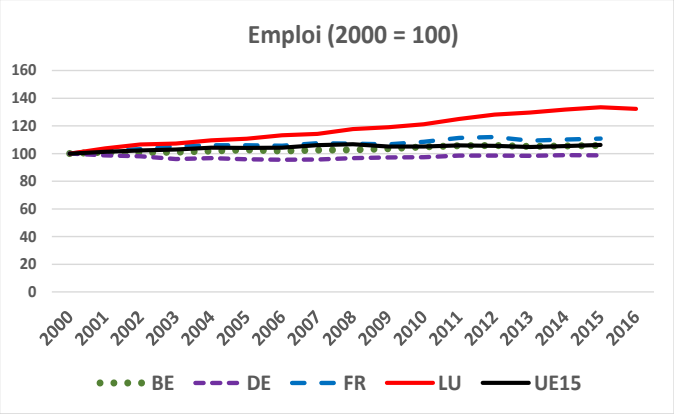
En revanche, elle est presque toujours inférieure à celle de l'UE15. De plus, on note, en 2016, une chute brutale de la valeur ajoutée en volume qui perd un tiers de sa valeur sur une année ! Au total, le commerce de détail aurait donc, en fin de période, une activité « réelle » de 16% inférieure à celle de l'année 2000.



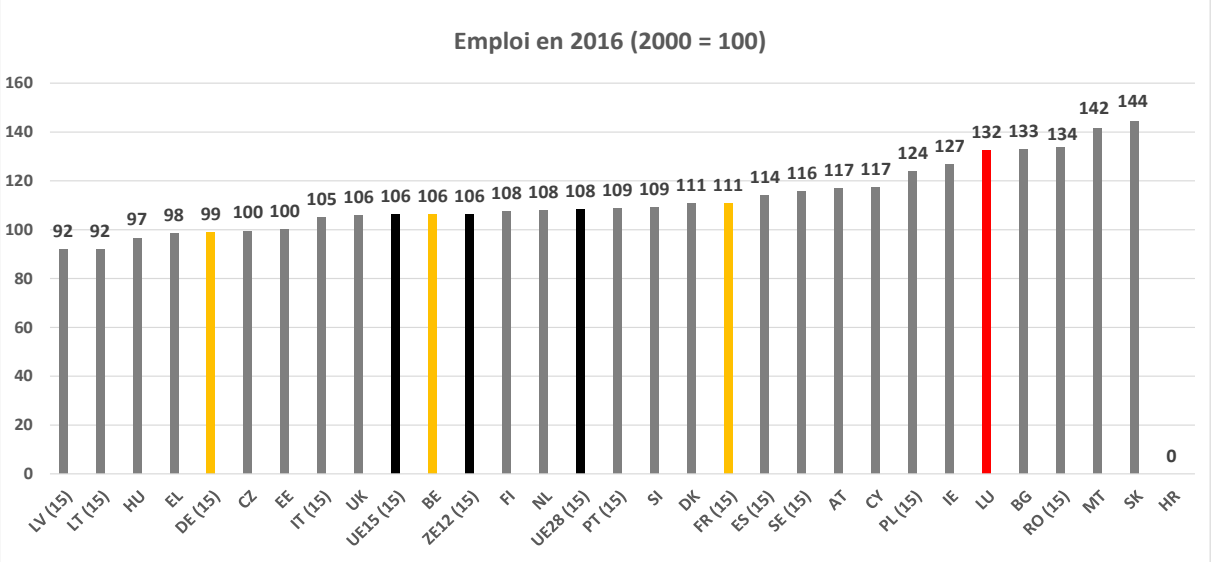
En moyenne, la variation de la valeur ajoutée est de -1,1% par an. Il s'agit de l'une des moins bonnes performances de l'UE. Seul un pays fait pire que le Luxembourg. Il s'agit de la Grèce dont on peut comprendre les difficultés suite à la crise qui l'a durement frappé. Il est toutefois curieux de voir le Luxembourg en compagnie de la Grèce comme pire performance de l'UE, surtout dans une activité qui dépend largement du contexte économique global largement plus favorable au Luxembourg.



Cette interrogation est d'autant plus légitime que c'est au Luxembourg que l'emploi s'accroît le plus.



Dans une comparaison plus large, la contradiction entre les variations de la valeur ajoutée et de l'emploi est encore plus flagrante. Un seul pays fait pire que le Luxembourg en matière de valeur ajoutée ; à l'inverse, seuls quatre pays font mieux que lui en matière d'emploi.



Le tableau suivant illustre bien ces contradictions avec l'une des augmentations d'emploi les plus notables et, dans le même temps, l'un des plus faibles accroissements de valeur ajoutée en volume.

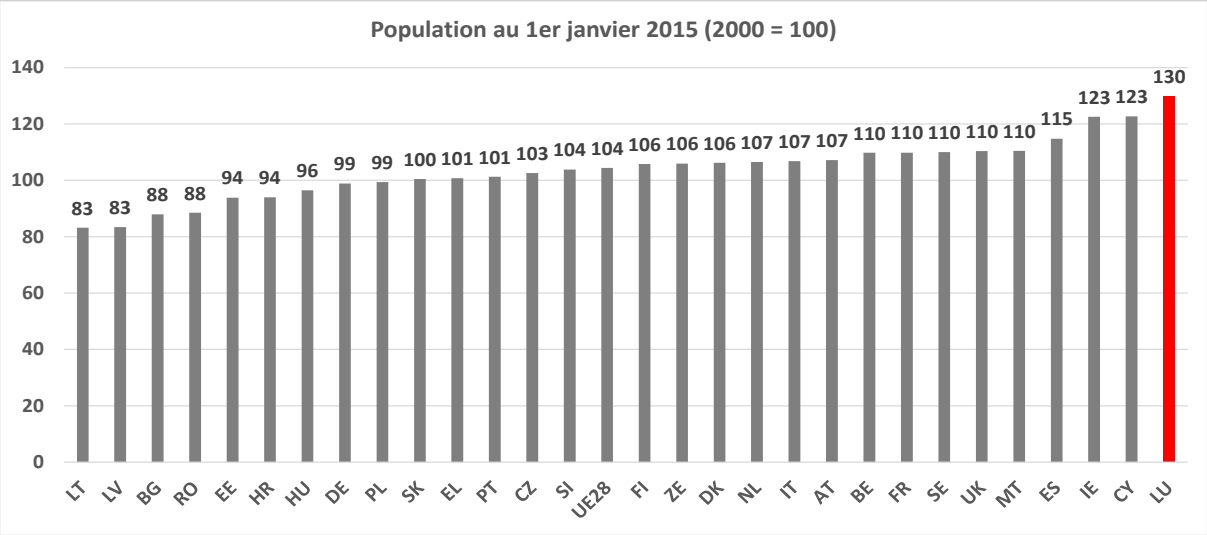
Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	15/18	14/14	15/15
2007/2016	2/17	13/14	4/15
2000/2016	4/17	13/14	7/15

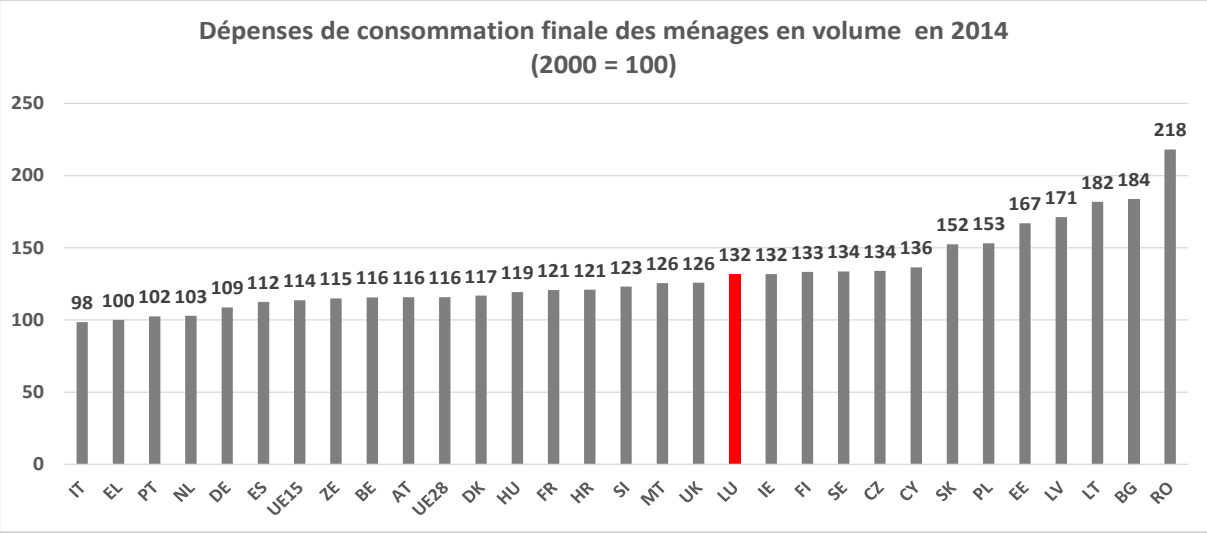
Une progression de « l'activité réelle » du commerce de détail réaliste ?

Le Luxembourg est le pays européen qui enregistre la plus forte hausse de sa population. Certes, l'augmentation de la population n'est qu'un critère de consommation parmi d'autres. Cependant, on ne peut s'empêcher de constater que les positions comparées de l'Allemagne et du Luxembourg sont en totale contradiction.

Si l'Allemagne voit une quasi-stagnation de sa population ainsi que de la valeur ajoutée en volume du commerce de détail, le Luxembourg affiche une croissance du commerce de détail à peine supérieure, mais une variation de 31 points supérieure.



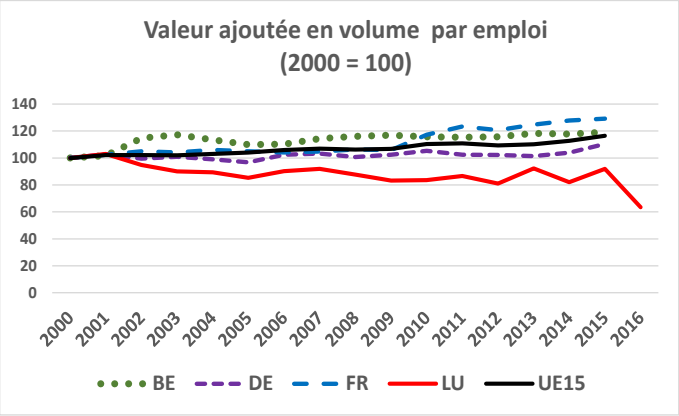
Les dépenses de consommation finale des ménages progressent autrement plus rapidement que dans nombre de pays. Si l'on fait abstraction des NEM, cette progression est, au Luxembourg, dans le voisinage de trois autres pays de l'UE15.



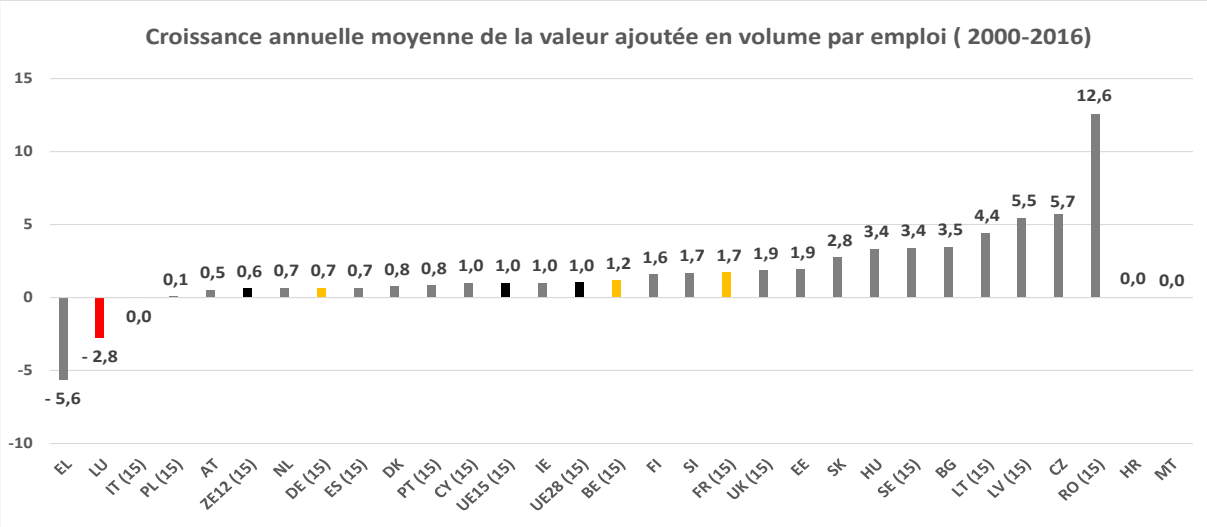
Certes, ces indicateurs ne sont pas directement significatifs de la dynamique de la valeur ajoutée en volume du commerce de détail. Cependant, ils renforcent, avec l'évolution de l'emploi dans la branche, une présomption d'incohérence de la valeur ajoutée en volume.

Productivité

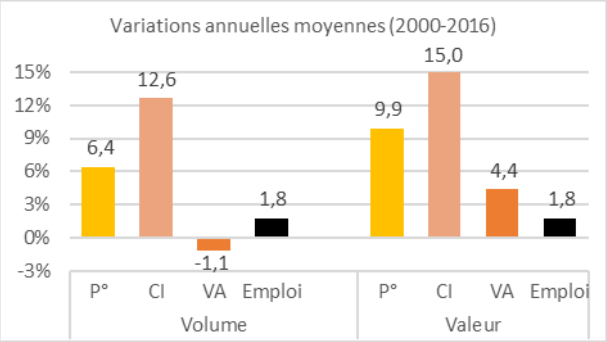
Compte tenu des observations précédentes, le Luxembourg affiche, sans surprise, un repli marqué de sa productivité.



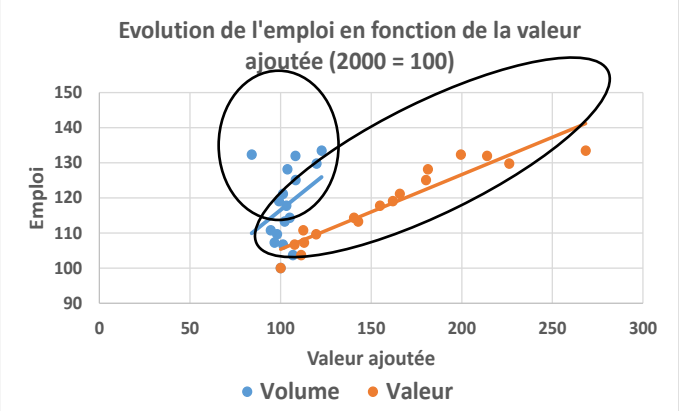
Il est d'ailleurs le seul pays dans ce cas avec la Grèce qui est dans une situation encore pire.



En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires progressent autrement plus vite que la production amenant à un recul de la valeur ajoutée en volume.

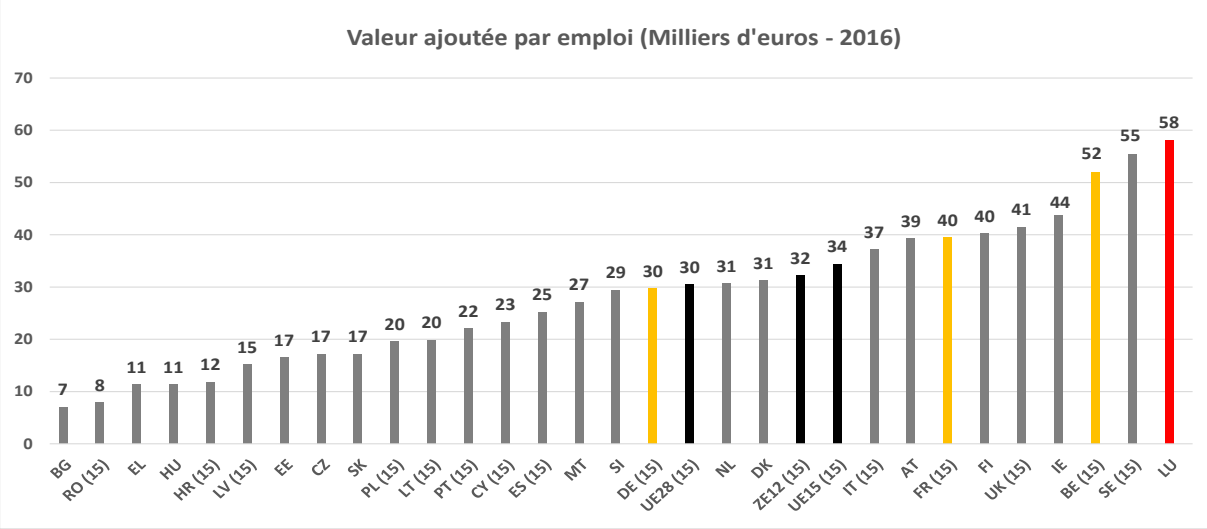


Le graphique ci-dessous illustre les variations contradictoires entre les différentes valeurs ajoutées et l'emploi.



Avec un peu plus de 58.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose du niveau de productivité le plus important d'Europe. C'est le cas en 2016, comme ce l'était en 2000, malgré une variation de la valeur ajoutée en volume à priori défavorable.

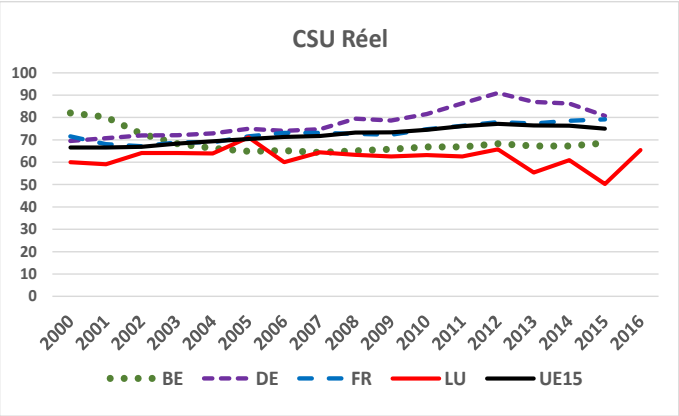
Remarquons que cette performance a lieu malgré le recul non négligeable de la valeur ajoutée en volume en 2016 (- 25% en seule année !). En 2015, la valeur ajoutée par emploi était d'un montant de 78.000 euros.



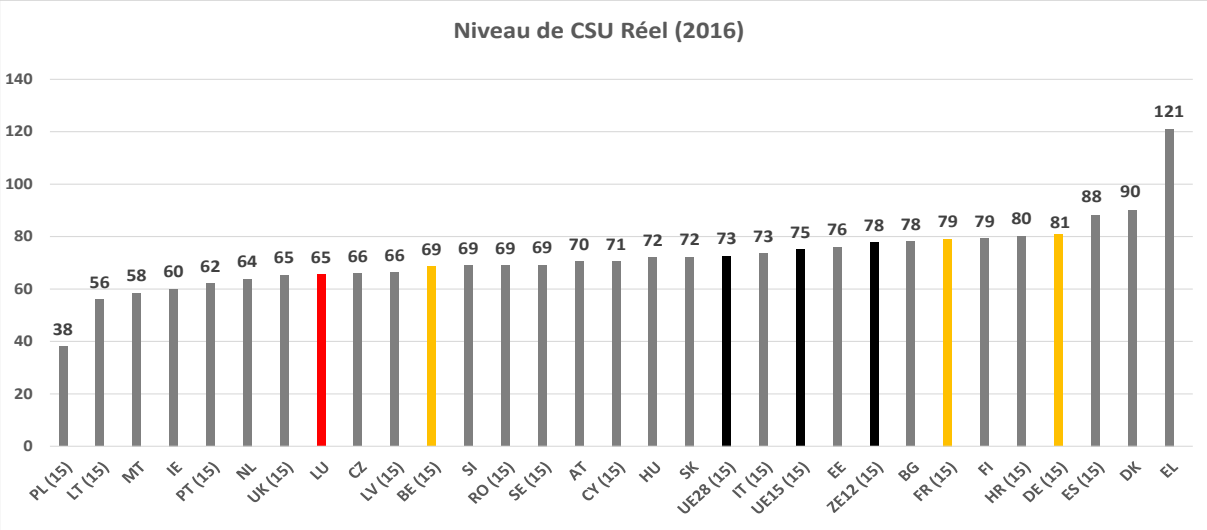
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

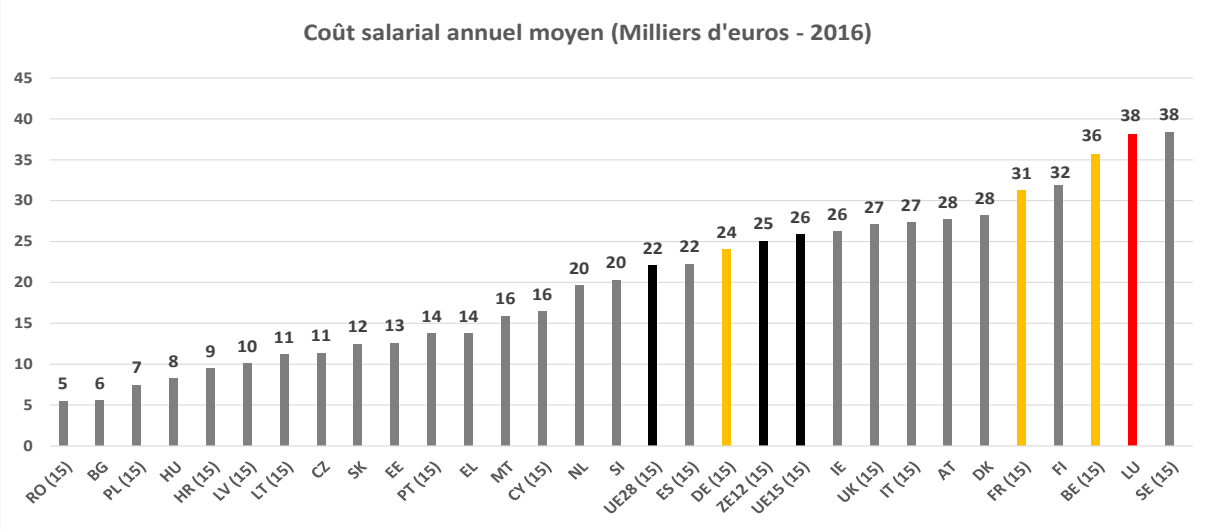
Le CSU est moindre au Luxembourg que dans les pays limitrophes et il reste relativement stable, même s'il se réduit nettement en 2015 et remonte sensiblement en 2016.



Même dans une comparaison plus large, on peut constater que le Luxembourg dispose d'un des CSU les plus bas d'Europe, largement inférieur à ses voisins et de manière générale aux pays comparables.

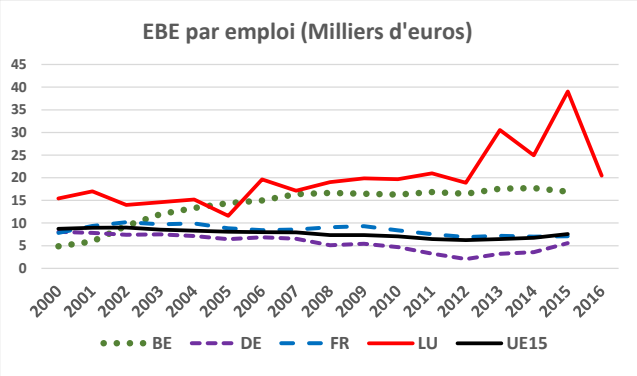


Le coût salarial luxembourgeois est le plus élevé avec la Suède, mais compte tenu du niveau remarquable de productivité, cette branche d'activité reste parfaitement rentable, comme en atteste le poids du CSU. Notons aussi que le coût salarial du commerce de détail luxembourgeois est notablement plus faible que dans la plupart des autres branches d'activité.

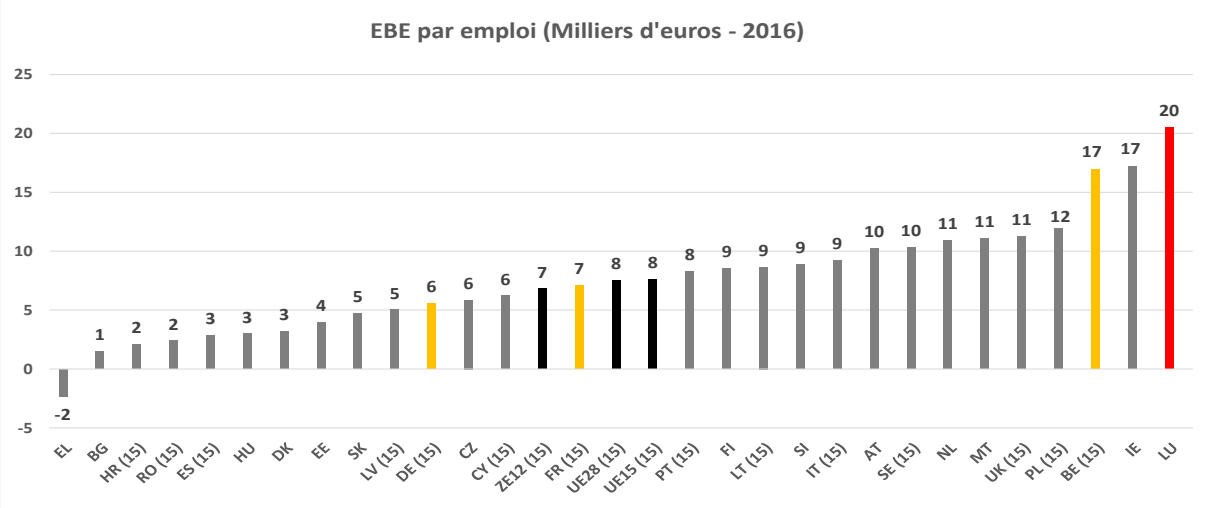


Rémunération du capital

La marge d'exploitation par emploi, c'est-à-dire après rémunération du travail, est d'ailleurs nettement plus importante que dans les pays limitrophes et s'est singulièrement améliorée ces dernières années, le Luxembourg augmentant même son avance sur ses voisins ces dernières années. La brutale chute en 2016 doit être relativisée. Rappelons que les comptes sont très souvent révisés.



Le Luxembourg, avec 20.000 euros en 2016, enregistre même l'EBE par emploi le plus important d'Europe. Notons qu'en 2015, il était même de 39.000 euros !



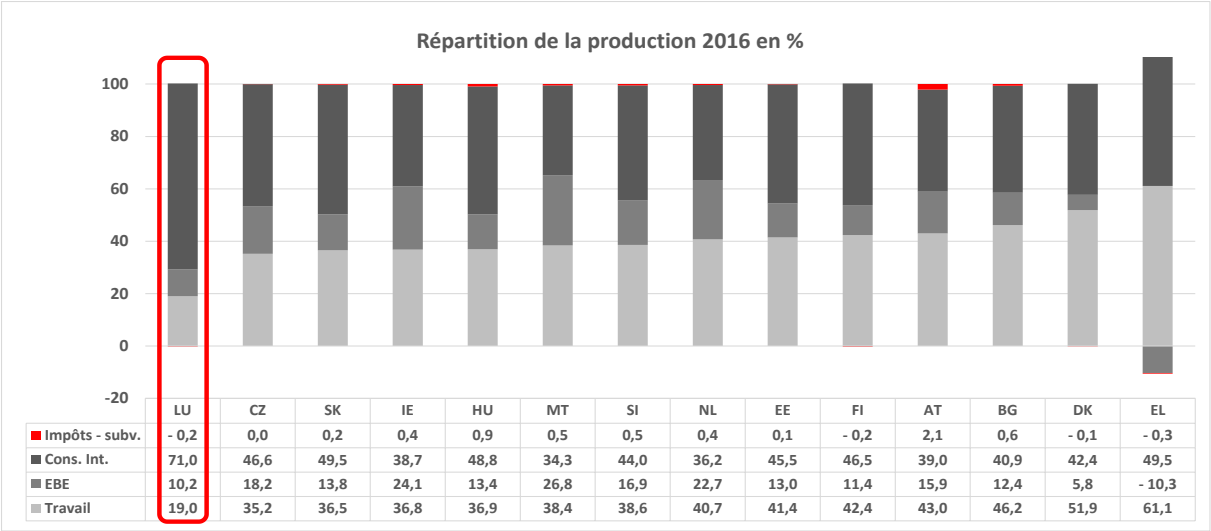
Ainsi, alors que l'évolution de l'activité réelle semble décrire une situation catastrophique du commerce de détail luxembourgeois, on s'aperçoit que la situation apparaît plus que florissante à de nombreux égards et tout particulièrement en ce qui concerne les marges.

Répartition de la production

Le Luxembourg est le pays qui, de loin, possède la plus grande part de consommations intermédiaires dans la production. Cette forte proportion écrase la part des autres composantes. Ainsi, l'EBE ne représente en 2016 que 10,2% de la production et le travail 19,0%.

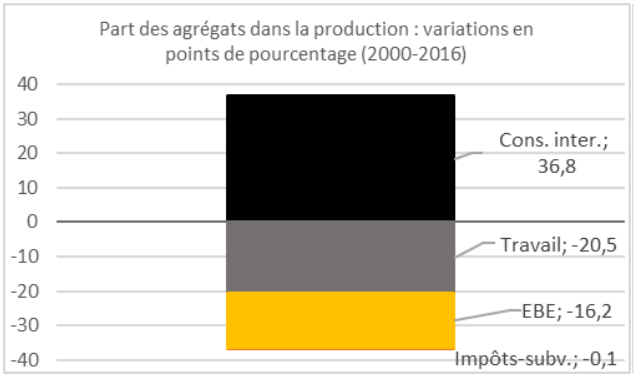
Cependant, la part des consommations intermédiaires, près de deux fois supérieure aux autres pays, est sans doute (surtout !) liée à une différence structurelle entre le Luxembourg et les autres pays.

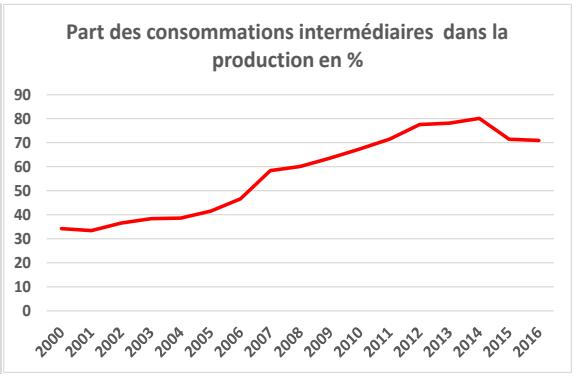
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	1/15	13/15	14/14	12/14



	LU	CZ	SK	IE	HU	MT	SI	NL	EE	FI	AT	BG	DK	EL
Impôts - subv.	- 0,2	0,0	0,2	0,4	0,9	0,5	0,5	0,4	0,1	- 0,2	2,1	0,6	- 0,1	- 0,3
Cons. Int.	71,0	46,6	49,5	38,7	48,8	34,3	44,0	36,2	45,5	46,5	39,0	40,9	42,4	49,5
EBE	10,2	18,2	13,8	24,1	13,4	26,8	16,9	22,7	13,0	11,4	15,9	12,4	5,8	- 10,3
Travail	19,0	35,2	36,5	36,8	36,9	38,4	38,6	40,7	41,4	42,4	43,0	46,2	51,9	61,1

Les graphiques suivants montrent parfaitement l'accroissement de la part des consommations intermédiaires dans la production, qui se produit notamment après 2006 et ralentit à partir de 2015. Ce phénomène, compte tenu de ses dates de réalisation, pourrait certainement être lié à l'essor du commerce électronique.





H – TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE

Tout semble aller pour le mieux dans cette activité avec des développements sensibles de la valeur ajoutée en volume et de l'emploi, des gains de productivité moyens, un niveau de productivité élevé.

Cependant, des coûts salariaux conséquents amènent cette activité à générer des marges relativement modestes.

Cette branche d'activité économique couvre 25.400 emplois, soit presque autant que le commerce de détail. Avec 6,1% de l'emploi, le Luxembourg se situe largement au-delà de la moyenne européenne avec 4,8% pour l'UE15.

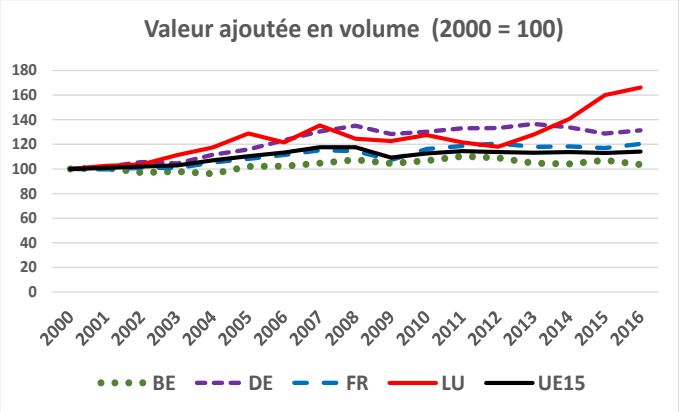
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**25,4**	**6,1**
Salariés (milliers)	**25,0**	**6,4**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**1 971**	**4,1**

La branche est composée de cinq sous-branches dont seule la première est détaillée par les statistiques disponibles chez Eurostat :

- H49 Transports terrestres et transport par conduites
- H50 Transports par eau
- H51 Transports aériens
- H52 Entreposage et services auxiliaires des transports
- H53 Activités de poste et de courrier

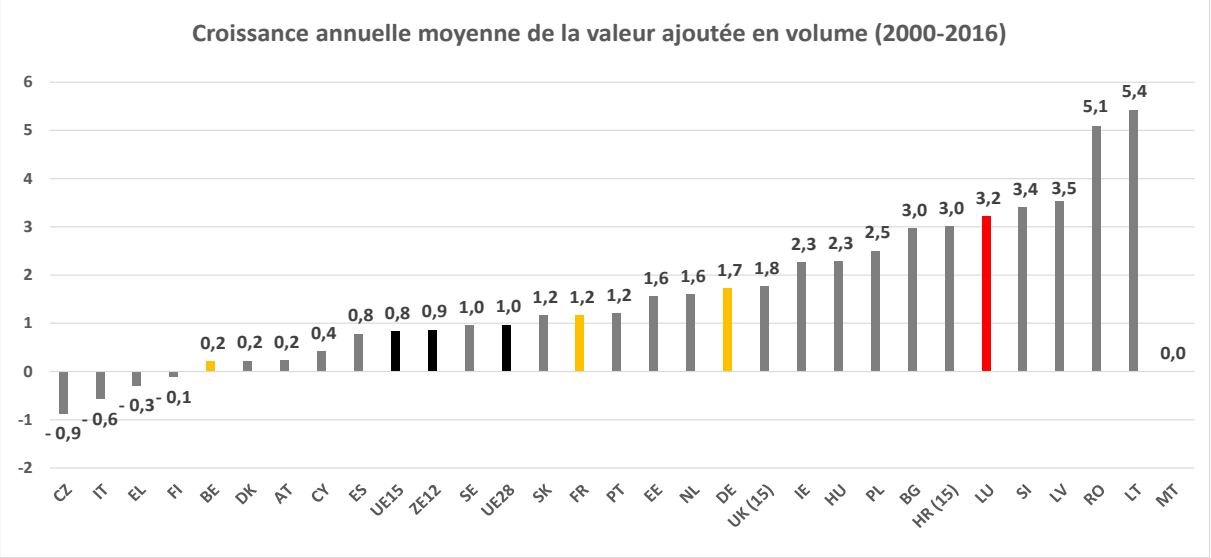
Activité

Le Luxembourg présente une croissance nettement plus forte que les pays voisins à la faveur d'une forte progression depuis 2012. On peut constater que la crise a provoqué un léger repli de la valeur ajoutée de 2008 à 2012. Depuis, la croissance est largement repartie à la hausse. Entre 2012 et 2016, elle est de 41%, soit 9% par an.

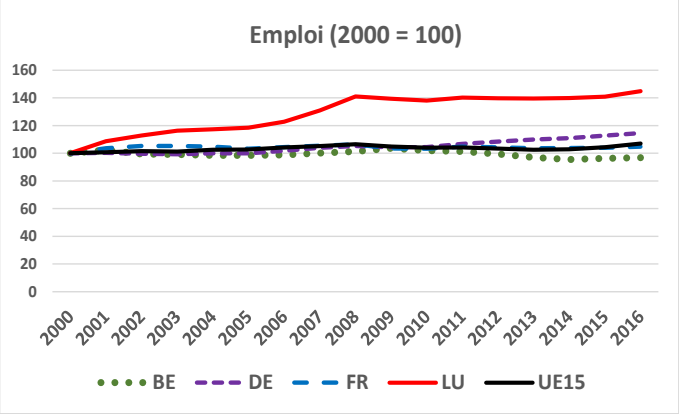


En moyenne, la croissance de la valeur ajoutée est de 3,2% par an au Luxembourg. Il s'agit de l'une des meilleures performances de l'UE. Seuls quelques NEM, une nouvelle fois, font mieux. La croissance

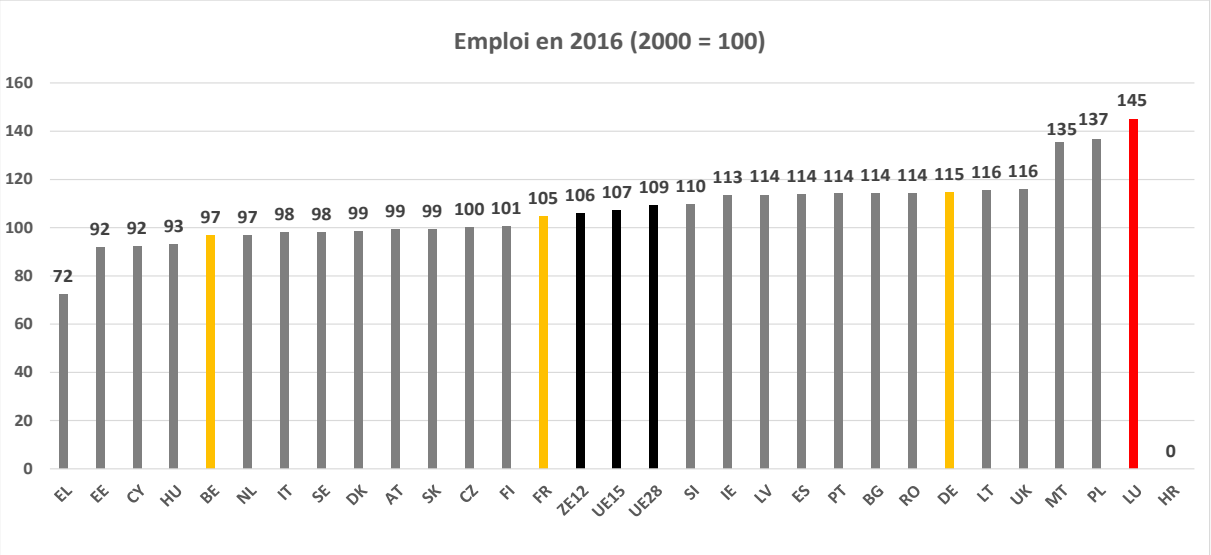
luxembourgeoise est par ailleurs plus de trois fois au-dessus des moyennes européennes (UE28, UE15, ZE12).



Tout logiquement, c'est au Luxembourg que l'emploi évolue le plus avec 45% de croissance sur la période



Avec cette performance, le Luxembourg se place au premier rang des pays européens.



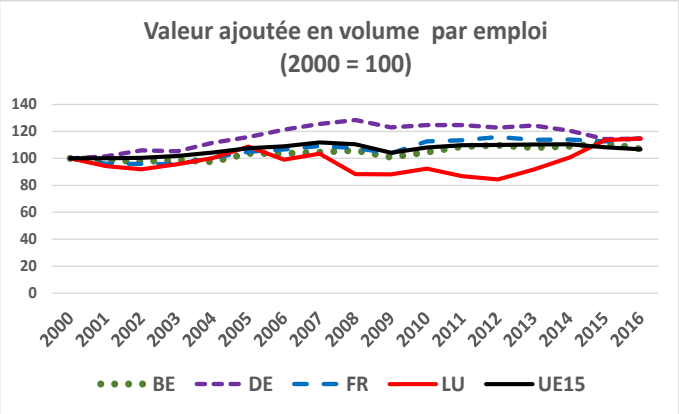
Il obtient, par ailleurs, une 5e place pour la dynamique de la valeur ajoutée en volume, Pourtant, son positionnement, moins favorable que pour celle en nominal, se reflétera, comme nous le verrons, sur la marge des entreprises.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

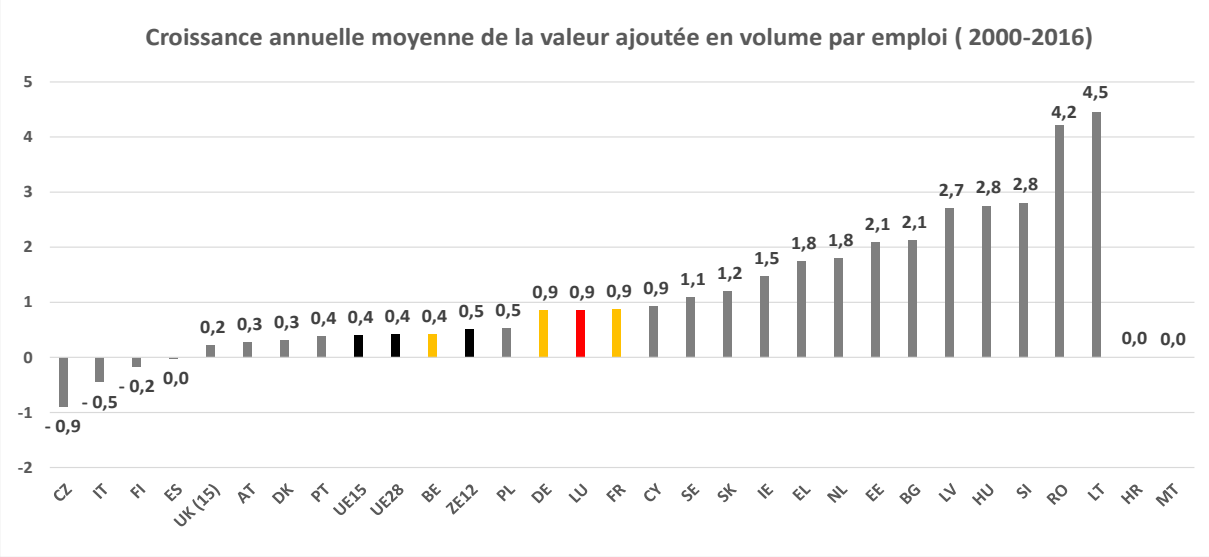
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	11/28	7/25	23/26
2007/2016	3/27	4/25	12/26
2000/2016	1/27	5/25	13/26

Productivité

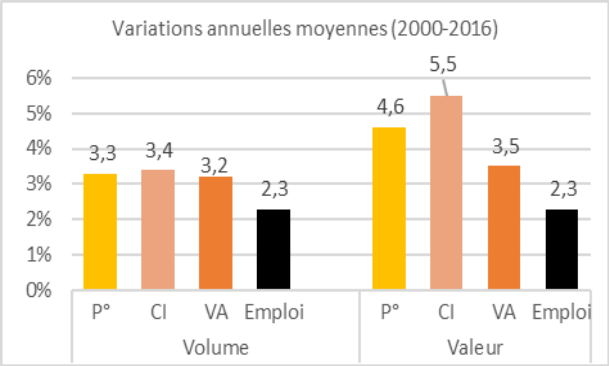
Sur l'ensemble de la période, la productivité n'a que faiblement augmenté. C'est à la faveur des années 2012 à 2015 que la productivité luxembourgeoise a pu rattraper celle de ses voisins. En effet, après la baisse lente de 2005 à 2012, la productivité a connu une forte croissance de près de 34% au total, soit un tiers en simplement trois ans !



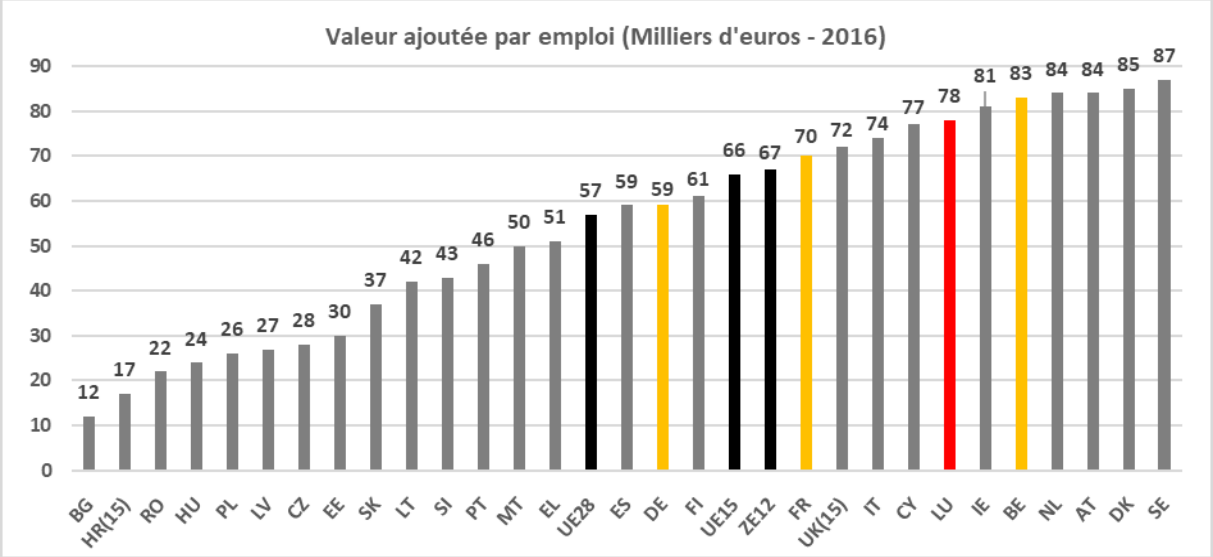
En comparaison plus large, on peut constater que la productivité luxembourgeoise n'a que peu progressé, mais à un niveau conforme à ceux de l'Allemagne et de la France. D'une manière générale, les moyennes européennes sont plus faibles. En fait, les pays aux meilleurs gains de productivité sont de très petits pays et souvent des NEM.



En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires se développent plus rapidement que la production amenant à une croissance légèrement moindre de la valeur ajoutée.



Avec 78.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose d'un haut niveau de productivité. En 2015, il était même de 84.000 euros.

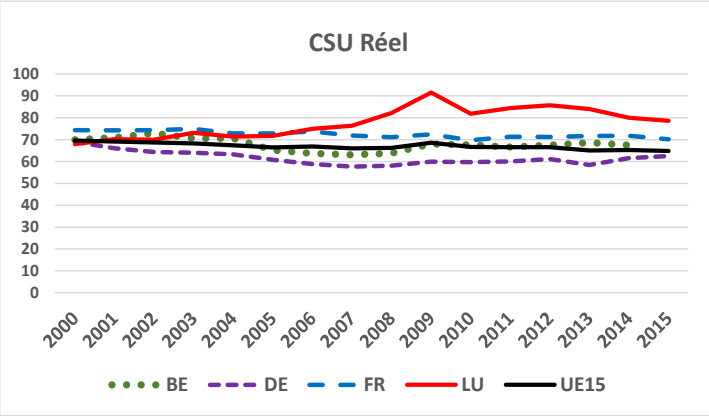


Rémunération des facteurs de production

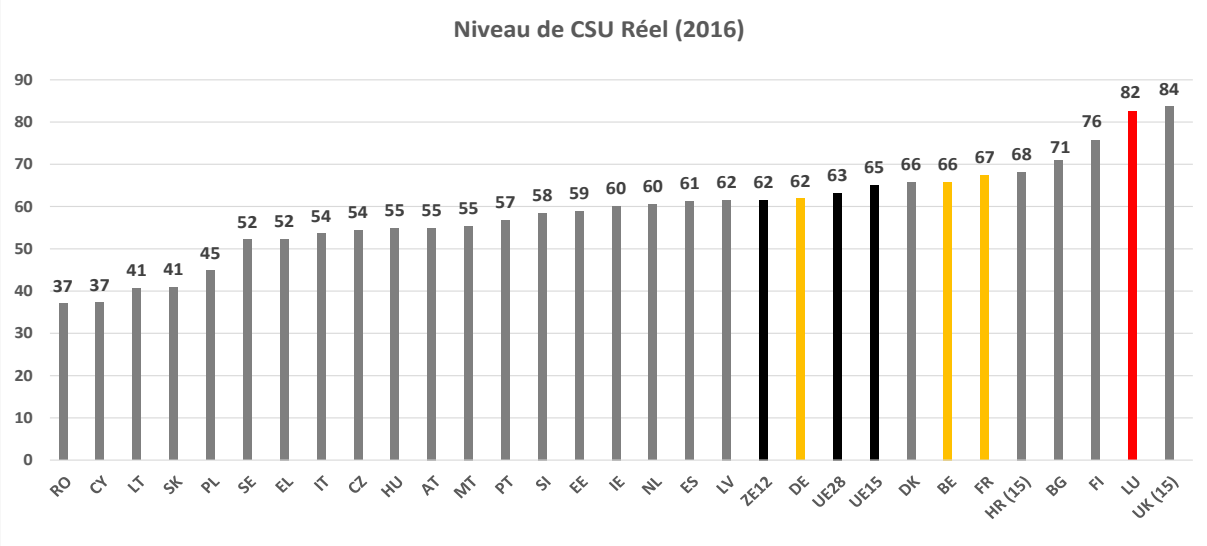
Rémunération du travail

En 2000, le Luxembourg dispose d'un CSU inférieur à ses voisins et à l'UE15. Toutefois, entre 2005 et 2009, le CSU fait montre d'une augmentation exceptionnelle et devient le plus élevé des quatre pays. Il diminue ensuite régulièrement et se retrouve en 2016 aux alentours de 80% de la valeur ajoutée.

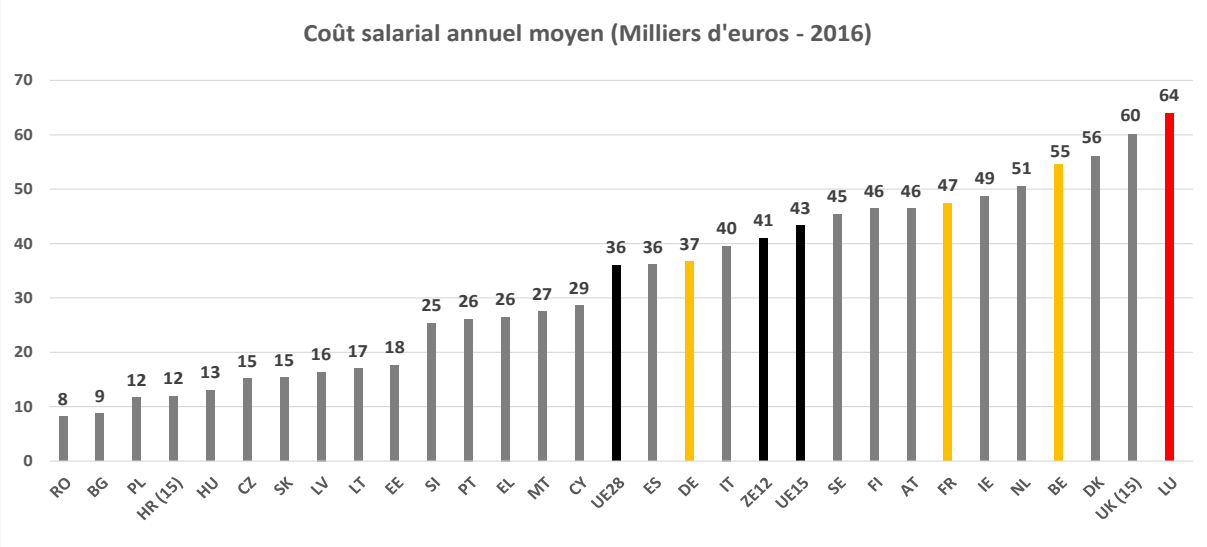
On notera que 2005-2009 constitue une période charnière : hausse des consommations intermédiaires supérieure à celle de la production, déclin de la productivité et, par voie de conséquence, augmentation du CSU.



Sur un horizon plus large, on peut constater qu'en 2016, avec 82% de la valeur ajoutée, le travail constitue le 2e coût du travail relatif le plus élevé. Il était au même rang en 2015 avec une part de 79%.

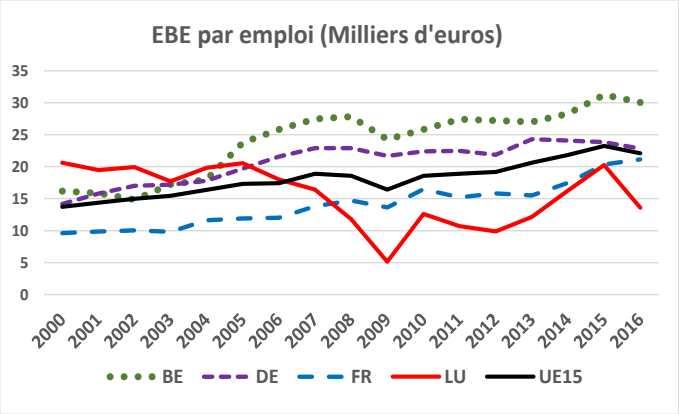


S'élevant à 64.000 euros par an en 2016, le coût salarial luxembourgeois est le plus important d'Europe.

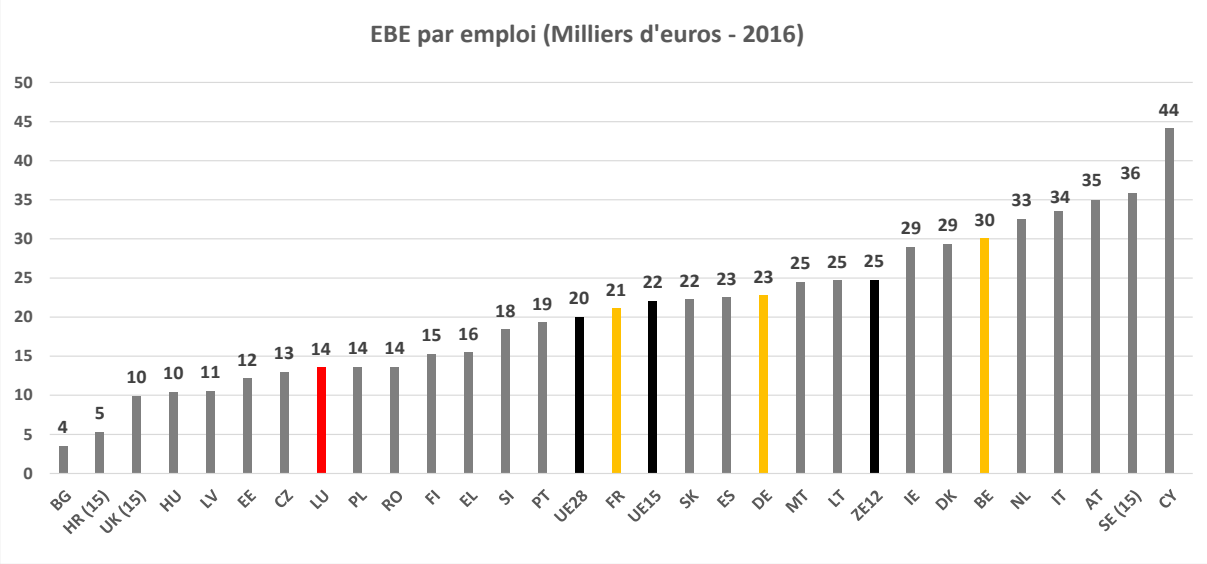


Rémunération du capital

Les résultats précédents se reflètent dans la marge des entreprises. En 2000, le Luxembourg affiche l'EBE par emploi le plus haut. Toujours à partir de cette année, on observe un déclin certain de l'indicateur jusqu'en 2009. La marge se redresse ensuite, revient temporairement juste au niveau de la France, avant de recéder du terrain.



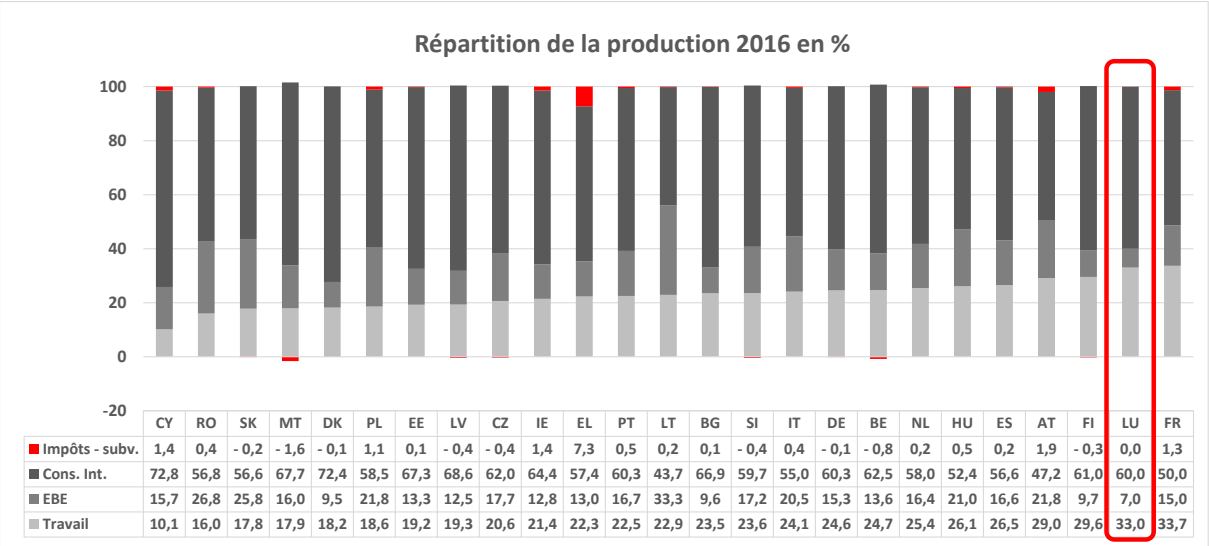
En 2016, le Luxembourg a un EBE par emploi de 14.000 euros. Ce montant est parmi les plus bas des pays de l'UE15.



Répartition de la production

Le Luxembourg se classe en 2016 au 2e rang sur 25 pour l'importance du coût du travail dans la production. En corollaire, l'EBE figure en dernière position.

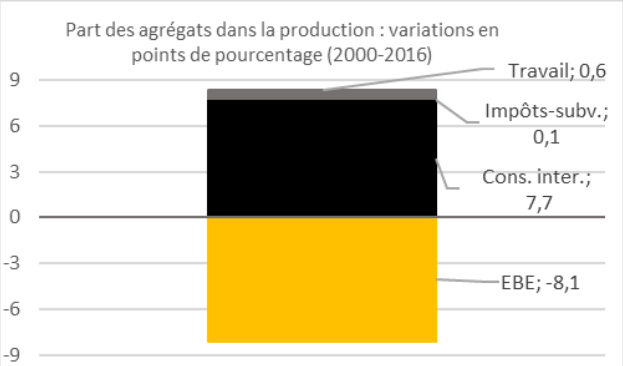
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**13/25**	**16/25**	**2/25**	**25/25**

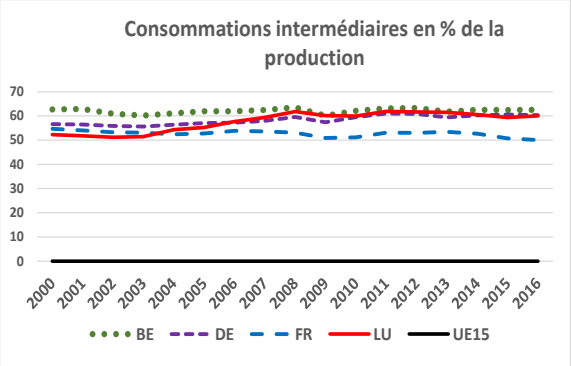


	CY	RO	SK	MT	DK	PL	EE	LV	CZ	IE	EL	PT	LT	BG	SI	IT	DE	BE	NL	HU	ES	AT	FI	LU	FR
Impôts - subv.	1,4	0,4	- 0,2	- 1,6	- 0,1	1,1	0,1	- 0,4	- 0,4	1,4	7,3	0,5	0,2	0,1	- 0,4	0,4	- 0,1	- 0,8	0,2	0,5	0,2	1,9	- 0,3	0,0	1,3
Cons. Int.	72,8	56,8	56,6	67,7	72,4	58,5	67,3	68,6	62,0	64,4	57,4	60,3	43,7	66,9	59,7	55,0	60,3	62,5	58,0	52,4	56,6	47,2	61,0	60,0	50,0
EBE	15,7	26,8	25,8	16,0	9,5	21,8	13,3	12,5	17,7	12,8	13,0	16,7	33,3	9,6	17,2	20,5	15,3	13,6	16,4	21,0	16,6	21,8	9,7	7,0	15,0
Travail	10,1	16,0	17,8	17,9	18,2	18,6	19,2	19,3	20,6	21,4	22,3	22,5	22,9	23,5	23,6	24,1	24,6	24,7	25,4	26,1	26,5	29,0	29,6	33,0	33,7

On pourrait aisément en conclure que le coût du travail pèse sur les marges des entreprises. Cependant, lorsqu'on regarde la dynamique des différentes composantes de la production, on s'aperçoit que la part du travail dans la production n'augmente que de 0,6 point. En fait, si la part de l'EBE accuse un recul de 8,1 points, la raison est à rechercher dans l'augmentation sensible des consommations intermédiaires (+7,7 points).

En 2000, le Luxembourg possède la moindre part des consommations intermédiaires dans la production parmi les pays limitrophes. Il rejoint la Belgique et l'Allemagne dès 2008.





H49 Transports terrestres et transport par conduites

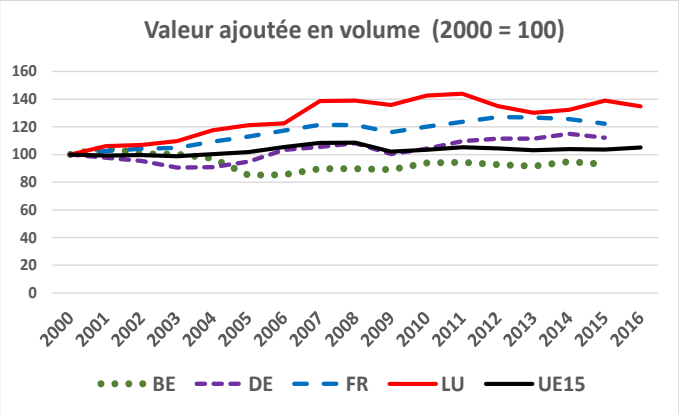
Le constat pour cette sous-branche est strictement identique à celui fait pour l'ensemble de la branche transport et entreposage. Il faut dire que les transports terrestres en représentent la moitié de la valeur ajoutée et 60% de l'emploi.

Les transports terrestres constituent la plus grande part de l'emploi et de la valeur ajoutée des transports. En 2016, ce sont 15.600 personnes qui travaillent dans cette branche, représentant 3,7% de l'emploi total.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	15,6	3,7
Salariés (milliers)	15,3	3,9
Valeur ajoutée nominale (millions)	1 057	2,2

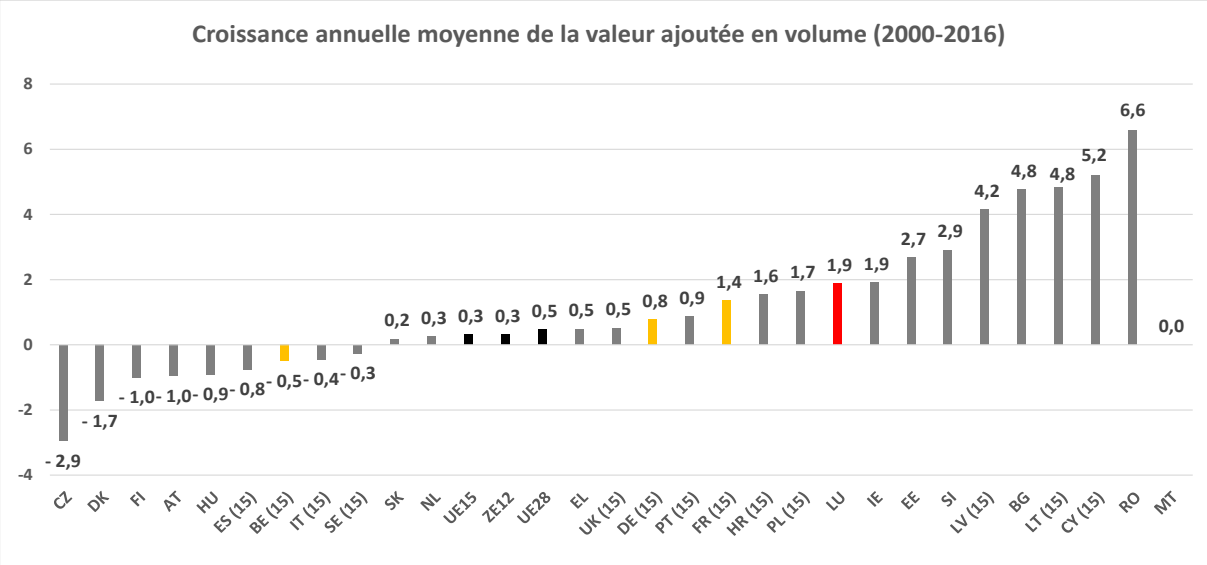
Activité

La valeur ajoutée en volume stagne depuis 2007 : en 2016, son niveau est même légèrement inférieur à celui de 2007.

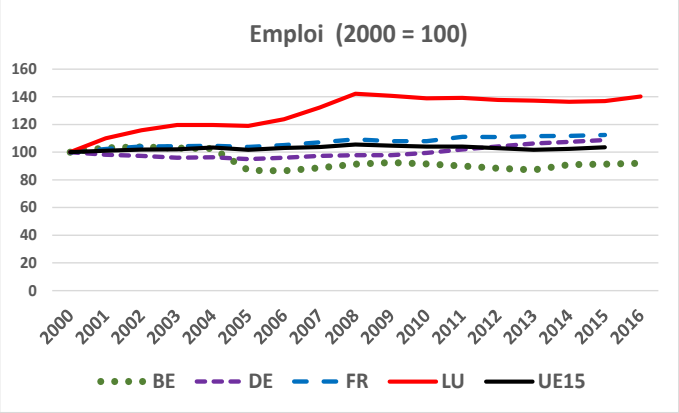


Ceci n'empêche pas le Luxembourg d'enregistrer, sur l'ensemble de la période, l'augmentation la plus importante, loin devant les pays limitrophes, et notamment de la Belgique pour qui la valeur ajoutée en volume diminue et de l'Allemagne pour qui elle évolue légèrement. Cette dernière tendance se retrouve encore amoindrie pour l'UE15.

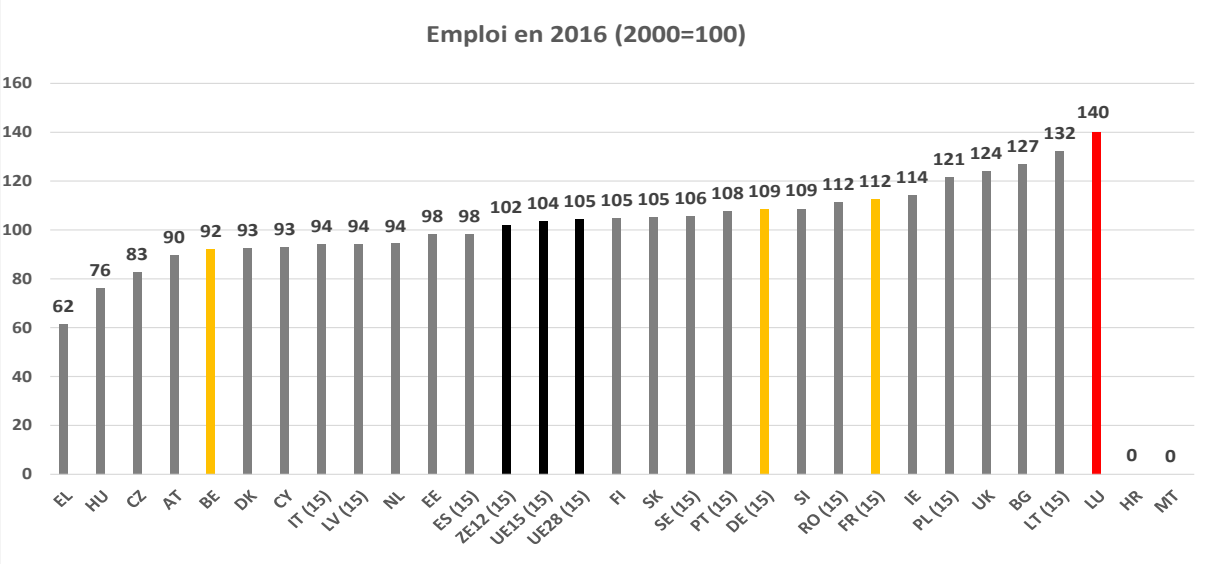
En moyenne, la valeur ajoutée croît de 1,9% par an. Il s'agit d'une performance plutôt bonne dans un contexte de quasi-stagnation au niveau européen. Seuls quelques NEM font mieux que le Luxembourg.



Fort logiquement, c'est également au Luxembourg que l'emploi s'accroît le plus, avec 40% sur la période.



Élargi aux autres pays européens, le graphique ci-dessous confirme la bonne performance de l'emploi luxembourgeois.



En résumé, sur l'ensemble de la période, le Luxembourg se positionne en très bonne place pour l'évolution de l'emploi et plutôt bonne pour celle de la valeur ajoutée en volume. Par ailleurs, il se classe au septième rang sur 14 pour le développement de la valeur ajoutée nominale, soit un niveau intermédiaire.

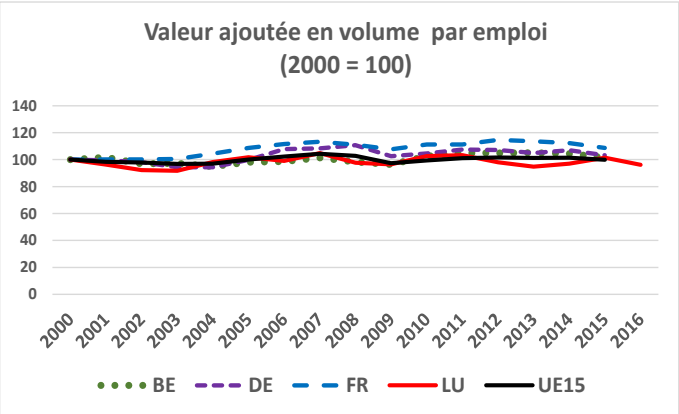
Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	8/17	12/14	13/14
2007/2016	4/16	6/14	8/14
2000/2016	1/16	6/14	7/14

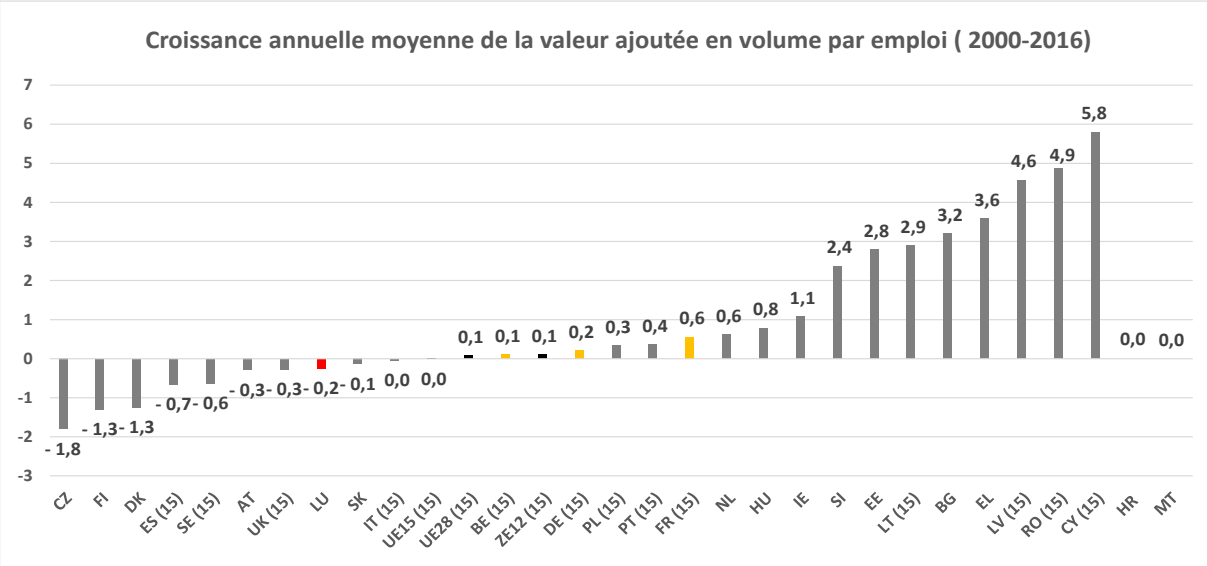
Productivité

L'emploi évoluant au même rythme que la valeur ajoutée en volume, la productivité stagne sur l'ensemble de la période. Notons qu'il en est de même dans les pays limitrophes, où les valeurs de 2000 et de 2015 sont quasi identiques.

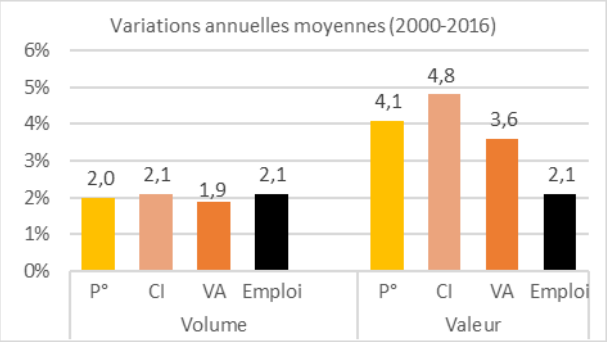
Il faut dire que la branche des transports terrestres est peu susceptible de gains de productivité, à moins de faire conduire deux véhicules terrestres en même temps par un même employé, ou encore d'automatiser la conduite de ces véhicules.



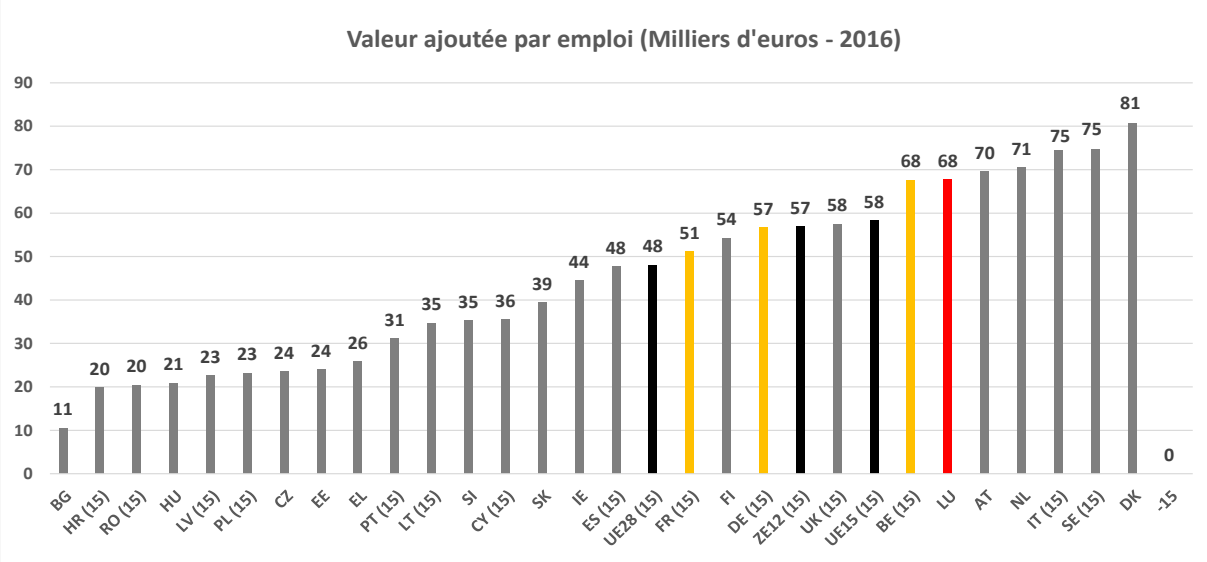
Ce sont essentiellement des NEM qui enregistrent une hausse de la productivité significative, mais, partant de plus bas, on peut imaginer que ces pays ont fait l'objet de nombreuses restructurations de rattrapage. En revanche, au Luxembourg, la productivité recule légèrement.



En volume, les consommations intermédiaires évoluent au même rythme que l'emploi ou la production. Il n'en va pas de même en valeur où les consommations intermédiaires augmentent de 0,5 point.



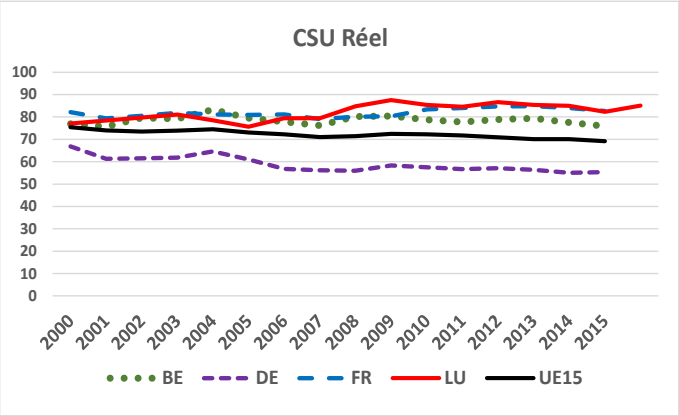
Avec 68.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose du 6e rang européen avec la Belgique.



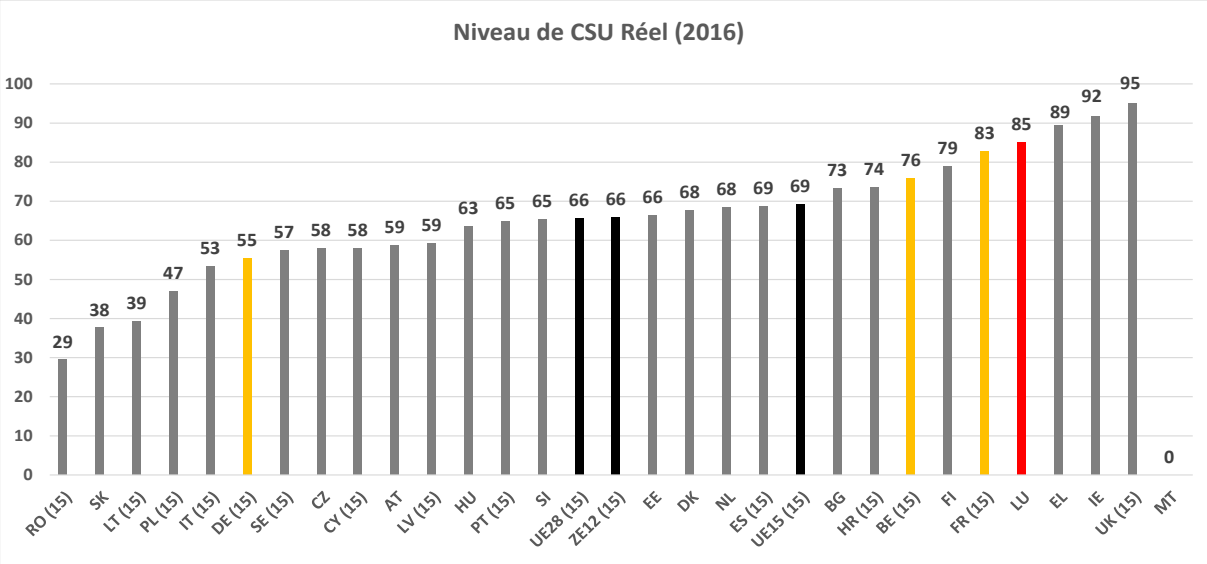
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

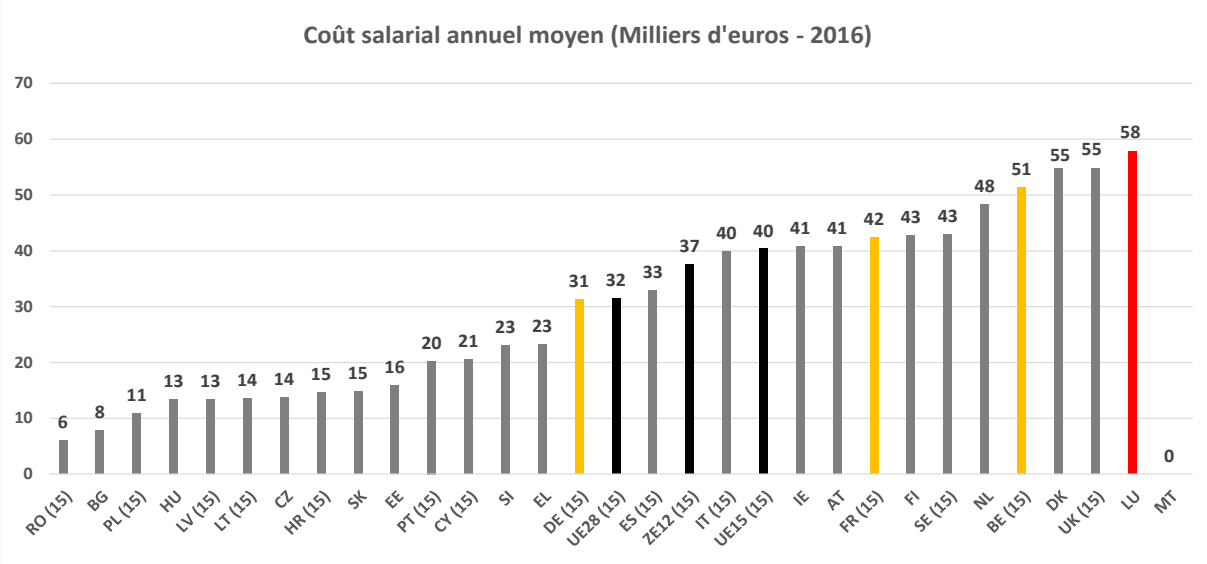
Parmi les voisins, c'est le CSU Luxembourgeois qui est le plus important. Depuis 2009, le Luxembourg accompagne la France à un échelon nettement au-dessus de la moyenne européenne.



Replacé dans l'ensemble des États membres, le CSU luxembourgeois reste parmi les plus conséquents avec 85% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail.



Avec 58.000 euros en 2016, le coût salarial moyen luxembourgeois est le plus élevé au sein de l'Union européenne.



Des chiffres de rémunération du travail qui pourraient paraître alarmants

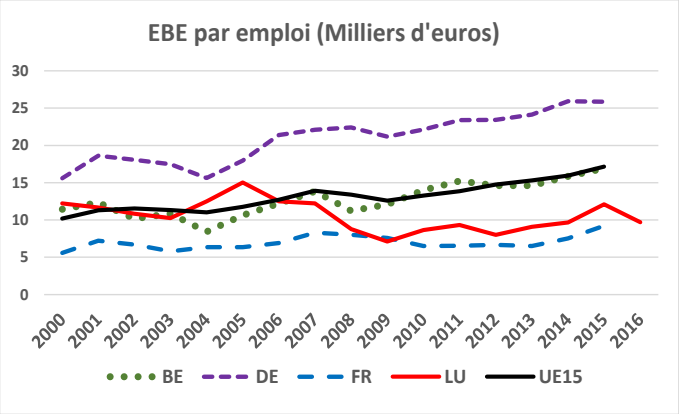
Qu'il s'agisse du CSU, ou même de la rémunération en termes absolus, les chiffres concernant la rémunération du travail pourraient paraître négatifs. Cependant, il ne faut pas oublier les particularités de cette branche d'activité.

En effet, de nombreuses activités de transport ne sont pas soumises à la concurrence internationale (CFL, transports urbains). Or, ces branches d'activités font le plus souvent l'objet de règles de fixation des salaires qui dépendent plus des emplois publics que des règles de négociation du secteur privé. Plusieurs faits illustrent cette situation :

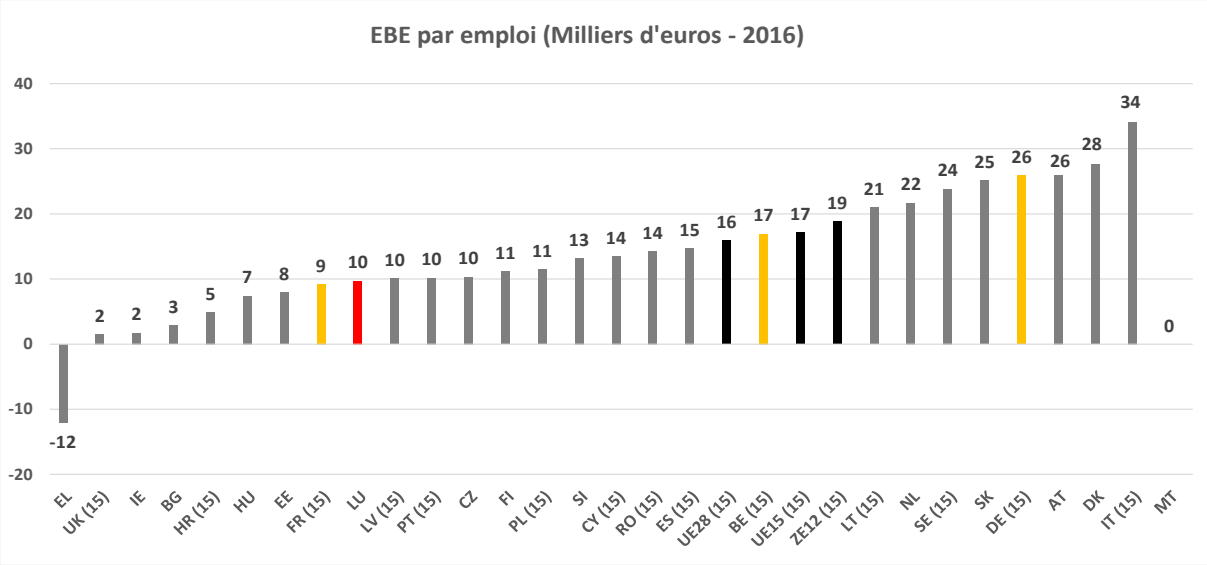
- Un tiers de l'emploi est représenté par trois organismes publics :
  - CFL nombre d'employés au 1er janvier 2015 : 4.170 (Statec, liste des principaux employeurs)
  - Autobus de la Ville de Luxembourg au 1er juin 2015 : 509 (Ville de Luxembourg)
  - TICE, syndicat des Transport Intercommunaux du Canton d'Esch : 400 (Le Jeudi)
- Nombre de fonctionnaires dans les transports au 1er mars 2015 (Adem) : 3.480, soit 13,4% de l'emploi. Pour l'ensemble des branches, la part des fonctionnaires est de 7,6%. À cela faut-il sans doute rajouter de nombreux emplois publics.

Rémunération du capital

Les résultats précédents se reflètent dans la marge des entreprises. L'EBE par emploi du Luxembourg est inférieur à ceux de la Belgique et de l'Allemagne. Toutefois, comme déjà précisé à propos de l'emploi dans les transports, il conviendrait d'estimer la part des transports publics (non soumis à un objectif de rentabilité) dans la branche.



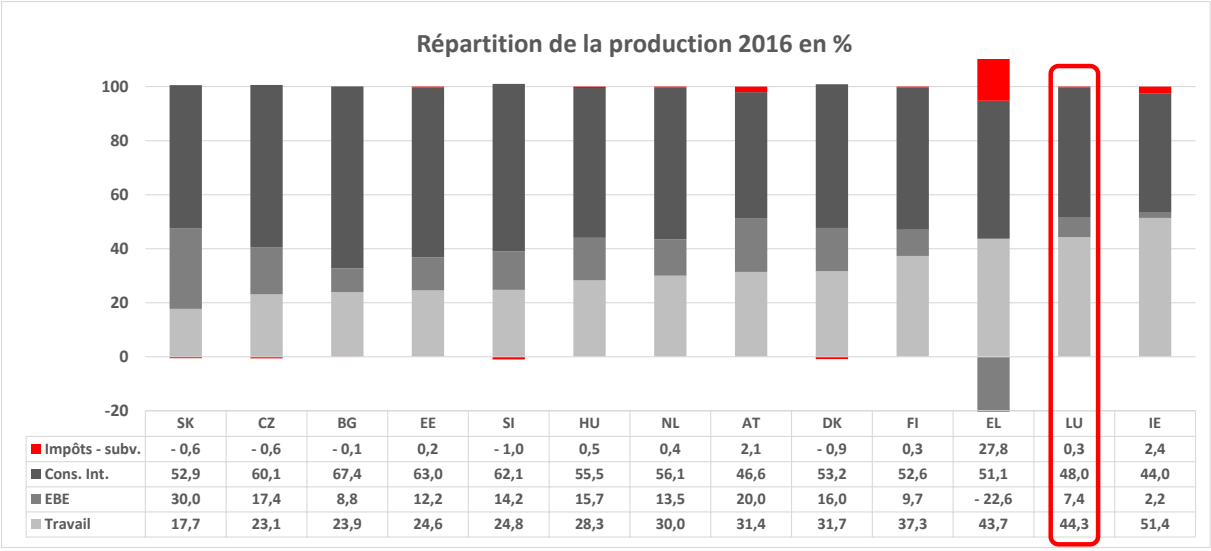
Le Luxembourg fait montre en 2016 d'un EBE par emploi de 10.000 euros. Ce montant est parmi les plus bas des états membres de l'UE15, en compagnie de la France.



Répartition de la production

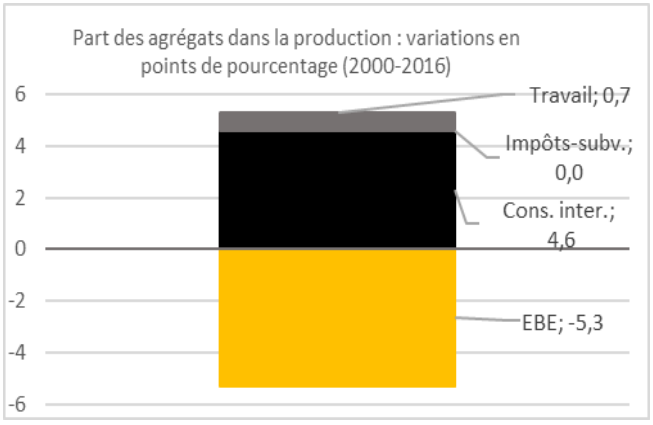
Comme pour l'ensemble des transports, les transports terrestres affichent l'une des plus faibles parts de consommations intermédiaires dans la production. Il en est de même pour l'EBE. En revanche, par le jeu des vases communiquant, le travail représente l'une des plus fortes proportions.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**12/14**	**8/14**	**2/13**	**11/13**



	SK	CZ	BG	EE	SI	HU	NL	AT	DK	FI	EL	LU	IE
Impôts - subv.	- 0,6	- 0,6	- 0,1	0,2	- 1,0	0,5	0,4	2,1	- 0,9	0,3	27,8	0,3	2,4
Cons. Int.	52,9	60,1	67,4	63,0	62,1	55,5	56,1	46,6	53,2	52,6	51,1	48,0	44,0
EBE	30,0	17,4	8,8	12,2	14,2	15,7	13,5	20,0	16,0	9,7	- 22,6	7,4	2,2
Travail	17,7	23,1	23,9	24,6	24,8	28,3	30,0	31,4	31,7	37,3	43,7	44,3	51,4

Le graphique suivant montre que si la part du travail dans la production s'accroît effectivement, la hausse n'est que très légère (+0,7 point). En effet, l'essentiel du recul de la part relative de l'EBE est lié à la hausse des consommations intermédiaires (+4,6 points).



I – HÉBERGEMENT RESTAURATION

Une fois encore, dans un contexte de soi-disant baisse de l'activité (avant dernière place), l'emploi se développe clairement plus rapidement que dans la plupart des pays. De ce fait, le Luxembourg subit une fois encore une variation particulièrement défavorable de la productivité, avec un repli de 4,4% par an qui est le plus forte d'Europe.

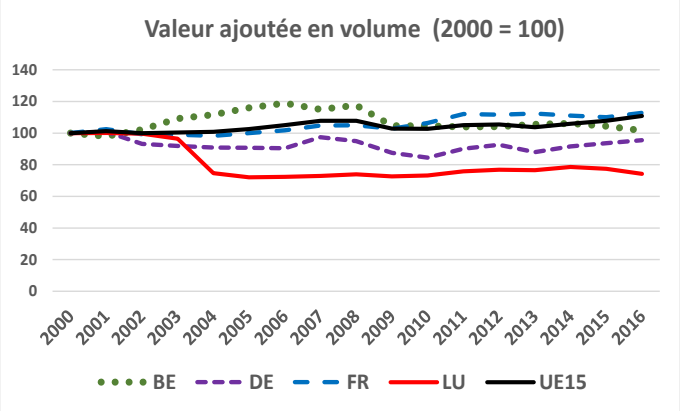
Pourtant, le pays dispose d'un niveau de productivité tout à fait honorable avec 42.000 euros de valeur ajoutée par emploi (cinquième rang). Cependant, le niveau de marge d'exploitation se situe relativement bas.

L'hôtellerie/restauration compte 19.700 emplois, soit 4,7% du total. Ce pourcentage est légèrement inférieur à la moyenne de l'UE15 (5,4%). On note également une relativement forte proportion d'indépendants, ainsi qu'une proportion autrement plus faible du secteur dans la valeur ajoutée que de l'emploi.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	19,7	4,7
Salariés (milliers)	18,1	4,6
Valeur ajoutée nominale (millions)	834	1,7

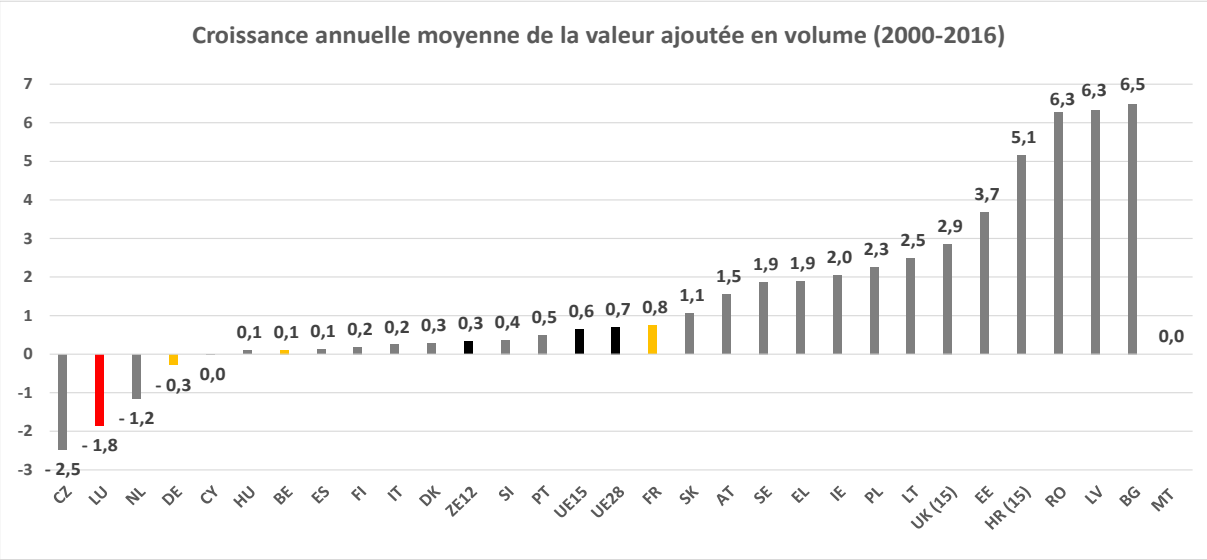
Activité

Dans un contexte de très faible croissance, le Luxembourg enregistre une situation pire que celle de ses voisins. Cependant, en observant attentivement la courbe luxembourgeoise, on constate que la valeur ajoutée est particulièrement stable depuis 2005. L'année 2004 amène, presque à elle seule, une diminution de près d'un quart (-22,6%) de la valeur ajoutée sur l'ensemble de la période (-25,8%).

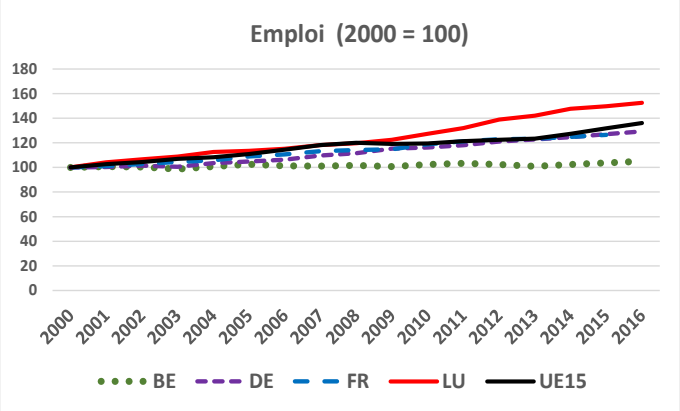


Nous détaillerons par la suite les différents agrégats. Pourtant, ce phénomène de 2004 semble pour le moins étonnant et ressemblerait plus à un ajustement méthodologique qu'à une réalité économique.

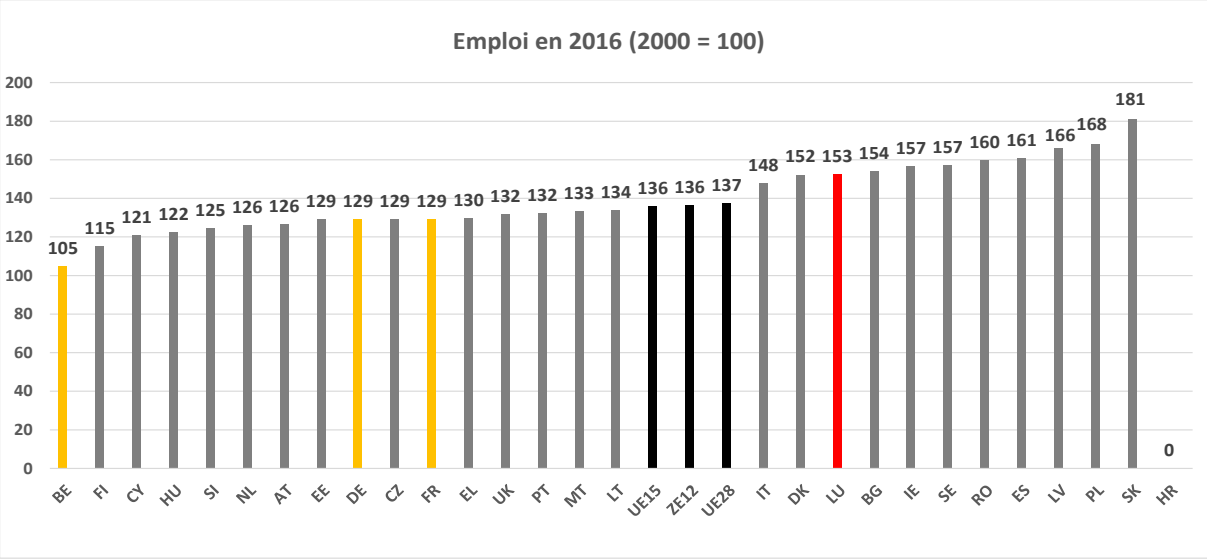
Avec un déclin de 1,8% par an, le Luxembourg se retrouve avec l'une des plus mauvaises performances européennes.



Et pourtant ! Une fois encore, l'emploi s'est accru nettement plus au Luxembourg que dans les pays voisins. À croire que dans de nombreuses activités, les entreprises Luxembourgeoises embauchent même lorsque leur activité décline…



Grâce à une augmentation de l'emploi de 50% entre 2000 et 2015, le Luxembourg fait même partie des pays ayant la plus forte croissance, alors que son « activité réelle » serait la plus en baisse.



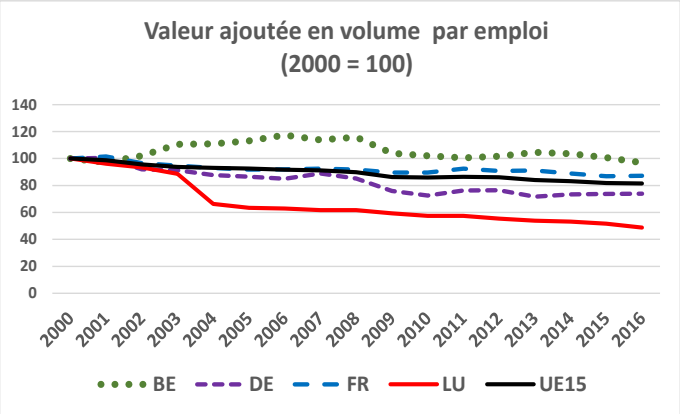
Nous voilà donc face à un nouveau paradoxe avec un emploi parmi les meilleurs progressions (+2,7% par an entre 2000 et 2016), une valeur ajoutée en volume parmi les plus fortes baisses (-1,8%) et une valeur ajoutée nominale parmi les plus faibles hausses (+2%).

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	22/28	24/25	24/26
2007/2016	4/27	15/25	10/26
2000/2016	9/27	24/25	24/26

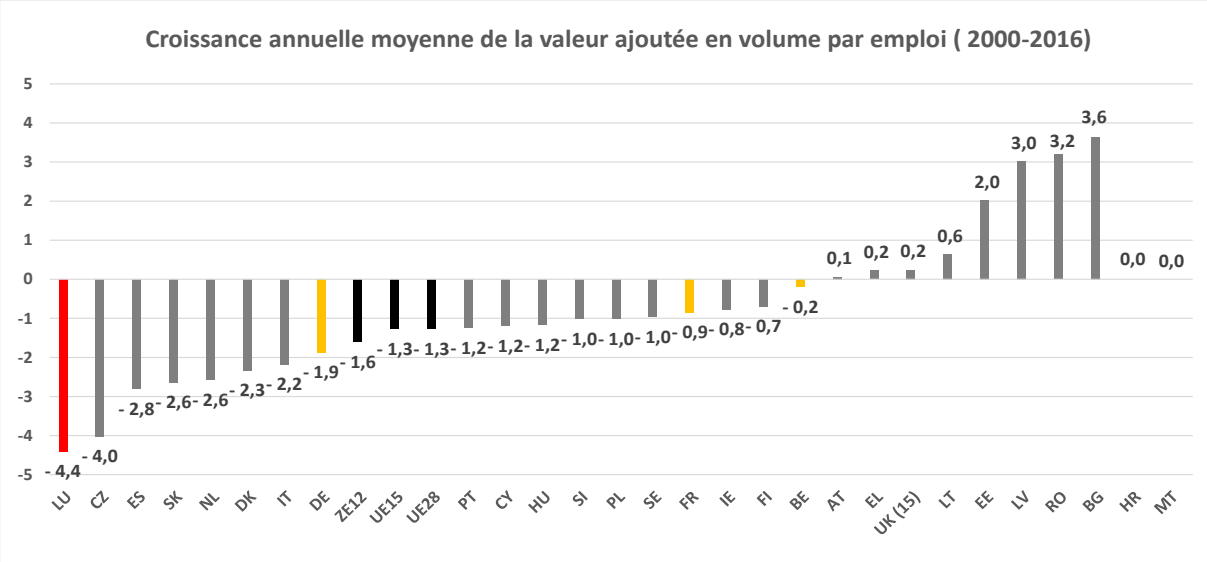
Productivité

La productivité diminue donc notablement au Luxembourg ; étant divisée par deux entre 2000 et 2016, le décrochage trouve son l'explication essentiellement en 2004. Les pays limitrophes sont également plutôt orientés à la baisse, toutefois de manière clairement atténuée.

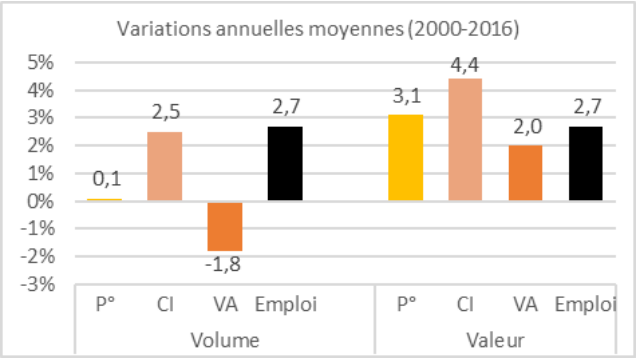


La plupart des pays européens observent un déclin de la productivité dans un contexte de croissance généralisée de l'emploi (+1,9% par an pour l'UE28) et de faible croissance de la valeur ajoutée en volume (+0,5% par an). Notons que la valeur ajoutée nominale croît tout de même de 3% par an, toujours dans l'UE28, ce qui a sans doute permis de conserver les marges.

De plus, le Luxembourg enregistre la plus sévère dégradation de la productivité, avec une diminution de 4,4% par an.



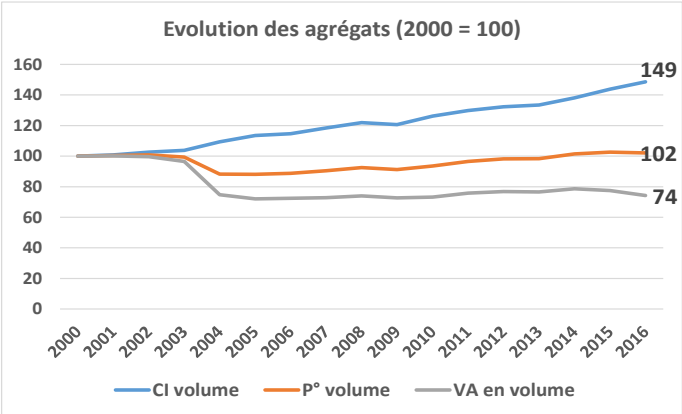
En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires se développent beaucoup plus rapidement que la production amenant à une croissance de la valeur ajoutée amoindrie (en valeur) voire négative (en volume). Ainsi, malgré une amélioration symbolique de la production de 0,1% par an, l'augmentation singulièrement plus rapide des consommations intermédiaires (+2,5%) fait se contracter la valeur ajoutée en volume (- 1,8% l'an). Le phénomène est quelque peu atténué en valeur.



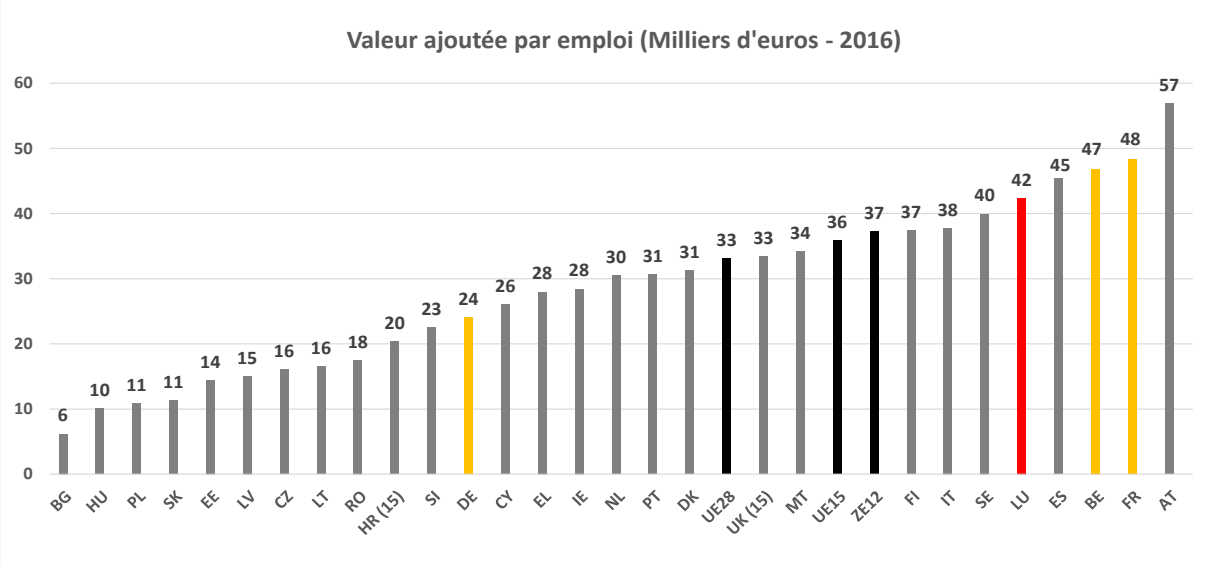
Comme l'illustrent les graphiques suivants, cette hausse plus rapide des consommations intermédiaires se produit essentiellement sur l'année 2004. Que ce soit avant ou après, le progrès des consommations intermédiaires est certes supérieur à la production, mais avec un écart relativement petit.

Au total, entre 2000 et 2016, la production en volume stagne et les consommations intermédiaires augmentent de 49%. Conséquence : la valeur ajoutée chute. Tout semble s'être passé en 2004, où la production diminue de 9% pendant que les consommations intermédiaires progressent de 5%, amenant une baisse de la valeur ajoutée de 23%, soit près d'un quart ! Depuis, en dépit d'une légère progression de la production, la valeur ajoutée stagne en raison de l'augmentation plus forte des consommations intermédiaires.

Notons que malgré une chute de la production en volume de 11,3%, ou encore de la valeur ajoutée à hauteur de 22,6% (presque un quart de moins), l'emploi progresse cette année 2004 de 3,5%.



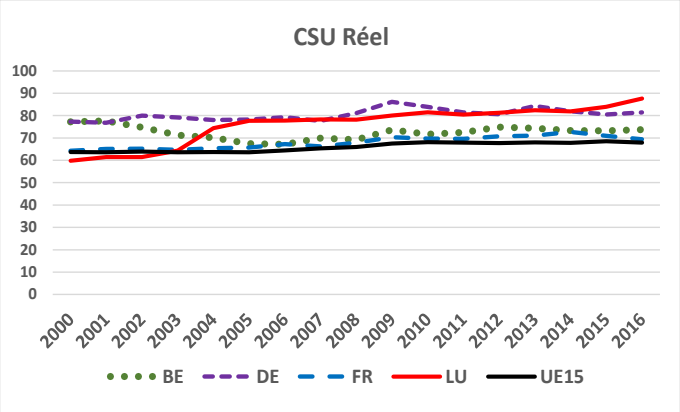
Avec 36.100 euros par emploi, le Luxembourg enregistre un niveau de productivité tout à fait honorable, même s'il est derrière la Belgique et la France.



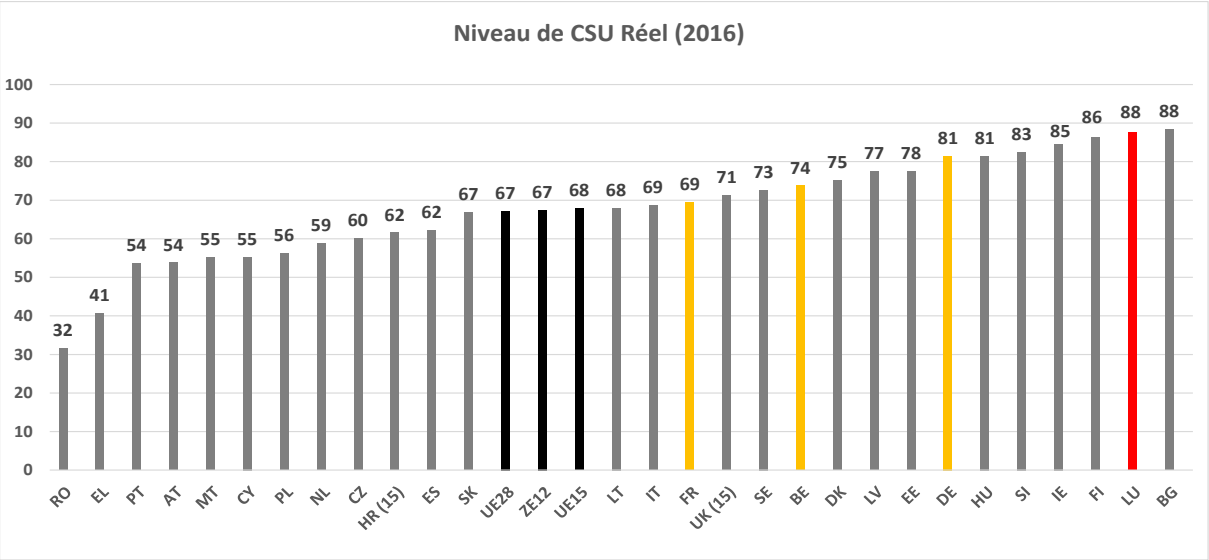
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

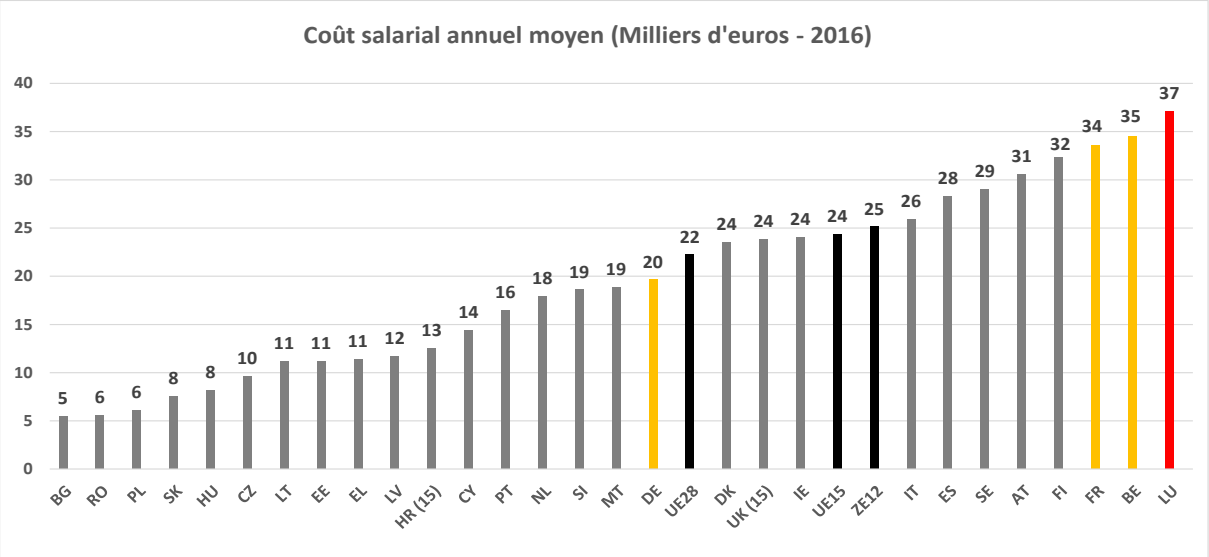
Dans la lignée des constats précédents, le CSU luxembourgeois progresse vivement en 2004, faisant passer le Luxembourg du CSU le plus bas parmi les pays voisins au plus élevé avec l'Allemagne. Pendant les dix années suivantes, le CSU luxembourgeois est particulièrement stable au voisinage de celui de l'Allemagne qu'il finit par dépasser en 2016.



Le CSU luxembourgeois s'élève en 2016 à 88% de la valeur ajoutée. Cette proportion est particulièrement importante. Historiquement, il s'agit même de la plus forte part depuis 2000 ; cette année-là, CSU n'était que de 60%.

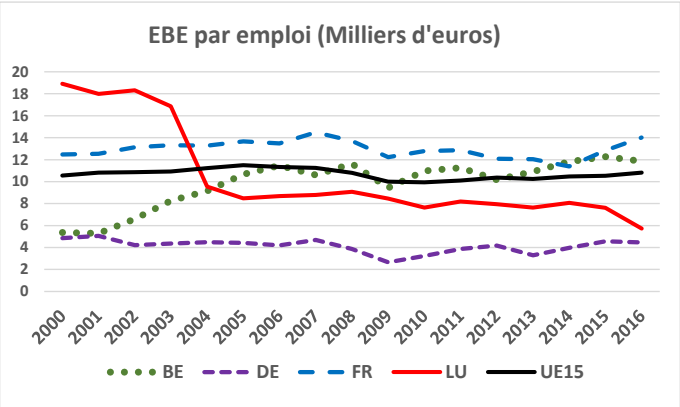


D'un montant moyen de 37.000 euros par an, le coût salarial luxembourgeois est le plus haut d'Europe, suivi de près par ceux de la Belgique et la France.



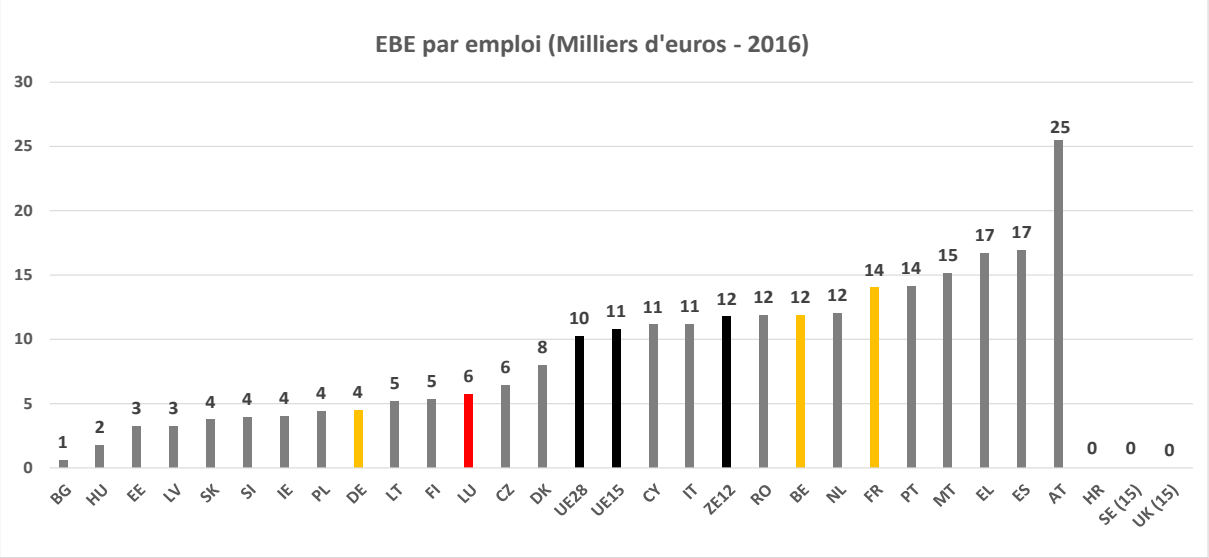
Rémunération du capital

Les résultats précédents se reflètent dans la marge des entreprises. En 2000, le Luxembourg affiche l'EBE par emploi le plus élevé. Pourtant, cette fameuse année 2004 pèse lourdement sur les marges des entreprises, faisant descendre le niveau luxembourgeois sous celui des Belges.



Et, entre 2005 et 2015, l'EBE par emploi stagne entre la France et la Belgique, d'une part, et l'Allemagne, de l'autre. Il chute en 2016, se rapprochant ainsi de l'Allemagne.

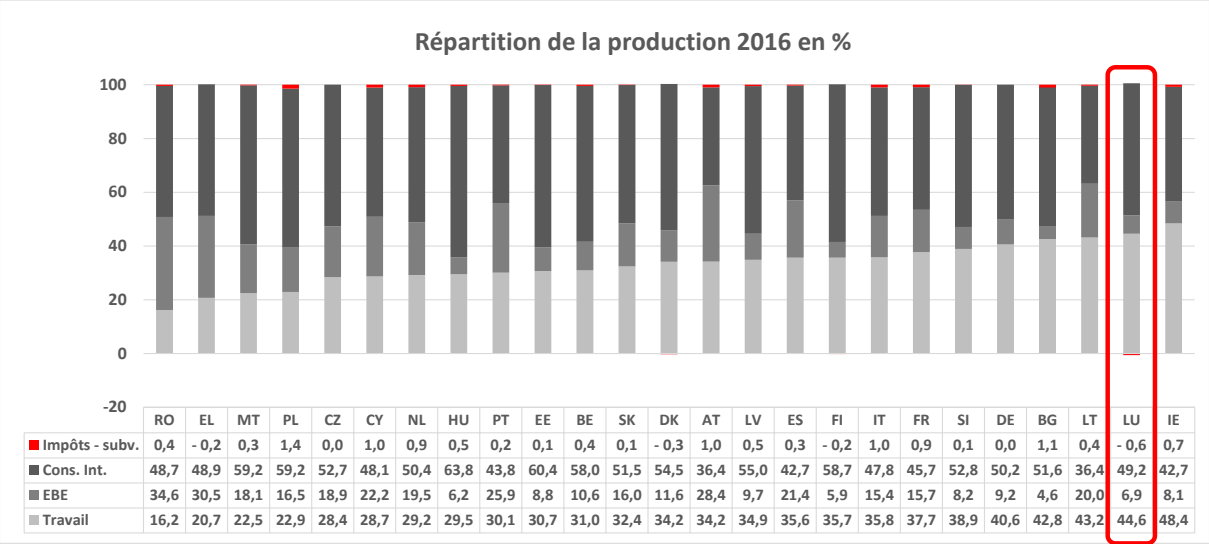
Les marges d'exploitation du secteur sont particulièrement basses dans la plupart des pays. Avec 6.000 euros par emploi, le Luxembourg se positionne plutôt en retrait en 2016



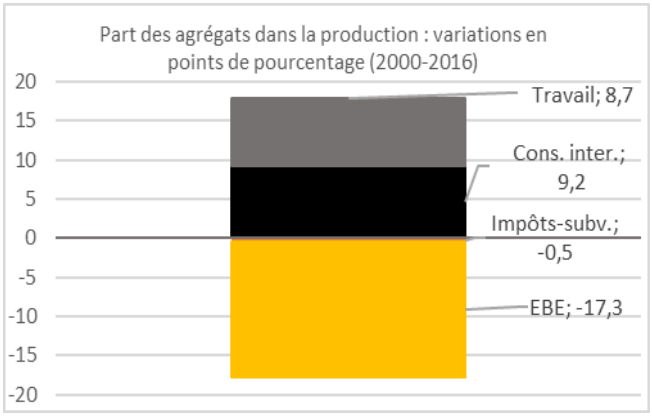
Répartition de la production

Le Luxembourg possède l'une des plus fortes parts du coût du travail dans la production. Du côté des consommations intermédiaires, il est dans le dernier tiers et il se situe en bas de l'échelle pour l'EBE en pourcentage de la production.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	15/25	25/25	2/25	22/25



	RO	EL	MT	PL	CZ	CY	NL	HU	PT	EE	BE	SK	DK	AT	LV	ES	FI	IT	FR	SI	DE	BG	LT	LU	IE
Impôts - subv.	0,4	- 0,2	0,3	1,4	0,0	1,0	0,9	0,5	0,2	0,1	0,4	0,1	- 0,3	1,0	0,5	0,3	- 0,2	1,0	0,9	0,1	0,0	1,1	0,4	- 0,6	0,7
Cons. Int.	48,7	48,9	59,2	59,2	52,7	48,1	50,4	63,8	43,8	60,4	58,0	51,5	54,5	36,4	55,0	42,7	58,7	47,8	45,7	52,8	50,2	51,6	36,4	49,2	42,7
EBE	34,6	30,5	18,1	16,5	18,9	22,2	19,5	6,2	25,9	8,8	10,6	16,0	11,6	28,4	9,7	21,4	5,9	15,4	15,7	8,2	9,2	4,6	20,0	6,9	8,1
Travail	16,2	20,7	22,5	22,9	28,4	28,7	29,2	29,5	30,1	30,7	31,0	32,4	34,2	34,2	34,9	35,6	35,7	35,8	37,7	38,9	40,6	42,8	43,2	44,6	48,4



Entre 2000 et 2016, la part de l'EBE chute de 17,3 points, passant de 24,2% (6e sur 27) à 6,9% (22e sur 25).

J – INFORMATION ET COMMUNICATION

J 58 Édition

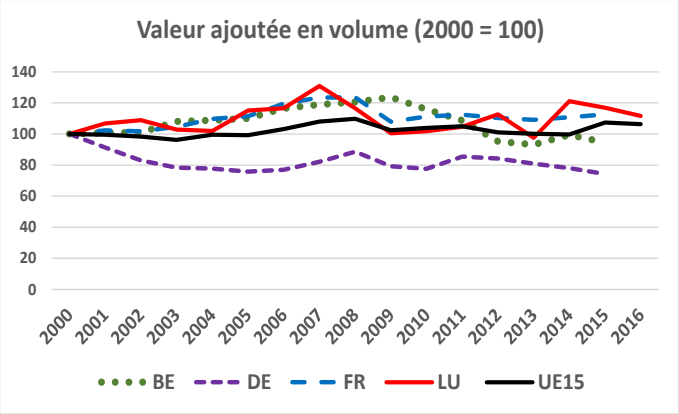
Même si certaines progressions pourraient paraitre moyennes, en bout de chaine, c'est-à-dire au niveau de la marge d'exploitation, le Luxembourg se positionne particulièrement bien, devancé par simplement deux pays : l'inévitable Irlande et la surprenante Chypre.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	1,6	0,4
Salariés (milliers)	1,6	0,4
Valeur ajoutée nominale (millions)	183	0,4

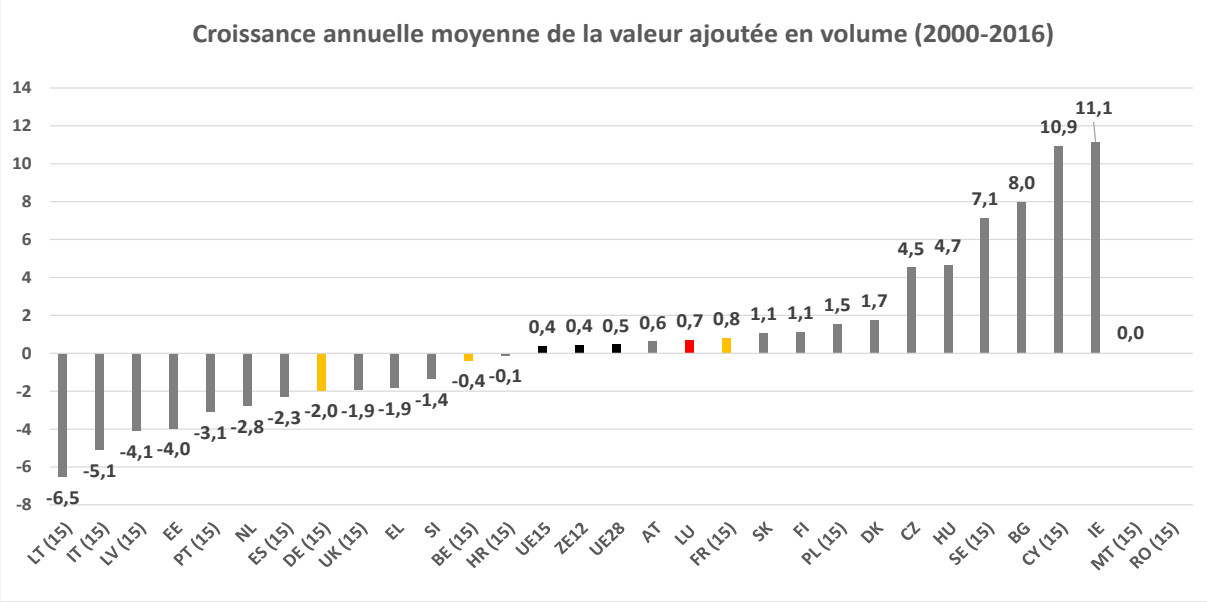
Branche relativement marginale, elle représente 1.600 emplois et, en la matière, comme pour la valeur ajoutée, 0,4% de l'économie.

Activité

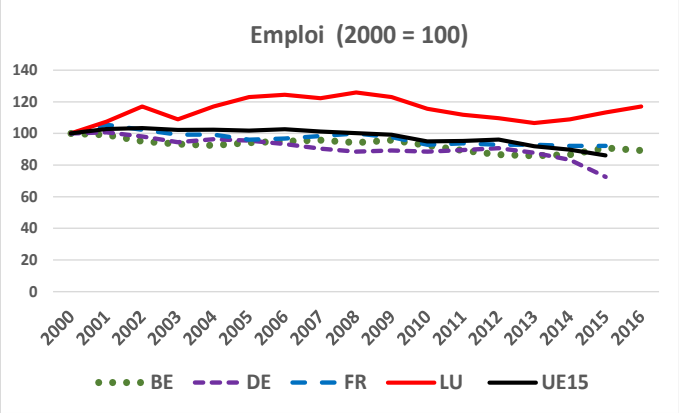
Dans une activité où la croissance n'est pas de mise dans l'UE15, le Luxembourg tire plutôt bien son épingle du jeu en devançant les pays voisins.



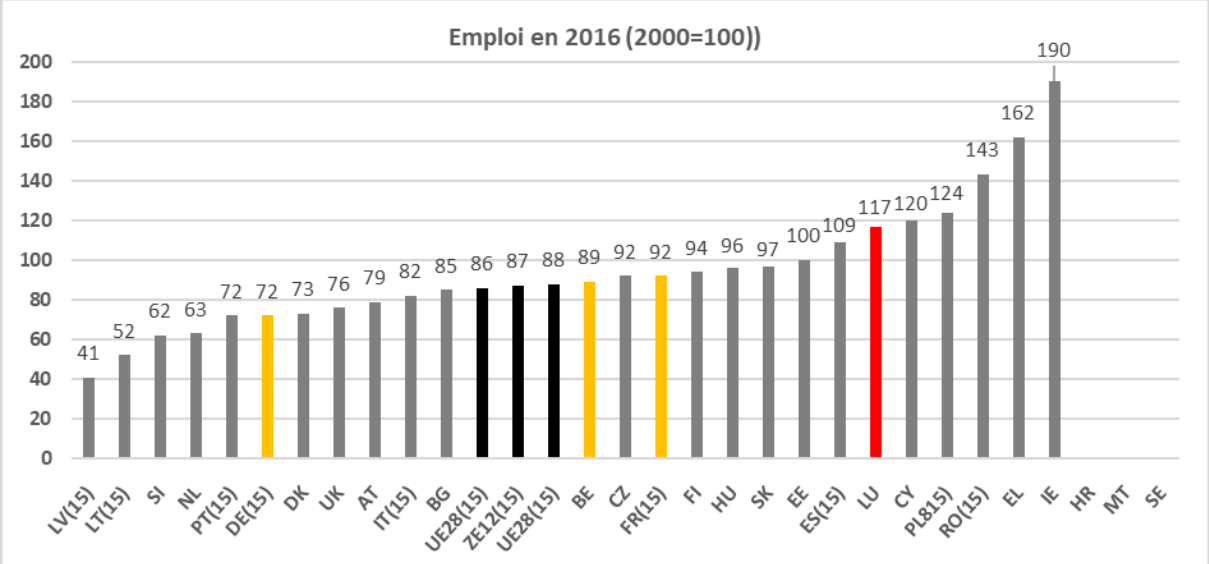
Même si la croissance a été relativement faible, il convient de remarquer que le Luxembourg se positionne au niveau de la moyenne européenne.



Concernant l'emploi, alors que les pays voisins baissent légèrement, le Luxembourg connait lui une légère progression, bien que relativement faible (dans le contexte luxembourgeois, car la progression de l'emploi est tout de même supérieure à celle de l'ensemble de l'économie pour vingt-trois pays).



Su l'ensemble de la période, le Luxembourg n'est devancé que par peu de pays.



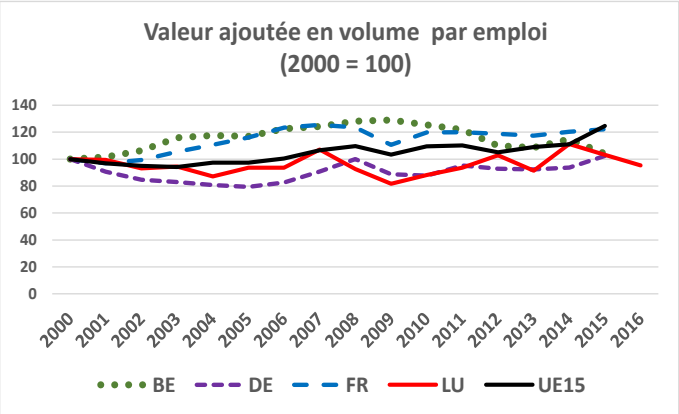
Il a enregistré une progression de l'emploi, relativement aux autres pays, plus forte que la valeur ajoutée, surtout en volume.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

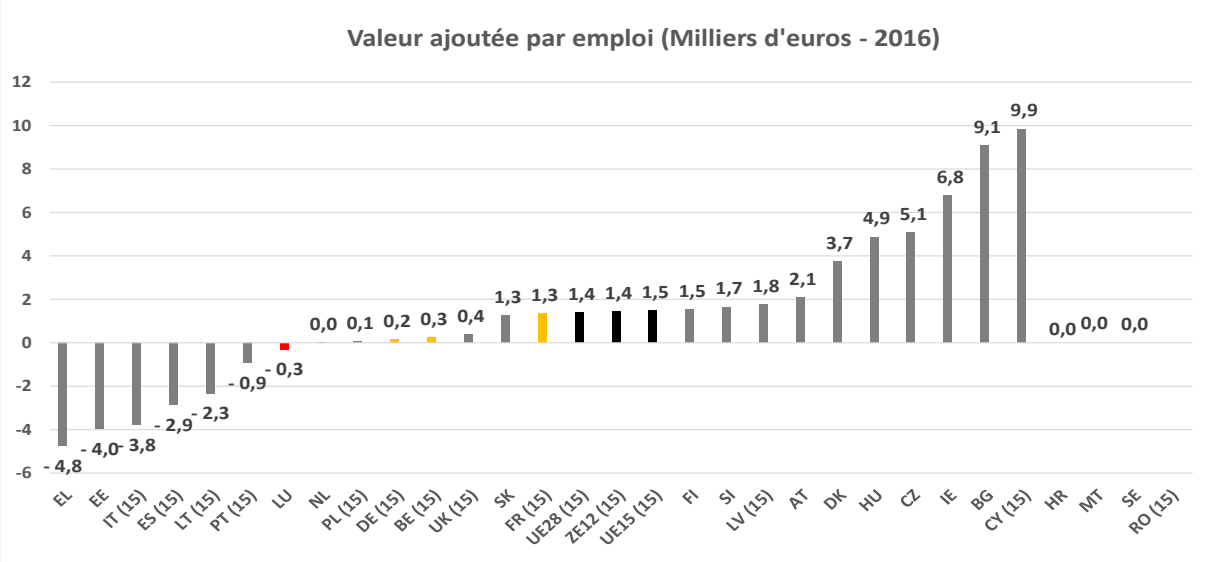
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	5/17	9/14	10/14
2007/2016	5/16	8/14	6/14
2000/2016	4/16	8/13	6/14

Productivité

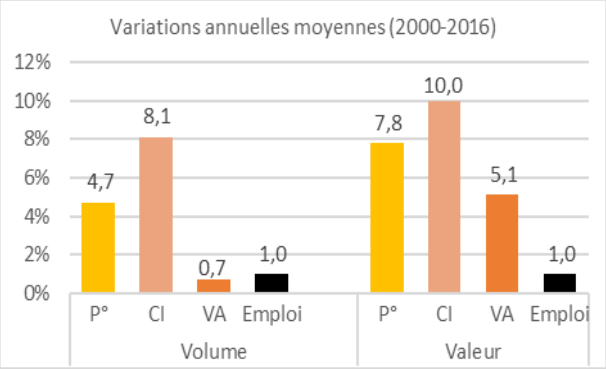
Le Luxembourg affiche une évolution de sa productivité qui, épisodiquement, rejoint celle de l'UE15, mais reste régulièrement un cran en dessous.



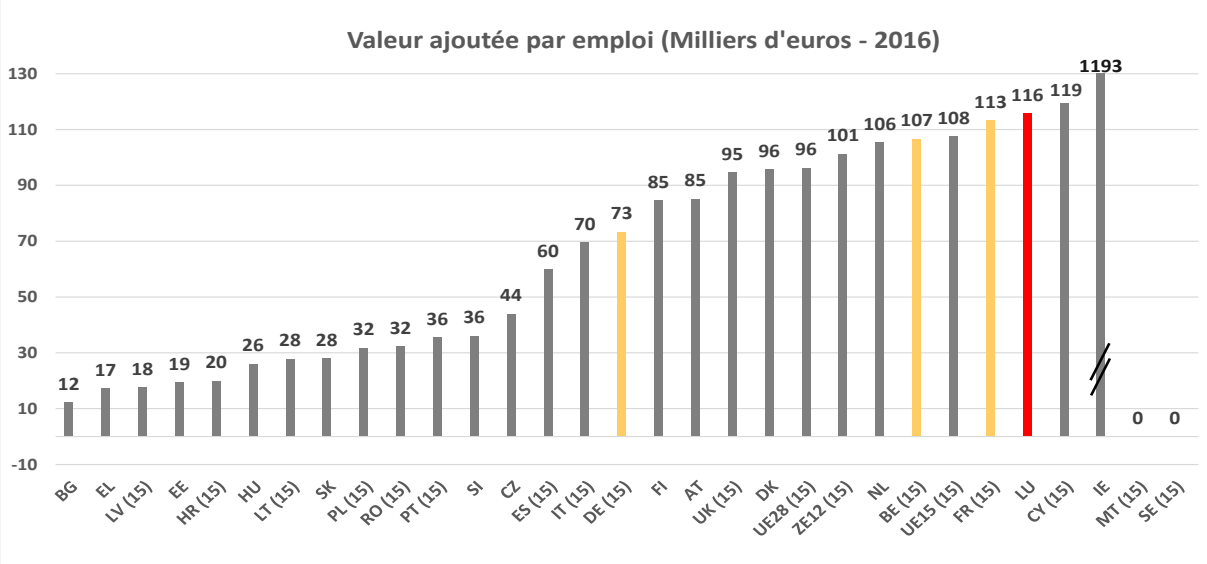
Plus largement, alors que, dans la plupart des pays, la productivité progresse, elle demeure stable au Luxembourg.



Or, les consommations intermédiaires, en volume comme en valeur, se développent de nouveau plus rapidement que la production, limitant ainsi la progression de la valeur ajoutée.



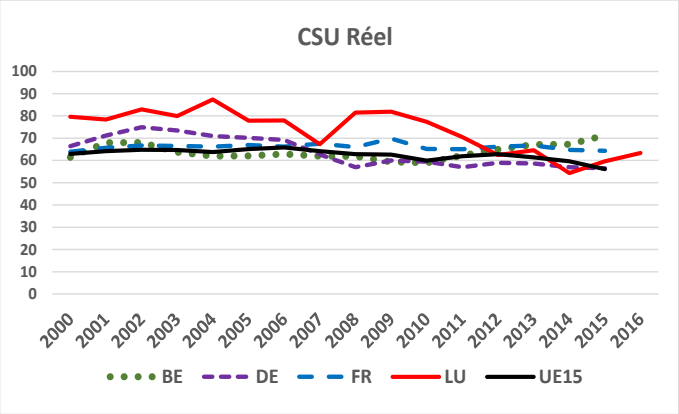
Avec 116.000 euros par emploi, le niveau de productivité luxembourgeois demeure malgré tout très satisfaisant, devancé qu'il est par simplement deux pays.



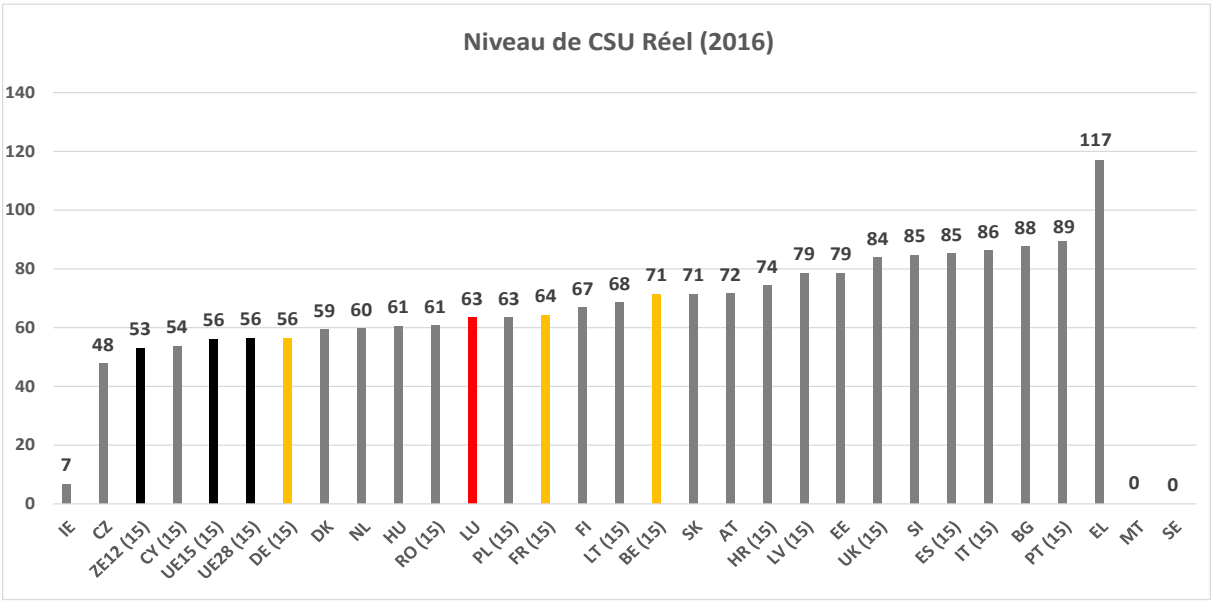
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

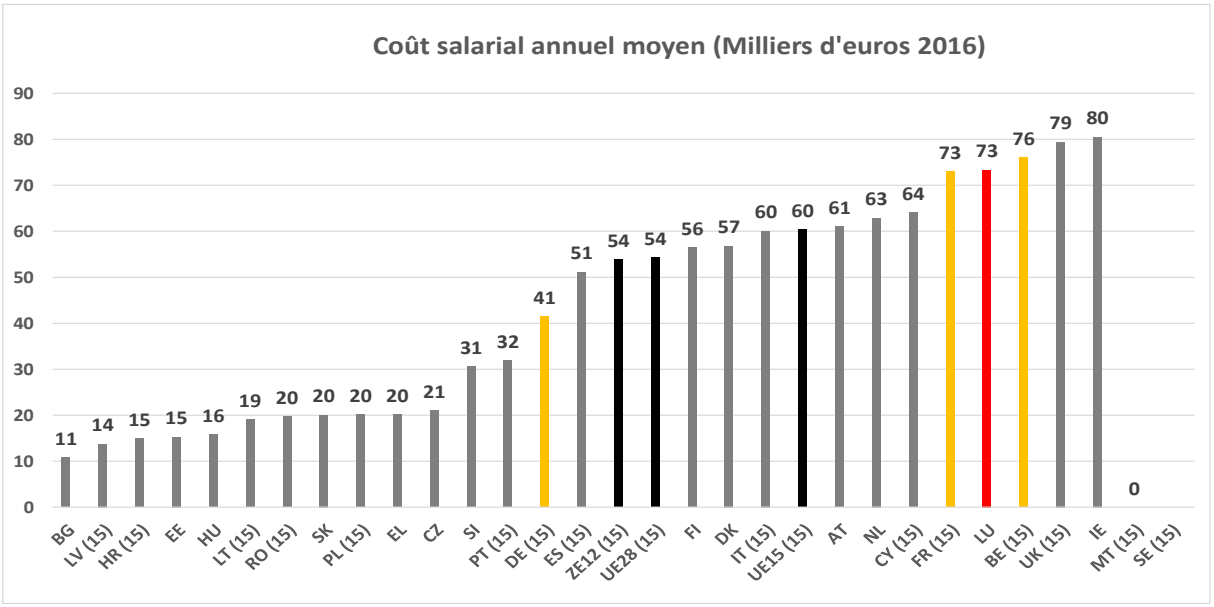
Le CSU luxembourgeois qui était assez largement au-dessus des pays voisins jusqu'au début des années 2010 se réduit nettement pour, finalement, se positionner de manière intermédiaire par rapport aux voisins.



Au niveau européen, le Luxembourg se place plutôt bien avec un CSU représentant 63% de la valeur ajoutée (les données moyennes pour l'UE sont toutefois incohérentes).

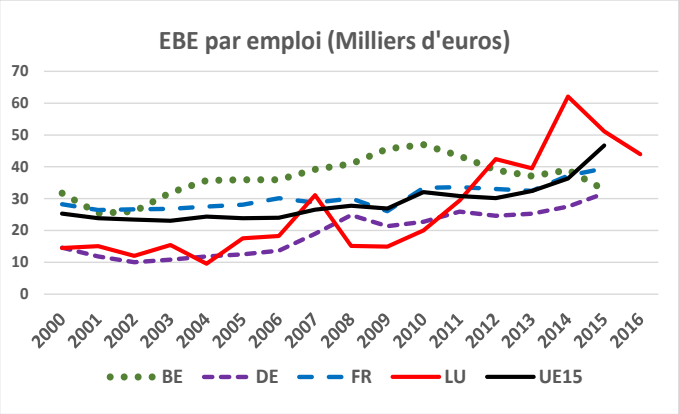


Le Luxembourg dispose d'un coût salarial voisin de la Belgique et de la France avec 73.000 euros par emploi.

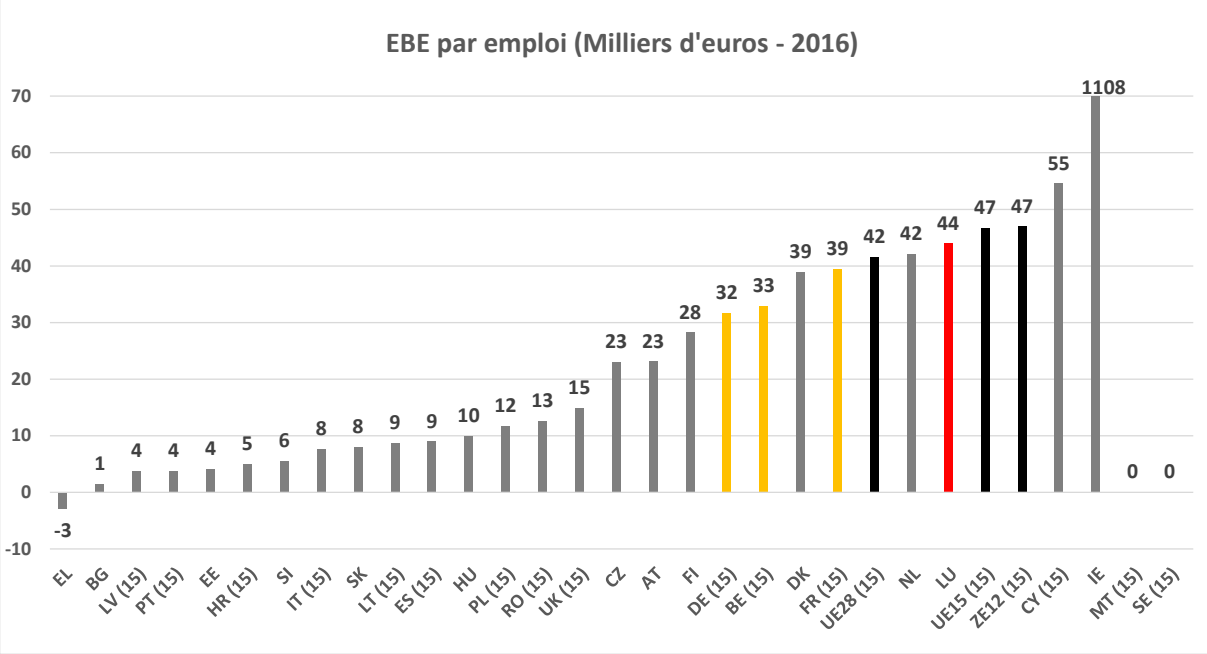


Rémunération du capital

Alors qu'en début de période, l'EBE par emploi était nettement inférieur à la moyenne de l'UE15 et équivalent à celui de l'Allemagne, depuis 2009, il connaît une progression spectaculaire et devance largement les pays limitrophes en 2014. Il s'est depuis contracté, mais demeure à un niveau enviable.



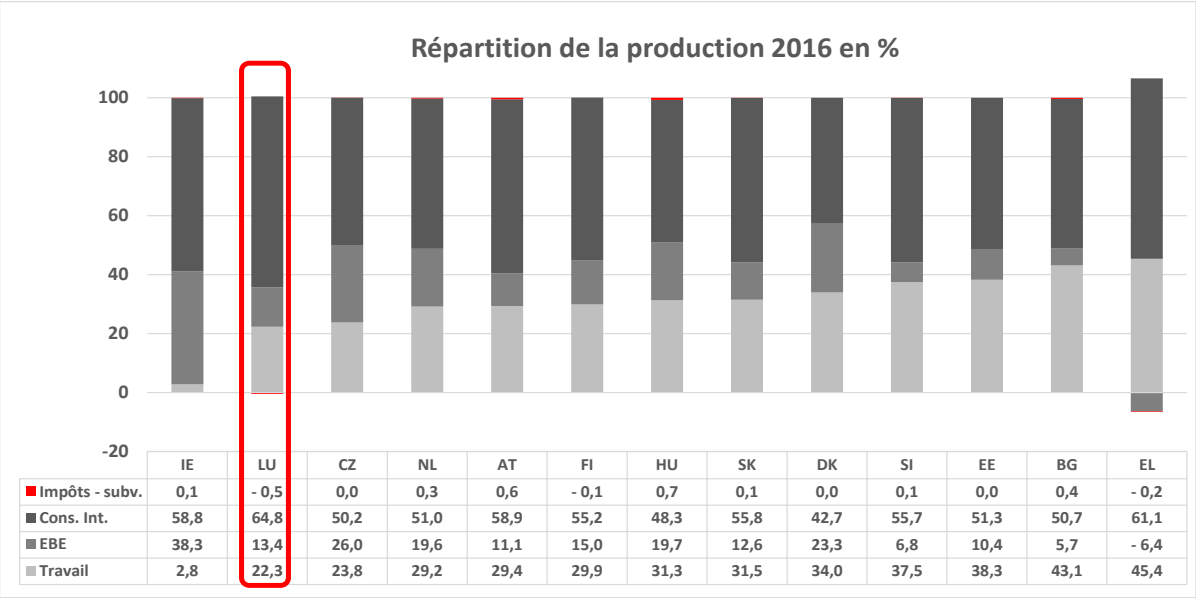
Chaque emploi a généré en 2016 44.000 euros de marge d'exploitation, soit un niveau sans doute envié par la plupart des pays.



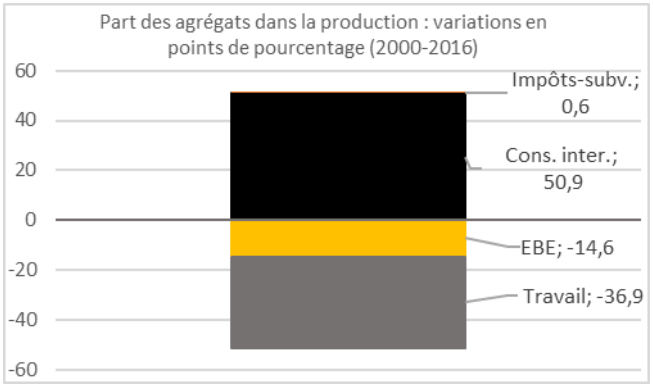
Répartition de la production

Avec une part des consommations intermédiaires la plus élevée, EBE et travail voient leur part dans la production nettement amoindrie par rapport aux autres pays.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**1/14**	**14/14**	**12/13**	**7/13**



	IE	LU	CZ	NL	AT	FI	HU	SK	DK	SI	EE	BG	EL
Impôts - subv.	0,1	- 0,5	0,0	0,3	0,6	- 0,1	0,7	0,1	0,0	0,1	0,0	0,4	- 0,2
Cons. Int.	58,8	64,8	50,2	51,0	58,9	55,2	48,3	55,8	42,7	55,7	51,3	50,7	61,1
EBE	38,3	13,4	26,0	19,6	11,1	15,0	19,7	12,6	23,3	6,8	10,4	5,7	- 6,4
Travail	2,8	22,3	23,8	29,2	29,4	29,9	31,3	31,5	34,0	37,5	38,3	43,1	45,4



Depuis 2000, la part de l'EBE dans la production a légèrement progressé, malgré une hausse importante des consommations intermédiaires qui s'est faite au détriment de la rémunération du travail. Ce phénomène de vases communicants pourrait être le signe d'externalisation de certaines activités.

J58 à J60 Édition, activités cinématographique, vidéo, production de programmes de télévision, activités de programmation et de diffusion

Dans un contexte globalement très moyen en Europe, le Luxembourg a une croissance relativement atone avec même une légère baisse de la productivité tandis que, pour une fois, les consommations intermédiaires augmentent moins vite que la production.

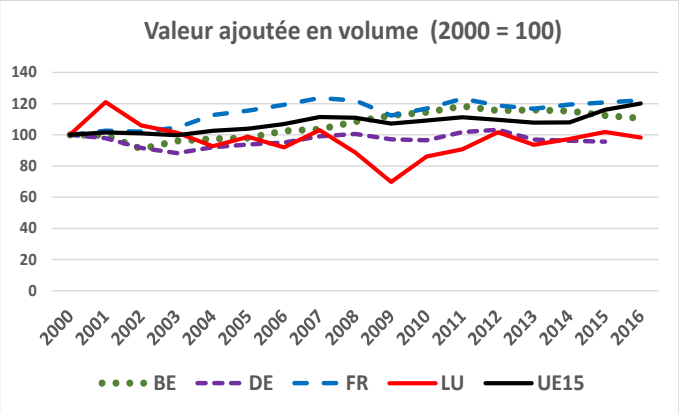
Malgré tout, le Luxembourg bénéficie d'un des meilleurs niveaux de productivité et améliore même sa position par rapport aux débuts des années 2000. À partir de 2009, le CSU se réduit considérablement amenant le Luxembourg à posséder en 2016 un EBE par emploi de 41.000 euros, alors qu'il était, avant 2009, en moyenne de 15.000 euros. Ainsi, en matière de rentabilité, le Luxembourg rejoint l'Allemagne ou la France ainsi que la moyenne européenne.

Cet agrégat regroupe l'édition (branche précédente) avec le cinéma et la diffusion dont les données individuelles ne sont pas disponibles. Ces branches représentent 2.700 emplois (dont 1.600 pour l'édition. Autant dire que l'édition vue précédemment couvre la majorité de cet agrégat.

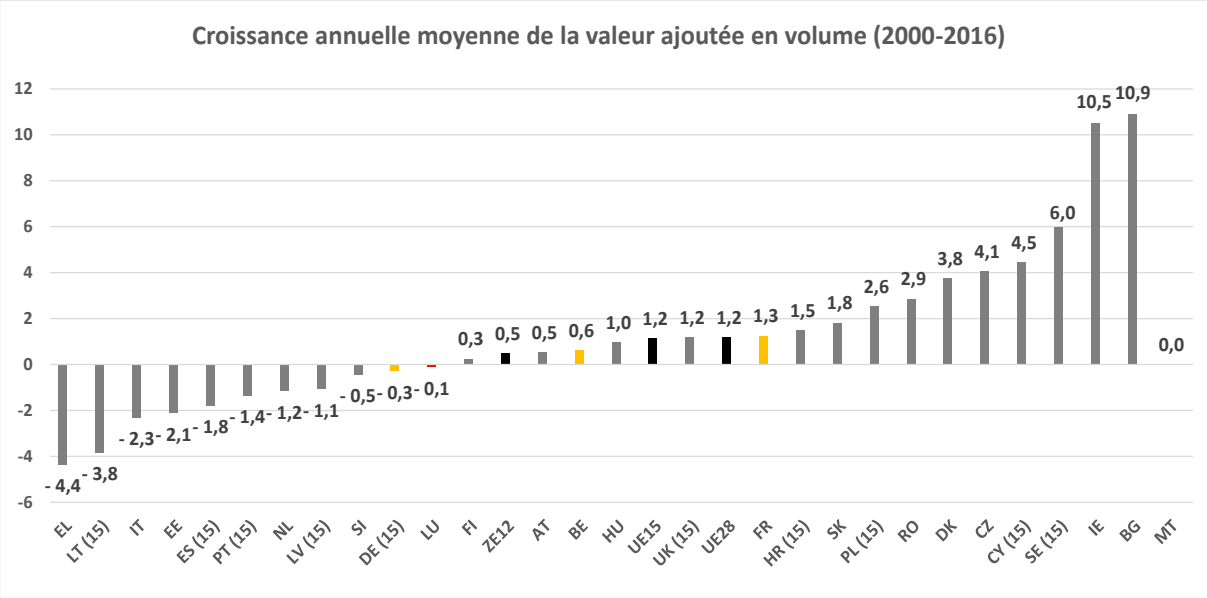
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	2,7	0,6
Salariés (milliers)	2,5	0,6
Valeur ajoutée nominale (millions)	304	0,6

Activité

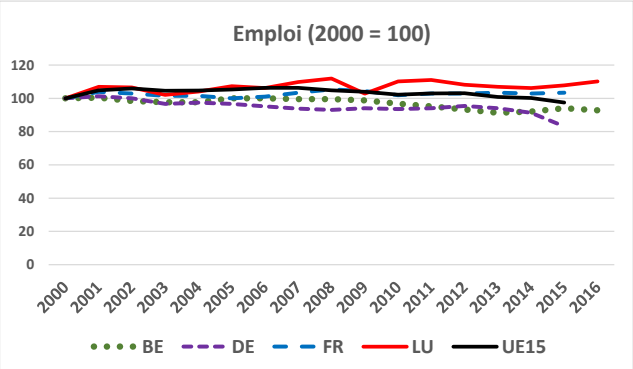
La valeur ajoutée en volume se dégrade sensiblement au Luxembourg entre de 2001 et 2009. Depuis le pays affiche un certain redressement, sans pour autant atteindre le niveau de ses voisins, mise à part l'Allemagne à partir de 2014.



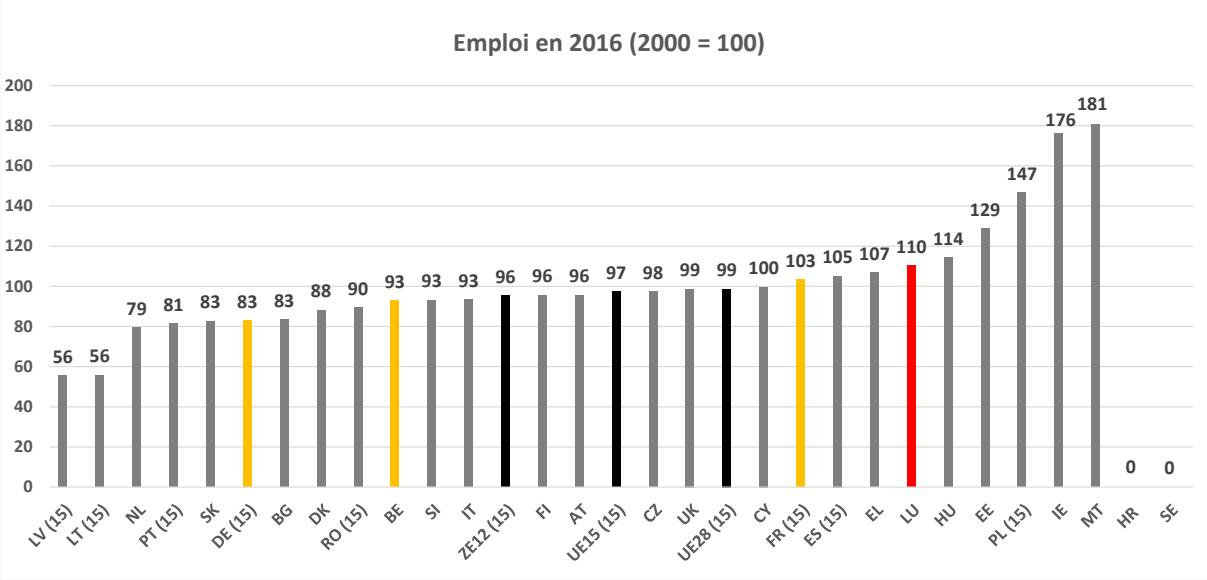
Avec -0,1% par an, le Luxembourg présente une légère diminution de l'activité au même titre que l'Allemagne avec -0,3%.



Malgré cette légère baisse d'activité, l'emploi s'accroît légèrement.



Au sein de l'Union européenne, si le Luxembourg affiche une croissance assez légère de l'emploi, nombre de pays subissent une régression plutôt conséquente.



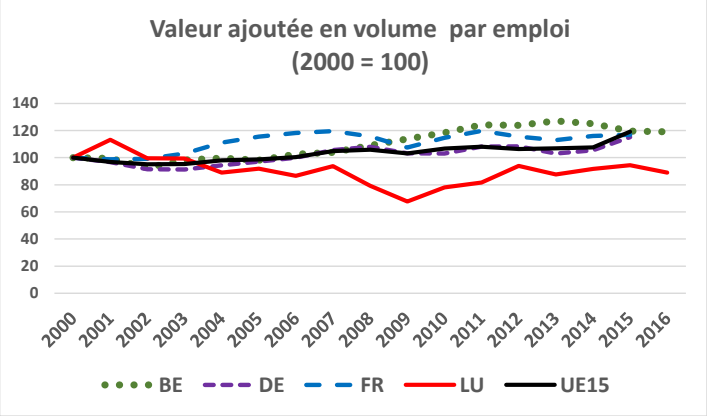
Le tableau suivant reflète les performances luxembourgeoises qui pour l'ensemble des agrégats figurent en fin de classement.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

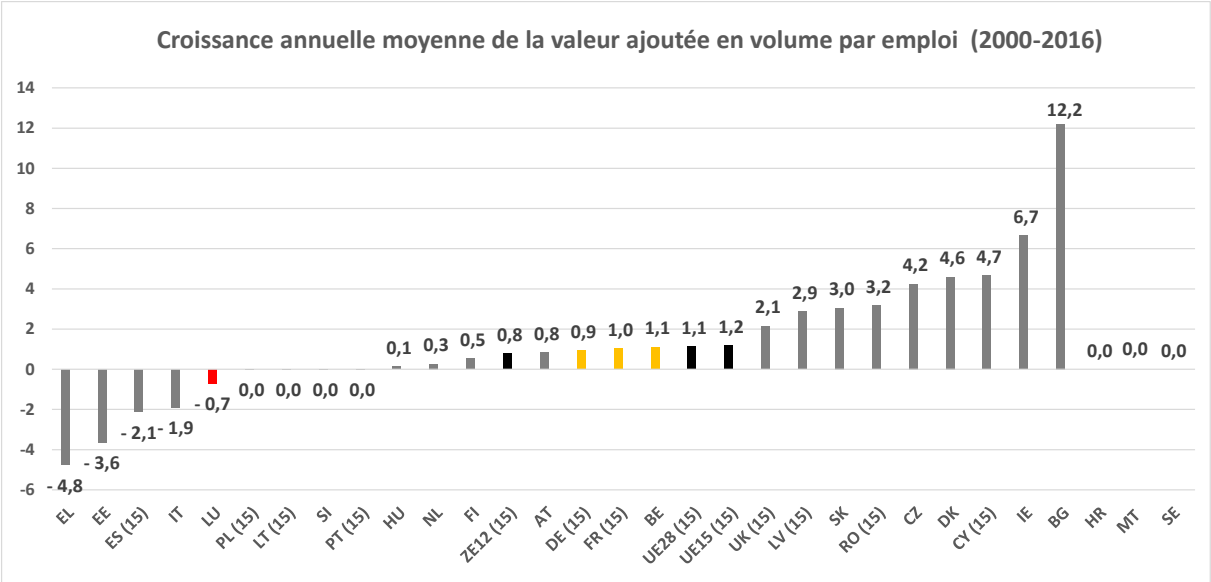
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2015	13/19	10/13	13/15
2007/2015	7/18	6/13	6/15
2000/2015	12/17	12/13	12/15

Productivité

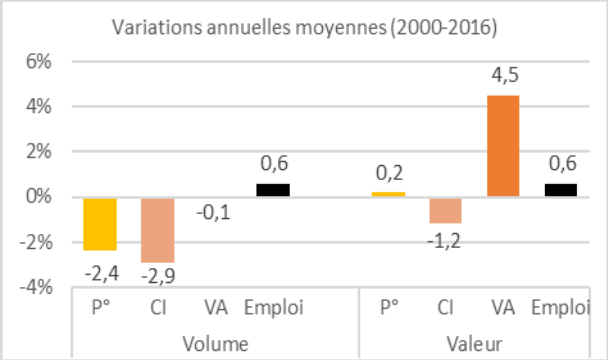
La courbe de la productivité reflète celle de la croissance de la valeur ajoutée en volume avec une performance moins favorable que dans les pays voisins.



En comparaison plus large, on peut constater le mauvais classement luxembourgeois avec une baisse de productivité de 0,7% par an.

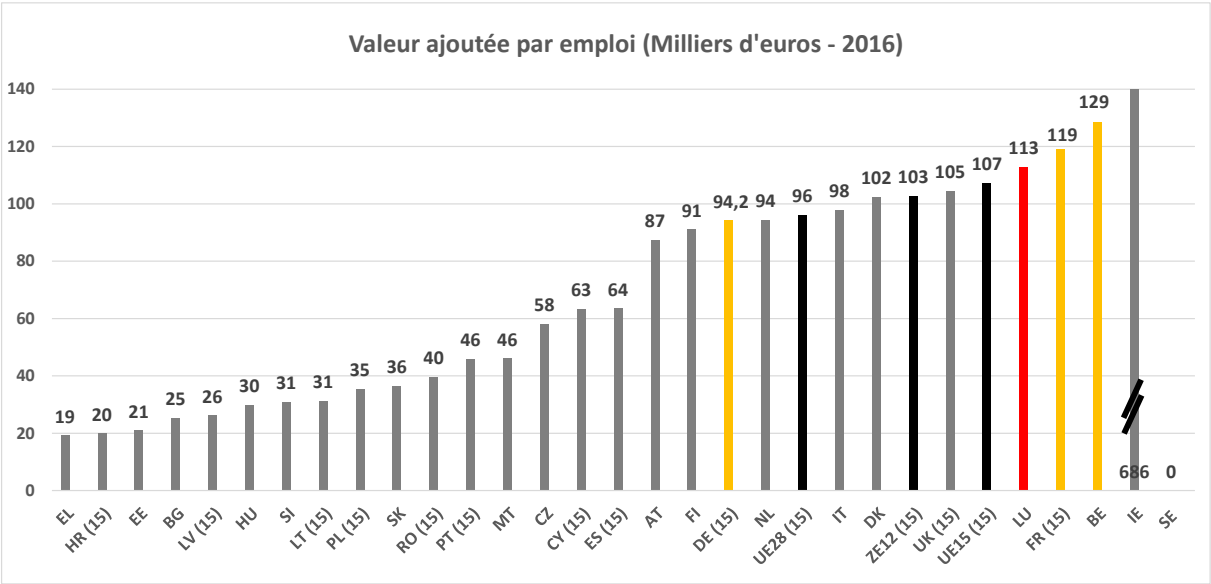


Le graphique suivant illustre les performances luxembourgeoises : une production en volume qui diminue de 2,4% par an et qui stagne en valeur. Toutefois, les consommations intermédiaires diminuant sensiblement plus que la production, la réduction de la valeur ajoutée en volume se trouve amoindrie comparativement à celle de la production.



En valeur, on note même un progrès notable de la valeur ajoutée en raison d'une contraction indéniablement plus conséquente des consommations intermédiaires que de la production.

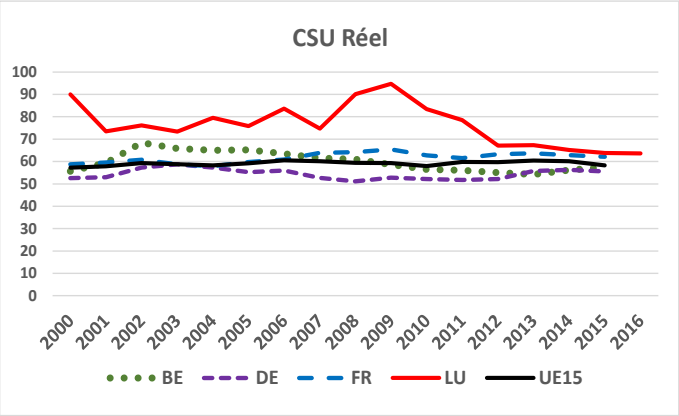
Avec 113.000 euros par emploi, le niveau de productivité luxembourgeois est plutôt important.



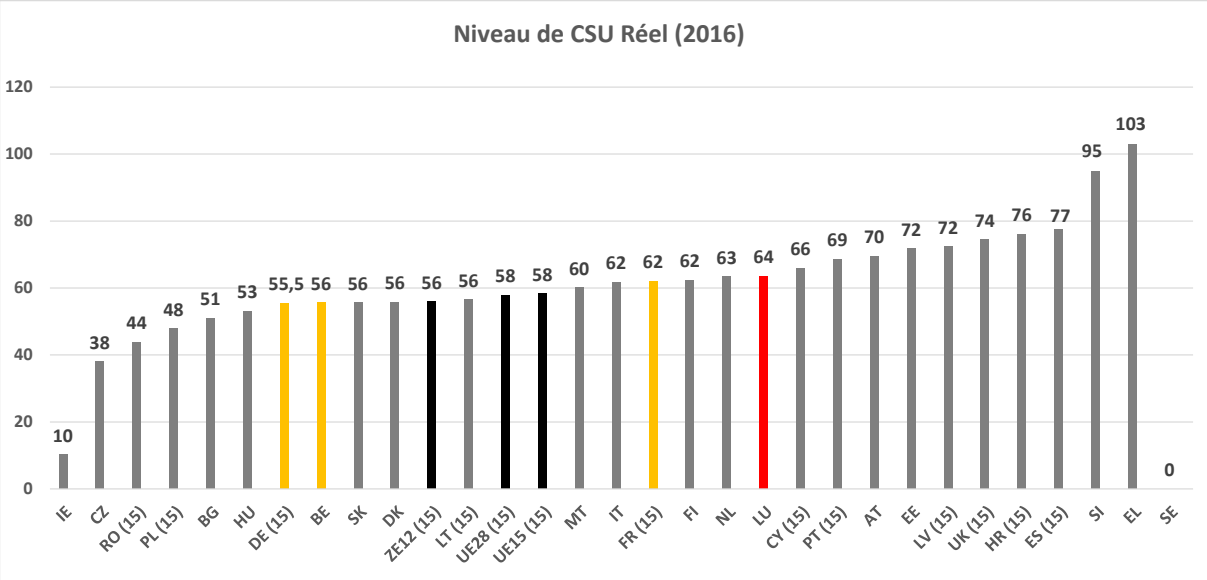
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

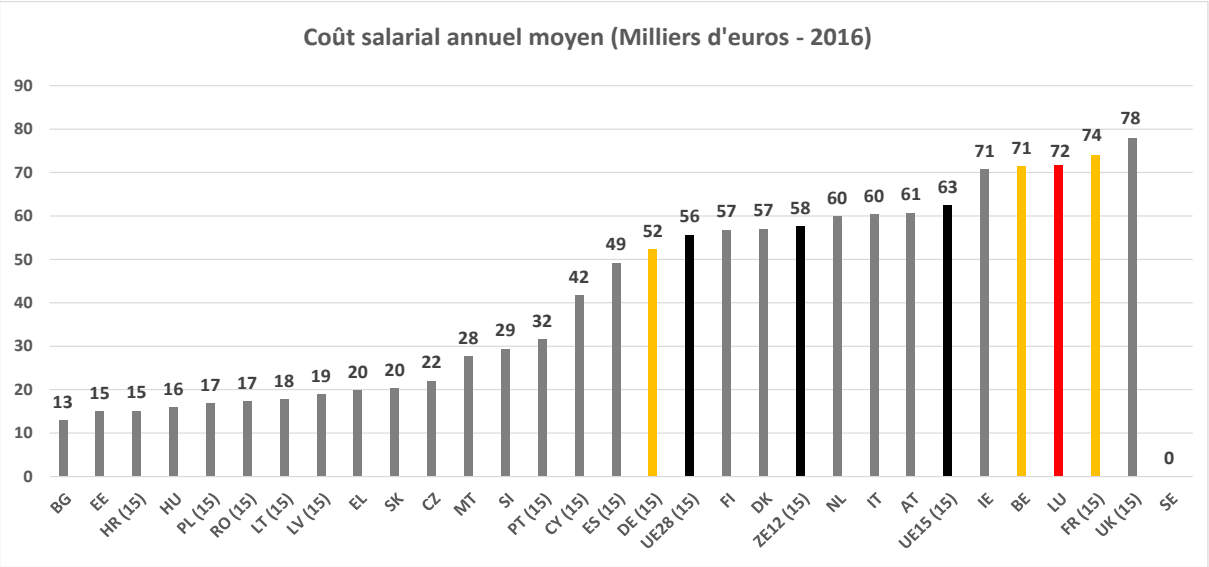
Sur l'ensemble de la période, le CSU luxembourgeois est resté plus important que dans les pays limitrophes. Le recul constaté de 2009 à 2012 aura toutefois permis à ce CSU de se rapprocher du CSU français.



À un niveau plus large, la comparaison est un peu plus flatteuse puisque le Luxembourg se classe, avec 64% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail, au 11e rang pour le poids du CSU, ce qui le situe dans les pays du deuxième tiers.

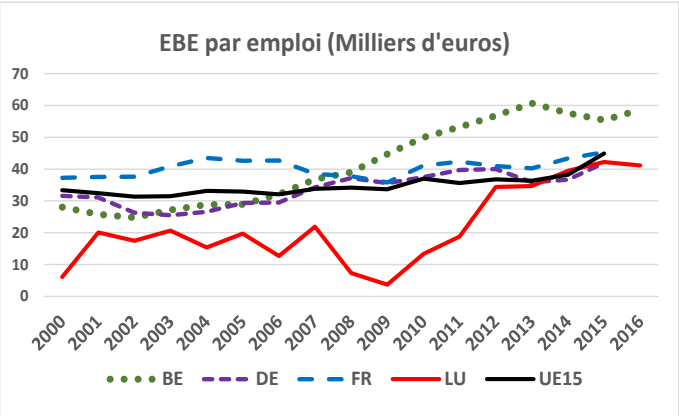


Avec 72.000 euros, le coût salarial Luxembourgeois est dans le peloton de tête en compagnie de la France et la Belgique.



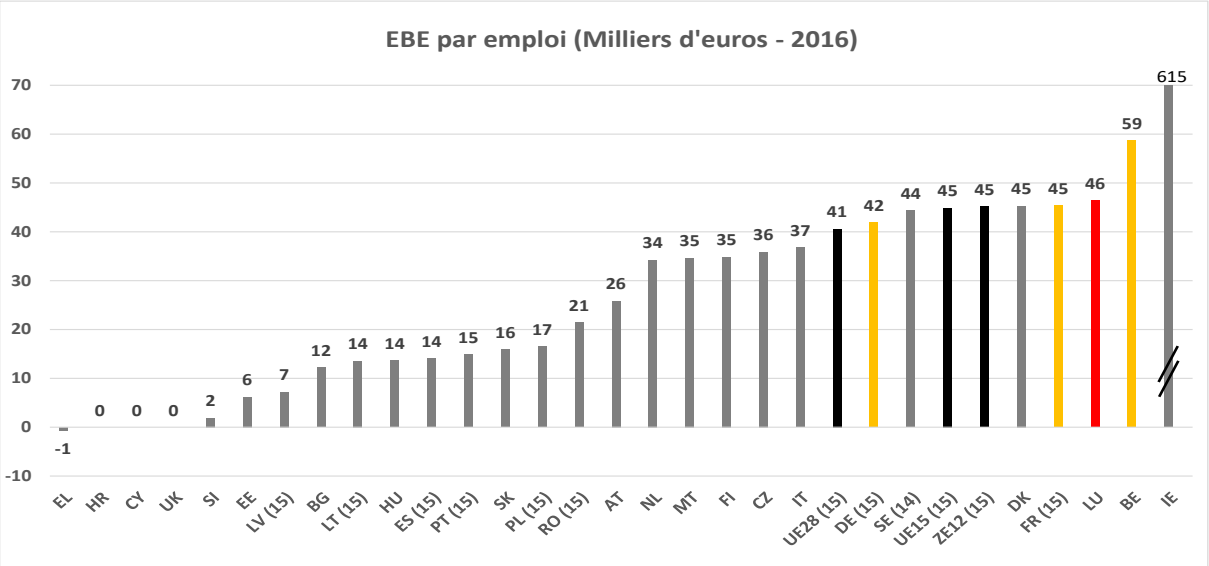
Rémunération du capital

L'EBE par emploi luxembourgeois connaît une évolution en dents de scie à un niveau nettement inférieur aux pays limitrophes jusqu'en 2012, année à partir de laquelle la marge d'exploitation entame une remontée très marquée.



En 2009, l'EBE par emploi luxembourgeois était de 4.000 euros, loin derrière les pays voisins, mais, en 2016, il est de 46.000 euros, un montant proche de l'Allemagne et de la France.

Grâce à cette remontée de l'EBE après 2009, le Luxembourg se positionne plutôt favorablement.

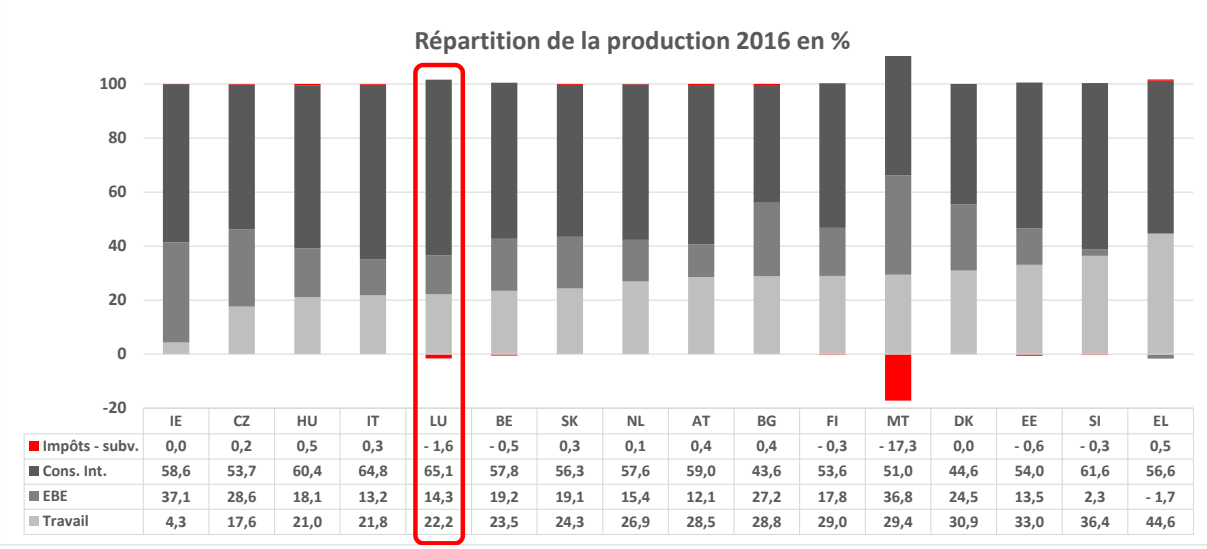


Répartition de la production

Le classement luxembourgeois pour la part de l'EBE dans la production est sans surprise parmi les plus mauvaises. Cependant, on peut constater que le travail n'est pas ce qui pénalise le plus les marges des entreprises puis que le coût du travail ne représente finalement que le 12ème rang sur 16 en 2016. Ce sont en fait les consommations intermédiaires qui pèsent le plus lourd avec la première place.

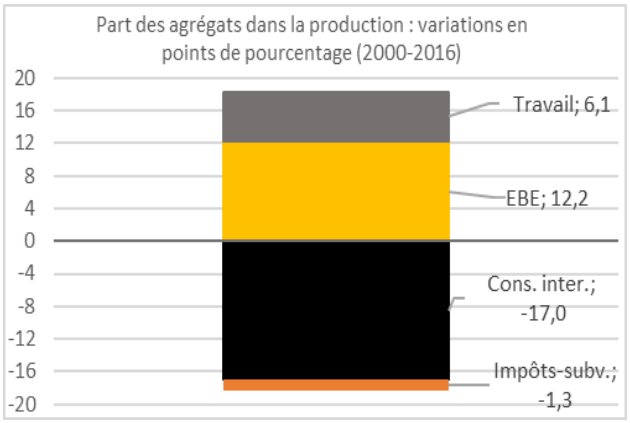
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**1/18**	**16/17**	**12/16**	**11/16**

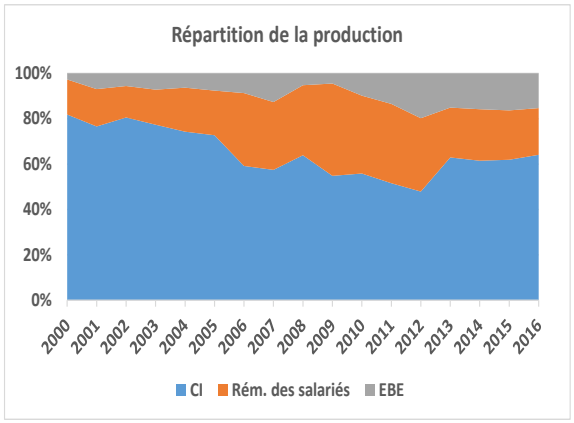
Avec 10 à 20 points de plus que les autres pays, les consommations intermédiaires représentent 65% de la production, écrasant de fait la proportion des autres composantes.



	IE	CZ	HU	IT	LU	BE	SK	NL	AT	BG	FI	MT	DK	EE	SI	EL
Impôts - subv.	0,0	0,2	0,5	0,3	- 1,6	- 0,5	0,3	0,1	0,4	0,4	- 0,3	- 17,3	0,0	- 0,6	- 0,3	0,5
Cons. Int.	58,6	53,7	60,4	64,8	65,1	57,8	56,3	57,6	59,0	43,6	53,6	51,0	44,6	54,0	61,6	56,6
EBE	37,1	28,6	18,1	13,2	14,3	19,2	19,1	15,4	12,1	27,2	17,8	36,8	24,5	13,5	2,3	- 1,7
Travail	4,3	17,6	21,0	21,8	22,2	23,5	24,3	26,9	28,5	28,8	29,0	29,4	30,9	33,0	36,4	44,6

On remarquera tout de même que la part du travail et de l'EBE ont augmenté dans le temps, respectivement de 6,1 et 12,2 points. En fait cette augmentation a été permise par une baisse de 17 points de la part des consommations intermédiaires qui étaient de 82% de la production en 2000





J61 Télécommunications

Les croissances de l'emploi et de la valeur ajoutée sont particulièrement élevées. La productivité s'est vigoureusement développée, malgré des consommations intermédiaires évoluant beaucoup plus rapidement que la production.

De plus, et en dépit d'une variation des prix défavorable, le Luxembourg dispose largement du 1er niveau de productivité. Avec 435.000 euros par emploi, il devance les Pays-Bas de 200.000 euros.

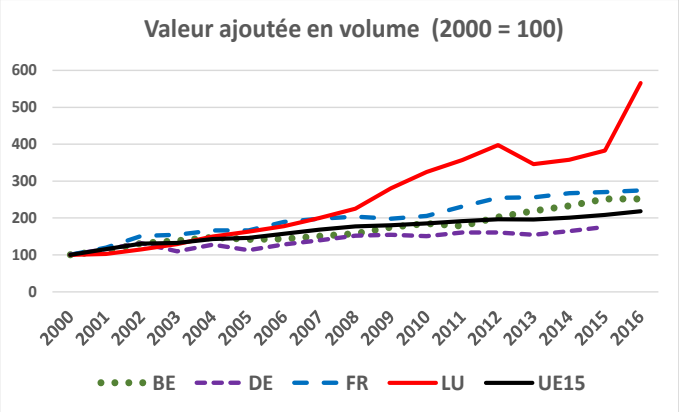
Un tel niveau de productivité conduit le CSU Luxembourgeois à être, de très loin, le plus bas d'Europe avec simplement 20% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail, soit environ deux fois moins que la plupart des pays. Conséquence évidente, le pays dispose d'une marge hors normes, avec une EBE de 349.000 euros par emploi, le 2e n'étant qu'à 162.000 euros.

La branche comporte 3.700 emplois, soit 0,9% de l'emploi total. Sa part dans la valeur ajoutée est 3,7 fois supérieure.

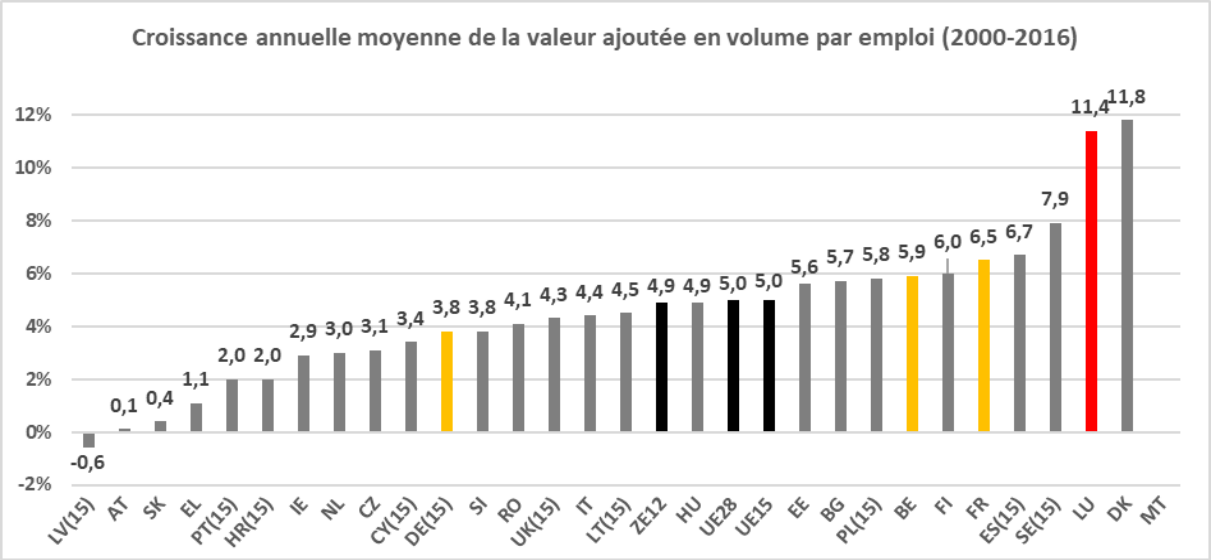
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	3,7	0,9
Salariés (milliers)	3,7	0,9
Valeur ajoutée nominale (millions)	1 591	3,3

Activité

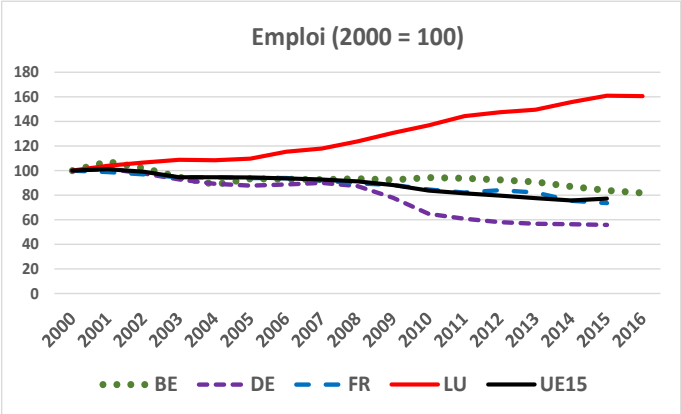
Avec une valeur ajoutée multipliée par près de six sur la période, le Luxembourg a connu une progression impressionnante, devançant de très loin les pays limitrophes qui ont pourtant également connu une forte croissance.



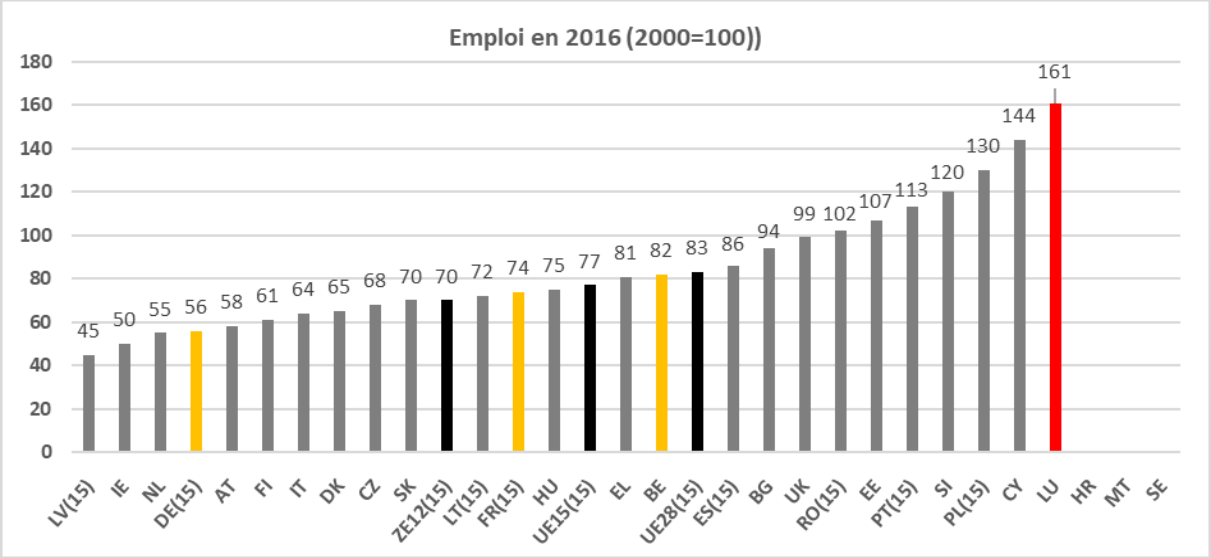
Le Luxembourg a connu une croissance annuelle moyenne de près de 11,4%, soit la 2e meilleure performance de l'UE derrière le Danemark.



Dans la lignée de la forte croissance de la valeur ajoutée en volume, l'emploi a sensiblement augmenté au Luxembourg et ce, pendant qu'il diminuait dans les pays voisins et dans l'UE15.



Alors que l'emploi diminue dans la majorité des pays, le Luxembourg fait face à la plus forte croissance de l'UE.



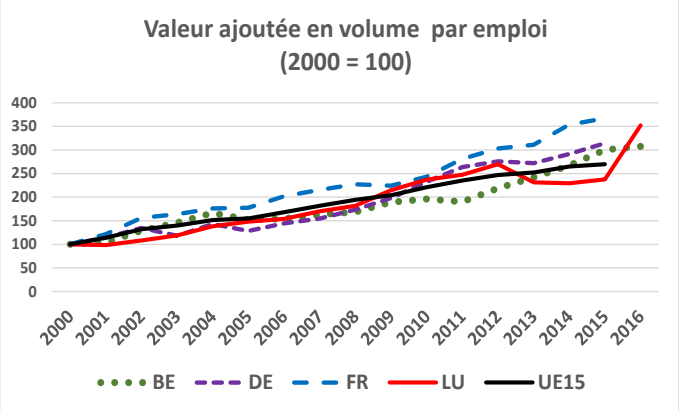
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg figure dans le haut du classement pour la croissance des différents agrégats.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

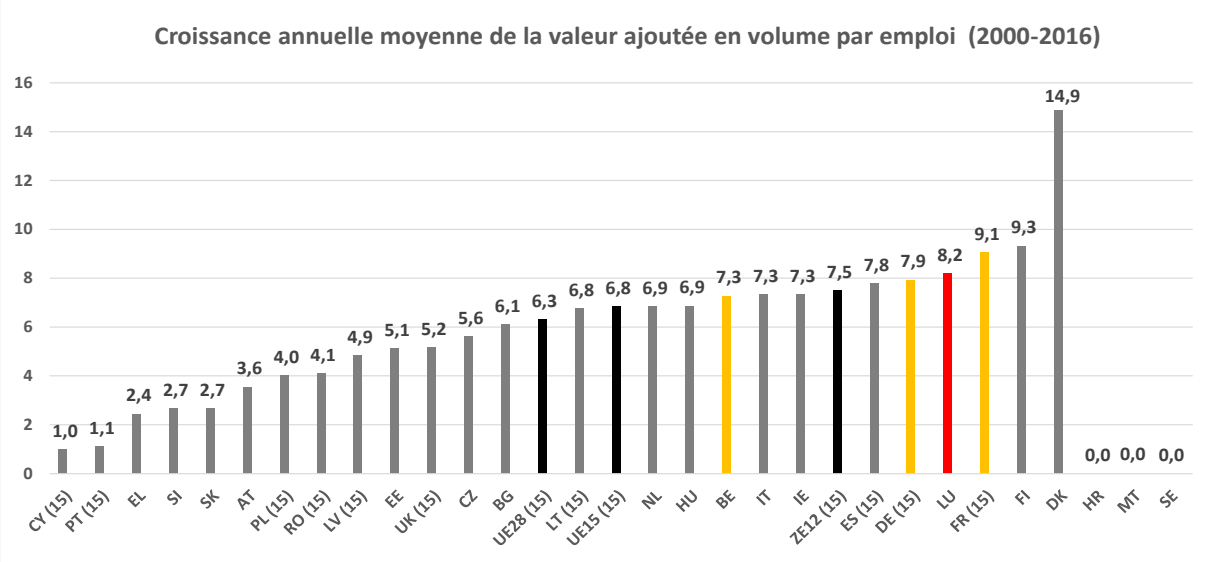
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	9/18	1/17	1/17
2007/2016	2/17	2/17	2/17
2000/2016	1/17	2/17	4/17

Productivité

Jusqu'en 2012, la productivité luxembourgeoise progressait au rythme de l'UE15, la France et l'Allemagne. Cependant, le retournement intervenu en 2013 pèse sur la productivité qui pourtant se redresse très sérieusement en 2016.



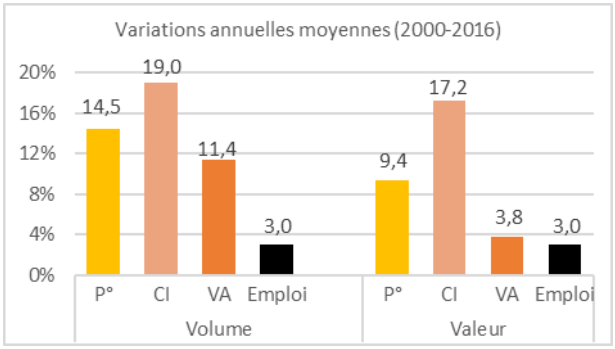
La productivité luxembourgeoise augmente de 8,2% par an, soit une des meilleures performances européennes avec la France et la Belgique.

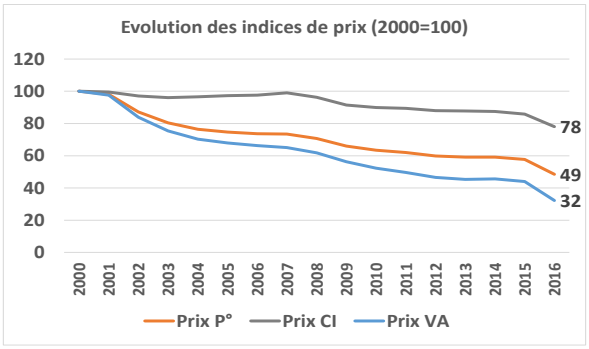


En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires ont progressé plus rapidement que la production amenant à une croissance de la valeur ajoutée autrement amoindrie. En volume les consommations intermédiaires ont progressé 4,5 points de plus et en valeur de 7,8 points de plus.

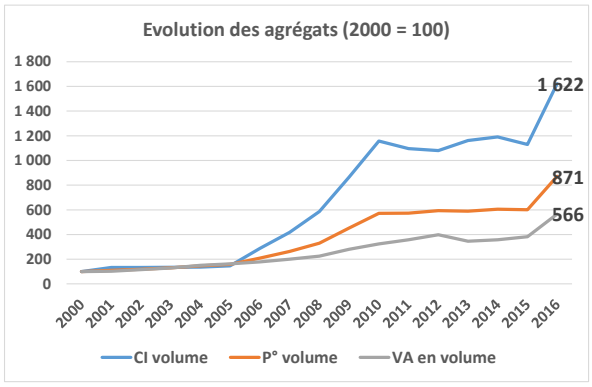
Le Luxembourg a donc subi :

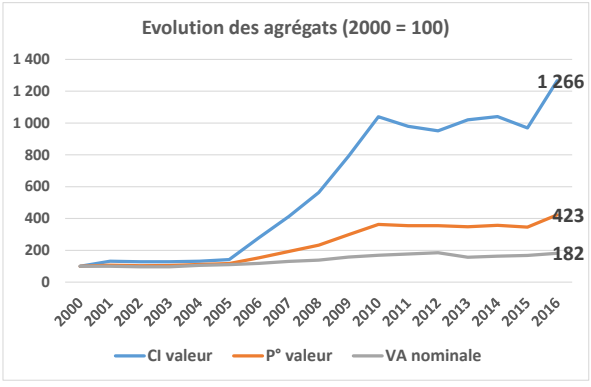
- non seulement une augmentation des consommations intermédiaires plus importante que la production en volume,
- mais également d'un différentiel de prix particulièrement défavorable puisque pendant que les prix des consommations intermédiaires diminuaient de 22%, celui de la production diminuait de 51%. Certains diraient que le Luxembourg aurait gagné en compétitivité prix, mais l'effet mécanique de ces développements différenciés des prix constitue, toute chose égale par ailleurs, une contraction de marges.



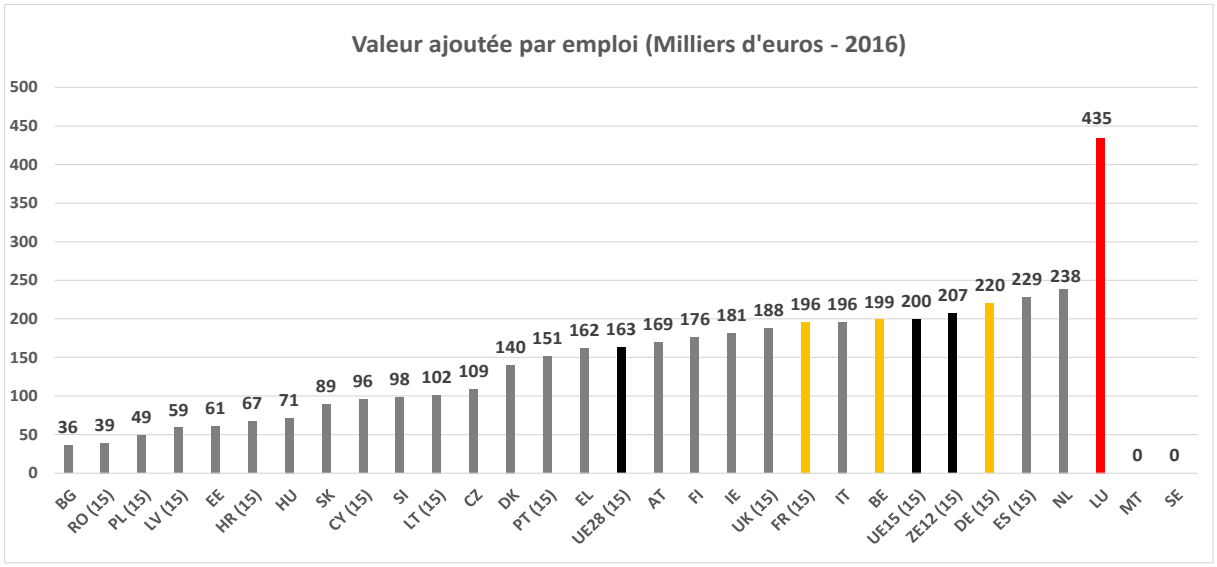


Les graphiques suivants illustrent ces augmentations démesurées des consommations intermédiaires par rapport à la production. Notons encore que les progressions en volume sont nettement au-dessus des variations nominales en raison d'un contexte généralisé de baisse des prix dans le secteur.





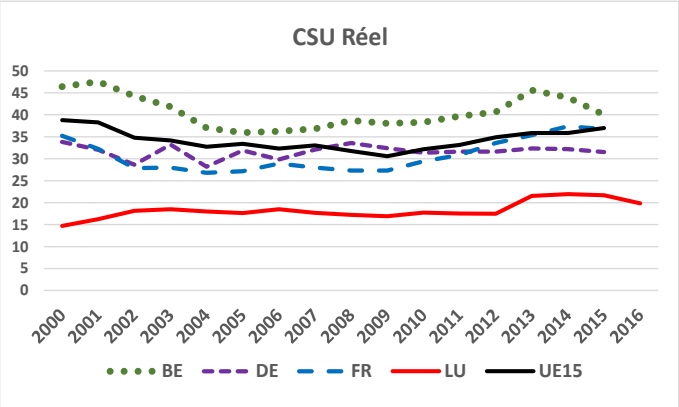
Avec 435.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose de loin du premier niveau de productivité. Premier rang que le Luxembourg n'a d'ailleurs jamais quitté depuis 2000.



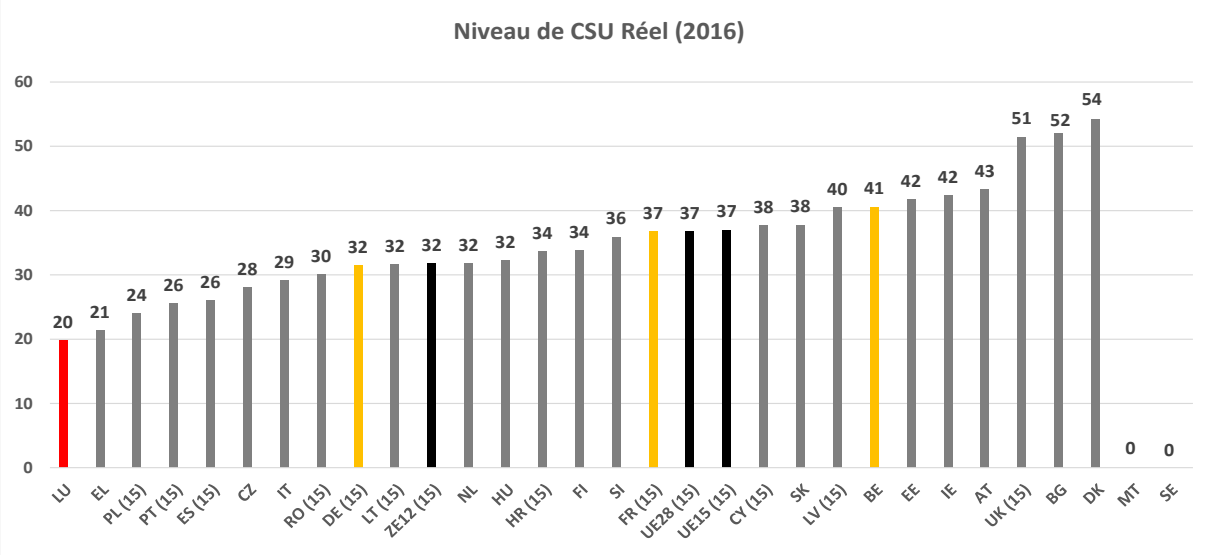
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

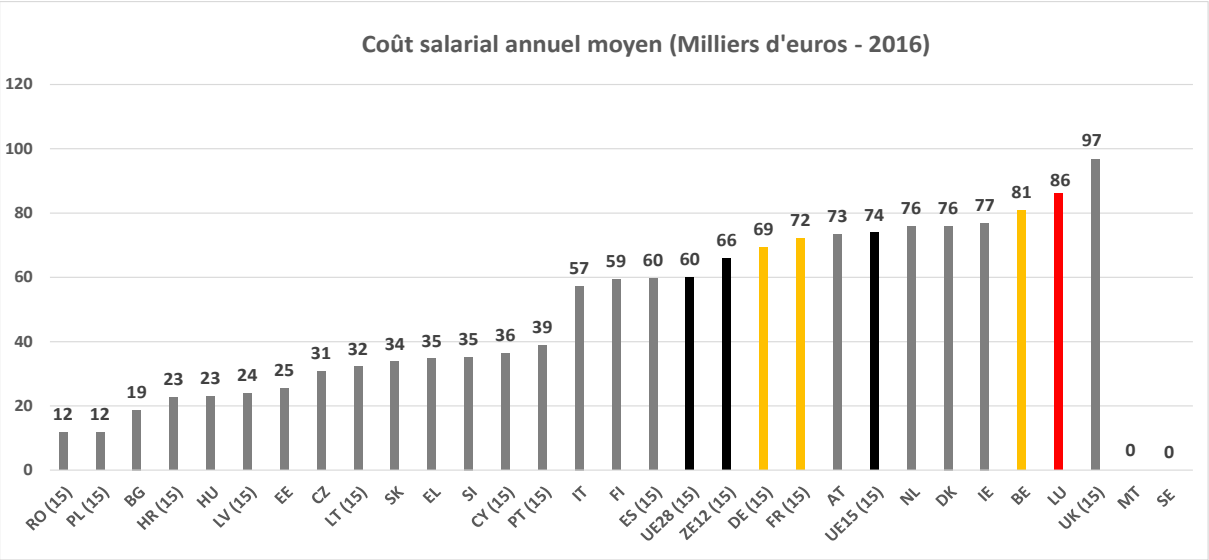
Même si le CSU luxembourgeois a quelque peu augmenté sur la période, il demeure structurellement clairement inférieur aux pays limitrophes.



En outre, le Luxembourg possède le CSU le plus faible d'Europe avec 20% de la valeur ajoutée rémunérant le travail.

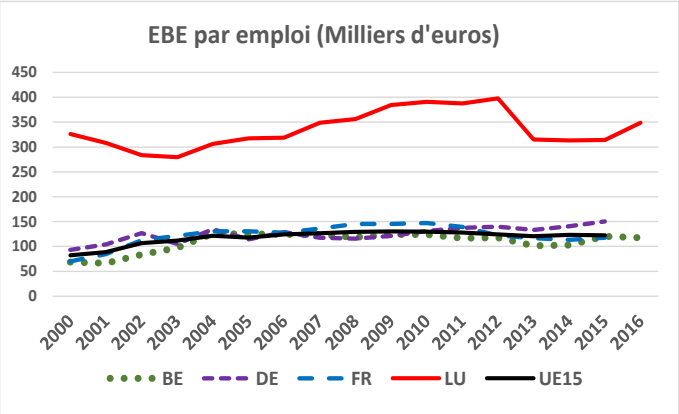


S'élevant à 88.400 euros par an, le coût salarial luxembourgeois est le plus élevé d'Europe. Toutefois, comme nous venons de le voir, comparativement à la productivité, cela n'est absolument pas gênant puisque le CSU luxembourgeois est le plus bas d'Europe.

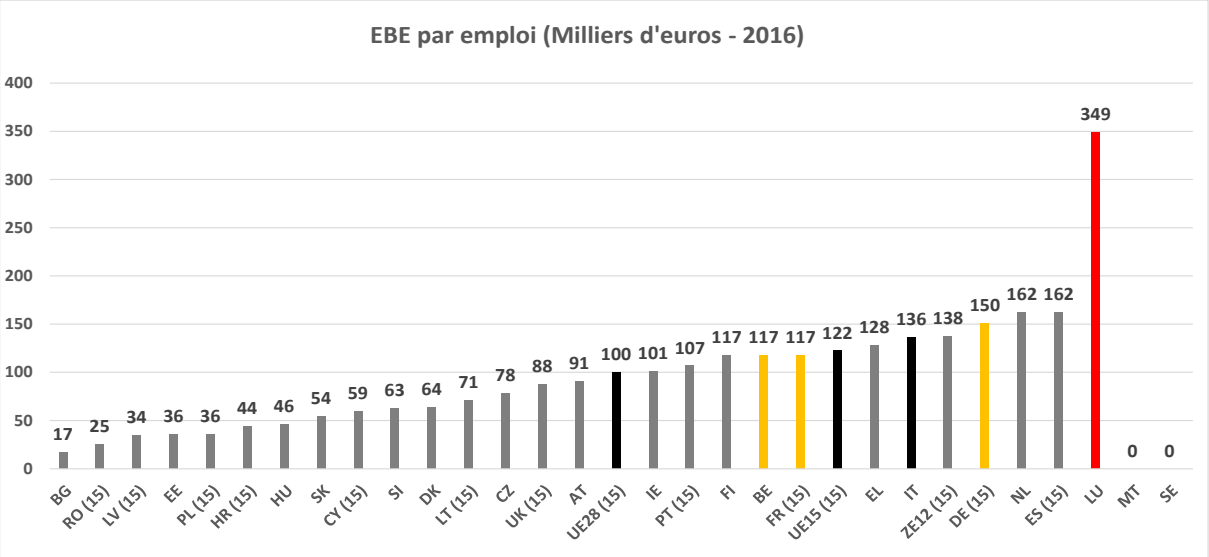


Rémunération du capital

Sans surprise, le Luxembourg surpasse allègrement les pays voisins en matière de marge d'exploitation sur l'ensemble de la période.



Au niveau européen, le Luxembourg dispose bien évidemment de la 1ère place avec chaque emploi dégageant une marge après salaires de 349.000 euros.

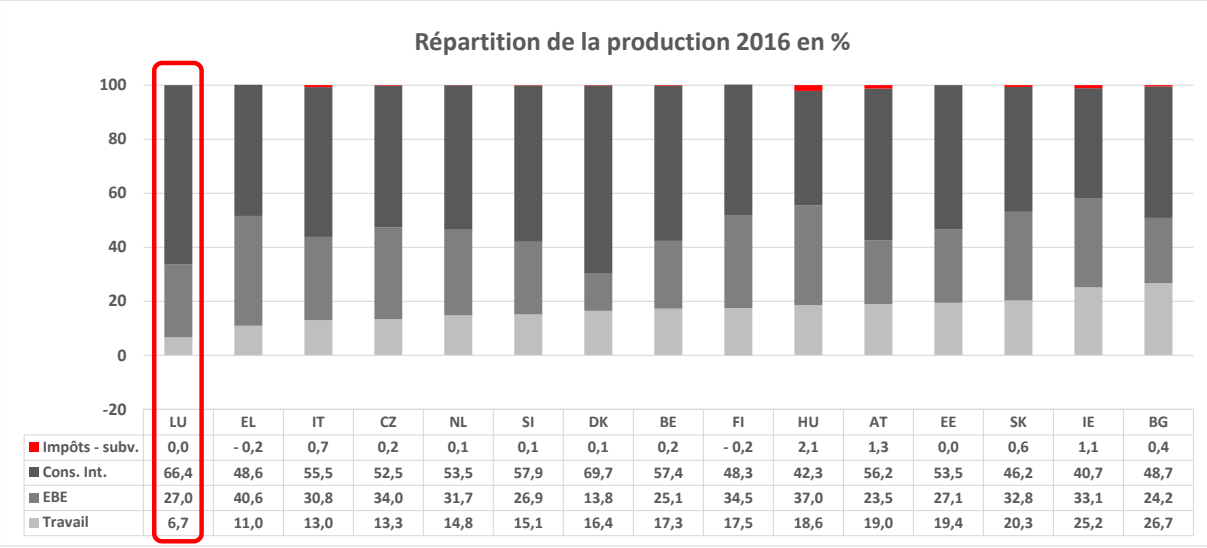


Répartition de la production

En pourcentage de la production, le Luxembourg arrive en dernière position concernant le coût du travail, et en dixième sur 15 pour l'EBE. Compte tenu du niveau absolu de marge, cela pourrait paraître surprenant. Toutefois, dans le même temps, le pays est en première position concernant le coût des consommations intermédiaires dont nous avons également vu qu'elles avaient particulièrement augmenté.

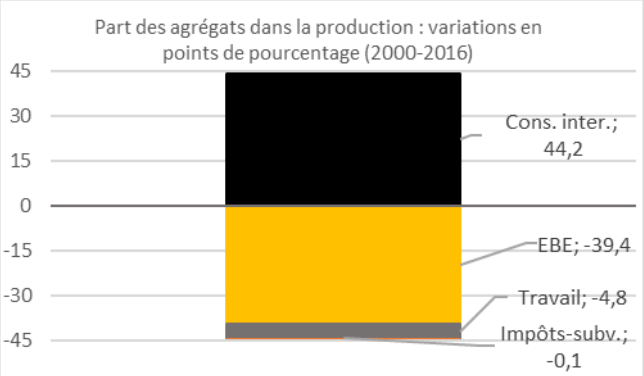
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**2/17**	**14/16**	**15/15**	**10/15**

Avec simplement 6,7% de la valeur de la production, le Luxembourg est de loin le pays où le coût du travail pèse le moins. En revanche, avec des consommations intermédiaires qui pèsent pour 63,8% de la valeur ajoutée, le Luxembourg est au premier rang, ce qui comprime la part relative de l'EBE, en dépit d'un niveau absolu largement supérieur.



	LU	EL	IT	CZ	NL	SI	DK	BE	FI	HU	AT	EE	SK	IE	BG
Impôts - subv.	0,0	- 0,2	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	- 0,2	2,1	1,3	0,0	0,6	1,1	0,4
Cons. Int.	66,4	48,6	55,5	52,5	53,5	57,9	69,7	57,4	48,3	42,3	56,2	53,5	46,2	40,7	48,7
EBE	27,0	40,6	30,8	34,0	31,7	26,9	13,8	25,1	34,5	37,0	23,5	27,1	32,8	33,1	24,2
Travail	6,7	11,0	13,0	13,3	14,8	15,1	16,4	17,3	17,5	18,6	19,0	19,4	20,3	25,2	26,7

Entre 2000 et 2016, la part des consommations intermédiaires dans la production augmente de 44,2 points. Ceci comprimé donc les autres composantes et particulièrement l'EBE.



K – ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE

Cette branche, ô combien importante pour le Luxembourg, représente 46.000 emplois, soit 11% de l'emploi total et 27,3% de la valeur ajoutée. Il s'agit des meilleures proportions d'Europe. Dans l'UE28, les activités financières ne touchent que 2,6% de l'emploi et 5% de la valeur ajoutée.

Pour l'emploi, la proportion luxembourgeoise est 4,2 fois plus importante que la moyenne européenne et pour la valeur ajoutée, le ratio est 5,5 fois. Ceci signifie au passage que la valeur ajoutée par emploi est, au Luxembourg, nettement supérieure à la moyenne européenne.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	46,0	11,0
Salariés (milliers)	46,0	11,7
Valeur ajoutée nominale (millions)	13 097	27,3

K64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite

L'incidence de la crise financière est flagrante. À partir de 2009, l'emploi connaît une légère inflexion. Néanmoins, c'est surtout le cas de la valeur ajoutée en volume qui n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise et se classe en queue de peloton, avec 0,9% de croissance annuelle moyenne.

Malgré le fléchissement dû à la crise, l'emploi a grandement augmenté au Luxembourg, comparativement aux autres pays. La conséquence en est, bien évidemment, une diminution de la productivité de 1,1% par an, et la place de dernier de la classe européenne.

Malgré tout, le CSU Luxembourgeois est tout à fait dans la norme et inférieur aux pays voisins. Surtout, l'EBE par emploi est, avec 116.000 euros, l'un des premiers d'Europe.

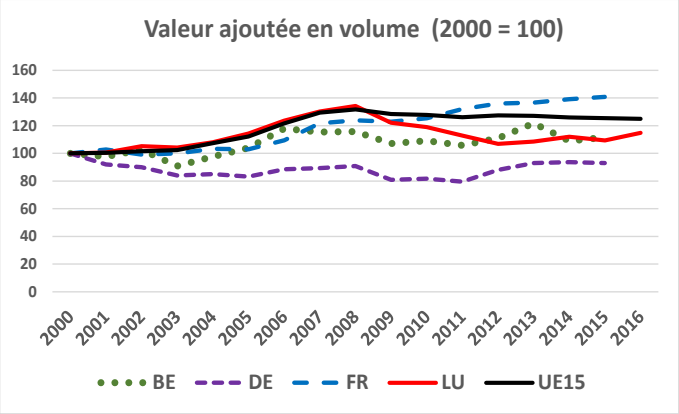
Avec 31.900 emplois, les services financiers constituent de loin la principale sous-branche des activités financières. Ils comptent pour 7,6% de l'emploi total, soit plus de cinq fois la moyenne européenne (1,5%).

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	31,9	7,6
Salariés (milliers)	31,9	8,1
Valeur ajoutée nominale (millions)	8 077	16,8

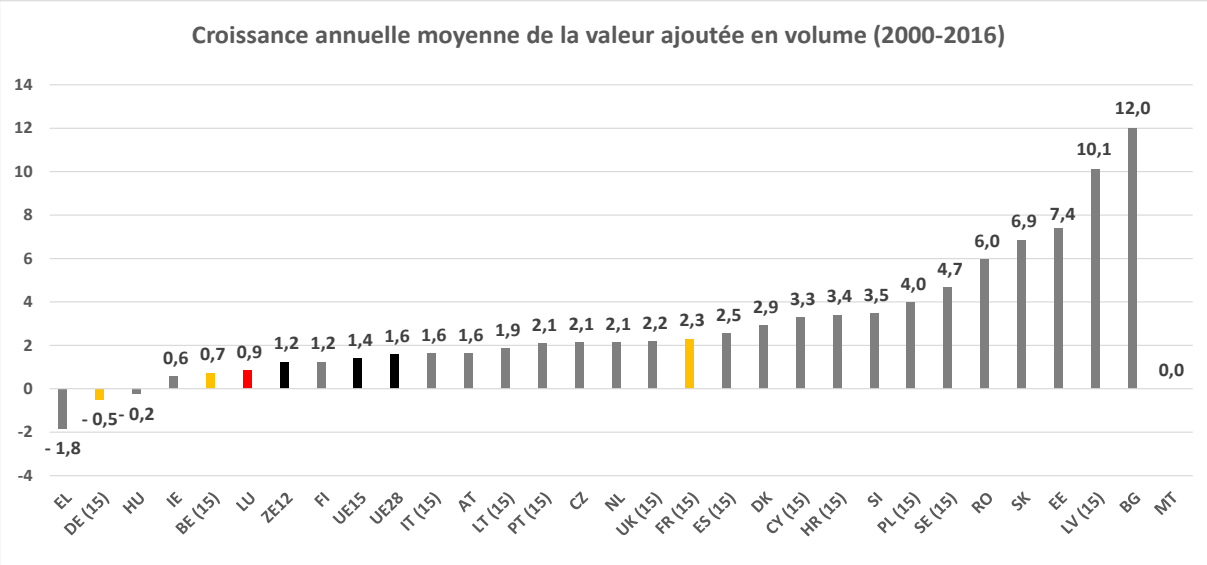
Activité

Jusqu'en 2008, la variation de la valeur ajoutée en volume du Luxembourg épouse celle de l'UE15. Par la suite, elle décroche et devient inférieure à la France et parfois même à la Belgique. De son côté,

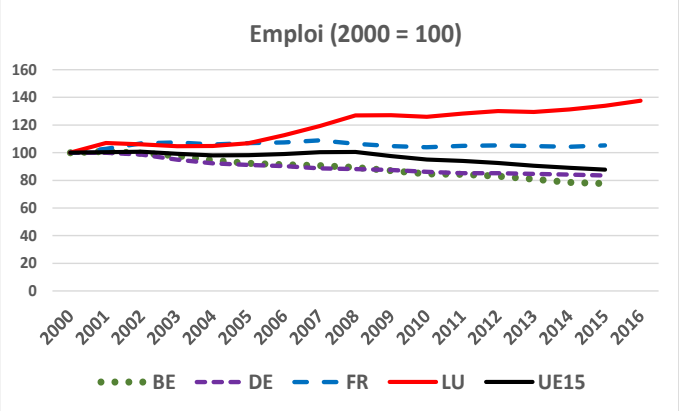
l'Allemagne a constamment navigué sous son niveau de 2000. Globalement, la croissance luxembourgeoise est plutôt faible (0,9% en moyenne annuelle).



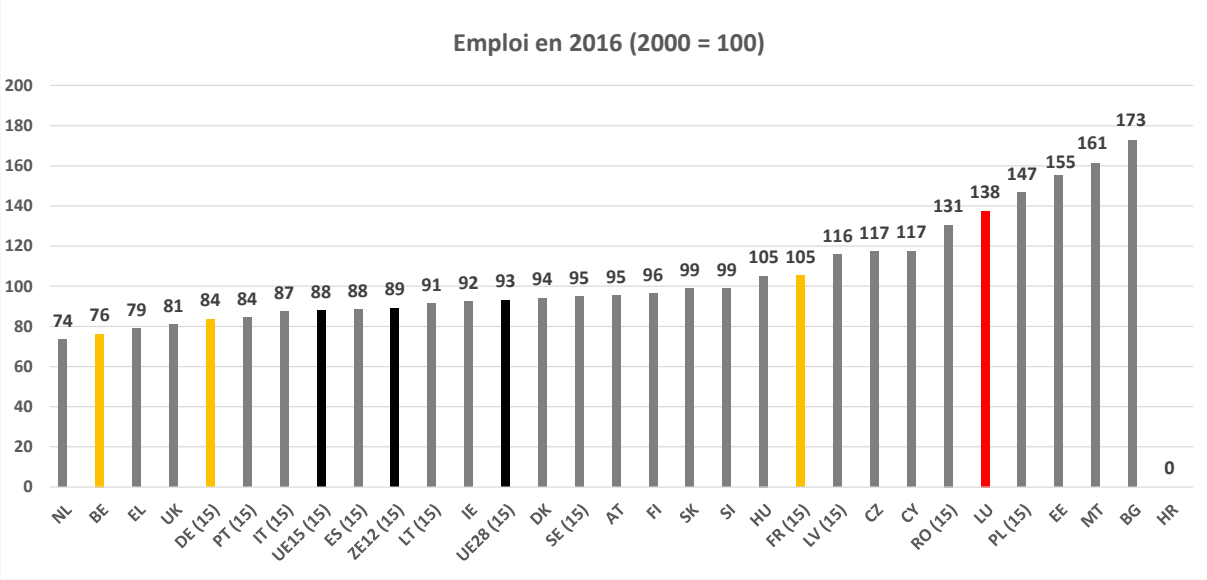
Dans ces conditions, le Luxembourg affiche l'une des moins bonnes performances européennes. Inutile de préciser que les activités financières correspondant à 16,8% de la valeur ajoutée, les banques freinent la croissance globale de l'économie luxembourgeoise, tout au moins dans l'effet de premier tour.



Pourtant, une fois encore, l'emploi évolue de manière contradictoire avec la valeur ajoutée en volume puisque c'est au Luxembourg qu'il augmente le plus parmi les voisins.



Même à l'aune de l'UE, le Luxembourg est l'un des pays où l'emploi se développe le plus ; il n'est devancé que par quatre NEM.



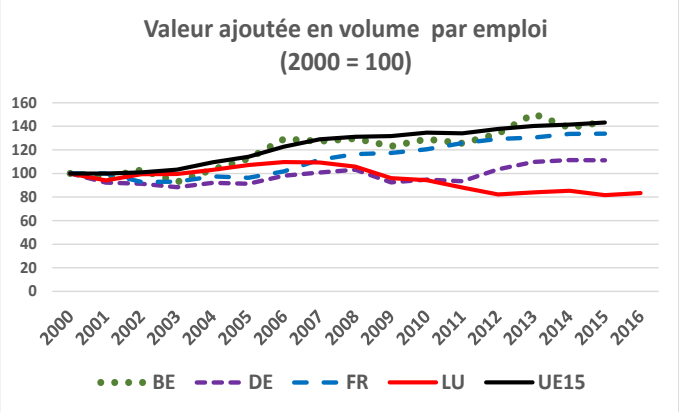
Sur l'ensemble de la période, alors que le Luxembourg figure parmi les pays ayant vu l'emploi le plus progresser, il émarge largement en queue de peloton concernant la valeur ajoutée en volume.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	4/18	3/14	4/15
2007/2016	5/17	8/14	6/15
2000/2016	4/17	11/14	9/15

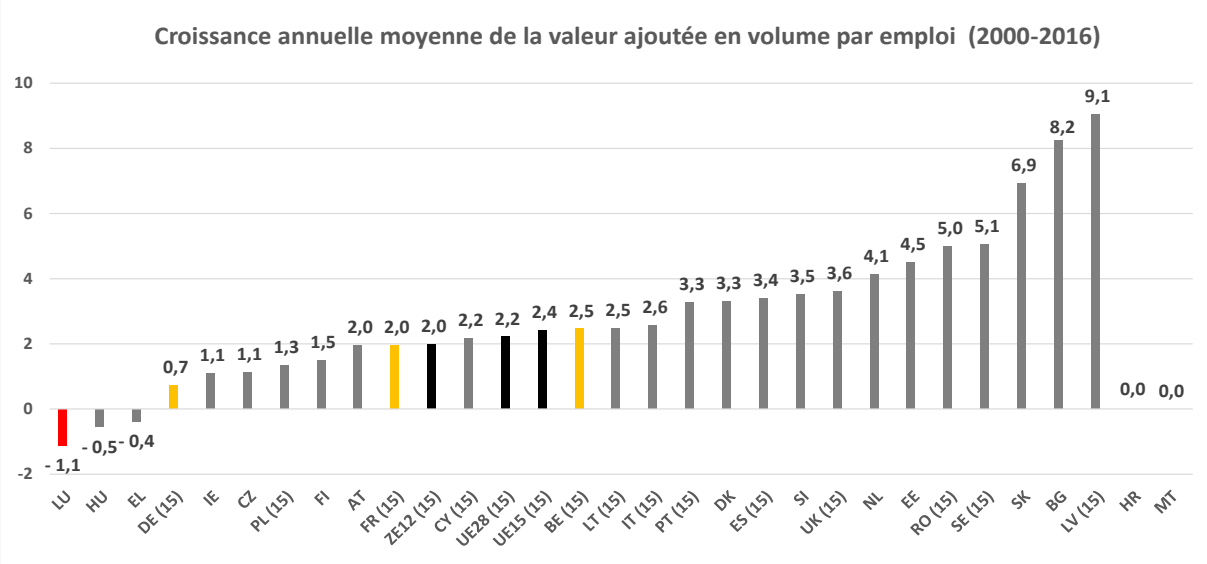
Productivité

Une nouvelle fois serions-nous tentés de dire, tant ce schéma se répète, alors que le Luxembourg enregistre l'une des plus légères améliorations de la valeur ajoutée en volume, il connaît également l'un des progrès de l'emploi les plus notables. Cela se reflète fatalement dans l'évolution de la productivité qui est en baisse entre 2006 et 2012 et tend à stagner ensuite.

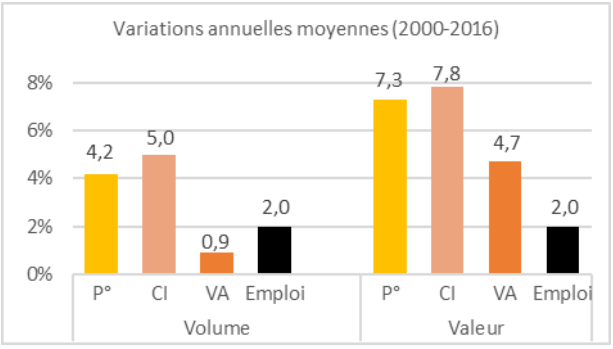


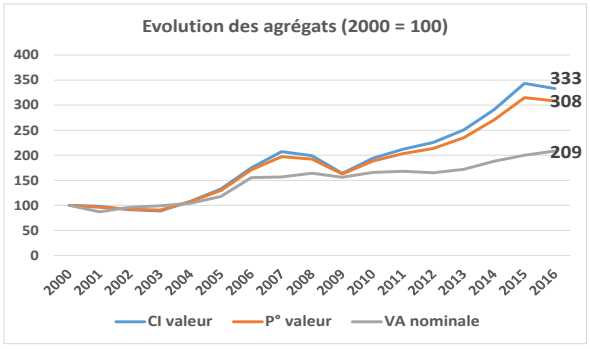
C'est d'ailleurs au Luxembourg que la productivité diminue le plus en Europe, le tout dans un contexte de croissance généralisée. Alors bien sûr, la valeur ajoutée ne constitue qu'une partie des revenus des banques. Cependant, il est tout de même curieux, une nouvelle fois, de voir un Luxembourg avec toujours l'une des progressions de l'emploi les plus marquées, et pourtant l'un des plus faibles

accroissements de la valeur ajoutée en volume. Les banques Luxembourgeoises embaucheraient-elle pour le bien-être des salariés et diminuer la pression qui pèse sur eux ?

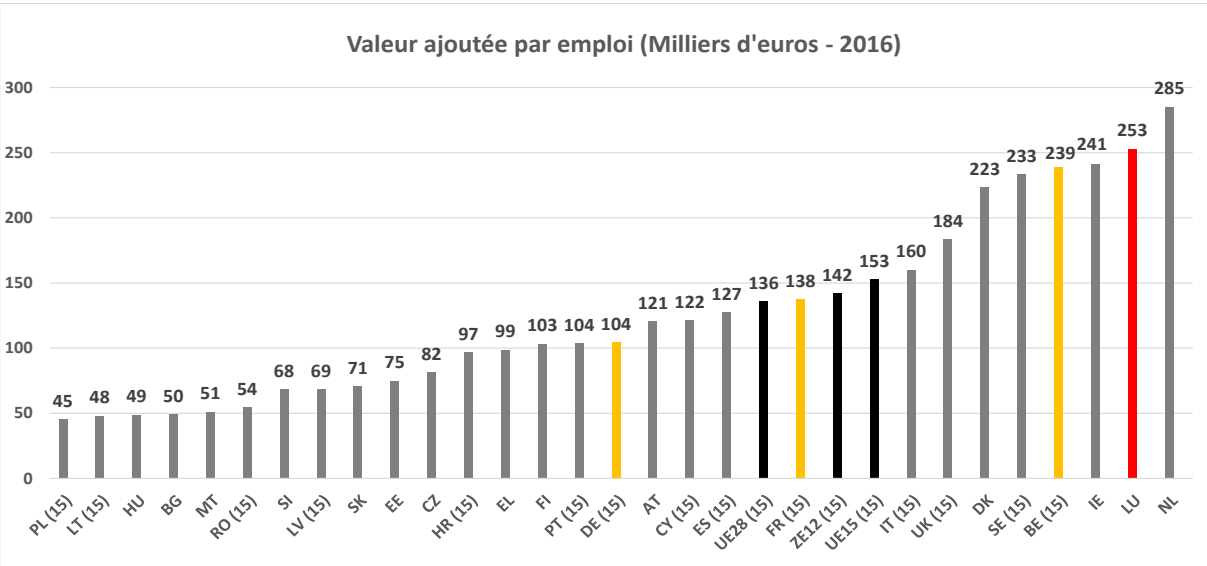


En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires progressent plus rapidement que la production, amenant une croissance de la valeur ajoutée amoindrie. Ce phénomène s'amplifie graduellement à partir de 2009.





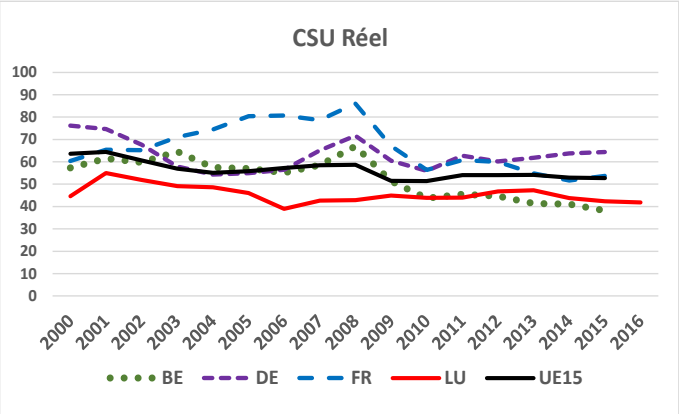
Pourtant, avec 253.000 euros par emploi en 2016, le Luxembourg se place au deuxième rang pour la productivité, n'étant devancé que par les Pays-Bas.



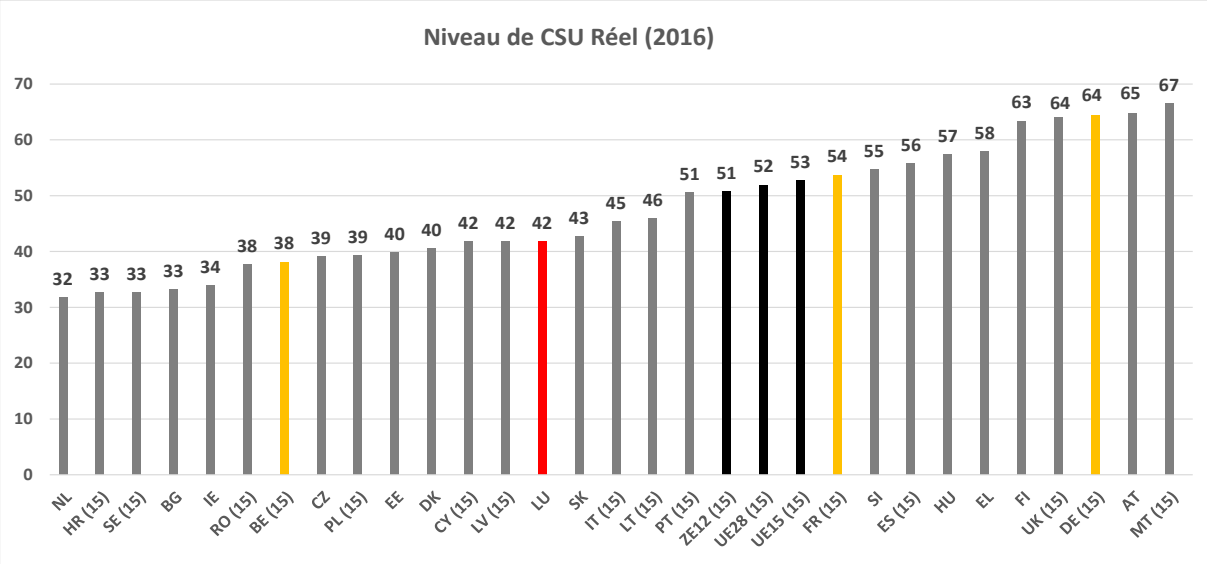
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

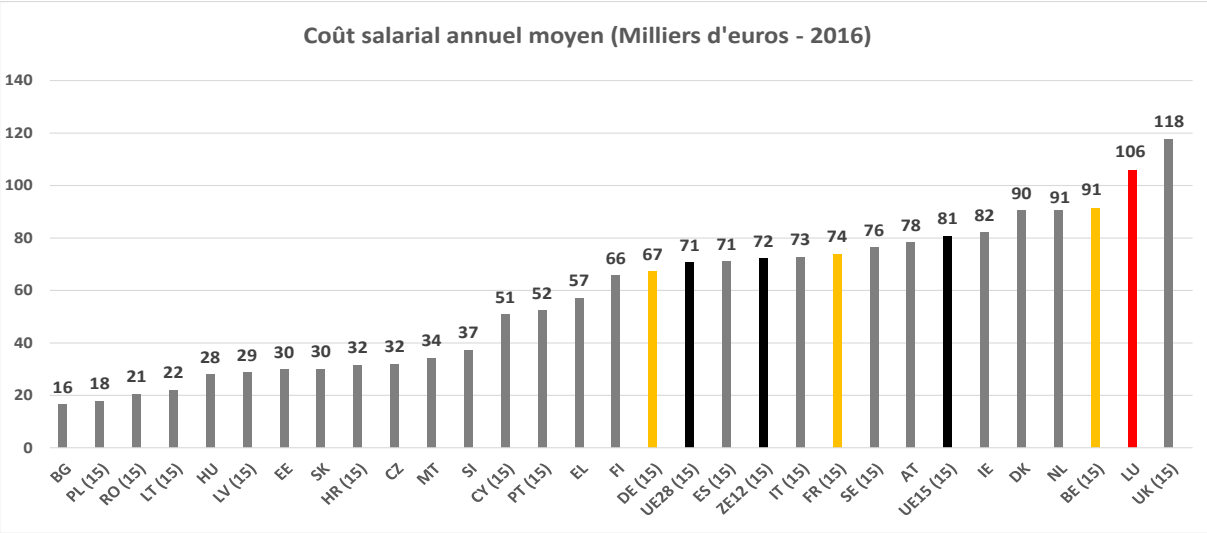
Le CSU luxembourgeois reste relativement le plus bas, même si en fin de période le CSU belge devient légèrement inférieur.



À un niveau plus large, on peut constater que le Luxembourg dispose d'un CSU d'un poids intermédiaire avec 42% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail.

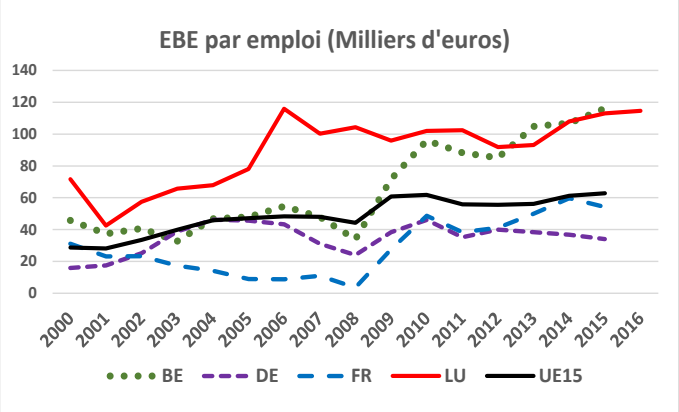


D'un montant près de 104.000 euros, le coût salarial annuel moyen luxembourgeois est le plus élevé de l'Union européenne. Notons tout de même que c'était déjà le cas en 2000.

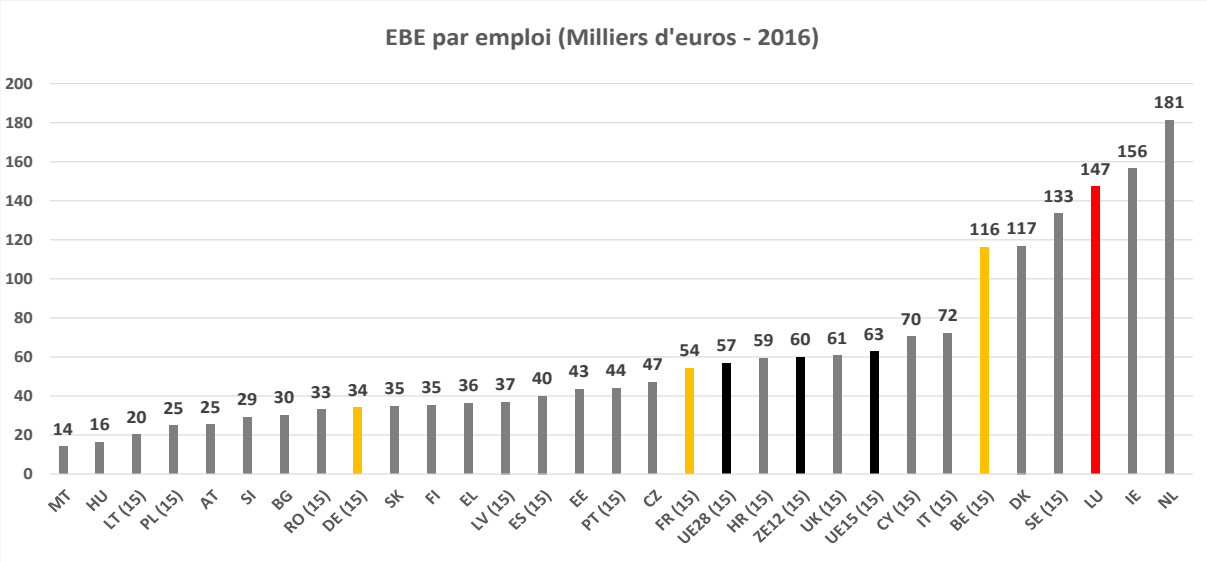


Rémunération du capital

Durant toute la période, le Luxembourg possède un EBE par emploi plus haut que celui de ses voisins, à l'exception de l'année 2013 où la Belgique dépasse le Luxembourg.



Plus encore, avec quelques 116.000 euros par emploi, la marge d'exploitation luxembourgeoise se positionne dans le haut du classement.



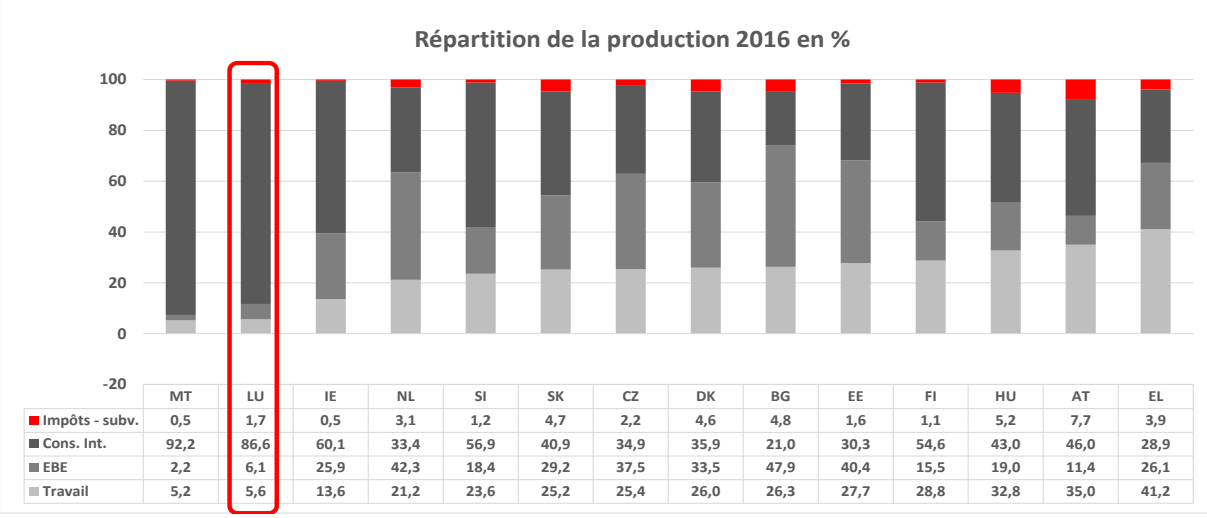
Répartition de la production

On peut remarquer, qu'en proportion de la production, tant le coût du travail que l'EBE ont des parts réduites par rapport aux autres pays. La situation découle de la part des consommations intermédiaires qui est parmi les plus importantes (au deuxième rang sur 15).

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**2/15**	**9/15**	**13/14**	**13/14**

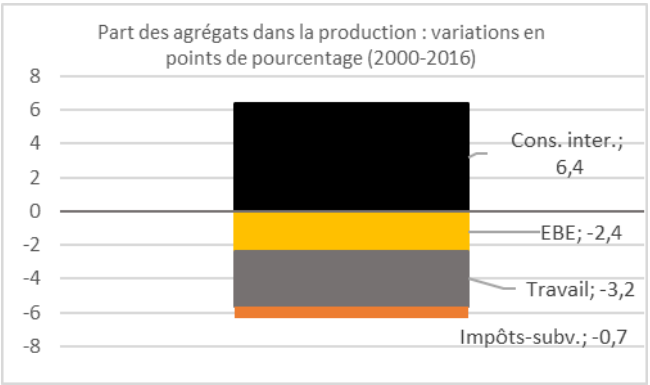
En effet les consommations intermédiaires représentent 86,6% de la production contre environ 40% pour la moyenne européenne. Toutefois, loin d'être le signe de comportements dispendieux, sans doute faut-il y voir le caractère particulier de la place financière luxembourgeoise.

La situation du Luxembourg est pour ces indicateurs de répartition proche de celle de Malte.



	MT	LU	IE	NL	SI	SK	CZ	DK	BG	EE	FI	HU	AT	EL
Impôts - subv.	0,5	1,7	0,5	3,1	1,2	4,7	2,2	4,6	4,8	1,6	1,1	5,2	7,7	3,9
Cons. Int.	92,2	86,6	60,1	33,4	56,9	40,9	34,9	35,9	21,0	30,3	54,6	43,0	46,0	28,9
EBE	2,2	6,1	25,9	42,3	18,4	29,2	37,5	33,5	47,9	40,4	15,5	19,0	11,4	26,1
Travail	5,2	5,6	13,6	21,2	23,6	25,2	25,4	26,0	26,3	27,7	28,8	32,8	35,0	41,2

Sur l'ensemble de la période, la part des consommations intermédiaires gagne 6,4 points, comprimant les autres composantes de la valeur de la production.



K65 Assurance

Le Luxembourg enregistre l'une des plus singulières croissances tant de l'emploi que de la valeur ajoutée, et un très bon dynamisme de la productivité.

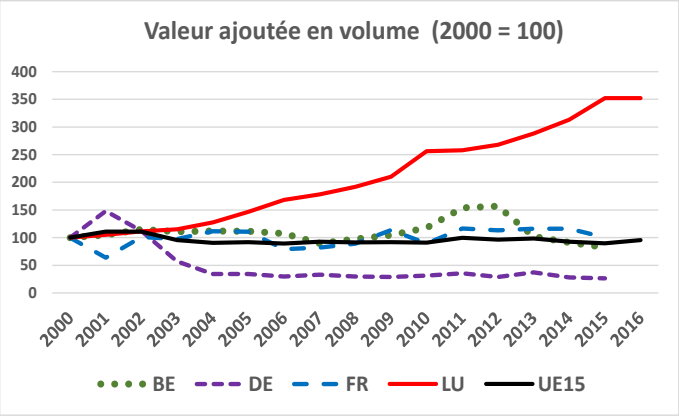
S'il est au deuxième rang de productivité, derrière le Royaume-Uni, il se retrouve également en deuxième place pour la marge d'exploitation.

Dans les assurances, l'emploi constitue près de 1% de l'emploi total, la valeur ajoutée 2,1% de la valeur ajoutée totale. Chacun de ces taux est le double de la moyenne européenne correspondante.

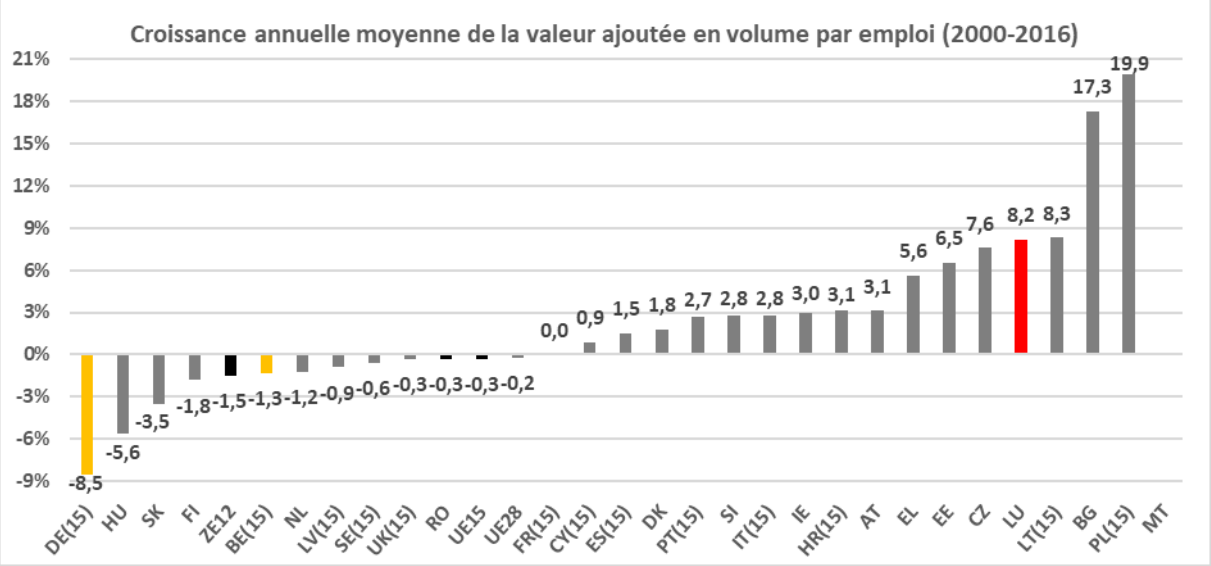
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	3,7	0,9
Salariés (milliers)	3,7	0,9
Valeur ajoutée nominale (millions)	1 002	2,1

Activité

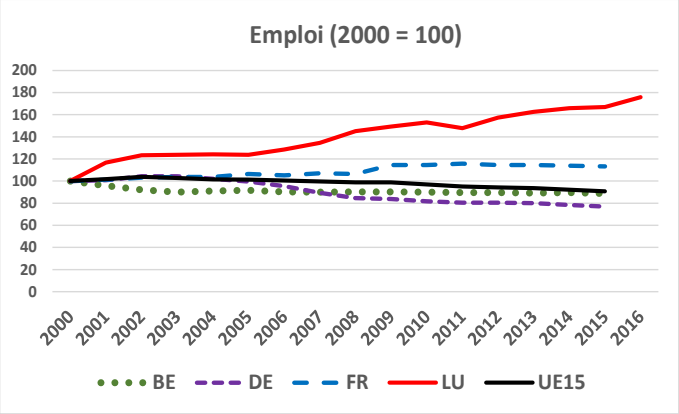
C'est de loin au Luxembourg que la valeur ajoutée progresse le plus. En volume, elle est multipliée par 3,5 sur la période, tandis qu'elle tend à stagner en France et en Belgique et diminue, même très sensiblement, en Allemagne en début de période et ne se redresse pas ensuite.



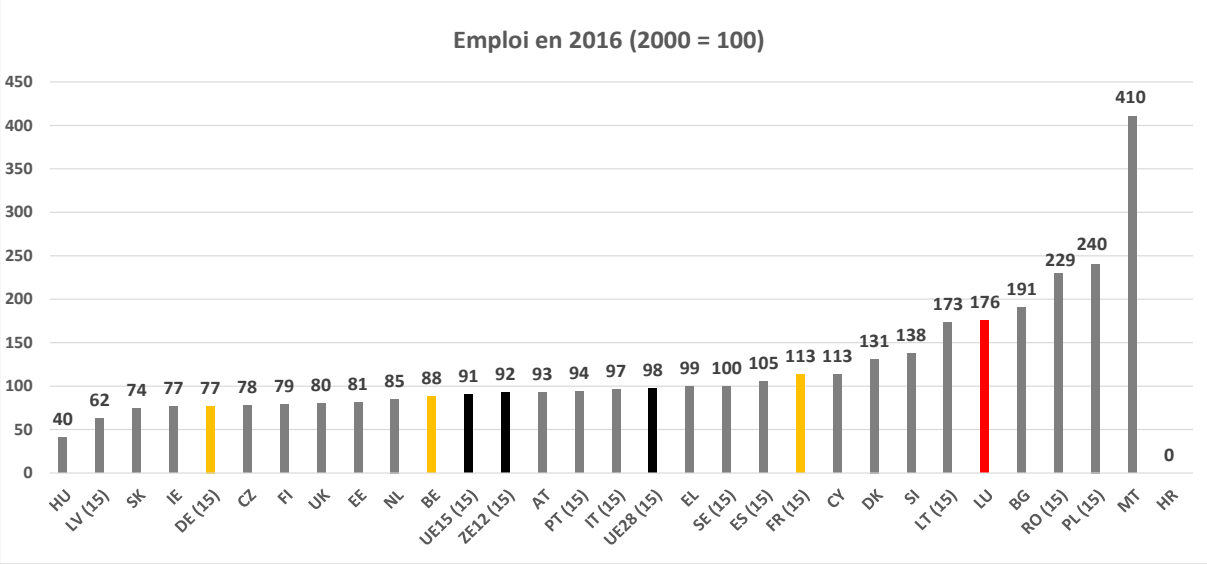
Avec 8,2% de croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée, le Luxembourg n'est devancé que par la Bulgarie.



Le même constat peut être dressé pour la dynamique de l'emploi au Luxembourg comparativement à ses voisins.



Avec 76% d'augmentation, le Luxembourg enregistre l'une des plus fortes croissances de l'emploi en Europe, simplement devancé par quelques NEM.



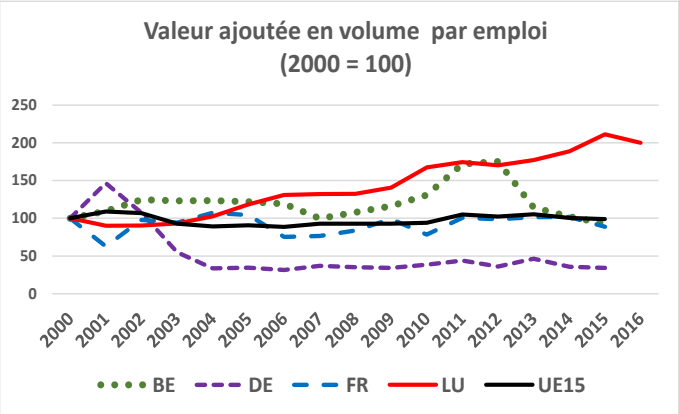
Comme l'illustre le tableau suivant, le Grand-Duché émarge dans les premières places pour l'emploi et la valeur ajoutée en volume. Toutefois, le classement est moins favorable pour la valeur ajoutée nominale où le pays se positionne en milieu de classement.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

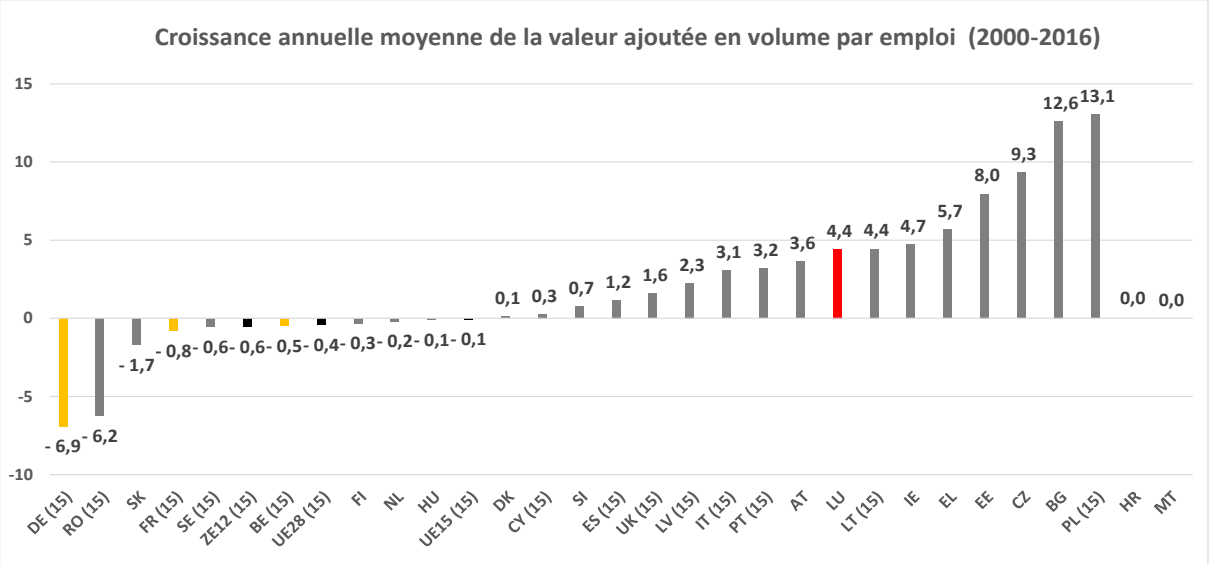
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	5/18	10/14	10/15
2007/2016	2/17	2/14	5/15
2000/2016	3/17	2/14	8/15

Productivité

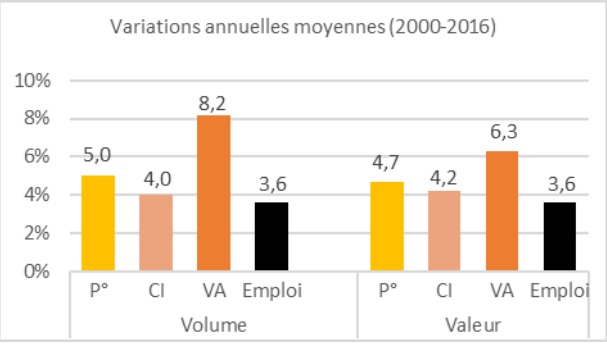
Pour cet indicateur, le Luxembourg devance très clairement les pays limitrophes avec une valeur ajoutée en volume par emploi qui double en 16 ans, alors que la productivité se contracte sérieusement en Allemagne (elle y est divisée par plus de 2).



Grâce à une amélioration annuelle de 4,4% de la productivité, le Luxembourg s'inscrit aussi dans le classement de tête des pays européens. Mises à part la Grèce et l'Irlande, il n'est devancé que par cinq NEM.

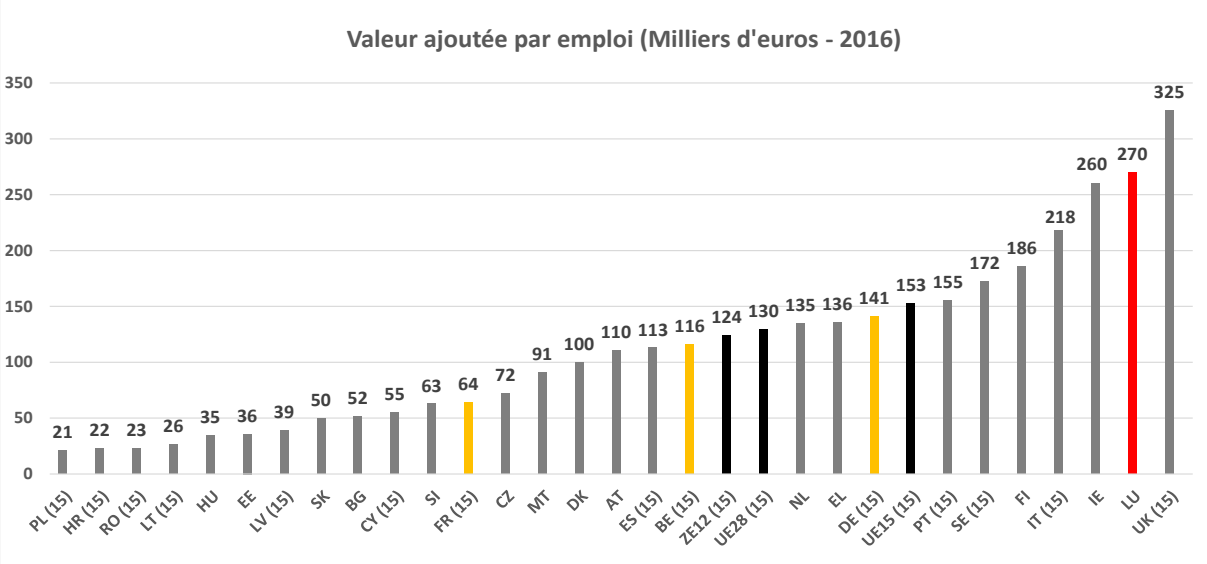


À la différence de nombreuses activités, la croissance de la valeur ajoutée bénéficie d'une progression des consommations intermédiaires moins rapide que celle de la production.



Cette situation touche surtout la valeur ajoutée en volume qui gagne 3,2 points de plus que la production, celle en valeur ne s'élevant que d'1,6 point.

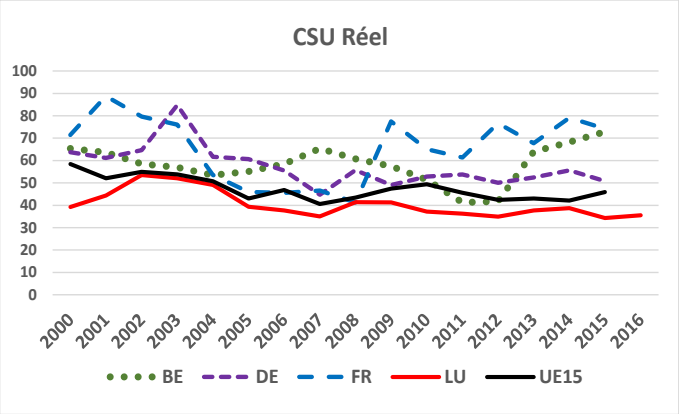
En 2016, le Luxembourg dispose d'une valeur ajoutée par emploi de 270.000 euros, soit l'un des montants le plus élevé d'Europe. En 2015, le Luxembourg n'était devancé que par le Royaume-Uni et sa capitale internationale de l'assurance, Londres. On peut supposer qu'en 2016, il en va de même.



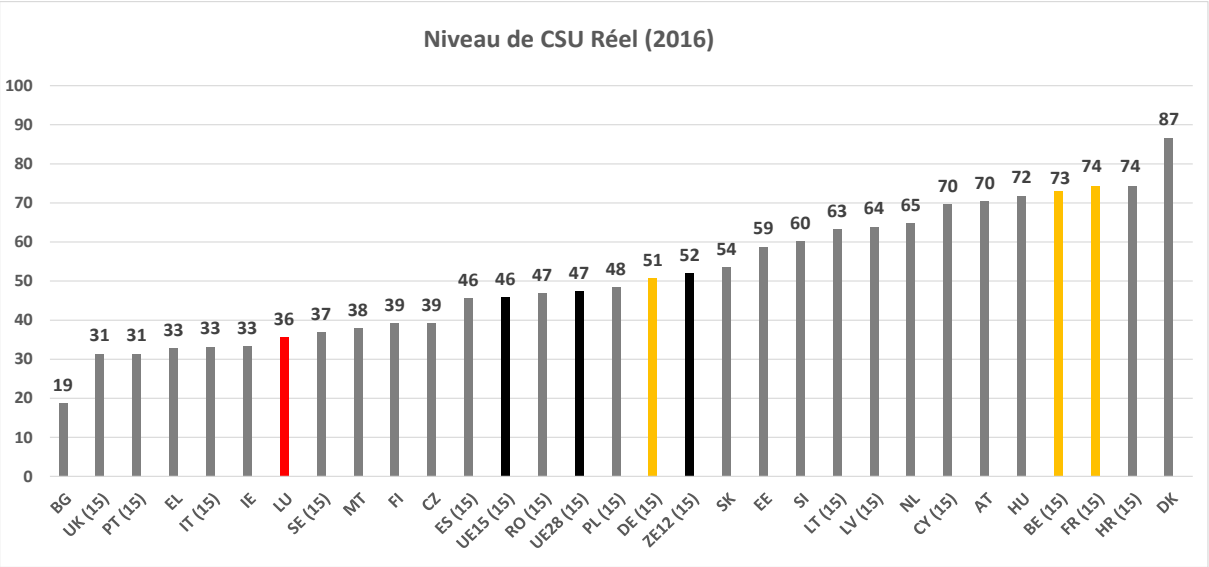
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

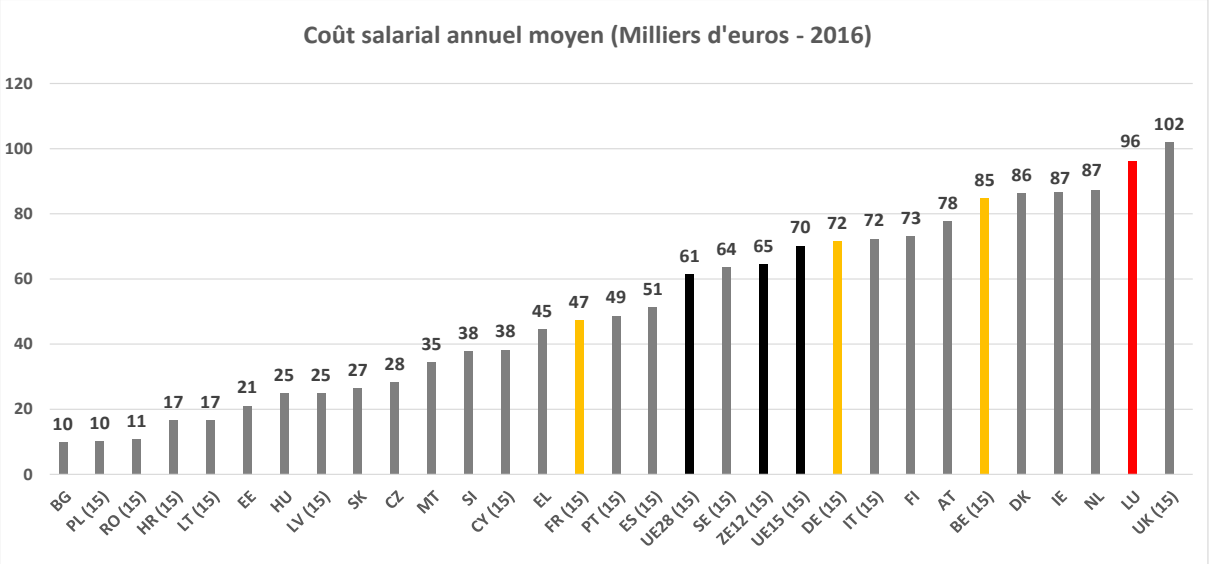
Doté d'un niveau particulièrement important de productivité, le Luxembourg possède un CSU inférieur aux pays limitrophes sur l'ensemble de la période.



Il enregistre aussi en 2016 l'un des CSU les plus faibles de l'UE avec 36% de la valeur ajoutée servant à rémunérer le travail.

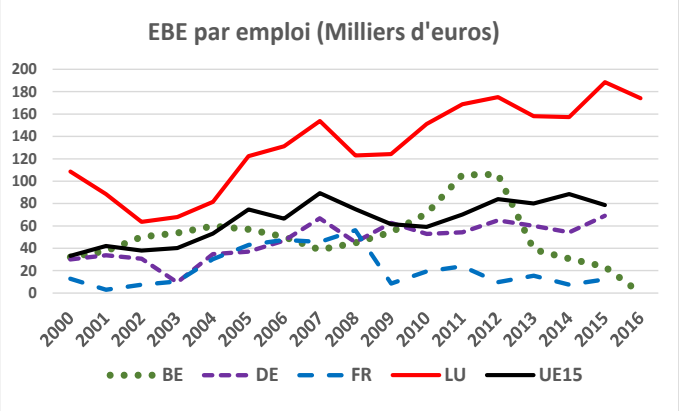


Par ailleurs, et malgré des coûts salariaux parmi les plus hauts d'Europe (96.000 euros par emploi), le Luxembourg n'a pas de problème eu égard au niveau de productivité.

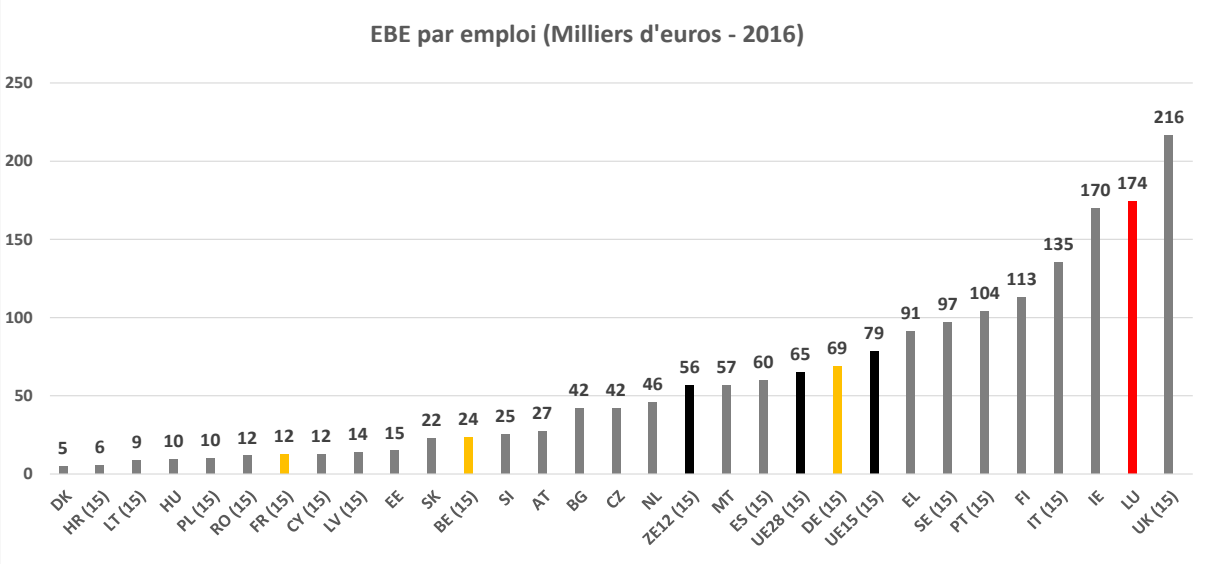


Rémunération du capital

En termes de marges après rémunération du travail, le Luxembourg dépasse allègrement les pays voisins avec un EBE par emploi constamment et largement plus élevé.



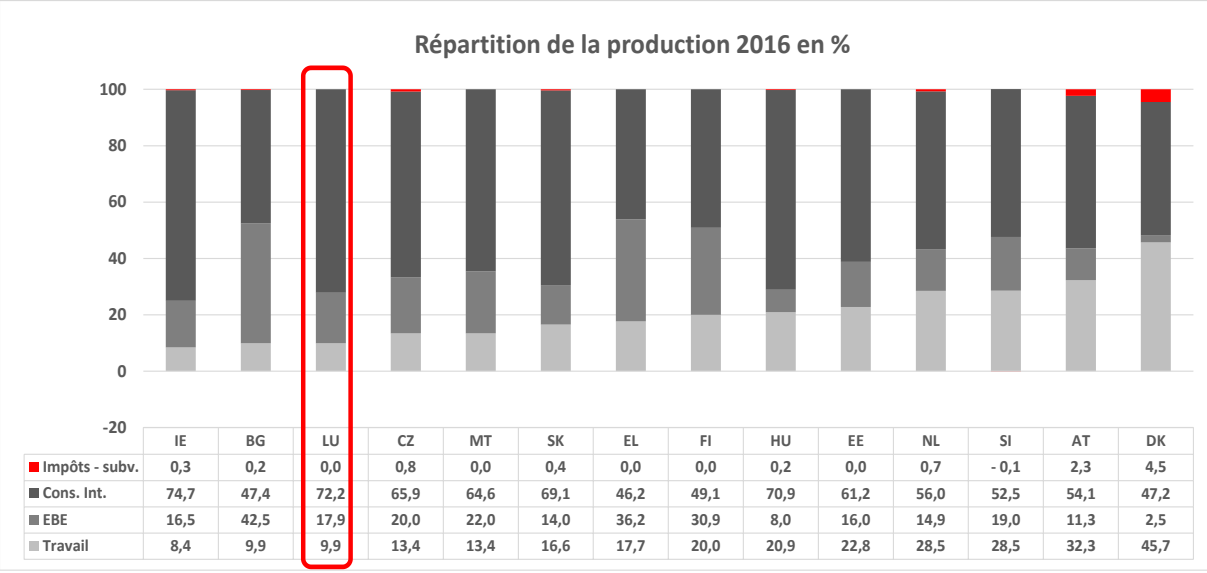
Dans la classe européenne, le Luxembourg émarge en 2e position, en 2016, avec un EBE de 174.000 euros par emploi. Il n'est devancé que par le Royaume-Uni, et à un niveau qui ne reflète pas une activité classique d'assurance mais plus une activité de place financière.



Répartition de la production

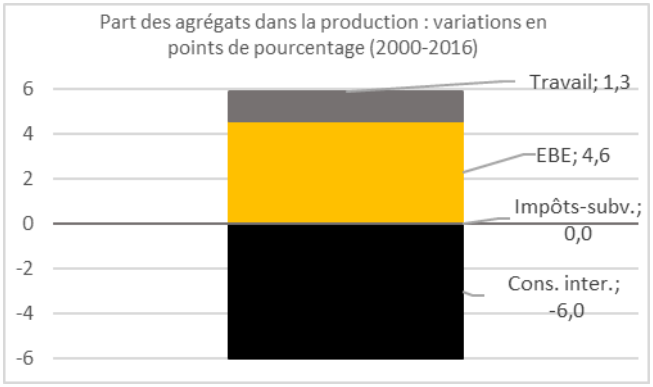
En la matière, le secteur des assurances se retrouve dans la même situation que les activités financières. Le Luxembourg se situe en queue de peloton concernant la rémunération du travail et au milieu pour l'EBE. Ce classement est lié à une part des consommations intermédiaires beaucoup plus importante que dans les pays voisins, part qui peut s'expliquer par des raisons structurelles, notamment l'importance au Luxembourg de l'activité de réassurance.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	2/15	10/15	12/14	7/14



	IE	BG	LU	CZ	MT	SK	EL	FI	HU	EE	NL	SI	AT	DK
Impôts - subv.	0,3	0,2	0,0	0,8	0,0	0,4	0,0	0,0	0,2	0,0	0,7	- 0,1	2,3	4,5
Cons. Int.	74,7	47,4	72,2	65,9	64,6	69,1	46,2	49,1	70,9	61,2	56,0	52,5	54,1	47,2
EBE	16,5	42,5	17,9	20,0	22,0	14,0	36,2	30,9	8,0	16,0	14,9	19,0	11,3	2,5
Travail	8,4	9,9	9,9	13,4	13,4	16,6	17,7	20,0	20,9	22,8	28,5	28,5	32,3	45,7

La part des consommations intermédiaires diminue toutefois de 6 points entre 2000 et 2016, au bénéfice de la rémunération du travail (1,3 point) et surtout de la marge d'exploitation qui monte de 4,6 points.



K66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance

Des croissances de la valeur ajoutée et de l'emploi plutôt fortes, ainsi que des gains de productivité évoluant de manière moyenne en sont les premières caractéristiques.

Cependant, le Luxembourg, en tant que place financière, atteint dans cette branche des niveaux de productivité et d'EBE par emploi exceptionnels. Le simple tableau suivant suffit à l'illustrer.

	LU	IE (2ème)	UE15
VA/Emploi	386.000	157.000	70.000
EBE/Emploi	271.000	77.000	10.000

L'emploi, avec 10.400 unités, correspond à 2,5% de l'emploi total. Cette proportion est de loin la plus haute d'Europe. En effet, le Royaume-Uni émarge en deuxième position avec seulement 1,4%, alors que la moyenne européenne se situe à 0,7% de l'emploi total.

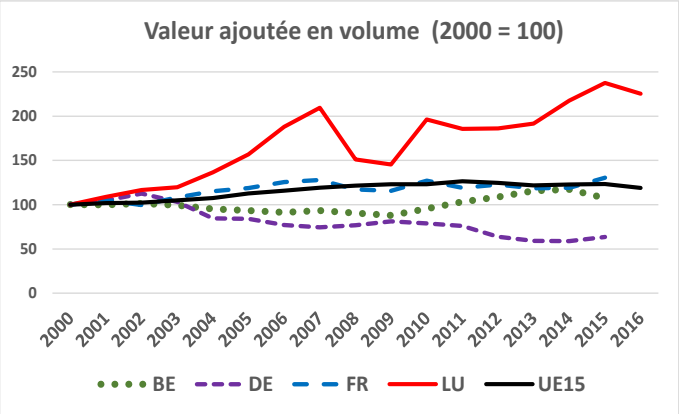
Ce secteur représente également 8,4% de la valeur ajoutée en 2016. Sa proportion dans la valeur ajoutée est donc grandement supérieure à celle de l'emploi (2,5%). C'est 8,5 fois plus que la moyenne européenne. Rappelons que les activités financières représentent 16,2% de la valeur ajoutée et 7,7% de l'emploi. Il s'agit donc d'une activité à valeur ajoutée notablement plus forte que les activités bancaires. Ce secteur compte 706 entreprises en 2016, contre 226 pour les activités financières.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**10,4**	**2,5**
Salariés (milliers)	**10,4**	**2,6**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**4 018**	**8,4**

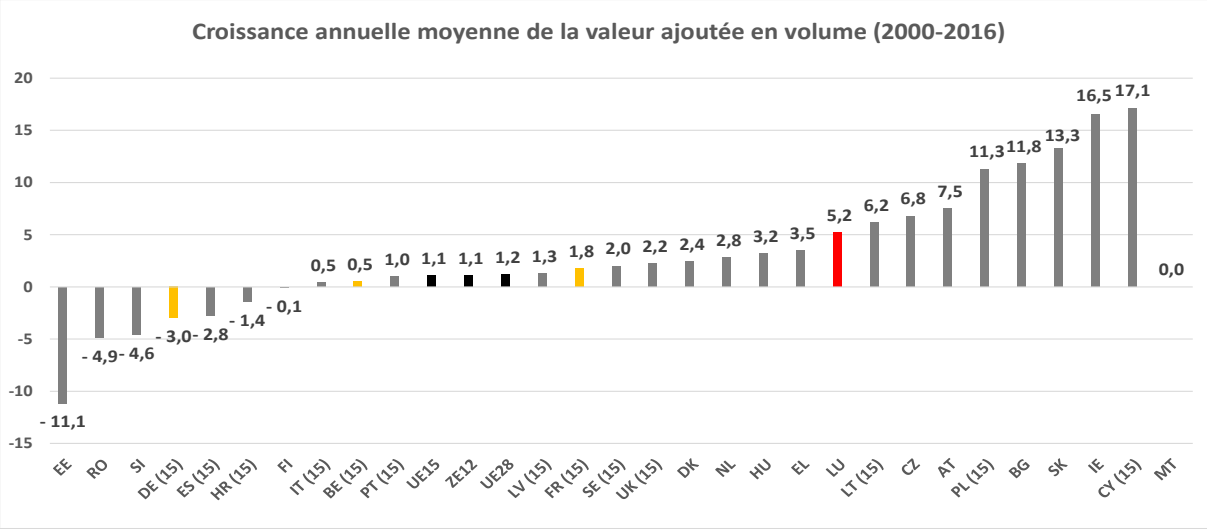
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance		***706***
66.110	Administration de marchés financiers	*1*
66.120	Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	*19*
66.191	Conseillers en opérations financières	*97*
66.199	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	*68*
66.210	Évaluation des risques et dommages	*40*
66.220	Activités des agents et courtiers d'assurances	*382*
66.290	Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	*24*
66.302	Gérants de fortune	*75*

Activité

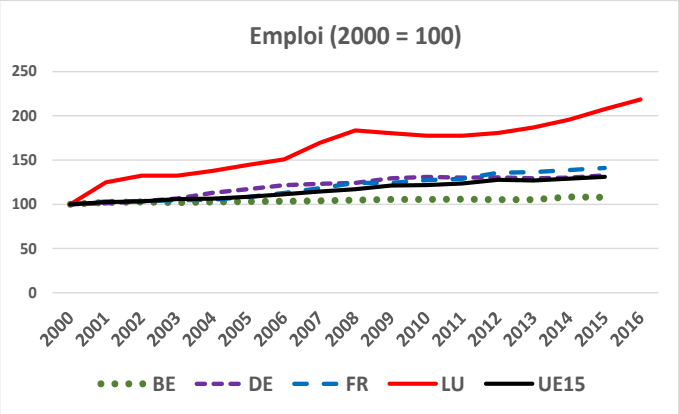
La progression de la valeur ajoutée se révèle particulièrement forte au Luxembourg et à un taux clairement supérieur à ceux de ses voisins. On note également l'incidence certaine de la crise avec une chute de la valeur ajoutée de 28% en 2008. Si les auxiliaires de finance sont autrement plus impactés par la crise que les activités financières, en fin de période ils dépassent leur niveau d'activité d'avant crise, alors que les activités financières restent en-deçà.



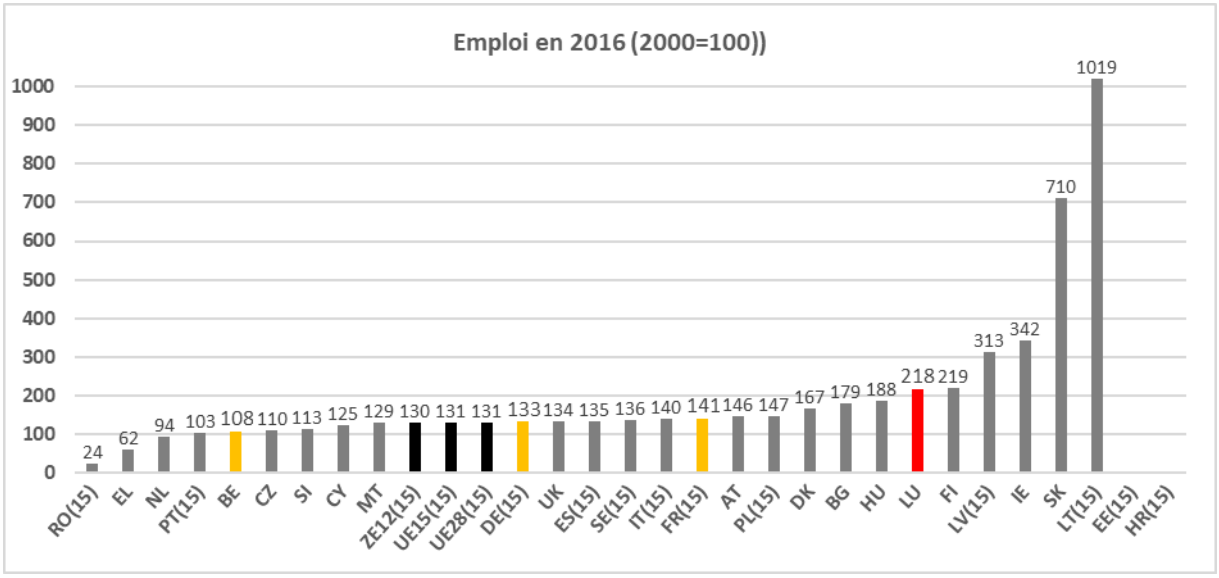
Dans un cadre européen, avec 5,2% de croissance par an en moyenne, le Luxembourg figure en bonne place, toujours devancé par quelques NEM auxquels s'ajoutent l'Autriche et l'Irlande.



Suivant le progrès rapide de la valeur ajoutée en volume, l'emploi se développe singulièrement plus rapidement que dans les pays voisins. En effet, il fait plus que doubler sur la période.



Toutefois, il augmente aussi dans la quasi-totalité des pays européens. Cependant, le Luxembourg s'inscrit largement dans le peloton de tête. À noter : le positionnement de la Lituanie provient d'un passage de 300 à 3.000 emplois entre 2000 et 2015.



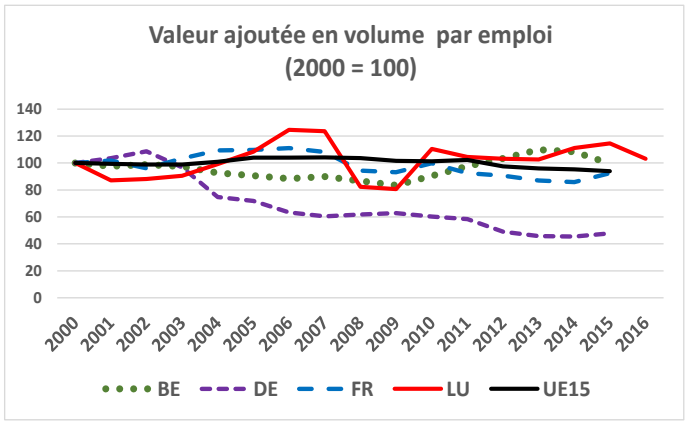
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg se classe parmi les premiers concernant les différents agrégats avec un positionnement relativement homogène entre eux.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

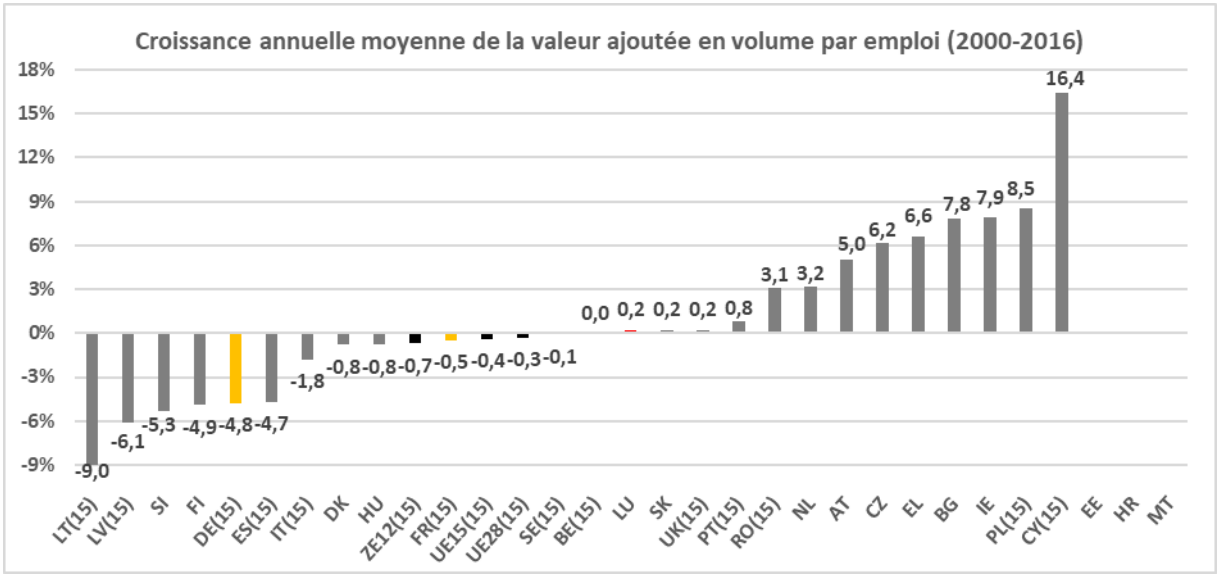
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	3/17	12/14	15/15
2007/2016	7/16	9/14	9/15
2000/2016	4/16	6/14	6/15

Productivité

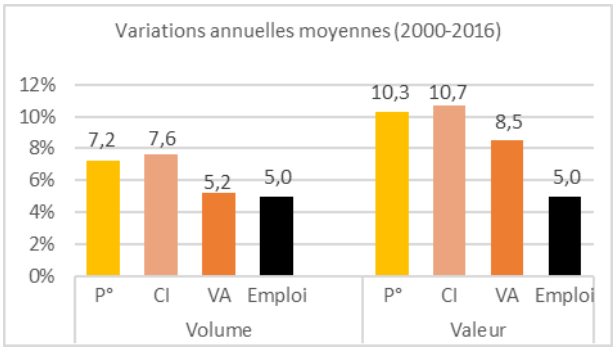
Sur 16 ans, la productivité ne progresse que peu au Luxembourg (+0,2%. En revanche, comparée à ses voisins, la situation y est autrement meilleure : elle diminue légèrement en France et perd plus de la moitié de sa valeur en Allemagne.



En comparaison plus large, on peut constater que, si elle n'a que peu progressé, la productivité luxembourgeoise évolue toutefois plus rapidement que les moyennes européennes (qui en fait diminuent).

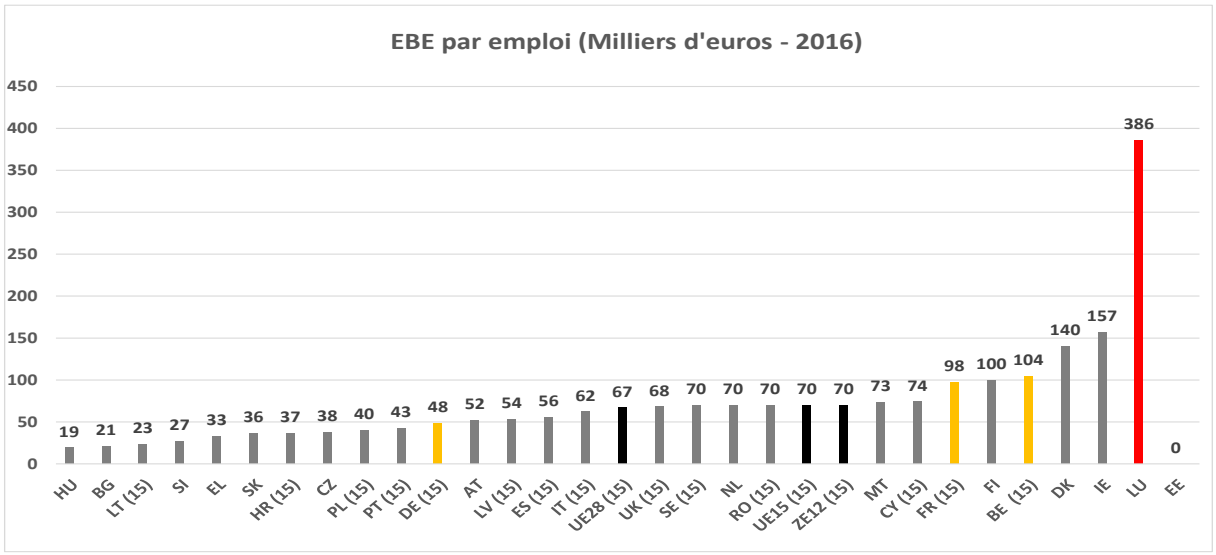


Les consommations intermédiaires s'accroissent à peine plus rapidement que la production.



Cependant, la très forte proportion des consommations intermédiaires dans la production se ressent nettement sur la croissance de la valeur ajoutée.

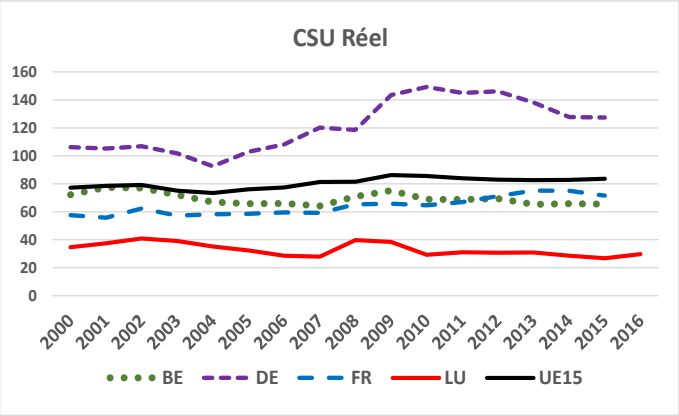
Avec 386.000 euros par emploi, le Luxembourg dispose, et de très loin, du plus haut niveau de productivité, plus de deux fois plus que son concurrent direct, l'Irlande.



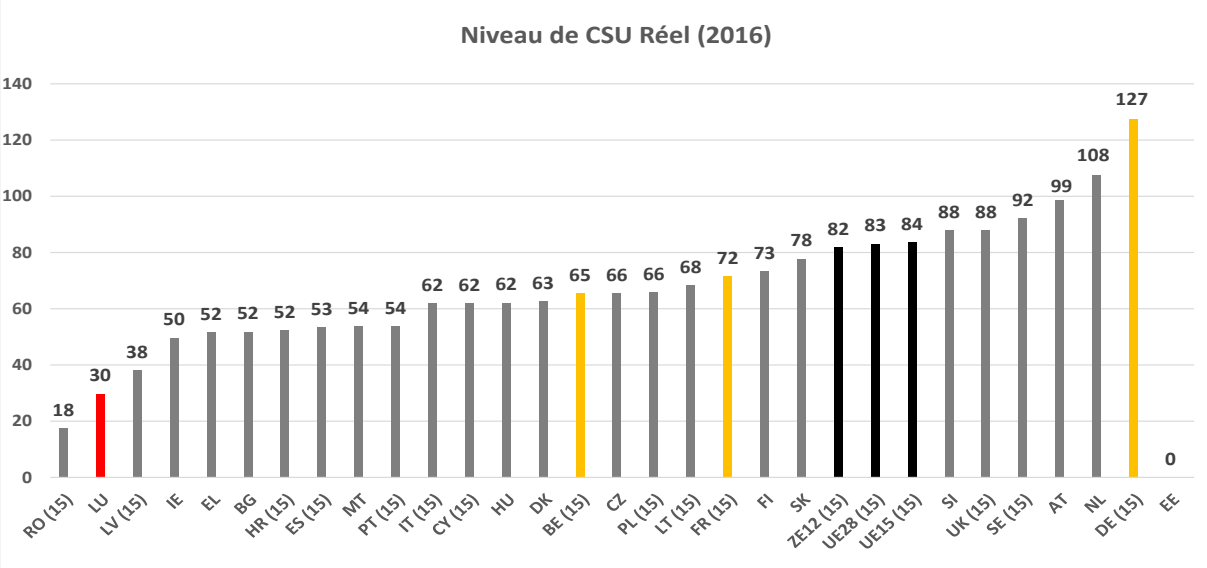
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

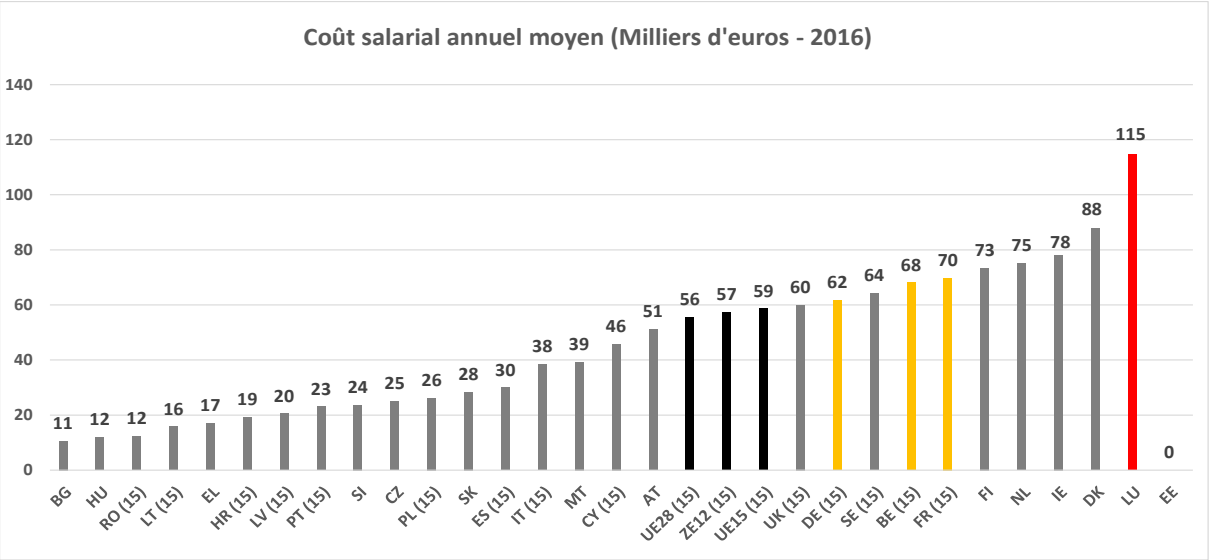
Fort de ce niveau de productivité exceptionnel, le CSU luxembourgeois est très nettement inférieur à ceux des pays limitrophes. L'Allemagne, de son côté affiche sur l'ensemble de la période un CSU supérieur à 100, c'est-à-dire que le coût du travail excède structurellement la valeur ajoutée, signifiant l'absence de marge d'exploitation.



Avec 30% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail, le Luxembourg possède le plus bas CSU d'Europe, et encore une fois de très loin. Certes, la Roumanie se classait avant le Luxembourg en 2015, mais alors que son CSU était en moyenne de 50% entre 2000 et 2012, il a brusquement chuté à 8,6% en 2013 avant de remonter à 18% en 2015.

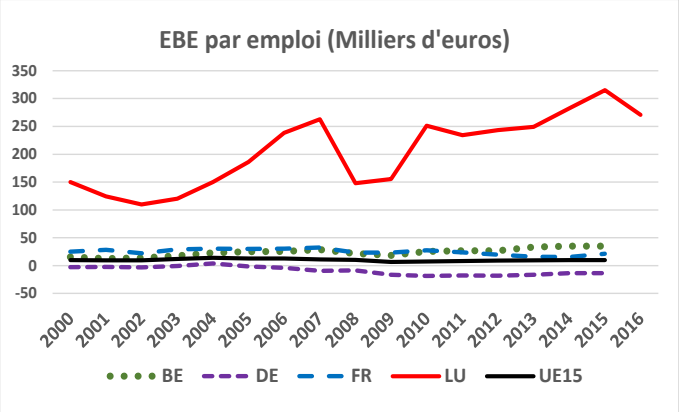


Ce niveau de productivité exceptionnel permet ainsi au Luxembourg de posséder le plus haut montant de coût salarial (112.000 euros), tout en conservant un CSU particulièrement bas.

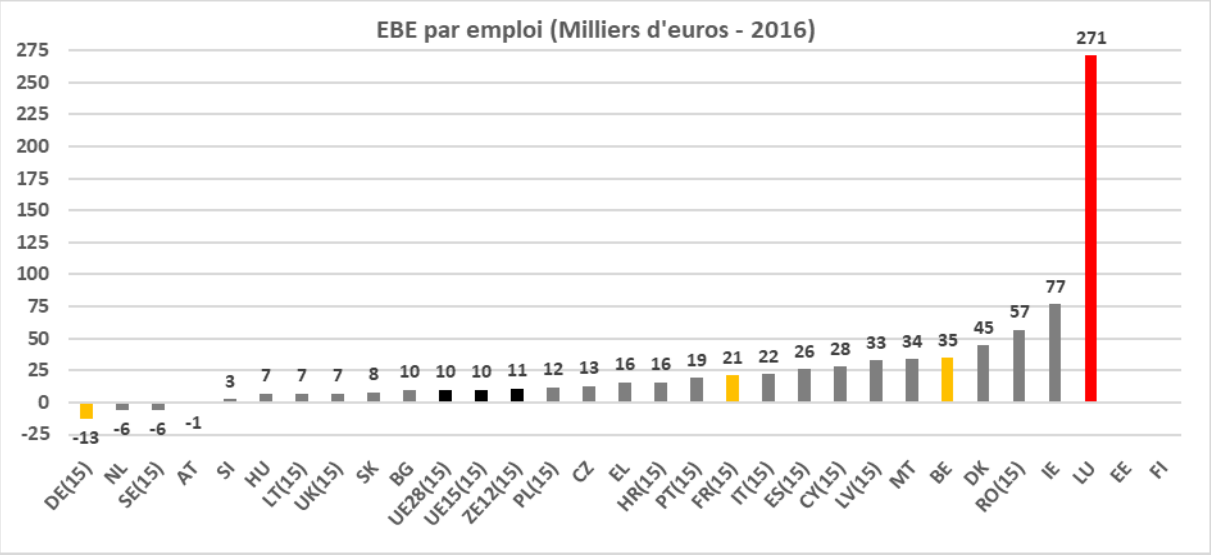


Rémunération du capital

Forcément, l'EBE par emploi est de très loin supérieur aux pays limitrophes. Et il évolue positivement, malgré le brutal coup d'arrêt lié à la crise.



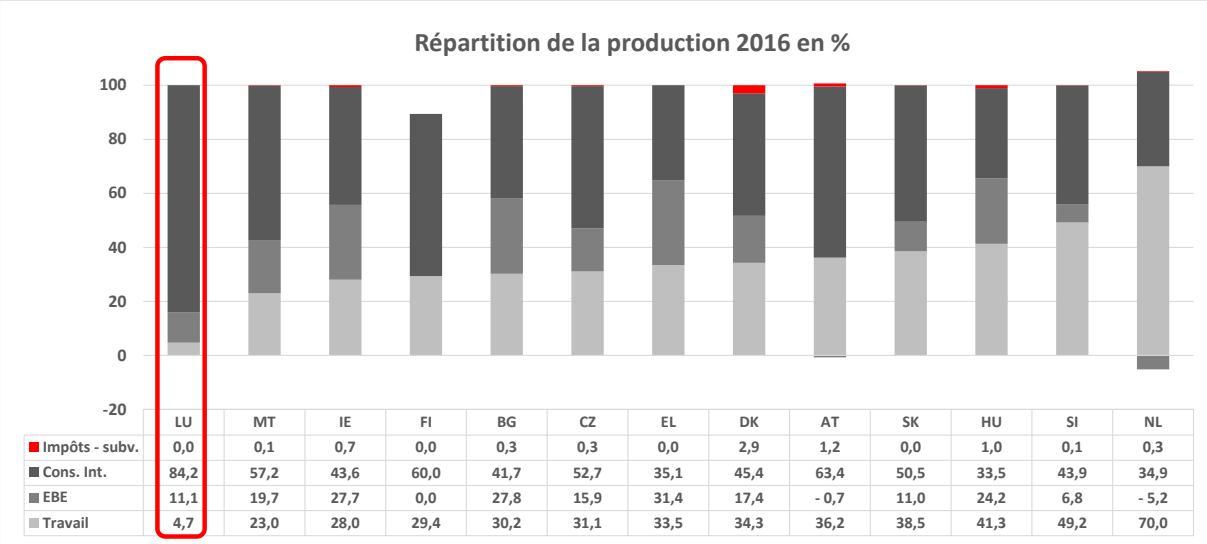
La marge d'exploitation par emploi s'élevant à 271.000 euros, le Luxembourg réalise une performance 3,5 fois supérieure à celle de l'Irlande. Elle est également plus de 8 fois supérieure à celle de la Belgique, et près de 8 fois à celle de la France.



Répartition de la production

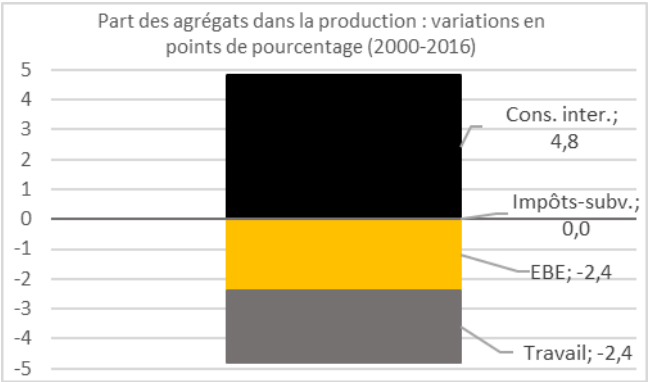
En la matière, les auxiliaires de finance se retrouvent dans la même position que le secteur des assurances et celui des activités financières. Le Luxembourg émarge en queue de peloton pour le poids de la rémunération des facteurs dans la production. Ce classement est dû à une part des consommations intermédiaires autrement plus élevée que dans les pays voisins, position qui peut s'expliquer pour des raisons structurelles. Comme pour les secteurs susmentionnés, la part du travail est particulièrement faible avec 4,7% de la production, de même que l'EBE avec 11,1%, malgré les montants les plus importants d'Europe.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**1/15**	**12/14**	**13/13**	**8/12**



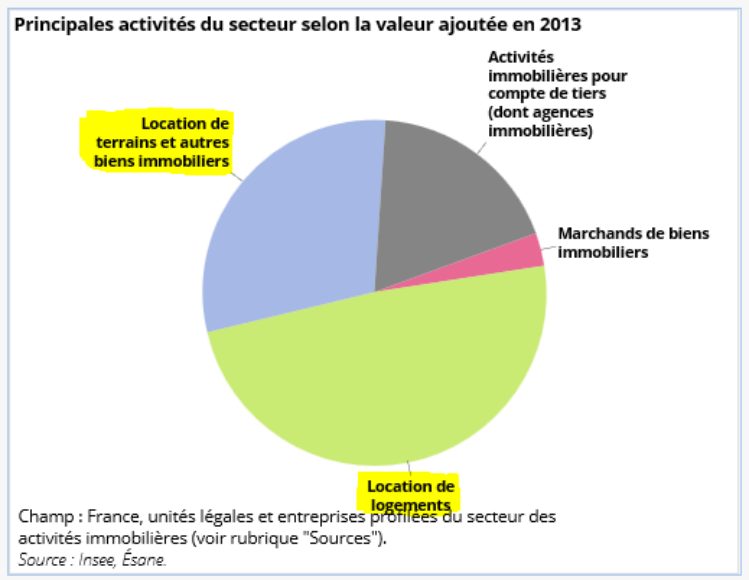
	LU	MT	IE	FI	BG	CZ	EL	DK	AT	SK	HU	SI	NL
Impôts - subv.	0,0	0,1	0,7	0,0	0,3	0,3	0,0	2,9	1,2	0,0	1,0	0,1	0,3
Cons. Int.	84,2	57,2	43,6	60,0	41,7	52,7	35,1	45,4	63,4	50,5	33,5	43,9	34,9
EBE	11,1	19,7	27,7	0,0	27,8	15,9	31,4	17,4	- 0,7	11,0	24,2	6,8	- 5,2
Travail	4,7	23,0	28,0	29,4	30,2	31,1	33,5	34,3	36,2	38,5	41,3	49,2	70,0

La part des consommations intermédiaires gagne d'ailleurs sur la période 4,8 points, comprimant la rémunération des facteurs de production. Cette part des consommations intermédiaires est d'ailleurs structurellement la meilleure d'Europe et le Luxembourg n'a que très rarement quitté ce premier rang, reflet sans doute d'une composition sectorielle particulière à la place financière.

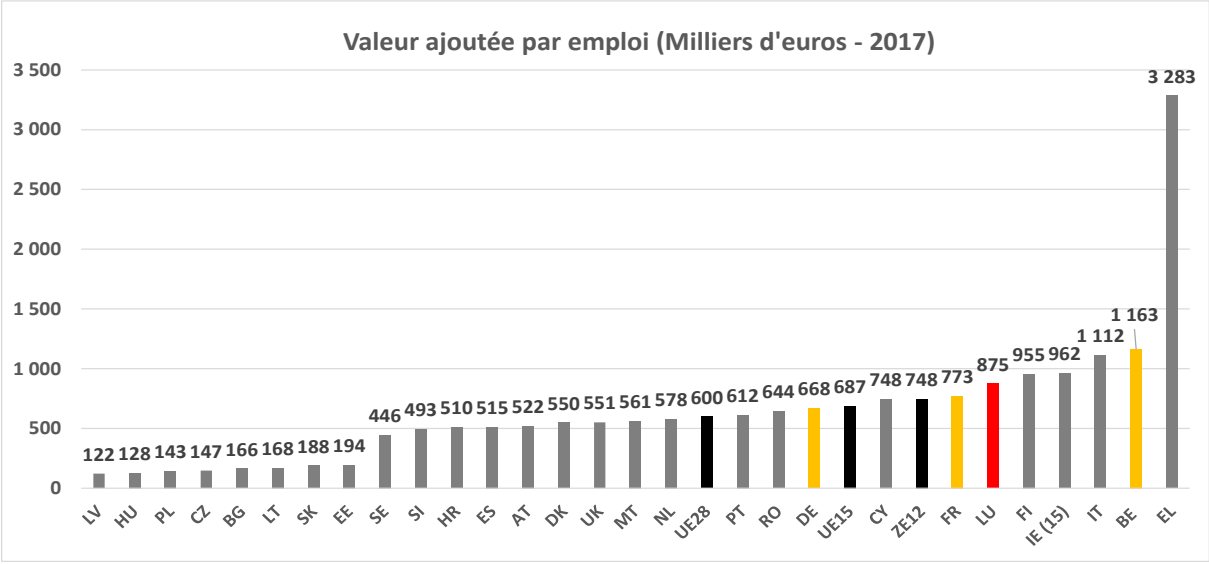


L – ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES

Compte tenu du caractère particulier de cette activité, nous ne traiterons pas le détail des différents indicateurs. En effet, la valeur ajoutée des activités immobilières est principalement constituée de loyers perçus. À titre d'information, les loyers constituaient, en France en 2013, 79% de la valeur ajoutée, selon l'INSEE.



La valeur ajoutée par emploi illustre bien le caractère spécifique de cette activité ; elle y est 4,6 supérieure à la productivité dans la branche information/communication et même 3,1 fois plus forte que dans les activités financières. D'une manière générale, on voit des niveaux particulièrement élevés de valeur ajoutée. Celle-ci n'est donc pas significative de l'activité et répond à d'autres logiques que les autres activités économiques.



M – ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Cette branche d'activité représente 39.800 emplois, soit 9,5% de l'emploi total. On remarque une relativement forte proportion d'emplois indépendants avec près de 1% de l'emploi total.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	39,8	9,5
Salariés (milliers)	33,5	8,5
Valeur ajoutée nominale (millions)	4 186	8,7

Cette branche est constituée des activités suivantes :

- M69_M70 Activités juridiques et comptables ; activités des sièges sociaux ; conseil de gestion
- M71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques
- M72 Recherche-développement scientifique
- M73 Publicité et études de marché
- M74_M75 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités vétérinaires.

Malheureusement, les activités en rouge ne sont pas disponibles à Eurostat. Même si les autres branches regroupent 86% de l'emploi en 2015, il est regrettable de ne pas pouvoir analyser les activités de recherche et autres activités spécialisées séparément.

M69 et M70 Activités juridiques et comptables ; activités des sièges sociaux; conseil de gestion

La croissance en volume ainsi que celle de l'emploi sont importantes. Cependant, et notamment en raison d'une progression plus rapide des consommations intermédiaires que de la production, la productivité diminue sur la période.

Cependant, le niveau de productivité est au deuxième rang derrière l'Irlande et celui d'EBE par emploi est classé sixième avec 21.000 euros. Si cela peut paraître peu, il s'agit néanmoins du deuxième plus haut montant depuis 2000, et il est plus de deux fois supérieur à la moyenne européenne.

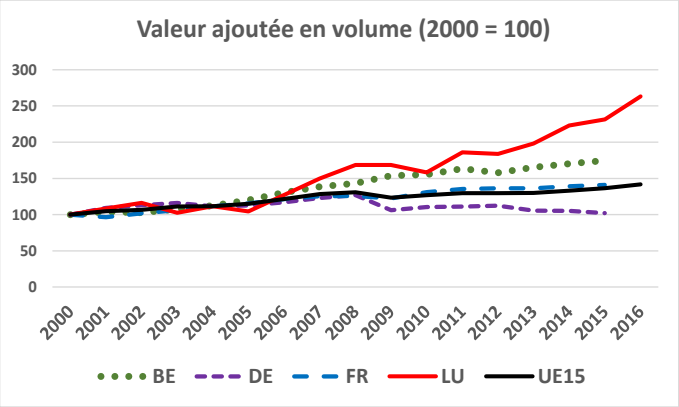
Cet agrégat d'activités, en relation directe avec les entreprises, est bien sûr le plus important. Il faut dire que, dans cette branche, l'on retrouve de grandes entreprises de services telles que PricewaterhouseCoopers (2.840 emplois), Deloitte (1.830), KPMG (1.550), Ernst and Youg (1.170), Arendt & Medernach (680), Alter Domus (630)… (chiffres au 1er janvier 2015, source Statec).

Au total, le support aux entreprises correspond à 6,2% de l'emploi luxembourgeois contre 2,9% en moyenne européenne, signe encore de la spécificité de la place.

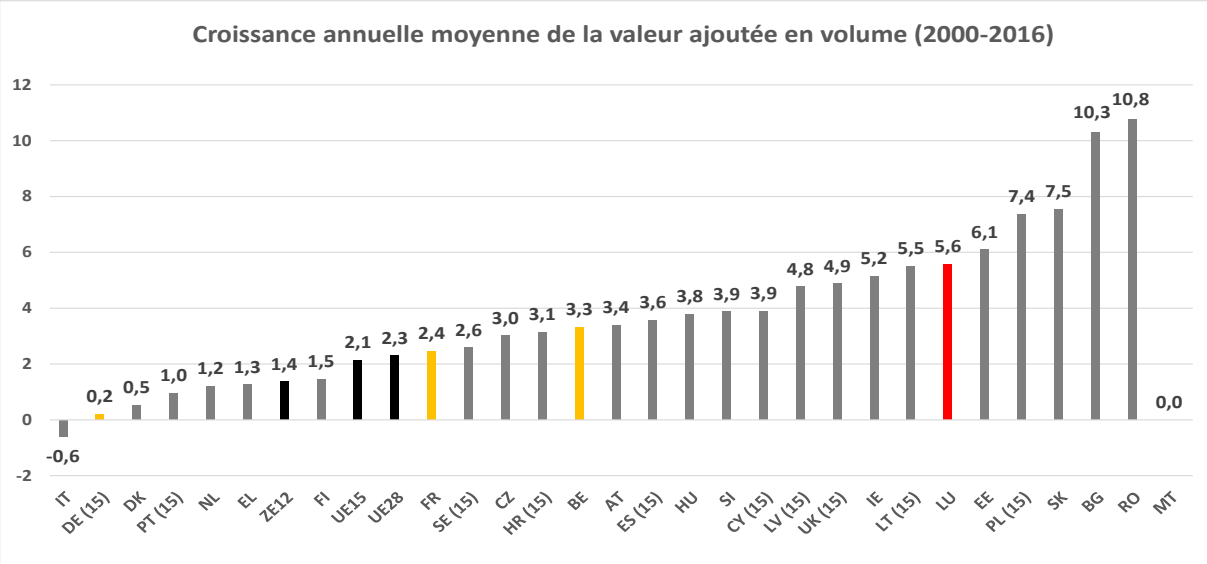
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	25,9	6,2
Salariés (milliers)	21,5	5,5
Valeur ajoutée nominale (millions)	3 084	6,4

Activité

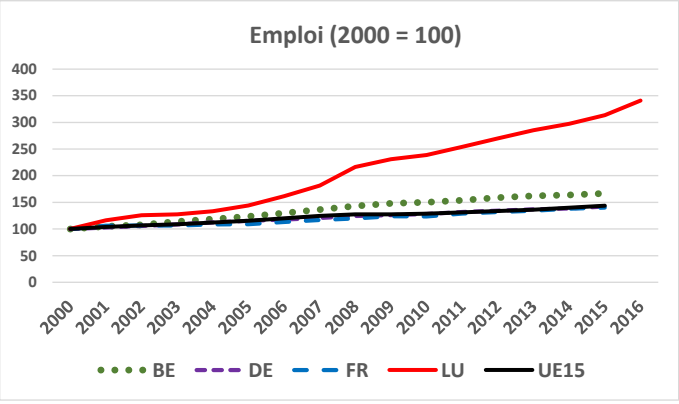
Le Luxembourg fait montre d'une activité en très nette croissance avec une valeur ajoutée multipliée par plus de 2,5 en 16 ans, soit largement plus que les pays voisins. Dans le même temps, l'activité stagne en Allemagne. C'est à partir de 2006 que cette rapide croissance s'amorce, la crise n'ayant que faiblement impacté la progression globale.



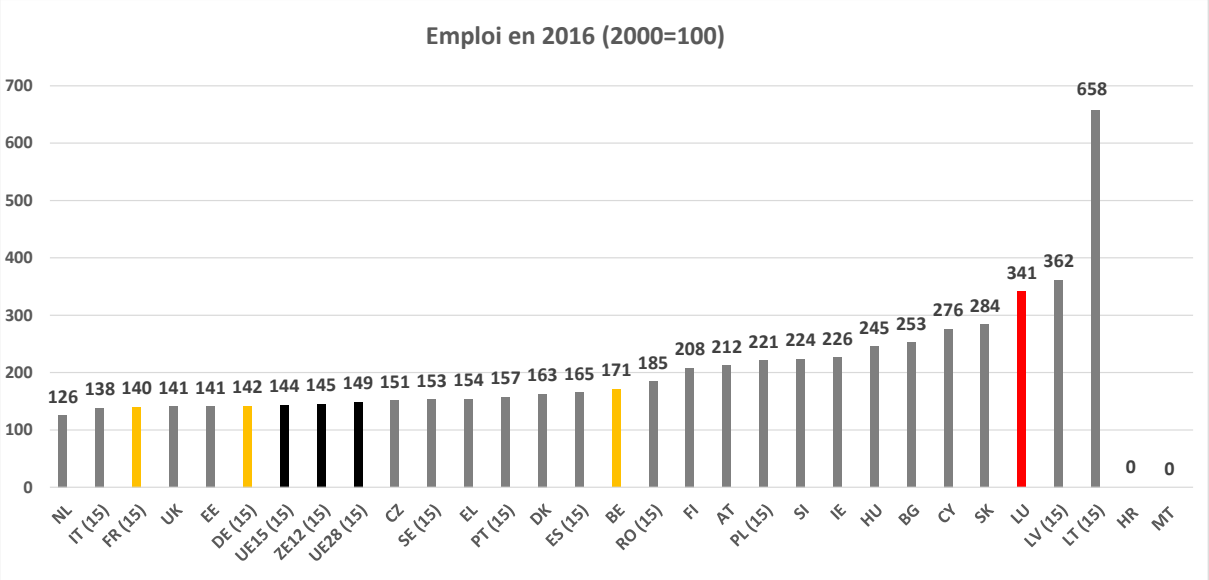
Même dans un environnement géographique plus large, avec 5,6% par an, le taux luxembourgeois figure largement parmi les pays à forte croissance. Une nouvelle fois, il n'est devancé que par quelques NEM.



Le même constat peut être fait pour l'emploi. Celui-ci évolue toutefois davantage que la valeur ajoutée en volume puisqu'il est multiplié par 3,5.



En matière d'emploi, le Luxembourg se classe encore mieux, devancé simplement par deux pays baltes.



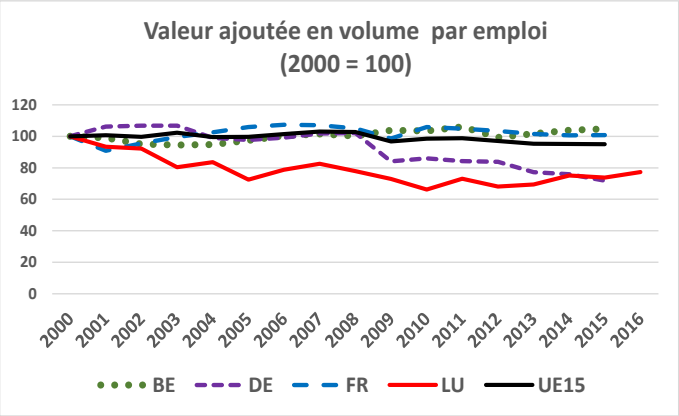
Sur l'ensemble de la période, il se positionne dans le premier tiers pour la croissance de la valeur ajoutée, et même en première place pour celle de l'emploi.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

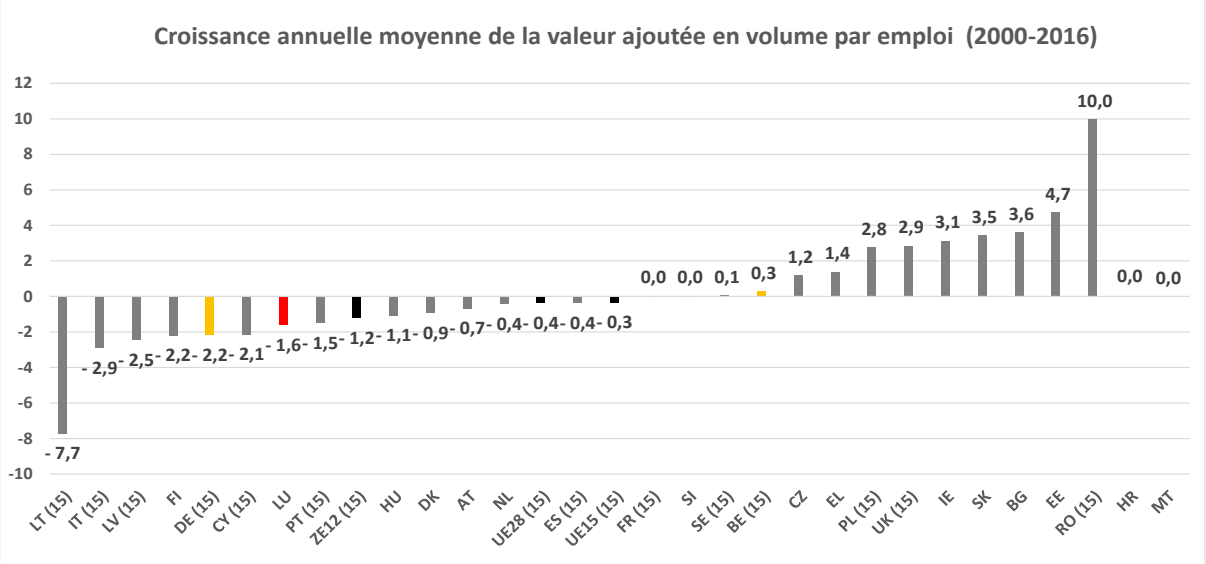
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	3/17	3/14	3/14
2007/2016	3/16	4/14	4/14
2000/2016	1/16	6/14	4/14

Productivité

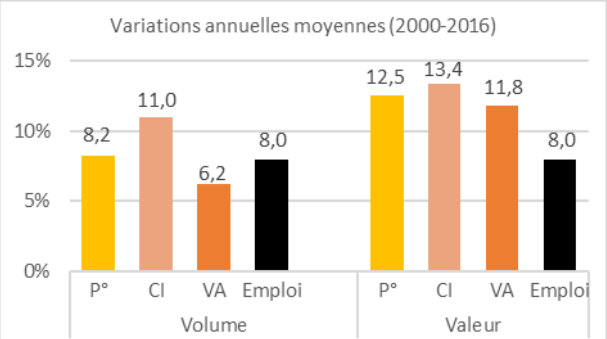
L'emploi s'améliorant plus rapidement que la valeur ajoutée en volume, la productivité tend à décliner. En revanche en France, en Belgique et dans l'UE15, elle reste globalement stable.



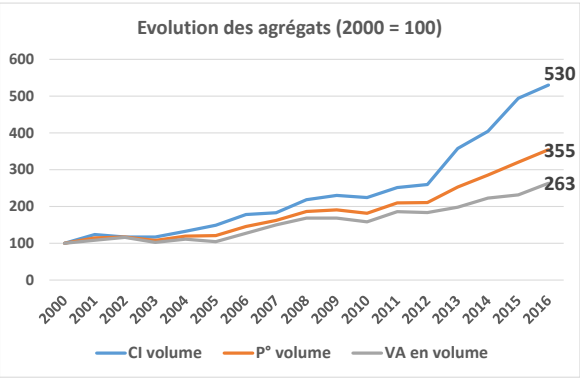
Alors que la productivité se rétracte dans la plupart des États membres, le Luxembourg enregistre une baisse de la valeur ajoutée en volume par emploi de 1,6% par an.

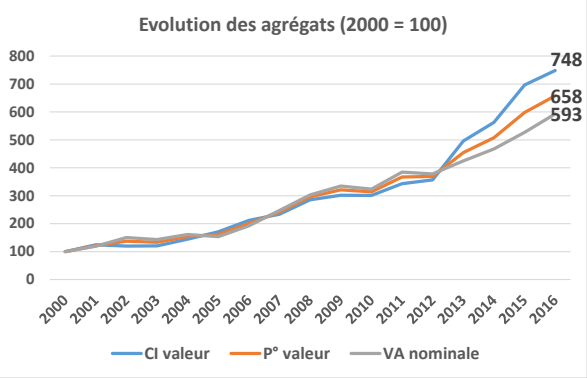


En volume comme en valeur, les consommations intermédiaires progressent plus rapidement que la production amenant une croissance de la valeur ajoutée amoindrie. Ce phénomène est particulièrement marqué en volume où malgré une production s'améliorant de 8,2%, la valeur ajoutée ne se développe que de 6,2% par an.



Ce décalage entre les progressions des consommations intermédiaires et de la production s'est essentiellement produit entre 2012 et 2016, années au cours desquelles les consommations intermédiaires évoluent, en volume comme en valeur, nettement plus vite que la production.

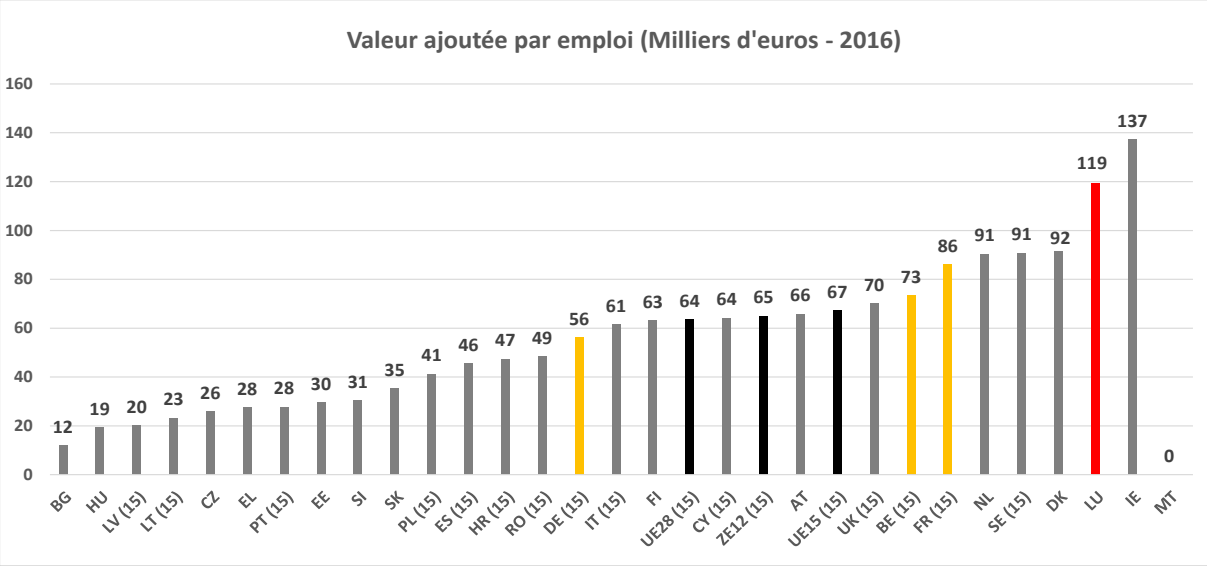




Variations 2012-2016

	P°	CI
Volume	68%	104%
Valeur	78%	109%

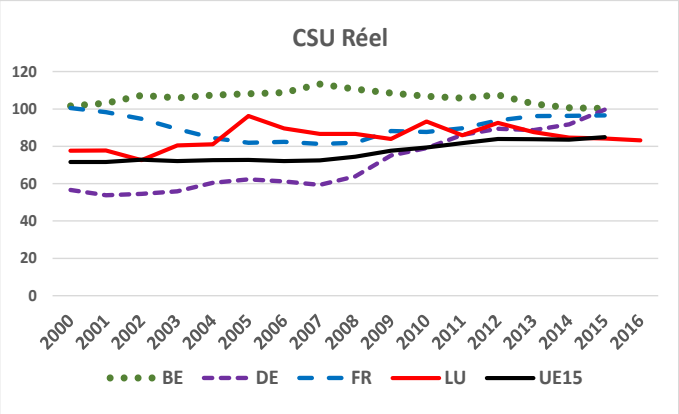
Malgré une amélioration plus sensible des consommations intermédiaires que de la production, le Luxembourg émarge au deuxième rang de l'UE pour la productivité, avec 119.000 euros par emploi.



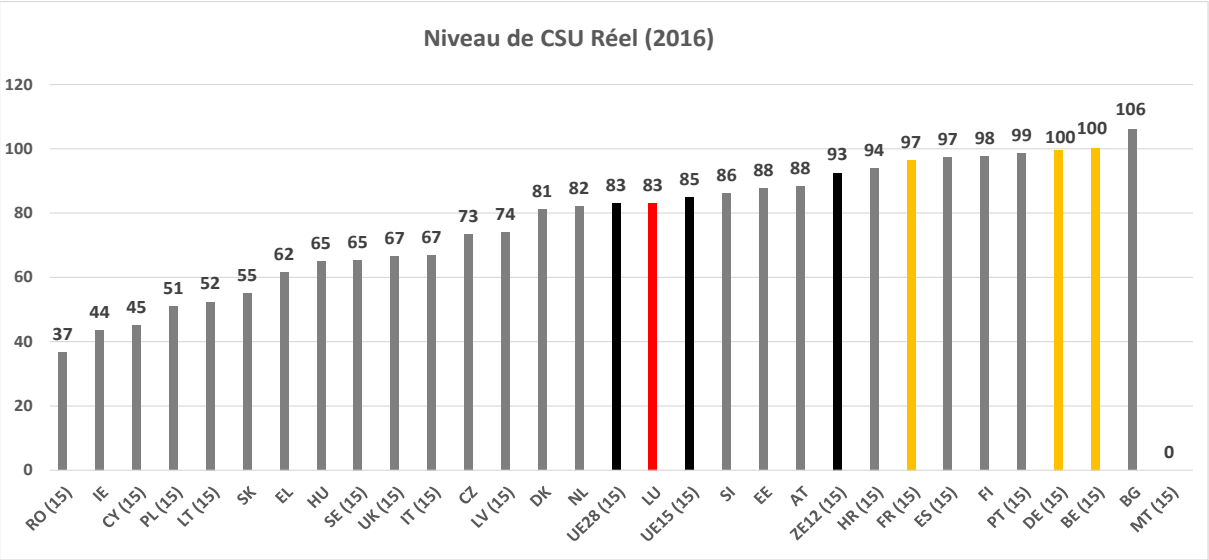
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

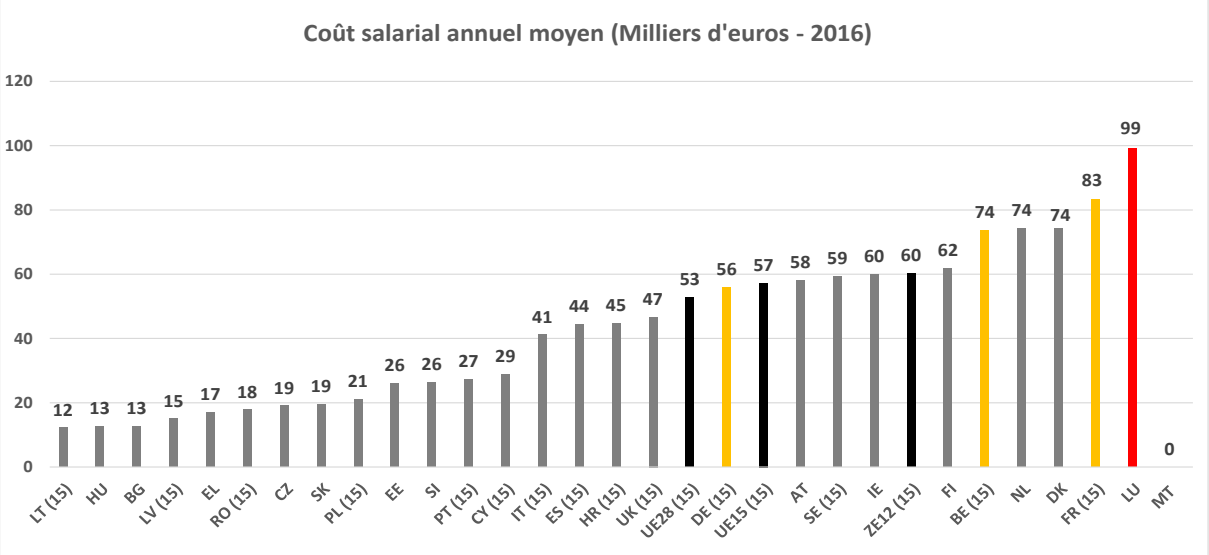
Examiné à l'aune de ceux de ses voisins, le CSU luxembourgeois se classe, jusqu'en 2012, à un rang intermédiaire. En fin de période, il devient cependant inférieur aux pays limitrophes à la faveur de la progression des CSU français et allemand. Notons que le CSU luxembourgeois s'accroît entre 2002 et 2005 et qu'ensuite il tend à se replier.



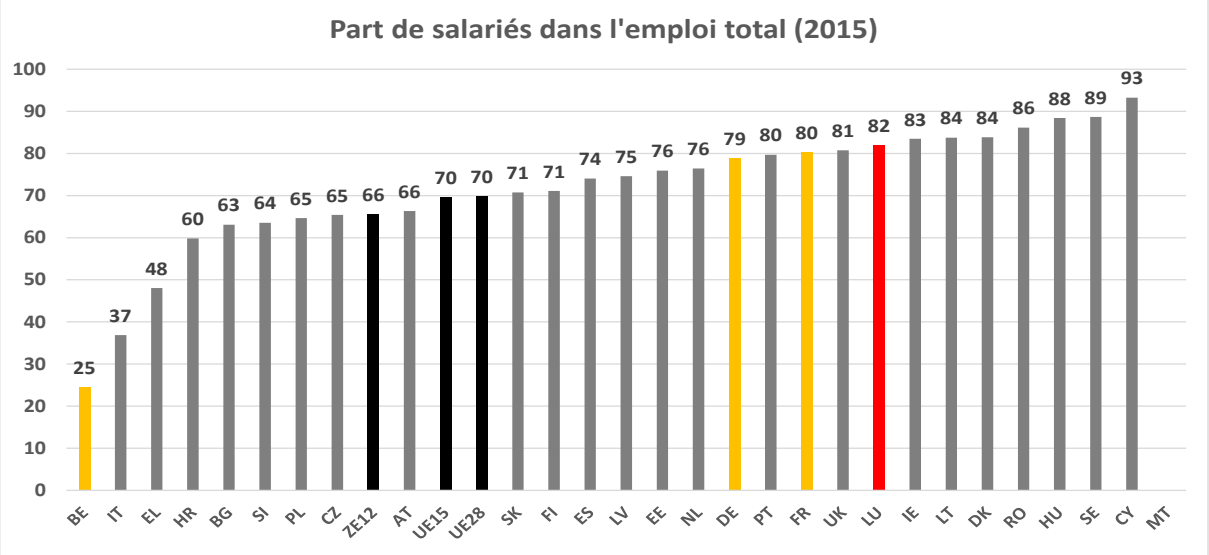
Avec, en 2016, 83% de la valeur ajoutée destinée à rémunérer le travail, le Luxembourg se place aussi en position intermédiaire au sein de l'Union européenne. Notons que, dans une activité au CSU structurellement élevé, le Luxembourg figure loin en retrait des pays voisins.



Le haut niveau de productivité permet ainsi au Luxembourg de disposer, malgré le coût salarial absolu le plus haut, d'un CSU dans la norme.

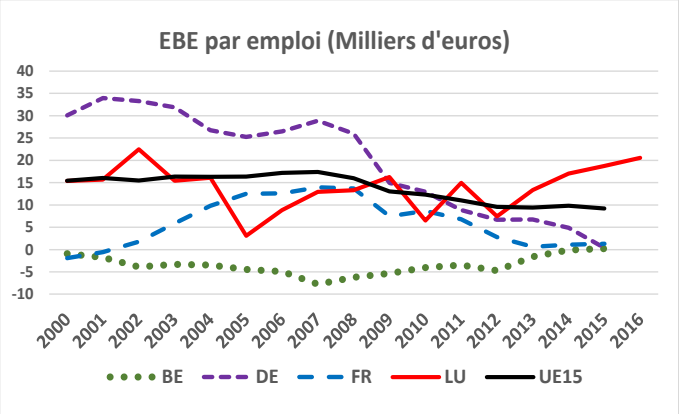


Ce haut niveau de salaire pourrait-il s'expliquer par le fort taux de salariat de la branche ?

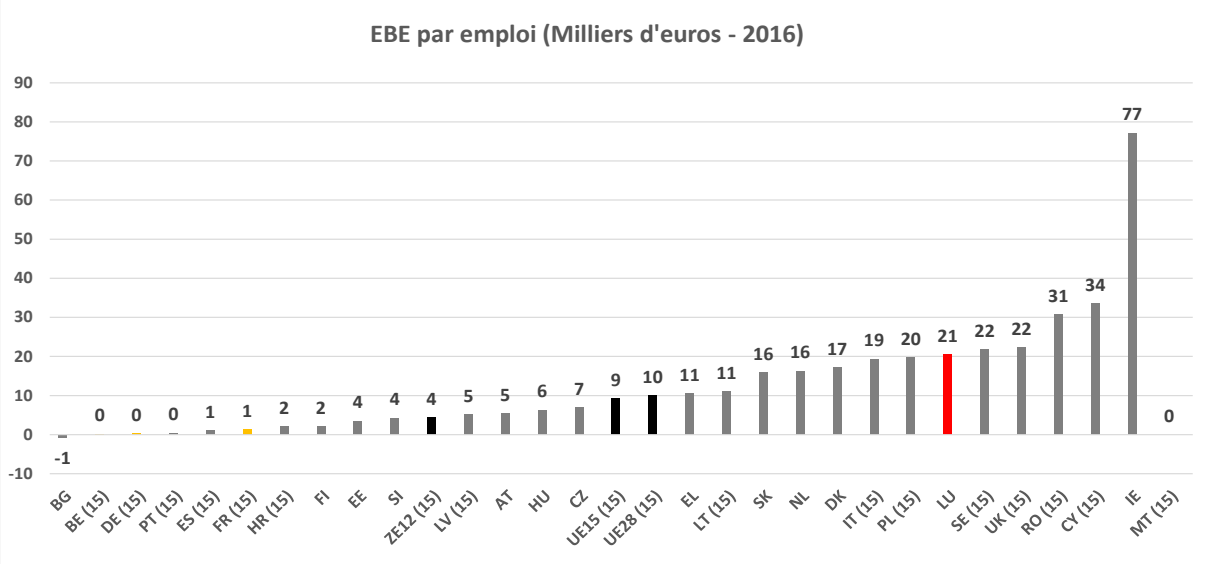


Rémunération du capital

Au Luxembourg, l'EBE par emploi ne revient qu'en 2016 à un montant comparable à celui de 2002 (le plus important de la période). En revanche, le développement du pays est particulièrement différent de celui de ses voisins. Ainsi, l'Allemagne est en baisse tendancielle depuis le début des années 2000, tandis que la France, après un pic en 2008, diminue régulièrement pour devenir proche de zéro, rejoignant la Belgique dont la marge d'exploitation reste négative sur l'ensemble de la période.



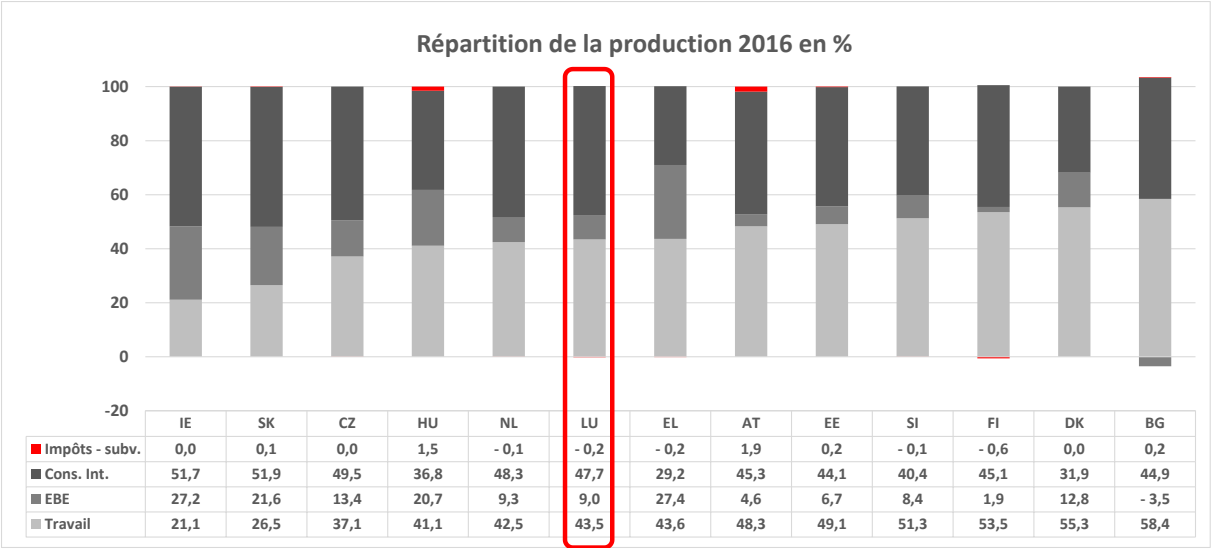
Avec 21.000 euros par emploi, le Luxembourg se positionne dans le premier tiers. Il devance largement les pays limitrophes qui se situent au voisinage de zéro.



Répartition de la production

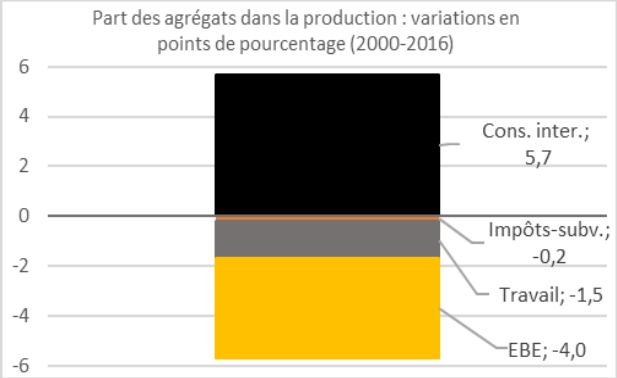
Globalement, le Luxembourg se positionne en milieu de classement pour l'ensemble des coûts de production.

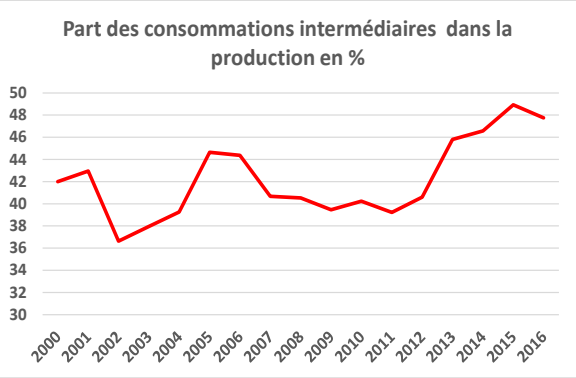
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	**6/14**	**13/14**	**8/13**	**8/13**



	IE	SK	CZ	HU	NL	LU	EL	AT	EE	SI	FI	DK	BG
Impôts - subv.	0,0	0,1	0,0	1,5	- 0,1	- 0,2	- 0,2	1,9	0,2	- 0,1	- 0,6	0,0	0,2
Cons. Int.	51,7	51,9	49,5	36,8	48,3	47,7	29,2	45,3	44,1	40,4	45,1	31,9	44,9
EBE	27,2	21,6	13,4	20,7	9,3	9,0	27,4	4,6	6,7	8,4	1,9	12,8	- 3,5
Travail	21,1	26,5	37,1	41,1	42,5	43,5	43,6	48,3	49,1	51,3	53,5	55,3	58,4

Le graphique suivant illustre parfaitement la situation de la branche avec des consommations intermédiaires dont le progrès réduit mécaniquement la part des autres composantes de la production (phénomène qui est récurrent dans beaucoup d'activités). Cette progression des consommations intermédiaires se produit essentiellement à partir de 2012, en passant de 41% en 2012 à 49% en 2015.





M71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques

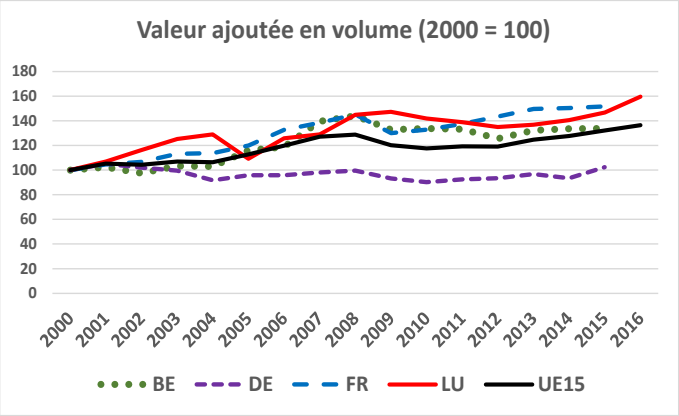
Mis à part l'emploi, tout semble évoluer de manière moyenne. Même la marge d'exploitation se positionne à un rang intermédiaire, légèrement supérieur à la moyenne européenne. Cependant, le Luxembourg se distingue une nouvelle fois par son haut niveau de productivité (deuxième).

Avec 7.100 emplois, il s'agit d'une branche relativement marginale. Sa proportion dans la valeur ajoutée de l'économie est clairement plus faible avec 1,2% que celle dans l'emploi. À noter encore la proportion notable des indépendants avec 17 % de l'emploi total, soient 900 emplois

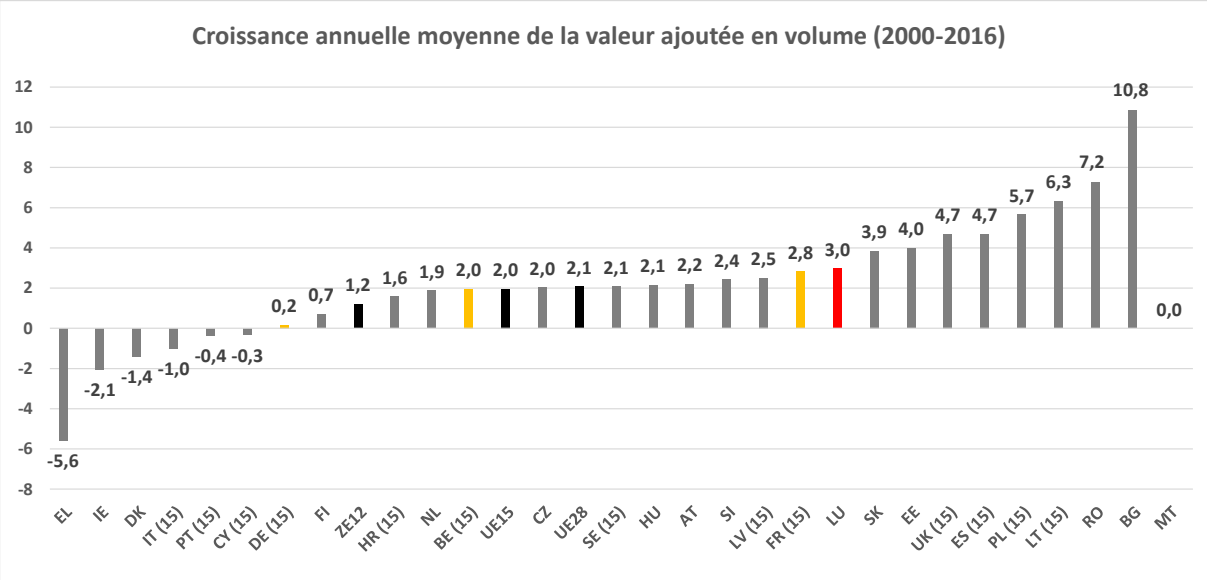
	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	**7,1**	**1,7**
Salariés (milliers)	**6,2**	**1,6**
Valeur ajoutée nominale (millions)	**575**	**1,2**

Activité

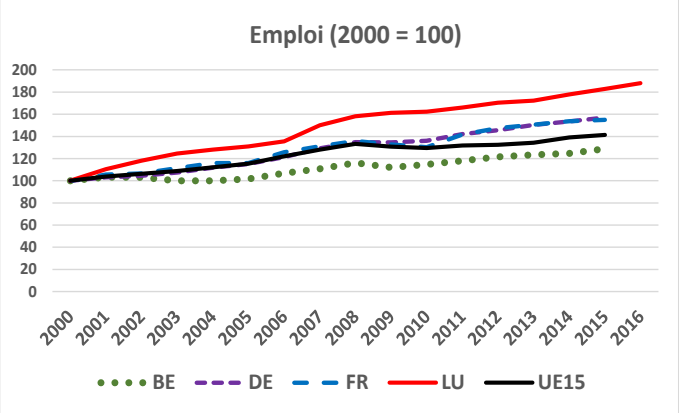
Le Luxembourg connaît une croissance de l'activité dans le sillage de la France et de la Belgique, mais loin devant l'Allemagne qui stagne sur la période.



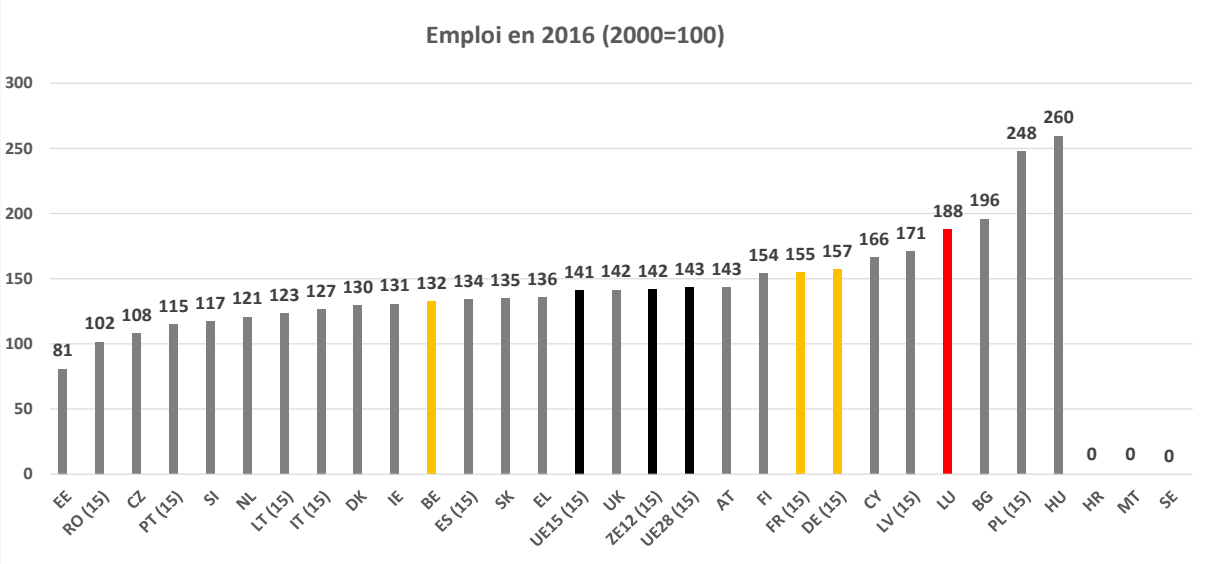
Dans un cadre plus large, le Luxembourg affiche également, avec 3% par an, une croissance supérieure aux moyennes européennes.



L'emploi, comme la valeur ajoutée, y évolue nettement plus que dans les pays voisins.



Au niveau européen, le Luxembourg enregistre même l'une des plus fortes hausses, devancé par trois NEM, pays en rattrapage.



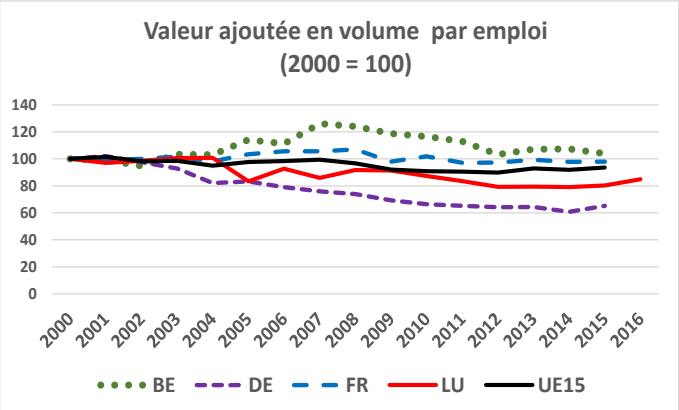
Sur l'ensemble de la période, le Luxembourg se positionne plutôt positivement pour l'ensemble des agrégats.

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

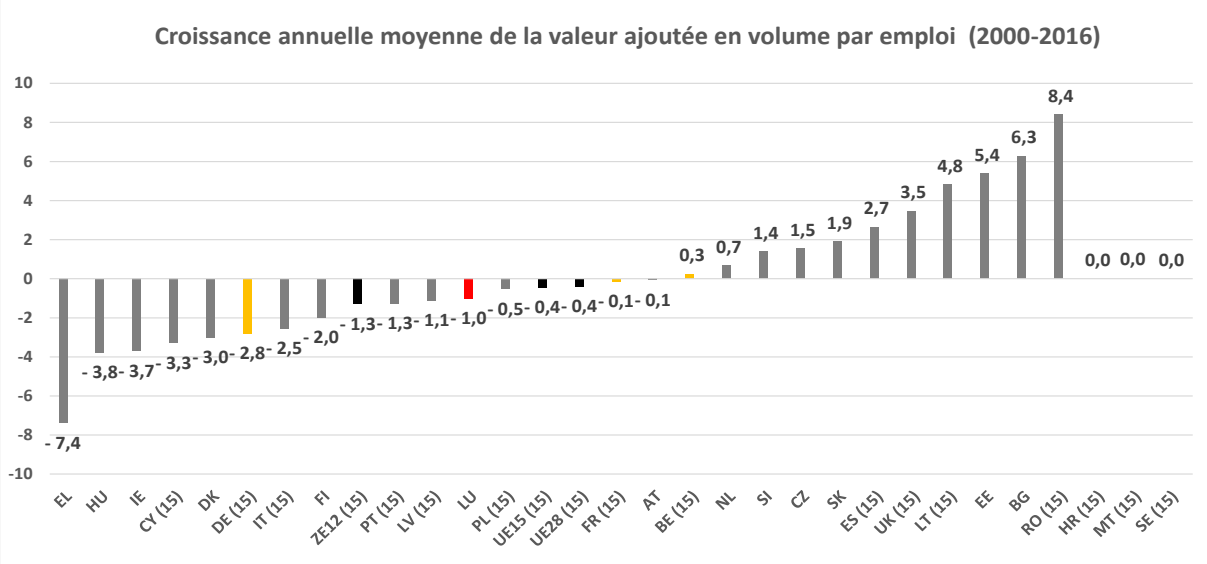
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	9/17	2/14	2/14
2007/2016	2/16	3/14	3/14
2000/2016	3/16	5/14	6/14

Productivité

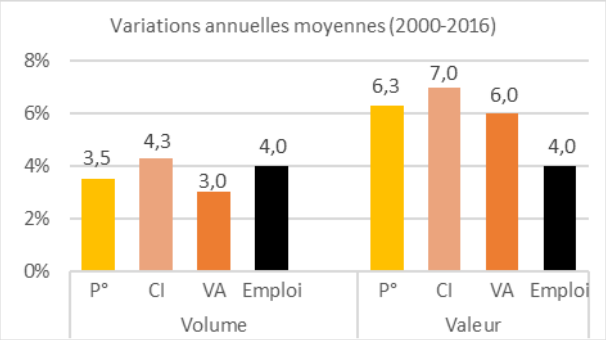
L'emploi augmentant plus rapidement que la valeur ajoutée en volume, la productivité diminue de manière relativement régulière, surtout depuis 2008. En France, en Belgique et dans l'UE15, elle reste globalement stable et, une fois de plus, elle diminue singulièrement en Allemagne.



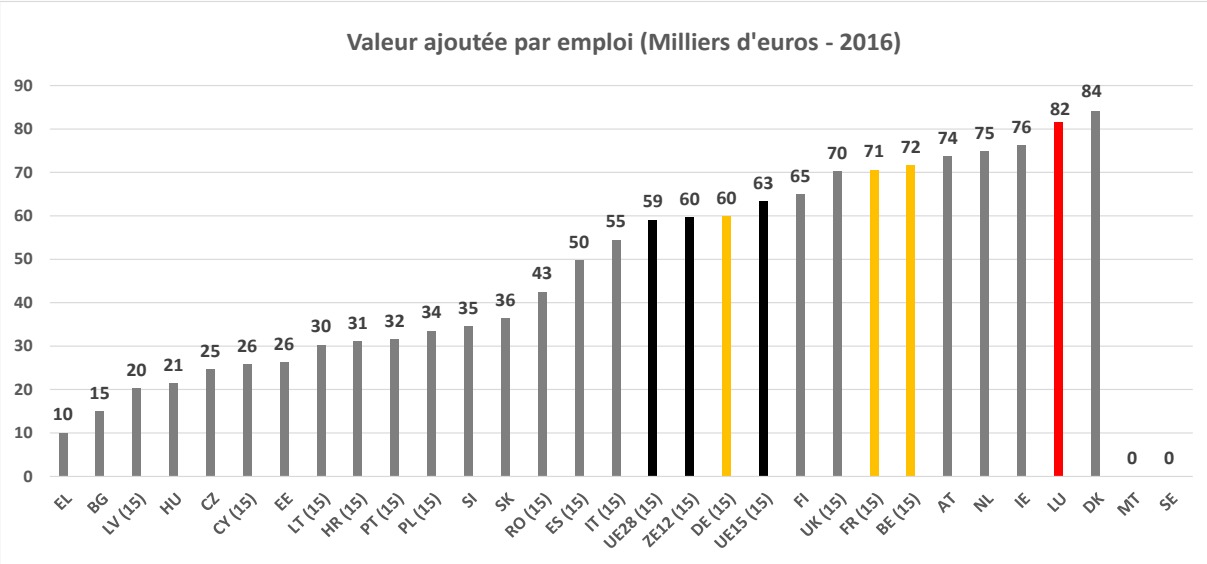
Par ailleurs, la productivité diminue dans la plupart des pays européen dont le Luxembourg qui affiche un recul moyen de l'indicateur de 1% par an.



Encore une fois, en volume comme en valeur, les consommations intermédiaires progressent plus vite que la production amenant une croissance de la valeur ajoutée amoindrie et ce phénomène est plus marqué en volume qu'en valeur.



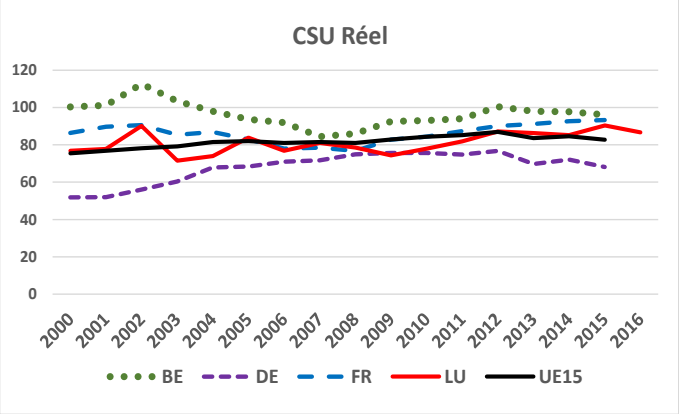
Malgré tout, avec 82.000 euros par emploi en 2016, le Luxembourg possède un niveau de productivité très important pour cette branche.



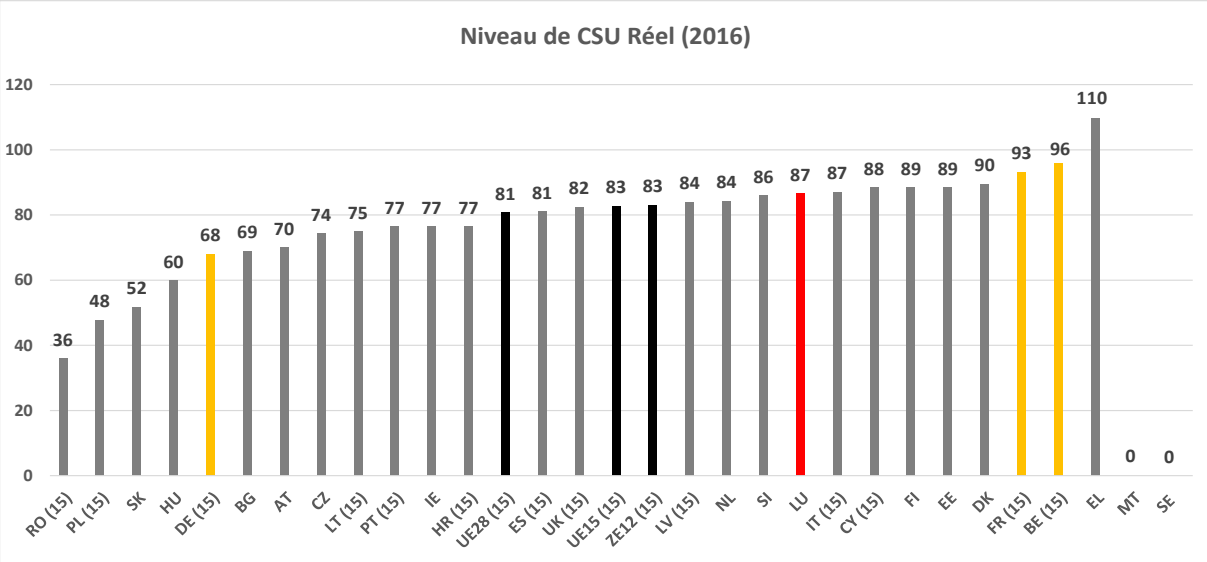
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

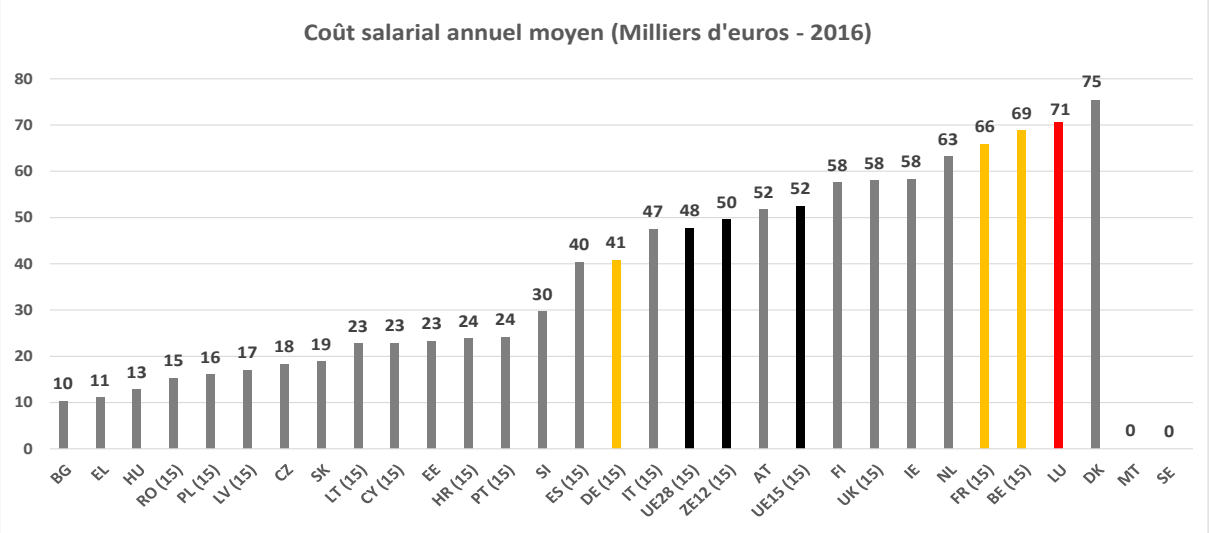
Sur l'ensemble de la période, la légère progression du CSU luxembourgeois suit de très près le trend de l'UE15. Au regard des pays limitrophes, il se range en milieu de classement, légèrement en dessous de la France et de la Belgique et au-dessus de l'Allemagne.



Comme dans la branche d'activité précédente, les CSU sont d'un poids plutôt important. Il faut dire qu'il s'agit, tout comme précédemment, d'un type d'activité nécessitant peu d'investissements et dont souvent l'essentiel du coût d'exploitation est constitué de celui de la main d'œuvre. Avec 87% de la valeur ajoutée, le CSU est relativement élevé au Luxembourg, toutefois inférieur à ceux de la Belgique et de la France.



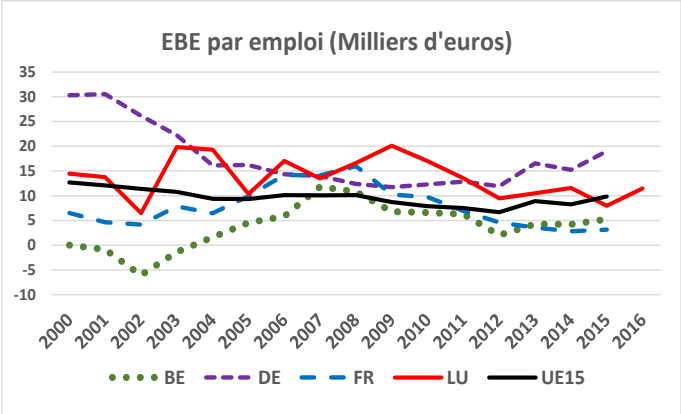
Avec 71.000 euros par emploi, le coût salarial luxembourgeois figure en 2e position de l'Union européenne, derrière le Danemark.



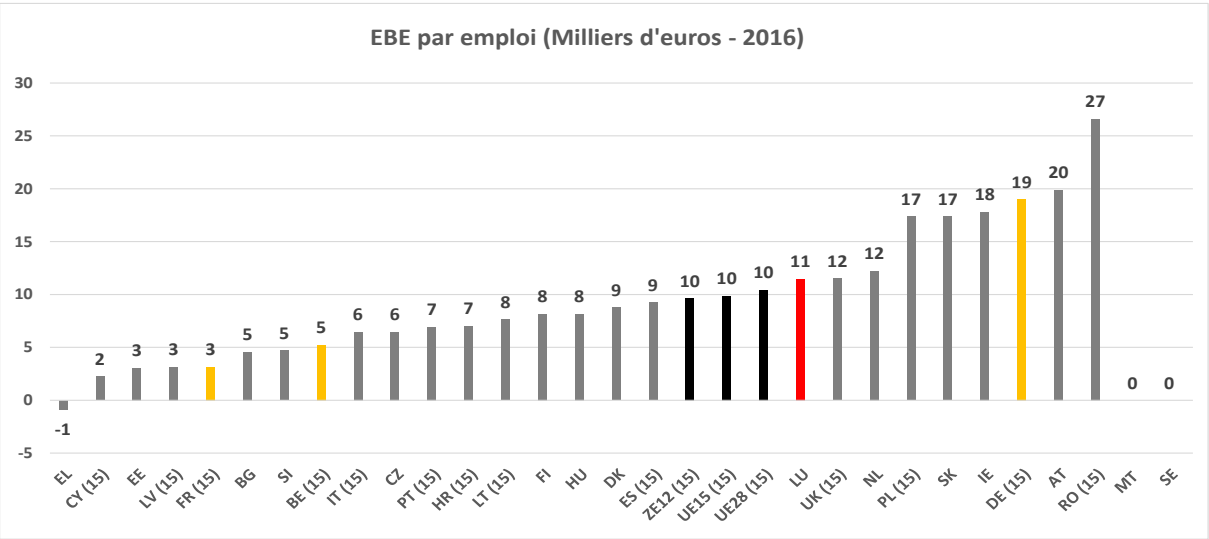
Rémunération du capital

L'EBE par emploi luxembourgeois évolue en dents de scie et tend à diminuer sur l'ensemble de la période.

On remarque que l'Allemagne, tout comme pour les activités juridiques et comptables, voit sa marge d'exploitation chuter en début de période pour ensuite se stabiliser.
La France et la Belgique ont des parcours similaires ; elles connaissent un pic avant la crise, suivi d'une baisse régulière et finalement se stabilisent à un niveau très bas.



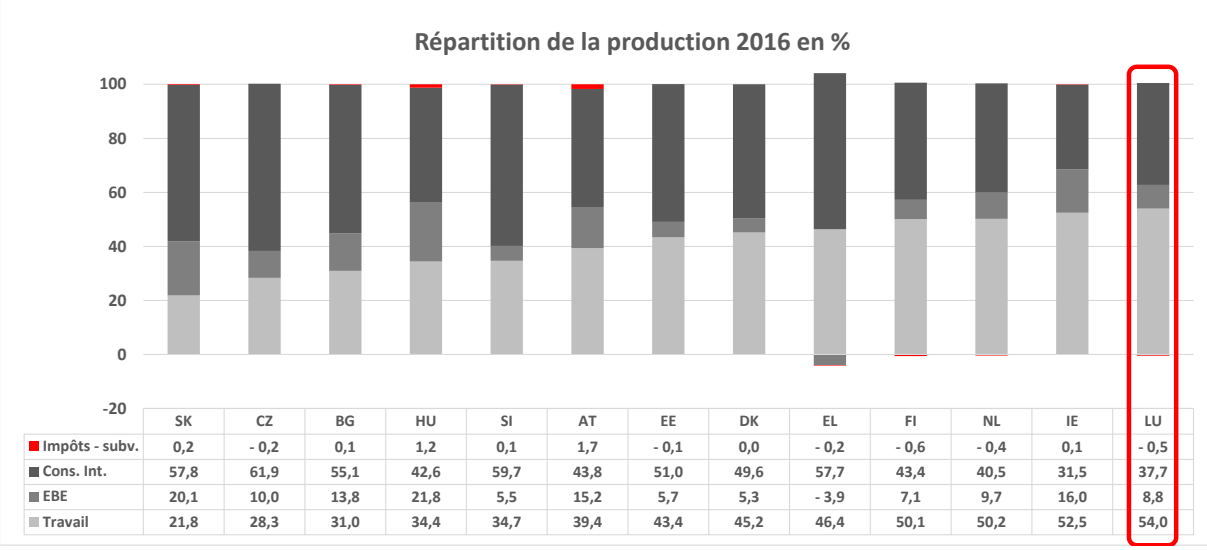
En 2016, l'EBE par emploi est de 11.000 euros. Ce montant place le Luxembourg à la limite du premier tiers et légèrement au-dessus des moyennes européennes.



Répartition de la production

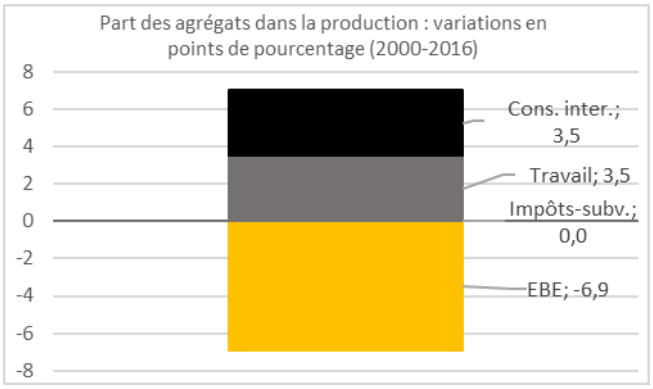
Le Luxembourg possède cette fois l'une des plus faibles parts de consommations intermédiaires dans la production. Il se classe de manière intermédiaire concernant l'EBE, et parmi les premiers pour le travail.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2015)	12/14	10/14	3/13	8/13



	SK	CZ	BG	HU	SI	AT	EE	DK	EL	FI	NL	IE	LU
Impôts - subv.	0,2	- 0,2	0,1	1,2	0,1	1,7	- 0,1	0,0	- 0,2	- 0,6	- 0,4	0,1	- 0,5
Cons. Int.	57,8	61,9	55,1	42,6	59,7	43,8	51,0	49,6	57,7	43,4	40,5	31,5	37,7
EBE	20,1	10,0	13,8	21,8	5,5	15,2	5,7	5,3	- 3,9	7,1	9,7	16,0	8,8
Travail	21,8	28,3	31,0	34,4	34,7	39,4	43,4	45,2	46,4	50,1	50,2	52,5	54,0

Même si la part des consommations intermédiaires dans la production demeure relativement basse comparativement aux autres pays, elle augmente tout de même de 3,5 points sur l'ensemble de la période. Celle du travail se développe dans la même proportion. La combinaison de ces deux hausses se répercute sur l'EBE qui perd 6,9 points en 16 ans.



M72 Recherche-développement scientifique

Eurostat ne publiant pas ces données pour le Luxembourg, il n'est pas possible de l'analyser séparément et d'en comparer les résultats avec les autres pays.

M73 Publicité et études de marché

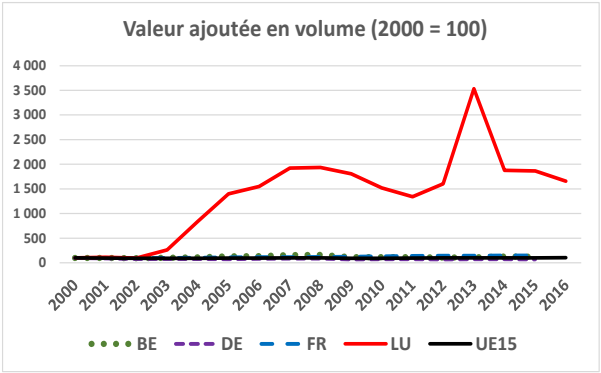
Difficile de tirer des conclusions sur l'évolution et la situation de cette activité, tant les évolutions sont pour le moins particulières.

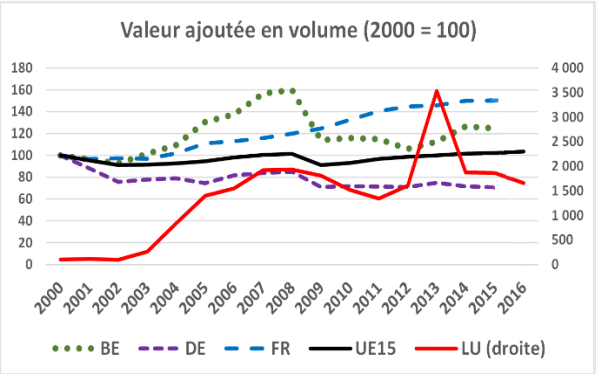
Avec 1.700 emplois, il s'agit d'une branche marginale de l'économie et à faible valeur ajoutée ; en effet, la part de la valeur ajoutée dans l'économie est deux fois moindre que celle l'emploi.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	1,7	0,4
Salariés (milliers)	1,6	0,4
Valeur ajoutée nominale (millions)	111	0,2

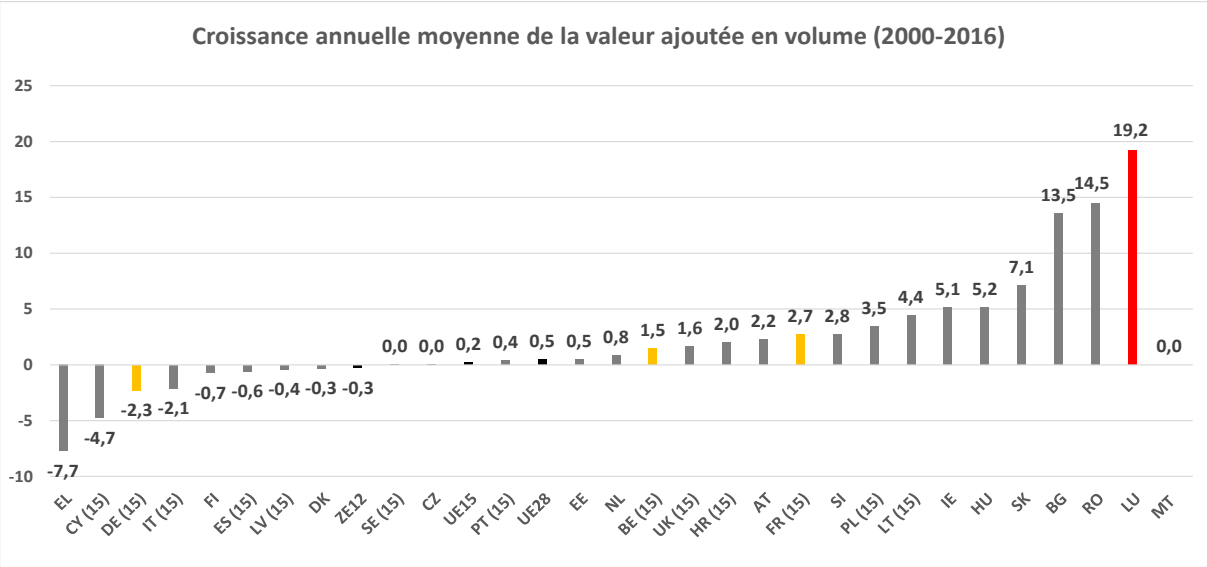
Activité

Le Luxembourg enregistre une croissance de la valeur ajoutée en volume tout simplement incroyable ! En fin de période, elle est de 1559% après avoir culminé à 3434% en 2013 ! La croissance luxembourgeoise est si forte qu'elle ne permet même pas de distinguer celle des pays voisins sur la même échelle. Si la France et la Belgique affichent une croissance de leur valeur ajoutée en volume, il s'agit de croissances modestes. Et, pour l'Allemagne, la valeur ajoutée décline. Pour l'UE15, la stagnation est presque parfaite.

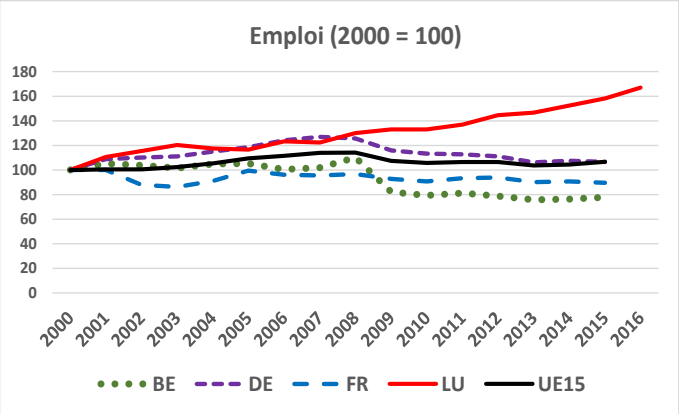




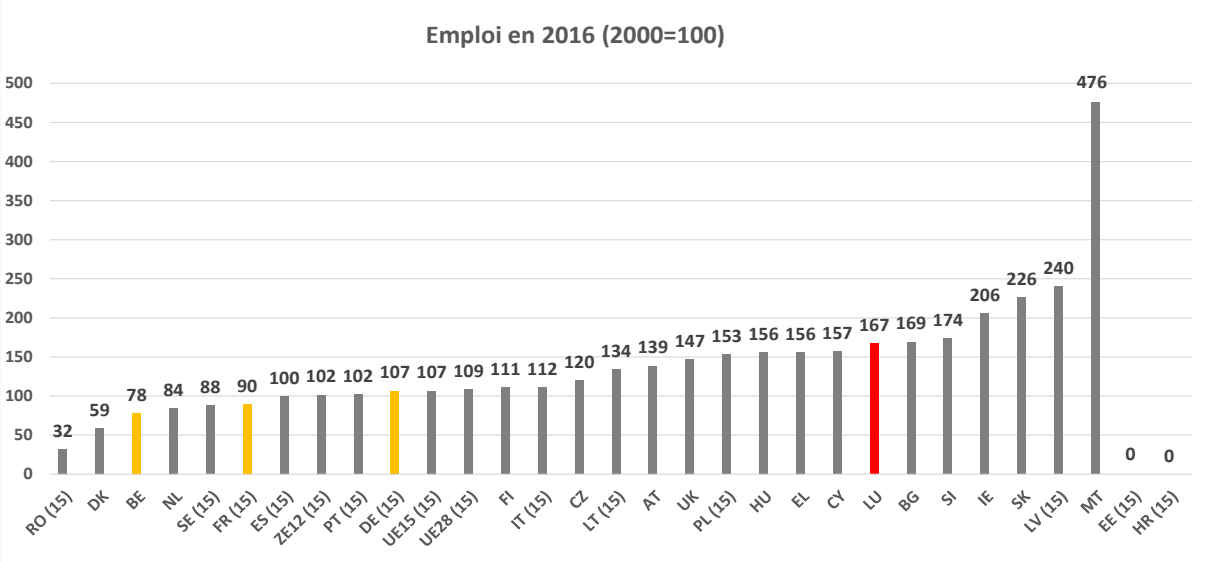
Avec 19,2% de croissance annuelle moyenne, le Luxembourg affiche une amélioration de presqu'un cinquième chaque année, loin devant les autres pays, le tout dans un contexte de quasi-stagnation dans une partie de l'Europe et de récession plus ou moins sévère dans une autre partie. Notons au passage la surprenante position de la Roumanie qui, dans beaucoup de services aux entreprises, a des performances pour le moins surprenantes.



Évidemment, l'emploi a plus fortement progressé que dans les pays voisins, néanmoins sans commune mesure avec l'activité « réelle ».



En effet, l'emploi s'accroît, au Luxembourg, de 67% entre 2000 et 2016. Au sein de l'UE15, seule l'Irlande fait mieux.



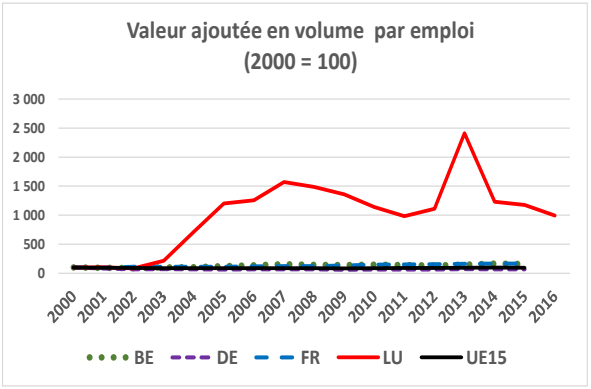
Le tableau suivant présente un certain contraste quant à la dynamique des différents agrégats. Alors que, en période longue, le Luxembourg se trouve largement en tête sur la valeur ajoutée en volume, il ne se classe qu'en position intermédiaire sur celle en nominale.

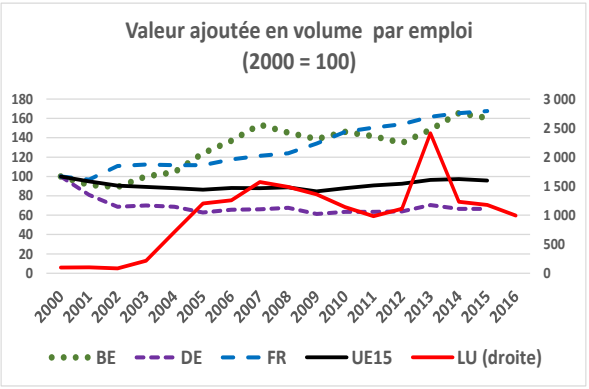
Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	3/18	13/14	5/15
2007/2016	5/17	11/14	5/15
2000/2016	6/16	1/14	9/15

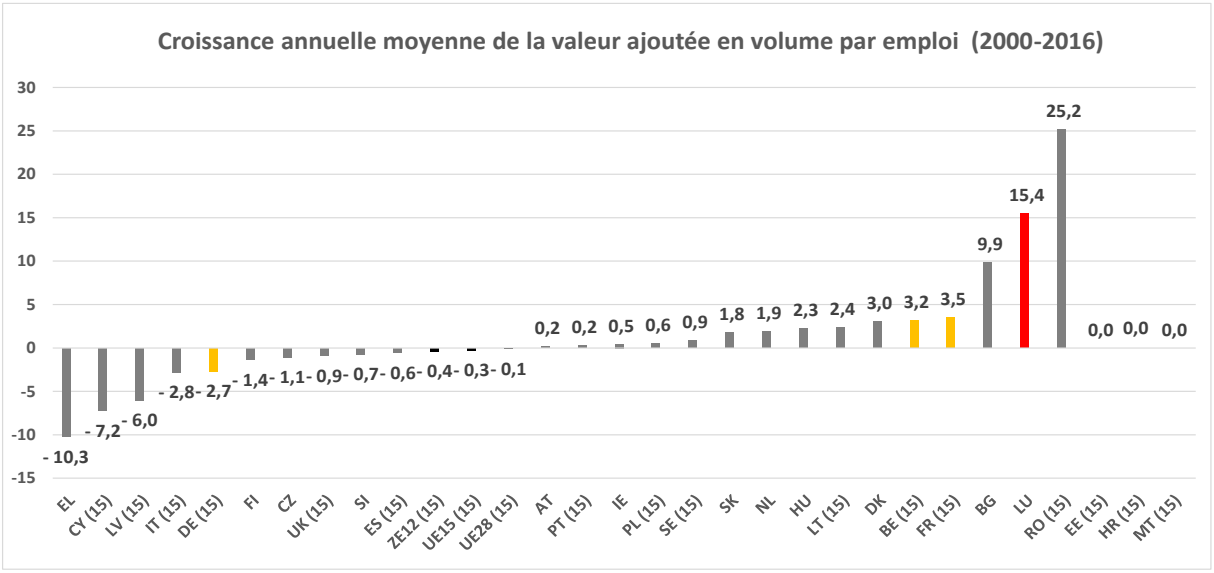
Productivité

Compte tenu d'une valeur ajoutée en volume multipliée par 16 entre 2000 et 2016, et un emploi multiplié par 1,7, il n'y a rien d'étonnant à voir le Luxembourg caracoler en tête pour l'évolution de sa productivité. Et il nous faut une fois encore recourir à une échelle différente pour le Luxembourg afin de constater que la productivité de l'UE15 tend à stagner, qu'elle progresse en Belgique et France et se réduit en Allemagne.

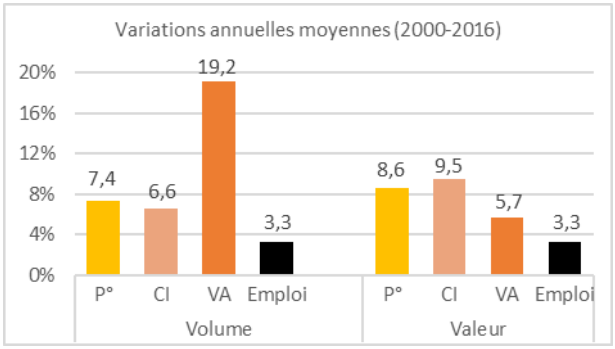




Avec 15,4% de croissance annuelle moyenne de la productivité, le Luxembourg n'est devancé que par la Roumanie. On n'ose imaginer les conditions pour les travailleurs dans lesquelles de tels gains de productivité peuvent être réalisés avec une augmentation de l'activité réelle de plus de 15% par an. Cela revient en effet à doubler l'activité réelle tous les cinq ans. Depuis 16 ans, l'activité réelle par emploi aurait été multipliée par 10 !



Alors que les consommations intermédiaires progressent plus rapidement que la production en valeur, on constate le phénomène inverse en volume. De ce fait, la valeur ajoutée en volume explose avec 19,2% par an en moyenne, alors même que la production n'augmente que de 7,4%. Le phénomène inverse se produit pour les données nominales.

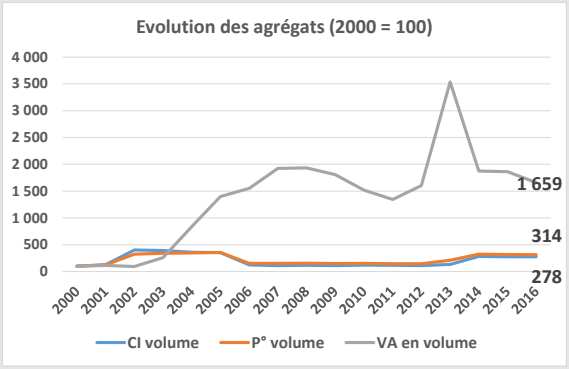


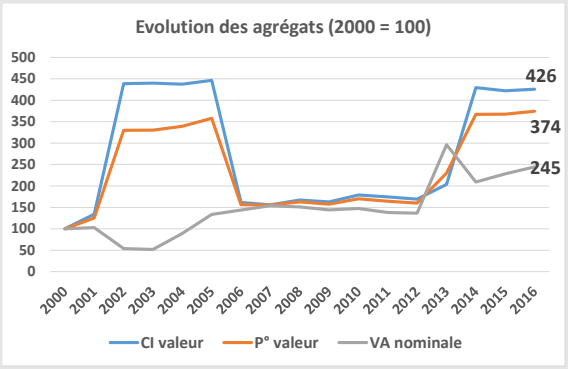
Volume ou valeur, quels sont les agrégats les plus significatifs pour l'entreprise ?

Remarquons au passage un phénomène intéressant pour la compréhension des variations en volume et valeur et les informations contradictoires qu'elles peuvent comporter. Mais tout d'abord, on peut s'interroger sur les modifications singulièrement erratiques des agrégats, en volume comme en valeur.

Ainsi, l'année 2013 est particulièrement intéressante. La valeur ajoutée en volume augmente sur une seule année de 120%, soit une multiplication par 2,2 ! En valeur, la progression est presque identique avec 117%. En fait, la production n'a augmenté en volume comme en valeur « que » de 44%. Pourtant, le fait que les consommations intermédiaires augmentent moins vite (20%), amène la valeur ajoutée à exploser par rapport à l'évolution de la production avec +120% en volume et +117% en valeur.

Posons-nous la question : entre la production et la valeur ajoutée, lequel de ces agrégats est le plus significatif de « l'activité réelle » ?





Ainsi, entre 2001 et 2002, les productions en volume et en valeur sont **multipliées** par 2,6, les consommations intermédiaires respectivement par 3,3 et 3,1, et les valeurs ajoutées par 0,8, soit 20% de baisse et 0,5, soit 50% de baisse. Autant dire que sur une seule année, ces variations sont pour le moins extrêmes !

Phénomène inverse en 2005-2006, la production est divisée par 2,3, les consommations intermédiaires par 2,8 et la valeur ajoutée par 0,9. À noter l'étrange similarité entre les évolutions en volume et en valeur.

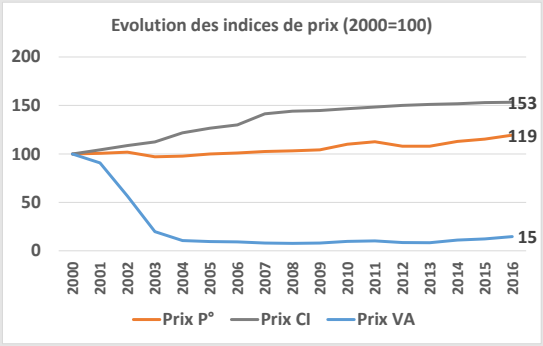
Enfin, entre 2013 et 2014, malgré de fortes croissances des productions en volume comme en valeur, la valeur ajoutée se contracte en raison d'un progrès plus rapide des consommations intermédiaires. En volume, sur une seule année, elle est divisée par deux.

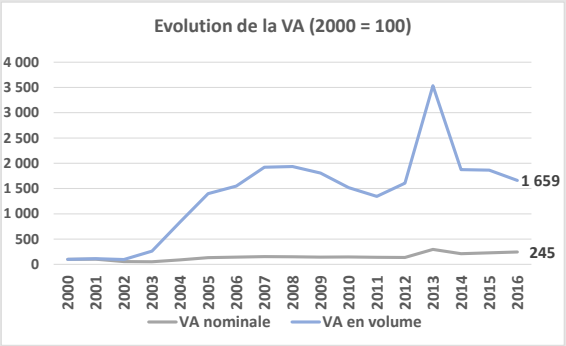
Là encore une question se pose… L'emploi croît, cette année-là, de 4%... alors que la valeur ajoutée en volume, que l'on considère comme l'indicateur d'activité réelle, est divisée par deux, non parce la production diminue, mais parce que les consommations intermédiaires augmentent plus vite. Dès lors, on peut se demander qui de la production ou de la valeur ajoutée reflète le mieux l'activité.

	2001/2002 **Multiplié** par :	2005/2006 **Divisé** par :	2013/2014 **Multiplié** par :
P° Val	2,6	2,3	1,6
CI Val	3,3	2,8	2,1
VA Val	0,5	0,9	0,7
P° Vol	2,6	2,3	1,5
CI Vol	3,1	2,8	2,1
VA Vol	0,8	0,9	0,5

À ces variations pour le moins surprenantes des agrégats, l'explication de croissance de la valeur ajoutée en volume de près de 20% par an trouve mécaniquement son origine dans l'évolution des prix de la valeur ajoutée. Alors que le prix de la production n'augmente que de 19%, celui des consommations intermédiaires s'élève de 53%. Compte tenu de la forte proportion de consommations intermédiaires dans la production (72% en début de période et 82% en fin de période), le prix de la valeur ajoutée est divisé par 7, soit une baisse de 11,3% par an.

Ainsi, même avec une valeur ajoutée nominale stagnante depuis 2000, de telles modifications de prix auraient amené la valeur ajoutée en volume à être multipliée par huit entre 2000 et 2016.





Une illustration parfaite du décalage entre l'évaluation des performances en volume et en valeur

Ceci signifie que les entreprises verraient tout de même leur activité réelle augmenter alors qu'elles n'engrangeraient pas d'argent supplémentaire (valeur ajoutée nominale stagnante), si bien que le CSU réel (salaire nominal rapporté à la valeur ajoutée nominale) augmenterait, et le CSU nominal (salaire nominal rapporté à la valeur ajoutée en volume) diminuerait.

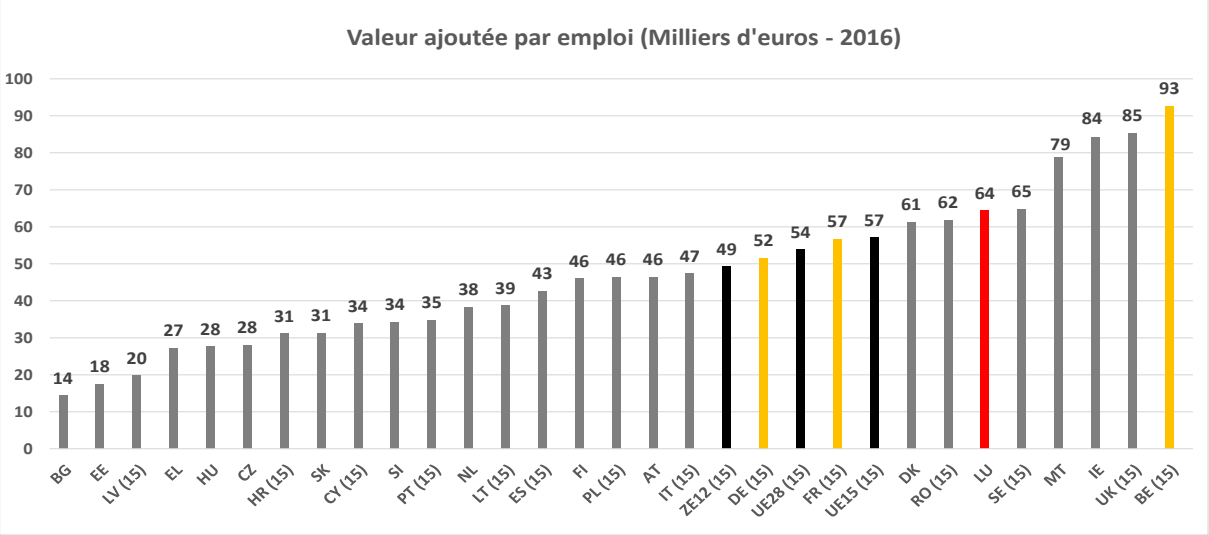
Cette branche illustre parfaitement le décalage qu'il peut y avoir entre les évaluations en volume et les relevés en valeur. Tous les agrégats se référant aux données en volume montrent une évolution autrement plus favorable qu'en valeur, avec des chiffres astronomiques. On le remarque notamment sur les CSU. Pendant que le CSU réel augmentait de 7%, le CSU nominal diminuait de 86%.

Pourtant, malgré une activité « réelle » et dans son sillage une productivité « réelle » explosant, un CSU nominal chutant de 86%, les marges des entreprises ne progressent pas voire diminuent. Alors qu'en 2000 chaque emploi dégage une marge d'exploitation de 4.100 euros, en 2016, elle n'est plus que de 1.000 euros.

	Variations 2000/2016	
	Volume	**Valeur**
Valeur ajoutée (%)	**1559**	**145**
Productivité (%)	**894**	**46**
CSU Nominal/Réel (2000 = 100)	**16**	**109**
EBE par emploi (milliers d'euros)		**-3**

Réel ou nominal, quel est le plus significatif de la bonne santé des entreprises de cette activité ?

Malgré un progrès de la valeur ajoutée moindre en nominal qu'en volume, le niveau de production luxembourgeois est très élevé avec 64.000 euros par emploi.

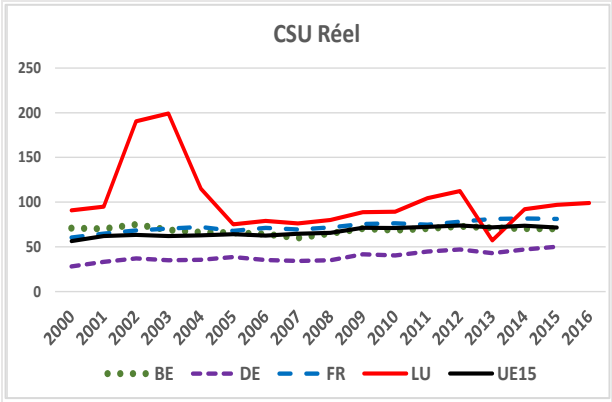


Rémunération des facteurs de production

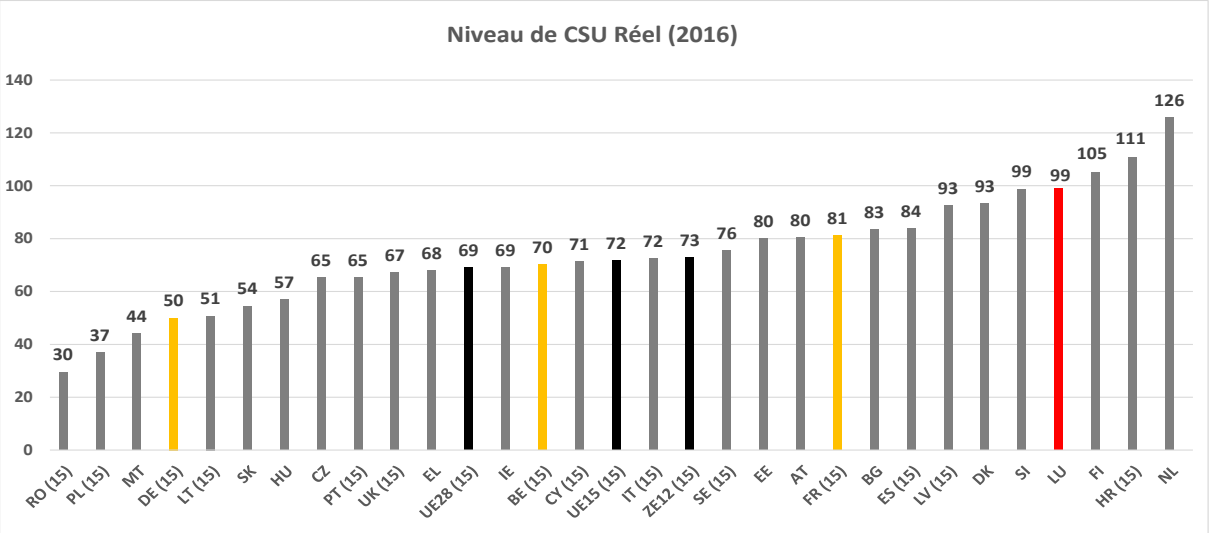
Rémunération du travail

Sur l'ensemble de la période, le CSU luxembourgeois est nettement supérieur à ceux des pays limitrophes. De plus, il est fréquemment supérieur à 100 ou dans son voisinage, signifiant ainsi des pertes d'exploitation ou de très faibles marges.

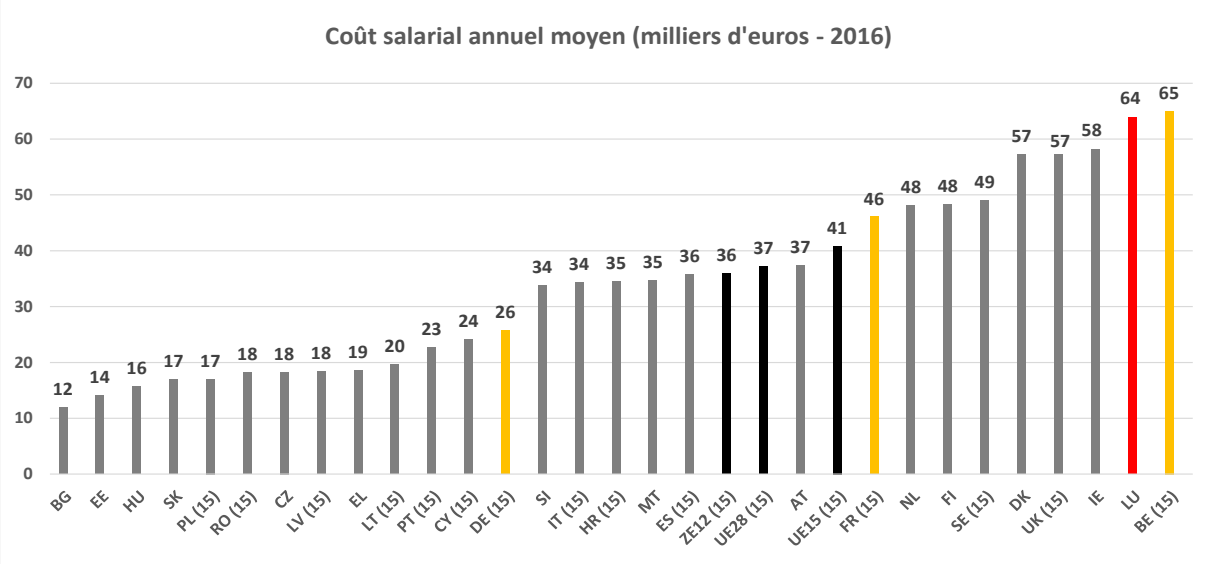
Remarquons que les évolutions extrêmes soulignées en encadré se retrouvent évidemment sur la dynamique des autres indicateurs, dont le CSU.



En 2016, le Luxembourg enregistre d'ailleurs l'un des CSU les plus hauts d'Europe avec près 100% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail.



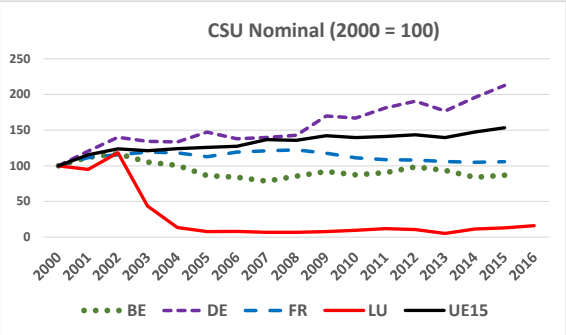
Avec 64.000 euros par emploi, le coût salarial annuel moyen luxembourgeois est le 2e plus important derrière la Belgique.

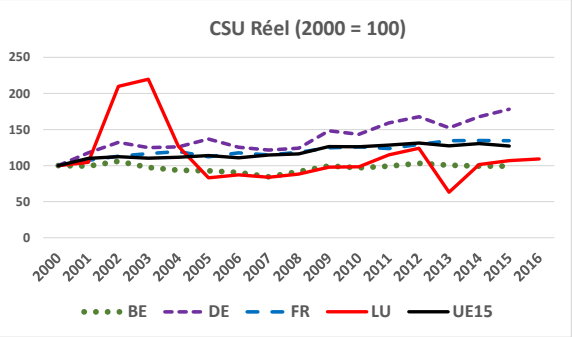


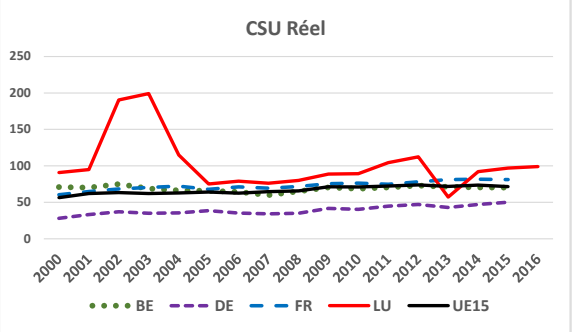
Une comparaison CSU réel - CSU nominal intéressante :

En observant le CSU nominal, c'est-à-dire l'évolution des salaires rapportée à l'activité « réelle » des entreprises, donc à la productivité « réelle », on constate que le Luxembourg gagne en compétitivité de façon impressionnante. En effet, le CSU diminue de 84%, tandis qu'il augmente en Allemagne et en France et se rétracte légèrement en Belgique. Concernant le CSU réel, il en va autrement ; en 2016, il a le même poids qu'en 2000 et il est presque constamment supérieur à ceux des pays limitrophes.

Nous avons donc, en 2016, un CSU nominal selon lequel le Luxembourg gagne en compétitivité coût, alors qu'en réalité 99% de la valeur ajoutée est consacrée à la rémunération du travail, tandis qu'en 2000 ce pourcentage, bien que déjà très élevé, était de 90,7% de la valeur ajoutée.





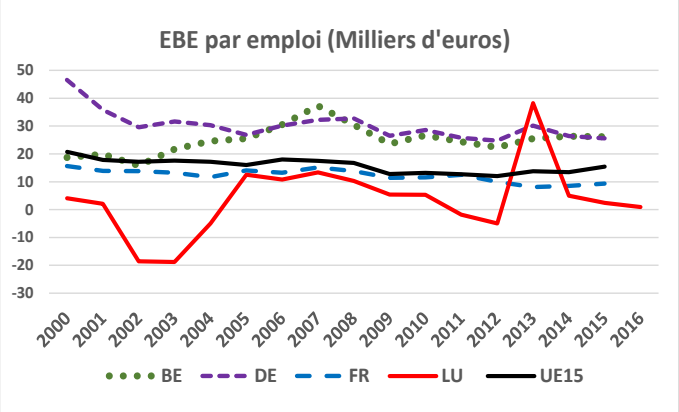


Rémunération du capital

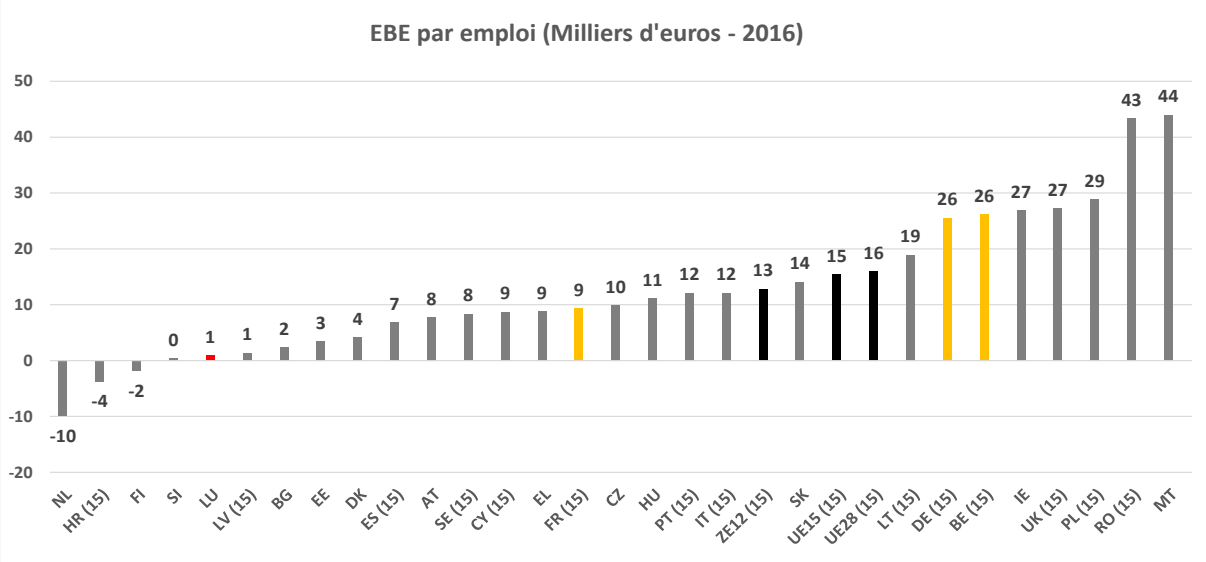
Les constats précédents nous font voir un EBE par emploi nettement inférieur aux pays voisins et, à plusieurs reprises, négatif. Notons surtout :

- La croissance de pays émergents — VA Volume — +19,2% par an
- De formidables gains de productivité — VA/Emploi — +15,4% par an
- Une amélioration spectaculaire de la compétitivité coût — CSU Nominal — -86% au total

Et malgré tous ces signes positifs, l'EBE par emploi, c'est-à-dire la marge d'exploitation générée par chaque emploi, ne décolle pas et se retrouve, en fin de période, à un montant inférieur à l'initial.



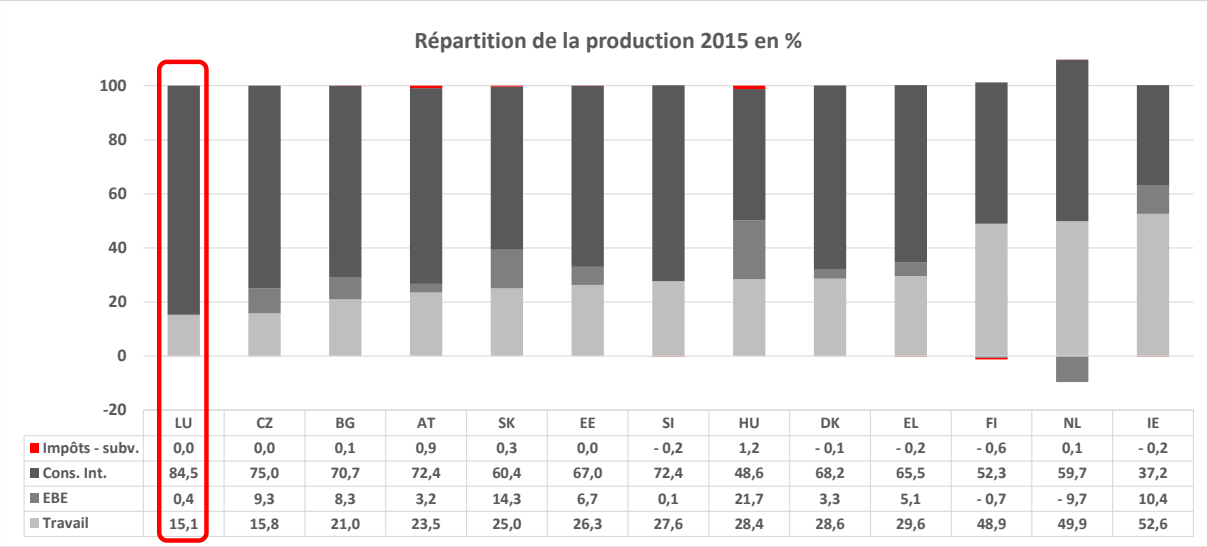
Avec un EBE de 1.000 euros par emploi, le Luxembourg enregistre en 2016 l'un des plus mauvais scores concernant la marge d'exploitation, même si globalement les marges sont relativement mauvaises dans les différents pays. Historiquement, seule l'année 2013 est exceptionnelle. L'EBE par emploi atteint les 38.000 euros, la moyenne sur la période se situant à 3.600 euros.



Répartition de la production

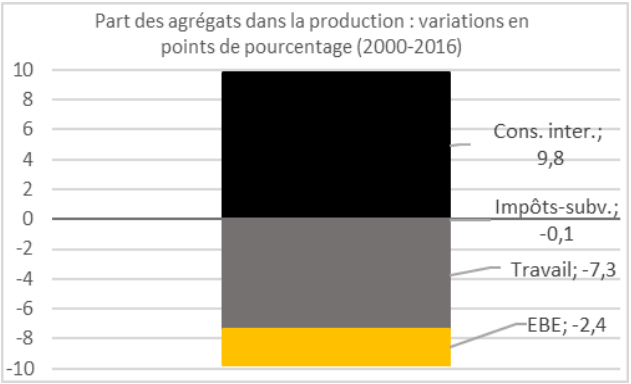
Au Luxembourg, les rémunérations des facteurs de production (travail et capital) sont parmi les moindres en proportion de la production. En cause, le premier rang occupé par les consommations intermédiaires. En effet, le travail ne constitue que 18,3% de la production et l'EBE 0,4%. Les consommations intermédiaires, avec 84,5% de la production sont, de loin, la plus forte proportion en Europe.

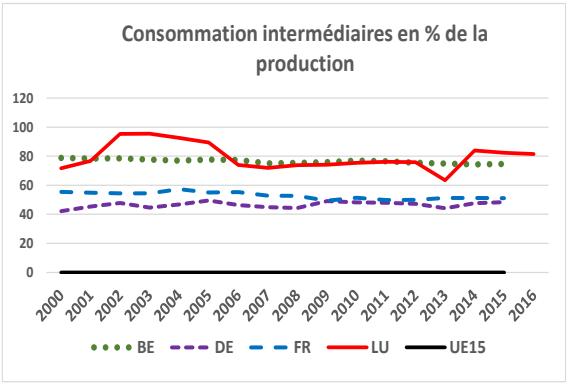
	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	1/15	11/15	11/14	12/14



	LU	CZ	BG	AT	SK	EE	SI	HU	DK	EL	FI	NL	IE
Impôts - subv.	0,0	0,0	0,1	0,9	0,3	0,0	- 0,2	1,2	- 0,1	- 0,2	- 0,6	0,1	- 0,2
Cons. Int.	84,5	75,0	70,7	72,4	60,4	67,0	72,4	48,6	68,2	65,5	52,3	59,7	37,2
EBE	0,4	9,3	8,3	3,2	14,3	6,7	0,1	21,7	3,3	5,1	- 0,7	- 9,7	10,4
Travail	15,1	15,8	21,0	23,5	25,0	26,3	27,6	28,4	28,6	29,6	48,9	49,9	52,6

La part des consommations intermédiaires gagne 9,8 points entre 2000 et 2016, comprimant celle de l'EBE, qui est cependant structurellement très faible, et surtout celle du travail qui diminue de 7,3 points.





M73 à M75 Publicité et études de marché ; autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, activités vétérinaires

Eurostat ne publiant pas ces données pour le Luxembourg, il n'est pas possible de l'analyser séparément et d'en comparer les résultats avec les autres pays.

N – ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN

Dans tous les domaines, le Luxembourg fait montre de progressions plutôt bonnes. En 2016, il se classe au deuxième rang européen de productivité, derrière l'Irlande. Ce résultat est obtenu malgré une particulièrement forte progression des consommations intermédiaires qui sont passées de 37% de la production en 2000 à 88% en 2016.

L'EBE par emploi est relativement bas, pourtant il est au troisième rang européen. Il faut ajouter que la plupart des pays ont un EBE par emploi inférieur 10.000 euros.

En 2016, les activités de services administratifs et de soutien regroupent 28.000 emplois au Luxembourg, soit 6,7% du total. Il s'agit d'une activité à faible valeur ajoutée, sa part dans l'économie totale représente à peine la moitié de celle de l'emploi.

	Total	% de l'économie
Emploi (milliers)	28,0	6,7
Salariés (milliers)	27,6	7,0
Valeur ajoutée nominale (millions)	1 679	3,5

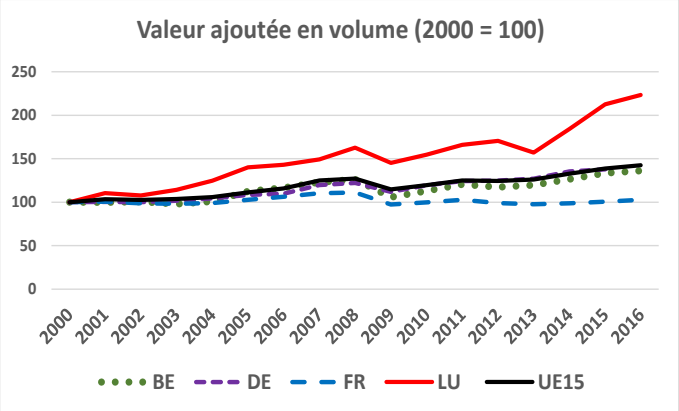
Cette branche regroupe les sous-branches suivantes :

- N77 Activités de location et location-bail
- N78 Activités liées à l'emploi
- N79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes
- N80-N82 Enquêtes et sécurité, activités administratives, services et aménagement paysager

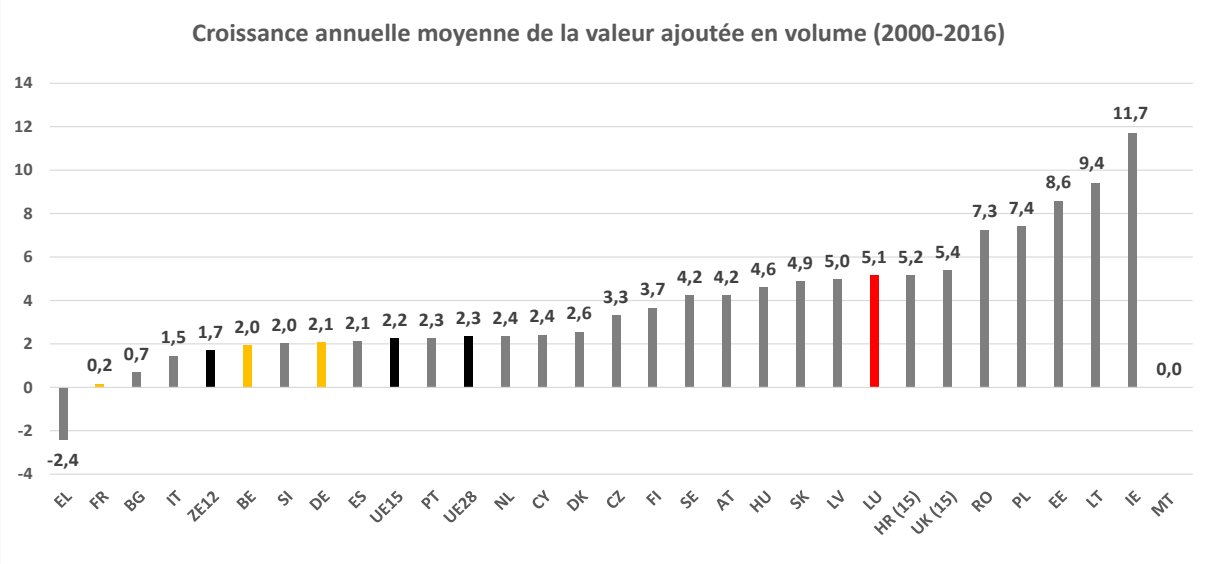
Le détail des activités n'est pas disponible à Eurostat.

Activité

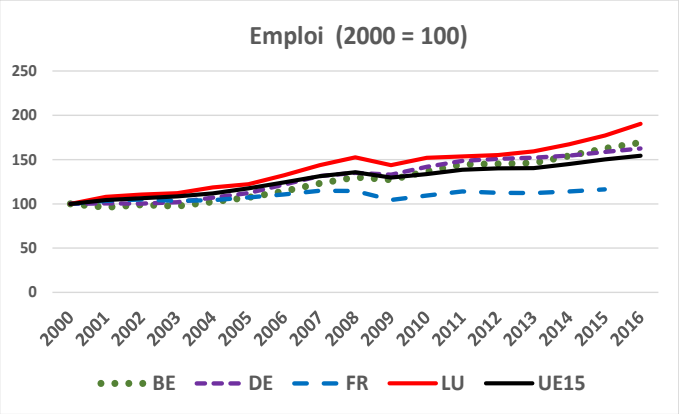
Le Luxembourg fait montre d'une croissance autrement plus importante que dans les pays voisins. Tout comme le Luxembourg, ils ont subi les effets de la crise, mais pendant que la France stagnait, les autres pays et, au premier chef le Luxembourg, ont repris leur progression.



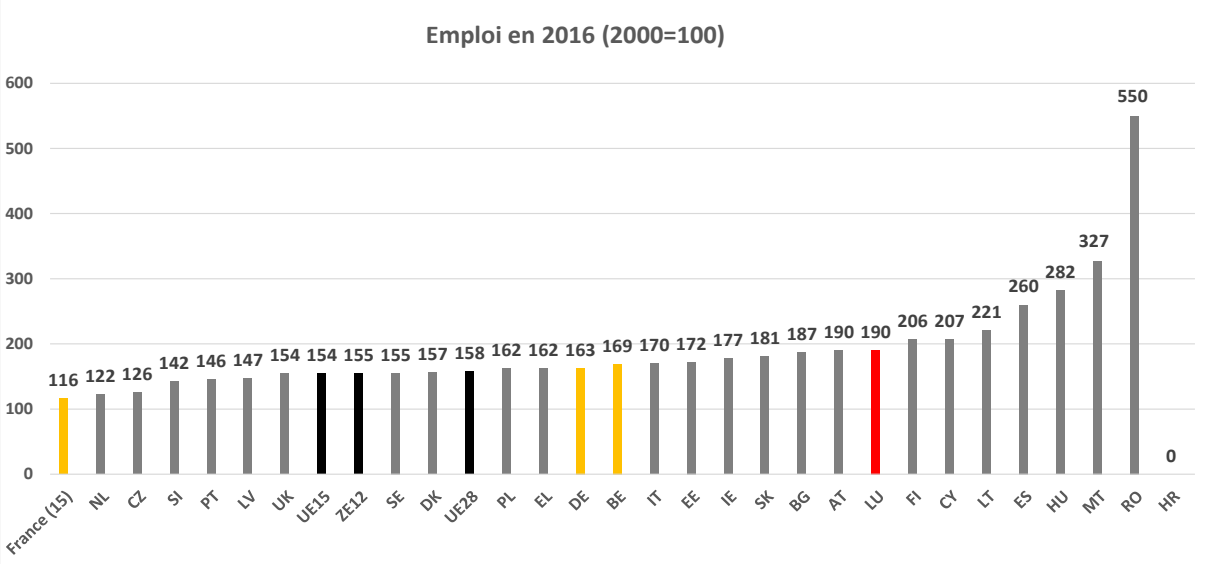
Avec une croissance annuelle moyenne de 5,1%, représentant 2,5 fois la moyenne européenne, le Luxembourg n'est devancé, comme souvent, que par des NEM en rattrapage et l'Irlande.



En matière d'emploi, le Luxembourg dépasse également ses voisins, pourtant dans une moindre mesure que pour la valeur ajoutée en volume, signe que la productivité se développe plus au Luxembourg que dans les pays voisins.



Dans un contexte européen, le Luxembourg affiche même une progression qui le place à la limite du premier tiers.



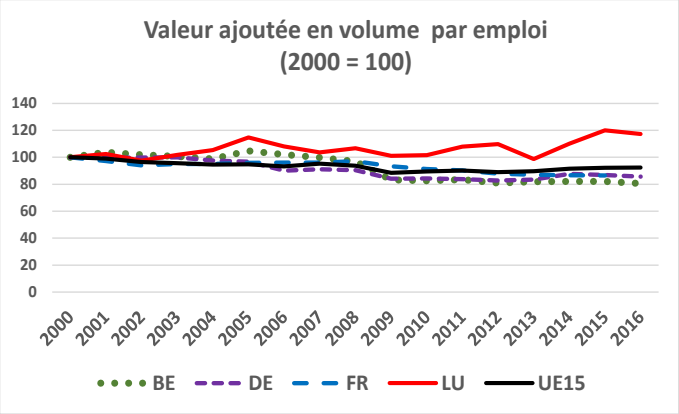
De 2000 à 2016, au sein des différents indicateurs ci-dessous, la valeur ajoutée en volume s'élève plus rapidement que l'emploi (+5,1% vs +4,1%).

Classement luxembourgeois dans l'UE28 concernant la croissance des différents agrégats

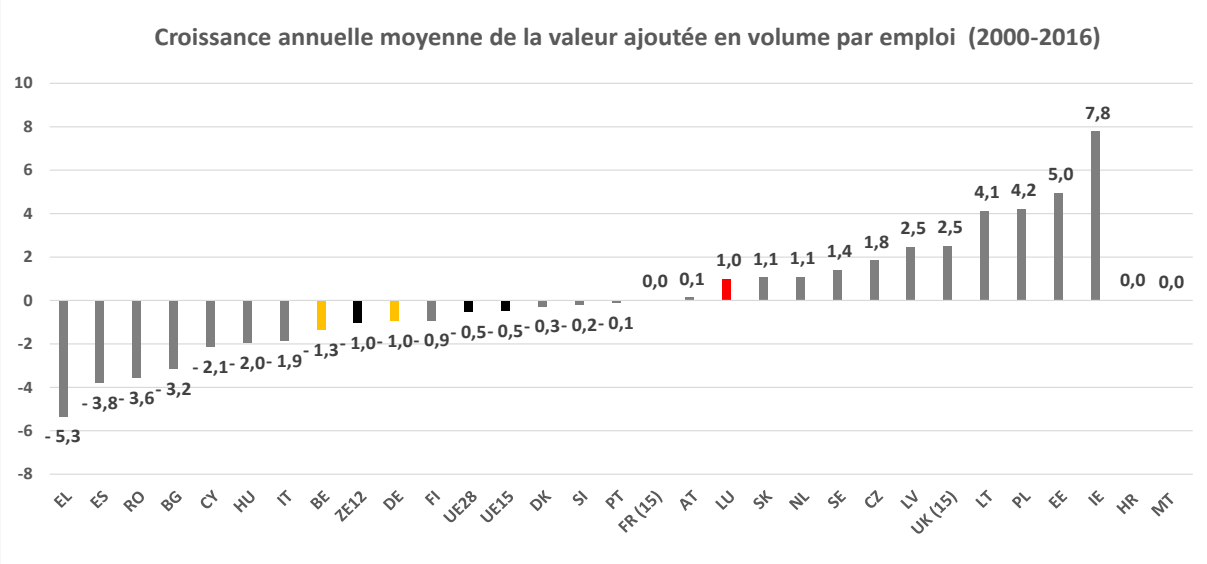
	Emploi	VA en volume	VA nominale
2016	6/27	13/25	10/26
2007/2016	8/26	5/25	7/26
2000/2016	8/26	6/25	10/26

Productivité

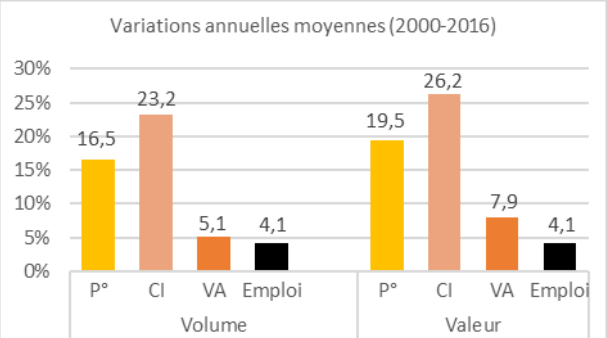
La productivité luxembourgeoise progresse légèrement, mais remarquons qu'elle tend à se réduire dans les pays limitrophes et l'UE15.



Alors que la productivité chute dans la plupart des pays, le Luxembourg enregistre des gains certains (+1,0% par an).

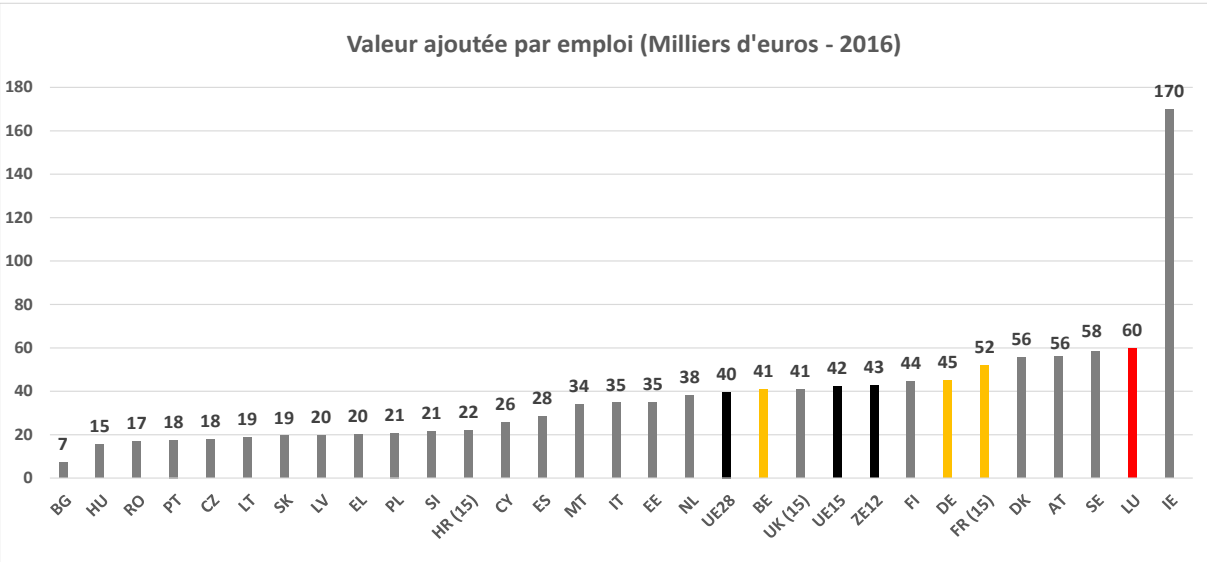


Le fait que le Luxembourg affiche des gains de productivité dans cette branche est d'autant plus remarquable que les consommations intermédiaires s'accroissent autrement plus rapidement que la production tant en volume qu'en valeur.



Remarquons une fois encore la croissance particulièrement sensible de la production qui retrace mieux l'activité que la valeur ajoutée dans la mesure où elle n'est pas influencée par l'évolution des consommations intermédiaires.

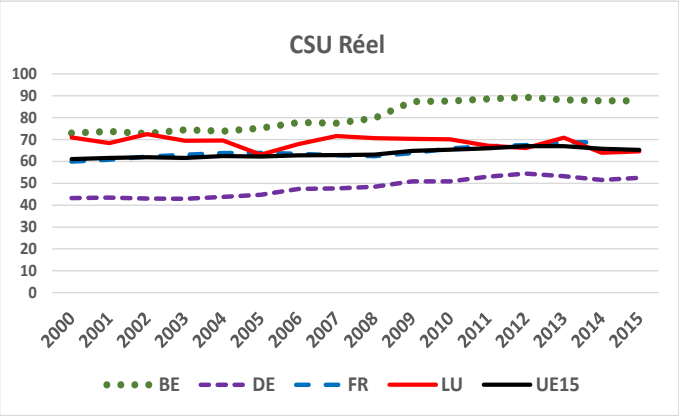
Ainsi, malgré le progrès spectaculaire des consommations intermédiaires, la valeur ajoutée en volume progresse sensiblement moins que dans la plupart des pays. En outre, le niveau de productivité luxembourgeois est, avec 60.000 euros par emploi, au deuxième rang européen derrière l'Irlande.



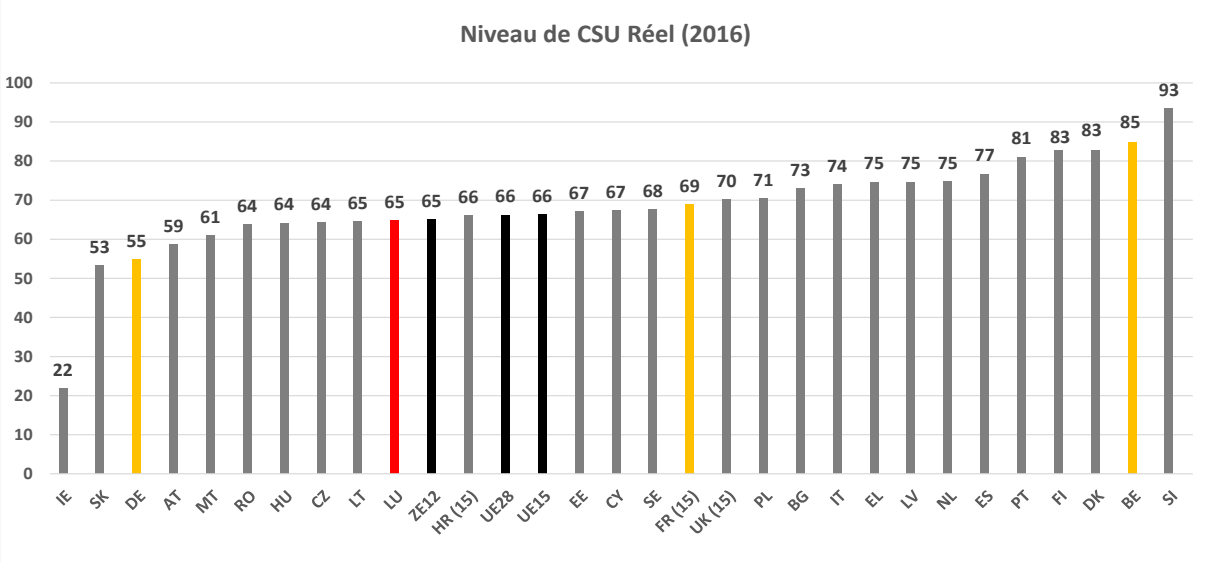
Rémunération des facteurs de production

Rémunération du travail

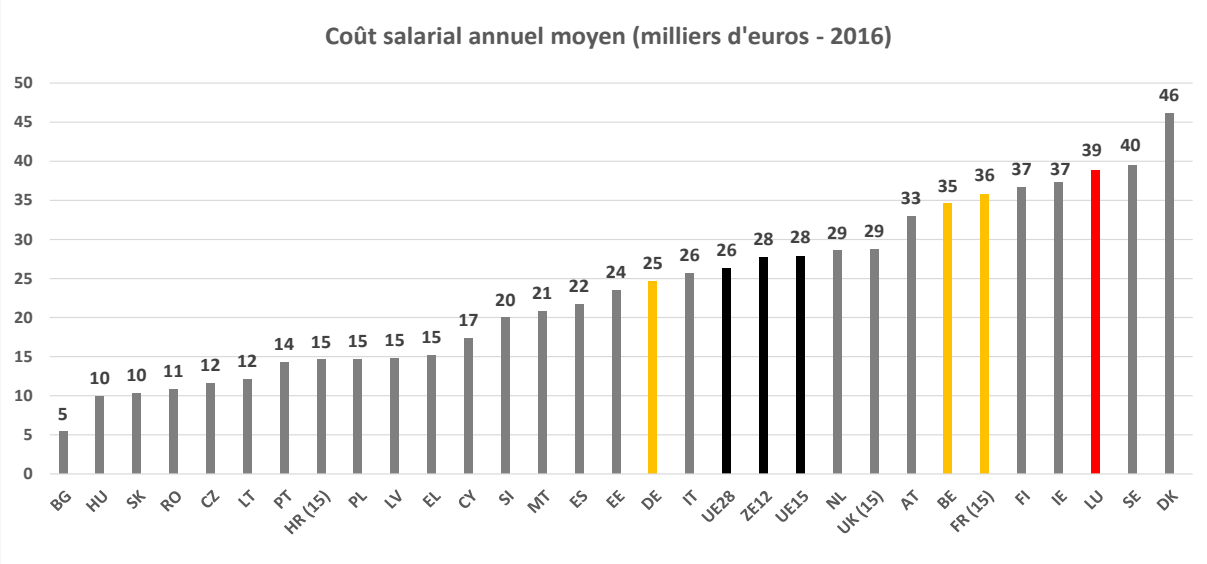
Sur l'ensemble de la période, le CSU luxembourgeois décroît légèrement alors qu'il s'améliore dans les pays limitrophes. Si, en 2000, il est proche de la Belgique, en fin de période, il est largement en dessous et se retrouve à hauteur de la France et de l'UE15.



À l'échelle européenne, le CSU luxembourgeois se trouve dans le tiers inférieur avec 65% de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail, légèrement sous les moyennes européennes.

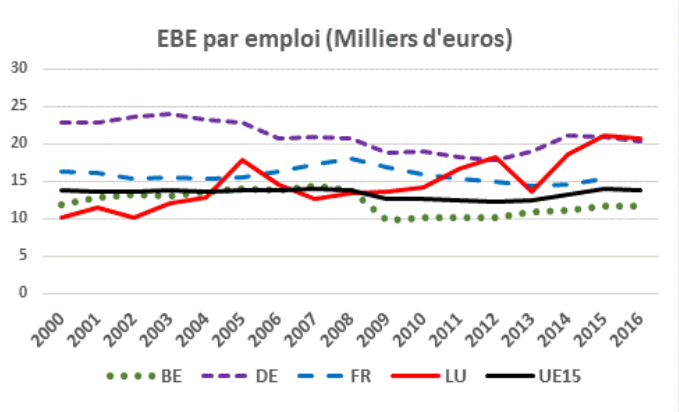


Globalement, les coûts salariaux sont peu importants. Rappelons qu'il s'agit d'activités à faible valeur ajoutée. Cependant, nous avons vu que cela ne pénalisait pas le CSU, ni les marge, compte tenu du haut niveau de productivité.

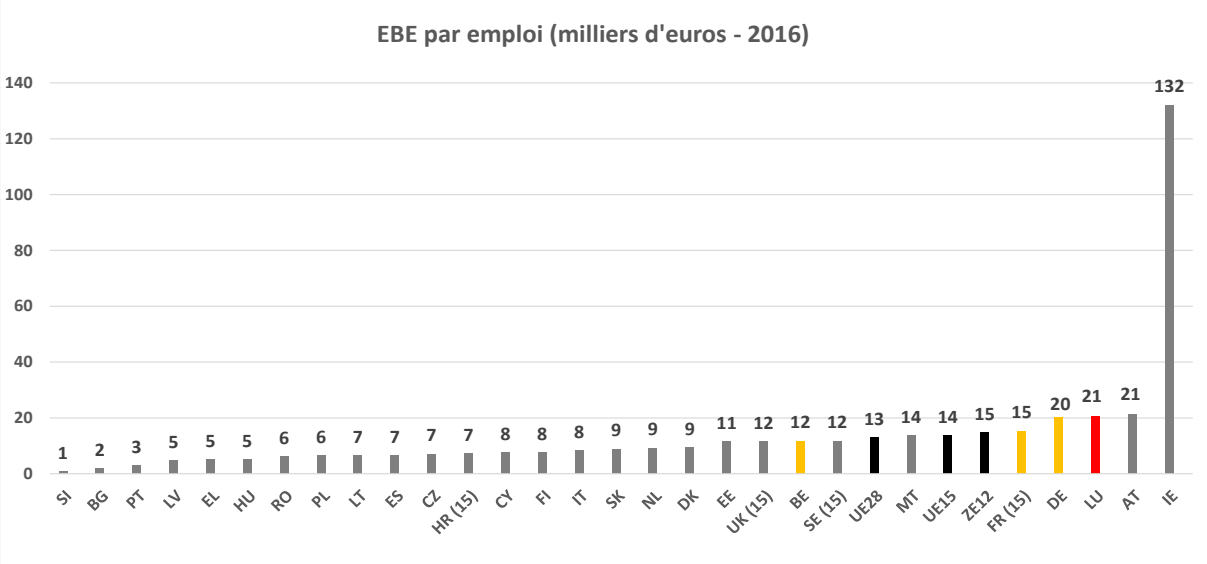


Rémunération du capital

Alors qu'en début de période, le Luxembourg a le moindre EBE par emploi, il finit par rejoindre l'Allemagne. Pourtant, tandis que l'Allemagne est sur une tendance décroissante, la marge d'exploitation par emploi est multipliée par deux au Luxembourg.



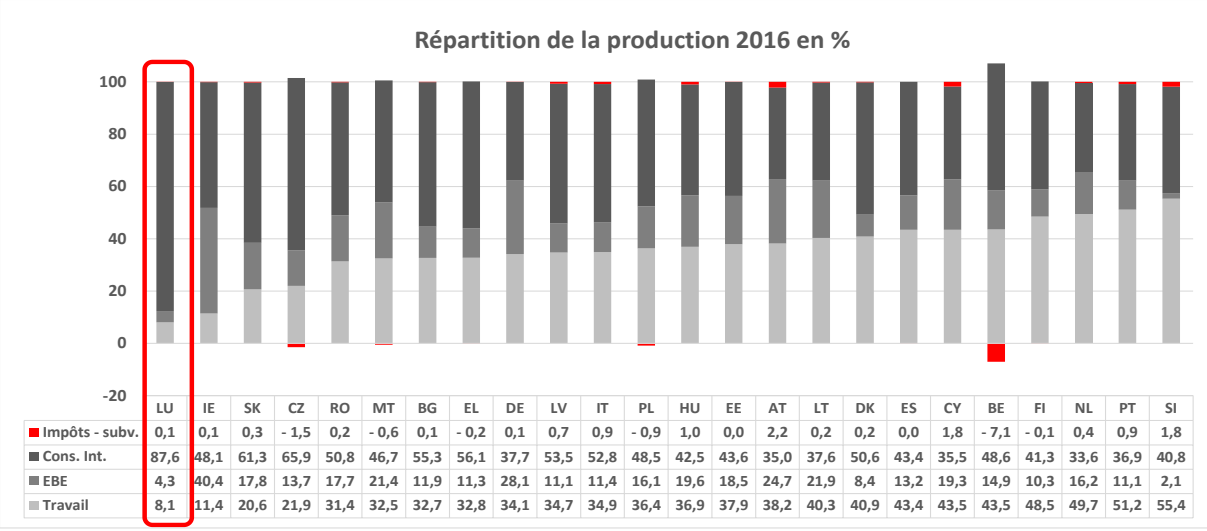
Dans une activité où les marges sont plutôt faibles, hormis le cas exceptionnel de l'Irlande, le Luxembourg tire plutôt correctement son épingle du jeu. Avec un EBE par emploi de 21.000 euros, il se place en 3e position, juste devant l'Allemagne dont la position doit, à la différence du Luxembourg, moins à son niveau de productivité qu'à celui des salaires, parmi les plus bas de l'UE15.



Répartition de la production

Le Luxembourg se situe aux dernières places concernant les parts, dans la production, des rémunérations des facteurs. Pourtant, nous avons vu qu'en absolu, travail et capital sont correctement rémunérés. En cause une nouvelle fois, la part des consommations intermédiaires qui est la plus haute d'Europe avec 87,6%.

	Cons. Int.	Impôs - Subv.	Travail	EBE
Clst. LU (2016)	1/25	16/24	24/24	23/24



	LU	IE	SK	CZ	RO	MT	BG	EL	DE	LV	IT	PL	HU	EE	AT	LT	DK	ES	CY	BE	FI	NL	PT	SI
Impôts - subv.	0,1	0,1	0,3	- 1,5	0,2	- 0,6	0,1	- 0,2	0,1	0,7	0,9	- 0,9	1,0	0,0	2,2	0,2	0,2	0,0	1,8	- 7,1	- 0,1	0,4	0,9	1,8
Cons. Int.	87,6	48,1	61,3	65,9	50,8	46,7	55,3	56,1	37,7	53,5	52,8	48,5	42,5	43,6	35,0	37,6	50,6	43,4	35,5	48,6	41,3	33,6	36,9	40,8
EBE	4,3	40,4	17,8	13,7	17,7	21,4	11,9	11,3	28,1	11,1	11,4	16,1	19,6	18,5	24,7	21,9	8,4	13,2	19,3	14,9	10,3	16,2	11,1	2,1
Travail	8,1	11,4	20,6	21,9	31,4	32,5	32,7	32,8	34,1	34,7	34,9	36,4	36,9	37,9	38,2	40,3	40,9	43,4	43,5	43,5	48,5	49,7	51,2	55,4

Cependant, si la part des consommations intermédiaires est importante en 2016, cela n'a pas toujours été le cas. De 2000 à 2005, les consommations intermédiaires participent en moyenne à 37% de la production pour grimper régulièrement à 88%. Avec 50,9 points de plus entre 2000 et 2016, le

Luxembourg affiche de loin la plus forte augmentation en Europe. Mécaniquement, cela compriment les autres composantes : la rémunération du travail perd 36,9 points et l'EBE 14,6 points.

